

**Hans-Hermann
Hoppe**

*Le Libéralisme
contre
la démocratie sociale*

**Hans-Hermann
Hoppe**

*Le Libéralisme
contre
la démocratie sociale*

Textes choisis
&
traduits par F. Guillaumat

Hans-Hermann HOPPE est Professeur au Département d'Economie de l'Université du Nevada à Las Vegas, Senior Fellow du *Ludwig von Mises Institute* et Rédacteur en chef adjoint de la *Review of Austrian Economics*.

Hans-Hermann HOPPE est né le 2 septembre 1949 à Peine, en Allemagne de l'Ouest. Il a fréquenté l'*Universität des Saarlandes* à Sarrebruck, la *Göthe Universität* de Francfort/M. et l'*University of Michigan* à Ann Arbor pour des études de philosophie, sociologie, histoire et économie. Il a reçu en 1974 son doctorat en Philosophie et son Diplôme post-doctoral (Sociologie et Economie) de la *Göthe Universität* de Francfort.

Il a enseigné dans plusieurs universités en Allemagne, de même qu'à Bologne, au *Bologna Center for Advanced International Studies* de la *Johns Hopkins University*.

Il a publié : *Handeln und Erkennen* [Action et perception] (Berne, 1976),

Kritik der kausalwissenschaftlichen Sozialforschung
[Critique de la recherche déterministe dans les sciences sociales] (Opladen, 1983),

Eigentum, Anarchie und Staat [La Propriété, l'anarchie et l'Etat] (Opladen, 1987),

A Theory of Socialism and Capitalism (Dordrecht, 1990)

et *The Economics and Ethics of Private Property*
(Dordrecht, 1993).

Ludwig von Mises Institute, Auburn, Alabama 36849-5301.
Tél. 19-1-334-2500; Fax : 19-1-334-2583.

e-mail : lv mises@mail.auburn.edu

Première partie :

*La démocratie
sociale,
voilà l'ennemi !*

1 Liberté d'immigrer ou intégration forcée ?

Comme l'indique l'immigrationnisme forcené des bandits communistes, la véritable liberté en matière d'immigration est le contraire exact de l'intégration forcée qu'imposent les gouvernements démocrates-sociaux à l'échelle du monde. A défaut d'une société totalement libre, l'Etat ne peut mener une politique d'immigration raisonnable que s'il agit comme le ferait un roi [F. G.].

L'argument classique en faveur de l'immigration sans frein se présente comme suit : toutes choses égales par ailleurs, les entreprises vont là où le travail coûte moins cher, réalisant ainsi une approximation du principe "à travail égal, salaire égal"* , de même

* Titre original : "Free Immigration or Forced Integration?" paru dans *Chronicles*, Vol. 19, N° 7, juillet 1995, publication mensuelle (ISSN 0887-5731) du Rockford Institute, 934 North Main Street, Rockford, IL 61103-7061.

** Etant entendu que l'expression "travail égal" ne se réfère pas à de caractéristiques physiques du travail, ni même à un niveau de formation, mais à une *productivité en valeur* effectivement comparable. Et que cette productivité

que la meilleure affectation du capital possible. Un influx d'immigrants dans une région à salaires élevés abaissera les salaires nominaux. Cependant, il ne réduira pas les salaires réels si la population se trouve en-deçà de sa taille optimum (et il est certain que les Etats-Unis, dans leur ensemble, ont bien moins de population que sa taille optimale). Si c'est le cas, en fait la production augmentera tellement que les revenus réels augmenteront. De sorte que les restrictions à l'immigration feront plus de mal aux travailleurs protégés en tant que consommateurs qu'elles ne leur feront gagner en tant que producteurs. En outre, des restrictions à l'immigration accroîtront la "fuite" de l'épargne à l'étranger (l'exportation des capitaux qui seraient restés autrement), provoquant une égalisation des taux de salaire (quoique plus

dépend de façon cruciale des autres facteurs de production qui y sont associés [F. G.].

* Tout en soulignant que cet accroissement du revenu réel fait *baisser le chômage* (les services s'échangent contre les services et tout accroissement de l'offre réelle de services est ipso facto un accroissement de la demande de travail), rappelons que la question du chômage ne se pose de façon aiguë qu'en France et dans les autres pays européens où les hommes de l'Etat mettent un zèle particulier à :

— *interdire de travailler* : dispositions autoritaires du code du travail, dont le salaire minimum, les conditions de diplômes, d'âge, etc. et autres *interdictions de produire et d'échanger*.

— *Punir ceux qui ont travaillé* : tous les pillages auxquels ils se livrent sur le revenu des travailleurs, au titre de la "sécurité sociale" ou de l'"Etat".

— *Récompenser ceux qui ne travaillent pas* : tout l'argent volé aux travailleurs qu'ils distribuent indépendamment de tout travail, à commencer par l'"indemnisation" du chômage et le RMI.

— *Multiplier les sources majeures d'incertitude* en usurpant et gonflant démesurément le pouvoir social, et en l'exerçant de manière irresponsable : c'est notamment le cas de la "politique monétaire", conséquence du monopole de l'émission des billets, institution révolutionnaire qui revient à *planifier la production de monnaie sur le mode soviétique* : source inépuisable de crises financières et conjoncturelles.

lentement), mais conduisant à un gaspillage du capital, détériorant ainsi les niveaux de vie dans le monde.

Tel que présenté plus haut, l'argument en faveur de l'immigration sans frein est irréfutable et exact. Il serait aussi stupide de le contester que de nier que la liberté des échanges conduit à des niveaux de vie plus élevés que le protectionnisme. Ce serait aussi une erreur de contester l'argumentaire immigrationniste en faisant remarquer que, du fait de l'existence d'un Etat-providence, l'immigration concerne désormais dans une large mesure des parasites des systèmes sociaux qui, alors même que la population des Etats-Unis est en-deçà du niveau optimum, n'accroissent pas le niveau de vie général mais le diminuent. En effet, il ne s'agit pas là d'un argument contre *l'immigration* mais contre *l'Etat-providence*. Bien sûr, celui-ci doit être détruit, éradiqué. Mais les problèmes de l'immigration et de l'Etat-providence sont des problèmes analytiquement distincts, et on doit les traiter en conséquence.

Le problème de l'argumentaire qui précède est qu'il souffre de deux défauts connexes qui invalident sa conclusion d'immigrationnisme inconditionnel, ou qui limitent son applicabilité à une situation hautement irréaliste — depuis longtemps évanouie dans l'histoire humaine.

On ne mentionnera qu'en passant le premier défaut : pour les libéraux conséquents de l'Ecole autrichienne d'économie politique, il est évident que ce qui constitue le "bien-être" est un jugement de l'esprit, et les ressources matérielles ne forment qu'une part de ses considérations. Même si les revenus réels augmentent du fait de l'immigration, il ne s'ensuit pas que l'immigration doive en être

* Et pas seulement à l'initiative des intéressés : la *politique* de "regroupement familial" a eu précisément pour effet de subventionner l'immigration de femmes arriérées et d'enfants, *parasites* par vocation (multipliant en outre démesurément les problèmes de délinquance que la *deuxième génération* a toujours posés dans tout pays d'immigration) [F. G.].

automatiquement tenue pour "bonne", car on pourrait préférer une moindre aisance matérielle et une plus faible population à une plus grande opulence dans une population plus dense.

C'est sur la seconde impasse que nous allons nous concentrer ici : c'est sur un *territoire* particulier que les gens immigreront. Or, l'analyse présentée au départ ne traite absolument pas la question de savoir qui, s'il existe, possède (maîtrise) le territoire en question. En fait, pour rendre l'analyse applicable, on suppose — implicitement — que le territoire en question n'appartient à personne, et que les immigrants arrivent sur un espace vierge (la "frontière ouverte" de l'histoire américaine). Il est évident que cette hypothèse-là, on ne peut plus la faire. Or, si ce postulat est abandonné, le problème de l'immigration acquiert un sens fondamentalement différent, et exige d'être repensé de fond en comble.

Pour illustrer ce que j'entends, imaginons une société anarcho-capitaliste : quoique je sois persuadé qu'une telle société est le seul ordre politique que l'on puisse défendre comme juste, je n'essaierai pas d'expliquer ici pourquoi c'est le cas*. Je vais plutôt l'utiliser ici comme un point de départ conceptuel, pour contribuer à faire comprendre l'erreur fondamentale de la plupart des apôtres contemporains de l'immigration illimitée.

Supposons donc que toute la terre soit propriété privée : cela inclut toutes les rues, routes, aéroports, ports, etc. Pour certains terrains, le titre de propriété n'est soumis à aucune servitude : c'est-à-dire que le propriétaire est libre de faire tout ce qui lui plaît aussi longtemps qu'il ne porte pas atteinte à la propriété des autres. Pour d'autres, l'usage peut être plus ou moins étroitement restreint. Comme c'est aujourd'hui le cas dans certains lotissements, le propriétaire peut être soumis à des limites contractuelles à ce qu'il peut faire de sa

* Cf. Murray ROTHBARD : *L'Éthique de la liberté*, Paris, Les Belles Lettres, 1991 [F. G.].

propriété (des règles d'urbanisme librement acceptées) telles que : usage résidentiel ("occupation bourgeoise") et non usage commercial, hauteur des immeubles limitée à trois étages, pas de vente ni de location aux juifs, Allemands, catholiques, homosexuels, Haïtiens, aux familles avec ou sans enfants, ou aux fumeurs, entre autres exemples.

Il est clair que dans cette société strictement libérale, il n'existe absolument aucun "droit à l'immigration". Ce qui existe, à la place, c'est le Droit de multiples propriétaires indépendants d'*inviter* ou de *ne pas inviter* les autres chez eux, conformément à leurs titres de propriété illimités ou limités. L'accès à certains terrains pourra être facile, et à d'autres quasiment impossible ; dans tous les cas, être accepté sur la propriété de celui qui vous invite n'implique aucun "droit" de se promener dans les environs, à moins que les autres propriétaires n'acceptent de telles déambulations. Il y aura sur chaque terrain exactement autant d'immigration et de non-immigration, d'exclusion et de non-exclusion, d'intégration ou de ségrégation, de non-discrimination ou de discrimination fondée sur des critères raciaux, ethniques, linguistiques, religieux, culturels ou (n'importe quels) autres, que l'auront décidé les propriétaires privés et associations de propriétaires privés.

Remarquez que rien de tout cela, même pas la forme la plus extrême du ségrégationnisme, n'a le moindre rapport avec le refus du libre échange et l'adoption du protectionnisme. Du fait qu'on ne désire pas fréquenter des Nègres, des Turcs, etc. ou vivre dans leur voisinage, il ne s'ensuit pas que l'on ne souhaite pas échanger à distance avec eux. Bien au contraire, c'est précisément le caractère absolument volontaire de l'association et de la séparation — l'absence de toute forme d'intégration forcée — qui rend possible les relations pacifiques — le libre échange — entre des gens

culturellement, ethniquement, ou confessionnellement différents.

D

ans une société totalement libérale (anarcho-capitaliste), il n'y a pas de gouvernement central, et par conséquent pas de distinction précise entre les nationaux (citoyens du pays) et les étrangers. Cette distinction n'apparaît qu'avec l'institution d'un Etat, c'est-à-dire d'un groupe de personnes qui détiennent un monopole de l'agression (de l'impôt). Le territoire sur lequel s'étend le pouvoir fiscal devient "national" (intérieur) et quiconque réside au-delà de ce territoire devient un étranger. Les frontières d'Etat (avec les passeports), à la différence des bornes de la propriété privée, ne sont pas des institutions naturelles (elles sont *imposées par la force*). En fait, leur existence (et celle d'un gouvernement national) fausse à deux titres l'inclination naturelle des gens à s'associer les uns avec les autres. Tout d'abord, les résidents ne peuvent pas *exclure* de leur propriété les hommes de l'Etat (les envoyés du fisc), mais sont victimes de ce qu'on pourrait appeler l'"immigration forcée" des agents de l'Etat. Deuxièmement, pour pouvoir faire intrusion sur la propriété privée de ses sujets afin de les taxer, un gouvernement doit invariablement prendre le contrôle des routes existantes, et il emploiera ses recettes fiscales à produire encore davantage de routes, dans le but de faciliter son accès à toute propriété privée,

* Cela implique que certains terrains demeurent ouverts à la libre circulation des marchandises ; outre que les propriétaires des routes ont intérêt à cette circulation (car, dans une société libre, ils en font payer l'usage), aucun résident n'ira s'installer sur un terrain dont l'accès pourrait légalement lui être barré par un autre propriétaire [F. G.].

comme matière fiscale potentielle. Ainsi, cette surproduction de routes n'implique pas seulement une facilitation innocente du commerce interrégional — un abaissement des coûts de transaction, comme les économistes naïfs voudraient nous le faire croire ; c'est aussi une intégration nationale forcée (une déségrégation artificielle de localités séparées).

En outre, avec l'installation d'un gouvernement et de frontières d'Etat, l'immigration prend un sens entièrement différent. L'immigration devient une immigration d'*étrangers*, à travers des frontières d'*Etat*, et la question de savoir si une personne doit être admise n'incombe plus à des propriétaires privés ou à une association de propriétaires privés, mais aux hommes de l'Etat en tant que souverains ultimes de tous les résidents nationaux et comme propriétaires de fait de toutes leurs possessions. Cependant, si les hommes de l'Etat excluent une personne alors même qu'un résident national est disposé à l'accueillir sur sa propriété, le résultat est une *exclusion forcée* (phénomène qui n'existe pas dans une anarchie de propriété privée). En outre, si les hommes de l'Etat laissent entrer une personne alors qu'il ne se trouve pas ne serait-ce qu'un seul résident national qui souhaite admettre cette personne sur sa propriété, le résultat est une *intégration forcée* (qui n'existe pas non plus dans une société vraiment libre).

Maintenant, ajoutons quelques postulats historiquement "réalistes" : supposons que l'Etat est propriété privée. Le souverain possède littéralement l'ensemble du pays dans les limites de ses frontières. Il est pleinement propriétaire d'une partie du territoire (son titre de propriété y est illimité), et possède partiellement le reste (en tant que propriétaire ultime ou prétendant au revenu résiduel de toutes les possessions immobilières, quoique contraint par une espèce de contrat de location préexistant). Il peut vendre et léguer sa propriété, et il peut calculer et "réaliser" la valeur de son capital (son pays).

Les monarchies traditionnelles — et les rois — sont les exemples historiques les plus proches de cette forme de gouvernement. Que sera la politique d'immigration et d'émigration caractéristique d'un roi ? Dans la mesure où il possède l'ensemble de la valeur en capital du pays, il aura tendance, en ne lui supposant pas d'autre intérêt que le sien, à choisir les politiques de migration qui préservent ou accroissent la valeur de son royaume, au lieu de la diminuer. En ce qui concerne l'émigration, un roi voudra empêcher l'émigration de sujets productifs, et particulièrement de ses sujets les meilleurs et les plus productifs, parce que les perdre diminuerait la valeur du royaume. Par exemple, de 1782 à 1824, une loi interdisait aux ouvriers qualifiés de quitter la Grande-Bretagne. En revanche, un roi souhaitera expulser ses sujets improductifs et destructeurs (les criminels, clochards, mendiants, romanichels, vagabonds, etc.), car les extirper du royaume accroîtra sa valeur. C'est pour cela que la Grande-Bretagne a expulsé des dizaines de milliers de délinquants de droit commun en Amérique du Nord et en Australie.

En ce qui concerne par ailleurs l'immigration, un roi souhaitera tenir la tourbe à l'écart, de même que les gens aux capacités productives inférieures. Cette dernière catégorie ne sera admise que temporairement, si elle l'est seulement, comme travailleurs saisonniers sans droit de cité (comme quand nombre de Polonais furent admis comme travailleurs saisonniers en Allemagne après 1880), et on leur interdira toute possession immobilière permanente. Un roi ne permettrait l'immigration permanente qu'à des individus supérieurs ou du moins au-dessus de la moyenne (c'est-à-dire à ceux qui accroîtraient la valeur de son royaume en y résidant), comme lorsqu'après 1685 (la révocation de l'Edit de Nantes), des dizaines de milliers de Huguenots furent autorisés à s'installer en Prusse et lorsque PIERRE LE GRAND, FRÉDÉRIC LE GRAND et MARIE-THÉRÈSE D'AUTRICHE facilitèrent l'immigration et l'établissement de grands nombres d'Allemands en Russie, en Prusse et dans les provinces orientales de l'Autriche-Hongrie. Bref, même si les politiques de

migration d'un roi n'éviteraient pas entièrement les cas d'exclusion et d'intégration forcée, elles feraient grosso modo ce que feraient des propriétaires privés, s'ils pouvaient décider qui admettre et qui exclure. Le roi serait particulièrement regardant, se souciant à l'extrême d'améliorer la qualité du capital humain résident, afin d'accroître la valeur du sol ou d'éviter de la diminuer.

On peut prédire que les politiques de migration prendront un tour différent une fois l'Etat devenu propriété publique. Le dirigeant n'est plus propriétaire de la valeur en capital du pays, il n'en dispose plus qu'à titre temporaire. Il ne peut pas vendre ni léguer sa place de dirigeant, n'étant qu'un gérant provisoire. En outre, la "liberté d'entrer" existe dans cette profession de gérant étatique. N'importe qui, en principe, peut devenir dirigeant d'un pays.

Les démocraties telles qu'elles sont apparues sur une large échelle après la Première guerre mondiale présentent des exemples historiques de gouvernement public. Encore une fois, si on ne leur prête pas d'autre intérêt que personnel (le souci d'accroître au maximum leur revenu pécuniaire et psychique : l'argent et le pouvoir), les maîtres démocratiques cherchent à accroître au maximum le revenu courant aux dépens de la valeur en capital, dont ils ne peuvent pas s'emparer à titre privé. De sorte que, se conformant à l'égalitarisme inhérent au suffrage universel*, ils ont tendance à mener des politiques nettement égalitaires — non-discriminatoires — en matière d'émigration et d'immigration.

En ce qui concerne la politique d'émigration, cela implique que le dirigeant démocratique se soucie peu de savoir si ce sont des gens productifs ou improductifs, des cerveaux ou des clochards, qui

* Ce qu'on pourrait appeler un *satrape*, en vertu non du statut juridique exact de ces nobles prédateurs, mais de leur conduite vis-à-vis des richesses temporairement mises à leur disposition [F. G.].

** Cf. Anthony de JASAY : *L'Etat*, Paris, Les Belles Lettres, 1995 [F. G.].

quittent le pays. Les uns et les autres ont le même droit de vote. En fait, le dirigeant démocratique pourrait bien s'inquiéter davantage de la perte d'un parasite que de celle d'un génie productif. Car si la perte du second dégrade certainement la valeur du pays, alors que la disparition du premier pourrait l'accroître, un dirigeant démocratique n'est pas propriétaire du pays. A court terme, un paumé qui vote pour des mesures égalitaristes pourrait même avoir plus de valeur pour le dirigeant démocratique que n'en a le génie productif : celui-ci, victime de choix de l'égalitarisme, a plus de chances de voter contre le dirigeant en question. Pour la même raison, un dirigeant démocratique, tout à l'opposé d'un roi, en fera peu pour expulser les gens dont la présence dans le pays constitue une nuisance (les indésirables, dont la présence fait baisser les valeurs immobilières). En fait, ces indésirables-là — parasites, tordus, délinquants — ont des chances de figurer parmi ses plus fidèles électeurs.

En ce qui concerne les politiques d'immigration, les raisons d'agir ou de ne pas agir sont tout aussi faussées, et les résultats sont également pervers. Pour un démocrate officiel, peu importe que ce soient des gueux ou des génies, des gens plus ou moins civilisés que la moyenne, ou plus ou moins productifs, qui entrent dans le pays. Il ne se soucie pas beaucoup non plus de la distinction entre travailleurs temporaires (titulaires d'un permis de travail) et les immigrés définitifs, propriétaires permanents (les citoyens naturalisés). En fait, les nécessiteux et les improductifs pourraient bien être préférables comme résidents et comme citoyens parce qu'ils posent davantage de ce qu'on appelle les "problèmes sociaux",

* Que la redistribution politique se fasse au nom de l'"égalité" conduira certainement à une discrimination-persécution — éventuellement ostensible — contre les plus productifs (cf. l'impôt sur le revenu). En revanche les "pauvres", tout comme "l'égalité", y sont surtout un prétexte rhétorique, n'ayant que rarement un pouvoir politique, alors que la redistribution politique est par définition menée par les *puissants*, au détriment des *faibles* (cf. : *L'Etat*, ch. 3 et 4) [F. G.].

et que ces dirigeants-là prospèrent de l'existence de tels problèmes. En outre, les tarés, les gens inférieurs, auront plus de chances d'appuyer ses politiques égalitaristes, alors que les génies et les gens supérieurs s'y refuseront. Le résultat de ces politiques de discrimination est une intégration forcée : on impose des masses d'immigrants inférieurs à des propriétaires nationaux qui, s'ils avaient décidé eux-mêmes, auraient fortement discriminé et se seraient choisis des voisins très différents. Ainsi, les lois sur l'immigration aux Etats-Unis de 1965, le meilleur exemple de démocratie en action, a éliminé tous les critères de "qualité" préalablement existants et la préférence explicite pour les immigrants européens, la remplaçant par une politique de non-discrimination presque complète (de "multiculturalisme").

En fait, même si on l'a rarement fait observer, la politique d'immigration d'une démocratie est le reflet de sa propre politique interne relativement aux mouvements de population : vis-à-vis des choix volontaires d'association ou de désassociation, de ségrégation ou d'intégration, de rapprochement ou d'éloignement physique des différents propriétaires. Comme le ferait un roi, un dirigeant démocratique favorisera la surintégration spatiale en produisant à l'excès le "service collectif" des voies publiques. Cependant, pour un dirigeant démocratique, à la différence d'un roi, il ne suffira pas que tout le monde puisse "aller et venir" jusqu'à la porte de tout un chacun sur les routes des hommes de l'Etat. Soucieux d'accroître son revenu et son pouvoir actuels aux dépens du capital installé et sous l'influence du préjugé égalitariste, le démocrate patenté ira bien plus loin. Le gouvernement fera des lois "contre la discrimination" — on ne pourra plus choisir de ne pas côtoyer les juifs, Nègres, bougres, etc. — pour forcer l'entrée de la propriété de chacun et en ouvrir l'accès à n'importe qui. Il n'est donc guère surprenant que la législation des "droits civiques" aux Etats-Unis, qui interdisait les distinctions privées sur le critère de la couleur, de la race, de l'origine nationale, etc. et imposait de ce fait la

déségrégation, a coïncidé avec l'adoption d'une politique d'immigration non-discriminatoire, ce qui signifiait une déségrégation internationale imposée (l'intégration forcée).

La situation actuelle des Etats-Unis et de l'Europe occidentale en matière d'immigration n'a donc absolument rien à voir avec un quelconque "libéralisme". Il s'agit d'intégration forcée, purement et simplement, et l'intégration forcée est le résultat prévisible de la démocratie où règne le principe "un homme-une voix". Abolir l'intégration forcée exige de combattre la démocratie, pour finalement abolir le caractère "public" des décisions. Plus spécifiquement, le pouvoir d'inviter ou d'exclure doit être retiré aux hommes de l'Etat central pour être remis aux régions, provinces, départements, villes, villages, quartiers résidentiels et finalement aux propriétaires privés et à leurs associations volontaires. On atteint ces objectifs par la décentralisation et la sécession (l'une et l'autre par essence contraires à la démocratie sociale et à la règle majoritaire). On serait par conséquent bien engagé dans la voie d'une restauration de la liberté d'association et d'exclusion qui procède de l'idée libérale et de l'institution de la propriété privée, et une bonne partie des conflits qui naissent actuellement de l'intégration forcée disparaîtraient si seulement les villes et villages pouvaient, et voulaient faire ce qu'ils faisaient tout naturellement bien avant dans le XIXème siècle en Europe et aux Etats-Unis : afficher des pancartes énonçant les conditions d'entrée dans la ville (pas de mendiants, ou de clochards, ou de vagabonds, mais aussi pas de musulmans, pas de juifs, ou de catholiques, ou de protestants, ou d'Américains) ; chasser comme contrevenant quiconque ne répond pas aux conditions affichées ; et résoudre la question de la "naturalisation" à la manière suisse, où ce

sont les assemblées locales, et non le gouvernement central, qui décident qui peut, ou ne peut pas devenir citoyen.

Que doit-on espérer et prôner comme politique d'immigration correcte, aussi longtemps que l'Etat central démocratique existe toujours et qu'il s'arroge avec succès le pouvoir d'imposer une politique uniforme d'immigration ? La meilleure que l'on puisse espérer va "contre la nature" de la démocratie, et n'a donc pas beaucoup de chances d'arriver : c'est que les dirigeants démocratiques se conduisent "comme si" ils étaient personnellement propriétaires du pays, comme s'ils avaient à décider qui admettre et qui exclure dans leur propre propriété privée (dans leur propre maison même). Cela signifie pratiquer une politique de discrimination extrême : de stricte discrimination en faveur de ceux qui présentent les plus grandes qualités humaines d'expertise, de caractère et de compatibilité culturelle.

Plus spécifiquement, cela veut dire que l'on distingue strictement entre les "citoyens" (les immigrés "naturalisés") et les "étrangers résidents", en excluant ces derniers de tout "avantage social". Cela signifie exiger, pour l'acquisition du statut de résident étranger aussi bien que celui de citoyen, le parrainage personnel d'un citoyen résident, se portant garant pour toute atteinte à la propriété causée par l'immigrant. Cela implique d'exiger un contrat d'embauche en vigueur avec un citoyen résident ; en outre, pour les deux catégories, mais particulièrement celle de la citoyenneté, cela implique que l'immigrant doit présenter non seulement une connaissance de [notre] langue mais encore des capacités intellectuelles générales supérieures (au-dessus de la moyenne) et des qualités de caractère compatibles avec notre système de valeurs — avec pour résultat prévisible une tendance systématique à favoriser l'immigration des Européens.

2 *Contre le centralisme*

Coopération économique oui, intégration politique non.

S'ils expriment des aspirations populaires authentiques, il faut encourager la sécession et ceux qui s'opposent au regroupement des Etats, car intégrer les peuples dans des ensembles politiques plus vastes est contraire à leurs intérêts [F. G.].

L

'effondrement du communisme dans toute l'Europe de l'Est a provoqué un mouvement sécessionniste sans précédent. L'Union Soviétique a cessé d'exister. A la place, il y a plus d'une douzaine d'Etats plus ou moins indépendants sur son territoire, et parmi ses plus de cent groupes ethniques, religieux ou linguistiques, plus d'un souhaiterait accéder à l'indépendance. La Yougoslavie s'est cassée

Le texte allemand, publié sous le titre : "Wirtschaftliche Kooperation statt politische Zentralisation" ["Coopération économique plutôt que centralisation politique"] dans la *Schweitzer Monatshefte* de mai 1993, pp. 365-371, a inspiré les intertitres et permis de modifier quelques passages traduits de la version anglaise, "Against Centralization", parue dans *The Salisbury Review* de juin 1993, aux pp. 26-28.

en diverses composantes nationales. La Slovénie, la Croatie, la Bosnie sont maintenant des Etats. Les Tchèques et les Slovaques se sont séparés pour former des pays indépendants. En outre, il existe en Pologne des Allemands, en Slovaquie des Hongrois, en Serbie des Hongrois, Croates, Macédoniens et Albanais, en Roumanie des Allemands et des Hongrois, et en Bulgarie des Turcs et des Macédoniens, qui désirent l'indépendance. Les événements de l'Europe de l'Est ont aussi donné une force nouvelle aux mouvements sécessionnistes en Europe occidentale : Ecosais et Irlandais au Royaume-Uni, Basques et Catalans en Espagne, Flamands en Belgique, Tyroliens du Sud et Ligue du Nord en Italie.

D'un point de vue global, en revanche, l'humanité s'est plus rapprochée que jamais de la situation d'un GOUVERNEMENT MONDIAL. Même avant la dissolution de l'Union Soviétique, les Etats-Unis avaient acquis un statut hégémonique sur l'Europe occidentale (plus particulièrement sur l'Allemagne de l'Ouest) et sur les pays de la bordure du Pacifique (plus particulièrement le Japon) — comme l'indiquent la présence de troupes et de bases militaires US, les pactes de l'OTAN et de l'OTASE, le rôle du dollar US comme monnaie ultime de réserve internationale, et de la Banque de réserve fédérale comme "prêteur" ou "fournisseur de liquidités" de dernier ressort pour le système bancaire occidental tout entier, de même que des institutions telles que le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale. En outre, sous l'hégémonie des Etats-Unis, l'intégration politique de l'Europe a constamment progressé. Avec l'institution d'une Banque centrale européenne et d'une monnaie unique, l'unification européenne sera achevée vers le tournant du siècle. Après la disparition de l'Empire soviétique et de sa menace militaire, les Etats-Unis sont apparus comme la seule — et incontestée — superpuissance militaire du monde.

L'examen de l'Histoire conduit encore à une autre observation. Au début de ce millénaire, l'Europe était faite de milliers d'entités

territoriales indépendantes. Aujourd'hui, il n'en demeure plus qu'une ou deux douzaines. Il y a certes eu aussi des tendances à la décentralisation. Il y a eu la désintégration progressive de l'Empire ottoman entre le XVIème siècle et la première guerre mondiale, avec l'institution de la Turquie moderne. L'Empire des Habsbourg a été progressivement démantelé après sa plus grande expansion à l'époque de Charles Quint, jusqu'à ce qu'il disparaisse en 1918 et que l'Autriche moderne soit fondée. Cependant, la tendance prépondérante allait dans le sens opposé. Par exemple, pendant la seconde moitié du XVIIème siècle, l'Allemagne était faite de quelque 234 comtés, 51 villes libres et 1 500 manoirs de chevaliers indépendants. Vers le début du XIXème siècle, le nombre était tombé à moins de 50, et en 1871 l'unification était achevée. Le scénario a été le même en Italie. Même les petits Etats ont une histoire d'expansion et de centralisation. La Suisse a commencé en 1291 comme une confédération de trois cantons-Etats indépendants. Dès 1848, elle formait un seul Etat — fédéral — avec quelque deux douzaines de cantons subordonnés.

La petite taille garante d'une imposition modérée

Comment faut-il interpréter ces phénomènes ? A en croire la version officielle, la centralisation serait "bonne", "progressiste", alors que la désintégration et la sécession, quoique parfois inéluctables, représenteraient un anachronisme. On tient pour assuré qu'une taille croissante des entités politiques, pour terminer avec un gouvernement unique dans le monde, garantirait un élargissement des marchés et par conséquent une prospérité accrue. Et on en donne pour preuve que la prospérité économique s'est spectaculairement accrue avec la centralisation.

Or, cette conception "orthodoxe" de l'Histoire, bien loin d'exprimer la vérité, montre surtout comment celle-ci est écrite par

ses vainqueurs. Une corrélation ou une coïncidence dans le temps, ne sont pas la preuve d'une relation de cause à effet. En réalité, la relation entre prospérité économique et centralisation est très différente — en fait c'est quasiment le contraire — de ce que prétend l'orthodoxie.

L'intégration politique (la centralisation) et l'intégration économique (le développement des marchés) sont deux phénomènes totalement différents. L'intégration politique passe par l'expansion territoriale du pouvoir de taxer et de réglementer (d'exproprier) d'un Etat.

L'intégration économique est un approfondissement de la spécialisation interpersonnelle et interrégionale des compétences* et de leur participation aux échanges.

En principe, dans la mesure où ils taxent et réglementent (= exproprient) les propriétaires de capital privé et de revenus gagnés à l'échange, tous les Etats détruisent la production. Ils *réduisent* la participation aux échanges, ainsi que la création des richesses. Une fois supposée l'existence d'un Etat, cependant, il n'existe aucun lien direct entre la taille de cet Etat et l'intégration économique. La Suisse et l'Albanie sont toutes deux de petits pays, mais la Suisse affiche un degré élevé d'intégration économique, alors que l'Albanie non. Aussi bien l'Union Soviétique que les Etats-Unis étaient

* Cf. du même auteur, *Kritik der kausalwissenschaftlichen Sozialforschung. Untersuchungen zur Grundlegung von Soziologie und Ökonomie* (Opladen : Westdeutscher Verlag, 1983). Cf. aussi Ludwig von Mises : *Human Action: A Treatise on Economics* (Chicago : Regnery, 1966) [*L'Action humaine* (Paris, PUF, 1985)] [F. G.].

** HAYEK souligne que la spécialisation dite "internationale" est en fait interpersonnelle, et que les "facteurs de production" sont essentiellement des *compétences* que l'intensification des échanges permet d'*approfondir*. Il faudrait donc toujours parler d'"approfondissement des compétences" chaque fois qu'il est question du rôle de la "division du travail" dans l'enrichissement de la société [F. G.].

vastes ; cependant, alors qu'aux Etats-Unis une forte participation aux échanges permettait un grand enrichissement des compétences, en Union soviétique, pratiquement sans propriété privée du capital, il n'y avait pratiquement aucune intégration économique. La centralisation, par conséquent, peut aussi bien aller de pair avec la régression qu'avec le progrès.

Il n'en existe pas moins un important lien indirect entre la taille du pays et l'intégration économique. Il est impossible qu'un gouvernement central dominant de vastes territoires — et encore moins un gouvernement mondial — apparaisse comme cela, *ab ovo*. Bien au contraire, toutes les institutions qui ont le pouvoir d'imposer taxes et réglementations aux propriétaires légitimes ont dû commencer petites. Et la petite taille pousse à la modération. Un petit Etat a beaucoup de concurrents proches, et s'il impose et réglemente ses propres sujets de manière plus voyante que lesdits concurrents, il pâtira certainement de l'émigration, et d'une baisse correspondante de ses recettes fiscales. Imaginez par exemple qu'un simple ménage, ou un village, soit territoire indépendant. Un père pourrait-il faire à son fils, ou un Maire à son village, ce que le gouvernement de l'Union Soviétique a fait à ses sujets (c'est-à-dire leur dénier tout droit de propriété sur le capital), ou ce que les Etats dans toute l'Europe occidentale et les Etats-Unis font à leurs citoyens (c'est-à-dire leur confisquer jusqu'à la moitié de ce qu'ils ont produit) ? Evidemment non. Ou bien il y aurait une révolte immédiate et le gouvernement serait renversé, ou alors tout le monde s'en irait dans le village d'à côté.

Contrairement à la version officielle, par conséquent, c'est le fait que l'Europe possédait au départ une organisation politique très décentralisée, avec d'innombrables entités politiques indépendantes, qui explique l'origine du capitalisme : le développement de la participation aux échanges et de la production de richesses — dans le monde occidental. Ce n'est pas par hasard si le capitalisme a d'abord fleuri dans des conditions d'extrême décentralisation politique : dans

les Cités-Etats de l'Italie du Nord, en Allemagne du Sud, et dans les Pays-Bas sécessionnistes.

La concurrence pour l'implantation des activités

La concurrence entre petits Etats pour des sujets imposables les met en conflit les uns avec les autres. A la suite de ces conflits inter-Etats, évoluant historiquement au cours des siècles, un petit nombre d'Etats réussissent à étendre leurs territoires, alors que davantage d'autres sont éliminés ou fusionnent. Quels sont les Etats qui l'emportent dans ce processus de concurrence éliminatrice et quels sont ceux qui perdent, cela dépend de nombreux facteurs. Mais dans le long terme, le facteur décisif qui détermine le résultat est la quantité relative de ressources économiques à la disposition des hommes de l'Etat. En taxant et réglementant, bien entendu, les Etats ne contribuent en rien à la création des richesses. Bien au contraire, ils tirent sur la richesse existante de manière parasitaire. Cependant, ils peuvent toujours affecter défavorablement la quantité de richesses existantes. Toutes choses égales par ailleurs, moins lourde est la charge des impôts et réglementations imposées par un gouvernement à son économie, et plus sa population tend à croître (pour des raisons internes aussi bien que par l'immigration) et plus grand est le montant de richesses produites sur place sur lesquelles il peut tirer en cas de conflit avec ses concurrents. C'est pour cette raison que la centralisation est souvent facteur de progrès. Les Etats qui taxent et réglementent peu leurs économies — les Etats libéraux — ont tendance à battre les Etats non libéraux, et à étendre leur économie à leurs dépens. C'est cela qui explique l'apparition de la "Révolution industrielle" dans les pays centralisés d'Angleterre et de France. Cela explique pourquoi, au cours du XIX^{ème} siècle, l'Europe occidentale en est venue à dominer le reste du monde (et non le contraire), et pourquoi ce colonialisme a généralement été facteur de progrès. En

outre, il explique la montée des Etats-Unis au rang de superpuissance au cours du XXème siècle.

Cependant, plus le processus se développe de gouvernements plus libéraux en soumettant d'autres qui le sont moins, et plus les territoires sont vastes, moins il y a de concurrents et plus ils sont éloignés, et plus il en coûte de passer d'un pays à l'autre. De sorte que s'affaiblissent les contraintes qui poussaient un gouvernement à être libéral. A mesure que l'on approche de la limite d'un seul gouvernement mondial, toutes les possibilités de voter avec ses pieds contre un Etat donné disparaissent. Où que l'on aille, c'est le même système d'impôts et de réglementations qui s'applique. Une fois l'Etat débarrassé du problème de l'émigration, une contrainte majeure sur l'extension de son pouvoir est levée. C'est ce qui explique l'évolution du XXème siècle. Avec la première guerre mondiale, et plus encore après la seconde, les Etats-Unis sont parvenus à l'hégémonie sur l'Europe occidentale, en héritant ses vastes empires coloniaux. C'est ainsi qu'a été franchi un pas décisif en direction du gouvernement mondial. Une *Pax Americana* a été instituée. Et en fait, au cours de la période entière, l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et la plus grande partie du reste du monde ont pâti d'une croissance spectaculaire et constante du pouvoir étatique, d'impôts et d'expropriations réglementaires.

Contrat contre domination

A quoi sert donc la sécession ?

* Comme la substitution d'une "monnaie unique" aux diverses monnaies nationales, la prétendue "harmonisation" fiscale et réglementaire de l'Europe vise à détruire les contraintes que la concurrence entre Etats impose aujourd'hui au pouvoir de piller des hommes de l'Etat [F. G.].

Au départ, la sécession n'est rien d'autre qu'un transfert du pouvoir sur la richesse nationalisée d'un plus grand Etat vers un Etat régional plus petit. Si cela doit ou non conduire à plus ou moins d'intégration économique et de prospérité, cela dépendra des politiques suivies par le nouveau gouvernement régional. Cependant, le seul fait de la sécession a un impact favorable immédiat sur la production, car l'une des raisons les plus importantes pour la sécession est typiquement la conviction, de la part des sécessionnistes, qu'eux-mêmes et leur territoire sont exploités par les autres. Les Slovènes pensaient, avec juste raison, qu'ils étaient systématiquement pillés par les Serbes et par le gouvernement yougoslave dominé par eux ; et les Baltes supportaient mal de devoir payer un tribut aux Russes et à l'Etat soviétique dominé par ceux-ci. Par la vertu de la sécession, les relations de domination interne sont remplacées par des relations internationales de type contractuel, c'est-à-dire mutuellement avantageuses. La séparation volontaire remplace la cohabitation forcée. L'intégration forcée, illustrée par des mesures telles que la cohabitation raciale obligatoire dans les écoles, le contrôle des loyers, les lois "contre la discrimination"* et,

* ... et les Croates. Les Slovènes étaient en fait relativement ménagés parce qu'ils étaient moins nombreux que les Croates mais que la clique exploiteuse de Belgrade ne pouvait pas se permettre de les laisser s'unir avec eux : leur coalition aurait été la plus peuplée et de beaucoup la plus développée [F. G.].

* * Privée, bien sûr : sous prétexte d'interdire la "discrimination" par des personnes privées, les hommes de l'Etat peuvent en principe détruire toute liberté de choix de leurs sujets. Car le terme de "discrimination" ne désigne rien d'autre qu'un *choix* que l'on désapprouve ; toute action discrimine, parce que tout choix "préfère et écarte" (von Mises). Ces interdictions législatives de "discriminer" imposées aux personnes privées leur sont une application illégitime, à des fins d'oppression, du prétendu "droit public". Ayn RAND écrivait :

"L'astuce consiste à accuser les citoyens privés de violations particulières du droit qui sont interdites aux hommes de l'Etat justement parce que lesdits citoyens privés n'ont pas le pouvoir de les commettre. Cela permet de délier les hommes de l'Etat de toute entrave à leurs interventions. Ce tour de passe-passe devient de plus en plus évident dans le domaine de la liberté

comme je vais l'expliquer, la "libre immigration", créent inévitablement tensions, haine et conflits. A l'inverse, la séparation volontaire conduit à l'harmonie sociale et à la paix. Sous le régime de l'intégration forcée, toute faute peut être attribuée à quelque groupe ou culture et tout succès à soi-même. Dans un régime de séparation et d'indépendance, on doit se résoudre à ouvrir les yeux non seulement sur le fait de la diversité des cultures, mais aussi sur celui de niveaux visiblement *inégaux* de développement culturel. Si un peuple sécessionniste désire améliorer ou maintenir sa position relative vis-à-vis d'un concurrent, rien ne pourra y faire qu'un apprentissage soigneusement discriminant. Il faut imiter, assimiler, et si possible améliorer le savoir-faire, le tour de main, la pratique et les règles des cultures plus avancées, et se garder de ceux des cultures moins avancées. Au lieu de promouvoir un nivellement des

d'expression."

("Man's Rights", *The Objectivist Newsletter* avril 1963. Réédité dans *The Virtue of Selfishness*, New American Library, New York, 1964 [*La Vertu d'égoïsme*, Paris, Les Belles Lettres, 1992]).

Le pseudo-principe "public" de "non-discrimination" ou "d'égalité de traitement" résulte lui-même de la *dénaturation* d'une authentique règle du raisonnement juridique : celle de la *cohérence logique* des principes du droit. Or, un droit soumis à la logique, c'est un droit qui proscriit toute appropriation violente : c'est la condamnation radicale du prétendu "droit" public, dont l'alpha et l'oméga est de voler les uns pour favoriser les autres.

L'hypocrisie est donc double : lorsque les hommes de l'Etat prétendent soumettre des personnes privées à une règle de "droit public", comme s'il s'agissait déjà de fonctionnaires (signe que la société est déjà semi-totalitaire) ; mais aussi lorsque les hommes de l'Etat prétendent eux-mêmes "ne pas discriminer", alors qu'ils sont là uniquement pour ça. Cette double imposture trouve son homologue dans la politique économique et sociale, où les hommes de l'Etat utilisent sans cesse comme prétextes pour violer le droit des personnes des désordres sociaux durables (crises, chômage, pauvreté) que leur intervention a elle-même causés (cf. sur ce point : Michel de PONCINS, *Chômage, fils du socialisme*, Paris, OEIL, 1992) [F. G.].

cultures par le bas comme le fait l'intégration forcée, la sécession stimule un processus coopératif de sélection et de progrès culturel.

En outre, même si tout le reste dépend des politiques intérieures du nouvel Etat régional et s'il n'existe aucune relation directe entre la taille de l'entité politique et l'intégration aux échanges du monde, il existe cependant un lien indirect important : de même que l'intégration politique finit par promouvoir la désintégration économique, la sécession a tendance à favoriser l'intégration économique et le développement. Tout d'abord, la sécession implique toujours la rupture d'une population plus petite d'avec une population plus grande, et constitue par conséquent un vote contre le principe de la démocratie et de la propriété majoritaire, et pour la propriété privée, décentralisée. Plus important encore, la sécession accroît toujours les possibilités de migrations interrégionales, et un gouvernement sécessionniste est toujours confronté au spectre du vote avec ses pieds. Pour éviter de perdre ses sujets les plus productifs, il est soumis à une pression constante pour adopter des politiques internes relativement plus libérales, autorisant davantage de propriété privée et imposant un moindre fardeau fiscal et réglementaire que ses voisins. Finalement, s'il y avait autant de territoires indépendants que de familles, villages ou villes, les possibilités de sortie du territoire pour raisons économiques seraient maximales, et le pouvoir du gouvernement sur l'économie intérieure le plus petit possible.

En particulier, plus le pays est petit, et plus fortes seront les pressions pour adopter la liberté des échanges à la place du protectionnisme. Toute ingérence des hommes de l'Etat dans les échanges avec les non-résidents limite par la force le domaine des échanges mutuellement avantageux entre territoires et conduit par conséquent à un appauvrissement relatif, aussi bien national qu'à l'étranger. Mais plus le territoire et ses marchés intérieurs sont petits, et plus spectaculaire sera cet effet. Un pays de la taille de la Russie, par exemple, pourrait atteindre des niveaux de vie relativement élevés

même si elle renonçait à tout commerce extérieur, pourvu qu'elle se dote d'un marché interne parfaitement libre pour les capitaux et les produits de consommation. En revanche, si la Tchétchénie sécessionniste venait à pratiquer le même protectionnisme, ce serait un désastre. Imaginons un domaine familial comme la plus petite entité sécessionniste concevable. En se livrant au libre échange le plus total, même le plus petit territoire peut être totalement intégré aux échanges du monde et profiter de tous les avantages de la spécialisation des compétences. Ses propriétaires pourraient devenir les gens les plus riches du monde. L'existence d'un seul riche, où que ce soit, en est d'ailleurs la preuve vivante. En revanche, si la même famille décidait de renoncer à tout échange entre territoires, il en résulterait une abjecte pauvreté, voire la mort. En conséquence, plus un territoire et ses marchés intérieurs sont petits, et plus il y a de chances pour qu'il adopte la liberté des échanges.

Le sécessionnisme, force de progrès

Le sécessionnisme, et le développement des mouvements séparatistes et régionalistes en Europe de l'Est et occidentale ne représentent absolument pas un anachronisme, mais doivent être considérés comme les forces potentiellement les plus progressistes du point de vue historique, particulièrement quand on pense qu'avec la chute de l'Union soviétique, nous sommes plus proches que jamais d'un "nouvel ordre mondial". La sécession accroît la diversité ethnique, linguistique, religieuse et culturelle, alors qu'au cours de siècles de

* L'auteur parlait originellement des régions sécessionnistes à majorité serbe en Croatie. Cette majorité est partie, sa sécession ayant été vaincue ; il fallait donc trouver un exemple qui ne soit pas périmé.

Il suffit par ailleurs d'*empêcher* les échanges pour provoquer la même catastrophe. Ceux qui croient aux "bienfaits" du protectionnisme devraient aller voir ce que donne le blocus de l'Irak pour constater ses véritables effets [F. G.].

centralisation, des centaines de cultures différentes ont été étouffées. Elle mettra fin à l'intégration forcée amenée par la centralisation, et au lieu de susciter les antagonismes sociaux et le nivellement des cultures, elle favorisera la concurrence pacifique, coopérative, de cultures différentes, sur des territoires séparés. En particulier, elle élimine le problème de l'immigration, qui empoisonne de plus en plus les pays de l'Europe de l'Ouest de même que les Etats-Unis. Aujourd'hui, chaque fois que le gouvernement central permet l'immigration, il autorise des étrangers à se rendre — littéralement sur les routes possédées par l'Etat — jusqu'au pas de la porte de n'importe lequel de ses résidents, sans se soucier en rien de savoir si ces résidents-là désirent un tel voisinage avec des étrangers. La "liberté d'immigrer" est donc, dans une large mesure, une intégration forcée. La sécession résout ce problème en permettant à des territoires plus petits d'avoir chacun ses propres critères d'admission, et de déterminer indépendamment avec qui ils désirent s'associer sur leur propre territoire et avec qui ils préfèrent coopérer à distance. Enfin, la sécession favorise l'intégration et le développement économiques. Le processus de centralisation a conduit à la formation d'un cartel d'Etats dominé par les Etats-Unis, qui prétend gérer l'immigration, le commerce international et la monnaie fiduciaire ; à des Etats de plus en plus inquisiteurs, de plus en plus lourds à supporter, une tendance à l'ingérence humanitaire et militaire au niveau mondial, à la stagnation voire au déclin des niveaux de vie. La sécession, si elle s'étend suffisamment, pourrait changer tout cela. Une Europe consistant en des centaines de pays, cantons et régions distincts, des milliers de villes libres indépendantes comme les "bizarreries" contemporaines de Monaco, de San Marin et d'Andorre, avec un développement extraordinaire des possibilités de voter avec ses pieds contre une mauvaise politique économique, ce serait une Europe de petits gouvernements libéraux économiquement intégrés par la liberté des échanges et une monnaie-marchandise internationale telle que l'or. Ce serait l'Europe d'une croissance économique sans précédent et d'une prospérité inouïe.

3 *A Bas la*

Imaginez un gouvernement mondial, démocratiquement élu à l'échelle mondiale en suivant le principe un homme-une-voix. Que serait le résultat probable d'une telle élection ? Le plus vraisemblable est que nous aurions un gouvernement de coalition sino-indien. Et qu'est-ce que ce gouvernement serait le plus enclin à faire pour complaire à ses électeurs et se faire réélire ? Il découvrirait probablement que l'Occident a beaucoup trop de richesses et que le reste du monde, particulièrement l'Inde et la Chine, bien trop peu, et par conséquent mettrait en œuvre une redistribution systématique du revenu du riche Occident vers le pauvre Orient. Ou alors, imaginez qu'aux Etats-Unis on étende le droit de vote aux enfants de sept ans. Le gouvernement ne serait peut-être pas composé d'enfants, mais ses politiques, selon toute probabilité, refléteraient le "souci légitime" des enfants de disposer d'un accès "suffisant" voire "égal" à des hamburgers, des limonades et des vidéocassettes "gratuits".

Je présente ces "expériences mentales" pour illustrer les conséquences du processus de démocratisation qui a commencé aux

suffrage universel des adultes a fait à chaque pays ce que la démocratie mondiale ferait pour l'ensemble du globe : mettre en branle une tendance apparemment permanente à la redistribution du revenu et des biens.

Un-homme-une-voix, plus la "liberté d'entrer" dans l'appareil d'Etat, c'est-à-dire la démocratie, implique que toute personne et sa propriété personnelle est mise à la portée de toutes les autres, et ouverte à leur pillage. En ouvrant en apparence les couloirs du pouvoir politique à tout le monde, la démocratie fait du pouvoir politique une "res nullius", où personne ne souhaite plus qu'il soit restreint parce qu'il espère que lui-même, ou ceux qui lui sont favorables, auront un jour une chance de l'exercer. Par contraste, dans les monarchies "absolues" d'Occident, quiconque ne faisait pas partie de la classe dirigeante avait peu de chances, voire aucune, d'y accéder, de sorte qu'ils s'opposaient avec véhémence à toute extension du pouvoir du Monarque.

Dans les démocraties, en revanche, on peut s'attendre à ce que les majorités (ceux qui "n'ont pas") tentent sans relâche de se remplir les poches aux dépens des minorités (ceux qui "ont"). Cela ne signifie pas qu'il n'y aura qu'une seule classe de gens "nécessiteux" et une seule catégorie de "nantis", et que la redistribution se fera uniquement des riches vers les pauvres. Bien au contraire, alors que la redistribution des riches vers les pauvres jouera toujours et partout un rôle prépondérant, ce serait une erreur sociologique que de supposer que ce sera là la seule forme ni même la forme prédominante de la redistribution. Après tout, les riches "permanents" et les pauvres "permanents" le sont généralement pour une bonne raison.

Les riches sont en règle générale intelligents et industriels, alors que les pauvres sont typiquement stupides, paresseux ou les deux à la fois. Il n'y a pas beaucoup de chances que les imbéciles, même s'ils forment la majorité, soient systématiquement plus malins que la

minorité des individus brillants et énergiques, et parviennent à s'enrichir à leurs dépens. Bien plutôt, la plus grande partie de la redistribution se fera à l'intérieur du groupe des "non-pauvres", et il arrivera souvent que ce soient les plus riches qui arrivent à se faire subventionner par les plus pauvres. Pensez seulement à la pratique quasi-universelle des études universitaires quasiment "gratuites", grâce auxquelles la classe ouvrière, dont les enfants fréquentent rarement l'enseignement supérieur, est amenée à subventionner la formation des enfants de la bourgeoisie.

* On pourrait multiplier les exemples de ce genre :

— Les *subventions aux "arts" et à la "culture"* profitent essentiellement à une clientèle aisée (musées, théâtres, opéras, bibliothèques).

— La *retraite par répartition* subventionne les bourgeois et les fonctionnaires, qui vivent plus longtemps et commencent plus tard à travailler, aux dépens des ouvriers, qui travaillent plus tôt et meurent vite.

— Le *versement transports*, qui ampute les salaires pour subventionner les transports en commun, se retrouve dans la poche des propriétaires immobiliers voisins des lignes, ayant pour effet essentiel d'accroître la valeur de leurs possessions.

— L'*impôt sur le revenu* empêche les petits entrepreneurs industriels de s'enrichir, et de concurrencer les gros capitalistes déjà installés.

— Le *logement social* est peuplé par des gens en moyenne plus riches que la population dans son ensemble.

— L'*université pseudo-gratuite* permet à la bourgeoisie petite et moyenne de forcer les ouvriers à payer les études de ses enfants.

— Le *salairé minimum* interdit de travailler aux plus pauvres, pour que les autres salariés, plus riches, touchent davantage en étant protégés de leur concurrence.

— Le *protectionnisme agricole* appauvrit les acheteurs de produits alimentaires (les plus pauvres étant ceux qui, proportionnellement, y dépensent le plus) au profit exclusif des propriétaires fonciers agricoles, et d'autant plus qu'ils sont plus riches. Etc., etc., etc.

Pour d'autres exemples, cf. David FRIEDMAN : "Robin des Bois est un vendu" dans *Vers une société sans Etat*, Paris, Les Belles Lettres, 1992.

En outre, on peut s'attendre à ce qu'il y ait un grand nombre de groupes et de coalitions pour essayer de s'enrichir aux dépens des autres. Les critères seront divers et changants pour définir ce qui fait qu'une personne est un "possédant" (méritant d'être pillé) et qu'une autre est un "déhérité" (méritant une part du butin). Simultanément, les gens appartiendront à une multitude de groupes de profiteurs et de victimes, perdant au titre de l'une de leurs caractéristiques et gagnant grâce à une autre, certains se retrouvant être des gagnants nets et d'autres des perdants nets de la redistribution politique.

La reconnaissance de la démocratie comme machine populaire de redistribution des revenus et des biens, associée à l'un des principes les plus fondamentaux de l'économie — à savoir qu'on finit toujours par se retrouver avec davantage de ce qui est subventionné — fournit la clé pour comprendre l'époque actuelle.

Toute redistribution, quel que soit le critère sur lequel elle se fonde, implique de prendre aux possesseurs et producteurs originels (ceux qui "ont" quelque chose) pour donner aux non-possesseurs et non-producteurs (ceux qui "n'ont pas" la chose en question). Les raisons que l'on pourrait avoir de devenir le propriétaire initial de la chose considérée sont alors moindres, alors que sont accrues celles de devenir un non-possédant et un non-producteur.

La règle absolue, axiomatique, est que la redistribution politique est administrée par les *puissants* aux dépens des *faibles*. La règle générale est qu'elle se fait au *profit* de ces mêmes puissants. La vraisemblance veut que si les riches ne sont pas puissants, ni les puissants riches, ça ne dure généralement pas très longtemps [F. G.].

- * Il faut ajouter que le pillage affecte nécessairement l'ensemble des parties aux contrats qui ordonnent la coopération sociale, de sorte que rien ne garantit que les plus grands bénéficiaires, et les plus grandes victimes, de la redistribution politique, soient ceux désignés par les hommes de l'Etat [F. G.].

Tout naturellement, du fait que l'on subventionne les gens parce qu'ils sont pauvres, il y aura davantage de pauvreté. Quand on subventionne les gens parce qu'ils sont au chômage, on se retrouve avec davantage de chômeurs. Soutenir les mères célibataires avec l'argent des impôts conduira à un accroissement de leur nombre, de celui des naissances "illégitimes" et des divorces.

Dans certains cas, ces politiques peuvent se contredire dans leurs effets. En interdisant le travail des enfants, on prend de l'argent aux familles avec enfants pour le donner à ceux qui n'en ont pas (la restriction réglementaire de l'offre de travail fera monter les salaires). En conséquence, le taux de natalité baissera. En revanche, en subventionnant l'enseignement donné aux enfants, on prend du revenu à ceux qui n'en ont pas ou peu, pour le donner à ceux qui en ont beaucoup. Cependant, à cause du système de prétendue "sécurité sociale", la valeur des enfants va de nouveau baisser, et de même le taux de natalité ; car en subventionnant les retraités avec des impôts pris à ceux qui gagnent leur vie, l'institution de la famille — le lien intergénérationnel entre les parents, les grands-parents, et les enfants — est systématiquement affaiblie. Les vieux n'ont plus besoin de dépendre de l'assistance de leurs enfants s'ils n'ont fait aucune provision pour leurs vieux jours, et les jeunes (qui ont très généralement accumulé moins de richesses) doivent soutenir les vieux (qui ont en général plus de richesse matérielle) et non le contraire, comme il est normal dans les familles. Le désir des parents d'avoir des enfants, et celui des enfants d'avoir leurs parents, vont décliner, les familles disloquées et malades se multiplier, et l'action prévoyante, l'épargne et la formation de capital, va chuter tandis que la consommation s'accroîtra.

En subventionnant les tire-au-flanc, les névrosés, les négligents, les alcooliques, les drogués, les sidateux, et les "handicapés" physiques et mentaux par la réglementation de l'assurance et par l'assurance-maladie obligatoire, on aura davantage de maladie, de paresse, de névroses, d'imprévoyance, d'alcoolisme, de dépendance à

la drogue, d'infectés au sida, de même que de tares physiques et mentales.

En forçant les non-délinquants, y compris les victimes de la criminalité, à payer l'emprisonnement des coupables (au lieu de les forcer à indemniser leurs victimes et à payer tout ce que coûte leur appréhension et leur incarcération), on aura davantage de crimes et de délits.

En forçant les chefs d'entreprise, par des lois "contre le racisme" et la "discrimination", à embaucher davantage de femmes, d'homosexuels, de noirs ou autres "minorités" qu'ils ne le souhaiteraient, on obtiendra plus de "minorités" employées, moins d'employeurs et moins d'emplois pour les blancs hétérosexuels.

En forçant les propriétaires privés, par la réglementation de l'environnement, à protéger, c.-à-d. à subventionner les "espèces menacées" qui résident sur leurs terres, on aura davantage d'animaux, mieux portants, et moins d'êtres humains, qui se porteront moins bien.

Plus important, en obligeant les propriétaires privés et ceux qui gagnent leur vie honnêtement, c'est-à-dire les producteurs, à subventionner les politiciens, les partis politiques et les fonctionnaires (les politiciens et les employés de l'Etat ne *peuvent pas* payer d'impôts ; c'est pour les subventionner, eux, que les *autres* les paient), il y aura moins de création de richesses, moins de producteurs et moins de productivité, et davantage de gaspillage, de "parasites" et de parasitisme.

Les chefs d'entreprise et leurs employés ne peuvent pas gagner un sou s'ils ne produisent pas des biens et des services qui sont vendus sur le marché. En achetant volontairement un bien ou un service, les acheteurs démontrent qu'ils préfèrent ce bien ou ce service à la somme d'argent qu'ils doivent remettre pour l'acquérir. A l'inverse, les politiciens, les partis et les fonctionnaires ne produisent rien qui

soit librement vendu sur des marchés. Personne n'*achète* les "biens" et les "services" des hommes de l'Etat. Ils sont fournis, et on subit des charges pour qu'ils les soient, mais personne ne les achète et personne ne les vend. Cela implique qu'il est impossible de déterminer leur valeur et donc d'établir si oui ou non cette valeur justifie les charges encourues. Comme personne ne les achète, il n'y a personne qui démontre effectivement qu'il considère que les

* L'auteur parle de "costs", qui se traduit normalement par "coût". Mais lui-même serait le premier à rappeler que le "coût" est une valeur ressentie par l'auteur d'une action au moment où il agit : la valeur *pour lui* de son deuxième meilleur choix, auquel il choisit de renoncer. Or, justement, le décideur "public" est celui qui *ne subit pas* les conséquences de ses actions. Par définition, il est institutionnellement irresponsable. Que ferait-il si, comme un monarque absolu, il était soi-disant propriétaire du royaume et subissait en principe les conséquences de son choix ? La seule manière de le savoir est de rétablir sa responsabilité, c'est-à-dire d'abolir le caractère "public" des décisions d'intérêt commun.

Même irresponsabilité chez les gens normaux, financiers forcés de cette décision. On trouvera certainement des contribuables (ou des acheteurs lésés par quelque monopole), dûment intimidés par la propagande du pouvoir, pour dire qu'ils l'"approuvent". Mais cette opinion-là ne peut pas être informée à la hauteur des enjeux. En effet, quel est leur seul véritable choix ? "Accepter" la situation ou en éprouver un sentiment de révolte impuissante : ils sont dans la situation du cocu qui, ne pouvant rien y faire, a pour meilleure solution de refuser de savoir qu'il l'est. Combien d'entre eux feraient la dépense, "achèteraient" le service s'ils en avaient effectivement le choix ? S'ils pouvaient refuser leur argent, ou refuser que les autres paient à leur place ? La seule manière de le savoir est que ce choix, justement, leur soit *laissé*. Que la décision cesse d'être "publique", pour redevenir *privée*.

Conclusion : le "coût" matériel de la décision de "produire" à titre "public" n'est *pas le vrai coût* effectivement subi par le décideur, et n'est *pas un coût* pour celui qui paie. En fait, il n'a rien à voir avec ce qu'on doit dépenser comme ressources pour "produire" : il faut donc bien employer un autre mot pour désigner les dommages que cette "production" nous cause. En outre, le mot de "pertes" (comme celui de "profit") est strictement associé à l'inattendu, à l'imprévu, à l'incertitude ; or, la décision publique peut être prévue, et on peut même *surestimer* sa nocivité, ce qui peut conduire par la suite à constater un *profit* si elle est moins nuisible qu'on ne le pensait. J'ai donc choisi de parler de

produits et les services des hommes de l'Etat justifient les charges correspondantes ni même si oui ou non qui que ce soit leur attribue une valeur quelconque .

Du point de vue de la théorie économique, par conséquent, il est complètement illégitime de supposer, comme on le fait toujours en comptabilité nationale, que les produits et services des hommes de l'Etat vaudraient "autant qu'il en a coûté de les produire", pour ensuite additionner benoîtement cette "valeur" à celle des biens et services normaux, produits (achetés et vendus) à titre privé pour arriver à un "Produit National Brut". On pourrait aussi bien supposer que les produits et les services des hommes de l'Etat ne valent rien du tout, ou même que ce ne sont absolument pas des "biens" mais des "nuisances"* et que, par conséquent, la charge des politiciens et de toute la fonction publique doit être soustraite de la valeur totale des biens et des services produits à titre privé. En fait, raisonner ainsi serait de loin plus justifié.

Pour ce qui est de ses implications pratiques, subventionner les politiciens et les fonctionnaires revient à une subvention pour "produire" presque sans égard aucun pour la satisfaction de ses prétendus "consommateurs", et avec un souci quasi-exclusif du bien-être des prétendus "producteurs", c'est-à-dire des politiciens et des fonctionnaires. Leur salaire demeure le même, que leur produit satisfasse ou non le consommateur. En conséquence, le résultat d'une expansion du secteur public sera toujours plus de paresse, de négligence, d'incompétence, de mauvais service, de mauvais traitements, de gaspillage, voire de destruction — et en même temps

"charges" [F. G.].

* Ça prouve au moins que les *hommes de l'Etat* lui attribuent de la valeur. C'est pourquoi Murray ROTHBARD inscrivait la dépense étatique au titre de la *consommation personnelle* (d'argent volé aux autres) des hommes de l'Etat [F. G.].

** Pas trop difficile d'imaginer des exemples... [F. G.].

davantage d'arrogance, de démagogie, et de mensonges ; par exemple : "le service public est au service du public."

Après moins d'un siècle de démocratie et de redistribution politique, les résultats prévisibles sont là. Le "fonds de réserve" de richesse et de capital, hérité des siècles précédents d'activité productive dans un marché relativement libre, est presque épuisé. Depuis plusieurs décennies, depuis la fin des années 1960 ou le début des années 1970, les niveaux de vie réels stagnent ou même baissent en Occident. La dette publique et le coût des systèmes existants de sécurité sociale ont amené la perspective d'un effondrement économique imminent. En même temps, presque toutes les formes de conduite indésirable — chômage, dépendance, négligence, imprévoyance, incivilité, psychopathie, hédonisme et délinquance — se sont développées à des niveaux dangereux. Si les tendances actuelles se poursuivent, on ne risque rien à dire que l'Etat-providence occidental, c'est-à-dire la démocratie sociale, s'effondrera tout comme le socialisme oriental, à la soviétique, s'est effondré à la fin des années 1980.

Malheureusement, la catastrophe économique ne conduit pas automatiquement à l'amélioration. Au lieu de s'améliorer, il se peut tout à fait que les choses aillent plus mal. Ce qu'il faut avoir une fois la crise arrivée, ce sont des idées — et des hommes capables de les comprendre et de les mettre en œuvre lorsque l'occasion s'en présente. En dernière analyse, le cours de l'histoire est déterminé par des idées, qu'elles soient justes ou fausses, et par les hommes dont elles inspirent les actes.

La débâcle actuelle est elle aussi le produit des idées. Elle est le résultat d'une acceptation massive, par l'opinion publique, de l'idée de démocratie. Aussi longtemps que cette adhésion est dominante, la catastrophe est inévitable ; et il n'y aura pas d'espoir d'amélioration même après qu'elle sera arrivée. En revanche, si on reconnaît que l'idée démocratique est fautive et perverse — et les idées, en

principe, on peut en changer instantanément—, la catastrophe peut être évitée.

La tâche essentielle qui attend ceux qui veulent renverser la vapeur et empêcher la destruction complète de la civilisation est de dé-légitimer l'idée de la démocratie, c'est-à-dire de démontrer que la démocratie est la cause fondamentale de la situation actuelle de dé-civilisation rampante. Dans ce but, il faut d'abord faire remarquer qu'il est difficile de trouver beaucoup de partisans de la démocratie dans l'histoire de la théorie politique. Presque tous les grands penseurs n'avaient que mépris pour la démocratie. Même les Pères fondateurs de la Constitution américaine, que l'on considère aujourd'hui — à tort — comme des défenseurs de la démocratie, y étaient strictement opposés. Sans aucune exception, ils étaient d'accord avec ARISTOTE pour reconnaître que la démocratie n'est rien d'autre que le règne de la canaille. Ils entretenaient plutôt, comme JEFFERSON, l'idée d'une "aristocratie naturelle" dont ils pensaient faire partie, et prônaient en conséquence une république aristocratique.

Même parmi le petit nombre de défenseurs théoriques de la démocratie dans l'histoire de la pensée politique, comme ROUSSEAU, il est presque impossible de trouver qui que ce soit pour prôner la démocratie ailleurs que dans de toutes petites communautés. En fait, dans les villages et dans les villes où tout le monde connaît personnellement tous les autres, pratiquement personne ne peut manquer d'admettre que la position des "possédants" a forcément quelque chose à voir avec des capacités supérieures, de même que la situation des "déshérités" est liée à une infériorité, à des déficiences personnelles. Dans ces conditions-là, il est beaucoup plus difficile de faire passer l'idée de piller les autres et leur propriété à des fins personnelles. A l'inverse marqué, dans de vastes territoires comprenant des millions voire des centaines de millions de personnes, où les candidats au pillage ne connaissent pas leurs victimes et vice-versa, le désir humain de s'enrichir aux dépens des autres n'est plus soumis à aucune gêne.

Plus important encore, il faut souligner que la démocratie est *immorale* en plus d'être anti-économique. Pour ce qui est du statut moral de la règle majoritaire, il faut faire remarquer qu'elle permet que Dupond et Durand s'acoquinent pour voler Duschmolle ; de même, que Duschmolle et Dupond s'entendent pour voler Durand, et encore que Durand et Duschmolle complotent contre Dupond. Ce n'est pas de la "justice", mais une infamie, et bien loin de traiter avec respect les démocrates et la démocratie, il faudrait les juger avec mépris et les fustiger pour leur escroquerie intellectuelle et morale.

En ce qui concerne les traits économiques particuliers de la démocratie, il faut rappeler sans relâche que ce n'est pas la *démocratie* mais la *propriété* privée, la *production* et l'*échange* volontaire qui sont les véritables sources de la civilisation et de la prospérité humaines. En particulier, et contrairement à un mythe répandu, il faut souligner que l'absence de démocratie n'a été absolument pour rien dans la faillite du socialisme soviétique. Ce n'était pas la manière de choisir les politiciens qui constituait le problème du socialisme réel. C'était la politique elle-même, et la politisation des décisions en tant que telle.

Au lieu que chaque producteur privé décide indépendamment quoi faire de ressources particulières, comme dans un régime de propriété privée et de contractualisme, avec des facteurs de production complètement ou partiellement socialisés chacune de ces décisions nécessite l'autorisation de quelqu'un d'autre. Peu importe au producteur comment sont choisis ceux qui donnent cette permission. Ce qui compte, pour lui, c'est qu'il ait à demander la permission. Aussi longtemps que c'est le cas, l'incitation des producteurs à produire est réduite et l'appauvrissement doit en résulter. La propriété privée est aussi incompatible avec la démocratie qu'elle l'est avec toute autre forme de domination politique. A la place de la démocratie, ce qu'exigent la justice aussi bien que l'efficacité économique, c'est une société de propriété

privée stricte et non entravée — une "anarchie de production" — dans laquelle personne ne vole personne, et où toutes les relations entre producteurs sont volontaires, et par conséquent mutuellement avantageuses.

Enfin, pour ce qui est des considérations stratégiques, pour approcher le but d'un ordre social non-exploiteur, c'est-à-dire une anarchie de propriété privée, l'idée majoritaire doit être retournée contre la domination démocratique elle-même.

Sous toutes les formes de domination étatique, y compris la démocratie, la classe dirigeante des politiciens et des fonctionnaires ne représente qu'une faible fraction de la population. Alors qu'il est possible qu'une centaine de parasites vivent une vie confortable sur le produit d'un millier d'hôtes, un millier de parasites ne peut pas vivre sur le dos d'une centaine d'hôtes. A partir de la reconnaissance de ce fait, il apparaîtrait possible de persuader une majorité des électeurs que c'est ajouter une honte au préjudice subi que de permettre à ceux qui vivent des impôts des autres de déterminer quel sera leur montant ; on pourrait alors, par un vote majoritaire, retirer le droit de vote à tous les fonctionnaires et à tous ceux qui vivent de l'argent de l'Etat, qu'ils soient parasites des systèmes sociaux ou fournisseurs des administrations.

En liaison avec cette stratégie, il est nécessaire de reconnaître l'importance primordiale de la sécession et des mouvements sécessionnistes. Si les décisions majoritaires sont "justes", alors la plus vaste de toutes les majorités possibles, une majorité mondiale et un gouvernement démocratique mondial, doivent représenter la "justice" suprême, avec les conséquences prédites au début. A l'inverse, la sécession implique la rupture de petites populations d'avec des populations plus grandes. Elle constitue par conséquent un vote contre le principe de la démocratie et du majoritarisme. Plus loin le processus de sécession se poursuivra — au niveau des petites régions, des villes, des quartiers, des bourgs, des villages, et

finalement des associations volontaires de familles et d'entreprises — et plus il sera difficile de maintenir le niveau actuel des politiques redistributives.

En même temps, plus petites seront les unités territoriales et plus il y aura de chances qu'un petit nombre de gens, à partir de la reconnaissance par le peuple de leur indépendance économique, de leur exceptionnelle réussite dans leur métier, de leur vie personnelle moralement impeccable, de la supériorité de leur jugement, de leur courage et de leur goût, s'élèvent au rang d'élites naturelles, volontairement reconnues. Ils prêteront leur légitimité à l'idée d'un ordre naturel de pacificateurs, de juges en concurrence, c'est-à-dire non monopolistiques, et par conséquent volontairement financés, de juridictions parallèles, tel qu'il existe aujourd'hui même dans le domaine du commerce et des déplacements internationaux — une société de droit purement privé — comme réponse à la démocratie et à toute autre forme de domination politique, imposée par la violence.

* L'inverse étant évidemment vrai : les gens qui, soit pour s'en féliciter soit pour le dénoncer, s'imaginent que la "construction européenne" ou les institutions mondiales favoriseraient la liberté des échanges se fourrent tout autant le doigt dans l'œil que ceux qui croient qu'une politique d'immigration sans entraves serait une politique "libérale". Cf. : "Contre le centralisme ; Coopération économique oui, intégration politique non" [F. G.].

*4 L'analyse de classe marxiste et celle des autrichiens**

Le reproche principal que l'on peut faire aujourd'hui au marxisme c'est d'avoir, par ses erreurs, ses crimes et son effondrement final, presque complètement discrédité une vision conflictuelle de l'histoire sociale et une dénonciation des classes exploiteuses qui sont pourtant plus pertinentes et plus urgentes que jamais.

Cette analyse de classe, cette dénonciation des exploiters appartiennent à la tradition de la liberté naturelle. MARX n'a fait que la neutraliser et la pervertir au profit des vrais oppresseurs, en l'asservissant à une définition absurde de l'exploitation, ainsi qu'à une méprise tragique sur l'identité des exploiters et la nature de leur pillage [F. G.].

V

Voici ce que j'entends faire dans cet article : tout d'abord, présenter les thèses qui constituent le noyau dur de la théorie marxiste de l'histoire. J'affirme que toutes sont justes pour l'essentiel. Ensuite, je montrerai comment, dans le marxisme, ces conclusions correctes sont déduites d'un point de départ erroné. Enfin, je montrerai comment l'école autrichienne, dans la tradition de von Mises et Rothbard, peut donner une explication correcte, quoique catégoriquement différente, de leur validité.

Commençons par le noyau dur du système marxiste¹ :

— "L'histoire de l'humanité est l'histoire de la lutte des classes²"
C'est l'histoire des luttes entre une classe dirigeante relativement restreinte et une classe plus large d'exploités. La première forme d'exploitation est économique : la classe dirigeante exproprie une partie de la production des exploités ou, comment disent les

* *Journal of Libertarian Studies*, Vol IX n°2, automne 1990. Repris comme chapitre 4 de *The Economics and Ethics of Private Property* (Boston : Kluwer Academic Publishers, 1993).

¹ Cf. sur ce qui suit : Karl MARX & Frederick ENGELS, *The Communist Manifesto* (1848) [*Manifeste du Parti communiste*] ; Karl MARX, *Das Kapital*, 3 t. (1867, 1885, 1894) [*Le Capital*] ; pour des marxistes contemporains, Ernest Mandel, *Marxist Economic Theory* (Londres, Merlin, 1962) ; *Late Capitalism* (Londres : New Left Books, 1975) ; P. BARAN/P. SWEEZY, *Monopoly Capital* (New York : Monthly Review Press, 1966). Pour un point de vue non marxiste, Leszek KOLAKOWSKI, *Main Currents of Marxism* (Oxford : Clarendon Press, 1976-78) ; G. WETTER, *Sovietideologie heute*, t. 1 (Francfort/M. : Fischer, 1962) ; W. LEONHARD, *Sovietideologie heute*, t. 2, (Francfort/M. : Fischer, 1962).

² *Manifeste du Parti communiste* (1^o partie).

marxistes, "elle s'approprie un surplus social" et en dispose à ses fins propres de consommation.

— La classe dirigeante est unie par son intérêt commun à maintenir sa position exploiteuse et accroître au maximum son surplus d'exploitation. Elle n'abandonne jamais délibérément son pouvoir ni son revenu d'exploitation. Bien au contraire, on ne peut lui faire perdre pouvoir et revenu, que par la lutte, dont le résultat dépend de la conscience de classe des exploités, c'est-à-dire de la mesure dans laquelle ces exploités sont conscients de leur propre sort et sont consciemment unis avec les autres membres de leur classe dans une opposition commune à leur exploitation.

— La domination de classe se manifeste principalement par des dispositions spécifiques sur l'affectation des droits de propriété ou, dans la terminologie marxiste, par des "relations de production" particulières. Pour protéger ces dispositions ou relations de production, la classe dirigeante forme et dirige l'Etat comme l'appareil de contrainte et de coercition. L'Etat impose et contribue à reproduire une structure de classe donnée par l'administration d'un système de "justice de classe", et favorise la création et l'entretien d'une superstructure idéologique destinée à fournir une légitimité au système de domination de classe.

— A l'intérieur, le processus de concurrence au sein de la classe dirigeante engendre la tendance à une concentration et à une centralisation croissantes. Un système polycentrique d'exploitation est progressivement remplacé par un système oligarchique ou monopolistique. De moins en moins de centres d'exploitation demeurent en fonction, et ceux qui restent sont de plus en plus intégrés dans un ordre hiérarchique. A l'extérieur, c'est-à-dire vis-à-vis du système international, ce processus interne de centralisation conduira (avec d'autant plus d'intensité qu'il sera plus avancé) à des guerres impérialistes entre Etats et à l'expansion territoriale de la domination exploiteuse.

— Finalement, la centralisation et l'expansion de la domination exploiteuse se rapprochant progressivement de sa limite ultime de domination mondiale, la domination de classe sera de moins en moins compatible avec le développement et l'amélioration ultérieures des "forces productives". La stagnation économique et les crises deviennent de plus en plus caractéristiques et créent les "conditions objectives" pour l'émergence d'une conscience de classe révolutionnaire chez les exploités. La situation devient mûre pour l'établissement d'une société sans classes, le "dépérissement de l'Etat", le remplacement du "gouvernement des hommes par l'administration des choses", et il en résulte une incroyable prospérité.

Toutes ces thèses peuvent faire l'objet d'une justification parfaitement satisfaisante, comme je vais le montrer. Mais malheureusement, c'est le marxisme, lequel souscrit à chacune d'entre elles, qui a plus fait que n'importe quel système idéologique pour les discréditer, en les déduisant d'une théorie de l'exploitation dont l'absurdité est patente.

En quoi consiste cette théorie marxiste de l'exploitation ? Pour MARX, des systèmes sociaux précapitalistes tels que l'esclavagisme et la féodalité sont caractérisés par l'exploitation. Jusqu'ici, pas d'objection ; à l'évidence, l'esclave n'est pas un travailleur libre, et on ne peut pas dire qu'il gagne à être réduit en esclavage. Bien au contraire, sa satisfaction en est réduite pour accroître la richesse de son maître. L'intérêt de l'esclave et celui de son maître sont donc, pour dire le moins, antagonistes. Il en est de même des intérêts du seigneur féodal qui exige du paysan un loyer pour la terre que lui-même (le paysan) avait été le premier à mettre en valeur pour son

¹ *Manifeste du Parti communiste* (section 2, 2 derniers paragraphes) F. ENGELS, *Von der Autorität*, in : K. MARX/F. ENGELS, *Ausgewählte Schriften*, 2 t. (Berlin-Est : Dietz, 1953), vol. 1, p. 606 ; du même, *Die Entwicklung von der Utopie zur Wissenschaft*, *ibid.* t. 2, p. 139.

propre compte. [Lorsqu'il a volé sa terre et sa liberté] le gain du seigneur a été la perte du paysan. Et il n'est pas non plus douteux que l'esclavage aussi bien que la féodalité entravent le développement des forces productives. Ni l'esclave ni le serf ne seront aussi productifs qu'ils le seraient en l'absence d'esclavage ou de servage.

Non ; la seule idée nouvelle de MARX est que pour l'essentiel rien ne change pour ce qui est de l'exploitation dans un système capitaliste, c'est-à-dire lorsque l'esclave devient un travailleur libre, ou si le paysan décide de cultiver une terre qu'un autre a été le premier à mettre en valeur, et paie un loyer [fermage, etc.] en échange du droit de le faire. Il est vrai que MARX, dans le fameux chapitre 24 du premier tome de son *Kapital*, donne un compte-rendu de l'apparition du capitalisme qui entend démontrer qu'une grande part, sinon la plupart de la propriété capitaliste initiale résulte du pillage, de l'accaparement des terres et de la conquête. De même, dans le chapitre 25 sur la "théorie moderne du colonialisme", il souligne lourdement le rôle de la force et de la violence dans l'exportation du capitalisme [vers ce que nous appellerions] le Tiers-monde. On veut bien que tout cela soit grosso modo exact, et dans la mesure où ça l'est, on ne cherchera pas querelle à quiconque appellerait "exploiteur" ce capitalisme-là. Cependant, on doit rester conscient du fait qu'ici, MARX se livre à une manipulation. En se

* Exceptionnellement, HOPPE manque ici une occasion de dénoncer une incohérence chez ceux qu'il critique : décrire comme "capitalistes" des entreprises financées par le *vol* est absolument incompatible avec la définition — par les marxistes eux-mêmes ! — du capitalisme comme "système de la propriété privée". Car, n'en déplaise aux interventionnistes de tout poil, des ingénieurs sociaux aux pseudo-conservateurs protectionnistes en passant par les "théoriciens du droit de propriété" de l'école de Chicago (cf. *infra* : "HAYEK démocrate-social"), un principe de propriété privée qui serait valide... sauf quand les puissants choisissent de le violer, c'est comme "s'arrêter de fumer" plusieurs fois par jour : du *nonsense* britannique, mais aussi, de ce fait, une contradiction avérée.

lançant dans toutes ces recherches historiques pour exciter l'indignation du lecteur sur les brutalités commises en constituant la plupart des fortunes capitalistes, il esquivé en réalité la question qui fait l'objet du débat. Il détourne notre attention du fait que sa thèse est en fait essentiellement différente, à savoir que, même si nous avons un capitalisme "propre", c'est-à-dire un capitalisme dans lequel l'appropriation originelle du capital ne résulte de rien d'autre que de la première mise en valeur, du travail et de l'épargne, le capitaliste qui embaucherait des travailleurs avec ce capital-là n'en serait pas moins un exploiteur. En fait, MARX considérerait même sa démonstration de cette thèse comme sa contribution la plus importante à l'analyse économique.

Quelle est donc sa fameuse démonstration du caractère exploiteur d'un capitalisme propre ?

Elle consiste à observer que les prix des facteurs de production, et notamment les salaires payés aux travailleurs par les capitalistes, sont plus faibles que les prix des produits vendus. Le travailleur, par exemple, touche un salaire représentant des biens de consommation qui peuvent être produits en trois jours, mais travaille en fait cinq jours pour ce salaire-là, et produit donc en biens de consommation davantage qu'il ne reçoit comme rémunération. La production de ces

Nous avons donc là au contraire une absurdité standard de l'anticapitalisme — et qui fait justement partie de la *confusion marxiste* dénoncée par HOPPE, (que ses tenants se reconnaissent consciemment comme marxistes ou qu'ils s'ignorent comme tels), entre le *capitalisme*, qui respecte et fait respecter la propriété, et la *violation des droit de propriété* par certains riches prédateurs, qu'il y a nécessairement lieu d'appeler autrement puisqu'il en est forcément (comme dirait la dialectique) la *négation*.

Disons donc : "ploutocratie", à moins qu'on ne dise "mercantilisme" ou "socialisme des riches", vers quoi tend d'ailleurs nécessairement tout socialisme mûrissant, car quand on est riche, on finit toujours par trouver le moyen d'acheter les puissants, et quand on est puissant, on se fatigue très vite à ne jamais voler que pour les autres [F. G.].

deux jours supplémentaires, la *plus-value* en termes marxistes, est appropriée par le capitaliste. Par conséquent, prétend MARX, il y a exploitation¹.

Qu'est-ce qui cloche dans cette analyse²? La réponse devient évidente, une fois qu'on s'est demandé pourquoi le travailleur accepterait jamais un tel échange. Il l'accepte parce que son salaire représente des produits actuels — alors que les services de son

* Ceci, rappelons-le, suppose un régime *purement capitaliste* : c'est-à-dire que des voleurs légaux ne viennent pas confisquer chez le capitaliste une part massive du salaire du travailleur. Conditions fort différentes de ce qu'il en est aujourd'hui, où les hommes de l'Etat — dont les exploiters syndicalistes—, amputent de moitié la rémunération des travailleurs sous prétexte de "sécurité sociale", "versement transport", "1 % logement", etc, etc. Rappelons pour ceux qui ignorent la théorie économique, et notamment la théorie de l'incidence fiscale, que c'est aussi en partie le cas — en dépit de ce que prétend le droit positif — de la TVA, de la taxe professionnelle et même de l'impôt sur les sociétés, sans parler des diverses contraintes réglementaires qui toutes réduisent le salaire. Par conséquent, même si la "plus-value" du capitaliste était vraiment exploiteuse, elle serait aujourd'hui complètement noyée par l'exploitation démocrate-sociale [F. G.].

¹ Cf. K. MARX, *Das Kapital*, t. 1 ; la présentation la plus courte est *Lohn, Preis, Profit*. En réalité, s'il s'agissait de prouver la thèse plus spécifiquement marxiste suivant laquelle le propriétaire du travail (le travailleur) est le seul exploité (mais pas le propriétaire de l'autre facteur de production d'origine : la terre), un autre argument serait nécessaire. Car s'il était vrai que l'écart entre le prix des facteurs et celui des produits traduit une exploitation, cela montrerait seulement que le capitaliste qui loue les services de son travail au propriétaire du travail, et les services de sa terre au propriétaire de la terre, exploiterait soit le premier, soit le second, soit les deux à la fois. C'est la valeur-travail, évidemment, qui est censée fournir le chaînon manquant en essayant d'établir que le travail est la seule source de la valeur. Je m'épargnerai le souci de réfuter cette théorie. Il y en a peu aujourd'hui, y compris parmi ceux qui se disent marxistes, qui ne reconnaissent pas le caractère erroné de la théorie de la valeur-travail. J'accepterai plutôt pour les besoins de la démonstration la suggestion faite par J. ROEMER, qui se dit "marxiste analytique" [*A General Theory of Exploitation and Class* (Cambridge : Harvard University Press, 1982) ; du même, *Value, Exploitation and Class* (Londres : Harwood Academic Publishers, 1985)], comme quoi on pourrait analytiquement séparer

travail ne représentent que des produits futurs, et qu'il donne plus de valeur aux biens présents. Après tout, il pourrait aussi décider de ne pas vendre les services de son travail au capitaliste et récupérer lui-même la "valeur totale" de son produit. Mais cela impliquerait bien sûr qu'il attende plus longtemps que les produits de consommation lui deviennent accessibles. En vendant les services de son travail, il démontre qu'il préfère recevoir moins de produits de consommation

la théorie de l'exploitation de la théorie de la valeur-travail, et formuler une théorie générale de l'"exploitation des facteurs de production" qui en serait distincte, et que l'on pourrait justifier que celle-ci soit vraie ou non. J'entends pour ma part démontrer que la théorie marxiste de l'exploitation est absurde, même si on devait dispenser ses partisans de prouver la théorie de la valeur-travail, et même d'ailleurs si celle-ci était vraie. Même une théorie généralisée de l'exploitation des facteurs de production ne fournirait aucun moyen d'échapper à la conclusion que la théorie marxiste de l'exploitation est irrémédiablement fausse.

[Il y a lieu de distinguer la thèse *correcte* suivant laquelle *le travail humain est la source de toute valeur produite* de la *fausse* théorie de la valeur-travail, qui prétend que la valeur d'un produit serait "mesurée" par la "quantité de travail" qui a servi à le produire. La première thèse est parfaitement *vraie*, à condition qu'on définisse correctement le travail comme *toute action* accomplie en vue d'un résultat. En particulier, le facteur de production "terre" n'a pas de valeur qui ne lui ait été donnée au départ par l'action productive de quelqu'un. Il n'y a donc pas de "ressources naturelles" : c'est à dire qu'il n'y a pas de matières premières qui, ayant bien sûr une existence et des caractéristiques *physiques*, auraient une *valeur*, c'est-à-dire une existence *économique*, avant que l'*esprit* de quelqu'un n'en fasse le *moyen* d'un projet personnel. Si la théorie économique autrichienne distingue la *terre* des autres capitaux matériels, c'est dans la mesure où celle-ci, par définition, ne peut pas être renouvelée par des actes productifs. Mais comme pour tout capital matériel, c'est l'*action* humaine qui lui a donné de la valeur.

La seconde thèse commet l'erreur de confondre les caractéristiques *matérielles* de l'objet avec sa *valeur*, qui est l'*opinion* de celui qui agit sur la capacité *éventuelle* de ces caractéristiques matérielles à servir un *projet* particulier. Cette erreur avait conduit RICARDO à prétendre que les propriétés naturelles du sol ne sauraient avoir de valeur en soi parce qu'elles ne résultent pas d'un travail. Quiconque loue sa terre ne peut donc les monnayer que parce qu'il les "monopolise" en quelque sorte (ce sophisme contribue aujourd'hui encore à la

aujourd'hui à en avoir éventuellement davantage demain. De son côté, pourquoi le capitaliste est-il d'accord pour faire affaire avec le travailleur ? Pourquoi accepte-t-il d'avancer des produits actuels (de l'argent) au travailleur en échange de services qui ne rapporteront que plus tard ? A l'évidence, il ne voudrait pas payer aujourd'hui 1 000 F s'il ne devait recevoir la même somme que dans un an. Dans ce cas, pourquoi ne pas garder les 1 000 F avec en plus l'avantage de l'avoir à portée pendant une année entière ? Non, il faut qu'il puisse s'attendre à recevoir davantage que les 1 000 F à l'avenir s'il doit les abandonner maintenant au travailleur. Il faut qu'il puisse faire un bénéfice, ou plus exactement recevoir un revenu d'intérêt. D'ailleurs il est aussi contraint d'une autre manière par la préférence temporelle, par le fait que celui qui agit préfère toujours une satisfaction immédiate à la même satisfaction dans l'avenir. Car si l'on peut obtenir une somme plus importante dans l'avenir quand on l'abandonne maintenant, pourquoi n'épargne-t-il pas davantage qu'il ne le fait ? Pourquoi n'embauche-t-il pas davantage de travailleurs, si chacun d'entre eux lui promet un revenu d'intérêt

domination du concept absurde de "monopole-sur-un-marché libre"). Et comme la propriété du sol est nécessaire à l'ordre social, la condition humaine est bien intrinsèquement dépravée, comme l'envisage le calvinisme de son mentor James MILL. MARX suit fidèlement RICARDO : il n'aurait probablement pas cru que des "marxistes" se mettraient dans la tête que le capitalisme "exploite" les *propriétaires* de la terre. Il reprend l'idée d'"anomalie inhérente" à la propriété privée, mais dans le genre optimiste : celle-ci est censée disparaître dans l'étape ultérieure du développement historique. Son erreur à lui consiste à déduire du fait que le prolétaire est propriétaire de son *travail* (il reconnaît donc la propriété naturelle !) l'idée qu'il aurait "droit" à la *valeur finale* de son travail. Ce qui n'est pas seulement méconnaître la différence entre valeur *actuelle* négociée et valeur *future* éventuelle mais en fait n'a littéralement aucun sens puisque la valeur traduit un *jugement* personnel, un *acte de la pensée* : or, on ne peut évidemment pas définir de "droits" sur la *pensée* de quelqu'un (F. G.)]

² Cf. sur ce qui suit : Eugen von BÖHM-BAWERK, *The Exploitation Theory of Socialism-Communism* (South Holland : Libertarian Press, 1975) ; *Shorter Classics of Böhm-Bawerk* (South Holland : Libertarian Press, 1962).

supplémentaire ? La réponse, ici, est aussi évidente : parce que le capitaliste est aussi consommateur, et qu'il ne peut éviter de l'être. Le montant de son épargne et de ses investissements est limité par ce fait nécessaire que lui aussi, comme le travailleur, a besoin au cours de l'attente de disposer de produits actuels "suffisamment pour satisfaire les besoins qu'il juge plus importants que les avantages supplémentaires d'un nouvel allongement de la période de production".

Ce qui cloche, par conséquent, dans la théorie marxiste de l'exploitation est que celle-ci ne reconnaît pas le phénomène de la préférence temporelle comme catégorie universelle de l'action humaine

¹ Ludwig von Mises, *Human Action* (Chicago : Regnery, 1966), p. 407 [*L'Action Humaine* (Paris : PUF, 1985)] ; cf. aussi Murray N. Rothbard, *Man, Economy and State* (Los Angeles : Nash, 1970), pp. 300-301.

² Sur la théorie de l'intérêt comme fondée sur la préférence temporelle, voir, en plus des ouvrages cités plus haut, Frank Fetter, *Capital, Interest and Rent : Essays in the Theory of Income Distribution* (Kansas City : Sheed Andrews & McMeel, 1977).

[On peut quand même remercier MARX d'avoir, avec son esprit de système, attiré l'attention sur le lien entre la *condamnation du prêt à intérêt* et la *falsification matérialiste de la notion de valeur* qui l'inspire nécessairement. Car entre ARISTOTE (384-322 av. J.-C.) et BÖHM-BAWERK (1883), les philosophes avaient distingué la rentabilité de l'investissement matériel, qu'ils jugeaient naturelle parce qu'ils l'attribuaient à son rendement physique, de celle du prêt d'argent qu'ils jugeaient contre nature parce que "l'argent ne fait pas de petits".

En tout état de cause, les conclusions tirées de cette évidence apparente méconnaissaient l'interdépendance des marchés du temps, qui interdit de toutes façons d'imaginer que le marché des prêts d'argent puisse *ne pas* refléter la rentabilité des autres investissements. Mais en outre, cette "évidence"-là en était une fausse, et constituait une double erreur d'interprétation : la mise en œuvre d'une conception matérialiste et donc fausse de la valeur, probablement inconsciente, parce que contredisant à ces seules occasions la théorie de la valeur par ailleurs expressément défendue par les auteurs mêmes de la condamnation (et c'est bien la preuve que l'expérience ne peut pas contredire la logique mais que c'est la logique qui nous dicte quels sont les types d'expérience qui nous sont tout bonnement possibles) :

. Que le travailleur ne reçoive pas la "valeur totale" de son travail n'a rien à voir avec de l'exploitation mais reflète seulement le fait qu'il est impossible à un homme d'échanger des biens futurs contre des biens présents sans payer un escompte. Contrairement à la situation de l'esclave et du maître où le second exploite le premier, la relation entre le travailleur libre et le capitaliste est avantageuse pour les deux parties. Le travailleur entre dans l'accord parce que, étant donnée sa préférence temporelle, il préfère moins de biens tout

—tout d'abord, l'intérêt de l'argent ne veut pas dire que l'argent devrait faire des petits, mais qu'une somme d'argent envisagée dans l'avenir a une moindre valeur actuelle, et donc s'échange contre moins d'argent maintenant. Aucune genèse de matière à partir de rien, aucun tour de passe-passe, aucun mépris des lois de la nature ne sont donc impliqués. Bien au contraire, cette dépréciation des sommes à venir traduit un phénomène naturel, la *préférence temporelle* qui est un aspect inséparable de toute action : le seul fait que j'agisse implique forcément que je préfère l'effet de l'action immédiatement et non plus tard : sinon, je n'*agirais* jamais. La préférence temporelle, la *contrainte de l'attente* tout comme le *revenu d'intérêt* qui en est le prix, sont donc *nécessaires*, et leur disparition impensable. D'où vient alors qu'on ait jugé pervers le prêt à intérêt ? Que la monnaie serve de repère à la valeur a probablement contribué à ce qu'on ne comprenne pas que deux masses d'or égales n'ont pas la même valeur maintenant si on ne les envisage pas à la même date : première manifestation d'une *erreur matérialiste sur la nature de la valeur*.

—L'erreur consistait à croire que la rentabilité des investissements productifs était due à leur rendement physique. Or, comme l'a bien montré BÖHM-BAWERK, en réfutation de MARX, s'il y a une différence de prix entre un vin nouveau et un vin âgé, entre un champ labouré et un champ à moissonner, et même entre une brebis et une brebis *plus* son petit, ce ne sont pas les processus naturels, les "opérations du soleil et de la lune", comme disait BASTIAT, qui en sont la cause : s'il ne fallait pas *attendre* pour les obtenir, une augmentation de valeur ne reflèterait que la contrepartie d'un éventuel travail. La *rentabilité pure* (compte non tenu du risque) de ces investissements matériels n'est donc le reflet que de la *préférence temporelle*. Quant à la productivité physique des capitaux matériels, ce qu'elle détermine, c'est leur *prix* ; y voir la cause de leur *rentabilité* est une deuxième manifestation de la même *erreur matérialiste sur la nature de la valeur*.

de suite à davantage plus tard ; et le capitaliste le fait parce que, étant donnée sa préférence temporelle, il a un ordre de préférences inverse, qui place un plus grand volume de biens dans l'avenir au-dessus d'un plus petit maintenant. Leurs intérêts ne sont pas antagonistes mais harmonieux. Si le capitaliste ne voulait pas de son revenu d'intérêt, le travailleur s'en trouverait plus mal, devant attendre plus longtemps qu'il ne souhaite attendre. Et on ne peut pas non plus, comme MARX le fait, considérer le système salarial du capitalisme comme une entrave au développement ultérieur des forces productives. Si on ne permettait pas au travailleur de vendre ses services ni au capitaliste de les acheter, la production ne serait pas

La rentabilité des investissements productifs et celle du prêt d'argent avaient donc toujours traduit *un seul et même phénomène nécessaire*, mais on ne pouvait le comprendre qu'en étant complètement débarrassé de cette conception physicaliste, "intrinsèque" de la valeur que MARX, justement, a systématisée. En attirant l'attention sur elle alors qu'il démolissait la pseudo-distinction entre rentabilité des capitaux matériels et celle du prêt d'argent (même s'il comprenait mal comment l'interdépendance des marchés conduit la seconde à refléter la première), MARX a sans le vouloir facilité la réfutation, il y a plus d'un siècle, de sophismes vénéneux ainsi que la compréhension définitive d'une vérité qui avait échappé aux philosophes depuis 2 200 ans [F. G.].

- * L'auteur avait écrit ici : "et sans la préférence du travailleur pour des biens présents, le capitaliste s'en trouverait plus mal, étant forcé de recourir à des méthodes de production moins longues et moins efficaces que celles qu'il désire adopter". Comme je souhaite éviter les sources de malentendus, je préfère ne pas reproduire cette hypothèse dans le corps du texte : en effet, si le travailleur a une moindre préférence temporelle, le capitaliste pourra toujours trouver à prêter son épargne ; le taux d'intérêt sur les marchés du temps sera seulement plus *bas*, toutes choses égales par ailleurs ; en outre, si par extraordinaire impensable, ce travailleur-là n'avait aucune préférence temporelle, le taux d'intérêt serait *nul* et la structure de production pourrait être indéfiniment *allongée* ; en effet, si sa préférence temporelle disparaissait, cela voudrait dire que *ses propres* capitaux matériels seraient surabondants. Il pourrait alors lui-même prêter à l'infini au reste de la société, dont la préférence temporelle disparaîtrait alors à son tour. Si elle disparaissait ainsi, la structure de production serait infinie, etc. C'est dire si cette éventualité est absurde, même si les économistes néo-classiques l'enseignent comme "possible" voire "normale" [F. G.].

accrue mais amoindrie, parce qu'elle devrait se contenter d'un moindre capital accumulé.

Toujours contrairement aux proclamations de MARX, le développement de ces fameuses forces productives n'atteindrait pas de nouveaux sommets dans un système de production socialisée, mais s'effondrerait spectaculairement. Car il est évident que le capital doit être créé à des endroits et à des instants déterminés, et ceci, par la première mise en valeur, par la production et l'épargne d'individus particuliers. Dans tous les cas, on l'accumule dans l'espoir qu'il amènera un accroissement dans la production de biens et services à venir. La valeur attachée à son capital par quelqu'un qui agit reflète la valeur qu'il attribue à l'ensemble des revenus qu'il peut attendre de sa coopération, escomptée par son taux de préférence temporelle. Si, comme c'est le cas de la possession collective des facteurs de production, un décideur n'a plus la maîtrise exclusive de son capital accumulé ni par conséquent des revenus futurs de son emploi ; si au contraire on permet à des non-producteurs (au titre de la première mise en valeur ou de productions ultérieures) et à des non-épargnants d'en disposer partiellement, cela réduira automatiquement la valeur pour lui des revenus futurs, et donc des capitaux matériels. La période de production, le caractère indirect de la structure de production, seront forcément raccourcis, et l'appauvrissement doit nécessairement en résulter.

Si la théorie de l'exploitation de MARX et ses idées sur la manière de mettre fin à l'exploitation et de faire régner la prospérité universelle sont fausses au point d'en être ridicules, il est clair que toute théorie de l'histoire qui en serait déduite doit être également fausse. Ou alors, si elle est juste, il faut qu'on l'en ait faussement

¹ Cf. sur cette question H. H. HOPPE, *A Theory of Socialism and Capitalism* (Boston : Kluwer Academic Publishers, 1989) ; du même, "Why Socialism Must Fail", *Free Market*, juillet 1988 ; "The Economics and Sociology of Taxation", *Journal des Economistes et des Etudes Humaines* (Aix en Provence, 1990) ; *The Economics and Ethics of Private Property*, ch. 2.

déduite. Au lieu de m'astreindre à une laborieuse explication de toutes les fautes de raisonnement de l'argument marxiste, de son point de départ ridiculement erroné à la théorie de l'histoire que j'ai présentée au début — comme correcte — je vais prendre un raccourci. Je vais commencer par présenter, le plus rapidement possible, la théorie correcte de l'exploitation, c'est-à-dire la théorie autrichienne, celle de VON MISES et de ROTHBARD ; je ferai une brève esquisse des justifications qu'elle donne à la théorie historique de la lutte des classes ; et au passage, je soulignerai aussi bien des différences essentielles entre la théorie autrichienne et la théorie marxiste que

certaines affinités entre elles, issues de leur conviction commune que l'exploitation, la classe exploiteuse, ça existe bel et bien¹.

Le point de départ de l'analyse autrichienne de l'exploitation, comme il se doit, est simple et clair. En fait, on l'a déjà établi au cours de l'analyse de la théorie marxiste : l'exploitation caractérisait bel et bien la relation entre l'esclave et son maître ainsi qu'entre le

¹ Les contributions de Ludwig von Mises à la théorie de l'exploitation et de la lutte des classes ne sont pas systématiquement présentées. Cependant, dans l'ensemble de ses écrits, il présente des interprétations sociologiques et historiques qui sont des analyses de classe, même si ce n'est qu'implicitement. On peut notamment mentionner ici son analyse aiguë de la collaboration entre les hommes de l'Etat et l'élite bancaire dans la destruction de l'étalon-or, afin d'accroître leur pouvoir de faire de l'inflation comme moyen de fraude et d'exploitation pour redistribuer revenus et richesses en leur faveur. [Par exemple, cf. sa *Geldwertstabilisierung und Konjunkturpolitik* (1928), traduit comme "Monetary Stabilization and Cyclical Policy" in : *On the Manipulation of Money and Credit*, ed. Percy GREAVES (Dobbs Ferry : Free Market Books, 1978) ; du même, *Socialism* (Indianapolis : Liberty Fund, 1981) [*Le Socialisme*], ch. 20 ; *The Clash of Group Interests and Other Essays* (New York : Center for Libertarian Studies, Occasional Paper Series n°7, 1978)]. Cependant, Mises ne donne pas de statut systématique à l'analyse de classe et à l'exploitation parce que finalement il attribue à tort cette exploitation à l'erreur intellectuelle, qu'un raisonnement économique correct pourrait dissiper. Il ne reconnaît pas assez que l'exploitation est tout autant, et probablement davantage un problème de morale et de motivations qui existe indépendamment de tout raisonnement économique. C'est Rothbard qui l'a compris, l'a ajouté à la construction misésienne de l'économie autrichienne et fait de l'analyse du pouvoir et de ses élites un élément à part entière de la théorie économique et des explications historico-sociologiques. Et il étend systématiquement l'argumentaire autrichien contre l'exploitation pour y ajouter la norme politique à la théorie économique, c'est-à-dire une théorie de la justice à une théorie de l'efficacité : de sorte que l'on peut aussi reprocher à la classe exploiteuse d'être *immorale*. Pour la théorie rothbardienne du pouvoir, de la classe et de l'exploitation, cf. en particulier son *Power and Market* (Kansas City : Sheed Andrews & McMeel, 1977) ; *For a New Liberty* (New York : MacMillan, 1978) ; *The Mystery of Banking* (New York : Richardson and Snyder, 1983) ; *America's Great Depression* (Kansas City : Sheed and Ward, 1975). Sur des précurseurs importants de l'analyse de classe autrichienne, cf.

serf et le seigneur féodal. Mais on n'a trouvé aucune exploitation possible dans le capitalisme propre. Quelle est la différence de principe entre les deux cas ? La réponse est : la reconnaissance ou non du principe du Droit de la première mise en valeur. Le paysan féodal est exploité parce qu'il n'a pas la maîtrise exclusive de la terre qu'il avait été le premier à mettre en valeur, et l'esclave n'est pas maître de son propre corps dont il était [c'est le cas de le dire] le premier occupant. Si, à l'inverse, chacun a la maîtrise exclusive de son propre corps (c'est à dire s'il est un travailleur libre) et agit en respectant le Droit du premier utilisateur, alors il ne peut pas y avoir d'exploitation. Il est logiquement absurde de prétendre que celui qui s'empare d'objets qui n'appartiennent encore à personne, ou qui emploie ces biens à des productions futures, ou épargne des biens ainsi appropriés ou produits pour accroître la disponibilité à venir des produits, pourrait exploiter qui que ce soit en le faisant. Personne n'a rien pris à personne au cours de ce processus, et on y a même produit davantage de biens. Et il serait également absurde de prétendre qu'un accord entre différents propriétaires initiaux, épargnants et producteurs quant à l'usage de leurs biens ainsi appropriés sans exploitation pourrait impliquer une injustice quelconque dans ce cas. Bien au contraire, c'est lorsqu'un écart, quel qu'il soit, se produit par rapport au principe de la première mise en valeur que l'exploitation a lieu. C'est de l'exploitation, lorsqu'une personne fait prévaloir ses prétentions à une maîtrise totale ou partielle de biens qu'elle n'a pas été la première à mettre en valeur, qu'elle n'a pas produits, ou qu'elle n'a pas acquis par contrat auprès d'un producteur-propriétaire antérieur. L'exploitation, c'est

Leonard LIGGIO, "Charles DUNOYER and French Classical Liberalism", *Journal of Libertarian Studies* (1977); Ralph RAICO, "Classical Liberal Exploitation Theory", *ibid.* M. WEINBURG, "The Social Analysis of Three Early 19th Century French Liberals: SAY, [Charles N.d.T.] COMTE and DUNOYER", *Journal of Libertarian Studies* (1978); Joseph T. SALERNO, "Comment on the French Liberal School", *ibid.* D. M. HART, "Gustave de MOLINARI and the Anti-Statist Liberal Tradition", 2 parties, *Journal of Libertarian Studies* (1981).

l'expropriation des premiers utilisateurs, producteurs et épargnants par des non premiers utilisateurs, des non producteurs, des non épargnants arrivés par la suite. C'est l'expropriation de gens dont les prétentions sur leur propriété se fondent sur le travail et le contrat par des gens dont les prétentions sortent on ne sait d'où, et qui ne tiennent absolument aucun compte du travail et des contrats des autres¹.

Inutile de dire que l'exploitation ainsi définie est partie intégrante de l'histoire humaine. Il y a deux manières de s'enrichir : ou bien on met en valeur des ressources inutilisées, on produit, épargne, passe des contrats, ou bien alors on exproprie ceux qui ont mis en valeur, produit, épargné et passé des contrats. Il y a toujours eu, à côté de la mise en valeur, de la production et de l'épargne, des acquisitions de propriétés non productives et non contractuelles. Et au cours de l'évolution économique, tout comme producteurs et contractants peuvent former des sociétés, entreprises et associations, les exploiters peuvent aussi se coaliser pour former des entreprises d'exploitation sur une grande échelle, Etats et gouvernements. La classe dirigeante (laquelle, encore une fois, peut être hiérarchisée) est au départ composée des membres de ces entreprises d'exploitation. De sorte qu'avec une classe dirigeante installée sur un territoire donné et se livrant à l'exploitation des ressources économiques d'une classe de producteurs exploités, le centre de toute histoire devient bel et bien la lutte entre exploiters et exploités. Alors, l'histoire pertinente est essentiellement celle des victoires et des défaites des maîtres dans leurs tentatives pour accroître au maximum leur revenu d'exploiteurs et celle des sujets dans leurs tentatives pour freiner et inverser cette tendance. C'est dans ce

¹ Cf. aussi sur cette question H. H. HOPPE, *A Theory of Socialism and Capitalism*; "The Justice of Economic Efficiency", *Austrian Economics Newsletter*, 1, 1988 (*The Economics and Ethics of Private Property*, ch. 9); "The Ultimate Justification of the Private Property Ethics", *Liberty*, septembre 1988 (*The Economics and Ethics of Private Property*, ch. 10).

jugement porté sur l'histoire que les marxistes et les autrichiens tombent d'accord, et c'est pourquoi il existe une affinité remarquable entre les recherches historiques de l'une et l'autre école. L'une et l'autre s'opposent à une historiographie qui ne reconnaît qu'actions et interactions, toutes traitées sur un pied d'égalité moral ou économique ; et les deux s'opposent également à une historiographie pour qui, en lieu et place de cette neutralité, il conviendrait de rehausser son récit par des jugements de valeur purement subjectifs. Non : il faut raconter l'histoire en termes de liberté et d'exploitation, de parasitisme et d'appauvrissement, de propriété privée et de sa destruction. Sinon, on la présente faussement.

Alors que les entreprises productrices apparaissent et disparaissent pour cause de soutien volontaire ou de son absence, ce n'est jamais parce qu'il existe une demande pour ses services qu'une classe dirigeante arrive jamais au pouvoir, pas plus qu'on ne la voit abdiquer son pouvoir lorsqu'il est visible que l'on souhaite son départ. C'est vraiment trop en demander à l'imagination que de prétendre que les premiers utilisateurs, producteurs, parties aux contrats, auraient exigé de se faire exproprier. On doit les forcer à s'y résigner, et cela prouve de manière définitive qu'il n'existait aucune demande pour cela. On ne peut pas dire non plus qu'il soit possible de jeter à bas une classe dirigeante en s'abstenant de toute transaction avec elle, comme on réduit à la faillite une entreprise productive. C'est de transactions non productives et non contractuelles que la classe dirigeante tire son revenu, et aucun boycott ne peut l'affecter. Bien plutôt, ce qui rend possible l'émergence d'une entreprise d'exploitation, et ce qui à l'inverse peut

¹ Sur ce thème cf. aussi Lord (John Emmerich DALBERG) ACTON, *Essays in the History of Liberty* (Indianapolis : Liberty Fund, 1985). FRANZ OPPENHEIMER, *System der Soziologie*, t. II : *Der Staat* (Stuttgart : G. Fischer, 1964) ; Alexander RÜSTOW, *Freedom and Domination* (Princeton : Princeton University Press, 1986).

l'abattre, est un état particulier de l'opinion publique ou, en terminologie marxiste, un état particulier de la conscience de classe.

Un exploitateur fait des victimes, et les victimes sont des ennemis potentiels. Il est envisageable que cette résistance puisse être durablement brisée par la force dans le cas d'un groupe d'hommes en exploitant un autre de taille à peu près semblable. En revanche, il faut bien davantage que la force pour développer l'exploitation d'une population plusieurs fois plus nombreuse. Pour y parvenir, l'entreprise doit avoir le soutien de l'opinion. Il faut qu'une majorité de la population accepte comme légitimes les actes qui assurent l'exploitation. Cette acceptation peut osciller entre l'enthousiasme actif et la résignation passive ; mais il doit s'agir d'acceptation, en ce sens que la majorité doit avoir abandonné l'idée de résister activement ou passivement à toute tentative pour imposer des acquisitions de propriété non productives et non contractuelles. La conscience de classe doit être faible, sous-développée, floue. C'est seulement si cet état de choses se maintient qu'une entreprise d'exploitation peut prospérer alors même que personne n'en a besoin. Le pouvoir de la classe dirigeante ne peut être brisé que si, et dans la mesure où, exploités et expropriés acquièrent une idée claire de leur propre état, et s'unissent à d'autres membres de leur classe dans un mouvement idéologique qui traduit l'idée d'une société sans classes où toute exploitation est abolie. Ce n'est que si, et dans la mesure où la majorité du public exploité s'intègre consciemment dans un tel mouvement, et si tous s'indignent des acquisitions de propriété non productives et non contractuelles, affichent leur mépris envers quiconque se livre à de tels actes, et refusent délibérément de contribuer en rien à leurs entreprises, qu'on peut amener ce pouvoir à s'effondrer.

L'abolition progressive de la domination féodale et absolutiste, l'apparition de sociétés de plus en plus capitalistes en Europe occidentale et aux Etats-Unis, et en conséquence un développement inouï de la production et de la population, cette abolition avait été le

résultat d'une prise de conscience accrue de la part des exploités, soudés ensemble par l'idéologie libérale des droits naturels. Jusqu'ici, marxistes et autrichiens sont d'accord¹. Là où ils ne le sont pas, en revanche, c'est le jugement porté sur ce qui suit : à la suite d'une dégradation de la conscience de classe, le processus de libéralisation s'est inversé, le niveau d'exploitation s'accroissant sans cesse dans ces sociétés depuis le dernier tiers du XIX^{ème} siècle, particulièrement depuis la première guerre mondiale. En fait, pour les Autrichiens, le marxisme porte une grande part de responsabilité dans cette dégradation, en faisant perdre de vue la conception correcte de l'exploitation, celle dont les propriétaires initiaux, producteurs, parties aux contrats sont victimes de la part de ceux qui n'ont rien produit ni passé aucun contrat, et mettant en avant, dans la pire confusion, la fausse opposition du capitaliste et du salarié².

¹ Cf. là-dessus Murray N. ROTHBARD, "Left and Right : The Prospects for Liberty", in : *Egalitarianism As a Revolt Against Nature and Other Essays* (Washington, D. C., Libertarian Review Press, 1974).

² Nonobstant toutes les arguties contraires de la propagande socialiste, la fausseté de la description marxiste des capitalistes et des salariés comme classes antagonistes apparaît aussi dans certaines observations empiriques : logiquement, il est possible de regrouper les gens en une infinité possible de classes différentes. A en croire la méthodologie positiviste orthodoxe (que je tiens pour fausse, mais que je suis disposé à admettre ici pour les besoins de la démonstration), le meilleur système de classification est celui qui nous permet de faire les meilleures prévisions. Or, classer les gens en capitalistes et travailleurs (ou les classer suivant divers degrés d'appartenance à la classe "capitaliste" ou "travailleuse") est une démarche pratiquement inutilisable pour prédire quelle position une personne adoptera sur certaines questions politiques, sociales et économiques fondamentales. En revanche, classer les gens, à juste titre, en producteurs d'impôt et réglementés d'une part, consommateurs d'impôt et réglementateurs de l'autre (ou en divers degrés d'appartenance aux "producteurs" ou aux "consommateurs d'impôt") est au contraire un excellent moyen de prédiction. Les sociologues ont négligé ce critère à cause des préjugés marxistes, presque universellement partagés. Mais l'expérience fournit tous les jours à ma thèse des confirmations écrasantes. Essayez donc de savoir d'un quidam s'il ne serait pas fonctionnaire (et de connaître son rang et son salaire) et, dans le cas d'une personne privée, dans

L'institution d'une classe dirigeante sur une classe exploitée plusieurs fois plus nombreuse par la violence et la manipulation de l'opinion publique, c'est-à-dire un niveau faible de conscience de classe chez les exploités, trouve son expression institutionnelle la plus fondamentale dans la création d'un système de "droit public" surimposé au droit privé. La classe dirigeante se met elle-même à part et protège sa situation dominante en adoptant une constitution pour le fonctionnement interne de son entreprise. D'un certain côté, en formalisant le fonctionnement interne de l'Etat de même que ses relations avec la population exploitée, une constitution crée un certain degré de stabilité juridique. Plus on incorpore de notions familières et populaires du droit privé dans le "droit" public et constitutionnel, et plus cela contribuera à créer les conditions d'une opinion publique favorable. Par ailleurs, toute constitution ou "droit" publics formalisent en même temps le statut d'exemption de la classe dirigeante en ce qui concerne le principe de l'appropriation non agressive ; ils rationalisent le "droit" des représentants de l'Etat de se livrer à des acquisitions de propriété non contractuelles et non productives et la subordination ultime du droit privé au "droit" public *. Une justice de classe, c'est-à-dire un dualisme qui institue un

quelle mesure son revenu et sa fortune dépendent des achats publics ou de la réglementation. C'est systématiquement suivant leur appartenance, directe ou indirecte, à la caste des producteurs ou à celle des consommateurs d'impôt que les gens se départageront dans leurs réponses aux questions politiques fondamentales !

- * Rappelons que le prétendu "droit public" viole par définition le principe fondamental du Droit, dont tout le reste découle, celui de l'*appropriation non-violente*, et ne peut donc jamais respecter aucun critère de cohérence, ni invoquer aucun principe authentique. *Fraus omnia corrumpit* : l'absurdité initiale se reflète dans toutes les rationalisations ultérieures. Toutes les notions de "droit public" empruntées au droit authentique en sont donc forcément des *dénaturations*, qui reviennent en pratique à imposer comme norme la subjectivité des soi-disant "juges administratifs" (expression que les Anglo-Saxons considèrent, à juste titre, comme une contradiction dans les termes), en fonction des rapports de forces et notamment de l'état de l'opinion.

ensemble de lois pour les dirigeants et un autre pour les dirigés, finit par marquer ce dualisme entre "droits" public et privé, cette domination et cette infiltration du droit privé par le "droit" public. Ce n'est pas comme le croient les marxistes, parce que les droits de propriété sont reconnus par la loi qu'il y a une justice de classe. Bien au contraire, la justice de classe apparaît chaque fois qu'il existe une distinction légale entre une classe de personnes agissant

Pour reprendre l'exemple du pseudo-principe de "non-discrimination", celui-ci traduit le désir des hommes de l'Etat de *faire croire* à un "traitement égal" de leurs sujets. Cette "égalité" de traitement n'a évidemment aucun sens : il ne s'agit que de singer hypocritement la *cohérence* du droit — qu'ils entendent justement violer puisqu'un Droit cohérent condamne toutes leurs entreprises et toutes leurs possessions : le "droit" public n'est là, justement, *que* pour faire des agresseurs et des victimes, des exploiters et des exploités, des voleurs et des volés. Le seul problème de "discrimination" du "droit public" consiste précisément dans l'*agression* qu'il est là pour instituer. Et c'est en outre l'*irresponsabilité* de celui qui impose sa violence aux autres qui le rend irrationnel.

Cet exemple permet en outre d'illustrer une autre pratique liée à ces usurpations : une fois que les hommes de l'Etat ont habitué l'opinion aux faux principes du prétendu "droit public" comme Ersatz des vrais principes du droit privé, ils peuvent s'en servir comme prétexte à de *nouvelles* agressions contre les droits des personnes. Par exemple, le terme de "discrimination" ne peut rien désigner d'autre qu'un choix que l'on juge inopportun, irrationnel ou immoral ; pour rappeler la phrase de von MISES, toute action est exclusion, parce que tout choix "préfère et écarte". Par conséquent, s'ils utilisent le prétexte d'interdire la "discrimination" par des personnes privées, les hommes de l'Etat peuvent en principe détruire toute liberté de choix de leurs sujets. Le même procédé est utilisé (à partir d'analyses plus ou moins marxistes, d'ailleurs), pour l'exploitation elle-même, pour le monopole, pour la censure, etc. Rappelons la citation de Ayn RAND : "L'astuce consiste à accuser les citoyens privés de violations particulières du Droit qui sont interdites aux hommes de l'Etat justement parce que lesdits citoyens privés n'ont pas le pouvoir de les commettre. Cela permet de délier les hommes de l'Etat de toute entrave à leurs interventions. Ce tour de passe-passe devient de plus en plus évident dans le domaine de la liberté d'expression."

Ce processus d'usurpation puis de contamination du droit privé par le soi-disant "droit public" peut être qualifié de "vampirisme normatif" : tout en tuant le vrai

selon le "droit" public et protégée par lui, et une autre classe agissant selon une catégorie de droit privé qui lui est subordonnée, alors qu'elle est censée la protéger. Plus particulièrement, donc, la proposition fondamentale de la théorie marxiste de l'Etat, (entre autres) est fautive. Si l'Etat est exploiteur, ce n'est pas parce qu'il protège les droits de propriété des capitalistes, mais parce qu'il est lui-même exempt de la contrainte d'avoir à acquérir sa propriété par la production et le contrat.

droit — et *pour pouvoir* le tuer, les hommes de l'Etat agitent de son cadavre pour entretenir l'illusion ; puis ils s'en servent de nouveau pour revenir tourmenter les vivants (cf. à ce sujet François LEFORT, *Le Pouvoir d'entreprendre*, Paris, Les Belles Lettres, 1993). Pour illustrer le même principe, on peut aussi dire que le "droit public" est au droit privé ce qu'un *zombie* est à un homme normal (l'expression est de Françoise THOM : *La Langue de bois*, Paris, Julliard, 1987) ; et par analogie, rappeler qu'en économie, les hommes de l'Etat utilisent sans cesse les désordres (crises, chômage, pauvreté) causés par leurs interventions comme prétextes pour intervenir à nouveau [F. G.].

- ¹ FRANZ OPPENHEIMER : *System der Soziologie*, t. II [*Der Staat*], pp. 322-23, présente les choses ainsi :

"La norme fondamentale de l'Etat est le pouvoir. C'est-à-dire, envisagée du point de vue de son origine : la violence transformée en pouvoir. La violence est l'une des forces les plus puissantes qui forment la société, mais elle n'est pas en elle-même une forme d'interaction sociale. Il faut qu'elle devienne une loi au sens positif du terme, c'est-à-dire, sociologiquement parlant, qu'elle doit permettre l'apparition d'une "réciprocité subjective" : et ceci n'est possible que si l'Etat s'impose à lui-même un système de restrictions à l'emploi de la violence, et accepte certaines obligations "en échange" des "droits" qu'il s'est arrogés. C'est ainsi que la violence se transforme en pouvoir, et qu'émerge une relation de domination qui est acceptée non seulement par les maîtres, mais aussi, lorsque les conditions ne sont pas trop oppressives, par les sujets, comme un système de "juste réciprocité". A partir de cette norme fondamentale apparaissent alors des normes secondaires et tertiaires qui semblent en découler : normes de droit privé, des obligations, d'héritage, de droit pénal, droit constitutionnel. Toutes porteront la marque de la norme fondamentale du pouvoir et de la domination, et seront conçues pour façonner l'organisation politique de manière à accroître l'exploitation économique au niveau maximum compatible avec la perpétuation d'une domination réglée par

En dépit de cette méprise fondamentale, cependant, le marxisme, parce qu'il interprète à juste titre l'Etat comme exploiteur (contrairement, par exemple, à l'école des choix publics, qui a tendance à le donner pour une entreprise comme les autres)¹, a bien compris certains principes fondamentaux de son fonctionnement. Pour commencer, il reconnaît la fonction stratégique des politiques redistributives de l'Etat. En tant qu'entreprise exploiteuse, l'Etat est à tout moment intéressé à ce qu'un bas niveau de conscience de classe règne parmi ses sujets. La redistribution de la propriété et du revenu — une politique du "diviser pour régner" — est le moyen qu'utilisent les hommes de l'Etat pour lancer des pommes de discorde au sein de la société et détruire la formation d'une conscience de classe unificatrice chez ses exploités. En outre, la redistribution du pouvoir d'Etat lui-même, en démocratisant la constitution de l'Etat, en ouvrant à tout le monde les positions de pouvoir et en donnant à tout le monde le droit de participer au choix du personnel et de la politique de l'Etat, est un moyen de réduire la résistance à l'exploitation en tant que telle. Deuxièmement, l'Etat est bel et bien, comme les marxistes le conçoivent, le grand centre de la propagande et de la mystification idéologique : l'exploitation, c'est la liberté ; les impôts sont des contributions volontaires ; les relations non contractuelles sont "conceptuellement" contractuelles ; personne ne

la loi."

Cette conclusion est fondamentale : "la loi pousse sur deux racines essentiellement différentes : d'un côté le droit qui naît d'une association entre égaux, que l'on pourrait appeler 'droit naturel' même s'il n'y a pas de 'droit naturel', et de l'autre de la loi de violence transformée en pouvoir légal, le droit des inégaux".

Sur la relation entre droit privé et "droit" public, cf. aussi Friedrich A. HAYEK, *Law, Legislation and Liberty*, 3 t. (Chicago : University of Chicago Press, 1973-79), partic. le t. I ch. 6 et le t. II, pp. 85-88 [*Droit, législation et liberté*, Paris, PUF, 1980, 1982 et 1983].

¹ Cf. James M. BUCHANAN et Gordon TULLOCK, *The Calculus of Consent* (Ann Arbor : University of Michigan Press, 1962), p. 19.

commande à personne, nous nous dirigeons nous-mêmes ; sans l'Etat il n'y aurait ni droit ni sécurité ; et les pauvres mourraient de faim, etc. Tout cela appartient à la superstructure idéologique qui vise à légitimer une infrastructure d'exploitation économique. Et finalement, les marxistes ont aussi raison d'identifier une étroite association entre l'Etat et les capitalistes, et plus particulièrement la haute finance — même si l'explication qu'ils en donnent est indéfendable. La raison n'en est pas que l'*établissement* bourgeois considère l'Etat et le soutient comme garant des droits de propriété et du contractualisme. Bien au contraire, il le considère à juste titre comme l'antithèse même de la propriété privée (ce qu'il est bel et bien) et c'est bien pour cette raison qu'il s'y intéresse de très près. Plus une entreprise réussit, et plus grand est le danger qu'elle soit exploitée par l'Etat, mais aussi plus grands sont les gains potentiels à réaliser si elle peut se faire accorder par lui une protection particulière qui l'exempte partiellement de la contrainte de la concurrence capitaliste. C'est pourquoi l'*établissement* capitaliste s'intéresse à l'Etat et souhaite l'infiltrer. De son côté, l'élite dirigeante s'intéresse à une coopération étroite avec l'*établissement* capitaliste à cause de son pouvoir financier. En particulier, la haute finance présente un intérêt, parce qu'en tant qu'entreprise d'exploitation, l'Etat désire naturellement posséder une autonomie complète pour faire de la fausse monnaie. En offrant d'associer l'élite bancaire à ses propres projets de faux monnayeur, et en leur permettant de profiter de la contrefaçon à partir de ses billets de la Sainte Farce dans le système bancaire à couverture partielle, l'Etat peut facilement

¹ Cf. H. H. HOPPE, *Eigentum, Anarchie und Staat* (Opladen, Westdeutscher Verlag, 1987) ; *A Theory of Socialism and Capitalism* (Dordrecht, Kluwer, 1990).

* L'auteur avait écrit "*faire* de la contrefaçon". C'est qu'il sous-entend que la possibilité de *créer de la monnaie* serait un *privilège* exorbitant du droit commun, que les hommes de l'Etat accorderaient aux banques, comme moyen de *partager le butin* de la contrefaçon étatique. En fait, le vol résulte de l'imposition par le *monopole* d'émission d'une monnaie de singe, produite en

atteindre ce but et instituer un système de monopole d'émission monétaire et de cartel bancaire dirigé par la banque centrale. De sorte que, à travers cette complicité directe dans la production de fausse monnaie avec le système bancaire et, par extension, avec les plus gros clients desdites banques, la classe dirigeante s'étend en fait bien au-delà de l'appareil d'Etat, jusqu'aux centres nerveux de la société civile — ce qui n'est pas très différent, en apparence, de la peinture que les marxistes prétendent faire de la coopération entre la banque, les élites capitalistes et l'Etat¹.

La concurrence au sein de la classe dirigeante et entre les différentes classes dirigeantes produit une tendance à la concentration croissante. En cela, le marxisme a raison. Cependant, sa fausse théorie de l'exploitation le conduit encore une fois à en voir la cause là où elle ne se trouve pas. Le marxisme croit que cette tendance est inhérente à la concurrence capitaliste. Or, c'est justement lorsque les gens pratiquent le capitalisme propre que la concurrence n'est *pas* une forme d'interaction à somme nulle. Le premier utilisateur, le producteur, épargnant, partie aux contrats ne profitent *jamais* aux dépens les uns des autres. Ou bien leurs gains

quantité excessive, condition qui permet aux banquiers privés de produire à *leur tour* de la monnaie en excès et facilite la cartellisation du système bancaire en vue d'exploiter prêteurs et emprunteurs (les hommes de l'Etat reprennent d'ailleurs une partie de ce butin en imposant des réserves obligatoires). En tant que telle, en revanche, la création de monnaie par les banques est leur fonction normale, et la couverture partielle (en or) prévaut dans un système de capitalisme propre. Elle est même nécessaire à l'ajustement monétaire à court terme (cf. George SELGIN : "un établissement bancaire qui ne créerait pas de monnaie ne serait pas une banque mais un coffre-fort". *La Théorie de la banque libre*, Paris, Les Belles Lettres, 1991). Comme je refuse qu'une si belle démonstration soit gâchée par une erreur (même si c'est Murray ROTHBARD qui l'a — inexplicablement — inspirée), je censure le texte [F. G.].

¹ Cf. H. H. HOPPE, "Banking, Nation States and International Politics", *Review of Austrian Economics* (1989) (réédité comme ch. 3 de *The Economics and Ethics of Private Property*). Murray N. ROTHBARD, *The Mystery of Banking*, chs. 15-16.

laissent les possessions matérielles des autres complètement intactes ou bien (comme dans le cas de tous les échanges contractuels) ils impliquent en fait un profit pour les deux parties. C'est ainsi que le capitalisme peut justifier des accroissements de richesse absolus. Mais dans son système, il est impossible de prétendre qu'il existe une quelconque tendance systématique à la concentration¹. En revanche, les interactions à somme nulle caractérisent non seulement les relations entre les maîtres et les sujets, mais entre les exploiters rivaux eux-mêmes. L'exploitation, définie comme des acquisitions de propriété non productives et non contractuelles, ne peut exister que là où il y a quelque chose à exproprier. A l'évidence, si la concurrence était libre dans le *business* de l'exploitation, il ne resterait évidemment plus rien à exproprier. De sorte que l'exploitation nécessite un monopole sur un territoire et une population donnés ; et la concurrence entre les exploiters est par sa nature même éliminatoire, et doit amener une tendance à la concentration des entreprises exploiteuses de même qu'à la centralisation au sein de chaque entreprise. L'évolution des *Etats*, par opposition à celle des entreprises capitalistes, fournit l'illustration la plus évidente de cette tendance : il existe aujourd'hui un bien plus petit nombre d'Etats, qui contrôlent et exploitent de bien plus vastes territoires qu'au cours des siècles passés. Et au sein de chaque appareil d'Etat, il y avait une tendance de fait à l'accroissement des pouvoirs de l'Etat central aux dépens de ses subdivisions locales et régionales. Cependant, et pour la même raison, on a aussi pu observer une tendance à la concentration relative en-dehors de l'appareil d'Etat. Ce n'est pas, comme on devrait le comprendre sans peine désormais, à cause d'un trait inhérent au capitalisme, mais parce que la classe dirigeante a étendu son emprise jusqu'au cœur de la société civile par la création d'une

¹ Cf. notamment sur cette question Murray N. ROTHBARD, *Man, Economy and State*, ch. 10 ["Monopoly and Competition" (F. G.)], particulièrement la section "The Problem of One Big Cartel" ; cf. aussi Ludwig von MISES, *Socialism [Le Socialisme]*, ch. 22-26.

alliance entre l'Etat et la haute finance, et notamment l'institution d'un système de banque centrale. S'il se produit une concentration et une centralisation du pouvoir d'Etat, il est tout naturel que celles-ci s'accompagnent d'un processus parallèle de concentration relative et de cartellisation de la banque et de l'industrie. Avec l'accroissement des pouvoirs de l'Etat, s'accroît également celui de la Banque et de l'Industrie associées d'éliminer ou de défavoriser leurs concurrents économiques au moyen d'expropriations non contractuelles et non productives. La concentration des entreprises est un reflet de l'étatisation de la vie économique¹.

Les premiers moyens de l'expansion du pouvoir d'Etat et de l'élimination des centres de pouvoir rivaux sont la guerre et la domination militaire. La concurrence entre les Etats implique une tendance à la guerre et à l'impérialisme. En tant que centres d'exploitation, leurs intérêts sont par nature antagonistes. En outre, comme chacune possède — à l'intérieur — le contrôle du fisc et de la production de la fausse monnaie, il est possible aux classes dirigeantes de faire financer leurs guerres impérialistes par les autres. Naturellement, si on n'est pas obligé de financer soi-même les paris risqués que l'on prend, si on peut forcer les autres à payer les pots cassés, on a tendance à prendre un peu de risques et à devenir un peu plus amoureux de la gâchette que si on ne le pouvait pas². Le marxisme, contrairement à une bonne partie de la science dite

¹ Cf. sur cette question Gabriel KOLKO, *The Triumph of Conservatism* (Chicago : Free Press, 1967) ; James WEINSTEIN, *The Corporate Ideal in the Liberal State* (Boston : Beacon Press, 1968) ; Ralph RADOSH/ Murray N. ROTHBARD, eds., *A New History of Leviathan* (New York : Dutton, 1972) ; Leonard LIGGIO / J. J. MARTIN, eds. *Watershed of Empire* (Colorado Springs : Ralph Myles, 1976).

² Sur la relation entre l'Etat et la guerre, cf. E. KRIPPENDORFF, *Staat und Krieg* (Francfort/M. : Suhrkamp, 1985) ; Charles TILLY, "War-Making and State-Making as Organized Crime" in : P. EVANS *et al.*, eds, *Bringing the State Back In* (Cambridge : Cambridge University Press, 1985) ; cf. aussi R. HIGGS, *Crisis and Leviathan* (New York : Oxford University Press, 1987).

bourgeoise, présente les choses telles qu'elles sont : il existe bel et bien une tendance à l'impérialisme à l'œuvre dans l'histoire ; et les plus grandes puissances impérialistes sont bel et bien les pays capitalistes les plus avancés. Et pourtant, l'explication est une fois de plus erronée. C'est *l'Etat*, en tant qu'institution exempte des règles capitalistes d'acquisition de la propriété, qui est par nature agressif. Et l'évidence historique d'une coïncidence étroite entre le capitalisme et l'impérialisme ne contredit cette explication qu'en apparence. Il est extrêmement facile de l'expliquer en rappelant que, pour se tirer avec succès d'une guerre entre Etats, un gouvernement doit pouvoir disposer (en termes relatifs) de ressources suffisantes. Toutes choses égales par ailleurs, c'est l'Etat qui a le plus de ressources qui l'emportera. En tant qu'entreprise exploiteuse, l'Etat est par nature destructeur de richesse et de capital. La richesse est produite exclusivement par la société civile ; et plus faibles sont les pouvoirs d'extorsion des hommes de l'Etat, plus la société accumule de richesses et de capital productif. Ainsi, aussi paradoxalement que cela puisse paraître d'abord, plus un Etat est faible ou libéral et plus le capitalisme y est développé ; une économie capitaliste à piller rend l'Etat plus riche ; et un Etat plus riche permet de plus en plus de guerres expansionnistes menées avec succès. C'est cette relation-là qui explique pourquoi ce sont au départ les Etats d'Europe occidentale, et en particulier la Grande-Bretagne, qui furent les pays impérialistes dominants, et pourquoi au XXème siècle ce rôle a été repris par les Etats-Unis.

Il existe aussi une explication tout aussi directe et une fois de plus entièrement non marxiste à cette observation sur laquelle les marxistes insistent toujours, que *l'établissement* bancaire et industriel figure généralement parmi les défenseurs les plus ardents de la puissance militaire et de l'expansionnisme impérial. Ce n'est pas parce que l'expansion des marchés capitalistes aurait besoin de l'exploitation, mais parce que le développement des affaires privilégiées et protégées par les hommes de l'Etat nécessite que

cette protection s'étende aussi aux pays étrangers et qu'ils entravent autant, sinon plus les concurrents non résidents par des acquisitions de propriété non productives et non contractuelles qu'ils le font aux concurrents résidents. Spécifiquement, il soutient l'impérialisme si celui-ci promet de conduire à la domination militaire d'un pays par un autre. Car alors, à partir d'une position de force militaire, il devient possible d'établir — ce qu'on peut appeler — un système d'*impérialisme monétaire*. L'Etat dominant utilisera son pouvoir pour imposer une politique d'inflation internationale coordonnée. Sa propre banque centrale mène le train de la contrefaçon, et les banques centrales des Etats subordonnés reçoivent l'ordre d'employer sa devise comme réserves et de faire de l'inflation sur cette base. De cette manière, en même temps que l'Etat dominant et en tant que premiers receleurs de la fausse monnaie de réserve, son *établissement* bancaire et industriel peut se livrer à une expropriation quasi gratuite des propriétaires et producteurs étrangers. Une double couche d'exploiteurs s'impose désormais aux classes exploitées des territoires dominés : en plus de son propre Etat national et de son élite, l'Etat et l'élite d'un pays étranger, ce qui cause une dépendance économique prolongée et une stagnation économique relative vis-à-vis de la nation dominante. C'est cette situation — tout à fait *non capitaliste* — qui caractérise le statut des Etats-Unis et du dollar U. S. et qui donne lieu à l'accusation — parfaitement justifiée — d'exploitation et d'impérialisme du dollar par les U. S. A. ¹.

Finalement, la concentration croissante et la centralisation des pouvoirs d'exploitation conduisent à la stagnation économique et créent par là les conditions objectives de leur chute finale, ainsi que de l'établissement d'une société sans classes capable de produire une prospérité économique inouïe.

¹ Pour une version ultérieure, plus développée, de cette théorie de l'impérialisme militaire et monétaire, cf. H. H. HOPPE, *Banking, Nation States and International Politics (The Economics and Ethics of Private Property, ch. 3)*.

Contrairement aux affirmations marxistes, cependant, ceci n'est pas le résultat de lois du développement historique. En fait, il n'existe rien de tel que ces prétendues lois inexorables de l'histoire telles que les marxistes les imaginent¹. Il n'y a pas non plus, comme le croyait MARX, de "tendance à la baisse du taux de profit" du fait d'un "accroissement dans la composition organique du capital" (à savoir, un accroissement de la proportion du capital fixe par rapport au capital variable). De même que la théorie de la valeur-travail est irrémédiablement fautive, c'est aussi le cas de la baisse tendancielle du taux de profit, qui en est déduite. La source de la valeur, de l'intérêt et du profit n'est pas exclusivement la dépense de travail physique, mais bien plus généralement : l'action humaine, c'est-à-dire l'emploi de ressources rares au service de leurs projets par des gens qui sont contraints par la préférence temporelle et par l'incertitude (la connaissance imparfaite). Il n'y a donc aucune raison de supposer que des changements dans la "composition organique" du capital doivent avoir aucune relation systématique avec des changements dans l'intérêt et le profit.

Ce qui se passe, c'est que l'éventualité des crises qui stimulent le développement d'un plus haut degré de conscience de classe (c'est-à-dire les conditions subjectives d'un renversement de la classe dirigeante) s'accroît à cause — pour employer un terme favori de MARX — de la "dialectique" de l'exploitation que j'ai déjà mentionnée plus haut : l'exploitation détruit la formation du capital. De sorte que, au cours de la concurrence entre firmes exploiteuses, c'est-à-dire des Etats, les moins exploiteuses, ou moins socialistes tendent à l'emporter sur celles qui le sont davantage parce qu'elles disposent de plus amples ressources. Le processus impérialiste commence donc par avoir un effet relativement libérateur sur les sociétés qui passent sous sa coupe. Un modèle de société relativement plus capitaliste est exporté vers des sociétés relativement moins capitalistes (c'est-à-

¹ Cf. en particulier sur ce sujet Ludwig von Mises, *Theory and History* (Auburn, Al. : Auburn University, Ludwig von Mises Institute, 1985), partic. la 2^o partie.

dire plus exploiteuses). Cela stimule le développement des forces productives, favorise l'intégration économique, établit un véritable marché mondial. La population s'accroît en conséquence, et les espoirs concernant l'avenir économique s'élèvent à des hauteurs inouïes¹. Cependant, à mesure que la domination exploiteuse raffermi son emprise, disparaissent progressivement les contraintes externes qui limitaient le pouvoir d'exploitation et d'expropriation internes de l'Etat dominant. L'exploitation interne, l'imposition et la réglementation commencent à s'accroître à mesure que la classe dirigeante se rapproche de son but final de domination mondiale. La stagnation économique s'installe et les espoirs — mondiaux — d'amélioration sont frustrés. Et cette situation : des espérances élevées et une réalité économique qui dément de plus en plus ces attentes, est la situation classique pour qu'un potentiel révolutionnaire se développe². Apparaît alors un besoin désespéré pour des solutions idéologiques à la crise qui s'annonce, en même temps qu'une

¹ On pourra noter ici que MARX et ENGELS, dans le *Manifeste du Parti communiste*, se sont faits les champions du développement économique capitaliste et n'avaient que louanges pour ses réalisations sans précédent. En fait, conclut SCHUMPETER rendant compte des passages correspondants du *Manifeste*, "jamais, je le répète, aucun défenseur de la civilisation bourgeoise n'a rien écrit de tel, jamais on n'a composé un éloge de la classe d'affaires à partir d'une compréhension aussi large et aussi profonde de ce qu'est sa réussite et de ce qu'elle signifie pour l'humanité." "The Communist Manifesto in Sociology and Economics", in : *Essays of J. A. Schumpeter*, ed. Clemence (Port Washington, N. Y. : Kennikat Press, 1951), p. 293. Etant donné sa conception du capitalisme, MARX était même allé jusqu'à justifier la conquête britannique des Indes, par exemple, comme un élément de progrès historique. Cf. les articles de MARX dans la *New York Daily Tribune* des 25 juin, 11 juillet et 8 août 1853 [MARX/ENGELS, *Werke*, t. 9 (Berlin-Est : Dietz, 1960)]. Comme marxiste contemporain adoptant la même position sur l'impérialisme, nous avons B. WARREN, *Imperialism, Pioneer of Capitalism* (Londres : New Left Books, 1981).

² Sur la théorie de la révolution, cf. en particulier Charles TILLY, *From Mobilization to Revolution* (Reading, Mass. : Addison-Wesley, 1978) ; *As Sociology Meets History* (New York : Academic Press, 1981).

reconnaissance plus étendue du fait que la domination étatique, l'imposition et la réglementation — loin d'offrir une solution — constituent en fait le problème même qu'il faut surmonter. Si, dans cette situation de stagnation économique, de crises, et de désillusion idéologique¹, on offre une solution positive sous la forme d'une philosophie libérale systématique couplée avec son homologue économique : la théorie économique autrichienne ; si cette idéologie est propagée par un mouvement activiste, alors les perspectives d'un embrasement effectif de ce potentiel révolutionnaire deviennent extraordinairement prometteuses et favorables. Les pressions antiétatiques s'élèveront et induiront une tendance irrésistible au démantèlement du pouvoir de la classe dirigeante et de l'Etat comme instrument de son exploitation².

Si cela se produit, et dans la mesure où cela le fera, cela ne signifiera pas — contrairement au modèle marxiste — la propriété collective des moyens de production. En fait, la propriété "sociale" n'est pas seulement inefficace comme nous l'avons vu ; elle est en outre incompatible avec l'idée que "l'Etat" puisse jamais "dépérir"³.

-
- ¹ Pour une analyse néo-marxiste de la période actuelle de "capitalisme tardif" comme caractérisée par une "nouvelle désorientation idéologique" née de la stagnation économique permanente et de l'épuisement des pouvoirs de légitimation du conservatisme et de la démocratie sociale, (que les Américains appellent "liberalism"), cf. Jürgen HABERMAS, *Die neue Unübersichtlichkeit* (Francfort/M. : Suhrkamp, 1985) ; du même, *Legitimation Crisis* (Boston : Beacon Press, 1975) ; C. OFFE, *Strukturprobleme des kapitalistischen Staates* (Francfort/M. : Suhrkamp, 1972).
 - ² Pour une évaluation autrichienne-libertarienne du capitalisme tardif comme sujet aux crises et des perspectives d'émergence d'une conscience de classe révolutionnaire libérale, cf. Murray N. ROTHBARD, "Left and Right" ; *For a New Liberty*, ch. 15 ; *The Ethics of Liberty* (Atlantic Highlands : Humanities Press, 1982) [*L'Ethique de la liberté* (Paris, Les Belles Lettres, 1991)], V^o partie.
 - ³ Sur les incohérences internes de la théorie marxiste de l'Etat, cf. aussi Hans KELSEN, *Sozialismus und Staat* (Vienne, 1965).

Car si les moyens de production sont possédés collectivement, et si l'on suppose, ce qui est réaliste, que les idées de tout le monde quant à l'emploi de ces moyens ne coïncideront pas toujours (le contraire serait miraculeux), alors ce sont précisément les facteurs de production socialement possédés qui nécessiteront une intervention perpétuelle de l'Etat, c'est-à-dire d'une institution qui puisse par la force imposer la volonté de l'un contre celle d'un autre qui s'y opposerait. Bien au contraire, le dépérissement de l'Etat, et avec lui la fin de l'exploitation et le début de la liberté ainsi que d'une prospérité économique inouïe, impliquent l'avènement d'une société de pure propriété privée sans autre régulation que celle du droit privé.

5 Hayek démocrate-social

*Autant de marché que possible,
autant d'Etat que nécessaire*

Devise du Programme de BAD GODESBERG
adopté par le Parti démocrate social [SPD] d'ALLEMAGNE

HAYEK, demeuré sous l'influence de l'empirisme et du relativisme contemporains, n'a jamais su complètement reconnaître la tradition libérale de la propriété naturelle, produit ultime de la philosophie morale scolastique. En conséquence, ses écrits demeurent contaminés par des notions contradictoires, subjectives, de la liberté et de la norme politique. Il confondait notamment, sous le même vocable de constructivisme, la conception, pourtant traditionnelle, d'une norme cognitive, où la raison de l'homme est — sous certaines conditions elle-mêmes rationnellement définissables — jugée compétente pour guider ses actions, avec la négation arrogante de la rationalité d'autrui qu'impliquent l'utopie scientiste et le cannibalisme moral inhérents au socialisme contemporain. D'où sa tentative, passablement contradictoire, pour "justifier" les règles sociales par référence à un mécanisme inconscient de "sélection naturelle".

HOPPE signale l'échec de cette approche, montrant que non seulement les mécanismes postulés par HAYEK ne fonctionnent

* Titre original : "F. A. HAYEK on Government and Social Evolution: A Critique", *Review of Austrian Economics*, Vol. 7, N° 1 (1994) ISSN 0889-3047, pp. 67-93.

pas mais que, par nature, les normes fondamentales de la politique échapperaient de toutes manières à pareil filtrage. Le seul effet de l'anti-rationalisme de HAYEK est alors d'encourager l'idolâtrie démocrate-sociale de l'État dans les absurdes croyances que lui inspire sa haine de la logique.

[F. G.].

Thèse numéro un :

On connaît généralement Friedrich A. HAYEK pour un champion de l'économie libérale et un antisocialiste affirmé ; et de fait, toute la vie de HAYEK fut un noble combat, solitaire pour la plus grande part, contre la marée montante de l'étatisme et de ses idéologies. Ce nonobstant, il n'en faut pas moins tenir que :

- (1) l'idée que se fait HAYEK quant au rôle du marché et de l'Etat est impossible à distinguer systématiquement de celle d'un démocrate-social moderne.
- (2) la raison immédiate des conceptions démocrates-sociales de HAYEK est sa définition contradictoire — et, partant, insensée — de la "liberté" et de la "coercition" (une autre raison, épistémologique et fondamentale, son anti-rationalisme contradictoire, sera traitée dans la thèse numéro deux).

¹ Ce texte n'est *nullement* une critique de HAYEK en tant qu'économiste. A ce titre, HAYEK mérite les plus grands éloges ; mais sa théorie économique, il l'a largement empruntée à son maître et mentor Ludwig von MISES. Ce n'est donc pas son originalité propre. Ce qui rend HAYEK unique, et le distingue de MISES, est sa philosophie politique et sociale. C'est cette partie-là de son œuvre, et non sa contribution à la théorie économique, qui a rendu HAYEK célèbre. Malheureusement, comme nous allons le démontrer ici, c'est cette partie-là, originale, de l'œuvre de HAYEK, qui est fautive. [Reconnaissons que HAYEK, tout en laissant malencontreusement Karl POPPER l'éloigner des conceptions méthodologiques de Ludwig von MISES, a quand même largement contribué à

De l'Etat

A en croire HAYEK, l'Etat serait "nécessaire" (et il aurait le "droit" d'acquiescer par l'impôt les ressources nécessaires) pour remplir les rôles suivants² : non seulement pour assurer la "police du droit" et la "défense contre les ennemis extérieurs" mais "dans une société avancée, l'Etat doit utiliser son pouvoir de lever des fonds au moyen de l'impôt pour assurer un certain nombre de services qui, pour diverses raisons, ne peuvent pas être fournis, ou pas suffisamment, par le marché¹ (et comme il existe, à tout moment, un nombre infini de biens et de services qui ne sont *pas* fournis par le marché, c'est ce qui s'appelle donner un chèque en blanc aux hommes de l'Etat). On y trouve entre autres la "protection contre la violence, les épidémies, et les forces naturelles comme les inondations et les avalanches, mais aussi nombre des aménagements qui rendent la vie tolérable dans la plupart des villes, la majorité des routes... La fourniture des normes de mesure, et d'un grand nombre d'informations dont le cadastre, les cartes et les statistiques, la

développer la théorie monétaire et la théorie de l'information (F. G.)].

² Sur ce qui suit, cf. notamment la *Constitution of Liberty* (Chicago : University of Chicago Press, 1960) [*La Constitution de la Liberté*, Paris, PUF, 1995], chap. 15 et 3^o partie ; *Law, Legislation and Liberty* (3 t.) (Chicago : Chicago University Press, 1973-79), chap. 14 [*Droit, Législation et Liberté*, Paris, PUF, 1980, 1982, 1983]

¹ *Law, Legislation and Liberty*, 3, p. 41. Comparez cette déclaration à celle de John Maynard KEYNES :

"le programme le plus important de l'Etat s'applique non aux activités que les individus assurent déjà, mais à ces actions qui échappent au domaine de l'individu, à ces décisions qui ne sont prises par *personne* si ce n'est pas l'Etat qui les prend. La chose importante à faire pour un Etat n'est pas de faire ce que les individus font déjà, et de le faire un peu mieux ou un peu plus mal. C'est de faire les choses qu'ils ne font pas du tout" (*The End of Laissez-Faire*, vol. 9, *Collected Writings* [Londres : MacMillan, 1973], p. 291).

certification de la qualité de certains biens ou services offerts sur le marché" Des fonctions supplémentaires de l'Etat consistent dans "l'assurance d'un certain revenu minimum pour tous²"; les hommes de l'Etat doivent répartir leurs dépenses dans le temps de manière à intervenir lorsque l'investissement privé fléchit³"; ils doivent financer les écoles et la recherche de même qu'imposer des "règles de construction, des règles sanitaires, des conditions d'entrée dans certaines professions, la restriction de la vente de certains produits dangereux (tels que les armes, les explosifs, les poisons et les drogues), de même que certains règlements d'hygiène et de sécurité pour les processus de production et le maintien d'institutions publiques telles que les théâtres, terrains de sport, etc.⁴"; et ils doivent faire usage de leur pouvoir de "domaine éminent" pour promouvoir l'"intérêt général"⁵.

En outre, ça [*sic*] pense généralement qu'"il y a des raisons de penser qu'avec l'accroissement de la prospérité générale et de la densité de la population, la proportion des besoins qui ne peuvent être satisfaits que par l'action collective continuera à s'accroître⁶."

Dans la *Constitution de la liberté*, HAYEK voulait en outre que les hommes de l'Etat assurent la "stabilité monétaire" (alors que plus tard il préférera un système bizarre pour dénationaliser la monnaie); les hommes de l'Etat devaient aussi mettre en œuvre un vaste système d'assurance obligatoire ("une coercition pour prévenir

¹ *Law, Legislation, and Liberty*, 3, p. 44.

² *Ibid.*, p. 55.

³ *Ibid.*, p. 59.

⁴ *Ibid.*, p. 62.

⁵ *Ibid.*, pp. 62-63.

⁶ *Ibid.*, p. 53.

⁷ F.A. HAYEK, *Denationalization of Money: The Argument Refined* (Londres : Institute of Economics Affairs, 1990).

une coercition plus grande"); des logements publics, subventionnés, devaient éventuellement être assurés par les hommes de l'Etat²; de même, la "planification" et le "zonage" des villes sont considérés comme une tâche adéquate pour les hommes de l'Etat — à condition que la "somme des gains l'emporte sur celle des pertes³"; et enfin "l'entretien d'un cadre, ou d'occasions de récréation, ou la préservation de la beauté naturelle ou de sites historiques, ou d'emplacement scientifiquement intéressants... de parcs, de réserves naturelles, etc.," est aussi considérée comme une tâche étatique⁴.

En outre, HAYEK insiste pour que nous nous rendions compte que la question n'est pas la taille de l'Etat ni la vitesse à laquelle il croît. La seule chose importante est que l'action des hommes de l'Etat se conforme à certaines exigences formelles : "C'est le caractère et non le volume de l'activité étatique qui est important⁵." Les impôts en tant que tels, le niveau absolu des impositions ne sont pas un problème pour HAYEK. Les impôts — et de même le service militaire obligatoire — perdent leur caractère de mesures coercitives, "s'ils sont au moins prévisibles et si on les impose sans tenir compte de la manière dont l'individu aurait autrement employé ses ressources ; cela les prive en grande partie du caractère néfaste de la coercition. Si la nécessité, connue, de devoir payer un certain montant d'impôts devient le fondement de tous mes plans, si une période de service militaire est un moment prévisible de ma carrière, alors je peux suivre un plan de vie général qui est de ma

¹ *Constitution of Liberty*, p. 286.

² *Ibid.*, p. 346.

³ *Ibid.*, p. 351. Où étaient passées les déclarations répétées de HAYEK, en tant qu'économiste, comme quoi toute comparaison d'utilités entre les personnes est scientifiquement non valide ?

⁴ *Ibid.*, p. 375.

⁵ *Ibid.*, p. 222.

propre facture, et je suis aussi indépendant de la volonté d'une autre personne que des hommes ont pu apprendre à l'être en société." Mais de grâce, que cet impôt soit *proportionnel*, et ce service militaire, *universel* !

Devant un tel galimatias, et après une telle énumération de fonctions abandonnées aux hommes de l'Etat, la différence entre HAYEK et un démocrate-social moderne se réduit à la question de savoir si oui ou non il faut privatiser la Poste (HAYEK répond que oui).

Sur la liberté et la coercition

La dernière citation à l'appui de la thèse précitée confirme en même temps que la théorie démocrate-sociale de l'Etat chez HAYEK trouve son explication dans la manière absurde dont il définit la liberté et la coercition².

HAYEK définit la liberté comme l'absence de coercition. Mais contrairement à une longue tradition de pensée libérale classique, il ne définit *pas* la coercition comme l'initiative (ou la menace) de la violence physique à l'encontre d'une autre personne ou de sa propriété légitime (acquise par la première mise en valeur, la production ou l'échange). A la place, il nous offre une définition dont le seul mérite[, si l'on peut dire,] tient au flou de son

¹ *Ibid.*, p. 143.

² Sur ce qui suit, cf. Ronald HAMOWY, "Freedom and the Rule of Law in F. A. HAYEK," *Il Politico* (1970-71); *idem*, "HAYEK'S Concept of Freedom: A Critique," *New Individualist Review* (Avril, 1961); *idem*, "Law and the Liberal Society: F. A. HAYEK'S 'Constitution of Liberty'," *Journal of Libertarian Studies* 2 (Hiver 1978)- Murray N. ROTHBARD, "F. A. HAYEK and the Concept of Coercion," in: *idem*, *The Ethics of Liberty* (Atlantic Highlands: Humanities Press, 1981) ["F. A. HAYEK et le concept de coercition" in : *L'Ethique de la liberté*, Paris, Les Belles Lettres, 1991].

caractère. Par la "coercition", "nous entendons une emprise telle d'une personne sur le milieu ou la situation d'une autre que celle-ci, pour éviter un mal plus grand, est forcée d'agir non pas conformément à un projet personnel, mais pour servir les fins d'un autre,"¹ ou alors "la coercition a lieu lorsqu'on amène les actions d'un homme à servir la volonté d'un autre, non pour servir ses projets à lui, mais ceux de l'autre²." La liberté, à l'inverse, est "une situation dans laquelle chacun peut faire usage de sa propre *information* [et non : de sa *propriété*] au service de ses propres projets."³

Cette définition n'inclut donc aucune référence à des actions, à des produits rares ni à la propriété. Non, la "coercition" fait

¹ *Constitution of Liberty*, pp. 20-21.

² *Ibid.*, p. 133.

³ *Law, Legislation, and Liberty*, 1, pp. 55-56.

* A ce propos, H. H. HOPPE est justement l'auteur d'une formule axiomatique essentielle pour toute norme sociale, et qu'on ne répètera jamais assez :

"toute philosophie politique qui n'est pas construite comme une théorie des droits de propriété passe entièrement à côté de son objet et doit par conséquent être rejetée d'emblée comme un verbiage dépourvu de sens pour une théorie de l'action." (*The Economics and Ethics of Private Property*, Ludwig von Mises Institute, 1995, p. 247 [cf. infra, "L'argumentation par l'intimidation"]).

HAYEK a bien compris, à la différence des socialistes, que la norme sociale doit toujours porter sur des *actes*. Juger des *résultats*, comme prétendent le faire les sectateurs de la "justice sociale", implique forcément de juger des *actes*. Au minimum, il faut bien juger les actes redistributifs qui voudraient contraindre à ces résultats. En outre, juger une "situation" sociale donnée implique logiquement un jugement *sur tous les actes concrets* qui y ont conduit : il ne se peut pas que cette situation soit "injuste" si aucun des actes qui l'ont amenée ne peut être jugé comme tel. Or, il n'existe aucune *régularité*, aucune possibilité de prévoir avec certitude dans le domaine de l'action humaine : il s'ensuit qu'il est logiquement impossible de définir à l'avance des règles d'action qui conduiraient à l'une quelconque de ces prétendues "normes"

référence à une configuration spécifique de volontés respectives (ou de plans, ou de pensées, ou d'attentes). Mais alors elle ne sert à rien, et pour les raisons suivantes :

— Tout d'abord, elle est inutilisable en tant que guide pour l'action (qu'est-ce que j'ai le droit de faire ici et maintenant si je ne veux pas commettre un acte de "coercition" ?), parce qu'en général, je ne *sais pas* quels sont la volonté et les plans des

de résultat (cf. HAYEK : *Le Mirage de la justice sociale*, Paris, PUF, 1982).

Cependant, HAYEK ne tire pas toutes les conséquences de cette obligation de raisonner sur les actes. Car c'est sur des *objets* singuliers que portent les actes concrets. Et si le jugement normatif doit donc dire à tout moment qui a le droit de faire quoi, et quand, il doit d'abord dire *avec quoi*. C'est donc forcément un jugement porté sur des *titres de propriété* — ou prétendus tels — sur des objets singuliers et concrets. Et c'est en étudiant la relation entre l'esprit humain et les produits concrets que celui-ci a créés que l'on arrive à la notion de *propriété naturelle*, qui est la seule norme cohérente de possession légitime (cf. ROTHBARD, *L'Ethique de la liberté*, *op. cit.* et H. H. HOPPE : *The Economics and Ethics of Private Property*, *op. cit.*).

La pseudo-pensée socialiste reste aveugle à ces contraintes, que la nature de l'action humaine impose au raisonnement normatif, parce que son matérialisme scientiste la rend incapable de raisonner en termes d'*actions* tout en lui donnant l'illusion de pouvoir traiter des *situations*. C'est qu'elle suppose faussement que la *mesure* directe serait nécessaire à la science, et sous-entend toujours — malgré les éventuelles protestations contraires de ses adeptes — que le raisonnement social pourrait et devrait décrire par une *valeur* la diversité infinie des *situations* personnelles. L'idée ne résiste pas à la critique rationnelle, elle est donc *antiscientifique* (cf. par exemple comment Pascal SALIN, dans "The Income Effect Does Not Exist", paru dans la *Review of Austrian Economics*, réfute la fausse notion d'un "revenu chiffré"). Mais les scientistes préfèrent faire semblant de mesurer ce qui n'est pas mesurable plutôt que de reconnaître l'inanité de leurs méthodes. Pour leur part, les hommes de l'Etat, toujours avides de prétextes pour traiter leurs sujets comme des robots, subventionnent bien sûr à tour de bras cette trahison systématique de la vérité au nom des apparences de la science.

HAYEK doit à sa formation juridique de n'être pas complètement dupe de ces pseudo-"mesures". Mais il lui aura fallu soixante-dix ans pour se rendre compte que la "justice sociale" ne peut pas être définie ; et il reste influencé par une

autres, et dans tous les cas, connaître la volonté de tous les autres serait impossible. Même si je le voulais, je ne pourrais pas être sûr au départ (*ex ante*) si ce que je projette ne va pas imposer une "coercition" à quelqu'un. Or, il faut bien que les individus aient le droit d'agir "comme il faut" *avant* de savoir quoi que ce soit des projets des autres, et même si littéralement, ils ne savent rien de ce qu'ils projettent.

Cependant, pour que cela soit possible, il faut que le critère employé pour distinguer entre la "liberté" et la "coercition" soit un critère *objectif*. Il doit se référer à un événement, ou à un non-événement, qui possède une description *physique* (et dont celui qui agit doit pouvoir maîtriser le résultat).

— Deuxièmement, la description de HAYEK est tout aussi inutilisable en tant que critère rétrospectif (*ex post*) de la justice (l'accusation de Tartempion contre Machin est-elle justifiée ? Qui est coupable et qui ne l'est pas ?). Aussi longtemps que Tartempion et Machin partagent les *mêmes* conclusions quant à l'innocence et à la culpabilité (y compris sur des questions de compensation ou de punition), il n'y a aucun problème pour le critère de HAYEK. Mais c'est que, lorsque l'unanimité règne, il n'y a *aucun* critère qui puisse jamais être pris en défaut. En revanche, le critère hayékien échoue misérablement dans les cas auxquels on prétend l'appliquer : chaque fois que le plaignant et le défendeur ne sont *pas* d'accord, et où il faut bien malgré tout rendre un verdict. Comme la norme de HAYEK ne contient aucun critère physique (dont des personnes différentes puissent s'assurer), ses jugements seront purement arbitraires. En tant que

vague idée, entretenue par la fausse notion de "fonction d'utilité", de traiter les préférences individuelles comme des *choses* en principe observables, et non comme des *idées* qui ne sont pas visibles à moins d'être exprimées par l'action effective. N'oublions pas que HAYEK doit ses premières notions de causalité sociale à Friedrich von WIESER, économiste mathématicien et (par conséquent) démocrate-social [F. G.].

prédicats mentaux, les catégories hayékiennes de la liberté et de la coercition sont compatibles avec n'importe quelle situation objective, avec n'importe quel état du monde physique. Elles sont impuissantes à opérer des distinctions *réelles*.

Comme on pouvait s'y attendre, les tentatives de HAYEK pour *appliquer* ses définitions affichent les mêmes confusions et contradictions :

1. En appliquant sa définition, HAYEK conclut d'un côté que l'initiative, et la menace de la violence physique constituent une "coercition." "La menace de la force, de la violence est la plus importante forme de coercition¹." "Une vraie coercition se produit lorsque des bandes armées de conquérants obligent le peuple soumis à travailler pour elles, lorsque des gangsters extorquent un prélèvement pour leur 'protection'²." En revanche, (en témoignent les citations plus haut) il ne tient pas pour "coercitifs" des actes qui prennent l'initiative (ou exercent la menace) de la violence comme le service militaire obligatoire ou les impôts, à condition que les victimes de telles agressions aient pu s'y attendre de façon fiable, afin de pouvoir s'y adapter.

2. D'un côté, HAYEK identifie la violence physique avec la "coercition." De l'autre, il n'accepte pas l'*absence* de violence ou de dommages physiques comme critère de "non-coercition." "La menace physique de la force n'est pas la seule manière dont la coercition peut s'exercer³." Même si Tartempion n'a commis aucune agression physique contre Machin ni sa propriété, eh bien ça n'empêche pas qu'il puisse être coupable de "coercition." A en

* ... indétermination qui est en revanche un bon critère pour reconnaître une pseudo-norme démocrate-sociale [F. G.].

¹ *Constitution of Liberty*, p. 135.

² *Ibid.*, p. 137.

³ *Ibid.*, p. 135.

croire HAYEK, c'est aussi le cas lorsque Tartempion est coupable de ne pas avoir aidé Machin, dans tous les cas où il a choisi de ne pas lui fournir les biens et services qu'il attendait de lui, et jugeait "cruciaux pour mon existence ou la préservation de ce qui est le plus important à mes yeux." HAYEK prétend que seuls un petit nombre de cas satisfont à ce critère : le propriétaire d'une mine dans une ville minière, qui décide de ne plus employer un ouvrier se livre prétendument à la "coercition" ; de même, c'est censé être de la "coercition" si le propriétaire de la seule source dans un désert refuse de vendre de son eau, ou refuse de la vendre à un prix que les autres jugeraient "juste." Mais on n'a pas besoin de trésors d'imagination pour reconnaître que le critère de HAYEK englobe en fait n'importe quelle situation. Il n'existe pas de décision pacifique, de la part de qui que ce soit, qui ne puisse être interprétée en ce sens comme de la "coercition" ; car toute activité représente en même temps l'omission d'innombrables autres actions *éventuelles*, et toute omission devient de la "coercition" s'il se trouve une seule personne pour prétendre que l'action omise aurait été "cruciale pour la préservation de ce qui est le plus important à mes yeux."

Or, chaque fois que l'on confond, dans un même concept de "coercition", des cas de refus de coopérer avec des agressions physiques, il en résulte des contradictions inextricables :

— Si c'est l'omission de Tartempion qui constitue une "coercition" envers *Machin*, alors *Machin* a nécessairement le droit de se "défendre" *contre Tartempion*. La seule manière pour *Machin* de se "défendre" à ce titre serait d'employer la violence

¹ *Ibid.*, p. 136.

² Cf. aussi Murray N. ROTHBARD, *Power and Market* (Kansas City: Sheed Andrews & McMeel, 1977), pp. 228-34; Hans-Hermann HOPPE, "Von der Strafunwürdigkeit unterlassener Hilfeleistung," in: *idem*, *Eigentum, Anarchie und Staat* (Opladen: Westdeutscher Verlag, 1987); *idem*, "On the Indefensibility of Welfare Rights," *Austrian Economics Newsletter* 3 (1989).

physique *contre Tartempion* (afin de forcer ledit Tartempion à faire ce qu'il éviterait autrement de faire)—mais alors les actes d'agression physique ne pourraient plus être un critère de "coercition" ! L'initiative de la violence physique deviendrait une simple "défense". Dans ce cas, on définirait la "coercition" comme le refus d'échanger, et toute tentative pour se défendre contre un échange forcé (c'est-à-dire exécuté sous la menace de la violence).

— En revanche, si c'est l'agression physique qui est le critère de la "coercition," alors Machin ne sera *pas* autorisé à se "défendre" contre les omissions de Tartempion ; et si Machin tentait malgré tout de le faire, alors c'est Tartempion qui aurait le droit de se défendre — mais alors, de telles omissions ne pourraient pas passer pour "coercitives".

3. C'est des ces confusions conceptuelles que procède l'absurde thèse hayékienne de l'"inévitabilité de la coercition" et sa "justification" correspondante, également absurde, de l'Etat. "Cependant, on ne peut pas entièrement éviter la coercition parce que la seule manière de la prévenir est la menace de la coercition. La société libre a résolu ce problème en conférant à l'Etat le monopole de la coercition, et en essayant de limiter ce pouvoir de l'Etat aux cas où elle est nécessaire pour empêcher la coercition par les personnes privées." Si on se base sur les deux définitions hayékiennes de la "coercition", cette thèse n'a absolument aucun sens. Si l'omission est une "coercition," alors la coercition au sens de la violence physique devient *nécessaire* (et non *inévitable*). En revanche, si c'est la menace d'agression physique qui est de la "coercition," on peut parfaitement l'éviter ; tout d'abord, parce que toute personne a le pouvoir de choisir si oui ou non elle en attaquera une autre physiquement ; et deuxièmement, parce que toute personne a le droit de se

¹ *Contitution of Liberty*, p. 21 ; cf. aussi pp. 141 et suiv.

défendre par tous les moyens dont elle dispose pour faire face à l'agression physique d'une autre. La seule chose qui soit inévitable c'est que la défense violente sera nécessaire aussi longtemps qu'une menace d'agression physique existera. Mais le caractère inévitable de cette violence défensive n'a rien à voir avec une prétendue "inéluclabilité" de la coercition (à moins qu'on ne brouille la différence catégorique qui existe entre l'attaque et la défense, et prétende que l'éventualité d'avoir à se défendre en cas d'attaque serait de même nature que l'éventualité d'en *commettre* une). Si la violence physique est *interdite*, alors *il s'ensuit* qu'on a le *droit* de se *défendre* contre elle. Il est donc absurde de classer l'attaque et la défense sous la même rubrique de la "coercition". La défense est à la coercition ce que le jour est à la nuit.

* Conformément à la thèse de HOPPE, nous avons donc chez HAYEK comme chez POPPER, des éléments de sophistique pseudo-juridique typiquement démocrate-sociale :

— Une définition de l'"injustice", qui *amalgame* des actes d'agression avec l'exercice paisible de la propriété naturelle et sape de ce fait les fondements du Droit, en *reprochant* aux gens de *faire ce qu'ils ne peuvent pas ne pas faire* (en fait toute définition de l'"injustice" qui ne coïncide pas strictement avec la violation de cette propriété naturelle conduit aux mêmes absurdités et détruit également la pensée juridique) ; qui finit par présenter comme "inéluclable" le phénomène même que la norme politique est là pour condamner, interdisant d'imaginer une société complètement juste (que seule empêche la mauvaise volonté des hommes, et non une quelconque nécessité naturelle) ; enfin qui confie aux hommes de l'Etat la charge d'exercer cette "inéluclable" injustice, sans que son étendue ait pu être circonscrite, même en principe.

— Une conception *subjectiviste* de la liberté humaine ("c'est parce que l'action d'autrui compromet non pas mes *droits* concrets mais mes *aspirations* subjectives que je ne suis pas libre").

— L'impasse faite sur la *responsabilité* des gens ("c'est a priori la faute des *autres* si je me trouve dans la situation de dépendance qui m'impose une 'coercition'"). On peut vraiment y voir l'impuissance des socialistes à intégrer le *temps* dans leur réflexion, notamment la prise en compte du

En outre, le caractère inévitable de la *défense* n'entraîne en soi aucune espèce de justification pour un monopole étatique de la coercition. Au contraire. Un Etat n'est en rien un simple "monopoleur de la défense" qui aiderait (comme un monopoliste, c'est-à-dire : de manière inefficace) les personnes privées à s'épargner des charges de défense qui seraient "inévitables" autrement. Parce que sinon ils seraient incapables de fournir aucun service de défense, le monopole de la coercition des hommes de l'Etat inclut en particulier leur *droit* de commettre des actes de violence contre les citoyens privés, et l'*obligation* complémentaire imposée à ces derniers de ne pas se défendre contre ces attaques étatiques. Mais quelle justification est-ce pour un Etat, que de dire en substance que si une personne se rend inconditionnellement à un assaillant, elle pourra s'épargner des charges de défense autrement "inévitables" ?

passé et la capacité des gens à imaginer l'*avenir*, comme l'illustrent tous ces modèles prétendument "normatifs" qu'on leur voit aligner, et qui décrivent des "situations initiales" en prétendant juger leurs *résultats* sans jamais s'interroger sur leurs *origines*, alors que les premiers ne sont que la conséquence automatique des secondes.

— Une référence à l'utopie, typiquement *révolutionnaire*, d'une éradication du pouvoir social non étatique (le "pouvoir économique", qui résulte de la capacité exclusive à rendre certains services) sans comprendre que ce pouvoir est *nécessaire*, et surtout qu'il est naturellement restreint alors que celui, politique, des hommes de l'Etat ne l'est pas, parce que lui ne se borne pas aux limites de l'intérêt à échanger, et que les hommes de l'Etat qui l'exercent sont institutionnellement *irresponsables*.

— Des concepts qui se veulent "raisonnables" à défaut de passer le test de la cohérence logique, et qui n'ont en fait aucune autre signification que celle que veut bien leur prêter une vague subjectivité collective démocrate-sociale ; avec pour conséquence un chèque en blanc donné aux hommes de l'Etat pour faire tout et n'importe quoi, pourvu que cela ne heurte pas les vagues croyances dominantes du moment [F. G.].

Thèse numéro deux :

La raison épistémologique fondamentale de l'absurde théorie de l'Etat et de la coercition chez HAYEK doit être trouvée dans son anti-rationalisme systématique.

(1) Cet anti-rationalisme s'exprime d'abord dans le fait que HAYEK rejette l'idée d'une norme cognitive*. HAYEK est un relativiste éthique (qui, comme nous l'avons déjà montré, ne considère même pas qu'une claire distinction morale entre l'attaque et la défense soit possible.).

(2) Deuxièmement — et de façon encore plus spectaculaire — L'anti-rationalisme de HAYEK est exprimé par sa "théorie de l'évolution sociale", dans laquelle l'action délibérée et l'intérêt personnel, les essais, les erreurs et l'apprentissage, la violence et

* Une norme cognitive affirme, contrairement au relativisme, que les jugements de valeur peuvent être prouvés vrais ou faux par les mêmes moyens et pour les mêmes raisons que les autres propositions de fait, dont ils ne sont qu'un cas particulier. C'est une évidence logique puisque les propositions du type "A est *bon*, A est *mauvais*" sont bel et bien un cas particulier de propositions du type "A est B, A n'est pas B". En effet, toute proposition est nécessairement une proposition de *fait*, qui est soit vraie (correspondant à la réalité) soit fausse (ne correspondant pas à la réalité). Les arguties prétendant le contraire peuvent reposer sur deux contradictions :

— ou bien elles "volent" le concept de "proposition", en méconnaissant implicitement qu'une proposition, pour être une proposition, doit nécessairement se rapporter à une réalité autre que son propre contenu.

— Ou alors elles confondent l'énoncé normatif : "A est bon, B est mauvais" avec l'expression irréductible d'un goût ("je préfère inexplicablement A", "je n'aime pas B, sans raison dicible"), celui-ci devenant le seul *fait* objectif dont le jugement normatif *devrait* tenir compte. Mais *sur quoi* fonder une telle "solution" ? Si on accepte d'en discuter, comme d'ailleurs de discuter *de quoi que ce soit*, on contredit cette "solution" irrationaliste car, comme on le verra plus loin, ce choix implique à lui seul d'accepter des normes *rationnelles*. Réduire la norme à la simple expression d'un goût est donc littéralement, *injustifiable* [F. G.].

la liberté, de même que l'Etat et le marché (c'est-à-dire la société civile), sont systématiquement éliminés comme facteurs d'explication du changement social, et remplacés par une mystérieuse "spontanéité" et par un principe collectiviste-holiste-organique de "sélection des groupes culturels" (la citation par HAYEK de Carl MENGER comme précurseur de sa propre théorie est fautive. MENGER se serait gaussé de la théorie hayékienne de l'évolution comme un pur mysticisme. Le successeur de MENGER n'est pas HAYEK, mais Ludwig von MISES et son "rationalisme social").

"En outre, si la civilisation est le résultat de changements progressifs et non délibérés dans les normes morales, alors aussi réticents que nous devons être à l'accepter, aucun système éthique universellement valide ne peut jamais nous être connu²." Bien plus, "l'évolution ne peut pas être juste... En fait, insister pour que tout changement à venir soit juste impliquerait d'exiger que toute évolution s'arrête. L'évolution nous mène en avant précisément parce qu'elle nous apporte bien des choses que nous ne pouvions ni vouloir ni prévoir, et encore moins juger pour leurs propriétés morales³." Ou encore : "Prétendre connaître la direction désirable du progrès me semble représenter le comble de l'*hubris*. Un progrès guidé ne serait pas un

¹ La documentation de cette thèse incidente sera limitée au minimum et tenue aux notes de bas de page.

Sur la différence fondamentale entre MENGER et MISES d'une part et HAYEK de l'autre, cf. Joseph T. SALERNO, "Ludwig von MISES as Social Rationalist," *Review of Austrian Economics* 4 (1990): 26-54; Jeffrey M. HERBENER, "Ludwig von MISES and the Austrian School of Economics," *Review of Austrian Economics* 5, no. 2 (1991): 33-50; Murray N. ROTHBARD, "The Present State of Austrian Economics" (Auburn, Ala.: Ludwig von MISES Institute Working Paper, 1992).

² F. A. HAYEK, *The Fatal Conceit: The Errors of Socialism*, W. W. BARTLEY III, ed. (Chicago: University of Chicago Press, 1988), p. 20.

³ *Ibid.*, p. 74.

progrès".) (Autant pour la question de savoir si HAYEK pourrait ou non donner des conseils aux anciens pays communistes de l'Europe de l'Est : il ne propose rien d'autre que de miser sur l'"évolution spontanée".)

C'est une caractéristique de l'anti-rationalisme de HAYEK qu'il ne cherche pas à prouver cette thèse contre-intuitive, comme il le faudrait. En fait, il n'essaie même pas de la rendre plausible.

C'est le même anti-rationalisme qui conduit HAYEK — parfois à quelques pages de distance seulement — à dire des choses qui paraissent complètement opposées (la cohérence logique n'est pas exigible d'un anti-rationaliste). Par exemple : "là où il n'y a pas de propriété il n'y a pas de justice."

Et de citer *favorablement* John LOCKE dans ce passage on ne peut plus rationaliste :

¹ *Law, Legislation, and Liberty*, 3, p. 169.

* Pour améliorer la qualité du texte français au risque de flatter l'auteur ou d'imposer mes propres conceptions, j'essaie toujours de donner une interprétation précise aux formules vagues et ambiguës. Ici, j'ai conservé le vague et l'impropriété des termes, pour traduire la mollesse de la pensée dans le texte original.

HAYEK semble ici résolu à confondre l'absurdité socialiste consistant à croire qu'on pourrait "guider" ou "accélérer" le progrès, c'est-à-dire maîtriser par avance la connaissance qui ne sera découverte que plus tard et par d'autres, avec une prétendue impossibilité de porter un jugement moral sur les actes à venir, et de décrire les conditions institutionnelles du progrès.

C'est un aspect de sa confusion plus générale, sous le même vocable de *constructivisme*, du *mépris socialiste de la rationalité d'autrui* avec la pratique du *raisonnement logique sur les normes*, à laquelle HAYEK s'est pourtant lui-même copieusement essayé, et qui appartient à la tradition opposée, celle du Droit naturel. HOPPE souligne à plusieurs reprises cette contradiction pratique [F. G.].

² *Fatal Conceit*, p. 33 ; cf. aussi la *Constitution of Liberty*, p. 140 [*La Présomption fatale*] [*La Constitution de la liberté*].

"Dire 'là où il n'y a pas de propriété, il n'y a pas de justice', c'est une proposition aussi certaine que n'importe quelle démonstration d'EUCLIDE : car la propriété est un droit sur quelque chose et ce que l'on appelle injustice est l'empiètement sur ce droit ou sa violation pure et simple ; il est évident qu'une fois que ces notions sont établies, et que les dénominations leur sont associées, je peux savoir que cette proposition est vraie avec autant de certitude que le fait qu'un triangle a trois angles [dont la somme est égale] à deux angles droits¹."

Finalement, c'est encore typique de HAYEK lorsqu'à peine une page plus loin, alors qu'on en est encore à se demander comment faire coller l'idée lockéenne d'une morale "euclidienne" avec sa thèse de la prétendue "impossibilité" d'une norme universellement valide, il revient, dans une nouvelle contorsion dialectique, à son point de départ relativiste. "Les institutions de la propriété, telles qu'elles existent à présent, sont loin d'être parfaites ; en fait, nous ne pouvons guère dire encore en quoi une telle perfection pourrait consister²." "On a récemment reconnu que les concepts traditionnels de la propriété constituent un panier modifiable et très complexe dont les combinaisons les plus efficaces n'ont pas encore été découvertes dans tous les domaines³." En particulier, les investigations de l'Ecole de Chicago (COASE, DEMSETZ, BECKER et d'autres) "ont ouvert la possibilité de nouvelles améliorations dans le cadre juridique de l'ordre du marché⁴."

* Cf. encore une fois la formule de HOPPE citée plus haut : "toute philosophie politique qui n'est pas construite comme une théorie des droits de propriété passe entièrement à côté de son objet et doit par conséquent être rejetée d'emblée comme un verbiage dépourvu de sens pour une théorie de l'action." [F. G.].

¹ *Fatal Conceit*, p. 34.

² *Ibid.*, p. 35.

³ *Ibid.*, p. 36.

HAYEK ne juge pas digne de mention, ou méconnaît purement et simplement, que les théories de LOCKE et celles de l'école de Chicago sur la propriété sont incompatibles. Pour LOCKE, les principes de la propriété de soi, de l'appropriation originelle : le droit de la première mise en valeur, de la production et de l'échange volontaire, sont des normes éthiques universellement valides. La théorie lockéenne de la propriété privée est une théorie de la justice, et LOCKE est un absolutiste en matière normative. A l'opposé, les représentants de l'école de Chicago nient la possibilité d'une éthique rationnelle, universellement valide. Il n'y a pas de justice à Chicago. Qui possède quoi et qui ne le possède pas, et de même qui est l'attaquant et qui est la victime, n'est pas pour COASE et ses collègues déterminé une fois pour toutes, et ne dépend pas de qui a fait quoi dans le passé. Non, il faut que les titres de propriété soient distribués parmi les gens, et redistribués* si les conditions changent, de telle manière que l'efficacité économique soit maximisée*. La personne qui est censée faire l'usage le plus efficace des ressources — "mesuré" en termes monétaires* — devient

4 *Ibid.*

* C'est profondément vrai de l'analyse *normative* des *ingénieurs sociaux* de l'école de Chicago, laquelle est dominée par l'*incompétence morale* de ces empiristes, positivistes et autres relativistes. Leurs modèles s'exposent à la plupart des critiques faites plus haut aux approches socialistes-scientistes, à savoir leur incapacité à tenir compte de la *causalité réelle* qui lie l'esprit humain à ses productions et à prendre en compte le *temps*. En revanche, certains de ces raisonnements sont précieux pour mieux faire comprendre le *pourquoi* de certaines clauses contractuelles [F. G.].

* Par qui ? Par les hommes de l'Etat bien sûr. Ce qui en fait les *propriétaires réels* de ces titres octroyés. *Socialismus, socialisma, socialismum...* [F. G.].

** Sur le caractère sophistique de la notion d'"efficacité" envisagée sans référence au *projet personnel* auquel elle doit logiquement se référer, cf. Murray ROTHBARD : " Le mythe de l'efficienc", ch. 6 de *Economistes et charlatans*. Paris, Les Belles Lettres, 1991. Sur l'obstination des socialistes-scientistes à faire semblant de "mesurer" ce qui n'est pas mesurable, et de "comparer" ce qui n'est pas comparable, cf. les autres chapitres, notamment le

propriétaire ; celui qui aurait à subir les coûts monétaires les plus faibles s'il lui fallait abandonner l'activité en litige est déclaré "agresseur" dans un conflit sur les droits de propriété. Et chaque fois qu'au cours du temps les rôles de l'utilisateur le plus "efficace" ou de celui à qui il en coûterait le moins de renoncer changent d'une personne à l'autre, il faut redistribuer les titres de propriété en conséquence.

Sur l'évolution sociale

Le caractère mystique-collectiviste de la théorie hayékienne de l'évolution sociale spontanée apparaît clairement dans des passages tels que ce qui suit :

1. "Lors du processus de la transmission culturelle, au cours de laquelle les règles de conduite passent de génération en génération, un processus de sélection a lieu, dans lequel l'emportent les types de comportement qui conduisent à la formation d'un ordre plus efficace pour l'ensemble du groupe, parce que ces groupes-là sont ceux qui l'emporteront sur les autres."
2. "Dans la mesure où de telles règles l'ont emporté parce que le groupe qui les adoptait avait plus de succès, personne n'avait

ch. 4 : "Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien-être" [F. G.].

¹ Cf. Ronald COASE, *The Firm, the Market, and the Law* (Chicago: University of Chicago Press, 1988) ; Harold DEMSETZ, *Ownership, Control, and the Firm* (Oxford : Blackwell, 1988) ; pour une critique cf. Walter BLOCK, "COASE and DEMSETZ on Private Property Rights," *Journal of Libertarian Studies* 1, no. 2 (Printemps 1977).

² F. A. HAYEK, *New Studies in Philosophy, Politics, Economics and the History of Ideas* (Chicago: University of Chicago Press, 1978), p. 9.

besoin de savoir pourquoi ce groupe a réussi et pourquoi, par conséquent, ses règles ont été généralement adoptées."

3. "La culture... est une tradition de règles de conduite apprises qui n'ont jamais été 'inventées' et dont les individus qui agissent ne comprennent généralement pas la fonction..., le résultat d'un processus de vannage et de filtrage, guidé par les différences d'avantages acquis par des groupes, parce que, pour quelque raison inconnue voire purement accidentelle, ils ont adopté certaines pratiques²." "L'homme n'a pas adopté de nouvelles règles de conduite parce qu'il était intelligent. Il est devenu intelligent en se soumettant à de nouvelles règles de conduite³." "Nous n'avons jamais inventé notre système économique. Nous n'étions pas assez intelligents pour cela. Nous sommes tombés dessus, et il nous a conduits à des hauteurs insoupçonnées, et a donné naissance à des ambitions qui pourraient nous amener à le détruire⁴."

4. La civilisation "n'est pas née d'un plan ni d'une intention humaine mais spontanément : elle est apparue parce qu'on s'était involontairement conformé à certaines pratiques traditionnelles et principalement morales, que beaucoup de gens ont tendance à détester, dont ils ne comprennent généralement pas le sens, dont ils ne peuvent pas prouver la valeur, et qui se sont néanmoins rapidement propagées par une sélection évolutionniste — par l'accroissement relatif de la population et de la richesse — des groupes qui se trouvaient les suivre⁵." "les traditions morales

¹ *Law, Legislation, and Liberty*, 2, p. 5.

² *Law, Legislation, and Liberty*, 3, p. 155.

³ *Ibid.*, p. 163.

⁴ *Ibid.*, p. 164.

⁵ *Fatal Conceit*, p. 6.

dépassent les capacités de la raison¹." "L'esprit n'est pas un guide mais le produit de l'évolution culturelle, et elle est plus fondée sur l'imitation que sur la compréhension ou la raison²."

La théorie de HAYEK consiste donc en trois propositions :

- (1) Une personne commence par accomplir spontanément une action — sans savoir pourquoi ni dans quel but ; et quelqu'un conserve cette pratique sans raison — qu'elle ait ou non conduit à un succès quelconque (car sans projet ni objectif, il ne *saurait* y avoir ni succès ni échec) (la *mutation* culturelle).
- (2) la nouvelle pratique est imitée par d'autres membres du groupe — encore une fois sans motif ni raison. la prolifération de la pratique s'arrête une fois que tous les membres du groupe l'ont adoptée (la *transmission* culturelle).
- (3) les membres des autres groupes n'imitent *pas* cette pratique. Les groupes qui adoptent spontanément et inconsciemment une *meilleure* règle morale afficheront une croissance relativement plus élevée de leur population, ou une plus grande richesse, ou "l'emporteront" d'une autre manière non précisée (la *sélection* culturelle).

¹ *Ibid.*, p. 10.

² *Ibid.*, p. 21.

* Ce qui est terrible, c'est qu'une fois exprimée en ces termes simples, la thèse hayékienne de la génération spontanée des règles apparaît dans toute son absurdité.

Rappelons que cette théorie est fortement inspirée par les explications naturalistes de l'évolution des espèces (qui sont elles-mêmes loin d'être évidentes — ce n'est pas parce qu'on étire sur des millions d'années une métaphysique de la génération spontanée qu'on a résolu ses impasses logiques) mais avec cette circonstance aggravante que cette fois, elle nie a priori la capacité de penser des *êtres humains*.

HAYEK prétend que cette théorie explique l'apparition de la propriété privée, de la division du travail et de l'échange, de même que celle de la monnaie et de l'Etat. Dans la réalité, cependant, ces pratiques et institutions fournissent des exemples parfaits pour démontrer l'absurdité intégrale de la théorie (et qui est telle que HAYEK ne peut s'empêcher de la contredire lui-même tant et plus¹).

La Mutation culturelle

La théorie hayékienne de la spontanéité pourrait s'appliquer à des légumes (et encore, elle aurait toujours des problèmes à cause du "lamarckisme" affiché de HAYEK²), mais elle n'est décidément pas applicable à des acteurs humains. Toute action implique une mise en œuvre délibérée de moyens rares, et quiconque agit est toujours capable de distinguer entre une action réussie et une action qui échoue. Le concept d'une action inconsciente-spontanée à la HAYEK est une pure et simple contradiction dans les termes — *contradictio in adjecto*. L'action est toujours consciente et *zweckrational*. De sorte que la théorie de HAYEK conduit à un dilemme inéluctable : si on applique sa théorie à HAYEK lui-même, alors sa propre activité consistant à écrire des livres n'est absolument rien d'autre qu'une émanation sans but, à propos de laquelle la question de la véracité

Il semble bien que le darwinisme des règles sur le mode hayékien n'aurait pas impressionné grand monde dans une société intellectuelle moins influencée par l'approche scientifique, qui s'acharne par nature à minimiser le rôle de la *pensée consciente* dans l'histoire universelle. Assez caractéristique est le fait qu'il aura fallu des années aux héritiers de MARX, FREUD et DARWIN (de *gauche*, donc) pour voir *certaines* erreurs de sa théorie, alors que les *vrais* libéraux, comme le montrent les références notées par HOPPE, les avaient *toutes* dénoncées dès leur publication [F. G.].

¹ Sur ce qui suit, cf. aussi David Ramsey STEELE, "HAYEK's Theory of Cultural Group Selection", *Journal of Libertarian Studies* 8, no. 2 (1987).

² Cf. *The Fatal Conceit*, p. 25.

et de la fausseté, ou du succès et de l'échec, n'apparaissent tout simplement pas. Ou alors les écrits de HAYEK sont une action qui vise un but. Dans ce cas, sa théorie est manifestement fausse, puisqu'en tentant d'éclairer sa lanterne (et la nôtre) sur le chemin de l'évolution sociale, HAYEK n'agit plus "spontanément" mais essaie au contraire d'influencer celle-ci, par les voies de la conscience et de la raison.

En ce qui concerne notamment l'origine de la propriété privée, il n'est que d'introduire dans la proposition "1" des pratiques telles que l'appropriation originelle d'un bien sans maître ou la production d'un bien de capital pour reconnaître immédiatement son absurdité. L'appropriation et la production des biens de capital sont des activités délibérées. On s'engage dans l'appropriation initiale et on produit des biens de capital parce qu'on aime mieux avoir davantage de biens plutôt que d'en avoir moins, et qu'on reconnaît la plus grande productivité physique d'une terre appropriée et de la production capitaliste. Même si *l'invention d'un bien de capital*, tel que par exemple le marteau ou la hache, s'était d'abord produite par *accident*, l'inventeur n'en aurait pas moins compris à quoi il était utile, et toute *répétition* de la pratique inventée se produirait délibérément et avec raison.

La Transmission culturelle

Également absurde est la théorie hayékienne de l'"association spontanée" par imitation inconsciente. L'imitation par les autres des pratiques d'appropriation originelle et de la production indirecte, capitaliste est également motivée par le désir d'une plus grande prospérité personnelle. C'est une imitation justifiée. Ni la violence externe, ni la chance ni la "spontanéité" ne sont nécessaires pour l'expliquer. Et elles ne sont pas non plus nécessaires pour expliquer l'émergence de la division du travail et de l'échange interpersonnel.

Les gens reconnaissent, et ont toujours reconnu, que la division du travail et l'échange volontaire conduisent à une plus grande productivité physique que si l'on devait demeurer dans l'autarcie. De même, pour qu'apparaisse une économie monétaire, on n'a pas besoin d'attendre une mutation spontanée. Dans une condition d'incertitude, toute économie de troc doit subir des pannes dans le cours de ses échanges (chaque fois que fait défaut la double

¹ Cf. Ludwig von Mises, *Human Action. A Treatise on Economics* (Chicago: Henry Regnery, 1966), chap. 8.

"Si, et dans la mesure où, le travail est plus productif dans le cadre de la division du travail que dans l'isolement, et dans la mesure où l'homme est capable de se rendre compte de ce fait, l'action humaine tend en elle-même vers la coopération et l'association ; l'homme devient un être social non en sacrifiant ses propres intérêts à un mythique Moloch social, mais en cherchant à améliorer son propre sort. L'expérience enseigne que cette condition — une plus grande productivité obtenue par la division du travail — existe parce que sa cause : l'inégalité native des hommes et la diversité dans la répartition géographique des facteurs naturels de production, est réelle. De sorte que nous sommes en position de comprendre le cours de l'évolution sociale" (*ibid.*, p. 160-61).

"Le libéralisme... considère toute coopération sociale comme émanant d'une utilité rationnellement reconnue" (Ludwig von Mises, *Socialism* [Indianapolis, Ind.: Liberty Fund, 1981], p. 418) [*Le Socialisme*, éd. de Médicis, 1950].

HAYEK *rejette* cette explication. Pour lui, considérer comme le fait Mises "toute coopération sociale comme émanant de l'utilité rationnellement reconnue... est une erreur. Le rationalisme extrême de ce passage... me semble factuellement erroné. Ce n'était certainement pas la compréhension de ses avantages qui a conduit au développement de l'économie de marché" ("Foreword" au *Socialism*, *ibid.*, p. xxiii). On se demande quelle autre explication donner au phénomène, mais HAYEK ne l'explique pas — sauf par allusion à l'"évolution spontanée". Encore plus inexplicable doit apparaître le fait qu'il n'y a jamais eu aucune espèce de société qui n'ait connu la propriété privée ni l'échange. (Les "hordes primitives" de HAYEK (*Law, Legislation, and Liberty* [*Droit, législation et liberté*], 3, "Epilogue" ; *Fatal Conceit* [*La Présomption fatale*], chap. 1) sont un mythe, comparable au mythe du "Communisme primitif" de MORGAN-ENGELS, pour lequel il n'existe pas une trace de preuve anthropologique. Quant à la

coïncidence des besoins). Dans cette situation, une personne n'en peut pas moins accroître sa propre richesse, si elle reconnaît que les biens peuvent être employés non seulement à des fins personnelles mais aussi comme monnaie d'échange — pour être revendus — et si elle réussit à acquérir un bien plus facilement vendable en échange d'un bien qui l'est moins. La demande pour un produit en tant que monnaie d'échange accroît son caractère vendable. La pratique sera imitée par d'autres pour résoudre leurs propres problèmes de vente, et à l'issue d'un processus d'imitation auto-amplifié, émergera un moyen d'échange unique et universel — une monnaie marchandise — dont la distinction unique par rapport à tous les autres biens sera d'avoir la plus grande capacité à être revendu¹.

transition de la société du face-à-face à l'économie anonyme, impersonnelle, cela n'a pas du tout été un événement traumatisant, qui aurait nécessité des mœurs et des motifs d'action fondamentalement différents. Le marché mondial n'est absolument rien d'autre que l'ensemble des transactions réalisées entre personnes singulières et n'est pas plus difficile à comprendre, en tant que tel, que n'importe quel échange bilatéral de produits.

Cependant, HAYEK commet ensuite une pure et simple falsification lorsque, en dépit de toutes les indications historiques qui prouvent le contraire, il nomme MISES au poste de précurseur moins avancé de sa propre théorie (celle de HAYEK) : "Il me semble que l'enseignement essentiel de MISES est de montrer que nous n'avons *pas* adopté la liberté parce que nous comprenions les avantages qu'elle apporterait : que nous n'avons pas construit, et que nous n'étions certainement pas assez intelligents pour construire cet ordre que nous avons partiellement appris à comprendre aujourd'hui, bien après que nous avons eu énormément d'occasions de voir comment il marchait... C'est un grand mérite de MISES que de s'être largement émancipé de ce point de départ rationaliste et constructiviste, mais cette tâche doit encore être complétée" (*ibid.*, pp. xxiii-xxiv). En fait, MISES n'a jamais rien dit qui ressemble ne serait-ce que de loin à ce que HAYEK insinue ; et s'il y a lieu de rendre hommage à MISES, ce n'est pas pour s'être émancipé de son rationalisme mais bien pour ne l'avoir jamais abandonné.

Mais rien de tout cela ne se fait par hasard. A l'origine de la propriété privée, de l'échange et de la monnaie, partout le projet personnel, l'intelligence et l'action délibérée sont à l'œuvre.

En fait, sa théorie est d'une fausseté tellement patente que souvent HAYEK se replie sur une seconde variante, qui est plus modérée. D'après cette version, la division du travail et l'échange seraient "des conséquences non délibérées de l'action humaine", "le résultat de l'action des hommes et non de leurs desseins¹." Le processus de l'association humaine peut ne pas cheminer de manière entièrement inconsciente, mais il le fait en grande partie. Un acteur peut être capable de reconnaître ce qu'il gagne personnellement à des actes d'appropriation, de production, d'échange et d'emploi de la monnaie—et dans cette mesure-là, le processus de l'évolution peut apparaître rationnel. Cependant, un acteur ne peut pas reconnaître les conséquences *indirectes* de ses actions (et ce sont prétendument ces conséquences-là, inconscientes et non voulues, pour la société dans son ensemble, qui seraient décisives pour la réussite ou l'échec évolutionniste des pratiques individuelles). Et comme ces conséquences-là ne peuvent pas être connues, le processus de l'évolution sociale est finalement irrationnel², motivé non par des idées vraies ou fausses, mais par un mécanisme aveugle, agissant inconsciemment, de sélection des groupes.

Malgré tout, cette variante-là aussi est contradictoire, absurde.

¹ Cf. Carl MENGER, *Principles of Economics* (New York: New York University Press, 1976), chap. 8 ; Ludwig von MISES, *Theory of Money and Credit* (Irvington-on-Hudson, N. Y.: Foundation for Economic Education, 1971), chap. 1.

¹ F. A. HAYEK, *Studies in Philosophy, Politics, and Economics* (Chicago: University of Chicago Press, 1967), chap. 6.

² Ainsi, HAYEK écrit-il que c'était un rationalisme pervers... qui interprétait la loi naturelle comme des constructions déductives de la "raison naturelle". Le droit est au contraire "le résultat non planifié d'un processus de croissance" (*ibid.*, p. 101).

Tout d'abord, il est contradictoire de caractériser les actions par leurs conséquences inconscientes, indirectes et ensuite, du même pas, de nommer ces conséquences. Si les conséquences indirectes peuvent être nommées et décrites, on peut aussi les vouloir. Autrement, si elles sont effectivement inconscientes, il n'y a rien que l'on puisse en dire — une chose dont il est impossible de dire quoi que ce soit ne peut évidemment pas avoir d'influence identifiable sur les actions de qui que ce soit — et on ne peut pas les rendre non plus responsables des différences de réussite évolutionniste de groupes différents. Ainsi, il est immédiatement dépourvu de sens de décrire — comme le fait HAYEK — la tâche du théoricien de la société comme celle d'expliquer les "figures et régularités involontaires que nous découvrons dans la société humaine." La tâche du théoricien social est d'expliquer les conséquences directes et indirectes (et non pas : voulues et non voulues) des actions humaines et ainsi contribuer à une rationalisation progressive de l'action humaine — à une extension de la connaissance des buts possibles (réalisables) et la compatibilité mutuelle des différents objectifs².

* Mais qu'on puisse en principe les décrire ne signifie pas qu'elles soient toujours présentes à l'esprit de ceux qui les causent. Et il existe des règles que l'on suit sans en avoir toujours conscience, et qui ont des effets. Ces deux types d'effets, et le fait que ceux qui les causent peuvent ne pas en être conscients, ont des conséquences sur le fonctionnement de la société [F. G.].

¹ *Ibid.*, p. 97.

² A ce moment, on pourrait être tenté de comparer HAYEK à son prédécesseur prétendu Carl Menger. Pour HAYEK, il est *certain* que le droit est "le résultat non prévu d'une évolution." "Nos valeurs et nos institutions ne sont pas seulement déterminées par des causes antécédentes mais comme les éléments d'un processus inconscient d'auto-organisation d'une structure ou d'une forme" (*Fatal Conceit*, p. 9).

Bien au contraire, Carl Menger considère que dans les explications données par les sciences sociales, toutes les références à des catégories telles que la

Deuxièmement, la variante modérée ne peut pas non plus expliquer l'origine de la division du travail, de l'échange et de la monnaie. On peut accorder au départ à HAYEK qu'une personne qui réalise un échange, ou qui acquiert un instrument d'échange pour la toute première fois n'y reconnaîtra que son propre avantage personnel (mais non les conséquences indirectes sur la société). Il se peut qu'il ignore (et l'humanité à ses débuts ne le savait

"croissance naturelle", "l'évolution spontanée", "la nature primordiale" ou l'"auto-organisation inconsciente" sont du pur mysticisme. Prétendre *expliquer* un phénomène social par des forces telles que celles-là c'est ne rien expliquer du tout — c'est une imposture scientifique :

"L'origine d'un phénomène n'est en rien expliquée par l'assertion suivant laquelle il *aurait été présent depuis le début*, ou *se serait développé à l'origine...* il est clair qu'un phénomène social, du moins sous sa forme la plus originelle, doit s'être développé à partir de facteurs individuels. La conception [organiciste, hayékienne] envisagée ici n'est qu'une analogie entre le développement des institutions sociales et celui des organismes naturels, qui est complètement incapable de résoudre notre problème. Elle affirme, certes, que les institutions sont des créations non voulues de l'esprit humain, mais n'explique pas *comment* elles sont apparues. Ces tentatives d'interprétation sont comparables à la manière de procéder d'un biologiste qui penserait qu'il a résolu le problème de l'origine des organismes naturels en faisant référence à leur 'originalité', à leur 'croissance naturelle', ou leur 'nature primitive'... les tentatives pour interpréter le *changement* dans les phénomènes sociaux comme un 'processus organique' ne sont pas moins inadmissibles que... les théories qui prétendent résoudre 'organiquement' le problème de l'*origine* des structures sociales non délibérément créées. Nul besoin de noter que les changements dans les phénomènes sociaux ne peuvent pas être interprétés de manière pragmatique, dans la mesure où ils ne sont pas le résultat délibéré d'un accord entre les membres de la société ou de la législation positive, mais le produit non voulu de l'évolution sociale ; mais il est tout aussi évident qu'on ne peut pas tirer la plus petite compréhension de la nature ni des lois de mouvement des phénomènes sociaux en faisant simplement allusion au caractère 'organique' ou 'primordial' des processus examinés, pas plus que par de simples analogies entre ces phénomènes et les transformations que l'on observe dans les organismes naturels. L'inanité d'une telle orientation de la recherche est tellement évidente que nous ne soucions pas d'ajouter à ce que nous en avons déjà dit" (Carl Menger, *Investigations Into the Method of the*

certainement pas) que, comme participant à un échange et utilisateur de monnaie, il contribue en dernière analyse au développement d'un marché mondial, intégré par une monnaie-marchandise universellement employée (historiquement : l'or), à une croissance régulière de la population, à une division du travail toujours plus étendue et à une richesse globale en développement continu. En outre, il est impossible en principe de prédire aujourd'hui (ou à n'importe quel moment) la diversité, les quantités, les prix et la distribution personnelle des biens à venir. Mais les conclusions sceptiques, anti-rationalistes de HAYEK — comme quoi "un progrès dirigé n'est pas un progrès," comme quoi "nous ne pouvons pas juger à l'avance des propriétés morales du résultat des processus évolutionnistes," et "nous n'avons jamais inventé notre système économique, nous sommes tombés dessus ; et il pourrait nous conduire à la destruction" — n'en découlent pas.

Car même si une personne ne saisit pas immédiatement les conséquences sociales indirectes de ses propres actions, il est difficile d'imaginer comment cette ignorance pourrait perdurer. A partir du moment où des échanges *répétés* se produisent entre participants spécifiques, ou une fois que chacun voit sa propre pratique d'acquisition d'un instrument d'échange copiée par d'autres, il commence à reconnaître que ses propres actions ne sont pas à sens unique mais profitent aux *deux* parties. Même si on est toujours incapable de prédire systématiquement le développement de marchés futurs ainsi que la forme et la composition de la richesse à venir, eh bien on n'en reconnaîtrait pas moins, dans la nature d'un échange bilatéral ou dans celle d'un instrument d'échange, le *principe* de la justice interpersonnelle et du progrès économique individuel et universel : toutes les situations qui résultent d'échanges volontaires sont justes ; et le progrès économique consiste dans une extension de la division du travail fondée sur la

Social Sciences with Special Reference to Economics [New York: New York University Press, 1985], pp. 149-50).

reconnaissance de la propriété privée et dans l'universalisation de l'emploi de la monnaie et du calcul en termes de monnaie. Même si la division du travail, la monnaie et le calcul économique deviennent de la *routine* avec le passage du temps, la reconnaissance des fondements de la justice et de l'efficacité économique ne disparaît plus jamais complètement. Une fois que, pour une raison ou pour une autre, on en arrive à une complète désintégration de la division du travail (la guerre) ou de la monnaie (l'hyperinflation), les gens s'en souviendront. Alors, la dernière chose à faire pour eux serait d'attendre aveuglément le cours futur de l'évolution sociale — c'est-à-dire leur propre disparition. Bien au contraire, ils sont capables de reconnaître cet effondrement comme tel et ils savent (ils l'ont toujours su) recommencer systématiquement à zéro.

En outre, comme le montrent clairement les exemples cités par HAYEK chez Carl MENGER et Ludwig von MISES, il n'est même pas nécessaire d'en venir à une catastrophe pour reprendre conscience. Aussitôt que l'on a compris la pensée de ces hommes, on peut agir avec une compréhension totale des conséquences sociales de ses propres activités. L'évolution ne se produit pas *par dessus* la tête des individus qui agissent, mais devient au contraire un processus de changement social consciemment planifié ou subi. Chaque progression et chaque échec dans le processus d'intégration sociale peut être identifié, expliqué, et l'identification consciente des échecs permet notamment soit de prévenir consciemment une catastrophe *avant* qu'elle ne se produise effectivement, soit de corriger consciemment une erreur (dans la mesure où on en a le pouvoir).

En outre, de même qu'on n'est pas condamné à tituber aveuglément vers sa propre destruction, on n'est pas non plus voué à demeurer passif et impuissant face à un déclin économique prévisible. Bien au contraire, à tout moment on peut systématiquement étendre le domaine des erreurs dont on peut s'assurer — et qu'il est donc possible de corriger. En effet, toute entrave *institutionnelle* au processus d'intégration et d'association

économique — telle que l'expropriation, la taxation, la dépréciation monétaire ou les restrictions aux échanges internationaux imposées par les hommes de l'Etat — doit avoir l'approbation de la majorité du public. Sans un tel soutien dans l'opinion publique, aussi réticente qu'elle soit, il serait impossible de l'imposer indéfiniment. De sorte que, pour empêcher un déclin, il faut ni plus ni moins qu'un changement dans l'opinion publique ; et l'opinion publique peut à tout moment être influencée par les idées et les idéologies.

Il est assez cocasse qu'un déclin économique inconscient ne soit en fait possible que si la majorité du public agit suivant la recommandation de HAYEK, à savoir "spontanément" — sans

¹ Comme HAYEK nie essentiellement l'existence (ou l'importance) des idées au cours de l'évolution sociale, il ne fait pas non plus mention de l'opinion publique (du moins dans ses derniers écrits).

A l'opposé David HUME, que HAYEK lui-même prétend être son prédécesseur, attache une importance fondamentale aux idées et à l'opinion publique.

"Rien ne paraît plus surprenant pour ceux qui considèrent les affaires humaines avec un œil philosophique, que la facilité avec laquelle le petit nombre gouverne le grand, ou la soumission implicite avec laquelle les gens renoncent à leurs propres sentiments en faveur de ceux de leurs maîtres. Quand nous nous demandons par quels moyens se réalise ce prodige, nous trouvons que, puisque la force est toujours du côté des gouvernés, les gouvernants n'ont rien pour les soutenir que l'opinion. C'est donc sur l'opinion que le gouvernement est établi, et cette maxime s'étend aux Etats les plus despotiques et les plus militaires comme aux plus libres et aux plus populaires. Le Soldan (*sic*) de l'Égypte, ou l'Empereur de Rome, peut bien conduire ses sujets impuissants, comme des bêtes brutes, contre leurs sentiments et leur inclination. Mais ils doivent au moins avoir conduit leurs mamelouks ou leurs bandes prétorienne, comme des hommes, par leur opinion." David HUME, *Essays, Literary, Moral and Political*, Londres : WARD, LOCKE & TAYLOR, n.d.), p. 23. ;

Cf. aussi Etienne de la BOÉTIE : *Discours de la servitude volontaire*, Payot, 1985 [*The Politics of Obedience: The Discourse of Voluntary Servitude*, textes adaptés et présentés par Murray N. ROTHBARD (New York: Free Life Editions, 1975)] ; et plus loin, les trois dernières pages.

vraiment savoir pourquoi — et libre de ce "comble de l'*hubris*" qui consiste à "s'imaginer connaître la direction du progrès". Bien sûr, il est impossible d'agir de manière totalement inconsciente ; mais pour se conformer aux canons hayékiens, on ne s'intéressera qu'aux seuls tenants et aboutissants directs et immédiats de ses actions et de son patrimoine. A l'inverse, toute information, toute idée quant aux causes et conséquences indirectes, invisibles à l'œil nu, on la tiendra pour secondaire, arbitraire voire illusoire. On participera habituellement à la division du travail parce qu'on reconnaît ses avantages directs ; et on ne reconnaîtra que le dommage direct causé par les impôts, l'inflation et le protectionnisme. En revanche, on *refusera* de reconnaître qu'en participant à la division du travail, on promeut en même temps indirectement le bien-être de tous les autres participants au marché (et littéralement, jusqu'au dernier coin perdu du globe) et qu'en fait, plus on gagne personnellement et plus on aura contribué au bien commun. On ne reconnaîtra pas non plus que le dommage direct fait aux autres par l'intervention des hommes de l'Etat, que ce soit dans le voisinage immédiat ou à l'autre bout du monde, diminue indirectement son propre niveau de vie.

Cependant, cette ignorance a des conséquences mortelles ; car celui qui ne comprend pas les causes ni les conséquences indirectes de ses propres actions ne se conduit pas de la même manière. Il agira comme si l'avantage ou le désavantage économique d'une personne n'avait rien à voir avec ceux d'une autre ; et en conséquence il demeurera indifférent ou neutre vis-à-vis de toute intervention des hommes de l'Etat si c'est contre les autres qu'elle est dirigée. Il pourra agir en croyant que le gain d'une personne est la perte d'une autre ; ou alors il pourra même accueillir favorablement les

* C'est ce que Ludwig von Mises appelait "Le Sophisme de MONTAIGNE", MONTAIGNE ayant, dans son *Essai* n° 22, prétendu que "la perte de l'un est le proufict de l'autre". C'est aussi l'essence de la théorie mercantiliste (protectionniste-corporatiste), dans la mesure où on pourrait dire que le mercantilisme en a une (Cf. Murray N. ROTHBARD : *Economic Thought Before*

expropriations, impôts, dévaluations ou barrières aux échanges comme un moyen de "compenser" les perdants d'un jeu qu'il croit truqué (de préférence lui-même ou ses semblables). Aussi longtemps que cette attitude intellectuelle domine dans l'opinion publique, un accroissement constant des prédatations étatiques, impositions, inflation et entraves aux échanges, avec le déclin économique qui doit en résulter, sont bel et bien inévitables.

La recommandation de HAYEK demeure cependant fausse et absurde. Il est impossible d'agir inconsciemment ou de savoir ce qu'on ignore. Et même si les causes sociales directes et indirectes de ses propres actions demeurent inconnues, elles n'en ont pas moins des effets, aussi différés et indirects qu'ils soient. Les connaître est donc toujours avantageux pour tout le monde. Les seuls bénéficiaires de la recommandation inverse de HAYEK sont les hommes de l'Etat. Seuls les représentants de l'Etat et du gouvernement peuvent avoir intérêt à propager une conscience hayékienne (tout en y reconnaissant eux-mêmes une "fausse conscience", parce qu'avec un public ignorant, il est plus facile à l'Etat de grandir). A l'inverse, le grand public (par opposition aux hommes de l'Etat) n'a aucun intérêt à entretenir cette fausse conscience (et donc d'en savoir moins que les hommes de son Etat). Chacun a un avantage personnel à ce que ses actions soient guidées par des idées justes, de sorte qu'on est toujours disposé à se laisser éclairer idéologiquement. Il vaut mieux savoir que ne pas savoir. Et parce que cela vaut mieux, le savoir est aussi contagieux. Or, aussitôt que le public est éclairé et qu'une majorité reconnaît que la participation de chacun à une économie d'échange bénéficie en même temps à tous les autres participants au marché, et que toute intervention des hommes de l'Etat dans le réseau des relations d'échange bilatérales, où que ce soit et contre qui que ce soit, constitue une atteinte à sa propre richesse, un déclin économique n'est plus inévitable. Bien au contraire, au lieu de demeurer

Adam Smith, Edward Elgar, 1995, pp. 203-204) [F. G.].

indifférent, voire favorable à l'intervention des hommes de l'Etat, le public cessera de la soutenir voire de la tolérer. Dans un tel climat de l'opinion publique, c'est un processus conscient de rationalisation des relations sociales, et un progrès constant de l'intégration économique qui va prendre la place du déclin.

La Sélection culturelle

Pour HAYEK, cependant, le progrès n'a rien à voir avec le développement des lumières. Il est censé avoir aussi peu de rapport avec la compréhension des choses qu'on ne devrait pas pouvoir identifier les raisons d'un déclin économique. De même que, dans l'impuissance, on titube inconsciemment jusqu'à l'abîme, de même ce serait à l'aveuglette que l'on progresse. Ce ne seraient pas les idées vraies et fausses qui déterminent le cours de l'évolution sociale, mais une mystérieuse fatalité. Le progrès se produit *naturellement*, sans aucune compréhension des individus qui y participent, à mesure que les groupes ayant accidentellement de *meilleures* pratiques "l'emportent" d'une manière ou d'une autre sur ceux qui en ont de *moins bonnes*.

Mis à part le fait que cette théorie est incompatible avec l'observation répétée de HAYEK suivant laquelle l'évolution culturelle se produit plus rapidement que l'évolution biologique¹, elle est fautive pour deux raisons. Tout d'abord, cette théorie

¹ HAYEK : *Law, Legislation, and Liberty*, 3, pp. 154, 156.

Comme David Ramsey STEELE le remarque à juste titre ("HAYEK'S Theory of Cultural Group Selection", p. 179), "s'il fallait s'en remettre à la sélection des groupes culturels, la culture de l'homme évoluerait bien plus lentement encore que celle de sa biologie. Car la sélection des groupes est un processus plus lent que la sélection des individus, et on ne peut pas s'attendre à ce que la sélection des groupes d'après leur culture avance plus rapidement que la sélection des groupes d'après les gènes."

contient des postulats qui la rendent inapplicable à des sociétés humaines. Ensuite, même si on la leur applique, la théorie se révèle vide de contenu et HAYEK apparaît une fois de plus — intentionnellement ou non — comme un apologiste de l'Etat.

Pour faire fonctionner sa théorie, HAYEK doit d'abord supposer l'existence de groupes *séparés*. HAYEK introduit cette hypothèse lorsqu'il prétend qu'une nouvelle pratique "spontanée" sera aveuglément imitée *au sein* d'un groupe, mais non à l'extérieur (et pourquoi donc ?). Si la pratique était universellement imitée, de sorte qu'[en ce qui la concerne,] il n'existe plus qu'un seul groupe, alors la *sélection* des groupes culturels serait par définition impossible. Sans concurrent d'une espèce ou d'une autre, pas de sélection possible. Or, en l'absence de sélection, il n'est plus possible d'employer le concept de "progrès" dans un sens [hayékien] identifiable. Tout ce qu'on peut dire d'une pratique apparue "spontanément" — sans rime ni raison — et "spontanément" universalisée, c'est cette [puissante] remarque : aussi longtemps qu'on la pratique, elle n'a pas encore disparu.

Or, cette hypothèse de groupes séparés, que HAYEK doit absolument introduire pour sauver son concept de progrès culturel (dans le cadre de sa théorie anti-rationaliste de l'action et de la société), engendre immédiatement une suite de problèmes insurmontables pour sa théorie.

— Tout d'abord, il s'ensuit que la théorie de HAYEK ne peut pas être appliquée au temps présent. Le monde actuel est caractérisé par le fait que les [normes politico-économiques essentielles, notamment celles que HAYEK prétend expliquer, à savoir les] pratiques de l'appropriation initiale, de la production de capitaux matériels, de l'échange et du calcul en termes de monnaie sont universellement disséminées — il n'existe aucun groupe où ces pratiques seraient complètement inconnues ou absentes — et que l'ensemble de l'humanité est maillé par un réseau d'échanges

bilatéraux. A cet égard, l'humanité est un groupe unique. Quelque concurrence qu'il puisse exister entre groupes différents, elle ne peut pas avoir de pertinence pour ces pratiques universelles. Les pratiques universelles demeurent — comme des constantes — en-dehors de tout *mécanisme* de sélection ; et dans le cadre de la théorie de HAYEK, on ne pourrait pas en dire davantage pour justifier l'appropriation initiale, la production des capitaux matériels, ou la division du travail et l'échange que cette remarque non moins puissante : aussi longtemps qu'on les pratique, elle n'ont pas encore disparu.

La théorie de HAYEK est tout autant inapplicable aux sociétés prémodernes ou primitives. A ce stade de l'histoire humaine, il existait des groupes isolés. Or, même à ce moment, les pratiques [en cause, celles] de l'appropriation, de la production et de l'échange étaient universelles. Il n'existait aucune tribu, si primitive fût-elle, qui ne les connût ni ne les pratiquât. Ce fait ne

* On pourrait objecter que ces pratiques sont *plus ou moins* développées dans des groupes différents, et qu'à ce titre, ceux qui leur permettent de prendre le plus d'ampleur seront les groupes "dominants". Mais, dans le modèle de "sélection naturelle" postulé, aucune élimination des pratiques "inférieures" ne peut avoir lieu sans que *disparaissent* les groupes qui les suivent. Si ces groupes subsistent (comme ils ont en fait toutes les chances de le faire indéfiniment dans la mesure où l'équilibre entre les mœurs parasitaires et prédatrices et les mœurs productives ne penche pas définitivement en faveur des premières), aucune "sélection" définitive n'aura lieu.

Rappelons, comme vient de le dire HOPPE, qu'on ne peut pas non plus postuler sans contradiction que le progrès des mœurs se fasse par *imitation* de groupe à groupe des pratiques favorables : par hypothèse, si la règle est imitée, il n'y a pas "plusieurs groupes" relativement à cette règle, mais *un seul*, et il n'y a pas non plus de mécanisme inconscient de "sélection" des groupes, seul critère censé pouvoir nous "révéler" le caractère "favorable" de la règle. Si les règles se propageaient par imitation, on ne pourrait imaginer que les règles adoptées soient les meilleures que s'il existait un critère *objectif* de la chose, permettant à ceux qui les suivent de *comprendre* qu'elles le sont. Ce qui nous ramènerait à un choix *conscient*, incompatible avec le parti pris irrationaliste du modèle [F. G.].

pose aucun problème à une théorie de l'action et de la société qui reconnaît ces pratiques comme le résultat de l'action rationnelle, cherchant à améliorer son sort. Pour une telle théorie, le fait est aisément explicable : chacun de ces groupes en est venu à reconnaître indépendamment les mêmes règles, universellement valides. Pour HAYEK, en revanche, ce fait élémentaire constitue un problème théorique fondamental : car si l'appropriation, la production, l'échange et la monnaie sont, comme le prétend HAYEK, le produit de la mutation spontanée, de l'imitation aveugle, de la contagion ou de la transmission mécanique alors il devient inexplicable — à moins d'invoquer la chance pure — que chaque groupe, complètement isolé de tous les autres, en soit venu à adopter exactement les mêmes types d'actions. A suivre la théorie de HAYEK, on aurait dû s'attendre au contraire à ce que l'humanité, du moins à ses débuts, engendre un grand nombre de mutants sociaux et pratiques extrêmement différents. En fait, si HAYEK avait raison, il faudrait supposer que l'humanité à ses débuts aurait adopté la pratique consistant à *ne pas* approprier les choses, à *ne pas* produire et à *ne pas* échanger, aussi fréquemment que la pratique inverse. Comme ce n'est manifestement *pas* le cas, HAYEK devrait *expliquer* cette anomalie. Mais une fois qu'il aurait identifié l'origine évidente de ce fait — à savoir qu'adopter la première pratique conduit instantanément à la mort, alors que la seconde est un moyen indispensable de survie — il lui faudrait reconnaître l'existence de la rationalité humaine et contredire sa propre théorie.

¹ Par ailleurs, cette manière de s'"éteindre" ne correspond pas non plus au schéma explicatif de HAYEK, car si un individu ou un groupe renonçait à toute appropriation, production, etc., c'est de sa propre stupidité qu'il crèverait, et non d'une quelconque "sélection" des groupes culturels.

* ainsi, d'ailleurs, que les premiers éléments d'une norme humaine rationnelle... [F. G.].

— Deuxièmement, même en ce qui concerne les groupes isolés, la théorie hayékienne de la sélection des groupes culturels est incapable d'expliquer comment un progrès inconscient de la culture pourrait être possible. (Son explication du concept de la "domination" est tout aussi vague.) des groupes isolés — et plus encore des groupes liés par le commerce — ne cherchent *pas* à l'emporter l'un sur l'autre. La supposition, familière parce qu'empruntée à la théorie de l'évolution biologique, suivant laquelle les organismes différents sont engagés dans une rivalité à somme nulle pour des ressources naturellement limitées, cette supposition-là ne peut pas s'appliquer aux sociétés humaines, et par conséquent toute tentative pour induire qu'un phénomène aurait été *mieux* adapté du fait qu'il a subsisté (comme ce peut être le cas, dans certaines limites, en biologie) est ici inapplicable. Un groupe de personnes isolées de tous les autres, qui se conforme aux pratiques de l'appropriation, de la production de capitaux matériels et de l'échange ne diminue pas de ce fait la production de biens par les autres groupes. Il accroît sa propre richesse sans diminuer celle des autres. S'il commence à échanger avec d'autres groupes, il accroît même leur richesse. Entre les groupes humains, ce n'est pas la rivalité, mais l'indépendance ou la coopération mutuellement avantageuse qui

existe. Aucun mécanisme de *sélection* culturelle ne peut y jouer effectivement.

HAYEK, dans les difficultés théoriques qu'il s'est créées à lui-même, indique néanmoins plusieurs possibilités. La "domination" peut vouloir dire qu'un groupe devient plus riche qu'un autre, que sa population s'accroît plus vite, ou qu'il inflige une défaite militaire

¹ Quoique HAYEK reconnaisse quelques différences évidentes entre l'évolution biologique et l'évolution culturelle (*Fatal Conceit*, p. 25), il ne reconnaît pas la différence catégorique entre la coopération sociale et la *rivalité* biologique. Bien au contraire, il écrit que l'évolution, biologique et l'évolution culturelle "reposent l'une et l'autre sur le même principe de sélection : la survie ou l'avantage reproductif. La variation, l'adaptation et la concurrence sont essentiellement le même type de processus, si différents que soient leurs mécanismes particuliers, particulièrement ceux qui concernent la propagation. Ce n'est pas seulement que toute évolution repose sur la concurrence ; en fait, une concurrence permanente est nécessaire même pour maintenir les acquis existants" (*ibid.*, p. 26).

A l'inverse, Ludwig von MISES établit une distinction radicale entre la coopération et la rivalité. Il écrit :

"La société consiste dans l'action concertée, dans la coopération. La société est le produit d'une conduite consciente et organisée. Cela ne signifie pas que les individus auraient conclu des contrats en vertu desquels ils auraient fondé la société humaine. Les actions qui ont créé la coopération sociale et la renouvellent quotidiennement ne visent à rien d'autre qu'à la coopération et l'entraide pour atteindre des buts singuliers et définis. Le complexe total des relations mutuelles créées par ces actions concertées est ce qu'on appelle la société. Elle substitue la collaboration à la vie — au moins concevable — des individus isolés. La société est division et combinaison du travail. Dans sa capacité d'animal agissant, l'homme devient un animal social" (*Human Action*, p. 143) [*L'Action humaine*].

"Ce qui rend possibles les relations amicales entre les êtres humains est la plus grande productivité de la division du travail. Celle-ci supprime le conflit naturel des intérêts, car là où il y a division du travail, la question ne se pose plus de la distribution d'un stock non susceptible d'accroissement. Grâce à la plus grande productivité du travail exécuté dans le cadre de la répartition des tâches, l'offre des biens se multiplie. Un intérêt commun prééminent, la

à une autre et qu'il l'assimile. Outre le fait que ces critères sont mutuellement incompatibles — que se passe-t-il par exemple, lorsqu'un peuple plus nombreux est militairement battu par un autre moins nombreux ? — aucun de ces critères n'explique le *progrès*. Le critère apparemment le plus plausible — la richesse — est inutilisable parce que des différences de richesse peuvent traduire autre chose que des différences de culture¹. Bien plus, le modèle hayékien suppose l'éviction complète des groupes culturellement

préservation d'une plus grande intensification de la coopération sociale, devient absolument prépondérant et oblitère toutes les collisions substantielles. La concurrence catallactique se substitue à la rivalité biologique. Elle assure l'harmonie des intérêts de tous les membres de la société. La condition même à cause de laquelle les conflits irréconciliables de la rivalité biologique apparaissent — *c. à. d.*, le fait qu'en gros tous les individus veulent les mêmes choses — est transformée en un facteur assurant l'harmonie des intérêts. C'est parce que beaucoup de gens (voire tout le monde) désirent du pain, des vêtements, des chaussures, des voitures, que la production sur une large échelle de tous ces biens devient possible et réduit les coûts de production dans une mesure telle qu'ils deviennent accessibles à bas prix. Le fait que mon prochain veut comme moi acquérir des chaussures ne me rend pas la chose plus difficile mais au contraire plus aisée" (*ibid.*, p. 673).

¹ Soit deux groupes pratiquant, indépendamment l'un de l'autre, l'appropriation, la production et l'échange. Les membres de ces deux groupes ne sont pas biologiquement identiques, pas plus que leur environnement (le terrain) n'est le même ; il s'ensuit que le produit de leurs actions — leur richesse — sera lui aussi différent. C'est le cas pour les groupes comme pour les individus. Pour les individus aussi, il se trouve que la seule et même pratique d'appropriation, de production et d'échange, conduit à une richesse *différente*. Mais alors, l'inférence d'une "meilleure culture" à partir d'une "plus grande richesse" est illégitime. La personne plus riche ne représente pas une *meilleure* culture, ni la plus pauvre une *moins bonne*, mais sur la base d'une même culture une personne devient relativement plus riche qu'une autre. De même, aucune sélection ne se produit. Riches et pauvres coexistent — tandis que grâce à leur culture commune, la richesse absolue des riches et des pauvres s'accroît simultanément.

inférieurs, alors que] l'existence de groupes de richesse différente n'a aucune pertinence pour leur survie ou leur extinction.

De même, la taille de la population échoue tout autant à fournir un critère de sélection culturelle. La taille du groupe n'implique rien non plus quant à une "meilleure culture" [politico-économique]. Tout ce qui est vrai des individus s'applique aussi bien aux groupes. Du fait qu'une personne n'a pas de descendance biologique, il ne s'ensuit pas que ses *autres* pratiques aient été moins bonnes sa vie durant. Des individus différents, agissant sur la base des mêmes règles, produisent un nombre d'enfants différent. De même que les pauvres ne sont pas les rivaux des riches, ceux qui n'ont pas d'enfants ne sont pas en concurrence avec ceux qui en ont. Ils existent indépendamment les uns des autres, ou ils coopèrent entre eux. Et même si un groupe parvenait littéralement à l'extinction, ou si un individu se suicidait, cela n'impliquerait en rien une sélection culturelle. Car les survivants suivent exactement les mêmes règles d'appropriation, de production et d'échange que les disparus pratiquaient lorsqu'ils étaient vivants*.

* Je prétends, en ajoutant ces précisions entre crochets, améliorer ce texte en limitant les raisonnements qu'ils accompagnent au domaine où porte la réflexion politique de HAYEK : expliquer et justifier l'apparition et la persistance de la propriété privée, de la division du travail et de l'échange, de même que celle de la monnaie et de l'Etat. C'est en effet le seul domaine où tous les raisonnements employés par HOPPE demeurent entièrement applicables. Or, lorsque celui-ci abandonne la référence au fait essentiel qui disqualifie le raisonnement de HAYEK pour toutes les normes, à savoir que son mécanisme implique l'éviction *complète* des *groupes* culturellement inférieurs, il demeure tellement attaché à prouver que la norme *politique* échappe complètement aux déterminismes postulés par HAYEK qu'il semble parfois vouloir appliquer à *tous* les comportements certains raisonnements qui ne sont absolument valides que pour ces choix politiques-là (cf. plus bas sa présentation des "deux cultures" — essentielles parce que politico-économiques) [F. G.].

* Même remarque que la précédente : cela peut très bien prouver que c'est mal de se suicider, ou qu'il vaut mieux avoir des enfants que de ne pas en avoir. Cependant *la norme politique*, ambition essentielle de HAYEK, *demeure*

Le troisième critère, la conquête militaire, réussit pour sa part à tirer les groupes d'un état d'indépendance ou de coopération pour les plonger dans le monde de la rivalité à somme nulle. Malheureusement, le succès militaire ne représente pas davantage un progrès moral que le meurtre ne prouve la supériorité morale de l'assassin sur sa victime. En outre, le fait d'une conquête — ou d'un meurtre—n'affecte en rien la validité de règles *universelles*, à savoir les règles dont *ni* l'assassin *ni* la victime ne pouvaient se passer : pour introduire dans son modèle un conflit armé entre des groupes, HAYEK doit commencer par supposer que dans l'un au moins de ces groupes, une nouvelle pratique apparaît spontanément. Au lieu de se conformer aux pratiques d'appropriation initiale, de production de capitaux matériels et d'échange, il faut qu'un quidam ait brusquement eu l'idée qu'on peut aussi accroître sa richesse personnelle en expropriant par la force les propriétaires initiaux, producteurs et participants aux échanges. Cependant, à partir du moment où, comme le veut la théorie hayékienne, la pratique serait aveuglément imitée par tous les autres membres du groupe, une guerre de tous contre tous s'ensuivrait. Il ne resterait bientôt plus rien qui puisse être exproprié, et tous les membres du groupe crèveraient — non par un mécanisme d'éviction ou sélection culturelle mais du fait de leur propre sottise ! *Toute personne peut indépendamment s'approprier, produire et échanger, mais tout le*

complètement à l'écart d'un tel critère. [F. G.]

monde ne peut pas exproprier des expropriateurs, producteurs et participants aux échanges. Pour que des expropriations soient possibles, il faut qu'il y ait des gens qui continuent à se conformer aux pratiques de l'appropriation, de la production et de l'échange. Pour qu'il existe une culture d'expropriation, il faut absolument que perdure simultanément une culture d'appropriation, de production et d'échange. La première se trouve dans une relation [de dépendance]

* Italiques ajoutés, parce que nous abordons ici le point crucial de la réfutation de HAYEK par HOPPE : à la fois le fondement essentiel du raisonnement normatif relativement à la production, et la nécessité logique qui le fait complètement échapper aux prétendus mécanismes hayékiens.

L'appropriation issue de la production est une norme politique cohérente, universalisable. En revanche, le vol ne peut pas en être une ; par conséquent, *aucune norme politique qui* — comme les différentes formes du socialisme dont la démocratie sociale — *prétendrait reconnaître ou justifier le vol ne peut manquer de tomber dans l'incohérence*, notamment en divisant l'humanité en deux castes : ceux qui ont le droit de voler les autres, et ceux qui ne l'ont pas, et en plus doivent se laisser dépouiller par les premiers (autant pour l'"égalité", fétiche central de l'idolâtrie démocrate-sociale).

En présentant une norme politique rationnelle, la seule qui soit cohérente, HOPPE fournit *ipso facto* une disqualification externe de l'approche irrationaliste de HAYEK ; mais cela permet aussi de démontrer de l'intérieur son absurdité : car voleurs (institutionnels ou non, c'est-à-dire hommes de l'Etat ou délinquants) et gens honnêtes coexistent forcément dans toute société. Or,

— *il est impossible que le respect de la possession naturelle (issue de la production) disparaisse complètement* dans aucune société. Non seulement tout le monde mourrait, comme le remarque HOPPE, mais en outre toute redistribution politique (au nom de la "justice sociale", du "service public", de l'"égalité des chances" dans nos démocraties sociales) traduit un *rapport de forces* : elle est forcément exercée par les *puissants* aux dépens des *faibles*. Il est logiquement impossible que tout le monde soit à la fois également puissant et faible. Donc tout le monde ne peut pas vivre du pillage de tout le monde, c'est *inimaginable*. Comme toute absurdité, c'est à la fois factuellement *impossible* et logiquement *impensable* (cf. Ayn RAND : *Introduction to Objectivist Epistemology*. New York, New American Library, 1982). Il y a donc forcément, dans toute société, des producteurs honnêtes, que *volent* les hommes de l'Etat et autres prédateurs moins officiels.

parasitaire vis-à-vis de la seconde. Mais alors, la conquête militaire ne peut pas [en elle-même] engendrer de progrès culturel. Les conquérants ne représentent pas une culture fondamentalement différente. Il doit exister, parmi les conquérants, des gens qui suivent la même culture d'appropriation, de production et d'échange, que les conquis pratiquaient aussi. En outre, une *fois* la conquête achevée, les conquérants doivent en revenir à ces pratiques traditionnelles — soit parce que les vaincus ont été exterminés et l'ensemble du butin consommé, soit parce qu'ils souhaitent institutionnaliser leurs pratiques d'expropriation et ont par conséquent besoin que subsiste une population (conquise) pour produire.

Ceci était la seule situation où la théorie de HAYEK aurait pu s'appliquer. En effet, c'est la seule situation concevable de cultures politiques véritablement rivales (l'indépendance ou la coopération prévalant dans tous les autres cas), celle où un sous-groupe (les

— *Le pillage, institutionnel ou non, peut perdurer — et perdure en fait — indéfiniment* dans tout groupe social sans qu'aucun mécanisme de sélection naturelle permette jamais de filtrer ces pratiques-là.

Il s'ensuit :

— que le relativisme à la HUME-HAYEK-POPPER est complètement absurde, puisqu'il est très facile d'identifier la seule norme politique qui soit logiquement cohérente et donc intellectuellement acceptable : la propriété naturelle, respect de la possession qui résulte de la production. Cf. ROTHBARD : *L'Ethique de la liberté*, *op. cit.*, HOPPE : *The Economics and Ethics of Private Property*, *op. cit.*

— Que cette norme subsiste forcément à un degré ou à un autre dans toutes les sociétés humaines, mais qu'aucun "mécanisme de sélection naturelle" ne saurait éradiquer les pratiques contraires. Sa détermination échappe donc complètement au filtrage (vaguement) imaginé par HAYEK.

Conséquence : HAYEK échoue complètement dans sa tentative pour *justifier* une philosophie politique quelconque sur un mode irrationaliste, comme il avait échoué à en *définir* une qui soit cohérente. L'un impliquant d'ailleurs l'autre, forcément. C. Q. F. D. [F. G.]

conquérants) observe une culture parasitaire d'expropriation, tandis que le reste du groupe (les vaincus) observe pour sa part les pratiques d'appropriation, de production et d'échange. Or, appliquer la théorie de HAYEK à cette situation-là conduit directement à une apologie éhontée de l'Etat et des hommes de l'Etat.

Cela se manifeste dans la manière dont la théorie hayékienne doit expliquer l'origine d'une telle culture d'expropriation. De même que la culture d'appropriation, de production et d'échange est prétendument le produit d'une mutation accidentelle, de même la pratique de l'expropriation représente une innovation "spontanée". Tout comme les appropriateurs, producteurs et participants aux échanges sont censés ne pas comprendre le sens de leurs activités, les conquérants ne comprennent pas ce qu'implique la conquête. Les appropriateurs, producteurs et participants aux échanges reconnaissent l'avantage personnel immédiat qu'ils tirent de leurs activités, et les conquérants aussi peuvent reconnaître le gain personnel de leurs actes d'expropriation. Cependant, de même que les participants à une économie de marché ne sont pas jugés capables de comprendre que leurs activités contribuent en même temps à la prospérité de tous les autres participants, de même les expropriateurs ne comprennent pas que leurs actes d'expropriation

* J'ai remanié ce paragraphe de manière à en faire apparaître plus nettement les deux idées-force. Il me semble que la pensée de HOPPE est tellement originale qu'il faut la présenter pré-découpée comme la viande à un enfant ou à un chat, si on veut la faire avaler par un public français [F. G.].

appauvrissent les expropriés. Plus brutalement : les assassins en bande, les pillards, les chasseurs d'esclaves ne savent pas que les victimes de leurs meurtres, de leurs vols et de leurs asservissements subissent des pertes de leur fait. Ils poursuivent leurs pratiques aussi *innocemment* que les assassinés, les volés et les esclavagisés suivaient leurs pratiques différentes d'appropriation, de production et d'échange. Les expropriations, les impôts, les entraves aux échanges ne sont qu'une expression de la spontanéité humaine, tout autant que l'appropriation, la production et l'échange. Les pillards du monde entier remercieront HAYEK pour une telle [in]compréhension.

En outre, la théorie de HAYEK échoue tout aussi lamentablement dans sa tentative d'expliquer l'essor et la chute des civilisations dans l'histoire — et conduit une fois de plus à d'absurdes implications étatistes. Vraiment, qu'est-ce qu'une bande de conquérants souhaiterait davantage entendre qu'un discours prétendant que ses propres actions n'ont absolument rien à voir avec la grandeur ou le déclin des civilisations ? Or, c'est précisément ce que la théorie hayékienne implique : en effet, à en croire HAYEK, le progrès des cultures n'est possible que dans la mesure où une culture pourrait d'une manière quelconque en "supplanter" une autre. Cependant, pour ce qui est des rapports entre une culture fondamentale d'appropriation et une sous-culture parasitaire d'expropriation, il ne peut pas y avoir d'"éviction". La culture parasitaire ne peut pas supplanter l'autre ; en revanche, en tant que sous-culture, elle peut

* C'est le dilemme fondamental de tous les régimes socialistes. Car les valeurs du socialisme ("justice sociale", "égalité", "droits à" ceci, "droits à" cela, "non-discrimination", "refus de l'exclusion") détruisent la culture de l'appropriation naturelle. Or, comme nous l'avons vu, cette culture-là est nécessaire pour qu'il subsiste quelque chose que le socialisme puisse voler. En tentant de réaliser ses valeurs (même si elles ne peuvent pas l'être, n'étant pas seulement *concevables* en termes concrets), le socialisme détruit la base matérielle de son propre pouvoir (cf., entre beaucoup d'autres, Alain BESANÇON : *Anatomie d'un spectre* Calmann-Lévy, 1980) [F. G.].

continuer à opérer aussi longtemps qu'il existe une culture fondamentale d'appropriation. Le progrès par sélection des groupes est rigoureusement impossible dans le cadre de cette relation ; en outre, s'il faut en croire HAYEK, il n'y a absolument rien que l'on puisse dire quant à la suite de l'évolution sociale. Comme les membres de la culture d'appropriation sont censés ne pas comprendre que leurs actions participent au bien commun, et comme les adeptes de la sous-culture d'expropriation sont également ignorants du fait que leurs actions lui sont nuisibles, des changements spontanés dans l'extension relative des deux groupes peuvent se produire. A certains moments, la culture d'appropriation attirera davantage d'adhérents spontanés ; à d'autres, ce sera la culture d'expropriation. Cependant, comme il n'y a aucune raison pour que ces changements spontanés, s'ils se produisent seulement, présentent des régularités spécifiques (prévisibles), il n'existe pas non plus de relation identifiable entre les changements culturels spontanés et le sort des civilisations. Tout est hasard. Aucune explication n'existe pour l'essor et le déclin de la civilisation romaine. De même, il n'y a pas de raison compréhensible pour l'émergence de l'Europe occidentale et des Etats-Unis. Elle aurait pu tout aussi bien se produire ailleurs — en Inde ou en Afrique. Ce serait, par conséquent, le "comble de l'*hubris*" que de donner des conseils à l'Inde ou à l'Afrique du point de vue de l'Europe occidentale ; car cela impliquerait — quelle présomption ! — que l'on sait dans quelle direction se trouve le progrès.

Si on rejette cette théorie comme vide de sens, et si on fait remarquer que la description même de la situation initiale — la coexistence d'une culture fondamentale d'appropriation et d'une culture parasitaire d'expropriation — permet d'énoncer une loi fondamentale de l'évolution sociale, l'ensemble du système anti-rationaliste de HAYEK s'effondre une fois de plus : une extension relative de la culture fondamentale conduit à une plus grande prospérité sociale, et c'est la raison de l'essor des civilisations ; de

même, une extension relative de la sous-culture parasitaire conduit à l'appauvrissement, et c'est la cause de la chute des civilisations. Or, si on a (si *n'importe qui* a) compris cette relation évidente et élémentaire, alors il n'est plus possible d'interpréter comme un processus "naturel" l'origine et les changements relatifs dans l'impact des deux cultures. L'explication, familière à la biologie, d'un processus d'équilibrage naturel, auto-régulé — de parasites proliférant spontanément, d'affaiblissement de l'hôte, le nombre de parasites qui diminue en conséquence et finalement le rétablissement de l'hôte, etc. — ne peut pas être appliquée à une situation où l'hôte et/ou le parasite sont conscients de leurs rôles respectifs ainsi que de la nature de leurs relations, et sont capables de choisir entre ces rôles-là. Une évolution sociale que l'on comprend n'est plus naturelle, mais rationnelle. Aussi longtemps que les adeptes de la culture parasitaire sont seuls à comprendre la nature de la relation, à la place des hauts et des bas d'une évolution naturelle des deux cultures, on aura une croissance planifiée et stable du parasitisme. Dans ce cas, les adeptes de la sous-culture parasitaire ne subiront pas d'oscillation entre une situation où ils amélioreraient leur sort, et une autre où leur situation se dégraderait en termes absolus. Au contraire, grâce à leur compréhension des rapports entre la culture de l'appropriation et la culture de l'expropriation, en se gardant de développer spontanément leurs pratiques pour se soumettre eux-mêmes à une discipline consciente**, ils pourront agir de telle manière que leur propre richesse absolue s'accroisse en permanence

* Une telle analyse mécanique serait quand même à deux titres meilleure que celle de HAYEK puisque, reconnaissant formellement le caractère productif de l'appropriation et destructeur de la prédation, elle est beaucoup plus réaliste et qu'en outre, en illustrant l'impossibilité qu'une culture l'emporte naturellement sur l'autre, elle est absolument incompatible avec sa fausse idée de la "sélection naturelle" des normes [F. G.].

** Sur les limites que le pouvoir d'Etat s'impose à lui-même, cf. Anthony de JASAY, *L'Etat*, Paris, Les Belles Lettres, 1993, notamment le ch. 4 : "La Redistribution", 1^o partie, "Les Constitutions fixes" [F. G.].

(ou du moins ne chute pas). En revanche, dans la mesure où les adhérents à la culture fondamentale comprennent la nature de la relation entre les deux cultures, non seulement la richesse absolue de la sous-culture sera menacée, mais son existence même sera mise en danger. Car les adeptes de la sous-culture parasitaire ne représentent jamais qu'une minorité de l'ensemble du groupe. Cent parasites peuvent vivre confortablement sur le produit d'un millier

* Cela ne signifie pas que le *taux* de prédation s'accroisse forcément, mais que le *volume absolu* du butin s'accroîtra. Le *taux* de prédation (et sa planification plus ou moins régulière) varie notamment suivant l'horizon de décision du prédateur et la nature plus ou moins imparfaite et précaire de ses titres à voler : par exemple, si l'on compare la démocratie sociale à la monarchie, la première est relativement beaucoup plus pillarde que la seconde (60 % du PIB volés contre 10 %) :

— parce que les puissants y ont un horizon de prévision plus court, ne pouvant voler qu'aussi longtemps qu'ils sont en poste, et devant craindre d'être battus (politiciens) ou mutés (fonctionnaires) à court ou moyen terme. Le monarque, en revanche, peut actualiser ses butins sur toute la durée de sa vie, et même celle de ses enfants. Une moindre préférence temporelle conduit à une moindre consommation du capital. Le charlatanisme keynésien n'est pas pour rien une sophistique *démocrate-sociale*.

— Parce que le voleur public de la démocratie sociale ne peut pas ouvertement empocher le fruit de ses rapines, et doit entretenir des systèmes de redistribution massive et compliquée pour toucher son pourcentage (cf. les syndicalistes dans le fromage de la Sécurité Sociale), et des formes élaborées d'appropriation du butin (comptes en Suisse, avantages en nature, petites mallettes, circonscriptions sûres, "bétonnées", etc.) pour empocher sa part. Le monarque, en revanche, peut aller jusqu'à confondre trésor public et cassette privée. Il n'est pas obligé de voler 100 (ni de redistribuer 50 ni de foutre en l'air 45) pour camoufler les 5 qu'il touche.

— Parce que la grande majorité des sujets d'une monarchie sait qu'elle n'a aucune chance d'atteindre un poste de prédation et de recevoir une part quelconque du butin. Le peuple sait que l'Etat est son ennemi, plus ou moins insupportable (la même lucidité bienvenue est présente en cas d'occupation étrangère, mais elle n'est que partielle : les illusions persistent

d'hôtes ; un millier de parasites, non. Cependant, si les membres de la culture productive de l'appropriation représentent toujours la majorité du peuple, alors dans le long terme la plus grande force physique est aussi de leur côté. Ils peuvent toujours battre les parasites et les détruire, et l'existence persistante d'une sous-culture d'expropriation ne s'explique donc pas par son plus grand pouvoir politico-militaire, mais dépend au contraire exclusivement du pouvoir des *idées*. Le gouvernement, les hommes de l'Etat doivent trouver un soutien idéologique qui plonge au cœur de la population exploitée. Sans un tel soutien de la part des membres de la culture de base, même le gouvernement le plus brutal et apparemment invincible s'effondre immédiatement (comme l'a tout récemment

voire s'exacerbent sur l'éventuel régime national ultérieur). En revanche, la démocratie sociale affirme à tous que chacun gouverne (le mensonge démocratique) promet à tous la possibilité d'accéder aux postes de pillage (l'utopie de l'"égalité des chances"), et s'y entend pour tromper le peuple sur qui reçoit quoi et qui paie quoi (les trucages élaborés de l'illusion fiscale, le mythe des "conquêtes sociales") de même que sur ce qui est juste ou injuste (les "valeurs démocratiques").

— Parce que le mécanisme de succession héréditaire de la monarchie neutralise une bonne partie du gaspillage des ressources dissipées à conquérir le pouvoir. Rappelons que, lorsque le pouvoir est à prendre, les postulants y gagnent encore s'ils peuvent voler 1 F pour un coût de 0,99 F. Si l'on fait abstraction des profits et des pertes (il n'y a pas de profit certain), le pouvoir de voler les autres se paie d'un gaspillage grossièrement équivalent en ressources consacrées à l'obtention de ce butin. Comme la démocratie sociale développe le socialisme et, partant, l'ampleur des dépouilles, elle engendre un processus cumulatif d'accroissement des pillages, des gaspillages et des destructions.

Sur cette question cf. H. H. HOPPE, "Time Preference, Government, and the Process of De-Civilization — From Monarchy to Democracy", *Journal des Economistes et des Etudes Humaines*, Vol. V, No. 4, 1994. "The Political Economy of Monarchy And Democracy, And The Idea of a Natural Order" *Journal of Libertarian Studies* 511:2 (été 1995), pp. 94-121. Cf. aussi *infra* : *Les Elites naturelles, les intellectuels et l'Etat*].

illustré la chute spectaculaire de l'Union Soviétique et des gouvernements communistes de l'Europe de l'Est).

Les changements de taille relative de la culture de base et de la sous-culture parasitaire qui expliquent l'essor et la chute des civilisations s'expliquent à leur tour par les changements *idéologiques*. Ceux-ci ne se produisent pas spontanément mais résultent d'idées conscientes, et de leur dissémination. Dans une société où la majorité des membres de la culture fondamentale comprend que tout acte d'appropriation, de production et d'échange améliore le bien-être de tous les autres participants au marché, et qu'au contraire, quelle que soit l'identité de sa victime ostensible, tout acte d'expropriation, d'imposition ou d'entrave aux échanges détériore la situation de tous les autres, la culture parasitaire des hommes de l'Etat s'affaiblira constamment et un développement de la civilisation s'ensuivra¹. En revanche, dans une société où dans la

¹ Mises écrit :

"L'Histoire est une lutte entre deux principes, le principe pacifique qui favorise le développement des échanges, et le principe militariste-impérialiste, qui interprète la société non comme une paisible division du travail mais comme la répression violente de certains de ses membres par d'autres. Le principe impérialiste ne cesse de reprendre le dessus. Le principe libéral ne pourra se maintenir contre lui que dans la mesure où l'inclination pour un travail pacifique inhérente aux masses se sera frayé un chemin jusqu'à une complète reconnaissance de son importance comme principe d'évolution sociale" (*Socialism*, p. 268).

"Le libéralisme est rationaliste. Il tient qu'il est possible de convaincre l'immense majorité que la coopération pacifique dans le cadre de la société sert mieux les intérêts correctement entendus que le conflit mutuel et la désintégration sociale. Il a pleine confiance dans la raison humaine. Il se peut que cet optimisme ne soit pas fondé, et que les libéraux se soient trompés. Mais alors il n'y a plus d'espoir pour l'avenir de l'humanité" (*idem*, *Human Action*, p. 157).

"Le corps de la connaissance économique est un élément essentiel de la structure de la civilisation humaine ; c'est le fondement sur lequel l'industrialisme moderne, ainsi que tous les acquis moraux, intellectuels,

culture de base la majorité ne comprend pas la nature des cultures fondamentale et parasitaire ni la relation qui existe entre elles, la culture parasitaire de l'expropriation se développera, et le déclin de la civilisation s'ensuivra.

HAYEK, qui voudrait chasser les idées et la rationalité des explications de l'histoire, doit nier tout cela. Or, par le fait de proposer sa propre théorie de sélection inconsciente des groupes culturels, lui aussi affirme implicitement l'existence et l'efficacité des idées. Lui aussi reconnaît — qu'il en soit conscient ou non — que le cours de l'évolution sociale est déterminé par les idées et par leur adoption. HAYEK produit des idées et voudrait lui aussi influencer par des idées le cours de l'histoire. Mais ces idées-là de HAYEK sont fausses ; et leur prolifération conduirait à une éclipse de la civilisation occidentale.

Conclusion

On célèbre aujourd'hui Friedrich HAYEK comme l'un des plus importants théoriciens de l'économie de marché, et du libéralisme classique. Bien plus que ses travaux antérieurs dans le domaine de la théorie économique, ce sont ses derniers écrits de philosophie politique et de théorie sociale qui ont contribué à sa réputation. Ce sont ces derniers écrits-là qui entretiennent et nourrissent aujourd'hui une vaste industrie internationale de gloses sur HAYEK.

Les explorations qui précèdent démontrent qu'il convient de tenir les excursions de HAYEK dans le domaine de la théorisation politique

techniques et thérapeutiques des derniers siècles ont été construits. Il incombe aux hommes de choisir s'ils feront bon usage du riche trésor que cette connaissance leur apporte ou s'ils le laisseront inutilisé. Mais s'ils ne savent pas en tirer le meilleur avantage possible, s'ils méprisent ses enseignements et ses avertissements, ils ne feront pas disparaître l'économie politique ; ils détruiront la société et la race humaine" (*ibid.*, p. 885).

et sociale pour un échec complet. HAYEK débute avec une proposition contradictoire, et termine par une absurdité : il nie l'existence de la rationalité humaine ou du moins la possibilité de reconnaître l'ensemble des causes et conséquences indirectes de l'action humaine. Il prétend que le cours de l'évolution, la montée et la chute des civilisations seraient incompréhensibles, et que personne ne sait dans quelle direction se trouve le progrès (pour ensuite expliquer ce progrès comme le produit de quelque processus inconscient de sélection des groupes culturels). Il prétend qu'il n'existerait aucune norme éthique universellement valide, et qu'il serait impossible d'établir une claire distinction morale entre l'attaque et la défense, ou entre un refus pacifique d'échanger et un échange imposé par la violence physique. Et finalement il affirme que les hommes de l'Etat — Etat dont les causes et les conséquences seraient prétendument aussi incompréhensibles que celles du marché — doivent assumer, financées par l'impôt, toutes les tâches que le marché ne fournit pas (ce qui, en-dehors du Paradis Terrestre, revient à une quantité infinie de fonctions).

Nos recherches viennent appuyer le soupçon que la réputation de HAYEK n'a pas grand chose à voir avec son importance comme théoricien de la société, mais tiennent au contraire à ce que sa théorie ne présente aucune espèce de danger pour l'idéologie présentement dominante de l'étatisme démocrate-social, et qu'une théorie tellement marquée par les contradictions, la confusion et le vague fournit un réservoir illimité pour toutes les entreprises herméneutiques.

Quiconque voudrait trouver un champion du marché libre et du libéralisme doit chercher ailleurs. Mais il n'a pas besoin d'aller plus loin que le maître et Mentor de HAYEK : le grand, l'inégalable Ludwig von Mises.

*6 Les élites naturelles, les intellectuels et l'Etat**

Dans toute société, un petit nombre de personnes acquièrent par leur talent le statut d'une élite. Leur richesse, leur sagesse, leur bravoure leur confèrent une autorité naturelle, et leurs opinions et jugements jouissent d'un vaste respect.

En outre, grâce aux mariages sélectifs et aux lois de l'hérédité juridiques et génétiques, les situations d'autorité naturelle ont des chances de se transmettre au sein d'un petit nombre de familles. Et c'est aux chefs de ces familles qui ont une longue histoire de réussite, de clairvoyance et de conduite personnelle exemplaire que les hommes se tournent pour apaiser leurs conflits et griefs mutuels.

L'Etat fut une excroissance de ces élites naturelles, le saut petit, mais décisif, consistant à monopoliser le rôle de juge et de pacificateur. Cela se produisit lorsqu'un membre particulier de l'élite naturelle volontairement reconnue put exiger, contre l'opposition des autres membres de cette élite, que tous les conflits nés à l'intérieur d'un territoire déterminé lui fussent présentés. Les

* Titre original : "Natural Elites, the Intellectuals and the State", discours prononcé à San Francisco, Californie pour le *Supporters' Summit* de 1995 du *Ludwig von Mises Institute*.

parties en litige ne pouvaient plus choisir d'autre juge ou pacificateur.

Une fois que l'on conçoit l'Etat comme l'excroissance d'un ordre antérieur, hiérarchiquement organisé, on comprend pourquoi l'humanité, dans la mesure où elle subissait un Etat, a connu la domination monarchique (et non démocratique) pour la plupart de son histoire. Il y a eu des exceptions, bien sûr : la démocratie athénienne, Rome jusqu'en 31 av. J.-C., les républiques de Venise, Florence et Gênes pendant la Renaissance, les cantons suisses depuis 1291, les Provinces Unies (des Pays-Bas) de 1648 à 1673, et l'Angleterre sous CROMWELL.

Cependant, c'étaient là des situations rares, et aucune d'elles ne ressemblait si peu que ce soit aux systèmes modernes du type un homme-une voix. En fait, eux aussi étaient éminemment élitistes. A Athènes, par exemple, 5 % de la population au plus était éléctrice et éligible aux postes de commandement.

Une fois qu'un membre unique de l'élite naturelle a réussi à monopoliser la fonction de juge et de pacificateur, la justice et la police du droit deviennent plus coûteux. Alors qu'ils étaient offerts à titre gratuit, ou en échange d'un paiement volontaire, ils sont financés par un impôt obligatoire. En même temps, la qualité du Droit se détériore. Au lieu de défendre les anciens Droits de propriété privée, et d'appliquer des principes de justice universels et immuables, un juge monopoliste, qui n'a plus [autant] à craindre de perdre des clients, s'est mis à manipuler le droit pour son avantage personnel.

* J'ajoute cette précision, l'élimination de la concurrence par la violence monopolistique étant toujours partielle. La concurrence entre les systèmes politiques demeure le garde-fou essentiel contre les abus des hommes de l'Etat ; mais plus l'Etat est étendu, et plus il peut abuser de son pouvoir (cf. *supra* : "Contre le centralisme" [F. G.]).

Comment faire accepter ce saut décisif d'une monopolisation du droit par un monarque qui, comme on pouvait s'y attendre, a rendu la justice plus chère et plus mauvaise ? Les autres membres de l'élite naturelle allaient certainement s'opposer à tout complot de ce genre.

C'est pourquoi ceux qui allaient devenir rois se sont toujours rangés aux côtés du "peuple", de l'"homme du commun". En appelant au sentiment, toujours populaire, de l'envie, les rois ont promis au peuple une justice plus juste et meilleur marché, en échange du fait qu'ils imposaient — et abaissaient — plus scrupuleux qu'eux-mêmes (les concurrents du roi).

Par-dessus le marché, les rois enrôlaient la classe intellectuelle. On pourrait s'attendre à ce que la demande pour les services des intellectuels s'accroisse avec le niveau de vie. Cependant, la plupart des gens ont des préoccupations plutôt matérielles et terre-à-terre et se soucient peu des entreprises intellectuelles. Mis à part l'Eglise, les seules personnes à demander les services des intellectuels étaient des membres de l'élite naturelle — pour en faire des précepteurs pour leurs enfants, des conseillers personnels, secrétaires ou bibliothécaires.

L'emploi, pour les intellectuels, était précaire et la paie habituellement maigre. En outre, alors que les membres de l'élite naturelle étaient rarement eux-mêmes des intellectuels (c'est-à-dire des gens qui consacrent leur temps aux choses de l'esprit) ils étaient généralement au moins aussi intelligents, de sorte que leur admiration pour les exploits de leurs intellectuels n'était que modérée.

On ne saurait donc s'étonner que les intellectuels, qu'affecte une image fort gonflée d'eux-mêmes, finissent par leur en vouloir. Quelle injustice que ces gens-là — les élites naturelles — qui ont été leurs élèves, soient en fait leurs maîtres et vivent dans l'opulence alors qu'eux-mêmes — les intellectuels — étaient relativement pauvres et dépendants.

Il n'est donc pas surprenant non plus que les intellectuels se soient laissés convaincre par un roi dans sa tentative pour s'instituer lui-même monopoleur de la justice. En échange de leurs rationalisations idéologiques du pouvoir monarchique, le roi pouvait leur offrir non seulement de meilleurs postes, mais des occasions de faire payer leur dédain aux membres de l'élite naturelle.

Cependant, l'amélioration du sort de la classe intellectuelle ne fut que modérée. Sous la férule du monarque, demeurait une distinction fort nette entre le gouvernant (le roi) et les gouvernés (les sujets), et lesdits sujets savaient qu'ils ne pourraient jamais devenir les maîtres. Grâce à cela, tout accroissement du pouvoir royal se heurtait à une résistance considérable, non seulement de la part des élites naturelles, mais aussi de celle des gens du commun. De sorte qu'il était extrêmement difficile au roi d'accroître les impôts, et les perspectives d'embauche pour les intellectuels demeuraient fortement limitées.

En outre, une fois confortablement installé, le roi ne traitait pas ses intellectuels beaucoup mieux que les élites naturelles. Et comme ledit roi régnait sur des territoires bien plus vastes que les élites naturelles ne l'avaient jamais fait, tomber dans sa disgrâce était d'autant plus dangereux, ce qui rendait la situation des intellectuels à certains égards encore plus précaire.

Si on examine les biographies des plus grands intellectuels — de SHAKESPEARE à GOETHE, de DESCARTES à LOCKE, de MARX à SPENCER — celles-ci présentent à peu près les mêmes traits. Jusqu'au XIX^{ème} siècle bien avancé, leurs travaux étaient parrainés par des mécènes privés, membres de l'élite naturelle, princes ou rois. Encourant tour à tour la faveur et la disgrâce de leurs mécènes, ils changeaient souvent d'emploi et étaient géographiquement fort mobiles. Cela signifiait souvent pour eux l'insécurité financière, mais contribuait non seulement à un cosmopolitisme unique des intellectuels (comme

l'indiquait leur maîtrise de nombreuses langues), mais aussi à une indépendance d'esprit dont nous avons perdu l'habitude.

S'il se trouvait qu'un protecteur, un mécène, ne les soutenait plus, il s'en trouvait bien d'autres tout disposés à combler le manque. Et c'est en fait lorsque la situation du roi et de l'Etat était relativement faible, et celle des élites naturelles demeurée relativement forte, que la vie intellectuelle et culturelle fut la plus florissante et que l'indépendance des intellectuels fut la plus grande. On en trouve un bon exemple dans l'Allemagne du XIX^{ème} siècle, où nombre de principicules se disputaient leurs pouvoirs, par opposition à la France, fortement centralisée.

Il fallut attendre l'avènement de la démocratie pour qu'un changement fondamental apparût dans les rapports entre l'Etat, les élites naturelles et les intellectuels. C'étaient la justice hors de prix et les perversions de l'ancien Droit par les rois monopolisant la fonction de juge et de pacificateur, qui avaient engendré l'opposition historique à la monarchie. Mais la confusion dominait les esprits.

Il y avait des gens qui comprenaient que le problème venait du monopole, et non de l'existence des élites ni de la noblesse. Mais bien plus nombreux étaient ceux qui voyaient à tort l'origine du problème dans le caractère élitiste du souverain, et prênaient de conserver le monopole de la loi et de la police du droit, en se bornant à remplacer le roi, avec sa majesté ostentatoire, par le peuple et la bonne tenue présumée de l'homme ordinaire. D'où le succès historique de la démocratie.

Quelle ironie de voir que la monarchie fut détruite par les forces mêmes que les rois avaient d'abord suscitées et enrôlées lorsqu'ils commencèrent à interdire aux autorités naturelles concurrentes d'exercer leurs fonctions judiciaires : la jalousie de l'homme du commun à l'encontre de ses supérieurs, et le désir des intellectuels d'occuper dans la société la place à laquelle ils croyaient avoir droit.

De sorte qu'il apparut logique que les rois fussent aussi renversés, et que la politique égalitaire fût poussée jusqu'au bout de son ultime implication : le monopole de la justice exercé par l'homme du commun. Ce qui, pour les intellectuels, signifiait exercé *par eux*, en tant que porte-paroles du peuple.

Comme la plus élémentaire théorie économique aurait pu le prédire, le passage de la monarchie au système un homme-une voix et le remplacement du roi par le peuple ne fit qu'empirer les choses. Le prix de la justice s'éleva astronomiquement, la qualité de la loi se dégradant constamment. Car toute cette transformation pouvait être réduite à ceci : un système de propriété privée de l'Etat — monopole privé — était remplacé par un système de propriété publique de l'Etat — un monopole public.

Une foire d'empoigne venait d'être créée. Tout le monde, et non plus seulement le roi, avait désormais formellement le droit de s'emparer de la propriété privée de tous les autres. Les conséquences en sont : toujours plus d'exploitation par les hommes de l'Etat (l'impôt) ; la loi s'est détériorée à tel point que l'idée d'un corps de principes universels et immuables a disparu, pour être remplacé par l'idée de la législation, c'est-à-dire de la loi fabriquée, par opposition au droit découvert, et "donné" pour toujours ; et le taux social de préférence temporelle s'est accru (on sacrifie toujours davantage l'avenir au présent).

Un roi possédait un territoire, qu'il pouvait léguer à son fils, de sorte qu'il se souciait de préserver sa valeur. Un chef démocratique n'était et n'est qu'un gestionnaire transitoire, de sorte qu'il s'efforce d'accroître au maximum toutes sortes de recettes courantes de l'Etat aux dépens de la valeur en capital.

En voici quelques conséquences : à l'ère monarchique, avant la Première guerre mondiale, les dépenses de l'Etat comme proportion du PNB dépassaient rarement 5 %. Depuis, elles sont généralement montées à 50 %. Avant la Première guerre mondiale, l'Etat

n'employait guère que 3 % de la main d'œuvre totale. Aujourd'hui, c'est entre 12 et 15 %. L'ère monarchique était caractérisée par une monnaie-marchandise (l'or), et le pouvoir d'achat de la monnaie s'accroissait régulièrement. A l'inverse, l'ère démocratique est celle de la monnaie de papier, dont le pouvoir d'achat a constamment décliné.

Les rois s'endettaient toujours tant et plus, mais du moins, en période de paix, ils réduisaient généralement la charge de leur dette. La démocratie a poussé l'endettement de l'Etat, en paix comme en guerre, à des niveaux incroyables. Au cours de la période monarchique, les taux d'intérêt réels étaient progressivement tombés à quelque chose comme 2,5 %. Puis, les taux d'intérêt réels (taux nominaux déduction faite de l'inflation) sont montés à quelque 5% — un retour aux taux du XV^{ème} siècle.

Jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, l'activité législative n'a pratiquement pas existé. Aujourd'hui, en une seule année, on impose des dizaines de milliers de textes législatifs et réglementaires. Les taux d'épargne baissent alors que les revenus s'accroissent, et tous les indicateurs de la désintégration familiale et de la délinquance ne cessent de monter.

Tandis que, sous la férule démocratique, l'Etat prospérait à l'extrême et que, depuis qu'ils avaient commencé "à se gouverner eux-mêmes", le sort des gens se détériorait considérablement, qu'est-il arrivé aux élites naturelles et aux intellectuels ? En ce qui concerne les premières, la démocratisation a réussi ce que les rois n'avaient qu'à peine entamé : la destruction finale de l'élite naturelle et de la noblesse. La fortune des grandes familles a été dispersée par des impôts confiscatoires, au cours de la vie et à l'occasion de la mort. Les traditions d'indépendance économique, de vision à long terme, d'exemple moral et spirituel que l'on trouvait dans ces familles ont été perdues et oubliées.

Il existe des hommes riches aujourd'hui, mais ils doivent souvent leur fortune, directement ou indirectement, aux hommes de l'Etat. De sorte qu'ils sont souvent encore plus dépendants de la perpétuation des faveurs de l'Etat que ne le sont bien des gens de moindre fortune. Ce qui les caractérise est de n'être plus les chefs de familles établies de longue date, mais des *nouveaux riches*. Leur conduite ne se caractérise ni par la vertu, ni par la sagesse, ni la dignité ni le goût, mais reflète la culture prolétarienne de masse, où la préférence pour l'immédiat voisine avec l'opportunisme et l'hédonisme, que les gens riches et célèbres partagent désormais avec tous les autres. De sorte que —et c'est heureux— leurs opinions n'ont pas plus de poids dans l'esprit du public que celles de la plupart des autres.

La démocratie a réalisé ce dont KEYNES ne faisait que rêver : l'"euthanasie de la classe des rentiers". L'affirmation keynésienne suivant laquelle "dans le long terme, nous sommes tous morts", exprime parfaitement l'esprit démocratique de notre époque : l'hédonisme de l'immédiat. Alors qu'il est pervers de ne pas penser au-delà de sa propre existence, c'est un mode de pensée qui est devenu le plus courant. Au lieu d'anoblir les prolétaires, la démocratie a prolétarisé les élites. Elle a aussi perverti la pensée et le jugement des masses.

Cependant, alors que l'on détruisait les élites naturelles, les intellectuels se faisaient une situation de plus en plus brillante et influente dans la société. En fait, dans une large mesure, ils ont atteint leur but, pour devenir la classe dirigeante.

Il n'y a pratiquement plus d'économistes, de philosophes, d'historiens, ou de théoriciens sociaux de quelque valeur qui soient employés à titre privé par des membres de l'élite naturelle. Les quelques-uns qui lui restent, et qui auraient pu acheter leurs services, ne peuvent plus financièrement se les payer. Au contraire, les intellectuels sont désormais presque tous fonctionnaires, même s'ils

travaillent pour des institutions ou des fondations officiellement privées. Presque complètement protégés des aléas de la demande ("titularisés"), leur nombre s'est spectaculairement accru et leurs émoluments dépassent en moyenne de beaucoup leur véritable valeur marchande. En même temps, la qualité de la production intellectuelle a constamment baissé.

Certes, il existe encore des esprits supérieurs et de grandes réussites intellectuelles. Mais il est de plus en plus difficile d'identifier les quelques pierres précieuses dans cette sentine débordante de pollution intellectuelle. Jetez un coup d'œil aux revues de prétendue excellence en économie, philosophie, sociologie ou en histoire. Préparez-vous à être choqué — ou à vous marrer suivant votre tempérament.

Ce que vous y trouverez est principalement de la non-pertinence et de l'inintelligibilité. Bien pire, dans la mesure où la production intellectuelle actuelle serait si peu que ce soit applicable et compréhensible, elle est vicieusement étatiste. Il y a des exceptions ; mais dans la mesure où pratiquement tous les intellectuels sont employés dans les multiples ramifications de l'Etat, alors on ne devrait guère être surpris que la plupart de leur production surabondante, par action ou par omission, soit de la pure propagande étatiste.

Permettez-moi d'illustrer ce phénomène par un coup d'œil sur ce qu'on appelle l'*Ecole de Chicago* : Milton FRIEDMAN, ses prédécesseurs, et sa suite. Dans les années 1930 et 1940, on tenait encore l'Ecole de Chicago pour gauchisante, et à juste titre, dans la mesure où FRIEDMAN, par exemple, était partisan d'une banque centrale et d'une monnaie de papier contre l'étalon-or. Il embrassait d'enthousiasme le principe de l'Etat-providence avec sa proposition d'un revenu minimum garanti (d'un impôt négatif sur le revenu), garantie dont il ne pouvait donner la borne supérieure. Il prônait un impôt progressif sur le revenu dans un but explicitement égalitaire

(et il a personnellement contribué à mettre en œuvre la retenue à la source). FRIEDMAN prenait à son compte l'idée suivant laquelle les hommes de l'Etat devraient lever des impôts pour financer la production de tous les biens qui avaient un effet de voisinage favorable, ou dont il pensait qu'ils auraient un tel effet. Ce qui implique, bien sûr, qu'il n'y a rien que les hommes de l'Etat ne puissent financer par l'impôt.

Par-dessus le marché, FRIEDMAN et sa suite étaient partisans de la plus insignifiante de toutes les philosophies superficielles : le relativisme moral et épistémologique. A les en croire, il n'existerait aucune vérité morale absolue, et nos connaissances factuelles, empiriques, ne seraient, au mieux, qu'hypothétiquement exactes. Mais jamais, bien entendu, ils ne seraient allés jusqu'à douter que l'Etat démocratique nous soit nécessaire.

Aujourd'hui, un demi-siècle plus tard, L'école de Chicago-FRIEDMAN, sans avoir pour l'essentiel modifié une quelconque de ses positions, passe pour être de droite et libérale. Cette école définit même la frontière de l'opinion respectable dans le sens de la Droite, que seuls franchissent les "extrémistes". Vous pouvez mesurer quel changement les fonctionnaires ont amené dans l'opinion publique.

Ou alors, vous pouvez juger de cet indicateur-là : on appelle ça une "révolution" lorsque Newt GINGRICH, Président de la Chambre des Représentants, approuve le New Deal et la retraite par répartition, et fait l'éloge de la révolution des "droits civiques", c'est-à-dire du racisme et du sexisme institutionnels anti-Blancs* et de l'intégration forcée qui sont responsables d'une destruction presque complète des Droits de propriété privée, et de l'affaiblissement de la

* N'ayant aucune raison de reprendre à mon compte les euphémismes sournois des hommes de l'Etat démocrate-social, je traduis "affirmative action" par "racisme et sexisme institutionnels anti-Blancs", parce que c'est de cela qu'il s'agit [F. G.].

liberté des contrats, ainsi que celle de s'associer ou de ne pas s'associer.

Quelle sorte de "révolution" avons-nous lorsque les "révolutionnaires" acceptent d'enthousiasme les prémisses étatistes et les causes du désastre actuel ? A l'évidence, on ne peut appeler ça une "révolution" que dans un milieu intellectuel étatiste jusqu'à la moelle.

La situation paraît désespérée, mais elle ne l'est pas. Tout d'abord, il faut reconnaître que ça ne peut pas durer indéfiniment. L'ère démocratique ne saurait être appelée la "fin de l'histoire", comme voudraient nous le faire croire les "néo-conservateurs" : car il existe aussi un aspect économique à ce processus.

Les interventions sur le marché aggraveront toujours forcément les problèmes qu'elles sont censées résoudre, ce qui conduit à toujours plus d'ingérences et de réglementations, jusqu'au point où nous en serons arrivés au socialisme pur. Si la tendance actuelle se prolonge, on peut prédire avec certitude que l'Etat-providence démocratique occidental s'effondrera comme les "républiques socialistes" de l'Est à la fin des années 1980.

Cela fait des décennies que les revenus réels stagnent ou bien déclinent en Occident. L'endettement public et la charge des systèmes d'"assurance" sociale introduisent la perspective d'une implosion économique. En même temps, les conflits sociaux se sont multipliés à des niveaux dangereux.

Il est possible que l'on doive attendre une dégringolade économique pour que s'inverse la tendance actuelle à l'étatisme. Cependant, même dans ce cas catastrophique, on a besoin d'une autre solution. L'effondrement n'impliquerait pas forcément un retrait de l'Etat. Les choses pourraient aller encore plus mal.

En fait l'histoire récente de l'Occident ne présente que deux cas sans ambiguïté où les pouvoirs de l'Etat central ont été effectivement réduits, même si c'est seulement pour un temps, à la suite d'une catastrophe : en Allemagne de l'Ouest après la seconde Guerre mondiale grâce à Ludwig ERHARD, et au Chili sous le Général PINOCHET. Ce qui est nécessaire, en plus d'une crise, ce sont les idées — les bonnes — et des gens capables de les comprendre et de les mettre en œuvre une fois que l'occasion se présente.

Cependant, si le cours de l'histoire n'est pas inéluctable, et il ne l'est pas, alors une catastrophe n'est ni nécessaire ni inévitable. Le cours de l'histoire est finalement déterminé par les idées, justes ou fausses, et par les hommes qui agissent à partir de ces idées vraies ou fausses qui les inspirent.

La catastrophe n'est inévitable que si ce sont les idées fausses qui dominant. En revanche, une fois qu'on a adopté des idées justes, que celles-ci l'emportent dans l'opinion publique — et les idées peuvent, en principe, changer presque instantanément — aucune catastrophe n'a besoin d'arriver.

Ceci m'amène à traiter le rôle que les intellectuels doivent jouer dans le changement radical, fondamental et nécessaire dans l'opinion publique et au rôle que les membres des élites naturelles, ou ce qui peut en rester, devront aussi y jouer. Les exigences sont élevées de part et d'autre, et cependant, aussi élevées soient-elles, il faudra qu'ils les acceptent comme leur devoir d'état si nous voulons éviter une catastrophe ou pour nous en sortir avec succès.

Même si la plupart des intellectuels ont été corrompus, et sont largement responsables des turpitudes actuelles, il est impossible de faire une révolution idéologique sans eux. Le règne des intellectuels "publics" ne peut être brisé que par des penseurs contre-intellectuels. Heureusement, les idées de la liberté personnelle, de la propriété privée, de la liberté des contrats et d'association, de la responsabilité personnelle et civile, du pouvoir étatique comme

l'ennemi principal de la liberté et de la propriété, ces idées ne disparaîtront pas aussi longtemps qu'existera la race humaine, simplement parce qu'elles sont *vraies*, et que la vérité se défend d'elle-même. En outre, on ne fera pas disparaître les idées des penseurs du passé, qui ont exprimé ces idées-là.

Il n'en est pas moins tout aussi nécessaire qu'il y ait des penseurs vivants pour lire de tels livres, et pour rappeler, réaffirmer, réappliquer, affiner et proposer ces idées, et qui sont capables et désireux de leur donner une expression personnelle ; qui s'opposent ouvertement à leurs collègues intellectuels, qui les attaquent et les réfutent.

De ces deux exigences : la compétence intellectuelle et le caractère, c'est la seconde qui est la plus importante, particulièrement aujourd'hui. D'un point de vue purement intellectuel, les choses sont relativement simples. La plupart des arguments étatistes que nous entendons aujourd'hui à temps et à contretemps sont faciles à réfuter comme autant d'absurdités économiques et morales. En fait, plus je rencontre de ces "grands penseurs" au cours de mon existence, et plus je m'étonne de voir quels poids plume intellectuels ces gens sont en réalité.

Il n'est pas rare non plus de rencontrer des intellectuels qui ne croient pas en privé ce qu'ils affirment à grand fracas en public. Ils ne font pas que se tromper. Ils disent, ils écrivent délibérément des choses qu'ils savent être fausses. Ce n'est pas l'intelligence qui leur fait défaut ; c'est la morale. Ceci implique à son tour qu'il faut se préparer à combattre non seulement l'erreur mais le mal — et cela, c'est une tâche bien plus difficile et intimidante. En plus d'en savoir davantage, il faut être courageux.

Quand on est un penseur contre-intellectuel, il faut s'attendre à ce qu'on offre de vous acheter — et c'est extraordinaire de voir avec quelle facilité il est possible de corrompre certaines personnes : quelques centaines de dollars, un beau voyage, une photo prise avec

les riches et les puissants, tout cela ne suffit que trop souvent pour amener les gens à se vendre. Il faudra rejeter ces méprisables tentations.

En outre, quand on combat le mal, on doit être disposé à accepter le fait qu'on n'atteindra probablement jamais la "réussite". Il n'y a pas de richesses à gagner, pas d'avancement foudroyant, pas de prestige professionnel. De fait, la célébrité intellectuelle doit être tenue dans le plus grand soupçon.

En fait, on ne doit pas seulement accepter le fait qu'on sera marginalisé par l'*establishment* universitaire ; il faudra accepter l'idée que vos collègues essaieront de vous couler par tous les moyens.

Regardez seulement Ludwig von MISES et Murray ROTHBARD : les deux économistes et philosophes de la société les plus grands du XXème siècle. Ils étaient tous deux fondamentalement inacceptables et inemployables par l'*establishment* universitaire. Et cependant, tout au cours de leur vie, ils n'ont jamais reculé d'un pouce. Ils n'ont jamais perdu leur dignité ni succombé au pessimisme. Bien au contraire, face à une adversité constante, ils sont demeurés intrépides et joyeux, travaillant à un niveau ahurissant de productivité. Ils se contentaient d'être dévoués à la vérité, et à rien d'autre qu'à la vérité.

C'est ici que ce qui reste des élites naturelles entre en jeu. En dépit de tous les obstacles, il fut possible à MISES et à ROTHBARD de se faire entendre. Ils n'étaient pas condamnés au silence. Ils enseignaient et publiaient quand même. Ils tenaient quand même des discours publics et leurs idées, leur clairvoyance étaient la nourriture morale de nombreuses personnes.

Cela n'aurait pas été possible sans l'aide d'autrui. MISES avait Lawrence FERTIG et le *William Volker Fund*, qui payaient son salaire à New York University, et ROTHBARD avait le *Mises Institute*, qui lui

donnait assistance, l'aidait à publier et à promouvoir ses livres, et fournissait le cadre institutionnel qui lui permettait de dire et d'écrire ce qu'il était nécessaire de faire savoir, et qu'il n'est plus possible de propager au sein du milieu universitaire ou des média officiels, étatistes, de l'*establishment*.

Au temps où l'esprit de l'égalitarisme n'avait pas encore détruit la plupart des gens indépendants par la fortune et par l'esprit, ce devoir de soutenir les intellectuels impopulaires était assumé par des particuliers. Mais qui, de nos jours, peut se permettre à lui tout seul d'employer un intellectuel à titre privé, en tant que secrétaire personnel, conseiller ou précepteur de ses enfants ? Et ceux qui en ont les moyens sont, plus souvent qu'à leur tour, profondément compromis dans le concubinage toujours plus pervers entre les hommes de l'Etat totalitaire et la haute finance, et ils font la promotion de ces mêmes crétins intellectuels qui dominent l'Université. Pensez seulement à ROCKEFELLER et à KISSINGER, par exemple.

De sorte que le devoir de soutenir et de maintenir en vie les grandes vérités de la propriété privée, de la liberté des contrats, de la liberté de s'associer (et de se dissocier) et de la responsabilité personnelle, le soin de combattre les erreurs, les mensonges et la perversion de l'étatisme, du relativisme, de la corruption morale et de l'irresponsabilité, ne peuvent désormais être assumés que collectivement, en mettant en commun les ressources et en soutenant des organisations telles que le *Mises Institute*, association indépendante de promotion des idées, consacrée aux valeurs qui sous-tendent la civilisation occidentale, sans compromis et fort éloignée, aussi bien intellectuellement que physiquement, des corridors du pouvoir. Le *Mises Institute* n'est rien de moins qu'un îlot de rigueur intellectuelle et morale dans un océan de perversion.

Certes, l'obligation première de tout homme honnête est envers lui-même et sa famille. Il doit gagner le plus d'argent possible

— sur le marché libre, c'est-à-dire par des moyens honnêtes — car dans ce cas, plus il aura "fait" d'argent, et plus il aura rendu de services à son prochain.

Mais ça ne suffit pas. Un intellectuel doit servir la vérité, que cela paie ou non à court terme. De même, l'élite naturelle a des obligations qui s'étendent bien au-delà d'eux-mêmes et de leur famille.

Plus ses membres réussissent financièrement ou professionnellement, plus leur succès est reconnu, et plus il est important qu'ils donnent l'exemple : qu'ils s'efforcent de se conformer aux exigences les plus hautes de la conduite morale. Cela implique qu'ils acceptent comme un devoir — *noblesse oblige* — de soutenir ouvertement, fièrement et aussi généreusement qu'ils le peuvent les valeurs qu'ils reconnaissent comme justes et bonnes.

En retour ils reçoivent l'inspiration, la nourriture, la force intellectuelle, sachant en outre que leur nom vivra à jamais comme celui de personnages hors du commun qui se sont élevés au-dessus de la masse pour offrir une contribution durable à l'humanité. Avec le soutien de l'élite naturelle, le *Mises Institute* peut être un organisme puissant, un modèle pour la restauration d'un enseignement authentique, une quasi-université pour l'enseignement et l'excellence, à laquelle vous pourriez confier vos enfants, et auprès de laquelle vous pourriez embaucher vos collaborateurs.

Même si nous n'assistons pas au triomphe de nos idées au cours de notre vie, nous saurons, et serons éternellement fiers de savoir que nous leur avons tout donné, et que nous avons fait ce qu'il était du *devoir* de toute personne honnête de faire.

Deuxième partie :

*Le Relativisme
social,
voilà l'erreur !*

7 L'Ecole autrichienne et son importance pour la science économique moderne.

Lhistoire externe* de l'Ecole autrichienne est rapide à raconter. Celle-ci commence avec Carl Menger (1840-1924) et ses *Principes de l'économie politique* [*Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*] parus en 1871. Cet ouvrage faisait de Menger — en même temps que William Stanley Jevons et Léon Walras mais indépendamment d'eux — le fondateur de la théorie moderne, "subjectiviste", de la valeur. C'est Menger qui, comme disait Joseph Schumpeter, est le

* * L'auteur appelle ici "externe" ("äußer") ce qui est accessible au profane et "interne" ("inner") ce qui sera compris du spécialiste. Plus loin, cette même distinction verbale oppose les objets observables aux actes de la pensée [F. G.].

démolisseur de David RICARDO et du système ricardien¹. Alors que l'économie politique britannique classique — d'Adam SMITH à John Stuart MILL en passant par RICARDO et Karl MARX — avait toujours vainement cherché à expliquer la valeur des biens et leurs prix par des grandeurs "objectives" telles que l'effort de travail et/ou les coûts de production, MENGER opéra une révolution copernicienne en démontrant que ce sont — bien au contraire — l'effort de travail et les coûts de production qui sont déterminés par les valeurs et les prix anticipés, et qu'on peut expliquer par un principe unique — celui de la valeur subjective à la marge [la valeur *perçue* des objets de l'action à l'occasion de celle-ci] — l'ensemble des phénomènes économiques : la rareté, la production, l'échange, la monnaie et l'intérêt². L'École autrichienne atteint son deuxième sommet avec Eugen von BÖHM-BAWERK (1851-1914), disciple le plus important de MENGER, et son *Kapital und Kapitalzins* [*Capital et intérêt*] paru en 1884. BÖHM-BAWERK compléta l'œuvre de MENGER dans les domaines de la théorie de l'intérêt et du capital, pour l'étendre jusqu'à une théorie systématique de l'économie capitaliste. Puis lui succéda son plus brillant disciple, Ludwig von MISES (1881-1973). La position prépondérante de MISES au sein de l'école autrichienne repose sur quatre œuvres maîtresses : la *Theorie des Geldes und der*

¹ Joseph A. SCHUMPETER, *Ten Great Economists* (New York : Oxford University Press, 1951).

² L'expression d'"utilité marginale" revient à Friedrich von WIESER, avec Eugen von BÖHM-BAWERK le plus brillant élève de MENGER.

La préhistoire de l'École autrichienne est bien plus longue. Elle s'est déroulée pour l'essentiel en-dehors de la Grande-Bretagne, dans les pays catholiques de l'Europe continentale. La lignée des précurseurs s'étend de Jean-Baptiste SAY aux derniers Scolastiques espagnols en passant par A. R. J. TURGOT et Robert CANTILLON. Cf. à ce sujet Murray N. ROTHBARD, *Economic Thought Before Adam SMITH. An Austrian Perspective on the History of Economic Thought* (tome I) et *Classical Economics. An Austrian Perspective on the History of Economic Thought* (tome II). Aldershot: Edward Elgar, 1995.

Umlaufsmittel de 1912 [*Théorie de la monnaie et du crédit*], *Die Gemeinwirtschaft, Untersuchungen über den Sozialismus* de 1922 [*Le Socialisme* (1952)], *Human Action, A Treatise on Economics* publié en 1949 [*L'Action Humaine*(1985)] et *Theory and History. An Interpretation of Social and Economic Evolution* paru en 1957*. Avec ces travaux, MISES élargissait le système de MENGER et BÖHM-BAWERK à la théorie monétaire et conjoncturelle pour en faire une théorie de toutes les formes pensables de la coopération sociale. En outre, s'appuyant sur les *Recherches sur la méthode des Sciences sociales et de l'économie politique* (1883) [*Untersuchungen über die Methode der Sozialwissenschaften und der politischen Ökonomie insbesondere****] de MENGER, MISES était parvenu à élucider les fondements philosophiques et épistémologiques de la théorie de la valeur "subjective" ainsi que de l'économie politique, et à reformuler les énoncés de la théorie économique comme ceux d'une "logique de l'action" a priori, axiomatique-déductive (la *praxéologie*) et, partant de là, à proposer une représentation systématiquement complète du *corpus* des sciences sociales théoriques qu'il était possible de

* Dont la dernière édition, sous le titre *Theory of Money and Credit*, date de 1953. Disponible à Indianapolis, Ind., chez Liberty Press, 1981 [F. G.].

* Paris, Librairie de Médicis. En anglais *Socialism* (Indianapolis, Ind.: Liberty Fund, 1981) [F. G.].

** Disponible à Auburn, Al. au Ludwig von Mises Institute, 1985. On peut y rajouter la brillantissime *Ultimate Foundation of Economic Science (The)*, présentation plus dense et plus profonde du thème qui sert de titre à l'ouvrage précédent, et qui est parue en 1962 (2° éd. disponible à Kansas City, Ks, chez Sheed Andrews & McMeel, 1978) [F. G.].

*** Traduit en anglais sous le titre : *Investigations Into the Method of the Social Sciences with Special Reference to Economics* (New York: New York University Press, 1985). La parution de ce livre a été l'occasion d'une polémique entre Carl MENGER et Gustav von SCHMOLLER (cf. plus bas), que l'on a appelée "Querelle des méthodes" (*Methodenstreit*): cf. à ce sujet Samuel BOSTAPH, "The Methodological Debate Between Carl MENGER and the German Historicists" (*Atlantic Economic Journal* consacré à "Carl MENGER and Austrian Economics", Vol. 6 Nr. 3, septembre 1978) [F. G.].

reconstruire sur la base de la praxéologie. Et enfin, le théâtre des opérations s'étant déplacé de Vienne, de l'Autriche et de l'Europe vers New York et les États-Unis à la suite de l'émigration de MISES en 1940, apparut le plus grand des disciples de MISES, Murray N. ROTHBARD (1926-1995, avec son *Man, Economy, and State* en 1962, *The Ethics of Liberty* en 1982 [*L'Éthique de la liberté* (1991)], puis *Economic Thought Before Adam Smith* et *Classical Economics* en 1995. Dans ces ouvrages, ROTHBARD nettoyait les incohérences restant dans le système misésien, en matière de théorie du monopole et de théorie de l'Etat (la production de la sécurité). Il associait l'économie autrichienne (la praxéologie) et la théorie du droit naturel (l'éthique) dans une théorie générale (libertarienne) de la liberté humaine. Il projetait et esquissait aussi le programme d'une historiographie "révisionniste", éclairée par l'économie et la philosophie politiques.

Comme dans d'autres traditions intellectuelles, on trouve aussi dès le départ au sein de l'École autrichienne nombre de courants parallèles qui s'interpénètrent. Il y a d'abord Friedrich von WIESER puis ses élèves Hans MAYER et Friedrich von HAYEK. Puis Joseph SCHUMPETER, élève de BÖHM-BAWERK. Pendant la période d'activité de MISES, on trouve ses élèves Fritz MACHLUP, Gottfried von HABERLER et Oskar MORGENSTERN. Enfin, à l'époque de ROTHBARD, l'école autrichienne s'étant dans l'intervalle transplantée aux États-Unis pour s'y développer sous le nom d'"Austrian Economics", on trouve à côté de HAYEK son élève Ludwig LACHMANN et celui de MISES, Israel KIRZNER. Cette diversité de l'offre sous la marque des *Austrian Economics*, et en particulier le fait qu'après l'attribution du prix Nobel d'économie à HAYEK pour 1974, le nom de ce dernier l'emporta en popularité sur celui des autres autrichiens y compris

* Quoique ROTHBARD soit le plus grand disciple de MISES, ce n'est pas avec lui qu'il avait fait son doctorat. Les "docteurs" de MISES à *New York University* sont : Israel KIRZNER, Hans SENNHOLZ, George REISMAN [F. G.].

MISES, à tel point qu'il était devenu synonyme d'"École autrichienne", a conduit à une série d'erreurs de jugement et d'interprétation à propos de cette dernière, non seulement dans l'opinion publique au sens large mais aussi, particulièrement, dans les sciences économiques et sociales¹.

II

Pour juger correctement l'école autrichienne — quelle que soit la manière dont on apprécie la contribution particulière des représentants de cette école — il est indispensable de comprendre les raisons historiques et intellectuelles qui fondent la différence entre une lignée fondamentale — la lignée MENGER—BÖHM-BAWERK—MISES —ROTHBARD — et les diverses branches annexes — WIESER, SCHUMPETER, HAYEK, KIRZNER et LACHMANN. La raison ostensible tient à ce que cette différenciation-là correspond aux interprétations mêmes des personnes en cause. BÖHM-BAWERK se considérait comme le successeur de MENGER et MISES comme celui de BÖHM-BAWERK et de MENGER. Quant à ROTHBARD, il se voyait comme le continuateur de MISES et comme son élève. Plus encore, cette estimation personnelle de chacun des successeurs correspondait exactement

¹ Comme plus récent exemple d'un cas désespéré d'incompréhension de la part d'un auteur "maison", cf. Karen VAUGHN, *Austrian Economics in America, The Migration of a Tradition* (New York: Cambridge University Press, 1994). Pour VAUGHN, l'histoire de l'école autrichienne met essentiellement en scène MENGER, HAYEK, KIRZNER et finalement LACHMANN.

Pour une critique détaillée de VAUGHN cf. David GORDON, "Lost in the Move?" *The Mises Review*, Fall 1995; pour une critique de Ludwig LACHMANN comme étant finalement un historiciste complètement non-autrichien, cf. Hans-Hermann HOPPE, "On Certainty and Uncertainty — Or: How Rational Can Our Expectations be?", *Review of Austrian Economics*, Vol. 10, No.1 (Fall 1996).

* "die äußeren und inneren Gründe" (litt. : "les raisons externes et internes") [F. G.].

avec l'appréciation correspondante faite par les prédécesseurs directs. Malgré une distanciation critique marquée, MENGER reconnaissait BÖHM-BAWERK comme le plus important de ses disciples. La même chose est valable pour BÖHM-BAWERK vis-à-vis de MISES, et de même pour MISES en relation avec ROTHBARD. En revanche, malgré leurs rapports de maître à élève, et une appréciation réciproque non dissimulée, BÖHM-BAWERK ne considérait nullement SCHUMPETER comme son successeur, pas plus que SCHUMPETER ne se voyait comme tel. Et de même, MISES ne reconnaissait pas HAYEK comme son héritier intellectuel, HAYEK ne se voyant pas non plus dans ce rôle-là. Ils se considéraient plutôt (réciproquement) comme des "déviant". En outre il existe plus essentiellement une raison interne — une raison logique — pour cette différenciation entre une lignée centrale et diverses branches annexes. Le courant qui va de MENGER à ROTHBARD en passant par BÖHM-BAWERK et MISES se reconnaît à un *mode de raisonnement unitaire* qui le distingue fondamentalement de tous les autres courants de la tradition. De MENGER à ROTHBARD, on se considère expressément comme rationaliste, et on refuse catégoriquement de manipuler aucune de ces cartes à jouer du relativisme que sont l'historicisme, le positivisme, le "réfutationnisme" ou le scepticisme dans les sciences sociales. On n'y est pas seulement persuadé qu'il existe des lois économiques mais en outre, tout particulièrement, qu'il s'agit là de lois "exactes" (MENGER) ou "a priori" (MISES) : à l'inverse des propositions générales des sciences de la nature, qui

¹ Cf. Joseph SALERNO, "Ludwig von MISES as Social Rationalist", *Review of Austrian Economics*, Vol. 4, 1990 ; Jeffrey HERBENER, "Introduction", in : J. HERBENER, ed., *The Meaning of Ludwig von MISES* (Boston: Kluwer, 1993) ; Hans-Hermann HOPPE, "Einführung: Ludwig von MISES und der Liberalismus", in: Ludwig von MISES, *Liberalismus* (St. Augustin: Academia Verlag, 1993) ; *idem*, "F. A. HAYEK on Government and Social Evolution: A Critique", *Review of Austrian Economics*, Vol. 7, no.1, 1994 [traduit en français sous le titre : "HAYEK démocrate-social"] ; Murray N. ROTHBARD, "The Present State of Austrian Economics", *Journal des Economistes et des Etudes Humaines*, Vol. 6, no. 1, mars 1995.

doivent encore et toujours être vérifiées par les données de l'expérience et qui, à partir de là, ne peuvent jamais invoquer d'autre validité (justification) que "purement hypothétique", en matière de lois économiques c'est à des relations nécessaires, donc absolument pas hypothétiques, et à une validité "apodictique" des énoncés que l'on a affaire. Tous les théorèmes fondamentaux de l'économie peuvent être logiquement déduits de quelques faits d'expérience simples et incontestables (MENGER) voire d'un unique axiome, impossible à nier sans contradiction ; et toutes les autres propositions peuvent à leur tour être logiquement déduites, en partant de ces fondements-là, ainsi que d'un certain nombre de suppositions empiriques (et empiriquement vérifiables). En conséquence, et de MENER à ROTHBARD on en est persuadé, il n'est absolument pas nécessaire de "tester" la validité des énoncés de la science économique au moyen des données de l'expérience ; et d'ailleurs, ce n'est même pas possible logiquement. Tout au plus

* Cela signifie que les lois en question sont aussi vraies, universelles et certaines que $2 + 2 = 4$. C'est dire :

—que les lois, en économie politique, sont des descriptions non pas *approximatives*, mais *exactes* de la réalité.

—Que lorsqu'une représentation théorique présente des *postulats de départ* qui font *abstraction* de certains faits, ce ne sont pas là des "conditions" qui rendraient la théorie plus ou moins "applicable" et de ce fait contingente, mais la simple *délimitation* de celles des innombrables relations *nécessaires* de la réalité que son auteur a choisi de décrire à cette occasion.

—Que la *causalité* qu'elles décrivent n'est pas *hypothétique* mais *certaine*, ce qui peut se prêter à l'*estimation* empirique n'étant pas son *existence* ni sa *manière d'opérer*, mais son *influence relative* : dans les *conditions*, et pour les *raisons* que HOPPE précise plus loin sur le *type d'aspects* de la réalité qui se prête à l'énoncé de *propositions générales*, et sur ceux qui sont *nécessairement contingents*.

Cf. à ce sujet : Ludwig von MISES, *The Ultimate Foundation of Economic Science*, op. cit., et Murray N. ROTHBARD *et al.*, *Economistes et charlatans*, Paris, les Belles Lettres, 1991, partic. les ch. 1, 2 et 3 ainsi que l'annexe par votre serviteur [F. G.].

l'expérience peut-elle illustrer la validité des théorèmes économiques, mais elle ne peut jamais en contredire ("réfuter") aucun, car en dernière analyse la validité d'un théorème repose exclusivement sur la force probante (et sur l'emploi correct) des règles de la déduction logique. En outre, en tant que rationaliste, on doit admettre qu'on est là au point de départ d'un véritable système d'individualisme épistémologique et méthodologique. Comme il n'y a que les individus qui agissent, il est nécessaire que tous les phénomènes "sociaux" puissent être expliqués (reconstruits) comme le résultat d'actions humaines intentionnelles. Dès lors, toute explication "holiste" ou "organiciste" des phénomènes sociaux doit être catégoriquement rejetée, comme une pseudo-explication non scientifique. De même doit-on rejeter comme non scientifique — et là-dessus aussi tout le monde est d'accord de Menger à Rothbard, toute explication *mécaniste* des phénomènes sociaux. L'action humaine est une action dans l'incertitude. La représentation d'une mécanique de l'équilibre ne peut servir que dans la mesure où elle contribue à faire comprendre ce que l'action, justement, *n'est pas*, et à quel point elle se distingue catégoriquement des opérations d'un automate.

III

Le rationalisme de la tradition qui s'étend de Menger à Rothbard en passant par Böhm-Bawerk et Mises a eu deux effets. Le premier est justement la rigueur logique et méthodologique de ce rationalisme, grâce à laquelle la tradition intellectuelle de l'école autrichienne ne s'est jamais rompue, malgré toutes les disqualifications idéologiques [qu'elle a subies] au cours des cent dernières années. Alors que, pendant tout ce temps, les représentants des diverses branches secondaires exerçaient une plus grande influence que leurs cousins

rationalistes, aucun d'entre eux n'est parvenu à fonder une école de pensée durable. Tous les écarts par rapport au programme [de recherche] rationaliste sont davantage apparus comme des phénomènes de mode purement passagers¹. Au sein de l'école autrichienne, seule la tradition rationaliste est jusqu'à présent parvenue à attirer constamment de nouvelles générations d'économistes.

Mais le second a aussi été que ce rationalisme sans compromis a été responsable du fait que l'influence de l'école autrichienne sur le cours des événements historiques en général et le développement des sciences économiques et sociales en particulier a longtemps connu un déclin persistant, pour ne connaître un puissant renouveau que depuis le milieu des années 70.

En ce qui concerne le cours des événements extérieurs, ce fut le sort de l'école autrichienne, qu'au cours du vingtième siècle, les indications de politique pratique déduites de ses recherches théoriques allaient complètement à l'encontre de l'esprit du temps. Le vingtième siècle a été — et demeure — l'ère du socialisme : du communisme, du fascisme, du socialisme national et de la démocrate sociale. A l'inverse Menger, Böhm-Bawerk, Mises et Rothbard étaient non seulement des libéraux — ou libertariens² déterminés,

¹ HAYEK lui-même parvient aussi à cette conclusion dans son *Einleitung* [introduction] aux *Erinnerungen* [Notes and Recollections] de Ludwig von Mises (Stuttgart: G. Fischer, 1978).

"aujourd'hui, c'est certainement avec juste raison que dans le monde on considère Mises et ses disciples comme les représentants de l'école autrichienne, alors même qu'il ne représente qu'une des branches entre lesquelles l'enseignement de Menger s'est divisé [...] entre ses disciples. L'"école autrichienne", aujourd'hui presque exclusivement active aux Etats-Unis, est au fond une école de Mises, qui remonte aux premiers apports de Böhm-Bawerk." pp. XIV-XV.

² Aux Etats-Unis, le mot "liberal" désigne la même chose que ce qui passe pour "démocrate-social" en Europe. Des libéraux comme Mises et Rothbard ont

c'est-à-dire, les partisans d'un ordre économique et social capitaliste, mais en outre la position libérale — antisocialiste — de l'école autrichienne a connu une radicalisation toujours croissante, son opposition à la mentalité socialiste devenant de plus en plus véhémente et irréconciliable avec le temps. Alors que MENGER et BÖHM-BAWERK ne voulaient reconnaître à l'Etat qu'un tout petit nombre de fonctions, il n'y avait plus pour MISES qu'une seule fonction légitime de l'Etat : instaurer et faire respecter un système de droit privé fondé sur la propriété personnelle et la liberté des contrats. Quant à ROTHBARD, il a fait un pas supplémentaire, contestant totalement la justification économique (et morale) de l'Etat et recommandant à la place le modèle social d'une anarchie ordonnée ou anarchisme de propriété privée. Seuls les événements des années 70 et 80 ont amené un changement. Après presque cent ans de croissance quasi ininterrompue de l'Etat et de mépris croissant pour les enseignements de l'école autrichienne, les premières failles impossibles à cacher sont ensuite apparues dans la structure des appareils d'Etat démocrates-sociaux en Europe et en Amérique du Nord. Au début des années 70, aux États-Unis (comme dans la plupart des pays d'Europe occidentale) apparut pour la première fois un phénomène de stagflation — une récession inflationniste au lieu d'être déflationniste, comme habituellement dans le passé. Cela fit trembler sur ses bases le keynésianisme, qui avait jusqu'alors — et depuis les années trente — déterminé presque sans partage la politique économique des États-Unis et de l'Europe occidentale. On était, à en croire KEYNES, censé tenir la stagflation pour "impossible". D'après son enseignement d'interventionnisme inflationniste, l'inflation était justement le moyen de sortir d'une récession ! De sorte que le keynésianisme s'est retrouvé en crise,

donc choisi l'expression "libertarien" (*libertarian*) pour dénommer leur position.

¹ Cf. aussi Ralph RAICO, "The Austrian School and Classical Liberalism", *Advances in Austrian Economics*, Vol. 2A, 1995.

crise dont il ne s'est jusqu'à présent pas encore remis¹. Puis en 1974, un an après la mort de MISES, HAYEK — le premier non-keynésien — reçut le prix Nobel d'économie pour sa contribution au développement de la théorie conjoncturelle dite de MISES-HAYEK, et de la conjonction de ces deux événements naquit un premier regain d'intérêt pour les *Austrian Economics*.

En outre, à partir du début des années 70, il devenait aussi de plus en plus clair que le niveau de vie général n'augmentait plus comme auparavant, mais avait même commencé à baisser. Et ce, non seulement en Europe occidentale, mais aussi aux États-Unis, dans le pays vainqueur des deux guerres mondiales². C'est seulement cela qui a conduit à redécouvrir la théorie misésienne de l'interventionnisme. L'élément central de cette théorie était la thèse de l'impossibilité d'une "troisième voie" (entre le capitalisme et le socialisme). D'après MISES, tous les systèmes interventionnistes qui conservent nominalement la propriété privée et l'entreprise mais où il revient à l'Etat d'intervenir pour "corriger" les résultats du marché, doivent mener soit progressivement au socialisme réel, soit à un retour au capitalisme. Car toute intervention sur le marché est contre-productive et crée davantage du problème qu'elle était censée corriger. Une contribution étatique redistributive au profit de certains revenus — ceux des pauvres ou des chômeurs par exemple — conduit inéluctablement à une pauvreté et à un chômage accrus. De sorte qu'en second lieu il faudra soit diminuer les paiements, soit les interrompre tout à fait. A moins qu'on n'accroisse les sommes versées, et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'à la fin on en vienne à une abolition complète de la propriété privée. Il est en revanche impossible de s'en tenir au niveau d'intervention

¹ Cf. aussi Murray N. ROTHBARD, *For A New Liberty* (New York: McMillan, 1978), ch. 9.

² Cf. Robert BATEMARCO, "GNP, PPR, and the Standard of Living", *Review of Austrian Economics*, Vol. 1, 1987.

choisi au départ. Et finalement, à la fin des années 80, s'est produit l'effondrement spectaculaire du socialisme réel en Union soviétique et dans les pays de l'Europe de l'Est. Mises avait dès le début prédit cet effondrement comme inévitable. Comme dans le socialisme l'ensemble des facteurs de production, y compris la terre et le sol, sont possédés par le collectif et ne peuvent donc pas être achetés ni vendus, ils n'ont pas de prix de marché pour indiquer leur rareté.

¹ A propos de la République Fédérale d'Allemagne, Mises avait affirmé :

"Les adeptes de la dernière variante de l'interventionnisme, celle de l'«économie sociale de marché» à l'allemande, soulignent qu'une économie de marché est le meilleur ordre économique pensable, et se prétendent fondamentalement hostiles à toute omnipotence gouvernementale, qui selon eux caractérise chacune des formes du socialisme. Mais tous ces avocats d'une «politique de la voie médiane» soulignent de même qu'ils sont naturellement hostiles au «Manchesterisme» et au «laissez-faire libéral». Il est nécessaire, disent-ils, que l'Etat intervienne sur les résultats du marché, toujours et partout où le «libre jeu des forces économiques» est censé produire des résultats «socialement indésirables». Dans la mesure où ils avancent cette affirmation, ils sous-entendent que ce serait au gouvernement de juger, dans tous les cas particuliers, si un fait économique particulier est ou non «socialement désirable», et en conséquence si les hommes de l'Etat doivent ou non intervenir sur les résultats du marché. — Tous ces apôtres de l'interventionnisme ne reconnaissent pas qu'ainsi énoncé, leur programme implique d'admettre que l'Etat ait tous les pouvoirs dans toutes les situations économiques, et que la situation à laquelle il conduit finalement ne se distingue en rien de ce qu'on a appelé le «socialisme à la HINDENBURG». Lorsque le gouvernement a le pouvoir légal de décider si certaines conditions économiques justifient ou non une intervention, alors plus aucun domaine d'action n'est laissé aux opérations du marché. Alors, ce ne sont plus les consommateurs qui décident finalement ce qui sera produit, par qui, où et comment — en quelle quantité et avec quelle qualité : ce sont les hommes de l'Etat. Car aussitôt que les effets du marché libre s'écartent de ce que les autorités étatiques considèrent comme désirable, alors les hommes de l'Etat interviennent. Ce qui veut dire que le marché est libre, aussi longtemps qu'il fait ce que les hommes de l'Etat attendent de lui. Il est libre de faire ce que les autorités de l'Etat jugent bon qu'il fasse, mais pas ce qu'elles trouveraient «mauvais» ; et décider de ce qui est bon et de ce qui est mauvais revient aux hommes de l'Etat. De sorte que la théorie et la pratique de l'interventionnisme

Or, en l'absence de prix de marché, tout calcul économique — toute comparaison des coûts et des prix de vente — est impossible. *Socialisme* ne signifie pas "davantage" de planification, ni une planification "meilleure". Bien au contraire, affirme Mises, socialisme veut dire *chaos* : le défaut de toute planification, de toute action rationnelle, calculée, et doit donc nécessairement conduire en permanence à une mauvaise affectation des facteurs de production, à la consommation du capital et à un effondrement irrésistible du niveau de vie de la société. Au vu des événements spectaculaires en Europe de l'Est à la fin des années 80, et des dévastations économiques du "socialisme réel" désormais constatables par tous et chacun, nombre de socialistes parmi les plus invétérés ne pouvaient même plus s'empêcher d'avouer que Mises avait raison.

Un changement comparable a marqué l'influence de l'école autrichienne en ce qui concerne particulièrement le développement des sciences économiques et sociales. Dans les pays de langue germanique, et particulièrement dans le Reich allemand, l'influence de l'école autrichienne avait été dès le départ extrêmement réduite. En Allemagne, de la fin du XIX^{ème} siècle jusqu'aux années 1920, les sciences économiques et sociales étaient dominées par les représentants de ce qu'on a appelé l'"École historique". Gustav von SCHMOLLER passait pour être le maître d'une "science économique" d'Etat. [*Wirtschaftliche Staatswissenschaften*]. Son école, celle des

conduisent finalement à l'abandon de ce qui devait au départ les distinguer du socialisme à 100 % pour réintroduire, en leur lieu et place, les principes de la planification économique totalitaire." *Human Action* (Chicago : Henry Regnery, 3^o éd. 1966), pp. 723-724 [citation traduite de l'allemand hoppien ; les amateurs pourront comparer avec l'anglais d'origine ou avec la traduction de Raoul AUDOUIN dans *L'Action humaine*, Paris, PUF, 1985. Il existe aussi une première version en allemand de *L'Action humaine*, *Nationalökonomie* (1940), dont *Human Action* (1^o éd. 1949) était la version en anglais revue et corrigée, et dont une édition plus récente est disponible chez Philosophia Verlag (F. G.).

"Socialistes de la chaire" [*Kathedersozialisten*], régnait sur les universités allemandes¹. SCHMOLLER et ses adeptes, comme ses successeurs dont par exemple Werner SOMBART, tenaient pour établi qu'il n'existait pas de lois universellement valides en économie. En économie la théorie, quand elle était le moins du monde possible, était censée ne pouvoir être déduite que de l'expérience historique. L'histoire économique était la grande mode, et le "savant" était celui qui publiait des compilations raboutées à partir de liasses de documents. L'économie politique classique abstraite et théorique, et tout particulièrement le rationalisme absolu de l'école autrichienne,

¹ L'influence prépondérante de l'*École historique* sur les sciences économiques et sociales en Allemagne était due aux relations d'amitié étroite de SCHMOLLER avec Friedrich ALTHOFF, Directeur chargé des questions universitaires au Ministère des Cultes de l'Etat prussien entre 1882 et 1908.

* MISES, dont la thèse (1912) portait, elle, sur la *Théorie de la monnaie et du crédit*, donnait (avec quel mépris) un exemple d'une "contribution à la science" économique produite par ce genre de "formation" avec le "doctorat d'économie" de Walter RATHENAU, obtenu sur "Le Commerce de la bière en bouteille à Berlin en 1905". *Abracadabras* mathématiques en plus, la "science économique" contemporaine à la française (par exemple, COTTA) ne serait pas une indigne héritière de cet "idéal" schmollérien-là.

Ayant (cf. BOSTAPH, "The Methodological Debate", *loc. cit.*) expressément adopté la méthodologie empiriste de John Stuart MILL mais bien sûr sans une once de sa culture économique, SCHMOLLER et son "école historique" donnent un *exemple pur* de ce que donne le pseudo-expérimentalisme chez des chercheurs en sciences sociales entièrement dépourvus du bagage théorique rationaliste... et de ce vers quoi tendrait l'ensemble de la science économique si elle était livrée aux seules influences du positivisme à la POPPER-FRIEDMAN.

Pour une démonstration du fait que POPPER, quoiqu'il ait écrit *Misère de l'historicisme*, est en fait un historiciste (et n'a pas de philosophie politique), cf. Anthony de JASAY, "The Twistable is not Testable: Reflexions (*sic*) on the Political Thought of Karl POPPER" (*Journal des Economistes*, Volume 2, numéro 4, décembre 1991, pp. 499-512) ; traduit en français par votre serviteur sous le titre : "Le Réversible n'est pas testable : réflexions sur la pensée politique de Karl POPPER". Contribution d'autant plus intéressante que JASAY est empiriste de formation, même s'il ne peut, pour sa part, s'empêcher de raisonner droit [F. G.].

étaient tenus dans le plus grand mépris. En-dehors de l'Allemagne, cependant, l'influence de l'École autrichienne croissait presque sans interruption. La théorie "subjectiviste" de la valeur fondée par MENGER devenait le fondement de toute la théorie économique moderne. La théorie de l'intérêt de BÖHM-BAWERK fut reconnue entre autres par des économistes aussi importants que Knut WICKSELL ou Frank A. FETTER et Irving FISHER, les plus influents théoriciens américains de l'économie de la première moitié du XX^{ème} siècle et fondateurs de ce qu'on appelle l'École monétariste. Les recherches de MISES sur les fondements épistémologique-méthodologiques de la théorie économique influençaient entre autres Lionel (qui devait devenir Lord) ROBBINS et furent connus dans le monde de langue anglaise grâce à sa *Nature et signification de l'économie* publié en 1932 et qui fut extrêmement influente jusque dans les années 1950. Quant à la théorie conjoncturelle de MISES, à partir de laquelle lui-même et HAYEK, à la différence d'une majorité écrasante de leurs collègues) avaient prédit la crise mondiale de la fin des années 20¹, connut un

* Paris, Librairie de Médecis, 1947. Traduit de *The Nature and Significance of Economic Science* (New York : New York University Press, 1982) [F. G.].

¹ L'idée fondamentale de la théorie de MISES, construite sur les suggestions de la "Currency School" britannique et de Knut WICKSELL, est la suivante : les responsables des fluctuations conjoncturelles sont les hommes de l'État et notamment les banquiers centraux. Lorsque la banque centrale "crée" de la nouvelle monnaie, c'est-à-dire en fabrique à partir de rien, et la déverse dans l'économie par l'intermédiaire du marché des crédits, il se produit un abaissement du taux d'intérêt en-dessous du niveau de marché déterminé par de véritables efforts d'épargne. Un taux d'intérêt plus bas conduit à une activité d'investissement accrue et à une production plus étendue de biens de capital. Cela, c'est la phase d'expansion. Cependant, comme rien n'a changé dans les préférences réelles des agents économiques quant à la consommation et l'épargne, il doit se produire après un délai nécessaire une "correction" associée, dans laquelle le volume des investissements se révèle "trop grand", ce qui amène une liquidation systématique des investissements mal fondés. C'est la récession immanente qui suit chaque expansion. Si l'on veut éviter les variations de la conjonctures (ainsi que l'inflation), dit MISES, il faut que les hommes de l'État se retirent de la production de monnaie. Il faut abolir la

succès franchement sensationnel, après que HAYEK, à l'invitation de Lionel ROBBINS, eut pour la première fois présenté la théorie en anglais en 1931.

Cependant, à partir du milieu des années 30, ce fut presque un demi-siècle de déclin pour l'influence de l'école autrichienne. Si foudroyant qu'ait été le succès de la théorie conjoncturelle de MISES et HAYEK, c'est aussi rapidement qu'elle fut oubliée, après qu'en 1936 eut éclaté ce qu'on a appelé la *Révolution keynésienne*. La *Théorie générale* de KEYNES ne contenait rien qui puisse ressembler

banque centrale et le monopole étatique des billets de banque, et à la place doit apparaître un système concurrentiel avec des banques libres s'appuyant sur l'étalon-or. — dans des travaux plus tardifs, MISES franchit [pour des raisons d'opportunité politique et non de théorie monétaire, F. G.] une étape supplémentaire dans ses conditions : pour empêcher totalement les fluctuations il était indispensable d'interdire toute production de billets de banque non couverte par l'or [MISES avait au contraire admis que la création de monnaie nouvelle est *compatible* avec l'ajustement monétaire ; mais il n'avait pas vu qu'en outre, elle lui est *nécessaire* : parce que dans un système de banque libre — c'est-à-dire sans banque centrale ni intervention de l'Etat, ces nouveaux billets ne peuvent être émis qu'en réponse à un accroissement de la demande de monnaie manuelle et, de ce fait, correspondent à un effort d'épargne réel. cf. George SELGIN : *The Theory of Free Banking — La Théorie de la banque libre* — F. G.]. Dans la mesure où les banques d'affaires agissent comme banques de dépôt et garantissent à leurs déposants un droit de retrait à tout moment (à la différence [complètement faux ! — F. G.] de leur fonction de banques d'épargne et de prêts, où les déposants se voient imposer des délais de retrait), on doit [qui, "on" ? — F. G.] leur imposer une obligation de réserve à 100%.

Comme étude standard — d'un point de vue autrichien — de la dépression économique de la fin des années vingt, cf. Murray N. ROTHBARD, *America's Great Depression* (Kansas City: Sheed & Ward, 1975).

¹ Les cours de HAYEK à la *London School of Economics* parurent l'année même sous le titre *Prices and Production* [Traduit en français en 1975 comme *Prix et production*, aujourd'hui disponible chez Agora, 1986].

Sur le succès spectaculaire de HAYEK en Angleterre cf. Joseph A. SCHUMPETER, *History of Economic Analysis* (New York: Oxford University Press, 1954), pp. 1120 et suiv. [*Histoire de l'analyse économique*].

à une amorce de réfutation de la théorie autrichienne. Mais alors que la théorie de MISES et HAYEK allait au rebours de l'esprit du temps — ce qui rend son premier succès d'autant plus étonnant — la réussite de KEYNES tenait au fait qu'il avait prêté sa force d'expression et sa légitimité scientifique aux préjugés dominants de l'étatisme. La théorie autrichienne de la conjoncture fut simplement supplantée, et on finit par l'oublier¹.

Cependant, un autre événement fut déterminant pour le long déclin de l'école autrichienne commencé dans les années trente : l'émergence de la philosophie du positivisme. Les économistes autrichiens avaient eu d'emblée une connaissance des plus intimes de la philosophie positiviste et du "rationalisme critique" (le *réfutacionnisme*) de Karl POPPER qui en est très proche. La place forte des positivistes n'était-elle pas ce qui devint plus tard célèbre sous le nom du "Cercle de Vienne", autour du philosophe Moritz SCHLICK ? Le frère cadet de MISES, le mathématicien et théoricien des probabilités Richard von MISES, était un membre éminent du cercle de SCHLICK, et le méthodologiste Felix KAUFMANN participait régulièrement aussi bien au cercle de SCHLICK qu'à celui de MISES, et amenait souvent chez ce dernier des schlickiens comme invités au *Privatseminar* de Ludwig von MISES². Le cercle de SCHLICK était

¹ Le succès de la *Théorie générale* de KEYNES, remarquait SCHUMPETER (*ibid.*, p. 1121), n'était absolument pas comparable à celui de HAYEK "parce que... on ne saurait douter que sa carrière triomphale, elle la devait au fait que sa démonstration exprimait certaines des préférences politiques les plus puissantes d'un grand nombre d'économistes modernes. HAYEK, politiquement, nageait à contre-courant."

Pour une critique détaillée de l'œuvre et de la personne de KEYNES du point de vue autrichien cf. Hans-Hermann HOPPE, "The Misesian Case Against KEYNES" [ch. 5 de *The Economics and Ethics of Private Property*] et Murray N. ROTHBARD, "KEYNES, the Man", in: Mark SKOUSEN (ed.), *Dissent on KEYNES* (New York : Praeger, 1992).

² D'autres membres du *Cercle de Vienne* étaient Otto NEURATH, Rudolph CARNAP, Carl G. HEMPEL, Herbert FEIGL, Victor KRAFT, Fritz WAISMANN et Gustav

considérablement plus restreint que celui de Mises, et la philosophie positiviste était d'abord — en Autriche et en Allemagne quasiment sans influence aucune. Cela ne changea qu'après que la plupart des positivistes, à la suite de la prise de pouvoir par les Socialistes nationaux, eurent émigré dans les pays anglo-saxons, et qu'une partie d'entre eux y eut, en tant qu'intellectuels européens, obtenu des postes universitaires éminents. A la suite de la Seconde guerre mondiale — de l'apparition des États-Unis comme superpuissance militaire avec ses alliés, et le déménagement du foyer de la recherche scientifique de l'Europe vers les USA, accéléré par l'émigration des savants européens au cours des années 30 — ils finirent par réexporter vers l'Europe l'influence qu'ils avaient acquise là-bas, et la vision positiviste du monde devint au cours des décennies la philosophie dominante du monde occidental.

A la différence des historicistes, les positivistes et les réfutationnistes ne niaient pas entièrement la possibilité des lois économiques. Mais ils affirmaient qu'on ne peut jamais formuler que deux types de lois générales : il peut s'agir de définitions terminologiques arbitraires — des propositions *analytiques* — et de leur avatars tautologiquement déduits : ces énoncés seraient vrais à titre non hypothétique (a priori) mais, soi-disant, ils n'auraient aucune sorte de contenu factuel. Ou alors, ce seraient des propositions empiriques, liées à la réalité, mais alors — prétendument — elles n'auraient jamais qu'une validité hypothétique et devraient être vérifiées et retestées sans cesse au vu de l'expérience. En revanche, ce que la tradition rationaliste centrale de l'école autrichienne avait déterminé comme le *characteristicum specificum* de la science économique et que, depuis des siècles, la plupart des économistes avaient aussi (au moins implicitement) reconnu comme la marque distinctive essentielle des énoncés de

BERGMANN. Ludwig WITTGENSTEIN et Karl POPPER appartenaient à son champ d'influence élargi.

l'économie politique : à savoir qu'il s'agit d'une connaissance non hypothétique de la réalité ou, pour parler comme KANT, de jugements vrais *synthétiques a priori* ; cela, c'est ce que positivistes et réfutationnistes décrétaient absolument impossible¹.

[Alors], sous l'influence du positivisme et du poppérisme, les sciences économiques devinrent soit une sorte de jeu mathématique soit une version "économique" de la "recherche expérimentale" pour laquelle — et en cela elle est étroitement liée à l'Historicisme — il n'existe aucune espèce de différence systématique entre la *théorie* et l'*histoire*, l'histoire passant en outre pour un fondement indispensable et un terrain d'essais pour toute théorie). En tant que discipline *analytique*, l'économie a de plus en plus dégénéré en "économie mathématique", en branche secondaire des Mathématiques (largement ignorée par les "vrais" mathématiciens). Libérés de toute obligation de justifier d'un lien quelconque avec la réalité de l'"activité économique" proprement dite, les "économistes" mathématiciens s'affairent depuis sur des systèmes d'hypothèses arbitraires, à développer et à démontrer leurs implications logico-mathématiques ou leur cohérence interne. Ils analysent — dans les cas extrêmes sans aucun recours à la langue naturelle, par des moyens exclusivement mathématiques — les propriétés d'objets et de situations supposés à discrétion — c'est dire qu'ils n'existent pas : l'"équilibre", l'"indifférence", l'"information parfaite". Ils font des calculs : additionnent, soustraient, multiplient, divisent, différencient, intègrent — des unités d'objets imaginés pour la convenance — (l'"utilité"), et font force suppositions et opérations sur des relations arbitraires — non-existantes : fonctions et déterminations simultanées — entre des objets et des propriétés non

¹ Cf. là-dessus aussi Murray N. ROTHBARD, "Praxeology: The Methodology of Austrian Economics", in: Edwin DOLAN, ed., *The Foundations of Modern Austrian Economics* (Kansas City: Sheed and Ward, 1976); Hans-Hermann HOPPE, *Economic Science and the Austrian Method* (Auburn, Al.: Ludwig von Mises Institute, 1994).

moins arbitrairement postulés. Le résultat, comme l'établit un coup d'œil sur n'importe laquelle des revues internationales spécialisées soi-disant en pointe, est un flot ininterrompu d'exercices symboliques littéralement dépourvus de toute signification et de toute applicabilité — des jongleries mathématiques en lieu et place d'une science sérieuse et authentique, sans même la plus petite ressemblance avec ce qui jadis — jusqu'à il y a quelques décennies — passait pour être la science économique, et que l'ensemble des "économistes classiques" entendaient d'ailleurs par là.

De l'autre côté — en tant que discipline "empirique" — la science économique dégénérait toujours davantage en une "recherche quantitative" voire en "économétrie". Puisque, soi-disant, il ne pouvait y avoir de connaissance de la réalité qui ne soit hypothétique et que toute connaissance empirique ne pouvait prétendument être qu'hypothétique, alors on pouvait — on devait — procéder dans le domaine des sciences économiques et sociales exactement comme dans celui des sciences naturelles expérimentales : par la méthode de l'essai et de la découverte des erreurs. On formule donc des hypothèses (des modèles) au choix sur les rapports entre certaines grandeurs (variables) empiriques, puis on "observe" ou on "n'observe pas" les données qui devraient y correspondre, pour

¹ Le caractère absolument vain de l'économie mathématique ne peut être dissimulé et demeurer à l'écart de la conscience publique que parce que le monde de l'enseignement et de la recherche dans l'ensemble des pays occidentaux est largement étatisé (financé par l'impôt), et que cela dispense entièrement la plus grande part de ce qu'on appelle la "recherche scientifique" de toute — de *sa* — justification pratique (bien au contraire, on a des raisons de supposer que si l'économie mathématique est entretenue de la sorte par les hommes de l'Etat, c'est précisément parce qu'elle n'a absolument aucune portée). Pour un jugement comparable sur la "recherche scientifique" dans le domaine mathématique, cf. Friedrich KAMBARTEL, *Erfahrung und Struktur* (Frankfurt/M.: Suhrkamp, 1968), ch. 6, partic. les pp. 236-242.

finalement "tester" les hypothèses à l'aune de ces données-là. Que les prédictions déductibles des hypothèses "correspondent" avec les données effectives, et voilà l'hypothèse confirmée jusqu'à nouvel ordre ; qu'elles n'y correspondent pas, voilà que l'hypothèse est réfutée et doit être soumise à révision. Les conséquences de cette forme (expérimentaliste) de la science économique, on peut de même les constater d'un simple coup d'œil dans les périodiques les plus en vue du monde universitaire. Entre deux exercices de jonglerie mathématique, on n'y trouve guère autre chose que de la "construction de modèles" et des "tests". Mais les résultats sont suffisants pour dégriser n'importe qui. La capacité à prévoir des modèles économétriques — comme l'opinion générale elle-même le reconnaît d'ailleurs de plus en plus — est un sujet de rigolade proverbial. Tout profane un peu dégrossi, sans y avoir recours le moins du monde, peut produire des pronostics aussi bons (aussi mauvais) voire bien meilleurs. La recherche quantitative en économie n'a jusqu'à présent jamais produit une seule nouvelle idée fondamentale — cependant qu'au cours d'une multitude innombrable d'"études scientifiques" entreprises à cette fin, [cette même recherche quantitative] contribuait à ce que même les fondements les plus apparemment inébranlables de l'économie politique soient remis en question par des entreprises "expérimentales". Cependant que, dans le domaine des sciences économiques et sociales, il ne se trouvait guère de proposition, si incroyable ou folle qu'elle ait semblé être, qui n'ait trouvé diverses études "empiriques" pour, simultanément, aussi bien la "confirmer" que la "réfuter" par l'expérience.

¹ Dans le meilleur des cas, ces études consistent à réaffirmer les vieilles vérités fondamentales par des moyens inappropriés — d'une certaine manière comme si on "prouvait" à nouveau le Théorème de PYTHAGORE par des moyens empiriques, en faisant des mesures de longueur et d'angle. Et dans le pire des cas elles consistent à "réfuter" ces anciennes vérités fondamentales par des moyens empiriques en fait inopérants et à "découvrir" sans arrêt des théories "nouvelles", "jamais vues". Et ce, d'autant plus qu'on est moins familier de l'histoire de la pensée économique (des Classiques).

Vu l'insignifiance patente de l'économie mathématique, le caractère de plus en plus visiblement arbitraire des objets et des résultats de la recherche empirique et la perte d'intérêt, la dévalorisation de la recherche scientifique en économie en tant que telle qui en sont résultées, l'économie, à partir de la fin des années 70, s'est retrouvée dans une "crise scientifique" au sens de Thomas KUHN¹, crise qui s'aggrave toujours depuis lors. En dépit de leur échec manifeste, les économistes quantitativistes et mathématiciens n'ont naturellement pas abandonné leurs postes et règnent toujours aujourd'hui sur les universités en vue et sur les publications scientifiques. Mais parmi les étudiants et les savants des générations montantes, il est depuis apparu de plus en plus de contestataires, qui rejetaient l'ensemble du programme de recherche (le paradigme) positiviste-réfutationniste comme stérile et même catégoriquement vicié, et se tournaient vers un autre, ou se

[en d'autres termes, les pseudo-expérimentalistes passent leur temps à "prouver" statistiquement que deux et deux font quatre mais, comme leurs moyens de preuve sont par essence inadéquats (et comme ils vivent d'argent volé), il leur arrive aussi forcément de "prouver", à l'occasion, que cela fait cinq (du moins, "dans les conditions de l'expérience") — et c'est en cela que consiste l'essentiel de leurs "contributions originales" à la science économique (F. G.).]

La recherche économique [pseudo-]expérimentale est elle aussi largement financée par l'impôt et n'est soumise à aucune contrainte de justification pratique, et elle est également, pour les mêmes raisons, largement dépourvue de toute valeur et utilité. L'intérêt que les hommes de l'Etat trouvent à soutenir la recherche économique [pseudo-]expérimentale se trouve plutôt dans le fait qu'elle seule, du fait de ses partis pris méthodologiques, se prête à la légitimation de l'intervention étatique en tant que telle — quelle qu'elle puisse être. L'interventionnisme étatique comme mise en application de la recherche sociale empirique, et la science comme technique de l'intervention au coup par coup dans la société !

¹ Cf. Thomas KUHN, *The Structure of Scientific Revolutions* (Chicago : University of Chicago Press, 1962) [*Die Struktur wissenschaftlicher Revolutionen* (Frankfurt/M.: Suhrkamp, 1967) ; *La Structure des révolutions scientifiques* (Paris, Flammarion, 1983)].

consacraient à la recherche d'une porte de sortie analogue. De même a-t-on pu constater une reprise dans la création de nouvelles revues spécialisées, qui ne se présentaient plus seulement comme des concurrentes directes des périodiques établis avec leurs auteurs et/ou lecteurs et le même programme de recherche (mais en mieux et en plus mathématiquement compliqué — ou au contraire plus mauvais et plus simple), mais entendaient offrir à la place un produit entièrement autre, fabriqué par des auteurs différents et adressé à des lecteurs différents (ou du moins convertis)¹.

La crise du programme de recherche positiviste s'aggrava au cours des années 80, après que les prédictions mêmes des monétaristes, qui avaient entre-temps supplanté les keynésiens comme école "dominante" de la science officielle, s'étaient révélées d'une fausseté patente². Dans cette situation de crise, on n'a pas seulement vu ressusciter les autres versions du relativisme dans les sciences sociales, étouffées au cours des hautes eaux du

¹ Du côté autrichien, cela s'est d'abord produit en 1976 avec la fondation du *Journal of Libertarian Studies. An Interdisciplinary Review*, et en 1987 est apparue entre autres la *Review of Austrian Economics*. Le fondateur et le rédacteur en chef des deux périodiques était Murray ROTHBARD.

² Comme meilleur témoin cf. le chef de l'École monétariste Milton FRIEDMAN dans "The Resource Cost of Irredeemable Paper Money", *Journal of Political Economy* (1986). Dans cet article, FRIEDMAN n'échappe pas à l'aveu que l'ensemble de ses prédictions sur les avantages d'un système de monnaies-papier nationales non convertibles et de taux de change flottants (notamment comparé avec un étalon-or classique) au vu des expériences accumulées depuis 1971 — avec la mise en œuvre des idées monétaristes — se sont révélées complètement erronées. FRIEDMAN n'admet à ce propos que son embarras. Il n'envisage pas de reconnaître que les partisans d'un étalon-or — comme Menger, Böhm-Bawerk, Mises et Rothbard — avaient eu raison contre lui, ni qu'il pourrait bien y avoir quelque chose qui ne va pas dans la méthode de recherche positiviste qu'il propage depuis le début de sa carrière.

Cf. aussi Hans-Hermann Hoppe, "How is Fiat Money Possible? — or: The Devolution of Money and Credit", *Review of Austrian Economics*, Vol. 7, no. 2, 1994.

positivisme : de l'économie néo-institutionnaliste, rhétorique, interprétativiste, herméneutique, post-moderne ou ultra-subjectiviste ; on a surtout assisté à la redécouverte de la tradition de l'école autrichienne et de la différence essentielle de son programme de recherche rationaliste.

Les plus grands représentants de l'école autrichienne, et en particulier Ludwig von Mises, avaient dès le départ réprouvé comme fausse et contradictoire la méthodologie positiviste-réfutationniste ainsi que son emploi dans le domaine des sciences économiques et sociales. Pour commencer, disait Mises, il est contradictoire de prétendre qu'il ne saurait y avoir que des propositions analytiques ou des propositions empiriques ; car cette affirmation même, si on veut lui prêter la moindre force probante — c'est-à-dire si elle ne doit pas n'être à son tour qu'une proposition analytique arbitraire ou alors une affirmation empirique hypothétique — doit elle-même représenter justement ce que les positivistes prétendent être impossible : à savoir une connaissance non hypothétique de la réalité. Ensuite, indépendamment de ce que l'on peut penser de l'applicabilité de la méthode positiviste dans le domaine des sciences de la nature, il est cependant contradictoire de penser qu'elle puisse aussi trouver un emploi dans le domaine des sciences sociales ; car tout savant qui teste des hypothèses doit au moins implicitement convenir qu'en principe il n'est pas en position de prédire aujourd'hui les résultats à venir de sa propre activité future de recherche (en fait, c'est justement parce qu'on est incapable de faire cela que la recherche a le moindre sens), et il s'ensuit que lui-même et son agir propre — c'est-à-dire le domaine

¹ Cf. pour une critique de ces courants Murray N. Rothbard, "The Hermeneutical Invasion of Philosophy and Economics", *Review of Austrian Economics*, Vol. 3, 1989; *idem*, "Intimidation by Rhetoric", *Review of Austrian Economics*, Vol. 9, no. 1, 1996 ; Hans-Hermann Hoppe, "In Defense of Extreme Rationalism: Thoughts on Donald McCloskey's 'The Rhetoric of Economics'", *Review of Austrian Economics*, Vol. 3, 1989.

des objets étudiés par les sciences sociales — ne peuvent par principe *pas du tout* être expliqués ni prédits comme les positivistes se

Depuis la fin des années 70, au vu de l'échec de plus en plus patent du programme de recherche positiviste-réfutationniste, on ne s'est pas borné à redécouvrir ces arguments-là ; de plus en plus, particulièrement de plus en plus de jeunes savants en sciences économiques et sociales découvraient aussi que l'école autrichienne qui était presque tombée dans l'oubli pendant les hautes eaux du positivisme avait, dépassant largement la critique logique du positivisme et dans l'ignorance de la plupart de l'opinion scientifique, élaboré un système d'économie descriptive presque complètement développé et achevé, dont les propositions se

intertemporel) et le capital ; le profit, la perte, l'accumulation et la consommation du capital ainsi que la faillite.

En revanche, il faut exclure par principe de toute analyse économique tous les concepts et hypothèses qui décrivent des objets ou des événements non-existants (irréalistes) ou impossibles (à moins que ce ne soit à des fins didactiques : comme feuille de contraste pour expliquer voire développer un concept réaliste évidemment différent). C'est valable par exemple pour le concept d'"équilibre" — l'action est toujours l'expression d'une *préférence*, du souhait d'une *amélioration* du bien-être ressenti et de ce fait, une personne qui agit, aussi longtemps qu'elle agit seulement, n'est jamais en *équilibre*, et son action ne peut donc jamais être décrite au moyen d'une *équation*. C'est valable pour le concept d'"indifférence", et pour toute l'analyse des "courbes d'indifférence" qu'on a construite dessus — toute action est l'expression d'un choix réfléchi et implique que l'on *préfère* un produit ou une satisfaction à un autre, et une personne qui agit ne peut donc jamais être *indifférente* à des quantités ou à des combinaisons de produits. C'est [aussi] valable en ce qui concerne l'hypothèse de prévision parfaite — l'action est toujours une action face à l'incertitude, avec une information imparfaite². Et

¹ Même le proverbial âne de BURIDAN, qui ne peut pas se décider entre deux tas de foin d'égale grosseur et également éloignés de lui, ne démontre en rien son indifférence vis-à-vis des deux tas. Au contraire, son comportement donne l'impression qu'il *préfère* s'obstiner à rester sur place et à mourir de faim plutôt que de choisir soit l'un soit l'autre des tas de foin. Cf. aussi Murray N. ROTHBARD, *Man, Economy, and State* (Auburn, Al.: Ludwig von Mises Institute, 1993), pp. 260-272.

² Imaginer une prévision parfaite implique qu'on ne se trompe jamais (qu'on n'est jamais déçu). Mais quand on ne peut pas se tromper, alors on ne peut à proprement parler pas non plus avoir jamais eu raison (recevoir une confirmation). Il faut au contraire supposer que l'on sait toujours déjà ce qu'on saura jamais un jour. Dès lors que la connaissance et l'information seraient parfaites, il n'existerait plus rien que l'on puisse apprendre. Cependant, s'il n'y avait plus rien à apprendre, alors on ne pourrait même plus expliquer pourquoi

c'est particulièrement vrai en ce qui concerne l'emploi de l'arithmétique et des mathématiques.

Il est évident qu'on ne peut se servir de l'arithmétique et des mathématiques que là où il existe des unités que l'on peut *compter* et/ou des grandeurs que l'on peut mesurer. Il est indubitable que de telles unités, de telles grandeurs existent et non moins douteux qu'il existe de ce fait, dans cette mesure, un large domaine d'application pour les mathématiques. La réalité extérieure, où les personnes agissent, contient des unités que l'on peut compter, des grandeurs que l'on peut mesurer, et les relations entre ces unités et des objets peuvent aussi de ce fait être traités mathématiquement. Mais le résultat de cet emploi des mathématiques est du domaine de la *technologie*. Le savoir technique — savoir comment on peut estimer à l'avance certains résultats externes (physiques) sur la base de certaines opérations de comptage, de mesure et de calcul a indubitablement une grande importance, mais cela n'a rien à voir avec ce dont l'économie se préoccupe. L'économie ne s'occupe pas d'expliquer comment certains "entrants" se transforment en certains "extrants" (c'est de la technique de production !), mais bien au contraire de la manière dont les personnes qui agissent font un *choix* entre une multiplicité de techniques réalisables de production : comment elles se décident (choisissent) entre divers types possibles de production et, pour un produit donné, entre différentes

au juste des personnes qui agissent (à la différence d'un ordinateur) seraient dotées d'une conscience, et souhaiteraient apprendre pour savoir quoi que ce soit, et on a tout autant de peine à expliquer que des personnes doivent jamais s'engager dans des échanges verbaux (la communication, l'argumentation). Car lorsque tout le monde sait déjà tout, cela n'a tout simplement plus aucun sens de souhaiter se parler les uns aux autres. Cf. aussi Hans-Hermann HOPPE, "On Certainty and Uncertainty — Or How Rational Can Our Expectations Be?" ["De la certitude et de l'incertitude ou : quelle peut être la rationalité de nos anticipations ?"]

combinaisons possibles de biens de production. Cette procédure de décision (ce choix) économique concerne des objets externes (objectifs) qu'il est possible de compter et de mesurer. Mais ce ne sont pas ces objets externes qui déterminent son issue : c'est une *évaluation subjective* [par un acte de la pensée] à leur sujet : jugement de valeur porté, par une personne qui agit, sur l'*utilité perçue à la marge* (valeur) des objets et relations externes susceptibles d'être comptés, mesurés et calculés. Cependant, l'utilité du produit particulier ou de la combinaison donnée de biens de production déterminée par le choix économique n'est elle-même pas un objet (une grandeur) comptable ni mesurable. L'utilité est une grandeur intensive et non extensive. On peut *ranger* les objets et les événements relativement à l'importance qu'on leur a attribuée (comme plus ou moins utiles [dans ce contexte]), et la formation d'une hiérarchie par ordre d'importance et tout ce dont on a besoin pour faire un choix économique. Cependant, on ne peut jamais *mesurer* l'"utilité" d'un objet. Il n'existe pas d'"unités" d'importance, et en l'absence de telles unités il n'existe aucune espèce de possibilité de se servir d'opérations mathématiques ni de "quantités" et encore moins de "fonctions" d'utilité. Au-delà de ce classement des objets par ordre de rang, il n'existe aucune espèce de relation mathématique (quantitative) entre l'utilité de différents objets, quantités d'objets et combinaisons d'objets. La conséquence n'est pas seulement qu'en économie il faut proscrire comme non scientifique toute comparaison d'utilités entre les personnes. Il ne faut pas moins rejeter toutes les opérations mathématiques dans lesquelles l'expression d'"utilité" apparaît illégitimement. Et en particulier,

¹ Cf. à ce sujet Ludwig von Mises, *Human Action*, pp. 200-211; Lionel Robbins, *The Nature and Significance of Economic Science* (New York: New York University Press, 1984), pp. 32-38.

* Ce lien nécessaire entre les deux proscriptions fonctionne dans les deux sens : les économistes mathématiciens, dont la pratique mathématico-symbolique implique logiquement (malgré leurs dénégations) de traiter l'"utilité" comme si

il faut exclure tout emploi du concept d'"utilité totale" comme complètement anti-scientifique ; car l'idée d'une "utilité totale" implique que l'on pourrait faire la somme — arithmétique ou intégrale — des jugements d'utilité portés à la marge [à l'occasion des diverses actions] sur les divers objets et quantités d'objets. Or en fait, il n'y a pas d'utilité "totale", mais seulement l'utilité à la marge [c'est-à-dire à l'occasion des choix] de quantités d'objets plus ou moins grandes ou petites. L'utilité à la marge d'une quantité plus grande d'un objet donné est toujours nécessairement plus grande que celle d'une plus petite quantité du même bien [par définition même de ce que c'est qu'un bien]. Et sur les objets en quantité ou d'une grosseur donnée règne la loi bien connue de l'utilité marginale décroissante : l'utilité à la marge de l'unité d'un objet d'une certaine taille diminue toujours lorsque la quantité du bien à la disposition d'une personne augmente d'une unité supplémentaire, c'est-à-dire que l'utilité à la marge de la deuxième unité de l'objet est toujours nécessairement moindre que celle de la première, etc. Toutes ces relations sont ordinales par nature — et il n'existe aucune espèce de point de départ pour un emploi quelconque de l'arithmétique et des mathématiques en économie politique.

elle était mesurable, ne respectent guère non plus l'obligation — qu'ils reconnaissent verbalement — de s'interdire toute comparaison interpersonnelle d'utilité dans leur étude des politiques publiques. La sophistique économique des technocrates reflète presque toujours cet *utilitarisme* [F. G.].

¹ Cf. là dessus principalement Murray N. ROTHBARD, *Toward a Reconstruction of Utility and Welfare Economics* (New York: Center for Libertarian Studies, 1977) ["Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien-être", ch. 4 de Murray N. ROTHBARD *et. al.*, *Economistes et Charlatans* (Paris, Les Belles Lettres, 1991)].

L'emploi de grandeurs cardinales et de calculs dans le domaine économique est exclusivement limité au domaine du calcul économique, et il ne peut y avoir de calcul économique que là où il y a aussi de la monnaie — donc absolument pas par exemple dans le no man's land d'un "équilibre général" — et où les biens de consommation et de capital sont aussi effectivement échangés contre de l'argent

Dans le cadre de l'économie analytique (mathématique), le processus de formation des concepts et des postulats était supposé *arbitraire*, ce qui menait forcément à l'insignifiance ; la tradition rationaliste de l'école autrichienne s'est au contraire toujours souciée de faire que tout concept et tout postulat possède un fondement empirico-opérationnel parfaitement clair et doive se rapporter à un objet existant réellement ou du moins potentiellement. Ainsi, tout ce que l'Ecole autrichienne pouvait avoir à dire était directement applicable, et intéressant pour la pratique.

— Deuxièmement, par opposition à la pratique des chercheurs quantitativo-empiristes en économie, la tradition autrichienne avait toujours inébranlablement affirmé que ce que décrivent les énoncés de l'économie politique consiste en des relations nécessaires et non hypothétiques, et que la logique de la recherche et du progrès scientifique dans le domaine des sciences économiques diffère fondamentalement de la méthode positiviste des essais et de la découverte des erreurs. La loi de l'utilité marginale décroissante n'est pas une hypothèse, elle est logiquement déduite du fait universel que toute action implique

(c'est-à-dire entre autres pas dans le socialisme). Cependant, l'emploi de grandeurs chiffrées dans la cadre du calcul économique, si indispensable qu'il soit en tant qu'outil intellectuel en vue de rationaliser l'action humaine dans les circonstances de la division du travail, n'a décidément rien à voir avec la mesure ni le fait de mesurer. Les prix en monnaie ne sont pas des "mesures" de la valeur ni de l'utilité. Bien au contraire, les prix sont le résultat d'un échange entre l'argent et ce qui n'en est pas, c'est-à-dire le produit d'une inégalité des valeurs, d'une non-identité. Il est par conséquent complètement erroné (et inadmissible) de représenter les prix et les relations de prix comme des quantités et des relations entre des quantités. "Les chiffres mis en application par les hommes qui agissent à l'occasion du calcul économique ne se rapportent pas à des quantités mesurées mais à des taux d'échange tels qu'on s'attend (à partir de la manière dont on *comprend* la situation) à les voir réaliser sur les marchés dans l'avenir. Avenir en vue duquel toute action est orientée et qui seul importe pour l'homme qui agit." Ludwig von Mises, *Human Action*, p. 210.

une préférence, associé à la supposition que la disponibilité d'un bien particulier s'accroît d'une unité de même taille. De même, ce n'est pas une hypothèse, mais une relation logiquement nécessaire, quand on dit que tout échange volontaire entre deux propriétaires privés doit nécessairement être perçu *ex ante* comme avantageux par l'un comme par l'autre, et que les deux parties à l'échange présentent un ordre de préférence inverse en ce qui concerne les objets échangés. Et il n'est pas davantage purement hypothétique qu'un accroissement de la quantité de monnaie conduise à une perte de son pouvoir d'achat, à une modification des prix relatifs et à une redistribution des revenus. Et il n'est pas non plus "hypothétique" que des loyers maximum fixés par la loi conduisent à une économie de pénurie dans le domaine du logement à louer, que des salaires minimum imposés par la loi provoquent un chômage forcé, ou qu'il ne peut pas y avoir de calcul économique dans une économie [de planification] socialiste. Tous ces énoncés décrivent également des relations logiquement, conceptuellement nécessaires. A la place d'un choix arbitraire d'hypothèses de départ (ce que fait la recherche économique empirico-quantitativiste) la tradition rationaliste des autrichiens apporte une validité et une nécessité catégoriques (apodictiques).

Pour un positiviste, une telle prétention à la validité doit présenter tous les traits de l'*hubris* mentale. En fait, elle est bien au contraire dictée par une modestie intellectuelle affirmée. Tout d'abord, invoquer une validité apodictique des énoncés n'implique en aucun cas une prétention à être infaillible. La logique et la mathématique aussi s'occupent de relation non hypothétiques — et ni les logiciens ni les mathématiciens ne réclament aucune espèce d'infaillibilité pour eux-mêmes. Ce qu'ils prétendent simplement, c'est que la preuve du caractère erroné de leurs énoncés doit être apportée sur la base d'autres propositions non pas hypothétiques, mais logiques ou

mathématiques, et non pas sur celle de "tests" empiriques quelconques. Les autrichiens n'exigent rien de plus, ou rien d'autre, pour leurs propres énoncés. Des arguments non hypothétiques — praxéologiques — ne peuvent être attaqués que par d'autres arguments praxéologiques. Par-dessus le marché, qu'ils invoquent une validité apodictique pour leurs énoncés n'implique en aucune manière une prétention à l'universalité, comme quoi par exemple *toute* connaissance factuelle dans le domaine des sciences de l'action humaine serait de cette nature apodictique-là. Bien au contraire. Alors que pour les positivistes tous les phénomènes sociaux doivent être traités par une seule et même méthode, on a toujours insisté, de Menger à Rothbard, sur une séparation stricte entre la théorie et les énoncés théoriques (l'économie politique) d'une part et l'histoire et autres descriptions événementielles (y compris les prévisions des entrepreneurs) d'autre part. L'économie politique ne peut expliquer qu'un petit domaine, étroitement limité, des phénomènes et des aspects de la réalité sociale — mais elle est tenue de le faire apodictiquement. Un autre domaine (plus étendu et plus important) des phénomènes et aspects de la société demeure complètement fermé aux explications et aux prédictions de la théorie économique. Dans ce domaine — celui de l'explication historique et de l'activité de prévision des entrepreneurs — il n'existe aucune connaissance apodictique, mais jamais rien d'autre que des tentatives de reconstruction ou de prédiction construites à partir d'une compréhension du passé.

¹ Il va de soi que l'économie politique ne peut expliquer à sa manière non hypothétique (apodictique) que les aspects des phénomènes qui possèdent un élément nécessaire (condition nécessaire ou conséquence logique) de toute action dans des conditions spécifiques (et qui, dans cette mesure-là, sont universels et indépendants du temps). Elle peut par exemple expliquer, que chaque fois qu'un échange volontaire a lieu — peu importe où et quand, entre qui, sur quels biens et pour quel rapport de prix — les deux parties à l'échange s'attendent à en profiter, et qu'ils présentent une échelle de préférences inverses

Avant tout, la prétention au caractère apodictique de la part des économistes autrichiens n'implique aucune arrogance intellectuelle, mais tout au contraire un respect déférent pour l'histoire de la pensée économique. Car si les lois économiques consistent effectivement en des énoncés catégoriquement (et non hypothétiquement) vrais, alors on devrait s'attendre à ce que ces lois, en toute hypothèse, traduisent des vérités "anciennes", découvertes depuis longtemps. Que l'on découvre de "nouvelles" lois non hypothétiques, même si ce n'est pas exclu, doit être un événement intellectuel plutôt rare, et plus celles-ci sont "nouvelles" et plus on doit les envisager avec soupçon. On devrait s'attendre à ce que la plus grande partie de ce qu'il y a à découvrir en fait de connaissance factuelle non hypothétique ait déjà été découvert et pris en compte et n'ait qu'à être redécouvert et réappris. Et cela veut dire que l'on doit s'attendre à ce que, dans le domaine de l'économie — comme dans les autres disciplines qui s'occupent d'énoncés catégoriques (non hypothétiques) de fait et de cause (comme par exemple la

relativement aux objets échangés. En revanche, la théorie économique est entièrement incapable d'expliquer ou de prédire ceux des aspects des phénomènes qui sont influencés et modifiés par les expériences personnelles (l'apprentissage et l'oubli) (et qui sont, dans cette mesure même, contingents et dépendants du temps). Elle ne peut par exemple pas dire, pourquoi (et si) un échange aura lieu, quand, où, entre qui, sur quoi ni à quel prix.

Cette séparation conceptuelle stricte entre la théorie et l'histoire n'a rien à voir avec une quelconque dévalorisation de la science historique de la part de l'École autrichienne. Bien au contraire, presque tous les économistes autrichiens, en particulier Murray N. ROTHBARD, avaient un grand intérêt pour l'histoire et se sont aussi distingués comme historiens.

Cf. sur ce thème particulièrement Ludwig von MISES, *Theory and History* (Auburn, Al.: *Ludwig von Mises Institute*, 1985) [*The Ultimate Foundation of Economic Science* (Kansas City, Sheed Andrews & McMeel, 1978 — 1^o éd. 1962)]; Hans-Hermann HOPPE, "On Certainty and Uncertainty — or: How Rational Can Our Expectations Be?", *Review of Austrian Economics*, Vol. 10, No.1 (Fall 1996).

philosophie, la logique, la mathématique, l'éthique), le progrès scientifique, soit forcément lent et malaisé. Le "danger" n'est pas que chaque génération d'économistes manque à ajouter — en mieux ou en neuf — au stock de connaissances qu'elle hérite, mais au contraire qu'elle n'apprenne plus — ou plus complètement une connaissance déjà disponible et tombe dans des erreurs anciennes — ou plus rarement de nouvelles. De ce côté-là, justement, les *autrichiens* archi-rationalistes (apodictiques), de MENGER à ROTHBARD, se sont distingués par une attitude de stricte humilité intellectuelle, décantée par un apprentissage approfondi de l'histoire des dogmes économiques. Pour l'essentiel, ils ne prétendaient rien être d'autre que les gardiens d'un savoir ancien, traditionnel, et leur revendication d'originalité scientifique, quand elle était seulement évoquée, était des plus modestes.

Ce sont bien au contraire les chercheurs empiristes-quantitativistes en économie, pour qui il ne saurait soi-disant y avoir qu'une connaissance hypothétique et non apodictique de la réalité, qui se sont montrés arrogants et obtus. De leur point de vue positiviste-réfutationniste, la recherche économique empirique est un processus ininterrompu de progrès — se rapprochant toujours davantage de la vérité — d'essais (les hypothèses), de constatation des erreurs (la "réfutation") et de tentatives renouvelées (avec des hypothèses modifiées). De sorte que toute connaissance "plus tardive" (plus récente) apparaît forcément toujours comme une connaissance "meilleure" ; car à mesure que passe le temps, après un délai plus long, il est toujours possible d'avoir éliminé davantage d'erreurs. Il est donc "scientifiquement légitime" que dans son travail, chaque génération montante d'économistes ne se soucie jamais que du dernier (du plus récent) état de la recherche et n'attribue à l'histoire de sa propre discipline que la valeur d'une antiquité bonne pour le musée. Comme chez les physiciens, il est également légitime pour un économiste qu'il apprenne son métier exclusivement à partir de manuels

contemporains et d'articles de revues qui sont les plus récents et les plus novateurs à ce moment-là ; et de même que les physiciens s'occupent fort peu, ou pas du tout, de l'histoire et des classiques de la physique (quel est le physicien qui, pour avancer dans ses études de physique, lit aujourd'hui ARISTOTE, GALILÉE, NEWTON ou même EINSTEIN ?!), de même doit-on, en tant qu'économiste, ne pas s'occuper (ou alors seulement à la marge) de l'histoire et des classiques de son propre métier (car on suppose que toutes les vérités classiques, moins une série d'erreurs entre-temps éliminées, ont été reproduites dans les manuels contemporains). L'histoire de l'économie politique a la même importance relative dans la formation des économistes que l'histoire de la physique dans la formation des physiciens — le superflu d'un élevage d'orchidées ! A suivre ce point de vue (positiviste), il serait admissible, normal, que les chercheurs empirico-quantitativistes se rengorgent d'autant plus de leur propre originalité scientifique qu'ils connaissent moins l'histoire de l'économie politique ainsi que ses classiques, et qu'ils puissent alors (n'ayant jamais appris rien d'autre) inébranlablement s'accrocher au programme de recherche positiviste-réfutationniste alors que le caractère inopérant de leur mode de recherche est patent depuis belle lurette.

Ce n'est donc pas parce qu'elles seraient triviales, arbitraires et intellectuellement arrogantes que les propositions du système rationaliste de l'économie et de la théorie sociale autrichiennes (construit avec constance de MENGER à ROTHBARD) se distinguent particulièrement. Elles le font bien au contraire parce que, sans aucune exception, elles sont à la fois pertinentes, logiquement contraignantes et modestes dans leurs ambitions. Elles au moins, en effet, se limitent à leur domaine propre d'énonciation et de validité, et se fondent sur une connaissance authentique de l'Histoire.

A partir du milieu des années 70, face au contexte d'une crise de l'État-providence toujours plus évidente et de l'impasse concomitante du positivisme (et de la philosophie de l'ingénierie sociale au coup par coup), une croissance constante du nombre d'"autrichiens" déclarés se produisit après des décennies d'oubli, d'abord et avant tout aux États-Unis, mais aussi en Europe et en Amérique du Sud. Dans le monde académique, les *autrichiens* sont encore une tout petite minorité. Vu le jugement porté par l'Ecole autrichienne sur le programme de recherches positiviste tout entier — de l'économie mathématique à la recherche empirico-quantitative en économie (l'économétrie) — comme étant l'erreur intellectuelle du siècle, c'est difficilement surprenant. En outre, étant donné le fait que les *autrichiens* sont, comme résultat final de leur recherches économiques, devenus des défenseurs apodictiques et catégoriques de l'idée "démodée" d'une économie monétaire et capitaliste fondée sur la propriété privée et la liberté d'entreprendre — du libéralisme en somme — et dénie donc fondamentalement toute justification à l'ensemble de l'État-providence moderne (démocrate-social) en général et au système universitaire plus ou moins complètement étatisé en particulier, il fallait carrément s'attendre à ce que la progression desdits *autrichiens* dans les universités y soit âprement combattue par l'*establishment*. En dépit de ces obstacles, la représentation des autrichiens dans le monde universitaire des sciences économiques et sociales ne s'est pas moins accrue sans discontinuer. Depuis, ils se sont mis à enseigner dans des dizaines d'universités américaines, et il existe tout un ensemble de facultés à l'orientation autrichienne prononcée.

Au-delà du domaine universitaire, l'Ecole autrichienne a surtout réussi depuis à prendre pied, de plus en plus, dans l'opinion profane cultivée, et par là exercer une influence toujours croissante sur l'opinion publique américaine. Alors que pour les personnes employées en-dehors de l'activité universitaire (ceux qui sont dans

la vie normale) les résultats de l'économie mathématique et de la recherche empirico-quantitative sont dépourvus d'intérêt et n'ont aucun sens (personne n'est prêt à payer volontairement pour les acheter), les économistes autrichiens avaient à dire des choses que les êtres humains "normaux" peuvent comprendre, et dont ils pouvaient apprécier le sens et l'importance. Et ce que les autrichiens avaient à dire : simple, éprouvé et logiquement nécessaire, frappait dans ce public-là une corde de plus en plus sensible au vu de la crise toujours plus évidente de l'État-providence et du discrédit croissant qu'elle valait aux écoles interventionnistes de l'*establishment*, keynésiens et monétaristes. Résultat et traduction de cet état de fait, en 1982 fut fondé le *Ludwig von Mises Institute*, installé dans l'enceinte de la Auburn University à Auburn, Alabama, et uniquement financé par des fonds privés. C'est particulièrement grâce à l'activité du *Mises Institute* — à ses conférences scientifiques, séminaires d'enseignement, universités d'été, bourses, livres, revues et magazines, savants et populaires — que l'idée autrichienne du rationalisme dans les sciences sociales et d'un ordre social libéral reçoit désormais une audience plus claire et plus catégorique. Aujourd'hui, à la fin du vingtième siècle, dans l'opinion publique américaine, la voix des *Austrians* représente à nouveau une force intellectuelle qu'on ne peut plus manquer d'entendre ni refuser de reconnaître. Et le programme desdits *Austrians* — la propriété privée et la division coopérative du travail comme fondements du bien-être moral et matériel ; un ordre politique dont la fonction exclusive est de garantir et de maintenir les droits de propriété privée ainsi que l'économie de marché [libre] qui en résulte : qui n'intervient pour "corriger", ni dans la différenciation personnelle des revenus et des patrimoines ni dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement, et qui doit en même temps s'accommoder du droit de sécession inconditionnel des entités politiques plus petites vis-à-vis des plus grosses ; le libre-échange et un étalon-or international — a exercé une influence intellectuelle décisive sur la

"contre-révolution populiste", d'opposition fondamentale au "Welfare-warfare State" centralisé — à Washington, D. C. — qui a pris aux États-Unis les proportions d'un mouvement de masse à partir du début des années 90.

Cependant, à la fin du vingtième siècle, malgré tous ses succès au cours des deux dernières décennies, l'École autrichienne n'a pas encore réussi une véritable percée, et il est à craindre qu'un effondrement économique du système (démocrate-social) d'État-providence occidental doive d'abord se produire, avant que l'heure de l'économie autrichienne ne commence à sonner.

*8 Le Rationalisme autrichien à l'ère du déclin du positivisme**

Rationalisme et relativisme dans les sciences de la nature et de la société

Le rationalisme philosophique affirme que l'homme est capable de reconnaître certains principes, certains fondements premiers de la connaissance : qu'il existe une justification ultime, une validité a priori pour l'ensemble de cette connaissance ; que celle-ci doit être présupposée par quiconque prétend discuter d'une proposition prétendant à quelque connaissance que ce soit — par exemple le principe de non-contradiction ; qu'on ne peut pas la contester par des énoncés qui aient un sens, parce qu'elle est une condition préalable de toute mise en question qui puisse signifier quelque chose ; et que l'homme, en se fondant sur la reconnaissance de telles vérités ultimes, est capable de progresser systématiquement dans la science.

Le relativisme nie l'existence de fondements absolus à la connaissance et la possibilité du progrès scientifique.

* "Austrian Rationalism in the Age of the Decline of Positivism", chapitre 11 de : *The Economics and Ethics of Private Property*.

Les sciences de la nature semblent bien ne fournir aucune, ou presque aucune bonne raison d'adhérer au relativisme. Il semble indéniable que l'histoire des sciences de la nature est une histoire de progrès continuels, et que l'homme possède maintenant une maîtrise de la nature bien supérieure à celle du passé. En outre, des disciplines telles que la logique des propositions, l'arithmétique, la géométrie euclidienne, la mécanique rationnelle (la mécanique classique hormis la gravitation) et la chronométrie, tout ce qu'on a appelé la "protophysique", semblent fournir de parfaits exemples de la conception rationaliste d'une connaissance définitivement établie : si l'on veut dire quoi que ce soit de sensé, ou pour faire une mesure empirique quelconque de l'espace, du temps et de la matière, on ne saurait se dispenser de poser a priori la validité de la logique et de la protophysique ; de sorte qu'on ne peut pas imaginer qu'elles puissent être réfutées par une quelconque expérience ou mesure faite par l'homme. (On ne peut pas dire, par exemple, que la géométrie euclidienne ait été "réfutée" par la théorie de la relativité, parce que pour fonder la théorie de la relativité, on est bien obligé de présupposer la validité de la géométrie euclidienne qui a permis de construire les instruments de mesure).

Bien au contraire, en parfait accord avec les affirmations du rationalisme, il appert que c'est précisément le statut de la logique et de la protophysique comme théories absolument valides a priori qui rend le progrès dans les sciences naturelles empiriques systématiquement possible¹.

¹ Cf. en particulier sur ce point P. LORENTZEN, *Methodisches Denken* (Francfort sur le Main : Suhrkamp 1968) ; P. LORENTZEN, *Normative Logic and Ethics* (Mannheim : Bibliographisches Institut, 1969). "la géométrie, la chronométrie et l'hylométrie [la mécanique rationnelle] sont des théories a priori qui rendent 'possible' la mesure empirique de l'espace, du temps et de la matière. Elles doivent être établies avant que la physique, dans le sens moderne d'une connaissance empirique, avec ses champs de forces hypothétiques, ne puisse commencer. C'est pourquoi je souhaite ranger ces disciplines sous le nom

Le célèbre ouvrage de Thomas KUHN sur *La Structure des révolutions scientifiques*¹ a fourni une occasion de critiquer cette conception des sciences de la nature et de leur évolution. Analysant dans le détail des épisodes essentiels de l'histoire des sciences naturelles expérimentales, KUHN y mettait en cause l'idée d'un processus scientifique qui serait une progression régulière vers la vérité grâce à une succession d'hypothèses, d'expériences décisives et d'élimination de théories réfutées par l'expérience, chaque génération nouvelle en sachant plus que la précédente. A en croire Thomas KUHN, le processus n'était au contraire ni cumulatif ni orienté. Différents "paradigmes" ou modèles fondamentaux de l'essence de la nature se seraient succédés et supplantés dans le rôle d'orthodoxies temporaires, chacun étant immunisé contre l'expérience, impossible à réfuter par celle-ci, chaque paradigme étant incommensurable avec l'autre. Les changements de paradigme n'auraient pas été motivés par des expériences indiscutables, mais comparables à des conversions religieuses. Les anciens paradigmes disparaissaient à mesure que mouraient les savants qui les avaient soutenus ; les nouveaux prenaient leur place à mesure que se développaient de nouvelles générations de savants, infectés par une véritable fièvre de conversion. Chaque génération aurait tiré des connaissances nouvelles de l'adoption du nouveau credo mais perdu la connaissance ancienne en abandonnant les paradigmes des générations passées.

commun de 'protophysique'. Les propositions vraies de la protophysique sont celles qui peuvent être fondées par la logique, l'arithmétique et l'analyse, les définitions et les normes idéales qui rendent la mesure possible". p. 60. Cf. aussi P. JANICH, *Die Protophysik der Zeit* (Mannheim : Bibliographisches Institut, 1969) ; Friedrich KAMBARTEL, *Erfahrung und Struktur* (Francfort/M. : Suhrkamp, 1986).

¹ Chicago : University of Chicago Press, 1962. *La Structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1983. Cf. aussi Imre LAKATOS & A. MUSGRAVE, eds., *Criticism and the Growth of Knowledge* (Cambridge : Cambridge University Press, 1970).

L'ouvrage de KUHN impose-t-il une révision de l'interprétation rationaliste des sciences de la nature, et fonde-t-il l'argumentaire relativiste ? KUHN est enclin à le penser. D'autres, notamment Paul FEYERABEND, ont même poussé à l'extrême les tendances relativistes de KUHN jusqu'à un "anarchisme méthodologique" dont le slogan serait que "tout peut passer". Cependant, on ne saurait douter que ni KUHN, FEYERABEND ni qui que ce soit d'autre n'ont réussi à convaincre le grand public d'accepter un modèle relativiste des sciences de la nature, en dehors des tours d'ivoire universitaires. Aujourd'hui, comme par le passé, le grand public demeure imbu des conceptions du rationalisme et à mon avis, il a bien raison.

Il ne s'agit pas de prétendre qu'il n'y ait pas de vérités partielles dans les recherches souvent captivantes de KUHN et de FEYERABEND. Il est certainement vrai, et important, que des pertes d'informations peuvent se produire même dans les sciences de la nature, et qu'il est par conséquent avantageux de ne pas seulement étudier les publications les plus récentes, mais aussi de s'intéresser aux écrits des auteurs depuis longtemps éteints et oubliés. Il est également vrai que des motifs tels que le pouvoir, le prestige, l'argent, l'animosité personnelle et l'amitié ne cessent pas d'agir quand on se tourne vers l'étude de la nature. (Qui, par exemple, laissera tomber sans problème une théorie à laquelle il a consacré toute une vie de travail, simplement parce que le monde extérieur fait de plus en plus défection vers un autre paradigme incompatible avec lui ? En fait, en tant qu'économiste on peut même aller plus loin et admettre la possibilité de la régression scientifique : un processus de consommation du capital, suivi par une baisse générale des niveaux de vie, une population moindre, une désintégration des marchés et

¹ Cf. Paul FEYERABEND, *Against Method* (Londres : New Left Books, 1975) [*Contre la méthode*] ; *Science in a Free Society* (Londres, New Left Books, 1978) ; *Wissenschaft als Kunst* (Francfort/M. : Suhrkamp, 1984).

de la division du travail, seraient le résultat inévitable d'un déclin dans la connaissance humaine de la nature.

Cela dit, les prétentions du rationalisme n'en sont pas le moins du monde affectées. Pour commencer, il n'est certainement pas possible d'étendre le relativisme de KUHN et FEYERABEND à la logique et à la protophysique. Si l'on veut émettre une proposition qui ait un sens, ou faire une mesure quelconque, "tout" ne peut pas passer, justement. Ces disciplines, qui soit dit en passant sont largement demeurées à l'écart du domaine des considérations de KUHN et FEYERABEND, sont absolument indispensables pour toute science expérimentale (et ne sont donc pas seulement des paradigmes "irréfutables" susceptibles d'être remplacés par d'autres qui n'auraient aucun rapport). Or, à partir du moment où l'on a admis cela, où l'on a compris qu'énoncer des propositions, compter, construire des instruments de mesure, mesurer, toutes activités qui rendent possibles les sciences expérimentales, tout cela constitue des activités délibérées, il devient clair qu'on doit envisager les paradigmes des sciences de la nature comme des *moyens* : moyens de servir un projet humain indispensable et universel, à l'aune duquel ils doivent nécessairement être commensurables du point de vue de leur efficacité dans la poursuite de cette fin¹.

L'impression relativiste de l'évolution des sciences de la nature que KUHN et FEYERABEND essaient de suggérer est due au fait que les deux conçoivent à tort les théories scientifiques comme de purs systèmes de propositions verbales et méconnaissent systématiquement qu'elles sont fondées dans la réalité de l'action. Ce n'est que si on considère les théories comme complètement étrangères à toute action qu'on peut aboutir à ces deux résultats : non seulement

¹ Sur ce sujet cf. aussi H. H. HOPPE, "On Praxeology and the Praxeological Foundations of Epistemology and Ethics" in : Jeffrey HERBENER, ed., *The Meaning of Ludwig von Mises* (Boston : Kluwer Academic Publishers, 1991).

— qu'une théorie particulière puisse échapper à toute réfutation, mais encore

— que deux théories rivales quelconques, dont les propositions respectives ne peuvent pas être réduites les unes aux autres, ni définies dans les termes l'une de l'autre, échappent à toute mesure commune de telle sorte qu'aucun choix rationnel ne soit possible entre les deux.

Cependant, un tel résultat n'affecte la réfutabilité d'aucune théorie, ni la possibilité de comparer des paradigmes rivaux, dès lors qu'il s'agit de les appliquer à la réalité de l'action, ou de s'en servir comme d'instruments pour réaliser un projet concret. Au niveau purement verbal, les paradigmes peuvent bien être irréfutables et incommensurables, mais en pratique ils ne peuvent jamais l'être. En fait, on ne pourrait même pas dire qu'un paradigme est irréfutable ou que deux paradigmes quelconques ne sont pas commensurables si on ne présupposait pas un cadre conceptuel commun qui puisse servir de fondement à un tel jugement ou comparaison. Et ce sont cette réfutabilité et commensurabilité *pratiques* des sciences naturelles expérimentales qui expliquent la possibilité du progrès technique.

En refusant systématiquement de tenir compte du fait que les théories et les observations qui font l'objet d'une interprétation théorique sont le fait de personnes agissantes, qui les imaginent et les mettent en œuvre pour réussir dans leur action, KUHN et FEYERABEND se sont privés du critère même au moyen duquel toute connaissance concernant la nature est continuellement testée et mesurée : le critère du succès ou de l'échec dans la réalisation d'un projet utilisant la connaissance dans une situation donnée. S'il n'y avait le critère du succès instrumental, peut-être le relativisme semblerait-il inéluctable. En revanche, dans chacune de nos actions vis-à-vis de la nature, nous confirmons l'affirmation du rationalisme suivant laquelle il est possible de définir un domaine d'application

pour toute connaissance théorique, et d'y tester continuellement le succès de son application, de sorte qu'on est bien obligé de tenir pour commensurables des théories concurrentes pour les domaines d'applicabilité où elles sont susceptibles de mener au succès. On ne peut pas concevoir une situation où il serait rationnel de renoncer à un outil intellectuel qui se serait montré efficace à une occasion dans un domaine d'application, dans le cas où aucun autre outil ne serait disponible. De même, si un autre outil était plus efficace, par exemple si une théorie ou un paradigme permettait d'atteindre un but qu'on ne pourrait pas réaliser aussi bien si on en appliquait un autre, il serait irrationnel pour quiconque agit de ne pas l'adopter. Bien sûr, rien dans la vie n'empêche de se conduire de façon aussi irrationnelle. Cependant, quiconque le fait doit en payer le prix. Il se prive de la possibilité d'atteindre des buts qu'il aurait pu atteindre autrement. Isolée des autres contextes sociaux qui peuvent donner d'autres raisons, de type psycho-sociologique, pour ne pas l'adopter, seule face à la nature, aucune personne capable de distinguer une action efficace d'une autre inefficace n'accepterait de payer ce prix-là. C'est pour cela que la conception relativiste des sciences de la nature est inacceptable. Pour cela que, dans la maîtrise par l'homme des mystères de la nature, un progrès constant est possible et concrètement observable (même si, pour des raisons psycho-sociologiques, il est parfois erratique). Progrès dont KUHN et FEYERABEND devraient prétendre qu'il ne se produit pas, alors qu'il leur crève les yeux depuis le début.

La situation est fort différente lorsqu'on se tourne du côté des sciences sociales. Là, il semble bien que les prétentions du

¹ Cf. H. H. HOPPE, "In Defense of Extreme Rationalism", *Review of Austrian Economics*, Vol. III, 1989, notamment les pp. 190-92 ; W. STEGEMÜLLER, *Hauptströmungen der Gegenwartsphilosophie*, Vol. II, (Stuttgart : Kröner, 1975), ch. 5, partic. les pp. 523 et suiv.

rationalisme trouvent beaucoup moins de soutiens, et le relativisme est très largement accepté.

Au premier rang des arguments cités à l'appui du relativisme est cette observation que, dans le développement des sciences sociales, il n'existe rien qui ressemble au progrès réalisé dans les sciences de la nature. Alors que notre pouvoir de prédiction et notre maîtrise instrumentale de la nature se sont spectaculairement accrus depuis l'époque de PLATON et d'ARISTOTE, le développement des sciences sociales empiriques est marqué par la stagnation. Malgré l'arrivée de toutes sortes de gadgets techniques, comme les ordinateurs à grande vitesse, il semble que nous ne sommes pas aujourd'hui mieux placés pour prévoir les phénomènes sociaux, ou pour planifier le changement social, que Platon et Aristote à leur époque. (On pourra remarquer que même si l'on admet cette observation, la conclusion relativiste à laquelle elle est censée conduire n'en est pas directement déductible : elle ne s'ensuit que si l'on commence par supposer que les critères du progrès dans les sciences sociales sont bel et bien les mêmes que ceux des sciences de la nature. Les partisans du relativisme considèrent que cela va de soi. Mais ce n'est pas du tout évident. Bien au contraire : dans les sciences de la nature, l'objet de la connaissance — la nature — et le sujet de cette connaissance — celui qui agit — sont des entités différentes, séparées. Dans les sciences sociales, en revanche, les objets de la recherche et de la connaissance sont eux-mêmes chercheurs et sujets connaissant. A la lumière de cette différence catégorique, il ne va pas de soi que la méthode applicable aux sciences naturelles et aux sciences sociales ne puisse être que la seule et même. Il n'y a même absolument rien de surprenant à ce que, s'agissant de prédiction sur des gens qui font des prédictions, ou de maîtrise instrumentale sur des gens qui pratiquent la maîtrise instrumentale, on ne puisse avoir un progrès

¹ Cf. M. HOLLIS/S. LUKES eds., *Rationality and Relativism* (Oxford : Basil Blackwell, 1982).

scientifique du genre de celui qu'on observe dans les sciences de la nature !)

Les partisans du relativisme font en outre généralement remarquer qu'il n'y a apparemment rien dans les sciences sociales qui joue un rôle analogue à celui joué par la logique et la protophysique comme fondements *a priori* des sciences naturelles expérimentales. L'affirmation rationaliste, notamment associée avec la tradition de la "loi naturelle" suivant laquelle une telle analogie est observable en économie politique et en éthique, cette affirmation est aujourd'hui oubliée, disparue de la conscience publique, ou balayée d'emblée. L'économie, tient-on, est une discipline empirique, tout comme la physique, avec pour objet de produire une connaissance prédictive ; mais à la différence de la physique elle ne tient pas ses promesses. En ce qui concerne l'observation qu'il existe des économies prospères comme des sociétés pauvres, ce qui, après tout, pourrait laisser quelque place à une explication économique — même si ce n'est pas le type d'explication offerte par la physique — les tenants du relativisme social prétendent que ces différences n'ont pas de raisons *économiques*, mais sont dues à des niveaux différents de connaissances *techniques*. Les sociétés riches le sont à cause de leur avance technique ; la pauvreté est due au manque de savoir-faire dans les sciences de la nature.

(Deux objections à cette opinion paraissent évidentes :

¹ Cf. Hans-Hermann HOPPE, *Kritik der kausalwissenschaftlichen Sozialforschung. Untersuchungen zur Grundlegung von Soziologie und Ökonomie* (Opladen : Westdeutscher Verlag, 1983), particulièrement les pp. 30-32 ; sur le "dualisme méthodologique" cf. aussi Ludwig von MISES, *Human Action : A Treatise on Economics* (Chicago : Regnery, 1966), p. 18 [*L'Action humaine*] ; *Theory and History : An Interpretation of Social and Economic Evolution* (Auburn, Al. : Ludwig von MISES Institute, 1985), pp. 1-2 et 38-41 ; cf. aussi K. O. Apel, *Die Erklären -Verstehen Kontroverse in transzendental-pragmatischer Sicht* (Francfort/M. : Suhrkamp, 1979).

² Cf. Ludwig von MISES, *Theory and History*, pp. 44 et suiv.

— sa description des faits est purement et simplement fausse. Est-ce que les sociétés sous-développées n'envoient pas leurs futurs savants et ingénieurs en grand nombre dans les universités des pays avancés, et ces sociétés pauvres n'ont-elles pas accès à la *même* connaissance que les riches quand ceux-ci sont revenus ?

— Plus important encore, le savoir-faire technique ne peut avoir d'effet matériel que si on l'applique. Or, pour l'appliquer, il faut de l'épargne, et de l'investissement. Ce n'est pas la disponibilité du savoir scientifique et technique qui impose des limites à la prospérité des sociétés ; bien au contraire, c'est le montant de l'épargne et de l'investissement qui impose des limites à l'exploitation d'une connaissance effectivement disponible ainsi qu'au progrès scientifique, dans la mesure où les activités de recherche, elles aussi, doivent être entretenues par des capitaux épargnés.

De sorte que, contrairement aux conceptions relativistes, la théorie économique semble bien finalement avoir quelque chose à voir avec la pauvreté et la richesse).

On affirme aussi que l'éthique ne peut rien justifier d'autre que le relativisme. Qu'il existe toujours des différences d'opinion en apparence irréductibles dans le domaine de la politique contemporaine ne fournit-il pas en effet la preuve concluante que le relativisme moral est dans le vrai ? L'anthropologie sociale par exemple, l'étude de sociétés telles que les habitants des Iles Fidji, ou les indigènes de Nouvelle-Guinée, n'apportent-elles pas encore davantage de preuves à l'appui ? Il y a bien des institutions, telles que le cannibalisme ou l'esclavage, que les relativistes auraient bien de la peine à défendre ; cependant, à en croire le relativisme, considérer ces pratiques comme des contre-exemples serait un

¹ Cf. Murray N. ROTHBARD, *Man, Economy and State* (Los Angeles : Nash, 1970), p. 749.

malentendu. Le problème de ces institutions ne serait pas qu'elles réfutent le relativisme, mais que les sociétés qui les adoptent seraient encore sous la coupe du rationalisme social, c'est-à-dire qu'elles croient toujours à tort en une éthique absolument fondée. Le relativisme moral, affirment ses tenants, exclut l'intolérance de telles pratiques et implique un pluralisme des valeurs. (Comment n'est-il pas évident qu'il s'agit là d'une doctrine entièrement fallacieuse ? En l'absence de fondements absolus *a priori*, le "pluralisme" des valeurs ne peut être qu'une idéologie sans fondement parmi d'autres, et il n'existe absolument aucune raison décisive pour la choisir plutôt qu'une autre. Ce n'est que s'il était possible d'avancer des raisons *a priori* valides pour adopter le "pluralisme" qu'on pourrait prétendre qu'il sauvegarde la "tolérance" et rejeter le cannibalisme et l'esclavage comme pratiques sociales acceptables.)

Le Positivisme et la destruction de l'économique et de l'éthique par le relativisme

Aucune doctrine philosophique moderne n'a davantage contribué à la propagation du relativisme que le positivisme. Enraciné dans les traditions de l'empirisme de LOCKE¹ et de HUME, il est d'abord apparu à Vienne pour s'établir ensuite, notamment dans le sillage de l'émigration de ses chefs intellectuels, comme croyance philosophique dominante du monde occidental².

¹ Cf. Henry VEATCH, *Rational Man. A Modern Interpretation of Aristotelian Ethics* (Bloomington : Indiana University Press, 1962), partic. les pp. 37-46 ; H. H. HOPPE, "In Defense of Extreme Rationalism", pp. 184-85.

* Avant son initiation à la tradition du Droit naturel par Lord SHAFTESBURY (cf. Murray ROTHBARD : *Economic Thought Before Adam Smith*. Aldershot : Edward Elgar, 1995) [F. G.].

² Cf. V. KRAFT, *Der Wiener Kreis* (Vienne, Springer, 1968) ; W. STEGMÜLLER, *Hauptströmungen der Gegenwartsphilosophie*, Vol. I (Stuttgart, Kröner, 1965),

Alors que les principes fondamentaux du positivisme impliquent la négation des affirmations rationalistes aussi bien pour les sciences naturelles que pour les sciences sociales, c'est sur les secondes que son impact a été le plus fort. Certes, on ne saurait douter que les sciences de la nature, notamment la logique et la protophysique, aient souffert de l'influence du positivisme. Cependant, déloger le rationalisme de ce domaine-là de la connaissance serait extrêmement difficile, pour les raisons que nous avons déjà vues. Adopter le relativisme impliquerait d'abandonner immédiatement les moyens intellectuels grâce auxquels qui permettent de maîtriser la nature : quiconque a intérêt à distinguer le succès de l'échec refusera de payer ce prix-là. Dans les sciences sociales, en revanche, les choses sont différentes. Il est vrai que jusqu'à présent, l'argument purement intellectuel pour le relativisme social n'est guère apparu mieux fondé que pour les sciences naturelles (j'entends d'ailleurs démontrer dans ce qui suit qu'il est entièrement dépourvu de fondement). Cependant, prôner et pratiquer le relativisme dans les sciences sociales ne conduit pas aussi automatiquement à l'échec immédiat que dans les sciences de la nature. Si on nie l'existence de lois absolues de l'économie ou de l'éthique et la possibilité du progrès social, il faut aussi que quelqu'un en paie le prix. Ce prix, en revanche, rien ne force à le payer directement, pas plus qu'à le faire payer par ceux qui auront accepté cette opinion et agi en conséquence. Bien au contraire, celui qui l'adopte peut éventuellement imposer aux *autres* ce qu'il en coûte de penser comme il le fait. Ainsi, dans la mesure où le relativisme peut servir de moyen pour accroître son bien-être aux dépens de celui des autres, certains individus peuvent avoir un *intérêt* majeur à prôner le relativisme social².

ch. IX-X.

¹ Cf. Friedrich KAMBARTEL, *Erfahrung und Struktur*, notamment le ch. 6 ; cf. aussi plus loin la n. 18.

² Cf. Ludwig VON MISES, *Human Action [L'Action Humaine]*, ch. III.

C'est cela qui explique pourquoi l'influence du positivisme s'est particulièrement faite sentir dans les sciences sociales : que cela ait été ou non l'intention des positivistes, leur message philosophique a immédiatement été reconnu par les pouvoirs en place comme une puissante arme idéologique au service de leur propre ambition de dominer toujours davantage les autres, et de s'enrichir à leurs dépens. De sorte que la plus grande prodigalité fut déployée pour soutenir le mouvement positiviste, lequel mouvement renvoya bien entendu l'ascenseur en détruisant notamment l'économique et l'éthique comme les bastions traditionnels du rationalisme social, effaçant de la conscience publique un immense corps de connaissance qui constituait un élément croyait-on permanent de l'héritage de la pensée et de la civilisation occidentales¹.

Le premier dogme du positivisme, et le plus fondamental, est que la connaissance de la réalité, ou connaissance *empirique*, doit être vérifiable ou au moins réfutable par l'expérience ; que tout ce que l'on connaît par expérience aurait pu être autre — ou, pour dire les choses autrement, qu'on ne peut rien savoir de la réalité qui soit vrai a priori ; que toutes les propositions vraies a priori sont des énoncés *analytiques*, qui n'ont absolument aucun contenu factuel mais ne sont vrais que par convention, ne représentant qu'un rappel tautologique de l'emploi des symboles et de leurs règles de transformation ; que toutes les propositions sont soit empiriques soit analytiques, mais jamais les deux à la fois ; de sorte que les

¹ Cf. Ludwig von Mises, *Human Action* [L'Action humaine], 7^o partie. De même, *The Ultimate Foundation of Economic Science* (Kansas City, Sheed Andrews & McMeel, 1978), not. les ch. 5 à 8, qui s'achève par l'affirmation :

"Dans la mesure où le principe empiriste du positivisme logique se réfère aux méthodes expérimentales des sciences de la nature, il ne fait qu'énoncer ce qui n'est contesté par personne. Dans la mesure où il rejette les principes épistémologiques des sciences de l'action humaine, il n'est pas seulement dans l'erreur complète. Délibérément, en pleine connaissance de cause, il sape aussi les fondations intellectuelles de la civilisation occidentale" (p. 133).

jugements normatifs , n'étant ni empiriques ni analytiques, ne peuvent légitimement contenir aucune prétention à la vérité, mais doivent être considérés comme la pure expression des émotions, n'en disant en fait pas davantage que 'Ouah ! Ouah !' ou 'Grrrr...!'

Le second dogme du positivisme formule l'extension ou plutôt l'application du premier au problème de l'explication scientifique. D'après le positivisme, expliquer un phénomène réel implique de formuler un énoncé du type "si A, alors B" ou alors, si les variables se prêtent à une mesure quantitative, "dans le cas d'un accroissement (ou une décroissance) de A, on aura un accroissement (une décroissance) de B". En tant qu'énoncé se référant à la réalité (c'est-à-dire, A et B étant des phénomènes réels), sa validité ne peut jamais être établie avec certitude en examinant la proposition seule ni toute autre proposition dont la première pourrait être logiquement déduite ; elle demeure à jamais hypothétique et dépendante du résultat d'expériences à venir dont l'issue ne peut être connue à l'avance. Si l'expérience confirme une explication hypothétique, c'est-à-dire si l'on observe un cas où B suit bel et bien A conformément à la prédiction, cela ne prouverait pas que l'hypothèse soit vraie, car A et B sont des termes généraux et abstraits (des "universaux", par opposition avec les "noms propres") et ceux-ci se réfèrent à des phénomènes ou à des événements dont il existe (ou du moins pourrait en principe exister) un nombre infini de cas, de sorte que des expériences ultérieures pourraient encore la réfuter. Et si une expérience contredisait une hypothèse, c'est-à-dire si on observait un cas où A ne serait pas suivi de B, cela ne serait pas non plus décisif, car il serait toujours possible que les phénomènes liés par hypothèse l'aient bel et bien été, mais qu'un événement ou une variable négligés jusque-là aient simplement empêché d'apparaître la relation postulée. Une telle contradiction prouverait

¹ Cf. en particulier A. J. AYER, *Language, Truth and Logic* (New York : Dover, 1946).

simplement que l'hypothèse particulière envisagée n'était pas entièrement correcte telle que formulée, mais nécessitait quelque raffinement, quelque spécification de variables additionnelles, qu'il serait nécessaire de contrôler pour pouvoir observer la relation postulée entre A et B. Cependant, une contradiction ne prouverait jamais une fois pour toutes qu'il n'existe absolument aucune relation entre certains phénomènes donnés¹.

Enfin, le positivisme prétend que ces deux dogmes associés sont universellement applicables à tous les domaines de la connaissance (thèse de l'"unité de la science") ; il n'existerait aucune connaissance a priori de la nature, ni de la réalité sociale de l'action humaine ; et la structure de l'explication scientifique serait la même quel que soit le sujet étudié.

Si on suppose pour le moment que cette doctrine est correcte, il est facile de reconnaître ses implications relativistes : l'éthique n'est pas une discipline cognitive. Tout jugement normatif est tout aussi bien, ou mal fondé, que n'importe quel autre. Mais alors, que peut-on reprocher à tous ceux qui cherchent à imposer leur volonté aux autres ? Evidemment rien. Tout est permis. L'éthique se réduit à la question : "qu'est-ce que je peux faire impunément ?" Et quel message pourrait être plus doux pour ceux qui sont au pouvoir ? Pour le roi cannibale, pour l'esclavagiste, pour le détenteur d'un poste public ! C'est justement ce qu'ils ont envie d'entendre : que la force prime le droit et définit la justice.

-
- ¹ Cf. Karl POPPER, *The Logic of Scientific Discovery* (New York : Basic Books, 1959) [*Logique de la découverte scientifique*] ; *Conjectures and Refutations* (Londres : Routledge & Kegan Paul, 1969) [*Conjectures et réfutations*] ; C. G. HEMPEL, *Aspects of Scientific Explanations* (New York : Free Press, 1970) ; E. NAGEL, *The Structure of Science* (New York : Harcourt, Brace & World, 1961).
 - ² Cf. P. OPPENHEIM/H. PUTNAM, "Unity of Science as a Working Hypothesis", in H. FEIGL, ed., *Minnesota Studies in the Philosophy of Science*, Vol. II (Minneapolis : The University of Minnesota Press, 1967).

De même doivent-ils être enthousiasmés par le message du positivisme dans le domaine des sciences descriptives. Pour ce qui est des sciences de la nature, la doctrine positiviste est assez inoffensive. Des disciplines telles que la logique et la protophysique, dont on tient les propositions pour vraies a priori (non testables par l'expérience), les positivistes les interprètent comme ne contenant absolument aucune "vraie" connaissance : comme des formalismes sans contenu empirique. Et cette conception des choses a bien contribué à légitimer et à promouvoir la dégénérescence de certaines branches de la logique et des mathématiques en des jeux de symboles dépourvus de signification, dont le grand public est demeuré largement ignorant du fait de la nature ésotérique du sujet ; cependant, elle n'a pas changé, et elle n'aurait pas pu changer le fait qu'au moins *certaines* des propositions de la logique et des mathématiques servent de fondement même aux sciences naturelles expérimentales, et qu'on les traite donc comme contenant une

¹ Cf. Friedrich KAMBARTEL, *Erfahrung und Struktur*, notamm. pp.236-42. La conception rationaliste de la logique et des mathématiques est résumée par l'énoncé de G. FREGE : "il s'ensuit de la véracité des axiomes qu'ils ne se contredisent pas l'un l'autre". L'interprétation positiviste-formaliste, en revanche, est formulée par le jeune D. HILBERT : "si les axiomes arbitrairement postulés ne conduisent pas à des implications contradictoires, alors ils sont vrais, et les objets définis par les axiomes existent" (cité par KAMBARTEL, p. 239).

La progression du formalisme, explique KAMBARTEL, a des conséquences considérables. "Le retrait des mathématiques de toute justification pratique, et de la justification épistémologique correspondante du formalisme, est en lui-même une décision pratique de la plus grande importance. C'est l'abandon de la justification pratique et, comme des systèmes formels dépourvus d'une interprétation de leur point de départ qui ait un sens ne peuvent absolument rien justifier, c'est en fin de compte l'abandon de toute justification quelle qu'elle soit" (p. 241). Par conséquent, "un grand nombre d'analyses formelles deviennent un jeu sophistiqué pour un petit groupe d'amateurs, quoique le public ne s'en aperçoive guère, étant donné son incapacité à atteindre le niveau de discussion exigé ici pour déterminer la frontière entre la théorie et le jeu" (p. 238).

information factuelle, quoique de nature non hypothétique². Il n'y a pas grand mal non plus dans la conception empiriste des sciences naturelles expérimentales, telles que la physique. Sa méthodologie, suivant laquelle on ne pourrait jamais établir définitivement si une relation postulée entre deux ou plusieurs variables existe ou non, semblerait favoriser l'éventualité que le chercheur s'accroche à ses hypothèses quoiqu'il advienne, quelles que puissent être les expériences apparemment contradictoires, dans la mesure où il pourrait toujours tenir pour responsable de ses erreurs de prévision quelque variable négligée jusqu'à présent. Mais comme je l'ai expliqué plus haut, s'il essaie de produire un phénomène naturel, personne n'aime mieux se trouver des excuses automatiques pour échouer, plutôt que d'y parvenir effectivement. Car c'est lui seul qui devrait payer le prix de cette obstination.

Cependant, dans le domaine des sciences sociales, où l'on peut imposer aux *autres* les conséquences de ses décisions, la possibilité d'immuniser ses hypothèses contre toute réfutation offre des occasions bienvenues pour les gens au pouvoir.

Considérons des propositions caractéristiques de l'économie : chaque fois qu'un échange n'est pas volontaire mais forcé, comme un vol à main armée ou un impôt, l'une des parties profite au détriment de l'autre. Ou : le salaire minimum est une interdiction de travailler pour moins d'un certain salaire. Suffisamment élevé, il provoque un chômage involontaire massif. Ou bien : chaque fois que la quantité de monnaie est accrue alors que la demande de monnaie reste inchangée, son pouvoir d'achat baissera. Ou encore : n'importe quelle quantité de monnaie est capable de rendre les mêmes services, de sorte qu'une quantité accrue ne peut pas augmenter le niveau de vie général (même si l'accroissement peut avoir des effets

² Cf. H. LENK, "Logikbegründung und Rationaler Kritizismus", *Zeitschrift für Philosophische Forschung*, Vol. 24, 1970 ; K. O. APEL, *Transformation der Philosophie*, Vol. II, pp. 406-10.

redistributifs). Ou encore : la possession collective des moyens de production rend absolument impossible la comptabilité des coûts, et conduit par conséquent à une production plus faible au sens des évaluations des consommateurs. Ou enfin : l'imposition des producteurs de revenu accroît leur taux effectif de préférence temporelle, et conduit par conséquent à une moindre production. Ces propositions semblent bien nous apprendre quelque chose sur la réalité, et pourtant elles semblent bien irréfutables et vraies par définition. Cependant, à en croire le positivisme, il ne saurait en être ainsi : Dans la mesure où ces énoncés prétendent avoir un sens empirique, alors il faut que ce soient des hypothèses, sujettes à confirmation ou réfutation empirique. Il faut qu'on puisse formuler le contraire des propositions ci-dessus sans qu'il paraisse immédiatement identifiable comme faux (et insensé). C'est à l'expérience de trancher la question. De sorte que, à condition de reprendre à son compte la doctrine positiviste, le bandit de grands chemin, l'inspecteur des impôts, le syndicaliste ou le Gouverneur de la Banque centrale pourrait agir de manière parfaitement légitime, du point de vue scientifique, en affirmant que l'impôt profite au contribuable et accroît la production, que le salaire minimum augmente l'emploi, et que l'inflation de papier-monnaie accroît la prospérité générale. En bons positivistes, il leur faudrait admettre qu'il ne s'agit, là encore, que d'hypothèses ; mais comme l'effet prédit est censé être bénéfique, alors il faut sûrement essayer, pour voir... Après tout, on ne doit pas se fermer à de nouvelles expériences, il faut toujours être prêt à réagir avec souplesse, avec un esprit ouvert, en attendant le résultat de l'expérience en cours. Cependant, si ledit résultat n'est pas tel qu'on l'avait postulé, si les victimes du bandit ou du fisc ne semblent pas en profiter tellement que cela, si l'emploi diminue ou s'il en résulte une crise de

¹ Sur ces questions, voir les traités d'économie les plus importants de notre époque, *Human Action [L'Action humaine]* de Ludwig von Mises, et *Man, Economy and State* de Murray Rothbard.

conjoncture au lieu de la prospérité générale qu'on prétendait espérer, la possibilité d'immuniser ses hypothèses contre l'expérience devient une option bien concrète, et d'ailleurs presque irrésistible. Car pourquoi le bandit, l'inspecteur des impôts, le Gouverneur général de la Banque centrale ne souhaiteraient-ils *pas* minimiser toutes les expériences apparemment contraires comme de simples accidents, aussi longtemps qu'ils peuvent, eux, continuer à profiter de leur "expérience" dans le vol, l'impôt et l'inflation ? Pourquoi ne souhaiteraient-ils pas interpréter toutes les expériences apparemment contraires comme le produit de quelque circonstance malencontreusement négligée et qui, une fois neutralisée, aboutira bientôt à un résultat inverse, révélant la véritable nature des relations qui existent entre l'impôt, le salaire minimum, l'inflation, et la prospérité ?

En fait, quelles que soient les preuves expérimentales que l'on puisse opposer à ces hypothèses, à partir du moment où l'on a adopté le positivisme et rejeté toute argumentation de *principe* à leur rencontre pour cause d'erreur conceptuelle, la position du voleur ou du fisc demeure à l'abri de toute critique concluante, car on peut toujours s'arranger pour attribuer l'échec à quelque influence non prise en compte jusqu'à présent. Même l'expérience la plus parfaitement contrôlée ne saurait changer cette situation. Car il resterait à jamais impossible de prendre en compte toutes les variables dont il serait éventuellement imaginable qu'elles puissent avoir un effet sur la variable à expliquer — pour la raison pratique que cela impliquerait littéralement de prendre en charge l'univers entier, et pour la raison théorique qu'on ne sait même pas quelles *sont* toutes ces variables qui déterminent l'univers. Quelques reproches que l'on puisse faire au bandit, à l'inspecteur des impôts ou au Gouverneur général de la Banque centrale, il sera toujours possible, dans le cadre de la méthodologie positiviste, de préserver ou de repêcher le "noyau dur" de leur "programme de recherche" comme l'aurait appelé le néo-poppérien Imre LAKATOS. L'expérience

nous dit seulement que telle expérimentation particulière n'a pas eu le résultat attendu, mais elle ne pourra jamais nous dire si une expérience légèrement différente ne produirait pas des résultats différents ou s'il est vraiment impossible de parvenir à la prospérité générale par une forme ou *une autre* de banditisme, de fiscalisme ou d'inflationnisme.

L'attitude que le positivisme entretient vis-à-vis de l'économie descriptive et qui est devenue caractéristique de la plupart des élites contemporaines au pouvoir — ainsi que leurs gardes du corps intellectuels subventionnés — est celle d'un ingénieur social relativiste dont la seule devise serait :

"il n'y a rien dont on puisse savoir avec certitude que c'est impossible dans le domaine des phénomènes sociaux, et [par conséquent] il n'y a rien que nous ne soyons prêts à essayer sur nos [malheureux] congénères, aussi longtemps que l'on garde un esprit ouvert."

Le fait que le positivisme soutient la mentalité du relativisme social n'est pas la preuve qu'il a tort. Néanmoins il semble avisé de demeurer soupçonneux quant à sa validité. Il n'est certainement pas évident qu'il n'existe absolument aucune norme éthique rationnelle et que tout, littéralement, "soit acceptable". Il n'est pas non plus intuitivement plausible que la théorie économique soit condamnée à demeurer, au choix, un jeu symbolique sans rapport avec le réel ou un ensemble de propositions hypothétiques, empiriquement testables sur les conséquences des actions et interactions des hommes. Car dans le premier cas il ne s'agirait jamais que d'une perte de temps. Et dans le second, la théorie économique serait évidemment impuissante et donc compterait pour du beurre (par exemple, le boulanger d'Athènes aurait pu prédire le comportement de ses

¹ Cf. aussi Hans-Hermann HOPPE, *A Theory of Socialism and Capitalism* (Boston : Kluwer Academic Publishers, 1989), ch. 6 ; "The Intellectual Cover for Socialism", *The Free Market*, février 1988.

concitoyens avec bien plus de précision et de certitude que son homologue contemporain !); or, des propositions comme celles que nous avons mentionnées plus haut ne sont apparemment dépourvues ni de sens ni de pertinence. En fait, vu les implications intéressées du positivisme pour les gens de pouvoir, on pourrait bien même soupçonner que le positivisme en viendrait à être accepté même s'il était faux; et qu'il continuerait de l'être alors même que ses absurdités auraient été exposées — comme c'est d'ailleurs bel et bien le cas.

Car il se trouve que chacun des trois postulats interdépendants du positivisme est faux, de manière démontrable et démontrée.

En ce qui concerne la classification censément exhaustive entre les propositions analytiques, empiriques et émotives, on est bien forcé de demander : "mais quel est donc le statut de cet axiome même ?" Il faut bien que ce soit une proposition analytique ou empirique ; à moins qu'il ne s'agisse de l'expression d'une émotion.

— Si on la tient pour analytique, alors il ne s'agit que de blabla verbal sans contenu, qui ne dit rien d'une réalité vraie, mais se bornant à définir un son, ou un symbole, à l'aide d'un autre. De sorte qu'on n'aurait plus qu'à hausser les épaules et à répondre : "et alors ?"

* Seuls les voleurs et les assassins ont intérêt à ce que la définition du vol et de l'assassinat passe pour une affaire d'émotion subjective [F. G.].

¹ Cf. sur ce qui suit Ludwig von Mises, *The Ultimate Foundation of Economic Science* ; Murray N. Rothbard, *Individualism and the Philosophy of the Social Sciences* (San Francisco : Cato Institute, 1979) [traduit en français comme les ch. 1 et 2 d'*Economistes et charlatans*, Paris, Les Belles Lettres, 1991] ; Hans-Hermann Hoppe, *Praxeology and Economic Science* (Auburn, Al. : Ludwig von Mises Institute, 1988) ; "On Praxeology and the Praxeological Foundations of Economics and Ethics" ; cf. aussi M. Hollis/E. Nell, *Rational Economic Man* (Cambridge : Cambridge University Press, 1975) (l'introduction).

— La même réponse serait appropriée si on tenait l'affirmation positiviste pour une proposition empirique. Si c'était le cas, il faudrait admettre que cette proposition pourrait bien être erronée, et qu'on aurait bien le droit de connaître le critère sur la foi duquel on devrait décider si elle l'est ou non. De manière plus décisive encore, en tant que proposition empirique elle ne saurait décrire qu'un fait historique, et serait tout à fait inutilisable pour décider si oui ou non il serait possible, à l'avenir, que quelqu'un produise jamais des propositions qui décrivent le réel mais ne soient pas réfutables, ou normatives sans être émotionnelles.

— Enfin, si le slogan positiviste se trouvait tenu pour une proposition émotive, alors d'après sa propre doctrine elle serait sans valeur du point de vue de la connaissance, ne pourrait prétendre énoncer une vérité quelconque, et on n'aurait pas à lui prêter davantage d'attention qu'à un chien qui aboie.

De sorte qu'on est forcé de conclure d'emblée que le positivisme est un échec total. Il ne prouve en rien qu'une éthique rationnelle soit impossible. Et on ne peut pas non plus le considérer comme une épistémologie, comme une théorie acceptable de la connaissance. Car s'il l'était, il faudrait que la prémisse la plus fondamentale du positivisme soit un énoncé *synthétique a priori* (décrivant le réel, mais irréfutable), ce dont le positivisme nie l'existence même, et on se retrouverait donc dans le camp du rationalisme social.

De même, l'affirmation positiviste suivant laquelle toutes les propositions scientifiques seraient hypothétiques se détruit elle-même (car quel est le statut de cette explication-*là* ?)

¹ Cf. aussi, sur ce qui suit, H. H. HOPPE, *Kritik der kausalwissenschaftlichen Sozialforschung* ; cf. aussi *The Economics and Ethics of Private Property*, ch. 7.

Pour comprendre cet argument, imaginons une explication établissant un lien entre deux ou plusieurs événements et supposons qu'on ait réussi à la faire "coller" à un ensemble de données. On l'applique ensuite à un autre ensemble de données, apparemment pour réaliser un autre test empirique. Maintenant, on est tenu de se demander : "que sommes-nous tenus de présupposer pour lier la seconde expérience à la première de telle manière qu'elle la confirme ou qu'elle l'infirmé ?" On pourrait croire d'emblée que si la seconde expérience répétait les observations de la première, ce serait une *confirmation*, et sinon, une *réfutation* — et il est clair que la méthodologie positiviste suppose cela vrai. Or, dans ce cas, rien en fait n'autorise à le dire. Car tout ce que l'expérience révèle à l'observateur vraiment "*neutre*", c'est que l'on peut classer comme "répétition", ou au contraire comme "non-répétition" deux ou plusieurs observations sur la succession dans le temps de deux ou plusieurs types d'événements. Une simple *répétition* ne devient "*confirmation*" positive et une non-répétition "*réfutation*" négative que si l'on *suppose*, indépendamment de tout ce qu'il est réellement possible de confirmer par expérience, qu'il existe des *causes* invariantes, opérant indépendamment du temps. Si on suppose au contraire qu'au cours du temps la causalité opère quelquefois d'une manière et quelquefois d'une autre, alors ces cas de répétition ou de non-répétition ne sont que des expériences datées, enregistrées, mais ne peuvent avoir aucun sens particulier ni lien réciproque. Il n'existe entre elles aucun lien logique de confirmation ou de réfutation réciproque. Il y a une expérience, puis il y en a une autre ; elles sont semblables, ou elles sont différentes ; mais c'est tout ce qu'on peut trouver à en dire. Rien d'autre ne s'ensuit.

De sorte qu'il n'est possible de parler de "confirmation" ou de "réfutation" que si l'on présuppose le principe de *régularité* : que si l'on est convaincu que les phénomènes observables sont en principe déterminés par des causes qui demeurent constantes et ne dépendent pas du temps dans la manière dont elles opèrent. Il faut absolument

supposer vrai le principe de régularité pour pouvoir déduire qu'une hypothèse est bancale du fait qu'on échoue à reproduire une expérience ; et c'est à cette condition seule qu'on peut l'interpréter comme confirmée parce qu'on y parvient. Or, il est évident que ce principe de régularité n'est pas déduit de l'expérience et que celle-ci ne pourrait pas le confirmer. Ce lien entre les événements n'est pas observable. Et même si on l'observait, l'expérience ne pourrait pas révéler s'il est ou non indépendant du temps. On ne peut pas non plus le réfuter par l'expérience, puisque si un événement semblait le réfuter (par exemple si on ne pouvait pas reproduire un résultat), on pourrait toujours dire d'emblée que c'était le *type d'événement* particulier censé en causer un autre qui n'était pas le *bon*. Et comme cette expérience ne prouve pas non plus qu'une *autre* succession d'événements ne puisse pas se révéler invariante avec le temps dans sa manière d'opérer, on ne peut pas prouver non plus que le principe de régularité ne soit pas valide.

Et cependant, alors qu'il n'est ni déduit de l'expérience ni réfutable par elle, le principe de régularité n'est rien de moins que la présupposition logiquement nécessaire pour réaliser des expériences dont on puisse dire qu'elles se confirment ou se réfutent l'une par l'autre (par opposition à des expériences sans lien logique entre elles). Ainsi, puisque le positivisme suppose qu'il existe de telles expériences logiquement liées, alors on doit en conclure qu'il admet aussi l'existence d'une connaissance non hypothétique à propos du réel. Il doit bel et bien supposer qu'il existe des causes invariantes avec le temps, et doit le supposer alors même qu'il est impossible d'imaginer que l'expérience le confirme ou l'infirmes. Une fois de plus, le positivisme apparaît comme une doctrine incohérente, contradictoire. Des explications non hypothétiques pour des faits réels, voilà qui existe bel et bien.

Enfin (et désormais sans surprise pour nous), la thèse positiviste de l'unité de la science se révèle elle aussi contradictoire. Le

positivisme prétend que les actions, de même que tout phénomène, peuvent et doivent être expliquées au moyen d'hypothèses. Si c'était le cas, alors, et de nouveau *contrairement à sa propre doctrine* suivant laquelle il ne saurait y avoir aucune connaissance a priori de la réalité, le positivisme serait *forcé de supposer que les actions humaines aussi sont strictement déterminées par des causes invariantes, indépendantes du temps*. Car si nous devons procéder comme le positivisme nous demande de le faire — établir entre différentes expériences un lien de confirmation ou de réfutation supposée — alors il faudrait, comme nous venons de l'expliquer, présupposer que la causalité y opère avec une *régularité* absolue. Mais alors, si c'était vraiment vrai, et s'il était vraiment possible de concevoir les actions des hommes comme entièrement gouvernées par une causalité invariante avec le temps, alors *comment expliquer les explicateurs ?* Comment rendre compte du comportement de ceux qui exécutent ce processus même de formation des hypothèses, de vérification et de réfutation ? A l'évidence, pour faire toutes ces belles choses, pour prendre en compte les expériences de "confirmation" ou de "réfutation", pour remplacer les vieilles hypothèses par des nouvelles — il faut bien qu'on soit capable d'apprendre. Mais si l'on peut apprendre de l'expérience, ce que le positiviste est bien obligé d'admettre, alors à aucun moment on ne peut savoir à l'avance ce qu'on ne saura que plus tard, et ce que l'on fera une fois qu'on l'aura su. En fait, la seule chose qui soit possible est de reconstruire la séquence des causes de ses actions, et cela après les faits, car on ne peut expliquer sa propre connaissance que si on la possède déjà. Ainsi, la méthodologie positiviste appliquée au domaine de la connaissance et de l'action, qui contient la connaissance comme ingrédient nécessaire, est purement et simplement contradictoire — une absurdité logique de plus.

Le principe de régularité peut et même doit être supposé dans le domaine des objets naturels, c'est-à-dire pour des phénomènes qui ne sont pas constitués de notre propre connaissance ni d'actions

manifestant cette connaissance (dans ce domaine, la question de savoir s'il existe des lois constantes à partir desquelles il est possible de faire des prévisions *ex ante* est positivement déterminée indépendamment de l'expérience, et les facteurs empiriques ne jouent de rôle que pour déterminer quelles sont les variables concrètes qui ont, ou n'ont pas, un lien de cause à effet avec quelles autres variables). En ce qui concerne *la connaissance et l'action*, en revanche, le principe de *régularité* ne peut pas être valide (dans ce domaine, la question de savoir *s'il existe* ou non des *constantes* est en elle-même *empirique* par nature et ne peut être déterminée pour une variable donnée que sur la base de l'expérience passée, c'est-à-dire *ex post*). Et tout cela, qui est une connaissance authentique de quelque chose de réel, peut être connu apodictiquement ; de sorte que c'est le *dualisme* méthodologique, et non le monisme que l'on doit accepter et admettre comme absolument vrai a priori.

L'Ecole autrichienne et les chances d'une reconstruction rationaliste de l'éthique et de l'économique

Le fait qu'on n'avait pas tardé à démasquer le positivisme comme un système philosophique qui se réfute lui-même n'est évidemment pas ce qui a contribué à faire avancer sa cause. En revanche, du fait des perspectives alléchantes qu'il offrait aux gens de pouvoir, cette réfutation n'a pas fait grand-chose non plus pour affaiblir sa popularité. Pour défaire le positivisme, il en fallait beaucoup plus que se borner à démontrer qu'il est logiquement faux : il aura fallu des décennies d'expérimentation sociale, tentant toujours à plus grande échelle de prouver, dans le monde et à l'intérieur de chaque Etat-nation, qu'il n'y a pas de lois morales ni économiques, que rien n'est tabou et que tout est possible. Il aura fallu la stagnation des démocraties sociales occidentales à partir de la fin des années 60 et du début des années 70 ; l'appauvrissement constant des pays du

Tiers-monde des décennies après leur décolonisation ; et, après 70 ans d'expérimentation, l'effondrement progressif — puis de plus en plus rapide à partir de la fin des années 80 — des pays du bloc socialiste. En dehors du monde réel, c'est-à-dire chez les universitaires, il aura fallu la disparition temporaire de la philosophie morale et politique, et leur remplacement par l'analyse linguistique, par des calembredaines sans signification opérationnelle, par la théorie des groupes de pression et du marchandage². Il aura fallu que l'économie politique dégénère en exercices symboliques dépourvus de tout sens empirique, sans ressemblance aucune avec ce qui était jadis l'objet d'étude des classiques de la pensée économique (à l'exception, au passage, de quelque terme à consonance économique³) produits dans le meilleur des cas par des mathématiciens de deuxième ordre, non pour un public lequel n'existe pas, mais pour ramasser la poussière dans les bibliothèques

¹ Pour une interprétation du XX^e siècle comme l'apogée de la philosophie de l'ingénierie sociale et du relativisme, cf. le magnifique *Modern Times* de Paul JOHNSON (New York : Harper & Row, 1983) [*Les temps modernes*].

² Cf. aussi Henry VEATCH, *Rational Man* et *For an Ontology of Morals : A Critique of Contemporary Ethical Theory* (Evanston, Ill. : Northwestern University Press, 1971) ; du même, *Human Rights, Fact or Fancy ?* (Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1985).

³ Par exemple, Gary NORTH propose de "jeter un coup d'œil sur n'importe quelle page de *Theory of Value : An Axiomatic Analysis of Economic Equilibrium* [*Théorie de la valeur : analyse axiomatique de l'équilibre économique*], livre écrit par Gérard DEBREU, et qui en était à sa neuvième impression en 1979 — pour porter témoignage de l'horreur des études de troisième cycle en économie. La seule allusion à la réalité dans l'ensemble du livre se trouve probablement à la page 29 [p. 33 dans l'édition française], avec ces mots : "blé rouge d'hiver n°2". G. NORTH, "Why Murray ROTHBARD Will Never Win the Nobel Prize!" in Llewelyn ROCKWELL/Walter BLOCK eds. *Man, Economy and Liberty: Essays in Honor of Murray N. ROTHBARD* (Auburn, Al. : Ludwig von MISES Institute, 1988, pp. 89-90 [Traduit en français sous le titre : "Pourquoi Murray ROTHBARD n'aura jamais le prix Nobel", ch. final de Murray ROTHBARD *et al.*, *Economistes et charlatans* (Paris : Les Belles Lettres, 1991), p. 198].

de ce monde qui sont subventionnées par l'impôt ; ou alors il fallait qu'elle dégénère en une puissante industrie de la prévision économétrique, dont la futilité est douloureusement évidente pour tout le monde, y compris les politiciens et les bureaucrates d'Etat qui ne la subventionnent que pour des raisons de "légitimation" scientifique. Il aura fallu la faillite du système keynésien, avec l'apparition du phénomène, prétendument impossible, de la stagflation dans les années 1970 ; l'effondrement du paradigme monétariste, après une longue suite de prévisions manifestement fausses de la fin des années 1970 à celle des années 80 ; et la complète banqueroute de l'économie marxiste dans le monde entier.

Si le positivisme n'est pas mort, le prix de décennies de relativisme social est, depuis le milieu des années 1970, devenu trop élevé pour qu'on le passe sous silence ou qu'on lui trouve une explication bénigne. Une situation de crise est progressivement apparue en philosophie. Sans surprise, comme le positivisme perdait progressivement du terrain, d'autres variantes du relativisme, qui avaient été submergées par le règne du positivisme, ont refait surface et s'efforcent de remplir le vide idéologique. Associé à des étiquettes telles que l'herméneutique, la rhétorique, l'ultra-subjectivisme et le déconstructionnisme, une sorte de mouvement universitaire a cours, qui essaie de ressusciter le vieux message du

¹ Sur la dégénérescence des sciences sociales en particulier, cf. les brillantes observations de Stanislaw ANDRESKI, *Social Science as Sorcery* (New York : St Martin's Press, 1972) [*Les Sciences sociales, sorcellerie des temps modernes ?* (Paris : PUF, coll. Sociologie d'aujourd'hui, 1975)] ; R. SYKES, *ProfScam: Professors and the Demise of Higher Education* (Washington D. C. : Regnery, 1988).

² Cf. aussi Murray N. ROTHBARD, *For A New Liberty* (New York : MacMillan, 1978), ch. 9 ; "The Hermeneutical Invasion of Philosophy and Economics", *Review of Austrian Economics*, Vol. III, partic. pp. 54-55 ; du même, "Is There Life After Reaganomics ?" in Llewelyn ROCKWELL, ed. *The Free Market Reader* (Auburn, Al : Ludwig von Mises Institute, 1988), partic. p. 378 ; "Ronald REAGAN : An Autopsy", *Liberty*, Vol. II, n° 4, mars 1989.

nihilisme, comme quoi la vérité n'existe pas, et qui attribue l'échec du positivisme non pas à son relativisme, mais au fait qu'il ne serait pas assez relativiste, parce qu'il admet l'existence de vérités *empiriques* (hypothétiques) plutôt que pas de vérité du tout.

Mais la crise a aussi ramené la philosophie du rationalisme social qui avait depuis longtemps démontré la fausseté du positivisme mais était tombée dans l'oubli durant les décennies de sa suprématie. Rallumée par l'attribution du prix Nobel d'économie en 1974 à Friedrich HAYEK, l'Ecole autrichienne d'économie politique, super-rationaliste, tradition de Carl MENGER, Eugen von BÖHM-BAWERK et, avant tout, de Ludwig von MISES, Mentor de HAYEK et maître de Murray ROTHBARD, a connu un nouveau éclatant. Ecartée pendant des décennies des postes de prestige de l'Université subventionnée à cause de ses implications indigestes pour les gens de pouvoir, reléguée à une survie peu encombrante dans le milieu interlope, non universitaire, des intellectuels du monde réel, l'Ecole autrichienne a constamment repris de l'élan, devenant un véritable mouvement de masse, conquérant de plus en plus de bastions universitaires de même qu'un nombre toujours croissant de partisans à la base. En fait, avec pour fer de lance le *Ludwig von Mises Institute*, ce mouvement a pris une dimension internationale, avec une renaissance des idées misésiennes qui se développe dans les cercles intellectuels de l'Europe de l'Est. Face à l'effondrement total du socialisme et l'évanouissement de toute autorité et légitimité de l'Etat, confrontés à la tâche d'une reconstruction immédiate et complète de leurs pays, ils ne peuvent que juger ridiculement inappropriés les conseils que pourraient leur donner une économie

¹ Pour une évaluation critique de ce nouveau nihilisme, cf. Henry VEATCH, "Deconstruction in Philosophy: Has Rorty Made It the Denouement of Contemporary Analytical Philosophy ?", *Review of Metaphysics*, 39, 1985 ; J. BARNES, "A Kind of Integrity", *London Review of Books*, 6 novembre 1986 ; Murray N. ROTHBARD, "The Hermeneutical Invasion of Philosophy and Economics" ; H. H. HOPPE, "In Defense of Extreme Rationalism".

mathématique sans signification empirique, ou l'économétrie, de même que ceux que l'on pourrait déduire du keynésianisme, du monétarisme, des anticipations rationnelles ou, pire encore, de l'herméneutique. Dans leur situation d'urgence, seule l'Ecole autrichienne offre une réponse claire, radicale et constructive : non seulement il existe des vérités dans les sciences sociales, mais il en existe qui sont a priori, non hypothétiques, et personne n'est capable de les défaire. La vérité est aussi simple qu'elle est fondamentale : la propriété privée, les droits de propriété privée et eux seuls, sont un principe normatif indiscutablement valide et absolu, et la base d'un progrès continu et "optimal". Pour s'extraire des ruines du socialisme, rien ne suffira sinon une privatisation complète de toute propriété et le retour à une société de contrat fondée sur la reconnaissance du caractère absolu des droits de propriété privée.

En fait, l'Ecole autrichienne représente la plus ambitieuse de toutes les formes du rationalisme social, elle qui affirme inflexiblement qu'il existe une connaissance a priori, non hypothétique de la réalité dans les sciences sociales, et que ce sont son éthique et sa théorie économique (qui intègrent cette connaissance) qui ont le même statut que la logique et la protophysique comme les fondements absolument indispensables de toute recherche sociale empirique. Bien plus, l'Ecole autrichienne et elle seule a validé cette affirmation en présentant un système *descriptif* de l'économie et de l'éthique complètement développé, cohérent et complet.

-
- ¹ Pour une évaluation critique de la révolution en Europe de l'Est, cf. Hans-Hermann HOPPE, "The Collapse of Socialism and the Future of Eastern Europe", *Kwasny Economics*, Vol. II, numéro 6, 30 octobre 1989 ; *Desocialization in a United Germany* (Auburn, Al. : Ludwig von Mises Institute, 1991).
 - ² Cf. en particulier Ludwig von Mises, *Human Action* [L'Action humaine] ; Murray N. Rothbard, *Man, Economy and State ; The Ethics of Liberty* (Atlantic Highlands : Humanities Press, 1982) [L'Éthique de la liberté].

Indirectement, l'affirmation centrale de l'Ecole autrichienne a déjà été prouvée. La réfutation du positivisme qui précède a démontré que, alors qu'on ne peut pas concevoir la connaissance et l'action comme déterminées (c'est-à-dire pouvant être prédits sur la base de variables effectives opérant sur un mode invariant au cours du temps), toute action, en vertu du fait qu'elle entend réaliser un objectif déterminé, présuppose une réalité physique structurée par une causalité déterministe. A l'évidence, cet aperçu représente en lui-même un exemple parfait de la possibilité d'une connaissance non hypothétique de la société : elle énonce à propos de l'action un postulat dont aucun acteur ne pourrait imaginer qu'il soit controuvé, parce qu'il faudrait en fait présupposer qu'il est valide pour seulement tenter de prouver le contraire. L'approche autrichienne se borne en fait à affirmer qu'en réfléchissant, nous avons pu arriver à bien d'autres conclusions, également irréfutables par toute personne agissante, sur ce que le fait d'agir implique et présuppose.

La théorie autrichienne a pour points de départ deux axiomes systématiquement liés, tous deux des vérités non hypothétiques.

— Le premier est l'"axiome de *l'action*" : elle énonce le fait que les êtres humains agissent et, plus spécifiquement, que moi, je suis en train d'agir maintenant. On ne peut pas nier que cette proposition est vraie : le faire serait en soi-même une action. On ne peut pas non plus *ne pas* agir volontairement : ce choix serait en lui-même une action. De sorte que la vérité de cette action est littéralement impossible à *dé-faire*.

— Le second axiome est l'"apriori de *l'argumentation*" : à l'évidence, ce que nous venons maintenant de faire, depuis tout ce temps, — j'écris cette étude, le lecteur la lit — est de nous livrer à l'argumentation. S'il n'y avait pas d'argumentation, il n'y aurait pas de débat quant à la véracité ou la fausseté du relativisme social ou

¹ Cf. Ludwig von Mises, *Human Action* [L'Action humaine], 1^o partie.

quant au statut de l'éthique ou de l'économique. Il n'y aurait que silence ou bruit sans raison. Ce n'est que par l'argumentation que les idées de véracité ou de fausseté peuvent apparaître. Savoir si quelque chose est vrai, faux ou indéterminé ; ce qui est nécessaire pour le justifier ; si c'est moi, ou quelqu'un d'autre, ou personne qui a raison — il faut que tout cela se décide au cours d'une argumentation et d'un échange de propositions. Cette proposition est également vraie a priori, car elle ne peut pas être niée sans être affirmée par l'acte même de cette dénégation. Il n'est pas possible d'affirmer qu'il ne serait pas possible d'affirmer, et on ne peut pas contester que l'on sache ce que veut dire "prétendre valider une proposition" sans implicitement affirmer à tout le moins que c'est le contraire qui est vrai.

C'est donc *l'a priori de l'argumentation*, et les deux axiomes sont liés en tant que branches nécessairement entremêlées de connaissance a priori logiquement nécessaire. En effet, l'action est plus fondamentale que l'argumentation, puisque l'argumentation n'est qu'un sous-ensemble de l'action. En revanche, affirmer ce que l'on vient de dire à propos de l'action et de l'argumentation et de leurs relations réciproques nécessite déjà une argumentation, de sorte que, du point de vue épistémologique, il faut considérer l'argumentation comme plus fondamentale que l'action non argumentaire.

L'éthique, ou plus particulièrement la norme autrichienne de la propriété privée, est déduite de l'a priori de l'argumentation ; et c'est de sa nature comme axiome non hypothétique et absolument vrai que cette norme — mais oui — tire son propre statut de science *absolument vraie*.

¹ Cf. en particulier K. O. APEL, *Transformation der Philosophie*, Vol. II.

² Cf. Sur ce qui suit HANS-HERMANN HOPPE, *A Theory of Socialism and Capitalism*, ch. 2 & 7.

L'a priori de l'argumentation étant maintenant établi comme point de départ axiomatique de l'épistémologie, on en déduit d'emblée que tout ce qui doit être présupposé par le fait même d'énoncer des propositions ne peut plus être contesté au moyen de propositions. Cela n'aurait aucun sens de demander que l'on justifie des présuppositions qui sont nécessaires pour que l'énoncé de propositions ayant un sens soit seulement possible. Il faut au contraire les tenir pour définitivement justifiées par quiconque ouvre la bouche pour dire quelque chose. On doit comprendre que tout énoncé spécifique qui contesterait leur validité implique une contradiction performative ou pratique.

En outre, de même qu'il est indéniablement vrai qu'il n'est pas possible d'affirmer qu'il ne serait pas possible d'affirmer, et qu'on doit absolument supposer que quiconque se livre à l'argumentation sait forcément ce que veut dire "prétendre que quelque chose est vrai", il est également vrai que tout argument nécessite une *personne* qui argumente : un acteur. L'argumentation ne consiste jamais dans des propositions en l'air : c'est toujours en même temps une activité. Comme c'est au cours de l'argumentation que l'on doit formuler les énoncés prétendus vrais et décider de leur éventuelle véracité, et comme l'argumentation, indépendamment de tout ce que l'on peut dire à cette occasion, est aussi une question pratique, il s'ensuit qu'il doit absolument exister des normes dont des consciences différentes peuvent s'accorder pour dire qu'elles ont un sens : celles précisément qui font d'une action une argumentation. Et celles-ci doivent avoir un statut cognitif particulier dans la mesure où elles sont les conditions pratiques préalables de la vérité. Et de fait, personne ne pourrait prêter la moindre validité aux dichotomies si chères au positivistes, entre les jugements de fait ("empiriques") et les jugements de valeur ("émotifs"), ou entre les propositions de fait ("empiriques") et les jugements analytiques ["tautologiques, à partir de définitions arbitraires et conventionnelles" — F. G.] *à moins de considérer comme valides les normes qui*

sous-tendent l'argumentation (au cours de laquelle ces distinctions sont faites). Il est tout simplement impossible d'affirmer le contraire, parce que le faire présupposerait en fait leur validité en tant que normes.

Allons plus loin : en tant qu'entreprise nécessairement pratique, tout échange de propositions exige que celui qui les fait possède la maîtrise exclusive de *certaines moyens* rares. Personne ne pourrait jamais avancer quoi que ce soit, et personne ne pourrait jamais se laisser convaincre par aucune proposition, si le droit de faire un usage exclusif de son propre corps n'était pas déjà présupposé. C'est la reconnaissance mutuelle de cette maîtrise exclusive de chacun sur son propre corps qui explique cette caractéristique distincte des échanges de propositions : que même si on n'est pas d'accord avec ce qui vient d'être dit, on peut au moins se mettre d'accord sur le fait qu'on n'est pas d'accord. Et il est également évident que ce droit de propriété sur son propre corps doit être tenu pour justifié a priori. Car quiconque voudrait essayer de justifier quelque norme que ce soit doit déjà présupposer son droit exclusif de maîtriser son propre corps pour seulement dire : "je propose ceci et cela". Quiconque contesterait un tel droit se retrouverait pris dans une contradiction pratique, puisqu'en argumentant de la sorte il aurait implicitement accepté la norme même qu'il mettait en cause.

Enfin, il serait impossible de se livrer à l'argumentation, si on n'était pas autorisé à s'appropriier, en plus de son propre corps, d'autres ressources rares par appropriation initiale, c'est-à-dire en les

* Du moins pour la durée de l'argumentation. Cf. HOPPE, *The Economics and Ethics of Private Property*, p. 247 :

"aussi longtemps que dure la discussion, il y a reconnaissance mutuelle de la maîtrise exclusive par chacun de ces ressources [le cerveau, les cordes vocales, etc.] [...] le fait de la possession de soi-même est une précondition praxéologique de l'argumentation. Quiconque essaie de réfuter quelque chose doit en fait être possesseur de soi-même." [F. G.]

mettant en valeur avant qu'un autre ne le fasse, ou si de telles ressources n'étaient pas définies en termes physiques, objectifs. En effet, si personne n'avait de droit sur rien, à part son propre corps, alors nous cesserions tous d'exister et la question de la justification des normes — de même que tous les problèmes humains — n'existerait tout simplement pas. *Le fait que l'on soit vivant présuppose que soient valides certains droits de propriété sur d'autres objets.* Quiconque est vivant ne pourrait pas affirmer le contraire.

Et si une personne ne pouvait pas acquérir ce droit exclusif de disposer de ces biens par l'appropriation initiale, en établissant quelque lien objectif entre une personne et une ressource matérielle particulière avant que personne d'autre ne l'ait fait, si au contraire on supposait que les derniers arrivés avaient le même titre de propriété sur ces biens, alors littéralement *personne ne serait jamais autorisé à faire quoi que ce soit avec quoi que ce soit*, faute d'avoir obtenu le consentement péralable de tous ceux qui sont pourrout venir après. Ni nous-mêmes ni nos ancêtres, ni notre progéniture ne pourrions survivre. Or, pour que quelqu'un, quel qu'il soit, puisse argumenter, il lui faut bien évidemment être en mesure de survivre. Et pour cela, il est impossible de concevoir les droits de propriété comme définis "hors du temps" et sans précision quant au nombre de personnes concernées. Bien au contraire, il est absolument nécessaire que les droits de propriété soient définis par une action localisée et datée et pour des individus agissants particuliers. Sinon, il serait impossible pour quiconque de dire quoi que ce soit à un moment et à un endroit donné, et pour un autre de répondre. Affirmer que la règle de la première mise en valeur comme norme de propriété pourrait être rejetée, ou qu'elle serait injustifiée implique une contradiction. Affirmer cette proposition implique que l'on existe à un instant donné comme unité de décision physiquement indépendante, et par conséquent le droit de la

première mise en valeur comme un principe absolument valide d'acquisition de la propriété.

Pour sa part, la théorie économique, ou "praxéologie" dans la terminologie de Ludwig von Mises, en même temps que son statut de science sociale non hypothétique et vraie a priori, est déduite de l'axiome de l'action.

* Et comme ce principe, comme celui de la possession de soi (qui résulte de sa première mise en œuvre), peut être appliqué dans tous les cas et comme il est exclusif de tout autre, il est par implication le seul universellement valide, pour les gens qui prennent la logique au sérieux. Cf. HOPPE, *ibid.*, p. 249-250 :

"... quiconque nierait la validité du principe de la première mise en valeur contredirait le contenu de sa proposition par le fait même de l'énoncer... une fois qu'au titre du principe de première mise en valeur on a admis la maîtrise exclusive de *certaines* ressources, il devient impossible de justifier quelque restriction que ce soit à l'exercice de ce principe — à l'exception d'une restriction volontaire, que l'acteur s'imposerait à soi-même — sans tomber dans une contradiction.

"Car si celui qui propose une telle restriction au principe du droit de la première mise en valeur était cohérent avec lui-même, il ne pourrait disposer que de *certaines* ressources rares (quelle que soit cette limite), dont en outre il ne serait pas autorisé à faire usage pour des appropriations ultérieures au titre de ce principe. Mais dans ce cas, il ne pourrait évidemment pas empêcher l'appropriation par *un autre* au titre de ce principe, pour la seule raison qu'il n'en aurait pas les moyens. Et s'il *cherchait* à empêcher cette appropriation, alors il étendrait *ipso facto* ses propres prétentions [sur les biens sans maître] au-delà de ses propres ressources qu'il tient pour justement appropriées : de sorte qu'il se contredirait lui-même.

"Pire, pour justifier son ingérence, il lui faudrait invoquer un principe d'acquisition incompatible avec le principe de la première mise en valeur : il lui faudrait prétendre, au mépris de la logique, qu'une personne qui étend ses possessions au titre de ce principe, principe dont personne ne peut dire qu'il soit universellement faux, serait, ou à tout le moins, pourrait être, un agresseur (alors même que personne ne pourrait dire qu'elle ait pris quoi que ce soit à qui que ce soit, parce qu'elle n'aurait pris que des ressources n'appartenant à personne, c'est-à-dire des choses que jusqu'à présent

— Dans toute action, l'acteur poursuit un *but* ; et quel que puisse être ce but, le fait que cet acteur le recherche révèle que celui-ci lui attribue une *valeur* relativement plus grande qu'à tout autre but d'une action qu'il aurait pu envisager au début de cette action.

— Pour réaliser ce but, un acteur doit *décider* d'intervenir ou de ne pas intervenir (ce qui est une autre manière d'influencer le résultat) au départ pour obtenir un résultat plus tard ; et cette

personne n'avait tenues pour rares, et que tout le monde aurait pu s'approprier avant s'il avait été le premier à s'apercevoir de sa rareté, y compris ceux [...] qui se soucient tellement du sort des derniers arrivés qu'ils voudraient réserver des ressources pour leur bénéfice ultérieur). Il lui faudrait en outre prétendre que quiconque interfère avec une telle extension, et le fait au nom d'un principe dont on ne peut arguer qu'il soit universellement valide, agirait, ou du moins pourrait agir légitimement (alors même qu'il confisquerait toujours à quelqu'un quelque chose que celui-ci aurait acquis sans rien prendre à personne)."

"L'erreur centrale [de ceux qui rejettent] cet argument est [leur] refus de reconnaître l'incompatibilité logique [de l'idée] de "droits sociaux" — l'idée qu'on pourrait avoir des *droits* sur la propriété que les *autres* auraient constituée au titre de la première mise en valeur — avec ce même principe de la première mise en valeur. Ou bien c'est le premier principe qui est juste, ou alors c'est le second. Par conséquent, on ne peut pas dire que le premier le soit, puisque pour le dire il faut présupposer la validité du second".

Cette démonstration montre qu'à eux seuls, les présupposés a priori de l'*action* humaine, lois praxéologiques a priori qui s'imposent à la norme politique sont extrêmement contraignants, et constituent déjà en eux-mêmes *une norme concrète absolument vraie a priori* :

— le fait que celle-ci est contrainte de décrire des relations concrètes et datées entre des personnes singulières et des objets particuliers. Rappelons le pont-aux-ânes de la philosophie politique dont HOPPE s'est efforcé de faire un viaduc à la p. 247 de *The Economics and Ethics of Private Property* [cf. infra, "L'argumentation par l'intimidation"] : "toute philosophie politique qui n'est pas construite comme une théorie des droits de propriété passe complètement à côté de son but et doit par conséquent être rejetée d'emblée comme un verbiage dépourvu de sens pour une théorie de l'action". Car un jugement normatif doit toujours porter sur des *actes*.

intervention implique l'emploi de *moyens* limités (au moins ceux du *corps* de celui qui agit, de l'*emplacement* qu'il occupe et le *temps* employé pour l'intervention).

— Il faut aussi que ces moyens aient une valeur pour l'acteur en question (*valeur déduite* de celle du but) parce que l'acteur doit les considérer comme nécessaires pour effectivement atteindre son but. En outre, les actions ne peuvent être faites que l'une après

Juger des *résultats*, comme prétendent le faire nombre d'argumentaires sur une prétendue "justice sociale", implique forcément de juger *tous les actes concrets* qui ont conduit à ces résultats. Et comme il n'existe aucune *régularité* dans l'action humaine, il s'ensuit qu'il est logiquement impossible de définir a priori des actes qui conduiraient à l'une quelconque de ces prétendues "normes" de résultat. Cf. HAYEK : *Le Mirage de la justice sociale*, Paris, PUF, 1982. Bien entendu, si l'a priori de l'action interdit toute définition d'une quelconque "justice sociale", il ne peut pas empêcher de soi-disant "philosophes politiques" d'*ignorer* les contraintes qu'il implique sur le raisonnement normatif, de même que de *croire* à celle-ci en dépit de toute rationalité.

— Le fait que la survie de tout être agissant implique forcément que celui-ci se soit livré au moins une fois à une appropriation par première mise en valeur (ne serait-ce qu'en respirant pour son propre compte de l'air gratuit),

— le fait que ce principe d'appropriation naturelle est universellement applicable et exclusif de tout autre,

tout cela suffit à démontrer qu'il n'y a qu'un seul système de justice intellectuellement cohérent, celui que décrit Murray ROTHBARD dans *L'Éthique de la liberté*. On pourrait donc penser que l'a priori de l'argumentation est redondant par rapport à celui de l'action comme fondement de la norme politique.

Néanmoins cet a priori de l'argumentation soumet celui qui accepte de participer à une discussion rationnelle à *d'autres* contraintes très fortes et qui constituent en elles-mêmes des normes universellement valides a priori, complétant les éléments de norme rationnelle déjà fournis par l'a priori de l'action :

— La contrainte de cohérence logique (principe de non-contradiction), qui présuppose que quiconque participe à une discussion rationnelle accepte de

l'autre, ceci impliquant toujours de faire un *choix*, c'est-à-dire d'entreprendre l'action qui, à un moment donné, promet le résultat auquel l'acteur donne le plus de valeur et conduit à renoncer aux autres, qui ont moins de valeur.

— En outre, lorsqu'il agit, un acteur ne se borne pas à vouloir substituer une meilleure situation à une autre et à démontrer sa

prendre en compte les principes impliqués par toute action envisagée (rejet du pragmatisme). Sans cohérence logique, par exemple, on ne pourrait pas déduire que le principe de la première mise en valeur est le *seul* valide du fait que celui-ci est nécessairement acceptable, universellement applicable et exclusif de tout autre.

— Le principe de la propriété de soi, nécessairement admis au moins pour la durée de la discussion.

L'a priori de l'argumentation permet donc de transformer la conclusion : "il n'existe de philosophie politique cohérente et compatible avec la survie de l'humanité que dans une application universelle du droit de la première mise en valeur", en cette autre conclusion : "quiconque accepte de participer à une discussion civilisée accepte implicitement une philosophie politique fondée sur l'application universelle et par conséquent exclusive du droit de la première mise en valeur."

Que l'a priori de l'argumentation et de l'action conduisent à *certaines* normes absolument et universellement vraies établit donc un a priori du droit naturel : une norme absolument et universellement vraie a priori, qui ne constitue qu'une contrainte limitative sur les choix de l'action, mais se trouve définir complètement la philosophie politique.

On peut parler à juste titre de *droit naturel*, dans la mesure où l'on tient que la connaissance vraie a priori exprime des lois de la nature. Ces démonstrations se trouvent d'ailleurs dans la droite ligne de la *tradition* du Droit naturel (quelles qu'en aient pu être les diverses conclusions au cours de l'histoire de la pensée). Ceux à qui le positivisme a appris à se méfier de l'expression peuvent comprendre que celle-ci désigne seulement toute réflexion normative qui accepte de *tenir compte* des lois de la nature. Et pour qui admet de définir la Raison comme l'"art de l'identification non contradictoire" (Ayn RAND) de ce qui est, elle est simplement synonyme de *discussion rationnelle* sur les normes. HAYEK, qui le rejetait explicitement sous ce nom, ne faisait donc absolument

préférence pour celle qui a le plus de valeur ; il considère aussi invariablement à quel moment de l'avenir ses buts seront atteints et démontre une *préférence* universelle pour des résultats plus *immédiats*. Comme l'action prend du temps et comme l'homme doit absolument consommer quelque chose à un moment ou à un autre, le temps est toujours rare ; de sorte que les résultats immédiats ou plus rapides ont, et doivent toujours avoir plus de valeur que des résultats futurs ou plus éloignés. Et on n'échangera une valeur actuelle contre une valeur future que si on espère ainsi *améliorer* son bien-être à venir.

— Plus encore, comme conséquence du fait de devoir choisir et donner la préférence à un but plutôt qu'à un autre (de ne pas pouvoir réaliser tous ses buts en même temps et d'être soumis à une *contrainte du fait de l'attente*), toute action implique de subir des *coûts*, c'est-à-dire de renoncer à la valeur du but auquel on tenait le plus parmi ceux qu'on ne pourra pas réaliser ou dont la réalisation devra être retardée parce que les moyens nécessaires sont occupés à réaliser un autre objectif, qui a encore plus de valeur.

— Et finalement, savoir ce qu'est agir nous apprend qu'au moment de la décider, tout but de l'action doit avoir une valeur perçue

rien d'autre que du "droit naturel" dans ses ouvrages de philosophie politique ostensiblement soumis aux règles de la discussion rationnelle. Il était donc pris, ce faisant, dans une contradiction pratique (ou "performative"). [F. G.].

¹ Cf. sur ce qui suit L. v. MISES, *Human Action* [*L'Action humaine*], ch. IV ; Murray N. ROTHBARD, *Man, Economy and State*, ch. 1 ; "Praxeology: The Methodology of Austrian Economics", in Edwin DOLAN, ed. : *The Foundations of Modern Austrian Economics* (Kansas City : Sheed & Ward, 1976) ; H. H. HOPPE, *Praxeology and Economic Science* ; aussi Lionel ROBBINS, *The Nature and Significance of Economic Science* (New York : New York University Press, 1982) [*Nature et signification de l'économique*]. [Cf. aussi : "La Praxéologie comme méthode des sciences sociales", ch. 2 de M. N. ROTHBARD *et al.*, *Economistes et Charlatans* (F. G.)]

plus grande que son coût, de manière à donner un *profit* : un résultat dont la valeur est placée plus haut que celle des occasions auxquelles on aura renoncé. Cependant, toute action court le risque d'une *perte* si, rétrospectivement, celui qui avait agi se rend compte que, contrairement à ses attentes, le résultat effectivement obtenu a moins de valeur que l'option abandonnée n'en aurait eue.

Toutes ces catégories que nous savons être au cœur de l'économie (valeur, moyens, choix, préférence, contrainte de l'attente, coût, profit et perte) sont impliqués par l'axiome de l'action. Et tout comme l'axiome lui-même, elles incorporent une connaissance vraie et non hypothétique. Toute tentative pour réfuter cette connaissance serait en elle-même une action, visant un but, nécessitant des moyens, excluant d'autres actions, subissant des coûts, soumettant l'acteur à l'éventualité d'atteindre ou de ne pas atteindre le but désiré, conduisant ainsi à un profit ou à une perte.

A partir de cette connaissance matérielle incontestablement vraie sur le sens de l'action et de ses concepts associés, on peut déduire toutes les propositions vraies de l'économie politique au moyen de la logique formelle. C'est l'alpha et l'oméga de la conception autrichienne de l'économie. Plus précisément, tous les théorèmes économiques vrais impliquent :

- une compréhension du sens de l'action,
- une situation ou un changement de situation, supposés donnés ou identifiés comme donnés et décrits en termes des concepts associés à l'action et
- une déduction logique des conséquences pour un individu agissant (encore une fois en termes de ces concepts) découlant de cette situation ou de ce changement.

La loi de l'utilité marginale [décroissante], par exemple, une des lois les plus fondamentales de l'économie, est déduite de notre connaissance indiscutable du fait que tout acteur préfère ce qui lui donne le plus de satisfaction ; on l'applique à une situation où celui-ci est confronté à un accroissement de la quantité d'un ensemble de produits (une ressource rare) qu'il juge tous capables de lui rendre les mêmes services. De ces prémisses il s'ensuit avec une nécessité logique que cette unité supplémentaire ne peut être employée comme moyen que pour satisfaire un besoin jugé moins urgent que le dernier (moins urgent) auparavant satisfait par la dernière unité du produit.

Combiner la norme impliquée par l'axiome de l'argumentation, avec la théorie économique impliquée par celui de l'action, donne ce qu'on pourrait appeler l'"économie du bien-être" à l'autrichienne :

Dans la mesure où les personnes qui agissent choisissent de se conformer au principe indiscutablement valide de la propriété privée, le bien-être social — défini en termes de PARETO-optimalité — sera invariablement le plus grand possible : l'appropriation originelle de biens sans maître par une personne accroît (au moins *ex ante*) son utilité ou bien-être, comme le démontre cette action même. En même temps, celle-ci ne fait de tort à personne, puisqu'en se les appropriant elle ne prend rien à qui que ce soit. A l'évidence, les autres aussi auraient pu se les approprier, s'ils les avaient perçus comme rares et donc précieux. Or, ils ne l'ont pas fait, ce qui prouve qu'ils ne leur attribuaient absolument aucune valeur ; ils ne peuvent

¹ Cf. aussi M. N. ROTHBARD, *Toward a Reconstruction of Utility and Welfare Economics* (New York : Center for Libertarian Studies, Occasional Paper # 3, 1977 [traduit en français sous le titre "Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien-être", comme ch. 4 d'*Economistes et charlatans*] ; *Power and Market* (Kansas City : Sheed, Andrews & McMeel, 1977) ; "The Myth of Neutral Taxation", *Cato Journal*, Vol. I, n° 2, 1981 ; H. H. HOPPE, *A Theory of Socialism and Capitalism* ; "Man, Economy and Liberty". Review Essay", *Review of Austrian Economics*, Vol. IV, 1990.

donc prétendre qu'ils aient perdu quoi que ce soit du fait de cet acte. A partir de ce fondement, toute action utilisant des ressources appropriées de la sorte est également PARETO-optimale au titre de la préférence démontrée, à condition de ne pas interférer sans le consentement des autres avec l'intégrité physique des ressources qu'ils se seront appropriées par la première mise en valeur (ceci impliquant toutes les ressources produites à partir de ces premières appropriations). Et finalement, tout échange volontaire partant de cette base doit aussi être considéré comme un changement PARETO-optimal, parce qu'il ne peut avoir lieu que si les deux parties en bénéficient.

Agir conformément à ces règles conduit toujours, infailliblement, à la plus grande production possible de richesses : car toute déviation par rapport à ces règles implique, par définition, une redistribution de titres de propriété, et par conséquent du revenu, qui confisque aux producteurs-premiers utilisateurs et parties aux contrats, au profit de non producteurs, non premiers utilisateurs ou étrangers aux contrats. De sorte que toute déviation de ce genre aura pour conséquence moins d'appropriation originelle de ressources dont on aura reconnu la rareté, moins de produits nouveaux, moins d'entretien des biens existants et moins de contrats et d'échanges avantageux aux deux parties. Ce qui, à son tour, implique un moindre niveau de vie en termes de biens et services échangeables. En outre, la clause suivant laquelle c'est le premier utilisateur d'un bien qui en acquiert la propriété assure que les efforts productifs seront à tout moment les plus élevés possibles. La clause suivant laquelle c'est l'intégrité matérielle de la propriété et non sa valeur qui est protégée garantit que tout propriétaire orientera toujours ses efforts de manière à lui donner la plus grande valeur possible, c'est-à-dire choisira les changements qui améliorent la valeur de la propriété et évitera ceux qui la compromettent (comme celles qui pourraient résulter de l'action d'autres personnes vis-à-vis de sa

propriété). De sorte que toute déviation par rapport à ces règles implique à tout moment de moindres niveaux d'efforts productifs.

La simplicité radicale de cette théorie autrichienne de l'éthique et de l'économique, son caractère même achevé — à titre majeur par von Mises dans *l'Action humaine* et par Murray Rothbard dans *Man, Economy and State* et *L'Éthique de la liberté* — de construction intellectuelle rigoureusement cohérente en éthique et en économie politique explique pourquoi, si on a pu mettre sous le boisseau le rationalisme social de l'École autrichienne durant les années fastes du positivisme, on n'a jamais pu l'écraser ni l'éradiquer. Sa véracité est trop évidente pour être toujours méprisée par les gens de bon sens et de curiosité intellectuelle. Car n'est-il pas naturel que chacun possède son propre corps de même que l'ensemble des biens rares qu'il met en valeur à l'aide de son corps avant que quiconque d'autre ne le fasse ? N'est-il pas évident que chaque possesseur doit avoir le droit d'utiliser ces biens comme il l'entend aussi longtemps que cela n'implique pas d'atteindre sans y être invité l'intégrité physique de la propriété d'autrui ? N'est-il pas évident que, une fois qu'un objet résulte d'une première mise en valeur, ou a été produit à partir de biens ainsi appropriés, sa possession ne saurait être acquise que par le transfert volontaire et contractuel d'un titre de propriété de l'ancien au nouveau possesseur ? Et n'est-il pas intuitivement

* On pourra ironiser sur ce *fait* de la possession naturelle, dans la mesure où le *constater* n'est pas le *justifier*. Il n'en établit pas moins que la possession naturelle est *première* (en ce sens que tout objet physique qui acquiert une valeur quelconque *commence* par se trouver en possession de celui qui l'a produite). La charge de la preuve incombe donc pour le moins à ceux qui veulent la violer. Et cette *réalité* de la possession naturelle, du fait qu'elle *existe*, sans parler des conséquences des actes qui la violeraient, disqualifie radicalement ceux qui n'en tiennent absolument aucun compte dans les postulats de départ de leurs modèles politiques, notamment ceux qui prétendent juger des "résultats" en méconnaissant la pertinence des "conditions initiales", comme les théoriciens de la "justice sociale" et la plupart de ceux de l'"efficacité économique" [F. G.].

évident que si ces règles sont suivies, et dans cette mesure même, la plus grande production possible de richesse et de bien-être social s'ensuivra ?

Et pourtant, cette théorie évidemment vraie a les implications pratiques les plus radicales en politique. Elle réfute comme moralement injustifiables et économiquement destructrices des actes tels que l'impôt, la redistribution législative des droits de propriété privée, la création de monnaie fictive par privilège d'Etat, et finalement, l'institution même de l'Etat... et elle exige à la place une société de pure propriété privée, une anarchie de possesseurs de propriété, exclusivement réglée par un droit de la propriété privée². En vertu de quoi, l'Ecole autrichienne se trouve en complète opposition avec tout exercice du pouvoir d'Etat. La reconnaissant comme leur ennemie naturelle et intellectuellement la plus dangereuse, les gens du pouvoir ont fait tout leur possible pour oblitérer sa mémoire et substituer l'idolâtrie de l'Etat à l'éthique et à l'économie politique. Comme l'écrit MISES :

"Les despotes et les majorités démocratiques sont ivres du pouvoir d'Etat. Avec réticence, ils doivent admettre que les lois de la nature s'imposent à eux. Mais ils rejettent la notion même de loi économique. Ne sont-ils pas, eux, le législateur suprême ? [...] il est impossible de comprendre l'histoire de la pensée économique si on ne prête pas attention au fait que l'économie politique en tant que telle est une mise en cause pour les gens au pouvoir. L'économiste ne peut jamais être

¹ Cf. aussi, sur l'idée d'un "sens naturel de la justice", Gustave de MOLINARI, *The Production of Security* (Burlingame, Ca. : Center for Libertarian Studies, Occasional Paper Series # 2, 1977) ["De la production de la sécurité", *Journal des économistes*, Paris, Guillaumin, 1849].

² Cf. sur ce point aussi M. N. ROTHBARD, *Man, Economy and State ; Power and Market ; For a New Liberty ; The Ethics of Liberty [L'Ethique de la liberté]* ; H. H. HOPPE, *Eigentum, Anarchie und Staat* (Opladen : Westdeutscher Verlag, 1987) ; *A Theory of Socialism and Capitalism*.

le favori des autocrates ou des démagogues. Pour eux il est toujours le trouble-fête, et plus ils sont intimement persuadés de la justesse de ses objections et plus ils le haïssent.

Dans la situation actuelle de crise mondiale de légitimité de l'Etat, d'effondrement du socialisme dans le bloc de l'Est et la stagnation persistante des Etats-providence occidentaux, le rationalisme autrichien a autant sinon plus de chances que jamais de remplir le vide philosophique laissé par le retrait du positivisme et de devenir le paradigme de l'avenir². Aujourd'hui comme hier, il faut un certain courage moral aussi bien que de l'intégrité intellectuelle pour affirmer la théorie sociale autrichienne — les bataillons socialistes d'en face représentent toujours une majorité formidable et contrôlent une part bien plus considérable des ressources. Maintenant, avec cet effondrement total du socialisme et du concept de propriété sociale qui sautent aux yeux de tous, la théorie autrichienne opposée de la propriété privée, des marchés libres et du laissez-faire ne peut que *gagner* en séduction et *faire* des adhérents. Par conséquent, les autrichiens ont des raisons de croire que le moment est venu où ils pourront opérer un changement fondamental dans l'opinion publique, arrachant l'éthique et l'économique des griffes des positivistes et des ingénieurs sociaux et rétablissant la reconnaissance par le public des droits de propriété privée et des marchés libres comme principes ultimes, absolus, de l'éthique sociale et de l'économie politique.

¹ *Human Action*, p. 67 ; [*L'Action humaine*].

² Pour une évaluation stratégique de l'époque actuelle d'un point de vue autrichien, cf. M. N. ROTHBARD : "Left and Right : The Prospects for Liberty" et "Ludwig Von Mises and the Paradigm for Our Age" in *Egalitarianism as a Revolt Against Nature and Other Essays* (Washington, D.C. : Libertarian Review Press, 1974).

9 De la théorie économique du laissez-faire à la politique du libéralisme.

Ludwig VON MISES, sans aucun doute dans l'histoire de la pensée économique l'un des plus rigoureux défenseurs d'un système de laissez-faire non entravé par quelque forme d'intervention étatique que ce soit, admettait deux défauts, et deux défauts seulement, dans un système pur de marché. Alors que selon MISES il est généralement exact qu'une économie de marché produit le niveau de vie le plus élevé possible, cela n'aura pas lieu si une entreprise réussit à obtenir un prix de monopole pour ses produits. En outre, le marché ne peut pas produire lui-même les services de la police du droit. La loi et

* Ch. 8 de *The Economics and Ethics of Private Property*. Boston/Londres/Dordrecht : Kluwer, 1993.

l'ordre, ou protection du cadre juridique caractéristique de l'ordre de marché, MISES les considère au contraire comme des "services collectifs" dont la production devrait être entreprise par les hommes de l'Etat, lequel n'est pas lui-même soumis aux disciplines du marché mais s'appuie sur la coercition, notamment sur l'imposition forcée.

Lorsque Murray ROTHBARD entra en scène en 1962 avec son *Man, Economy and State*, il ne devint pas seulement tout de suite le disciple le plus éminent de Ludwig von MISES, son maître révérend ; debout sur les épaules de ce géant, il s'établit aussi, à l'âge de 36 ans, comme un géant intellectuel à part entière en allant, dans un esprit authentiquement misésien, plus loin que MISES lui-même. Il reconnut que la position de MISES concernant le caractère exceptionnel des prix de monopole et les services collectifs comme incompatible avec la conception même de la théorie économique comme science des actes de la pensée présentée dans *Human Action* [L'Action humaine] ; il présenta pour la première fois une défense complète et totalement cohérente d'un système pur de marché.

En ce qui concerne le "problème" des "prix de monopole", ROTHBARD démontra que sur un marché libre il n'existe absolument aucun prix que l'on puisse identifier comme "monopoliste" ou "concurrentiel", que ce soit par le "monopoleur" lui-même ou par n'importe quel observateur extérieur "impartial". L'orthodoxie économique, y compris l'économie autrichienne de MISES, enseigne que les prix de monopole sont des prix plus élevés obtenus en restreignant la production, prix auxquels les ventes offrent une plus grande rentabilité qu'on ne pourrait en obtenir en offrant une production non restreinte à des prix — concurrentiels — moins élevés. Ainsi, poursuit la fable, comme les mesures restrictives que la recherche du profit conduit le monopoleur à prendre impliqueraient que les consommateurs devraient payer davantage pour moins de produits, alors l'existence de prix de monopole

entraîne l'éventualité d'imperfections du marché. Comme ROTHBARD le montre, cette démonstration comporte deux fautes de raisonnement.

Tout d'abord, il faut remarquer que tout choix de réduire une production doit par définition entraîner un surcroît de production ailleurs. Les facteurs de production que le "monopoliste" libère d'un processus de production donné ne disparaissent pas comme par enchantement. Bien au contraire, ils sont forcément affectés ailleurs. Soit pour fournir d'autres produits échangeables, soit pour accroître le loisir de l'un des possesseurs du facteur travail. Maintenant, supposons que le "monopoleur", dans un domaine particulier de la production, réduise à un certain moment la production par rapport à ce qu'elle était auparavant, et que les prix et la rentabilité augmentent effectivement. A en croire la version officielle, le nouveau prix serait un prix "de monopole" et les consommateurs seraient lésés. Mais est-ce vraiment le cas ? Peut-on vraiment distinguer cette situation d'une autre, où ce serait la demande qui a augmenté pour un prix donné (la "courbe de demande" se déplaçant vers la droite) ? La réponse est non, car les courbes de demande ne sont jamais simplement "données" pour tout bien. Lorsque la demande augmente pour le produit en question, l'ancien prix, qui était un prix de concurrence au départ, devient à l'arrivée inférieur au prix concurrentiel, et le nouveau prix, plus élevé, ne représente qu'un passage de ce prix non concurrentiel au nouveau prix de concurrence. Et le choix restrictif du "monopoleur" n'implique pas non plus une détérioration de la situation pour les consommateurs,

¹ Cf. LUDWIG VON MISES, *Human Action*, 3^e éd. rév., Chicago: Contemporary Books, 1966, pp. 357 et suiv. [*L'Action humaine*, Paris, PUF, 1985] ; *idem*, "Profit and Loss" in *Planning for Freedom* (South Holland, IL: Libertarian Press, 1974), partic. p. 116. Dans cet article MISES prend une position légèrement différente, qu'on pourrait dire proto-rothbardienne.

² Cf. MURRAY N. ROTHBARD, *Man, Economy and State* (Los Angeles: Nash Publishing, 1972), ch. 10 partic. les pp. 604-614.

puisque'il doit nécessairement s'accompagner d'une expansion complémentaire dans d'autres productions. L'action restrictive du "monopoliste" ne saurait être distinguée de tout changement "normal" dans la structure de production qui serait causé par des changements dans la demande relative de consommation pour différents biens y compris le loisir. "Il n'existe aucune espèce de moyen", écrit ROTHBARD, "de distinguer une telle 'restriction' avec son expansion corollaire, de la prétendue situation d'un 'prix de monopole'¹".

"Or, si un concept n'a aucun référent identifiable dans la réalité, alors c'est un concept vide et illusoire, pas un concept qui ait un sens. Sur le marché libre, il n'existe aucun moyen de distinguer un 'prix de monopole' d'un 'prix concurrentiel' ou d'un prix inférieur à ce prix concurrentiel, ni d'identifier aucun passage de l'un à l'autre. Il est impossible de trouver le moindre critère qui permette de faire ces distinctions. Par conséquent, le concept est indéfendable. Le seul prix dont nous puissions parler est le prix de marché libre²".

En ce qui concerne la seconde imperfection prétendue des marchés, le problème des "services collectifs", et notamment celui de la police du droit, ROTHBARD démontre que les partisans de cette

* On peut aussi imaginer que l'ancien prix soit dû à une *erreur* de l'entrepreneur sur le prix concurrentiel, erreur qu'il ne ferait que rectifier. Evidemment, on peut faire abstraction de l'incertitude, mais dans ce cas, que peuvent signifier dans cette hypothèse les termes "rentabilité supérieure", "détérioration de la situation", voire "changement" ? Les économistes conventionnels peuvent bien se servir de ces termes, mais dans ce cas ils les "volent" au sens de AYN RAND, puisque ces termes-là n'ont pas de sens en-dehors de l'incertitude [F. G.].

¹ *ibid.*, p. 607.

² *ibid.*, p. 614. Cf. aussi : "Austrian Monopoly Theory : A Critique" *Journal of Libertarian Studies*, automne 1977, pp. 271-281 ; Hans-Hermann HOPPE, *Anarchie, Eigentum und Staat* (Opladen : Westdeutscher Verlag, 1987), chap. 5 ; *idem*, *Theory of Socialism and Capitalism* (Boston : Kluwer, 1988), chap. 9.

position ne réussissent pas à prouver leur affirmation suivant laquelle il existerait deux types de produits catégoriquement distincts — les singuliers et les collectifs — auxquels deux types différents d'analyse économique devraient s'appliquer ; et qu'en outre, même si de telles distinctions tenaient la route, ils sont incapables de donner les raisons pour lesquelles il faudrait que ces services-là soient fournis par les hommes de l'Etat. La doctrine officielle tient que certains produits et services, dont la loi et l'ordre, sont généralement considérés comme les prototypes, auraient pour caractéristique spéciale que leur jouissance ne pourrait être limitée aux seules personnes qui financent effectivement leur fourniture. On appelle ces produits des "services collectifs". Et comme les marchés, à cause de ce problème du "parasite*" ne pourraient pas les fournir (du moins en quantité et en qualité suffisantes) alors qu'on ne doute pas qu'ils soient appréciés, alors il faudrait, nous dit-on, que les hommes de l'Etat s'en mêlent et assurent leur production.

* On traduit souvent en français "public goods" par "biens publics". Il est trop facile de démolir cette expression-là, étant donné que le terme de "biens" se réfère à des produits matériels, dont on peut refuser l'accès aux autres, ce qui élimine par hypothèse le prétendu "problème", et que le terme "public" préjuge justement de sa solution. Mais nous ne sommes pas là pour apprendre le français : il s'agit de démolir la fausse notion de "services" intrinsèquement "collectifs", si plausible soit-elle pour les mathématiciens qui se prennent pour des économistes [F. G.].

¹ Cf. ROTHBARD : *Man, Economy and State*, pp. 883-890 [*Economistes et Charlatans*, Paris, Les Belles Lettres, 1981, ch. 5 : "Les Biens collectifs et les externalités"]. *idem*, "The Myth of Neutral Taxation", *Cato Journal*, automne 1981, pp. 519-565.

** Les textes français traduisent "free rider" par "passager clandestin", ce qui est, une fois de plus, préjuger de la solution du problème, puisque c'est imputer une *violation du droit* à ce qui n'est qu'un bénéficiaire indirect, plus ou moins problématique ou inconscient. D'où cette traduction de "parasite", empruntée à Anthony de JASAY [F.G.].

² MISES, bien entendu, n'a rien d'un théoricien des services collectifs complètement dans la ligne. Il ne partage pas leur croyance naïve, qui est aussi

Dans sa réfutation, ROTHBARD nous fait comprendre ce qui suit : pour qu'un objet soit un bien économique, il faut qu'il soit rare, et qu'il soit considéré comme rare par quelqu'un. Rien n'est un bien-en-soi : les biens sont des biens aux yeux de quelqu'un qui les considère comme tels. Mais alors, puisque les biens ne sont pas des biens-en-soi, puisqu'aucune analyse physico-chimique ne pourra jamais prouver qu'une chose est un bien économique, alors il n'existe non plus aucun critère fixe, objectif, pour classer les produits comme singuliers ou collectifs. Ils ne peuvent jamais être des produits singuliers ou collectifs en soi, mais leur caractère singulier

celle des théoriciens des choix publics, comme quoi l'Etat serait une espèce d'organisation volontaire. Bien au contraire, et sans ambiguïté, il rappelle que "le trait caractéristique des hommes de l'Etat est qu'ils imposent leurs décrets en arrêtant, tuant et emprisonnant. Ceux qui réclament davantage d'intervention de l'Etat demandent en fin de compte plus de contrainte violente et moins de liberté." (*Human Action*, p. 719). Sur cette question, cf. aussi ce jugement d'un réalisme rafraîchissant de la part de Joseph A. SCHUMPETER (*Capitalism, Socialism and Democracy* : New York, Harper & Bros., 1942), p. 198) : "Une théorie qui envisage les impôts comme des cotisations à un club ou l'achat de services, disons, à un médecin, ne prouve qu'une seule chose : à quel point cette partie-là de la théorie sociale est éloignée des modes de pensée scientifiques". MISES ne manque pas pour sa part de noter les innombrables sophismes des raisonnements économiques à la mode sur les "externalités" (*Human Action*, pp. 654-661). Si nous n'en incluons pas moins MISES au sein de l'orthodoxie, c'est parce que — et en cela il ne diffère pas du reste des théoriciens des "services collectifs", il suppose dogmatiquement que certains services (la police du droit, en l'occurrence) ne pourraient pas être fournis par des entreprises en libre concurrence ; et que lui aussi, du moins en ce qui concerne la police du droit, "prouve la nécessité de l'Etat par un *non sequitur*. Ainsi, dans sa "réfutation" de l'anarchisme, il écrit : "La société ne peut pas exister si la majorité n'est pas prête, par la menace ou la mise en œuvre de l'action violente, à empêcher des minorités de détruire l'ordre social. Ce pouvoir est confié à l'Etat ou gouvernement" (*ibid.*, p. 149). Mais il est évident que la seconde proposition ne découle pas de la première. Pourquoi des agences de protection privée ne peuvent-elles pas faire le travail ? Et pourquoi un Etat ferait-il mieux le travail que ces agences-là ? C'est là que le lecteur cherche en vain la réponse.

ou collectif dépend du *nombre des gens* qui les considèrent comme bons (ou mauvais). Le degré dans lequel ils sont singuliers ou collectifs varie dans la mesure où ces évaluations changent, et s'étend de 1 à l'infini. Même des choses en apparence complètement privées comme l'intérieur de mon appartement ou la couleur de mes sous-vêtements peuvent devenir des produits collectifs dans la mesure où quelqu'un d'autre commence à s'y intéresser. Et des choses apparemment collectives comme l'extérieur de ma maison ou la couleur de ma salopette peuvent devenir extrêmement particulières dès lors que plus personne ne s'en soucie. En outre, n'importe quel produit peut sans arrêt gagner ou perdre cette caractéristique. Il peut même passer du statut de bien particulier ou collectif à celui de *mal* singulier ou collectif et vice-versa, la chose dépendant uniquement des opinions bonnes ou mauvaises que tel ou tel entretient à son endroit. Mais s'il en est ainsi, aucune décision ne peut jamais être prise sur la base d'une classification des produits comme particuliers ou collectifs : en fait, si on s'y essayait, il ne serait pas seulement nécessaire de demander virtuellement à toute personne singulière, relativement à tout produit particulier, si oui ou non elle s'en préoccupe, et si oui, dans quelle mesure, afin de découvrir qui pourrait profiter de quoi et par conséquent participer à son financement : il deviendrait également nécessaire de suivre continuellement tous les changements de ces évaluations, avec pour résultat que personne ne pourrait jamais prendre aucune décision tranchée concernant la production de quoi que ce soit, et il y a longtemps que nous serions tous morts du fait d'une théorie aussi délirante.

Deuxièmement, même si on mettait de côté toutes ces difficultés, la conclusion étatiste des théoriciens des "services collectifs" est un *non sequitur* éclatant, comme le montre ROTHBARD. Tout d'abord, pour arriver à la conclusion que les hommes de l'Etat doivent fournir les services collectifs qui ne seraient pas produits autrement, il est absolument nécessaire d'*introduire en fraude* une *norme* dans sa

chaîne de raisonnements. Si on ne le fait pas, il serait impossible, à partir de la proposition suivant laquelle on ne fournira pas [spontanément] certains produits à cause de leurs caractéristiques, de déduire la conclusion comme quoi il *faudrait* les fournir [autrement]. Mais s'il leur faut une norme pour justifier leur conclusion, alors les théoriciens des "services collectifs" transgressent évidemment les bornes de la théorie économique comme science descriptive pour s'aventurer dans le domaine de la philosophie morale. Or, aucun d'entre eux ne présente rien qui ressemble de près ou de loin à un système éthique explicite. En outre, même le raisonnement utilitariste dont ils se servent est d'une fausseté flagrante. Peut-être en effet vaut-il mieux disposer de ces services collectifs plutôt que de ne pas les avoir. Peut-être seulement : il ne faut pas méconnaître la possibilité qu'il n'y ait aucune raison *a priori* pour que même cette opinion soit vraie, puisqu'il est tout à fait possible — c'est même un fait avéré — qu'il existe un anarchiste qui abhorre l'Etat, toutes ses pompes et toutes ses œuvres, et qui aimerait mieux ne pas recevoir ce "service collectif" s'il devait être fourni par les hommes de l'Etat. Cependant, même si on concédait ce point-là, la conclusion qu'on en tire demeure fautive. Car pour financer le service prétendument désirable il faut retirer des ressources à d'autres affectations désirables, et la seule question pertinente est de savoir si ces autres utilisations concurrentes ont plus ou moins de valeur que le "service collectif". Et à cette question-là, la réponse est parfaitement claire : en termes des jugements de valeur des consommateurs, la valeur des "services collectifs" est relativement *moindre* que celle de leurs rivaux privés, parce que si on les laisse choisir, ils manifestent leur choix de dépenser leur argent autrement (sinon, on n'aurait pas besoin de les forcer). Cela prouve que les ressources employées à la fourniture des "services collectifs" sont *gaspillées* à fournir les consommateurs

en produits auxquels ils n'attachent au mieux qu'une importance secondaire.

Bref, même si on suppose que les services collectifs existent, ils seront en concurrence avec les services privés. Pour savoir s'ils sont demandés avec plus ou moins d'intensité, et dans quelle mesure, il n'y a qu'une seule méthode : examiner les comptes d'exploitation

* ROTHBARD écrit :

"L'appel à la subvention des hommes de l'Etat pour la promotion des économies externes constitue une *troisième* colonne d'assaut contre la liberté des contrats. Elle consiste à dire qu'on doit forcer les bénéficiaires potentiels à payer une subvention aux bienfaiteurs, pour les inciter à leur fournir les avantages en question. C'est l'antienne favorite de tous les économistes qui voudraient des barrages ou des terrains subventionnés par les hommes de l'Etat (les bénéficiaires étant taxés pour payer les avantages qu'ils reçoivent), ou l'enseignement obligatoire ('les contribuables finiront par bénéficier de l'éducation donnée à autrui'), etc. Encore une fois, ce sont les bénéficiaires qui paient les impôts pour financer la politique imposée ; mais là, on ne les critique plus pour recevoir des avantages indus. Désormais on les 'sauve' d'une situation où ils n'auraient pas profité des avantages en question. Comme ces avantages, ils n'auraient pas été prêts à les payer, on a du mal à comprendre au juste à quoi on les fait échapper. La troisième colonne rejoint donc la première dans ses attaques contre le marché libre en ce qu'elle le juge également incapable, du fait de l'égoïsme des hommes, de produire suffisamment d'externalités positives ; mais elle fait aussi jonction avec la deuxième en ce qu'elle fait porter l'obligation sur les bénéficiaires, étrangement réticents. Si la subvention est versée, alors il est clair que les bénéficiaires ne sont plus des parasites : en fait, on les force tout simplement à payer des services qu'ils n'auraient pas payés si on leur avait laissé le choix.

"On peut rendre patente l'absurdité de cette troisième approche en se bornant à demander à qui profite la politique proposée. Le bienfaiteur [...] reçoit une subvention, cela est vrai ; mais on peut souvent douter qu'il en profite, parce qu'il aurait gagné autant d'argent à investir ailleurs en son absence. Les hommes de l'Etat n'ont fait que compenser les pertes qu'il aurait subies, et ont ajusté ses recettes pour lui permettre de recevoir le manque à gagner. Par conséquent [le bienfaiteur] ne fait pas de profit. Quant aux 'bénéficiaires', ils sont forcés par les hommes de l'Etat à payer des services dont ils n'auraient

d'entreprises libres, privées et concurrentielles. Par conséquent, en ce qui concerne les services de police du droit, nous arrivons à cette conclusion que même s'il s'agit bel et bien d'un service collectif, la seule manière d'être sûr que sa production n'est pas assurée aux dépens de biens privés qui ont davantage de valeur et que la protection du Droit fournie est bel et bien celle qui a le plus de valeur, est que ce service-là aussi soit fourni sur un marché d'entreprises en libre concurrence. ROTHBARD résume l'affaire comme suit :

pas voulu. Comment peut-on dire qu'ils en 'bénéficient'?

"On répond en général que ceux qui reçoivent le service 'n'auraient pas pu' en bénéficier s'ils avaient voulu le financer volontairement. Le premier problème en l'occurrence est d'identifier par quel procédé mystérieux les critiques 'savent' qu'ils auraient voulu acheter ce 'service'-là. Le seul moyen que nous ayons de connaître le contenu des échelles de préférence est de les voir s'exprimer dans les choix concrets. Puisque le choix était concrètement de ne *pas* acheter le service, aucun observateur extérieur n'a la moindre justification pour prétendre que les préférences [du 'bénéficiaire'] étaient en fait différentes de celles révélées par son action.

"Deuxièmement, on ne voit pas pourquoi les bénéficiaires supposés n'auraient pas pu *acheter* le service. Un service peut toujours être vendu à la valeur marchande que lui attribuent ses acheteurs. Le fait que la production du service n'aurait pas profité à son producteur indique que les consommateurs ne lui attribuent pas autant de valeur qu'ils en donnent à d'autres manières d'utiliser les facteurs non-spécifiques de production. Si les coûts de production sont plus élevés que les prix de vente envisagés, cela signifie que les facteurs non-spécifiques rapportent davantage quand on les affecte à *d'autres* formes de production" (*Economistes et Charlatans*, Paris, Les Belles Lettres, 1991, ch. 5, pp. 175-177).

¹ Concernant le problème spécifique de la fourniture de la police du droit sur un marché libre, cf. Murray N. ROTHBARD, *For A New Liberty*, éd. rév. (New York: Collier, 1978), chap. 12. *idem*, *Power and Market* (Kansas City: Sheed Andrews & McMeel, 1977), chap. 1 ; aussi Gustave de MOLINARI "De la production de la sécurité" *Journal des Economistes*, Paris, Guillaumin, 1849.

"[l'idée suivant laquelle] l'action sur un marché libre ne serait plus 'optimale', mais devrait être ramenée sur le droit chemin de l'optimalité' par une action correctrice des hommes de l'Etat[, cette conception] ne comprend absolument pas au nom de quoi la science économique peut se permettre d'affirmer que le marché libre est optimal. Il l'est bel et bien, mais ce n'est pas du point de vue des jugements de valeur personnels de l'économiste ; c'est *parce* qu'il consiste dans les actions libres et volontaires des personnes, et qu'il satisfait les besoins que les consommateurs ont librement exprimés par leurs choix effectifs. L'ingérence des hommes de l'Etat, par conséquent et par nécessité, *éloignera* toujours de l'optimum ainsi défini".

II

¹ Murray ROTHBARD, *Man, Economy and State*, p. 887 [*Economistes et charlatans*, pp. 171-172]. Sur ce qui précède, cf. aussi Walter BLOCK, "Public Goods and Externalities: The Case of Roads", *Journal of Libertarian Studies*, 7 (printemps 1983): 1-34; Hans-Hermann HOPPE, *Eigentum, Anarchie und Staat*, chap. 1 ; *idem*, *Theory of Socialism and Capitalism*, chap. 10.

* Notons ici la contradiction essentielle des économistes mathématiciens qui prétendent fonder leurs rationalisations de l'étatisme sur le critère d'optimalité de PARETO. L'intervention de l'Etat, prétendent-ils, rapprocherait des conditions de l'"équilibre général", lequel serait conforme au critère de PARETO (s'il était seulement réalisable). Or, il suffit d'appliquer *directement* le critère de PARETO à l'intervention de l'Etat pour constater qu'elle ne peut *jamais* se conformer à ce critère parétien. En effet, ce critère indique qu'un changement améliore l'utilité sociale si une personne au moins s'en trouve mieux, les autres ne s'en trouvant pas plus mal. Or, l'intervention d'un l'Etat par essence fiscal et monopoleur implique toujours une *agression* (fiscale ou réglementaire), dont la *victime* au moins se trouvera plus mal. *L'intervention de l'Etat est donc en toutes circonstances contraire à l'optimum de PARETO* [F. G.].

Cependant, ROTHBARD ne s'est pas contenté de mettre sur pied une défense *économique* complète d'un système de pure liberté. Il continue — et culmine en 1982 avec son second *Magnum Opus*, *L'Ethique de la liberté* — pour nous fournir un système normatif exhaustif pour compléter et parfaire la tâche de justifier le laissez-faire.

MISES, comme la plupart des théoriciens des sciences sociales, acceptait le verdict de HUME suivant lequel la raison serait, et ne pourrait être que l'esclave des passions. C'est-à-dire que la raison, ou la science, ne pourrait rien faire de plus que de nous apprendre si oui ou non certains moyens sont appropriés pour atteindre certains résultats, certaines fins. En revanche, nous dire quels sont les buts que nous devons choisir, ou lesquels peuvent ou ne peuvent pas être justifiés, cela dépasserait les pouvoirs de la raison. En dernière analyse, quels buts on recherche serait arbitraire d'un point de vue scientifique ; ce ne serait qu'une affaire de caprice émotif. Certes, MISES, comme la plupart des autres économistes, adhérerait en fait à une espèce d'utilitarisme. Il préférerait la vie à la mort, la santé à la maladie, l'abondance à la pauvreté. Et dans la mesure où de tels buts, notamment celui d'assurer le plus haut niveau de vie à tout le monde, seraient en fait partagés par d'autres personnes comme MISES supposait qu'ils le sont généralement, en tant qu'expert en économie ce qu'il recommandait pour y parvenir était une politique de laissez-faire¹. Et à n'en pas douter, dans la mesure où la théorie économique peut en dire autant que cela, son argumentation en faveur du laissez faire est de la plus haute importance. Mais que se passe-t-il si les gens ne considèrent *pas* la prospérité [de tous] comme leur but

¹ Cf. MISES, *Human Action*, pp. 153-155.

* Celui qui refuse le laissez-faire doit rejeter la prospérité *de tous* car c'est cela qu'il réalise. En soi, le terme de "prospérité" n'implique chez les économistes aucune définition particulière de la "richesse" : si on prétend abandonner la richesse "matérielle" pour la richesse "spirituelle", le laissez-faire

ultime ? Comme le montre ROTHBARD, l'analyse économique prouve seulement que le laissez-faire conduira à des niveaux de vie plus élevés dans le long terme. Mais, dans le long terme, on pourrait aussi bien être mort. Dans ce cas, pourquoi ne serait-il pas tout à fait raisonnable pour une personne de dire : "je suis parfaitement d'accord avec tout ce que la théorie économique a à dire, mais je me soucie encore davantage de m'enrichir à court terme, et dans ce cas, quel économiste pourrait nier que m'attribuer un privilège ou une subvention serait du meilleur effet ?" Et d'abord, pourquoi devrait-on se préoccuper avant tout du bien-être social à long terme ? Ne pourrait-on pas prôner la pauvreté, soit comme une valeur ultime en elle-même soit comme moyen de réaliser quelque autre valeur ultime comme l'égalité ? La réponse, évidemment, est que ce genre de choses peut arriver et en fait, arrive bel et bien tout le temps. Mais chaque fois qu'il se produit, non seulement la théorie économique n'a rien à dire, mais d'après MISES et les utilitaristes, il n'y aurait absolument rien d'autre à dire, car il n'existerait aucune manière raisonnable, scientifique, de choisir entre des valeurs en conflit, puisqu'en dernière analyse toutes sont censées être arbitraires.

n'en est pas moins souhaitable [F. G.].

- ¹ Pour la critique de MISES par ROTHBARD, cf. Murray N. ROTHBARD, *The Ethics of Liberty*, Atlantic Highlands, N.J.: Humanities Press, 1982, pp. 205-212 [*L'éthique de la liberté*, Paris, Les Belles Lettres, 1991, pp. 274-290. ROTHBARD y dit notamment :

"En premier lieu, s'il est vrai que la praxéologie démontre que le laissez-faire conduit à l'harmonie, à la prospérité et à l'abondance, tandis que l'interventionnisme engendre le conflit et l'appauvrissement, et que la plupart des gens préfèrent les premiers aux seconds, il n'est en revanche pas vrai que ce soient là leurs seuls objectifs ou valeurs. Grand analyste des échelles de valeurs et de l'utilité marginale décroissante, MISES aurait dû être plus sensible à la rivalité des valeurs et des objectifs. Par exemple, il y a des gens, envieux ou victimes d'idées erronées sur la justice, qui souhaitent une égalisation des revenus beaucoup plus poussée que ce qui résultera du marché libre. D'autres [...] souhaitent une moindre prospérité afin que soit réduite notre abondance présumée excessive. D'autres encore [...] voudront à court

A l'encontre de cette position, ROTHBARD se range aux côtés de la tradition philosophique de l'éthique rationnelle qui affirme que la raison est bel et bien capable de fournir des propositions normatives définies concernant les buts appropriés de l'homme. Plus spécifiquement, il s'inscrit dans la tradition philosophique de la loi naturelle ou du droit naturel, laquelle affirme que la raison peut discerner des normes universellement valides fondées dans la nature

terme piller le capital des riches ou des entrepreneurs, tout en admettant les effets nocifs à long terme qui s'ensuivront, auxquels leur forte préférence pour le présent les rend malgré tout insensibles. Sans doute très peu de ces gens choisiront de pousser les mesures étatistes jusqu'à la ruine et la destruction complètes — bien que cela puisse arriver. Il est en tout cas très possible que se forme une coalition majoritaire de tous ces gens pour une certaine réduction de la richesse et de la prospérité au nom des autres valeurs. Ces gens peuvent préférer sacrifier un peu de richesse et d'efficacité à cause du coût d'opportunité élevé de ne pas satisfaire leur envie, leur soif de pouvoir ou de soumission au pouvoir, ou encore à cause de l'exaltation du sentiment national que produirait une (brève) crise économique.

"Que répondrait MISES à la majorité de la population qui, ayant examiné toutes les implications praxéologiques de son choix, opterait quand même pour une petite dose — voire une dose massive — d'étatisme afin de satisfaire ses autres objectifs ? Comme utilitariste, il ne peut *rien* trouver à redire quant à l'éthique des objectifs choisis, s'étant contraint à *l'unique* jugement de valeur que constitue la satisfaction des objectifs de la majorité. La seule réponse que permette la logique interne du système misésien consisterait à souligner que l'interventionnisme a des effets cumulatifs, à faire voir que l'économie doit finir par basculer dans le marché libre ou dans le socialisme total, lequel, comme le démontre la praxéologie, entraînera chaos et appauvrissement massif, du moins dans le contexte de la société industrielle. Mais cette voie de réponse n'est pas tout à fait satisfaisante non plus. Si plusieurs, voire la plupart, des mesures interventionnistes — notamment les contrôles de prix — sont en effet cumulatifs, d'autres ne le sont pas. En outre, l'impact cumulatif met tellement de temps à parvenir à son terme que les préférences temporelles de la majorité peuvent consciemment l'occulter. Alors quoi ?

"[...] Une dernière tentative de MISES pour fonder sa position est encore moins heureuse. Il rejette comme 'verbiage inspiré par l'émotion' la thèse de l'intervention étatique au nom de l'égalitarisme ou d'autres considérations

même de l'homme. *L'Ethique de la liberté* présente la démonstration complète que les normes libérales de la propriété représentent précisément de telles règles.

Etant d'accord avec ROTHBARD sur la possibilité d'une éthique rationnelle et, plus spécifiquement, sur le fait qu'en réalité, seule une éthique libérale peut être moralement justifiée, je me propose de

morales. [Il] insiste [...] sur l'idée que 'celui qui n'est pas d'accord avec les leçons de l'économie devrait les réfuter au moyen du raisonnement discursif, et non [...] par le recours à des normes arbitraires et prétendument éthiques' (Ludwig von MISES, "Epistemological Relativism in the Sciences of Human Action," in Helmut SCHOECK et James W. WIGGINS, eds., *Relativism and the Study of Man*, Princeton, N.J.: D. van Nostrand, 1961, p. 133).

"A mon avis pourtant, cela ne tient pas debout. En effet, MISES doit admettre que personne ne peut évaluer aucune mesure politique à moins de poser un choix normatif ou jugement de valeur ultime. Cela étant admis et comme, en outre, MISES définit comme arbitraire tout jugement de valeur ou norme éthique ultime, comment alors peut-il *dénoncer* l'arbitraire de ces jugements particuliers ? Il est fort mal placé pour condamner ces choix comme 'inspirés par l'émotion' alors que, pour l'utilitariste qu'il est, la raison ne peut déterminer les principes éthiques ultimes, ce qui implique qu'ils relèvent forcément d'émotions subjectives. Cela ne rime à rien pour MISES d'enjoindre à ses critiques de recourir au 'raisonnement discursif' alors que lui-même nie que cette méthode ait une quelconque pertinence pour l'établissement des valeurs normatives ultimes. Il devrait aussi condamner comme 'arbitraire' et 'émotif' l'homme qui est conduit par ses principes éthiques ultimes à favoriser le marché libre alors même que son choix éthique tiendrait dûment compte des lois de la praxéologie. Enfin, nous avons vu plus haut comment la majorité de la population poursuit souvent des objectifs différents que, dans une certaine mesure tout au moins, elle préfère à son propre bien-être matériel."

[En d'autres termes, à partir du moment où l'on prétend que les jugements de valeur ne sauraient être rationnels, qu'importe que les liens de causalité supposés par celui qui les porte soient justes ou erronés, ou même qu'il soit honnête ou malhonnête ? Si les jugements de valeur sont irrationnels, cette irrationalité *disqualifie* intellectuellement *l'ensemble* des conclusions normatives, *quelles que soient les bribes de raisonnement rationnel employées à*

présenter ici une approche différente, non fondée sur les droits naturels, pour prouver ces deux affirmations. On a souvent fait querelle à la thèse des droits naturels que le concept de nature humaine serait "trop diffus et trop divers pour fournir un ensemble déterminé définissant le droit naturel". En outre, sa définition de la rationalité est également ambiguë dans la mesure où elle ne semble pas distinguer le rôle de la raison dans l'établissement empirique des lois de la nature et celui qu'elle exerce dans l'établissement des

l'occasion.

L'irrationalisme normatif a donc bien des implications que ses adeptes refusent de reconnaître. Mises s'indignait de recommandations politiques qui reposent sur des notions erronées de la causalité sociale ? Mais le fait que les adeptes de la *Wertfreiheit* exigent la simple *honnêteté* du savant, qu'il souhaite le voir respecter les règles de la logique (norme dont cette même *Wertfreiheit* est en fait absurdement déduite) est en soi un autre exemple spectaculaire de leurs incohérences. Et comme pour illustrer cette contradiction-là, Hoppe va justement démontrer (ci-dessous) que ces règles mêmes de l'honnêteté intellectuelle forment l'essentiel d'une *norme politique rationnelle...* et irréfutable !!! (F. G.)]

- ¹ Pour divers point de vue "cognitivistes" en éthique, cf. Kurt BAIER, *The Moral Point of View: A Rational Basis of Ethics* (Ithaca, N. Y.: Cornell University Press, 1958) ; M. SINGER, *Generalization in Ethics* (New York: A. Knopf, 1961) ; P. LORENTZEN, *Normative Logic and Ethics* (Mannheim: Bibliographisches Institut, 1969) ; S. TOULMIN, *The Place of Reason in Ethics* (Cambridge: Cambridge University Press, 1970) ; Friedrich KAMBARTEL, ed., *Praktische Philosophie und konstruktive Wissenschaftstheorie* (Frankfurt/M.: Athenaeum, 1974) ; Alan GEWIRTH, *Reason and Morality* (Chicago: University of Chicago Press, 1978).
- ¹ Sur la tradition des droits naturels, cf. J. WILD, *Plato's Modern Enemies and the Theory of Natural Law* (Chicago: University of Chicago Press, 1953) ; Henry VEATCH, *Rational Man: A Modern Interpretation of Aristotelian Ethics* (Bloomington, Ind.: Indiana University Press, 1962) ; *idem*, *For an Ontology of Morals: A Critique of Contemporary Ethical Theory* (Evanston, Ill.: Northwestern University Press, 1971) ; *idem* ; *Human Rights: Fact or Fancy?* (Baton Rouge, La. Louisiana State University Press, 1985)

normes de conduite personnelle. Evitant ces difficultés dès le départ, je prétends que l'approche qui suit est à la fois plus directe et plus rigoureuse quant à son point de départ aussi bien qu'à la méthode suivie pour parvenir à ses conclusions. En outre, comme je l'indiquerai, mon approche semble aussi mieux correspondre que les prescriptions méthodologiques plutôt vagues des théoriciens des droits naturels² à ce que ROTHBARD fait réellement lorsqu'il s'agit de justifier les normes spécifiques du libéralisme.

Commençons par cette question : que peut-on reprocher à la position prise par MISES et tellement d'autres, suivant laquelle le choix entre les valeurs serait finalement un choix arbitraire ? Tout d'abord, il faut noter qu'une telle position présuppose au moins que la question de savoir si les jugements de valeur ou les propositions normatives peuvent être justifiés est elle-même un problème cognitif. A défaut de l'admettre, MISES ne pourrait même pas dire ce qu'il affirme et prétend. Sa position ne pourrait tout simplement pas exister en tant qu'opinion intellectuelle susceptible d'être discutée.

A première vue, cela ne nous mène pas très loin. Il semble y avoir tout un monde entre ce fait et la démonstration effective que

¹ Alan GEWIRTH, "Law, Action and Morality" in ROCCO PORRECO, ed., *Georgetown Symposium on Ethics: Essays in Honor of Henry Babcock VEATCH* (New York: University Press of America, 1984), p. 73.

¹ Cf. la discussion dans VEATCH, *Human Rights*, pp. 62-67.

² Que je me sépare de la tradition des droits naturels ne signifie pas que je ne puisse pas approuver son jugement critique sur la plupart de la théorie éthique contemporaine — en fait je suis d'accord avec la réfutation par VEATCH de toute éthique fondée sur le désir — (téléologiques, utilitaristes) ou sur le devoir— (déontologiques), *ibid.*, chap. 1. Je n'affirme pas non plus qu'il ne soit pas possible d'interpréter mon approche comme appartenant après tout à une tradition des droits naturels "correctement entendue" (cf. aussi plus loin en note). Ce que j'affirme, en revanche, c'est que l'approche qui suit diffère nettement de ce que l'approche des droits naturels a fini par devenir, et qu'elle ne doit rien à cette tradition telle qu'elle se présente.

les jugements normatifs peuvent être justifiés, a fortiori que c'est la norme libérale qui est la seule juste. Mais cette impression-là est fautive, car nous en avons établi ici bien plus qu'on ne pourrait le soupçonner. Cette démonstration nous prouve que toute prétention à avoir raison, toute affirmation relative à une proposition qui la prétend valide, objective, vraie (ces termes étant utilisés ici comme synonymes), cette prétention doit être évoquée au cours d'une *argumentation*. Et comme on ne peut pas contester qu'il en soit ainsi (on ne peut pas communiquer et argumenter comme quoi on ne pourrait pas communiquer ni argumenter), et comme on doit supposer que tout le monde comprend ce que l'on entend par "affirmer d'une chose qu'elle est vraie" (on ne peut pas nier cette affirmation sans implicitement affirmer que son contraire est vrai), ce fait indéniable a reçu l'appellation de "l'a priori de la communication et de l'argumentation".

Maintenant, une discussion ne consiste jamais seulement en des propositions affirmant être vraies qui flotteraient dans l'air ; l'argumentation est toujours en même temps une *activité*. Mais alors, puisque c'est au cours d'une argumentation que les vérités prétendues sont évoquées et jugées, et que l'argumentation, indépendamment de tout ce qu'on peut y affirmer, est une question *pratique*, il s'ensuit qu'il doit forcément exister des normes reconnaissables par plusieurs personnes — précisément celles qui

¹ Cf. K. O. APEL, "Das Apriori der Kommunikationsgemeinschaft und die Grundlagen der Ethik", t. 2, *Transformation der Philosophie* (Frankfurt/M: Suhrkamp, 1973); cf. aussi Jürgen HABERMAS, "Wahrheitstheorien", in H. FAHRENBACH, ed., *Wirklichkeit und Reflexion*, (Pfullingen: Neske, 1974 ; *idem*, *Theorie des kommunikativen Handelns*, t. 1 (Frankfurt/M: Suhrkamp, 1981), pp. 44 et suiv. ; *idem*, *Moralbewußtsein und kommunikatives Handeln* (Frankfurt/M: Suhrkamp, 1983).

* Que ceux qui trouveront une meilleure traduction pour "intersubjectively meaningful norms" sans tomber dans le même charabia fassent leurs propositions. Ils gagnent un carambar.

font d'une action une argumentation — et qui ont un statut cognitif spécial, en ce qu'elles sont des conditions pratiques préalables de l'objectivité et de la véracité.

Et voilà : nous venons d'atteindre cette conclusion qu'*il existe bel et bien certaines normes dont on doit absolument supposer qu'elles peuvent être démontrées comme vraies*^{**}. Il est tout simplement impossible d'argumenter dans l'autre sens, parce qu'en fait, la capacité de le faire présupposerait déjà la validité des normes qui sous-tendent toute argumentation. Nous nous écartons cependant des théoriciens des droits naturels en ce que nous ne prétendons pas répondre à la question de savoir quels buts de l'homme peuvent ou non être justifiés à partir du concept plus large de la nature humaine, mais du concept plus étroit de l'argumentation¹. Et grâce à cela, désormais, nous pouvons décrire précisément le rôle

Les règles en question sont justement celles que Mises reprochait aux égalitaristes de ne pas respecter lorsqu'il disait, rappelons-le : "celui qui n'est pas d'accord avec les leçons de l'économie devrait les réfuter au moyen du raisonnement discursif, et non [...] par le recours à des normes arbitraires et prétendument éthiques".

En fait, il leur reprochait de rejeter les conclusions de l'économie politique non parce qu'elles auraient été déduites d'un *faux raisonnement*, mais parce qu'elles leur *déplaisaient* : ce qui est évidemment bafouer les normes de l'argumentation rationnelle. Mais lui-même ne contredisait *pas moins* les normes en question, puisqu'il avait l'incohérence d'affirmer à la fois qu'il *fallait* les respecter et qu'aucune norme ne pouvait finalement être justifiée ! Pas facile d'échapper à la norme rationnelle... [F. G.]

* * C'est moi qui souligne. Quelle belle réfutation a priori du relativisme moral ! Quel bel instrument de preuve que la *démonstration par l'absurde* à l'aide de la *contradiction pratique* ! [F. G.]

¹ Bien entendu, dans la mesure où la capacité à argumenter fait partie intégrante de la nature humaine — on ne pourrait même pas dire quoi que ce soit de la seconde sans la première — on pourrait aussi affirmer que des normes qui ne pourraient pas être défendues au cours d'une argumentation sont aussi incompatibles avec la nature humaine.

particulier de la raison dans la détermination d'une norme concrète ; à la différence de ce qu'elle fait quand elle identifie les lois empiriques de la nature, la raison, lorsqu'elle détermine les lois morales, peut prétendre atteindre des conclusions que l'on peut prouver valides *a priori*. Elle ne fait alors que rendre explicite ce qui est déjà impliqué par le concept d'argumentation lui-même ; et lorsqu'elle analyse une proposition normative concrète, son rôle se borne à établir si oui ou non elle est compatible avec la norme même [celle de l'argumentation] que celui qui la propose doit présupposer valide pour pouvoir seulement l'avancer¹.

* L'a priori de l'argumentation est en fait inséparable de la *définition* de la nature humaine dans la tradition réaliste (aristotélicienne), celle de l'"animal rationnel", ce qui renvoie à la manière de *démontrer les droits naturels à partir de la nature rationnelle de l'homme* propre à ROTHBARD et Ayn RAND [F. G.].

¹ Méthodologiquement, cette approche présente une étroite ressemblance avec ce que GEWIRTH a décrit comme la "méthode dialectiquement nécessaire" (*Reason and Morality*, pp. 42-47) — une méthode de raisonnement a priori modelée sur l'idée kantienne de déductions transcendantales. Malheureusement, dans son importante étude, GEWIRTH choisit un mauvais point de départ pour ses analyses. Il essaie de déduire un système normatif non du concept d'argumentation mais de celui de l'action. Mais cela ne peut pas marcher, car s'il est exact que pour agir un acteur doit présupposer l'existence de certaines valeurs ou biens, il ne s'ensuit pas que ces valeurs seraient universalisables et que les autres agents devraient par conséquent les respecter de plein droit (GEWIRTH aurait pu remarquer l'"indifférentisme" éthique de l'action [cette expression sibylline signifie probablement : "l'impossibilité de déduire une norme de l'action en tant que telle" (F. G.)] s'il n'avait pas été si malheureusement ignorant de l'existence d'une "science pure de l'action" ou "praxéologie" bien établie et adoptée par Ludwig von MISES. Et au passage, connaître la praxéologie aurait aussi pu lui épargner force erreurs qui découlent de sa fausse distinction entre les biens "de base", "additifs" et "non-soustractifs" [*ibid.*, pp. 53-58]). Bien au contraire, l'idée de la vérité, ou celle d'un droit ou d'un bien universalisable n'émerge que du fait de l'*argumentation* comme sous-classe de l'action, et non de l'action en tant que telle. En témoigne clairement le fait que GEWIRTH lui-même ne fait pas qu'agir, mais qu'il argumente lorsqu'il cherche à nous convaincre de la véracité nécessaire de son

Mais en quoi consistent ces normes de l'argumentation dont la validité ne peut [littéralement] pas être discutée, puisque la mettre en cause exigerait de la présupposer de manière implicite ? Ce qu'on a normalement observé, c'est que l'argumentation implique qu'une proposition prétend à une acceptabilité universelle. [Ce qui est impliqué dans l'argumentation, c'est que quiconque est capable de suivre un raisonnement devrait pouvoir en être convaincu du fait de sa force intrinsèque]. Lorsqu'il s'agit d'une proposition normative, c'est l'idée, formulée par la Règle d'or de l'éthique ou l'*Impératif catégorique* de KANT, qu'il n'est possible de justifier que les normes que l'on peut formuler comme des principes généraux, valides pour tout le monde sans exception. [En fait, comme l'argumentation s'adresse en principe à n'importe qui est capable de raisonner,] on peut comprendre et expliquer le principe normatif de l'universalisation comme impliqué par l'*a priori* plus vaste de la communication et de l'argumentation².

Cependant, le principe d'universalisation ne nous fournit qu'un critère formel de philosophie morale. On pourrait certes à l'aide de ce critère démontrer que toutes les propositions normatives

système normatif. Cependant, lorsqu'on reconnaît que l'argumentation est le seul point de départ possible de la méthode dialectiquement nécessaire, c'est une norme sociale libérale — différente de celle de GEWIRTH — qui s'ensuit, comme nous allons le voir.

Sur l'échec de la tentative de GEWIRTH pour déduire des droits universalisables de la notion d'action, cf. aussi les excellentes remarques d'Alasdair MCINTYRE, *After Virtue : A Study in Moral Theory* (Londres : Duckworth, 1981), pp. 64-65 ; HABERMAS, *Moralbewußtsein und kommunikatives Handeln*, pp. 110-111 ; et VEATCH, *Human Rights*, pp. 159-160.

* L'auteur semble trouver tout cela tellement évident qu'il ne mentionne qu'en passant des points fondamentaux. Une petite réorganisation s'imposait [F. G.].

¹ Cf. Kurt BAIER, M. SINGER, P. LORENTZEN, S. TOULMIN, Friedrich KAMBARTEL, Alan GEWIRTH, J. WILD, Henry VEATCH, *op. cit.*

² Cf. Cf. K. O. APEL, Jürgen HABERMAS, *op. cit.*

impliquant des règles différentes pour différentes classes de personnes n'ont aucun titre à ce qu'on les considère comme des normes universellement acceptables comme justes, à moins que la distinction entre les différentes classes de gens ne soit telle qu'elle n'implique aucune discrimination, mais que tout le monde, encore une fois, puisse les accepter comme fondées sur la nature des choses. Mais si certaines normes ne peuvent pas résister au test de l'universalisation, si on se donne assez de mal pour les formuler comme il faut, même les normes les plus ridicules et même, ce qui a plus de pertinence encore, les normes les plus incompatibles entre elles pourraient tout aussi bien lui résister. Par exemple, "tout le monde doit se saouler le dimanche sous peine d'amende" ou "quiconque boit de l'alcool sera puni" sont toutes deux des règles qui ne permettent pas la discrimination entre les groupes de gens et pourraient donc toutes deux prétendre satisfaire la condition de l'universalisation.

Il est donc clair que le principe d'universalisation ne pourrait à lui seul nous fournir aucun ensemble de normes dont on pourrait démontrer qu'elles sont justifiées. Mais l'argumentation implique

* En fait ce critère d'universalisation suffit si, à cette exigence logique, on en ajoute une autre, impliquée par la nature de la norme politique, à savoir que celle-ci doit dire qui a le droit de faire quoi, et quand, avec quoi. En somme, que la norme politique doit être *un énoncé cohérent du principe de la propriété légitime*. HOPPE n'a-t-il pas rappelé que "toute philosophie politique qui n'est pas construite comme une théorie des droits de propriété passe entièrement à côté de son objet et doit par conséquent être immédiatement rejetée comme un verbiage dépourvu de sens pour une théorie de l'action" ? (*The Economics and Ethics of Private Property*, Ludwig von Mises Institute, 1995, p. 247 [cf. infra, "L'argumentation par l'intimidation"]).

Dès lors, une prescription du genre : "tout le monde doit se saouler le dimanche sous peine d'amende" ou "quiconque boit de l'alcool sera puni" renvoient à la question de savoir *qui* est chez lui pour avoir le droit d'imposer une telle règle, et au nom de quoi. Enquête qui conduit à la définition de la propriété naturelle telle que HOPPE la développe plus loin.

également d'autres normes que le principe de l'universalisation. Pour les reconnaître, il est tout juste nécessaire d'attirer l'attention sur trois faits liés entre eux : Premièrement, l'argumentation n'est pas seulement une affaire cognitive mais aussi une affaire pratique. Deuxièmement, l'argument, en tant que type d'action, implique de se servir de cette ressource rare qu'est son propre corps. Et troisièmement, l'argumentation est une forme d'interaction non agressive. Non pas dans le sens où on serait toujours d'accord sur ce qui se dit, mais dans celui où, aussi longtemps que l'argumentation est en cours, on peut au moins se mettre d'accord sur le fait qu'on n'est pas d'accord sur la validité de ce qui vient d'être dit. Cela pour dire seulement ceci : aussi longtemps que l'argumentation a lieu, on doit supposer que chacun reconnaît la possession exclusive par l'autre de son propre corps (remarquez encore une fois qu'il est impossible de le nier et de prétendre que cette réfutation serait vraie sans avoir implicitement à l'admettre pour vraie).

Par conséquent, on doit conclure que la norme impliquée par l'argumentation est que tout le monde a le droit de maîtrise exclusive sur son corps en tant qu'instrument de connaissance et d'action. C'est seulement à la condition de cette reconnaissance au moins implicite de la propriété de chaque individu sur son propre corps que l'argumentation peut avoir lieu. Ce n'est que tant que ce droit est

¹ On pourrait ici faire remarquer que c'est seulement parce que la rareté existe qu'il existe un problème de norme sociale ; car dans la mesure où les biens sont surabondants (des "biens libres"), aucun conflit sur l'emploi de ces biens n'est possible, et aucune coordination des actes n'est nécessaire. Ce qui implique que *toute* norme sociale correctement entendue doit être formulée comme une théorie de la propriété, c'est-à-dire comme une théorie de l'attribution de droits de propriété exclusive sur des ressources rares. Car c'est seulement à cette condition qu'il devient possible d'échapper à des conflits sinon inévitables et insolubles. Malheureusement, les philosophes moralistes, dans leur ignorance fort répandue de la théorie économique, ne l'ont guère perçu assez clairement. Au contraire, comme VEATCH par exemple (*Human Rights*, p. 170), ils semblent penser qu'ils peuvent se dispenser d'une définition

reconnu qu'il est possible à une personne de se déclarer d'accord avec un argument et que par conséquent, ce qui vient d'être dit peut être validé, ou qu'il est au contraire possible de dire "non" et de ne se mettre d'accord que sur le fait qu'on n'est pas d'accord. En fait, quiconque voudrait justifier quelque norme que ce soit doit dès le départ présupposer le droit de propriété de chacun sur son corps comme une norme valide, simplement pour pouvoir dire : "ceci est ce que je prétends être vrai et objectif". Toute personne qui essaierait de contester son Droit de propriété sur son propre corps serait pris dans une contradiction.

Ainsi peut-on affirmer que toutes les fois qu'une personne affirme qu'une proposition quelle qu'elle soit peut être justifiée, il suppose implicitement que la norme suivante est valide : "personne n'a le droit de commettre une agression contre le corps de toute autre personne et ainsi de limiter ou de restreindre la maîtrise de quiconque sur son propre corps." Cette règle est impliquée par le concept de justification par l'argumentation. Justifier implique de justifier sans avoir recours à la force. En fait, si on énonçait le contraire de cette règle, c'est-à-dire "tout le monde a le droit d'agresser tout le monde (règle qui, soit dit en passant, passerait le test formel de l'universalisation !), alors il est facile de voir que cette règle n'est pas, et ne peut pas être défendue par l'argumentation. Le faire nécessiterait en fait de présupposer la validité de son contraire exact, à savoir le principe précité de non agression.

précise des droits de propriété, de sorte qu'ils se perdent nécessairement dans un océan de vague et d'affirmations *ad hoc*.

Sur les droits de l'homme en tant que Droits de propriété, cf. ROTHBARD, *The Ethics of Liberty* [L'*Ethique de la liberté*] ch. 15.

* Cela est nécessairement vrai aussi longtemps que parle celui qui argumente et une fois reconnu, devient une règle générale en vertu du principe d'universalisation [F. G.].

Il pourrait sembler qu'on n'ait pas gagné grand chose à justifier ainsi une norme de propriété en ce qui concerne le corps d'une personne : les conflits sur les personnes physiques, pour l'évitement desquels le principe de non-agression formule une solution éventuellement justifiable, ne représentent qu'une faible part de tous les conflits possibles. A l'évidence, les gens ne vivent pas seulement d'amour et d'eau fraîche. Il leur faut un plus ou moins grand nombre d'autres choses pour survivre — seul celui qui a survécu peut soutenir une argumentation — a fortiori mener une vie confortable. En ce qui concerne tous ces autres objets, d'autres normes sont aussi nécessaires, dans la mesure où des jugements de valeur différents pourraient apparaître quant à leur usage. Mais en fait, toute autre norme doit être logiquement compatible avec le principe de non-agression pour être justifié et, *mutatis mutandis*, il faudrait considérer comme non valide toute norme dont on peut montrer qu'elle serait incompatible avec ce principe. En outre, comme les objets à propos desquels il est nécessaire de formuler ces normes sont des biens rares — tout comme le corps d'une personne est aussi un bien rare — et comme il n'est nécessaire de formuler des normes que parce que les biens sont rares et non parce qu'il s'agirait d'un type particulier de biens rares, les spécifications du principe de non-agression, conçues comme une norme particulière de propriété relativement à un type particulier de biens, doivent déjà incorporer les principes d'une théorie générale de la propriété.

Cette théorie générale de la propriété, je vais commencer par l'énoncer comme un ensemble de règles applicables à tous les biens, avec pour but d'éviter tous les conflits éventuels au moyen de principes uniformes, et je démontrerai ensuite comment cette théorie générale est impliquée par le principe de non-agression. Etant donné que selon le principe de non agression une personne peut faire de son corps tout ce qu'elle veut aussi longtemps qu'elle ne commet en ce faisant aucune agression, cette personne peut aussi se

servir d'autres moyens de production rares, à la condition que ces moyens-là n'aient pas déjà été appropriés par quelqu'un d'autre, et demeurent dans leur état naturel de biens sans maître. Dès lors que les ressources rares sont visiblement appropriées — aussitôt que, suivant l'expression de John LOCKE¹, quelqu'un y a "mêlé son travail" et qu'il en existe des traces constatables — alors la propriété, c'est-à-dire le droit d'en disposer exclusivement, ne peut en être obtenue que par un transfert contractuel de titres de propriété du premier propriétaire au suivant, et toute tentative pour limiter unilatéralement cette disposition exclusive des propriétaires initiaux ou toute transformation non sollicitée des caractéristiques physiques des ressources rares en question est, en stricte analogie avec une agression contre le corps d'autres personnes, une action injustifiable².

La compatibilité de ce principe avec celui de la non-agression peut être démontrée au moyen d'un argument *a contrario*. Tout d'abord, il faut remarquer que si personne n'avait le droit d'acquérir et de disposer d'autre chose que de son propre corps (règle qui réussirait le test formel de l'universalisation), alors nous cesserions tous d'exister et le problème de la justification des propositions normatives n'existerait tout simplement pas. L'existence de ce problème n'est possible que parce que nous sommes vivants, et notre existence est due au fait que nous n'acceptons pas, en fait que nous sommes dans l'impossibilité d'accepter une norme interdisant la propriété des biens rares autres que notre propre corps. Par conséquent, nous sommes absolument forcés supposer que le droit de posséder de tels

¹ John LOCKE, *Two Treatises on Government*, ed. Peter LASLETT (Cambridge : Cambridge University Press, 1970), partic. les t. II et V.

² Sur le principe de non-agression et celui de l'appropriation initiale, cf. aussi ROTHBARD, *For A New Liberty*, ch. 2 ; *idem*, *The Ethics of Liberty* [*L'Éthique de la liberté*] ch. 6-8.

biens existe. Maintenant, si c'était le cas, mais si on ne *pouvait pas* acquérir le droit de disposer exclusivement de ressources inutilisées, tirées de la nature par son travail, c'est-à-dire en faisant quelque chose avec des objets dont personne n'avait rien fait auparavant, et si d'autres avaient le *droit* de mépriser vos prétentions à posséder des choses sur lesquelles ils n'avaient pas travaillé et dont il n'avaient fait aucun usage auparavant, eh bien cela ne serait possible que si l'on pouvait acquérir des titres de propriété non par le travail, c'est-à-dire en créant un lien objectif, constatable par des esprits différents, entre une personne singulière et une ressource rare particulière, mais simplement par une déclaration verbale, par décret. Mais voilà le hic : c'est que cette idée de titres de propriété obtenus par simple déclaration est *incompatible* avec le principe de non-agression des personnes physiques que nous avons justifié plus haut. Pour commencer, si on pouvait effectivement créer un droit de propriété par décret, cela impliquerait aussi qu'il soit aussi possible à quelqu'un de déclarer tout simplement que le corps de quelqu'un d'autre serait le sien. Et cela, c'est assez clair, entrerait en conflit avec l'application du principe de non-agression qui fait une distinction tranchée entre le corps d'une personne et celui de quelqu'un d'autre. Et cette distinction ne peut être faite avec tellement de netteté que parce que, pour les corps comme pour toute autre chose, la distinction entre le "mien" et le "tien" ne se fonde pas

¹ C'est, par exemple, la position prise par Jean-Jacques ROUSSEAU, quand il nous exhorte à résister aux tentatives faites pour s'approprier des ressources tirées de la nature, par exemple en y mettant une clôture. "Gardez-vous", nous dit-il dans son fameux passage, "d'écouter cet imposteur ; vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits de la terre appartiennent à tous, et que la terre n'est à personne" (*Discours sur l'origine de l'inégalité...*) Hélas, raisonner ainsi n'est possible que si l'on suppose que les prétentions à la propriété peuvent être instituées par décret. Car autrement, comment serait-il possible que "tout le monde" possède une chose (c'est-à-dire y compris ceux qui n'ont jamais rien fait des ressources en question) ou que "personne" (donc même pas ceux qui les ont mises en valeur) n'y ait droit — à moins que ce ne soit par simple décret que les titres de propriété sont établis ?

sur des déclarations verbales, mais sur *l'action* [passée]. Cette observation se fonde sur le fait qu'une ressource rare particulière a été utilisée — de manière visible et vérifiable, constatable par tout le monde — comme expression, comme matérialisation de la volonté de quelqu'un, de soi-même ou, le cas échéant, de quelqu'un d'autre. Deuxièmement, et c'est plus important, prétendre que la propriété ne naîtrait pas de l'action mais d'une déclaration implique une contradiction pratique évidente, parce que personne ne pourrait parler et dire de la sorte à défaut d'avoir préalablement reconnu, en dépit de ce qu'il est en train de dire, qu'il a le droit de disposer exclusivement de son propre corps en tant qu'instrument pour dire quoi que ce soit.

Comme je l'ai indiqué plus haut, cette manière de défendre la propriété privée est essentiellement la même que celle de ROTHBARD. En dépit de son allégeance formelle à la tradition des droits naturels ROTHBARD, dans ce que je considère comme l'argument le plus essentiel d'une norme de la propriété privée, non seulement choisit essentiellement le même point de départ — l'argumentation — mais encore lui donne une justification par le raisonnement a priori presque identique à celle qui vient d'être développée ici. Pour le prouver, je n'ai qu'à citer :

"Or il est évident que quiconque participe à quelque discussion que ce soit, y compris sur la question des valeurs, prouve par cette participation même, qu'il est bien vivant et accepte de l'être. S'il était vraiment contre le fait de vivre, il ne serait pas là pour en discuter. En fait, il ne devrait même plus être là *du tout* : le seul fait d'en discuter prouve qu'en réalité, le *soi-disant* contempteur de l'existence lui donne de la valeur. D'où il résulte que la conservation

et la promotion de sa vie par quelqu'un ont incontestablement le statut d'un principe axiomatique."

III

Jusqu'à présent, on a démontré que le droit d'appropriation initiale par ses actions est compatible avec le principe de non-agression et impliqué par lui, comme présupposé logiquement nécessaire

¹ ROTHBARD, *The Ethics of Liberty*, p. 32 [*L'Ethique de la liberté*, p. 41]. Sur la méthode du raisonnement *a priori* utilisée dans l'argumentation ci-dessus, cf. aussi *idem*, *Individualism and the Philosophy of the Social Sciences*, (San Francisco: Cato Institute, 1979) [*Economistes et charlatans* ch. 1-2 et notamment les pp. 8-9 et aussi le ch. 3 : "L'Apriorisme extrême" (traduction d'un article de mai 1956 dans le *Southern Economic Journal*, "In Defense of Extreme Apriorism") et l'"Annexe", pp. 238-252 (F. G.)]. Hans-Hermann HOPPE, *Kritik der kausalwissenschaftlichen Wirtschaftsforschung. Untersuchungen zur Grundlegung von Soziologie und Ökonomie* (Opladen : Westdeutscher Verlag 1983) ; *idem*, "Is Research Based on Causal Scientific Principles Possible in the Social Sciences?" *Ratio* 1 (1983) [*The Economics and Ethics of Private Property*, ch. 7] ; *idem*, "Austrian Rationalism in the Age of the Decline of Positivism", ch. 11 de *The Economics and Ethics of Private Property* ; *idem*, *Theory of Socialism and Capitalism*, chap. 6 [traduit ici sous le titre : "Le Rationalisme autrichien à l'ère du déclin du positivisme"].

* Cela prouve surtout que le raisonnement par référence à la contradiction pratique (ou "performative") est aussi courant chez les philosophes réalistes que chez les rationalistes (et n'est ignoré, pour leur ridicule et leur incapacité conceptuelle, que par les différentes tribus d'empiristes). Ce que le rationaliste néo-kantien HOPPE nomme le "raisonnement a priori", le réaliste ROTHBARD l'appelait le "principe du boomerang" (empruntant cette expression au thomiste R. P. PHILLIPS) et Ayn RAND, méprisée par HOPPE parce que, avec nombre de réalistes, elle haïssait son cher KANT, l'appelait la "détection philosophique" par le critère du "vol de concepts" (et "concepts axiomatiques" les concepts impliqués par toute proposition prétendant être vraie — sans, il est juste de le reconnaître, avoir compris qu'il faut y inclure la propriété naturelle qu'elle reconnaissait évidemment par ailleurs).

En outre, cette citation de ROTHBARD ne porte pas sur la politique, mais sur le principe plus général de la vie comme critère rationnel d'une norme personnelle, dans la pure tradition aristotélico-thomiste de la loi naturelle. Cela

de l'argumentation. On a bien sûr démontré indirectement qu'aucune règle spécifiant des droits différents ne peut être justifiée. Cependant, avant d'entrer plus en détail dans l'analyse des *raisons* pour lesquelles toute norme concurrente est indéfendable, discussion qui devrait mieux préciser l'importance de certaines dispositions de la théorie libérale de la propriété, il semble opportun de faire quelques remarques sur ce qui est, et ce qui *n'est pas* impliqué par le fait de définir ces normes comme "justifiées".

Quand on développe une telle argumentation, on ne doit pas prétendre avoir déduit un *impératif* d'un *énoncé de fait*. En fait, on peut même volontiers souscrire à l'idée presque partout acceptée suivant laquelle le gouffre qui existe entre le "est" et le "devrait être" serait logiquement impossible à combler. Bien au contraire,

dit, même si sa démonstration suit un autre chemin, il est vrai que ROTHBARD finit par employer les mêmes moyens de preuve que HOPPE, pour parvenir aux mêmes conclusions [F. G.].

* Ce n'est pas l'avis des philosophes réalistes. En fait, les présupposés implicites de l'action peuvent même livrer un raisonnement sur les *impératifs* aussi facilement qu'un raisonnement sur les *normes*. Il suffit de rappeler que le fait d'agir dans un sens ou dans l'autre n'implique pas seulement que l'action serait *justifiée* : il nous dit aussi, implicitement, qu'elle *doit* être entreprise. A partir de ces actions — notamment à partir de celles que les hommes choisissent forcément à un moment ou à un autre, on peut déduire tout un système de normes *impératives*, en montrant l'incohérence de celui dont les "doit" (les principes impératifs) ultérieurs contrediraient le premier.

Ainsi, pour l'argumentation, argumenter n'implique pas seulement que les conditions de l'argumentation sont *justifiées* : il implique aussi que l'on *doit* se conformer à ses règles. Et de ce "doit"-là, on peut en tirer beaucoup d'autres, y compris que l'on *doit* respecter la propriété naturelle. Cela dit, comme HOPPE le montre plus bas dans sa réponse à RASMUSSEN, qu'on l'ait logiquement démontré ne peut évidemment *forcer* personne à s'y conformer. [F. G.].

¹ Sur le problème de la déduction des propositions impératives à partir des énoncés de fait, cf. W. HUDSON, ed., *The Is-Ought Question* (Londres : Macmillan, 1969).

classer ainsi les règles de la théorie libérale de la propriété est une question purement cognitive. Pas plus que le concept de validité ou de vérité n'oblige toujours à rechercher celle-ci, classer la politique libérale comme la seule "juste", la seule "équitable", etc., n'implique pas que l'on *doive* s'y conformer dans ses actions. Dire qu'elle est juste n'empêche évidemment pas non plus que d'autres personnes puissent proposer, voire imposer des règles qui ne seraient pas compatibles avec ce principe. En fait, la situation en ce qui concerne les normes est très semblable à celle qui existe dans d'autres domaines de la recherche scientifique. Le fait, par exemple, que certaines propositions empiriques sont justifiables et justifiées et que d'autres ne le sont pas, n'implique pas que personne ne défende jamais que des propositions objectives et vérifiées. Bien au contraire, les gens peuvent errer, et souvent ils le font exprès. Mais la distinction entre l'objectif et le subjectif, entre le vrai et le faux, n'en perd pas son sens pour autant. On jugerait plutôt que les gens qui agissent ainsi sont soit mal informés soit tout simplement menteurs. Il en est de même pour la norme. Bien sûr, il y a des gens, des tas de gens, qui ne propagent pas ni n'imposent des normes que l'on puisse définir comme valides dans le sens de la justification que j'ai donnée plus haut ; mais la distinction entre normes justifiables et injustifiables ne s'évapore pas pour autant, pas plus que celle qui existe entre les propositions objectives et subjectives ne s'effondre simplement parce qu'il y a des ignorants et des menteurs. Bien au contraire, à due concurrence, les gens qui propageraient ou imposeraient ces normes différentes et non valides, il faudrait une fois de plus les considérer comme mal informés sinon malhonnêtes, dans la mesure où on leur aurait clairement fait comprendre que leurs propositions normatives concurrentes ne peuvent pas être, et ne seront jamais justifiables par une argumentation quelconque. On serait d'ailleurs encore plus justifié de le faire dans le domaine moral que dans le domaine empirique, puisque la validité du principe de non-agression, et celle du principe de l'appropriation

initiale par l'action doivent être tenues pour bien plus fondamentales encore que celles de toute autre proposition vraie ou justifiée. Car ce qui est vrai ou justifié doit être défini comme ce sur quoi tout le monde — agissant en conformité avec ce principe [de non-agression] — peut éventuellement se mettre d'accord. Comme je viens de le démontrer, l'acceptation au moins implicite de cette règle est une condition préalable nécessaire pour qu'on puisse seulement vivre et argumenter.

Pourquoi se trouve-t-il donc que les autres théories, non libérales, de la propriété, ne peuvent pas être justifiées ? Tout d'abord, il faut noter, comme il apparaîtra bientôt, qu'aucune des pratiques contraires au libéralisme effectivement *pratiquées* aujourd'hui ne peut, et fort peu des politiques non libérales proposées en théorie pourraient seulement passer le premier test formel de l'universalisation, et qu'elles échoueraient par ce seul fait. Toutes ces versions contiennent des normes, au sein de leur cadre de règles, qui prennent la forme "certaines personnes ont tel droit, et d'autres ne l'ont pas". Cependant de telles règles, qui attribuent différents droits et obligations à des classes différentes, n'ont aucune chance qu'on les accepte comme justes par tout participant éventuel à une argumentation, pour des raisons simplement formelles. A moins que la distinction faite entre différentes classes de gens ne soit telle qu'elle puisse être acceptée par les deux parties comme fondée sur la nature des choses, ces règles ne seraient pas acceptables parce qu'elles impliqueraient qu'un groupe se soit attribué des privilèges au prix de discriminations complémentaires imposées à un autre groupe. Ce qui veut dire que certains ne pourraient pas admettre que ces règles soient justes, qu'ils soient de ceux à qui on autorise des choses ou de ceux à qui on les interdit. Dans la mesure où la

¹ Cf. ROTHBARD, *The Ethics of Liberty*, p. 45. [*L'Éthique de la liberté*, pp. 58-59 :

"Insistons sur un point essentiel : si ce que nous cherchons à faire est d'établir une éthique pour l'homme (dans le cas qui nous occupe, le sous-

plupart des propositions normatives concurrentes, telles qu'on les applique ou qu'on les prône, sont forcées de s'appuyer sur l'imposition de règles du genre : "certains ont l'obligation de payer des impôts, et d'autres ont le droit de les consommer" ou "certaines personnes savent ce qui est bon pour vous et ont le droit de vous aider à obtenir ces avantages supposés, mais à vous, on vous interdit de savoir ce qui est bon pour eux et de les aider en

ensemble des normes qui traite de la violence), une théorie normative doit pour être valide pouvoir s'appliquer à *tous* les hommes, quelle que soit leur situation dans l'espace ou dans le temps — ROTHBARD cite ici, à propos de l'exigence que les lois morales s'imposent à tout un chacun, R. M. HARE, *The Language of Morals*, Oxford, Clarendon Press, 1952, p. 162 ; MARCUS SINGER, *Generalization in Ethics*, New York, Knopf, 1961, pp. 13-33. — C'est d'ailleurs un des attributs les plus remarquables du Droit naturel : le fait qu'il s'applique à tous les hommes, sans égard au temps ni au lieu. C'est cela qui place le Droit naturel au même rang que les lois naturelles de la physique ou de la 'science'. Or, la société de liberté est la *seule et unique* société où il est possible d'appliquer les mêmes règles fondamentales à chacune des personnes, où qu'elle se trouve et quel que soit le moment. C'est précisément un des critères qui fournissent à la raison le moyen de choisir entre des théories concurrentes de la loi naturelle, tout comme il lui permet de choisir entre plusieurs théories en économie ou dans d'autres disciplines. Par exemple, on réfute aisément la thèse selon laquelle la Maison des HOHENZOLLERN, ou celle des BOURBONS, aurait un 'Droit naturel' à régner sur toutes les autres personnes en se bornant à faire remarquer que cette norme-là ne peut pas être appliquée uniformément à tous : la place de chacun dans l'ordre normatif dépend de l'accident qui fait — ou non — de lui un HOHENZOLLERN. De même, si quelqu'un prétend que chaque homme aurait un 'Droit naturel à' trois bons repas par jour, il est d'une évidence criante que nous avons là une fausse théorie de la loi ou des Droits naturels, car il existe une infinité de circonstances et d'endroits où il est matériellement impossible de fournir trois bons repas par jour à l'ensemble de la population et même à une majorité de ses membres : on ne peut donc pas le présenter comme un 'Droit naturel' à quelque titre que ce soit.

"Observons, à l'inverse, le caractère universel de l'éthique de la liberté, ainsi que du Droit naturel de la personne et de la propriété qui prévaut sous ses auspices. À chaque personne, en tout temps et en tout lieu, s'appliquent les

conséquence", ou encore "certains ont le droit de décider qui a trop et qui a trop peu, et les autres sont obligés de s'aligner", ou encore plus clairement : "l'industrie informatique doit payer pour subventionner les agriculteurs", "ceux qui ont un emploi pour ceux qui sont au chômage", ceux qui n'ont pas de gosses pour ceux qui en ont", etc., ou vice-versa. Elles peuvent toutes être facilement rejetées comme postulantes sérieuses au titre de normes de propriété acceptables en tant que telles, parce que toutes indiquent par leur formulation même que ce ne sont pas des règles universalisables.

Qu'est-ce qui manque, cependant, à une norme non libérale si cette question-là est réglée et s'il existe bel et bien une théorie exclusivement formulée en termes de normes universalisables du type "personne n'a le droit de" ou "tout le monde pourra" ? Même de telles propositions ne pourraient jamais espérer prouver leur validité — non plus pour des raisons formelles, mais plutôt à cause de leurs spécifications matérielles. En fait, alors qu'il est au moins *envisageable* de mettre en pratique les propositions concurrentes dont la prétention à être moralement valides est facilement réfutable sur de simples critères formels, l'application de ces versions plus raffinées qui survivraient au test de l'universalisation leur serait

mêmes règles fondamentales : propriété de la personne sur elle-même et sur les ressources préalablement inutilisées qu'elle a occupées et transformées ; reconnaissance de tous les titres de propriété issus de cette propriété première, que ce soit par l'échange volontaire ou par le don. Ces règles — que nous pouvons appeler les 'règles de la propriété naturelle' — sont à l'évidence applicables, de même qu'il est possible de protéger ces formes de possession en tout temps et en tout lieu et quel que soit le niveau de développement de la société. Il n'est possible à aucun autre système politique de satisfaire aux critères d'une loi naturelle universelle, car il suffit qu'il existe une personne ou un groupe de personnes qui, d'une façon quelconque, en *domine* d'autres par la force (et toute domination participe de cette hégémonie) pour qu'il soit impossible d'appliquer à tous la même règle. Seul un monde sans maître, un monde purement libéral, peut correspondre aux exigences du Droit et de la loi naturels et surtout, ce qui est plus important, aux conditions d'une éthique universelle, applicable à tous les hommes."]

fatale pour des raisons purement matérielles : même si on essayait, il serait tout simplement *impossible* de les mettre en œuvre.

La théorie libérale de la propriété contient au moins deux autres exigences avec l'une desquelles au moins toute théorie concurrente entre en conflit. La première est que l'agression soit définie comme une interférence avec l'intégrité *physique* de la propriété des autres¹. Il existe néanmoins des tentatives populaires pour la définir comme une interférence avec la *valeur* ou l'*intégrité psychique* de la propriété des autres. Le conservatisme idéologique, par exemple, prétend figer une distribution donnée des richesses et des valeurs, et tente de brider les forces qui pourraient changer ce statu quo au moyen de contrôles des prix, des réglementations, et des politiques d'ordre moral. Il est clair que pour ce faire, il est nécessaire de supposer que l'on puisse justifier des droits de propriété sur la valeur des choses, et qu'une violation des valeurs, *mutatis mutandis*, puisse être considérée comme une agression injustifiable. Il n'y a pas que le conservatisme qui se serve de cette idée de la propriété et de l'agression ; le socialisme redistributeur aussi. Par exemple, il faut supposer qu'il existe des droits de propriété sur les valeurs lorsque par exemple le socialisme redistributeur m'autorise à réclamer une compensation à des gens dont les chances ou les occasions d'agir affectent négativement les miennes. Et la même chose est vraie lorsqu'on prétend à une indemnisation pour une violence "psychologique" ou, terme particulièrement cher à la science politique gauchiste, "structurelle"². Pour pouvoir réclamer une telle indemnisation, il faudrait définir ce qui a été fait — affecter mes

¹ Sur l'importance de la définition de l'agression comme agression *matérielle*, cf. aussi ROTHBARD, *ibid.*, chap. 8-9 ; *idem*, "Law, Property Rights and Air Pollution" *Cato Journal* (printemps 1982), pp. 60-63.

² Sur l'idée de la violence "structurelle" par opposition à la violence physique, cf. D. SENGHAAS, ed., *Imperialismus und strukturelle Gewalt* (Frankfurt/M.: Suhrkamp, 1972).

chances, mon intégrité psychique, mes impressions sur ce qui m'est dû — comme un acte d'agression.

Pourquoi cette idée d'une protection de la valeur de la propriété est-elle injustifiable ? Pour commencer, alors que toute personne, du moins en principe, peut entièrement contrôler si ses actions modifient ou ne modifient pas les caractéristiques physiques d'une

L'idée de définir l'agression comme une atteinte à la *valeur* de la propriété sous-tend également aussi bien la théorie de la justice de John RAWLS que celle de Robert NOZICK, si différents que ces deux auteurs aient pu apparaître aux yeux de beaucoup de commentateurs. En effet, comment RAWLS pourrait-il concevoir son prétendu principe de différence ("les inégalités économiques et sociales doivent être conçues de telle manière qu'on puisse [...] raisonnablement s'attendre à ce qu'elles tournent à l'avantage de tous — y compris le moins avantagé [John RAWLS, *A Theory of Justice*, Cambridge, Mass. : Belknap Press, 1971, pp. 60-83]) comme justifié, à moins qu'il ne s' imagine qu'en se bornant à augmenter sa richesse relative, une personne plus fortunée commettrait une "agression", et qu'une autre moins fortunée aurait des prétentions justifiées sur lui, sous prétexte que sa position relative s'est détériorée ?! Et comment NOZICK pourrait-il prétendre qu'il serait justifié pour une "agence de protection dominante" d'interdire ses rivaux quoi qu'ils aient pu faire ? (Robert NOZICK, *Anarchy, State and Utopia*, New York : Basic Books, 1974, pp. 55 et suiv.). Et comment pourrait-il croire qu'il soit moralement justifié d'interdire ce qu'il appelle les échanges non productifs, c'est-à-dire les échanges où l'une des parties s'en trouverait mieux si l'autre n'existait pas du tout, ou du moins n'avait aucune relation avec elle (comme, par exemple, dans le cas du maître chanteur), sans se demander si l'échange en question impliquait une interférence physique quelconque (*ibid.*, p 83-86), s'il ne croyait pas qu'il existe un droit à faire préserver la valeur de sa propriété (plutôt que son intégrité physique) ?! Pour une critique dévastatrice de la théorie de NOZICK, cf. en particulier ROTHBARD, *The Ethics of Liberty* [*L'Éthique de la liberté*], chap. 29 ; sur l'emploi fallacieux de l'analyse des courbes d'indifférence, employées à la fois par RAWLS et NOZICK, *idem*, *Toward a Reconstruction of Utility and Welfare Economics*, Occasional Paper n° 3, New York, Center for Libertarian Studies, 1977 [*Economistes et charlatans*, ch 4 : "Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien-être". En réfutation de RAWLS, cf. aussi Ayn RAND : "An Untitled Letter" dans *Philosophy: Who Needs It ?* New York, New American Librery, 1982 ;

chose, de sorte qu'elle peut parfaitement s'assurer que ses actes soient justifiables, déterminer si vos actions affecteront ou non la *valeur* de la propriété de quelqu'un d'autre *ne dépend pas* de la personne qui agit, mais dépend d'autres personnes et de leurs jugements de valeur subjectifs. De sorte que personne ne pourrait déterminer *ex ante* si ses actions seront qualifiées de justifiées ou d'injustifiables. Il faudrait commencer par interroger l'ensemble de la population pour s'assurer que les actions qu'on envisage ne changeraient le jugement de personne relativement à sa propriété. Et même à ce moment-là, personne ne pourrait agir avant qu'un accord universel ait été atteint pour savoir qui est censé faire quoi avec quoi, et quand. A l'évidence, avec toutes les difficultés pratiques que cela implique, on serait morts depuis longtemps et personne ne pourrait plus discuter, bien avant que cet accord soit jamais atteint. Mais de façon encore plus décisive, cette position quant à la propriété et l'agression ne saurait être *défendue* par

Anthony de JASAY, *The State — L'Etat*, ch. 3 (F. G.).

¹ Cf. aussi ROTHBARD, *The Ethics of Liberty*, p. 46 [*L'Ethique de la liberté*, pp. 61-62 :

"[La conception du communisme universel, où tous sont possédés par tous] a au moins le mérite de constituer une règle universelle, appliquée à chaque personne dans la société ; mais elle a bien d'autres problèmes à résoudre.

"Une objection pratique se présente immédiatement : si la société dépasse la poignée d'individus, cette solution s'effondre nécessairement pour se transformer en domination partielle de certains par d'autres. En effet, il est matériellement impossible pour chacun de surveiller continuellement tous les autres pour exercer sa part égale de propriété sur chacun des autres hommes. C'est dire qu'en pratique, cette idée de propriété altruiste universelle et égalitaire est utopique et irréaliste ; la surveillance et donc la propriété d'autrui devient forcément une activité spécialisée aux mains d'une classe dirigeante. La conclusion qui en découle est qu'une société qui ne respecte pas la pleine propriété de soi chez tous ses membres ne peut pas avoir de norme universelle. Pour cette seule raison, la propriété de soi à 100% est la seule éthique politique viable pour l'ensemble de l'humanité.

l'argumentation : un débat sur des normes implique qu'on n'est pas d'accord sur l'affectation de ressources rares, autrement on n'aurait tout simplement pas besoin de se disputer. Cependant, pour que la discussion livre un moyen de sortir de tels conflits, il faut présupposer que certaines actions seront autorisées *avant* qu'on ne parvienne effectivement à un accord ou à un désaccord car si elles ne l'étaient pas, on ne pourrait même pas discuter de la sorte. Or, si on peut le faire — et dans la mesure où elle existe en tant que position intellectuelle ouverte à la discussion la proposition envisagée doit supposer qu'on le peut — alors cela n'est possible que grâce à l'existence de limites *objectives* à la propriété — des bornes que tout un chacun peut à lui seul reconnaître comme telles sans avoir à se mettre d'accord avec tous les autres sur son système de normes et d'évaluation. Par conséquent, une norme de ce genre, qui prétendrait protéger les valeurs, doit *elle aussi*, et en dépit de ce qu'elle prétend, présupposer l'existence de limites *objectives* de la propriété, et non celle de limites déterminées par des évaluations

"Imaginons cependant, pour la commodité de la discussion, que cette utopie soit possible. Que se passerait-il alors ? Tout d'abord, il est clairement absurde de prétendre que personne n'a le Droit d'être propriétaire de soi-même *tout en prétendant* que chacun — il s'agit là des mêmes hommes — aurait le Droit de posséder une part de propriété sur les autres. On peut aller au-delà et se demander en quoi notre utopie serait tellement désirable. Peut-on se représenter un monde où *personne* ne pourrait entreprendre aucune action *quelle qu'elle soit* sans obtenir la permission préalable de *tous les autres* membres de la société ? Il est clair que personne ne pourrait plus rien faire et que la race humaine ne tarderait pas à s'éteindre. Mais si le degré zéro ou quasi-zéro de la propriété de soi signifie un arrêt de mort pour la race humaine, alors tout effort dans cette direction contrevient aussi à la loi de ce qui est le meilleur pour l'homme et pour sa vie sur terre. Comme nous venons de le voir, une norme qui attribue à un groupe une propriété entière sur un autre groupe contrevient à la règle la plus élémentaire de toute éthique : à savoir qu'on puisse l'appliquer à tous les hommes. En fait aucune norme partielle ne vaut mieux, même si elle paraît superficiellement plus plausible, que le principe de "Tout-le-pouvoir-aux-HOHENZOLLERN'."]

subjectives, ne serait-ce que pour conserver en vie des personnes capables d'énoncer ses propositions d'ordre moral.

L'idée de protéger la valeur et non l'intégrité physique échoue aussi pour une deuxième raison connexe : il est évident que votre valeur, par exemple sur le marché du travail ou celui du mariage, peut être, est en fait affectée par l'intégrité physique et le degré d'intégrité physique des autres personnes. De sorte que si l'on veut que la *valeur* des propriétés soit protégée, il faut autoriser l'*agression physique* contre d'autres personnes. Cependant, c'est uniquement à cause du fait que les frontières d'une personne — celles de sa propriété sur son propre corps comme son domaine de maîtrise exclusive qu'aucune autre personne n'est autorisée à transgresser s'il ne souhaite pas devenir agresseur — sont des frontières *physiques* (constatables par des esprits différents, et non des frontières simplement imaginées par la subjectivité), que tout le monde peut se mettre indépendamment d'accord sur quoi que ce soit (et bien sûr, l'accord signifie un accord entre des unités de décision indépendantes !). Par conséquent, c'est seulement parce que les bornes protégées de la propriété sont objectives, c'est-à-dire fixées et reconnaissables comme fixées antérieurement à tout accord conventionnel, qu'il peut à quelque titre que ce soit exister une argumentation et un éventuel accord entre des unités de décision indépendantes. Si personne ne saurait argumenter en faveur d'un système de propriété définissant les limites de la possession légitime en termes subjectifs, en termes de valeur, c'est simplement parce que pouvoir parler en ces termes présuppose que l'on doit en fait, contrairement à ce qu'on serait en train de prétendre, déjà être une entité physiquement indépendante pour le dire.

La situation n'est pas moins tragique pour les propositions normatives concurrentes lorsqu'on se tourne vers la deuxième spécification essentielle des règles de la théorie libérale de la propriété. Les normes de base de la politique libérale étaient

caractérisées non seulement par le fait que la propriété et l'agression étaient définies en termes physiques ; il n'était pas de moindre importance que la propriété soit définie comme une propriété privée, individualisée, et que le sens de l'appropriation initiale, qui implique évidemment de faire une distinction entre l'*avant* et l'*après*, ait été précisé. C'est aussi avec cette clause supplémentaire que les normes sociales concurrentes, non libérales, entrent en conflit. Au lieu de reconnaître l'importance vitale de la distinction entre l'*avant* et l'*après* pour trancher entre des prétentions en conflit sur une propriété, ils proposent des normes qui affirment dans les faits que la priorité n'aurait aucune pertinence pour prendre une telle décision, et que les derniers arrivants auraient autant de droits que les premiers arrivés sur la propriété [en question]. Il est clair que cette idée-là est impliquée lorsque le socialisme redistributeur, par exemple, fait payer un impôt aux propriétaires naturels de la richesse (ou à leurs héritiers) pour permettre aux derniers arrivés [prétendument] moins chanceux de participer à sa consommation. Et elle est aussi impliquée, par exemple, lorsque le possesseur d'une ressource naturelle est forcé de réduire (ou d'accroître) son exploitation actuelle dans l'intérêt de la postérité. A ces deux occasions, cela n'a un sens de faire ce que l'on fait que si l'on suppose que la personne qui a accumulé la richesse la première, ou qui la première a fait usage de la ressource naturelle, aurait par ce fait même commis une agression contre quelque arrivant tardif. S'ils n'avaient rien fait de mal, alors les derniers arrivés n'auraient pas un tel droit sur eux¹.

Qu'est-ce qui cloche dans cet abandon de la distinction entre l'*avant* et l'*après* comme moralement dépourvue de pertinence ?

¹ Pour une tentative philosophique plutôt maladroite pour justifier un droit du dernier arrivant, cf. James P. STERBA, *The Demands of Justice* (Notre Dame : Notre Dame University Press, 1980), partic. les pp. 58 et suiv., 137 et suiv. ; sur l'absurdité de pareille norme, cf. ROTHBARD, *Man, Economy and State*, p. 427.

Tout d'abord, si les derniers arrivants, c'est-à-dire ceux qui n'ont en réalité jamais rien fait avec les biens en question, y avaient réellement autant de droits que les premiers arrivés qui en ont bel et bien fait quelque chose, alors littéralement personne ne serait jamais autorisé à faire quoi que ce soit avec quoi que ce soit, puisqu'il faudrait obtenir le consentement de tous les futurs arrivants avant de pouvoir faire ce que l'on voudrait faire. En fait, comme cette postérité-là inclurait les enfants de ses propres enfants — c'est-à-dire des gens qui arriveraient tellement tard qu'il serait absolument impossible de le leur demander — prôner un système juridique qui, à la base de sa théorie de la propriété, ne ferait pas usage de la distinction entre l'avant et l'après, est purement et simplement absurde, en ce qu'elle implique de recommander la mort alors qu'il faut présupposer la vie pour être capable d'avancer le moindre argument. Ni nous, ni nos aïeux, ni notre progéniture n'auraient pu, ne pourraient et ne pourront survivre si on devait suivre cette règle-là. Pour qu'une personne quelconque — passée, présente ou à venir — puisse discuter, il faut qu'il lui soit possible de survivre à ce moment. Personne ne peut suspendre toute action pour attendre jusqu'à ce qu'un groupe indéterminé d'arrivants tardifs se pointe pour accepter que vous fassiez ce que vous vouliez faire. Bien au contraire, dans la mesure où quelqu'un se trouverait seul, il doit pouvoir tout de suite agir, utiliser, produire, et consommer des biens, avant tout accord avec des gens qui ne sont tout simplement pas encore là (et qui n'y seront peut-être jamais). Et dans la mesure où une personne se trouve en présence d'autres, et où apparaît un

* Tout d'abord, à moins de nier que les premiers arrivés sont la *cause* de la production qui résulte de leur travail (ce qu'on verra, assurément, faire par quelques positivistes, tant ces gens-là ignorent la causalité réelle), cette norme implique nécessairement que les premiers arrivants sont les *esclaves* des derniers, puisque ces derniers-là peuvent les forcer à leur livrer le produit de leurs efforts passés. La réciproque étant logiquement exclue, la norme n'est pas universalisable. C.Q.F.D. *Tout le pouvoir aux HOHENZOLLERN* ! [F. G.]

* Autant pour le ROUSSEAU du *Discours sur l'origine...* [F. G.]

conflit sur la manière d'utiliser une ressource rare donnée, il faut qu'elle puisse résoudre le problème à un instant défini avec un nombre défini de personnes, au lieu de devoir attendre un nombre indéterminé de personnes pendant une durée non précisée. Par conséquent, rien que pour survivre, ce qui est une condition préalable pour pouvoir argumenter pour ou contre quelque chose, il est impossible d'imaginer des droits de propriété comme indépendants du moment et comme non spécifiques quant au nombre des personnes concernées. Bien au contraire, il faut nécessairement les concevoir comme nés de l'action d'individus particuliers, à un moment déterminé.

Par-dessus le marché, l'idée d'abandonner la distinction entre l'avant et l'après serait tout simplement incompatible avec le principe de non-agression comme fondement pratique de l'argumentation. Argumenter, et se trouver éventuellement d'accord avec quelqu'un (ne serait-ce que sur le fait qu'il n'y a pas d'accord), implique de reconnaître le droit prioritaire de maîtrise sur son propre corps. Sinon, il serait impossible à quiconque de dire d'abord quelque chose, puis à un autre d'en dire ensuite une autre, ou vice-versa, dans la mesure où ni le premier à parler, ni le second ne seraient plus, à aucun moment, des unités de décision physiquement indépendantes. Donc, éliminer la distinction avant/après équivaut à supprimer la possibilité de discuter et de se mettre d'accord. Or, comme il est impossible de prétendre qu'il existe aucune possibilité

¹ Il faut aussi noter ici que c'est seulement si les droits de propriété sont conceptualisés [*sic*] comme des droits de propriété privée apparaissant au cours du temps, qu'il devient possible de passer des contrats. Il est assez clair que les contrats sont des accords entre des entités physiques indépendantes dénombrables, qui sont fondés sur la reconnaissance mutuelle des titres de propriété privée de chaque co-contractant sur des objets acquis préalablement à la date de l'accord, et qui concernent alors le transfert, par un possesseur initial défini, de titres de propriété sur des objets définis, à un possesseur final défini. Rien de ce qui ressemble à un contrat ne pourrait être seulement imaginé dans le cadre d'un "droit" du dernier arrivant.

de discussion, à moins que la maîtrise préalable de son propre corps par chaque personne n'ait été reconnue et acceptée comme juste, une éthique du dernier arrivant qui refuserait de faire cette différence ne pourrait jamais être acceptée par tout le monde. Se borner à *affirmer* qu'elle pourrait l'être impliquerait une contradiction, puisque le fait qu'on puisse le dire présupposerait sa propre existence en tant qu'entité capable de prendre des décisions indépendantes à un moment défini dans le temps.

De sorte qu'on est forcé de conclure que la politique libérale non seulement peut être justifiée, et justifiée au moyen du raisonnement *a priori*, mais qu'il est impossible de défendre aucune norme concurrente au moyen de l'argumentation.

QUATRE RÉPONSES À LA CRITIQUE

Préférence démontrée et propriété privée

Le Professeur OSTERFELD, après avoir généreusement reconnu mon rôle de "défricheur" dans la défense *a priori* de la norme de la propriété privée, se concentre sur quatre critiques à mes arguments.

J'entends commenter les quatre objections que le Professeur OSTERFELD m'adresse. Cependant comme elles dépendent d'une compréhension correcte de mon argument central et de sa force logique, je souhaite exposer à nouveau mon cas le plus brièvement possible.

* Réponse à David OSTERFELD, "Comment on HOPPE", *Austrian Economics Newsletter*, Printemps/Été 1988 ; première publication *ibid*.

Comme OSTERFELD le remarque à juste titre, je prétends donner une démonstration fondée sur la nature de l'action de la validité de la norme — essentiellement lockéenne — de la propriété privée. Plus précisément, je veux démontrer que cette norme est la seule qui puisse être justifiée par l'argumentation, parce qu'elle est la présupposition pratique de l'argumentation, et qu'il est donc possible de montrer que toute proposition normative qui s'en écarterait contredirait le choix démontré du locuteur. Une telle proposition peut être faite, mais son contenu contredirait la norme pour laquelle on démontre sa préférence en vertu même de son acte d'énoncer une proposition, c'est-à-dire par son choix de se lancer dans une argumentation. De même que l'on peut dire "je suis et je serai toujours absolument indifférent à faire des choses", alors que cette proposition est contradictoire avec le fait d'énoncer une proposition parce que cet acte révèle les *préférences* réelles (dire cela plutôt que de dire quelque chose d'autre ou de ne rien dire du tout), de même des propositions normatives déviantes seront réfutées par le seul fait de les proposer.

Pour parvenir à cette conclusion et saisir pleinement son importance, il est essentiel de comprendre deux choses.

Tout d'abord, la question de savoir ce qui est juste ou injuste — ou, plus généralement encore, ce qui est vrai ou faux — n'apparaît que dans la mesure où moi-même, et les autres, sommes capables d'échanger des propositions, c'est-à-dire d'argumenter. La question n'apparaît pas pour un caillou ou pour un poisson, parce qu'ils sont incapable d'énoncer des propositions prétendant à la validité. Or, si c'est le cas — et on ne peut pas le nier sans se contredire soi-même, comme on ne peut pas fournir d'arguments comme quoi il serait impossible d'argumenter — alors on doit supposer de toute proposition normative, comme de toute autre proposition, qu'elle peut être validée au moyen de propositions ou d'argumentations. En produisant une proposition quelle qu'elle soit,

ouvertement ou au for intérieur, on démontre sa préférence pour le fait de s'en remettre aux moyens de l'argumentation afin de convaincre de quelque chose soi-même ou les autres. Et il n'y a alors aucun moyen de justifier quoi que ce soit, si ce n'est une justification en termes d'argumentation. Il faut considérer comme la défaite la plus absolue pour une proposition normative que l'on puisse démontrer que son contenu est logiquement incompatible avec l'affirmation de son auteur comme quoi sa validité pourrait être constatée au moyen d'une argumentation. Démontrer une telle incompatibilité équivaut à une démonstration d'impossibilité ; et une telle démonstration est absolue dans le domaine de la recherche intellectuelle.

Deuxièmement, les moyens avec lesquels une personne démontre une préférence en s'engageant dans l'argumentation sont ceux de la propriété privée. Il est évident que personne ne pourrait proposer quoi que ce soit ni se laisser convaincre par une proposition quelconque au moyen d'une argumentation si on se présupposait pas déjà le droit d'une personne de faire usage de son corps. En outre, il serait également impossible de soutenir une argumentation et de s'en remettre à la force de conviction de ses propres arguments si on n'avait pas le droit de s'approprier d'autres produits rares par des actes d'appropriation initiale, c'est-à-dire en les mettant en valeur avant que quiconque ne l'ait fait, ou si ces biens-là, et le droit de maîtrise exclusive en ce qui les concerne, n'étaient pas définis en termes objectifs et matériels. Car si on ne présupposait pas un tel droit, ou si les derniers arrivés étaient censés avoir des prétentions légitimes sur les possessions d'autrui, ou si la propriété était définie en termes subjectifs, en termes d'évaluation, personne ne pourrait survivre en tant qu'entité de décision indépendante, et par conséquent personne ne pourrait émettre des propositions prétendant à la validité.

Par conséquent, en étant vivant et en formulant des propositions, on démontre que toute norme autre que celle de la propriété privée est dépourvue de validité.

La quatrième objection d'OSTERFELD à mon article affirme que mon argument est un exemple de naturalisme normatif, mais que je semble être tombé dans le sophisme naturaliste en déduisant un impératif d'une proposition de fait. Je veux bien accepter la première partie de la proposition mais pas la seconde. Ce que je présente est un système normatif entièrement exempt d'engagement personnel. Je demeure exclusivement dans le domaine des propositions de fait, et ne cherche nulle part à tirer un "devrait être" à partir d'un "est". La structure de mon argumentation est : (a) la justification repose sur des propositions et des arguments ; (b) l'argumentation présuppose la reconnaissance du principe normatif de la propriété naturelle (proposition de *fait* vraie a priori) ; (c) aucun écart par rapport à la norme de la propriété naturelle ne peut être justifiée par l'argumentation (proposition de *fait* vraie a priori). Si bien que ma réfutation de toutes les normes socialistes est une réfutation de pur fait. Et que RAWLS ou d'autres socialistes puissent continuer à défendre de telles normes n'a rien à faire avec la question. Que un et un font deux n'empêche pas que l'on puisse voir quelqu'un dire que cela fait trois, et n'implique même pas qu'on ne *doive* pas essayer de faire de "un plus un égale trois" le principe de l'arithmétique nationale. Mais tout cela ne change rien au fait que un et un font *toujours* deux. De manière strictement analogue, je prétends "seulement" que tout ce que disent RAWLS et autres socialistes est faux, et que comprendre cela est à la portée de tout homme compétent et honnête. Cela ne change rien au fait que l'incapacité de penser, la malhonnêteté et la méchanceté peuvent toujours exister et même l'emporter sur la vérité et la justice.

La seconde objection comprend aussi mal le fait que ma défense de la propriété naturelle n'est déduite d'aucun jugement de valeur. OSTERFELD reconnaît que l'argumentation présuppose de reconnaître la propriété privée. Mais ensuite, il s'inquiète de connaître l'origine de ce droit. Mais comment peut-il poser une question pareille ? Uniquement parce que lui-même est capable d'argumenter. Sans argumentation, il n'y aurait rien d'autre que du silence ou un bruit sans signification. La réponse est que l'origine des droits de l'homme est, et doit être, l'argumentation comme manifestation de notre rationalité. Il est impossible de prétendre que quoi que ce soit d'autre puisse servir de point de départ pour la déduction d'un système normatif, parce qu'affirmer cela serait encore une fois présupposer notre capacité d'argumenter. Les droits ne pourraient-ils pas résulter d'un contrat passé derrière le "voile de l'ignorance" ? Demande OSTERFELD. Oui et non. Bien sûr, il peut exister des droits qui résultent d'un contrat. Mais pour qu'un droit soit possible, il faut déjà qu'existent possesseurs privés et propriété privée. Sinon, il n'y aurait pas de co-contractants physiquement indépendants, et rien sur quoi on puisse se mettre d'accord par contrat. Et "non" ; on ne peut définir aucun droit derrière le "voile de l'ignorance", parce que personne ne vit derrière un objet pareil, sauf peut-être des zombies épistémologiques, et de là-dedans, il n'y a qu'une norme rawlsienne pour zombies qui puisse jamais sortir. Les droits peuvent-ils émerger d'une tradition à la HUME ou à la BURKE ? Bien sûr, ils le font toujours. Mais la question factuelle de l'émergence du droit n'a rien à faire avec la question de savoir si ce qui existe peut ou non être justifié.

Dans sa troisième objection, OSTERFELD affirme que j'ai construit une alternative entre la propriété individuelle d'une part, et la propriété communautaire mondiale de l'autre, mais que cette alternative-là ne serait pas exhaustive. C'est une erreur de

* ... de RAWLS [F. G.].

représentation. Je ne dis nulle part quoi que ce soit de tel. Dans la section à laquelle OSTERFELD se réfère, je me soucie d'expliquer l'alternative entièrement différente entre la propriété définie en termes physiques et apparaissant à des moments différents dans le temps pour des individus différents, et d'autre part la propriété telle qu'on prétend la définir en termes de valeur et sans préciser sa date ni son origine, et de réfuter la seconde comme absurde et contradictoire. Je n'exclus pas du tout la possibilité de la propriété par des "communautés intermédiaires". Cependant, je répète que cette propriété-là présuppose la propriété individuelle et privée. La propriété commune nécessite des contrats, et les contrats ne sont possibles que s'il existe déjà des titres de possession obtenus indépendamment de ces contrats : les contrats sont des accords entre des entités physiquement indépendantes, qui sont fondés sur la reconnaissance mutuelle des titres de propriété sur les choses

* Il n'empêche que la propriété en termes de "valeurs" implique bel et bien une propriété universelle en termes physiques : quiconque chercherait à maintenir les valeurs ou les situations relatives dans la société devrait — progressivement — contraindre la conduite de tout le monde, et donc prétendre posséder légitimement tout le monde et tous les biens. Le pseudo-conservatisme idéologique est un totalitarisme, tout autant que n'importe quelle norme de la "justice sociale". ROTHBARD associe d'ailleurs étroitement les deux idées dans la citation de *The Ethics of Liberty*, p. 46 [*L'Ethique de la liberté*, pp. 61-62] reproduite plus haut en note.

Ce n'est là qu'un exemple du fait qu'il est impossible d'échapper à une formulation de la philosophie politique en termes de *droits de propriété concrets*, c'est-à-dire — encore une fois — précisant qui a le droit de faire quoi, avec quoi, et quand : de même que toute norme de *résultat* implique nécessairement de juger les *actes* qui les ont causés ou qui prétendent les altérer (cf. plus loin la réfutation du conséquentialisme par HOPPE), de même toute norme portant sur les *valeurs* implique nécessairement de définir — en termes de droits de propriété concrets — les contraintes physiques que l'on prétend légitimement opposables aux *actes* qui accompagnent ces jugements de valeur. On n'échappe pas à la nécessité du jugement sur les *actes* observables, portant sur des *objets* définis à une *date* particulière. Et c'est ce jugement-là qui est soumis au critère de l'universalisation [F. G.].

acquises préalablement à l'accord par les co-contractants, et qui concernent le transfert de ces titres de propriété d'un propriétaire initial particulier à un (des) propriétaire(s) final (finaux).

En ce qui concerne la première objection d'OSTERFELD, je n'ai pas écrit que les buts fondamentaux de l'économie et de la philosophie politiques seraient "complémentaires". Ce que j'ai dit est qu'ils sont *différents*. Personne, s'il essaie de répondre à la question "qu'est-ce qui est juste ?", n'est logiquement tenu d'exiger que sa réponse doive aussi contribuer à la plus grande production de richesse possible (en tous cas je n'affirme nulle part qu'il existe aucune obligation logique de la sorte !). Ainsi, que HOBBS, ROUSSEAU et d'autres prétendent que les systèmes politiques n'accroissent pas la richesse mais la rareté n'est pas une objection valide à l'encontre de mes remarques sur la relation entre la philosophie et l'économie politiques. Leur affirmation selon laquelle ces systèmes-là seraient justes est indéfendable, et il se trouve [par ailleurs] que la seule norme qui puisse être justifiée contribue bel et bien à la production maximale. C'est un — heureux — état de fait. Cela ne change en rien le fait que la philosophie et l'économie politiques s'intéressent à des questions complètement distinctes.

Ma thèse consiste en ceci et seulement ceci : alors que les philosophes politiques en tant que tels n'ont pas besoin de se soucier de combattre la rareté, la philosophie politique et l'économie ont en commun le fait que sans la rareté ni l'une ni l'autre discipline n'aurait aucun sens ; il n'y aurait pas de conflit interpersonnel sur quoi que ce soit, et par conséquent aucune question sur les normes qu'il faudrait accepter comme justes afin d'éviter les conflits. Ce n'est pas pousser trop loin les choses que d'affirmer que les philosophes politiques ne se sont jamais occupés que de l'attribution de droits de maîtrise exclusive sur des biens rares. C'est le cas lorsqu'un lockéen propose d'accepter la norme de la propriété naturelle, et ce ne l'est pas moins lorsqu'un hobbesien

souhaite à la place que quelqu'un soit nommé Führer suprême, aux ordres de qui tout le monde devrait se plier.

Utilitaristes et randiens contre la Raison

Il n'est pas possible, et ce n'en vaudrait pas la peine, de répondre à toutes les questions soulevées au cours de la discussion qui vient d'avoir lieu. Je vais me concentrer sur les critiques les plus véhémentes — toutes utilitaristes d'une espèce ou d'une autre, à l'encontre de mon argumentation. Ensuite, je commenterai brièvement la manière de réagir des randiens*.

Aussi incroyable que cela paraisse, il semble que FRIEDMAN, YEAGER, STEELE, WATERS, VIRKKALA et JONES se figurent que je ne me serais pas rendu compte qu'aucune des sociétés existantes n'est entièrement libérale (qu'il y a de l'esclavage, des camps de concentration, que les maris possèdent leurs femmes, etc.), et que ce fait, pour une raison mystérieuse, réfuterait mon argument. Il est pourtant évident que je n'aurais pas écrit cet article si mon opinion était que le libéralisme domine partout ; et il aurait dû l'être que c'est précisément ce caractère non libéral de la réalité qui m'a poussé à démontrer quelque chose d'entièrement différent, à savoir pourquoi une telle situation ne peut pas être *justifiée*. Mentionner des faits tels que l'esclavage comme un contre-exemple vaut à peu près autant que de prétendre réfuter la démonstration suivant laquelle $1 + 1 = 2$ en

* Réponse à "Symposium on HOPPE'S Argumentation Ethic", *Liberty*, novembre 1988 ; première publication *ibid*.

** En fait, c'est dans une acception déjà large que HOPPE décrit ces commentateurs-là comme des disciples de Ayn RAND. Ils l'ont certainement été à l'origine, mais ils représentent aujourd'hui, plus largement, la tradition du réalisme aristotélico-thomiste, même si c'est différemment de ROTHBARD — et moins brillamment que lui [F. G.].

signalant que quelqu'un vient de donner 3 comme réponse — et c'est tout aussi ridicule.

Pour répéter ce que j'affirme : si une chose est vraie, fausse ou indéterminée ; si elle a ou non été justifiée ; ce qui est nécessaire pour la justifier ; si c'est moi, ou mes adversaires qui a raison ou si nous avons tous tort — tout cela doit être décidé au cours d'une argumentation. Cette proposition est vraie a priori, parce qu'on ne peut pas la nier sans l'affirmer par le fait même de la nier. On ne peut pas prouver par l'argumentation que l'argumentation serait impossible, et on ne peut pas contester que l'on sache ce que signifie "prétendre que quelque chose est vrai" sans affirmer implicitement — au moins — que c'est le contraire qui est vrai.

On a appelé cela l'"a priori de l'argumentation" — et c'est à cause du caractère axiomatique de cette proposition, analogue à l'axiome de l'action, que j'ai invoqué von MISES dans mon article (l'indignation de VIRKKALA à ce propos se disqualifie elle-même, puisque j'ai explicitement affirmé que pour MISES, ce que j'essayais de faire était impossible. En outre, c'est sa compréhension à lui de MISES qui est amusante. Car alors qu'il est vrai que la praxéologie [de MISES] *parle* du marginalisme, il n'est évidemment pas vrai que la [validité de la]praxéologie elle-même soit en quoi que ce soit mise en cause par le caractère marginal des choix. La praxéologie contient des propositions universellement vraies, et que nous choissions ou non de les accepter n'y change absolument rien. Je ne vois pas pourquoi il en irait différemment des propositions normatives. VIRKKALA pourrait aussi bien taxer MISES de "régression par rapport au marginalisme" pour avoir affirmé que la praxéologie est *vraie*).

L'a priori de l'argumentation une fois établi comme point de départ axiomatique, il s'ensuit que rien de ce qu'il est nécessaire de présupposer pour pouvoir énoncer des propositions ne

peut plus être contesté par des propositions. Cela n'aurait pas de sens de réclamer que l'on justifie les présuppositions préalables qui rendent possible la production des propositions. Bien au contraire, celles-ci doivent être considérées comme absolument assurées par quiconque énonce une proposition [quelconque]. Et tout énoncé propositionnel spécifique qui contesterait leur validité pourrait être décrit comme impliquant une contradiction performative (dans le sens expliqué par David GORDON) et, partant, comme définitivement réfutée.

Le principe de non-contradiction est l'une de ces présuppositions. C'est une loi qu'on ne peut pas nier sans présupposer sa validité par le fait de la nier. Mais il en existe une autre. Les propositions ne sont pas des entités qui flotteraient dans l'air. Elles exigent quelqu'un pour les énoncer, lequel, s'il veut émettre une proposition pour décrire quoi que ce soit comme vrai, doit absolument avoir la maîtrise exclusive de certaines ressources rares, définies en termes objectifs et passées sous son contrôle à des moments déterminés par des actes d'appropriation initiale. De sorte que toute proposition qui contesterait la validité du principe d'appropriation initiale comme moyen de définir la propriété, ou qui affirmerait celle d'un autre principe incompatible avec lui, serait réfutée par le fait de l'énoncer, de la même manière que la proposition : "le principe de non-contradiction est faux" serait contredite par le fait même de l'énoncer. En tant que présupposé praxéologique du fait d'énoncer des propositions, la validité du principe de l'appropriation naturelle ne peut pas être contestée par une argumentation sans tomber dans une contradiction performative. Dès lors, quiconque émet des propositions peut — en réfléchissant — comprendre que tout autre principe d'acquisition de la propriété est finalement incapable d'être justifié par des propositions (remarquez notamment que cela inclut toute proposition prétendant qu'il serait justifié de *limiter* le domaine des choses qui peuvent faire l'objet de l'appropriation initiale. Celle-ci échoue parce que, une fois qu'on a admis que la

maîtrise exclusive de certains moyens obtenus par appropriation initiale, il devient impossible de justifier aucune restriction dans le processus de l'appropriation initiale — sauf celle qu'on s'imposerait à soi-même — sans tomber dans une contradiction. Car si celui qui propose une telle restriction était cohérent, il n'aurait pu justifier l'appropriation que de *certaines* moyens physiques, dont il ne serait pas autorisé à se servir pour une appropriation supplémentaire. Or, il est évident que dans ces conditions, il ne pourrait pas gêner l'appropriation initiale supplémentaire d'un autre, simplement parce qu'il n'aurait aucun moyen physique d'agir dans ce sens de manière justifiée. S'il le faisait, il aurait par là l'inconséquence d'étendre ses propres prétentions à l'appropriation au-delà des ressources qu'il considérerait avoir justement appropriées. En outre, pour justifier cette extension, il lui faudrait invoquer un principe d'acquisition de la propriété incompatible avec le principe d'appropriation des biens sans maître qu'il aurait déjà admis comme justifié).

Tout mon argument prétend donc être une démonstration d'impossibilité. Mais non pas, comme les critiques susmentionnés semblent penser, une démonstration qui affirmerait l'impossibilité de certains événements empiriques, de sorte qu'elle pourrait être réfutée par une observation. Bien au contraire, c'est la démonstration qu'il est impossible, par des propositions, de justifier des principes non libéraux de la propriété sans tomber dans des contradictions. Pour ce qu'elle peut éventuellement valoir (et j'y viendrai bientôt), il devrait quand même être clair que l'observation empirique n'a absolument aucune prise sur elle. Qu'est-ce que ça y fait s'il y a de l'esclavage, des goulags et des impôts ? La démonstration porte sur le fait qu'affirmer que ces institutions pourraient être justifiées implique une contradiction pratique. Sa nature est purement intellectuelle, comme les démonstrations logiques, mathématiques ou

* Eh oui : prétendre empêcher un autre de disposer d'une ressource, c'est s'en dire soi-même propriétaire [F. G.].

praxéologiques. Sa validité — comme la leur — peut être établie indépendamment de toute expérience contingente. Et sa validité n'est pas non plus affectée en quoi que ce soit, comme plusieurs critiques — le plus notoirement WATERS — semblent le penser, par la question de savoir si les gens la trouvent ou non à leur goût, si elle a ou non leur faveur, s'ils la comprennent ou non, ou se mettent ou non d'accord à son sujet et pas davantage s'ils sont ou non en train d'argumenter maintenant.

De même que ce genre de considération n'a aucune pertinence pour juger par exemple de la validité d'une démonstration mathématique, elles sont ici complètement à côté de la plaque. Et tout comme la validité d'une démonstration mathématique n'est pas confinée à l'instant où on l'énonce, celle de la théorie libérale de la propriété n'est pas limitée aux situations où quelqu'un argumente. S'il est juste, l'argument démontre sa validité universelle, que l'on argumente ou qu'on n'argumente pas (de tous les critiques

* HOPPE perd son temps à répondre à ces utilitaristes : leurs erreurs d'interprétation montrent qu'ils ne comprennent pas les mots dont il se sert. L'utilitarisme étant absurde, il faut bien qu'ils ne maîtrisent pas la logique. Positivistes, ils passent leur vie dans le préjugé comme quoi il n'y aurait de preuve qu'expérimentale. Empiristes, ils ne connaissent ni l'interdépendance des concepts ni les concepts axiomatiques : *ils n'ont aucune habitude de manier les présupposés implicites* et sont donc *incapables de comprendre une démonstration philosophique a priori*. On voit bien que *chaque fois qu'on leur en présente une, ils défigurent spontanément — et peut-être inconsciemment — ses énoncés pour trouver une possibilité de "vérification" empirique là où il est logiquement impossible d'en envisager une*. C'est l'histoire de l'ivrogne qui cherche son portefeuille, non pas sur le trottoir où il l'a perdu mais sur le trottoir d'en face, parce que c'est mieux éclairé (à cette différence près qu'ils se trompent *aussi* sur l'éclairage). J'ai montré aux pp. 243-246 d'*Economistes et Charlatans* pourquoi cet empirisme, logiquement, devrait conduire à la destruction de toute connaissance économique. Mais le processus est lent, tant il est vrai que la logique est ce que les empiristes pratiquent le moins systématiquement (cf. aussi H. H. HOPPE : *A Theory of Socialism and Capitalism*, ch. 6, et les chapitres de cet ouvrage sur le positivisme et l'École

utilitaristes, STEELE est le seul à avoir saisi le défi que je leur avais particulièrement adressé, en affirmant que l'attribution des droits de propriété ne peut pas dépendre d'un effet à atteindre dans l'avenir, parce que dans ce cas-là, personne ne pourrait jamais savoir avant le résultat ce qu'il était justifié ou injustifié qu'il fasse ; et qu'en prônant une attitude conséquentialiste, l'utilitarisme n'est, au sens strict du terme, absolument pas une norme puisqu'il ne sait pas répondre à la question : "qu'est-ce qu'il est justifié que je fasse *maintenant* ?" STEELE résout ce problème en suivant la méthode adoptée tout au long de son commentaire : en le comprenant de travers. Il s'imagine que mon argument serait susceptible d'un test empirique ; il lui prête faussement l'intention de prouver que l'énoncé "je suis pour une politique libérale" découlerait de l'énoncé : "je suis en train de dire quelque chose", alors que ce qu'il affirme en fait c'est que, quoi que les gens se trouvent penser ou dire, l'énoncé : "la politique libérale peut être définitivement justifiée par l'argumentation" peut être logiquement déduit de l'énoncé : "je prétends que telle ou telle opinion est valide, c'est-à-dire susceptible d'être justifiée par des propositions de fait". Sa réponse au problème du conséquentialisme est un autre trait de génie : "non, dit STEELE, le conséquentialisme n'implique pas nécessairement l'absurdité praxéologique d'une éthique du 'j'attends-le-résultat'". Son contre-exemple : on commence par prôner certaines règles, puis on les met en œuvre, et ensuite on les modifie au regard des résultats. Alors qu'il s'agit bien d'un exemple de conséquentialisme, je n'arrive pas à comprendre comment il pourrait fournir une réponse à la question : "qu'est-ce qu'il est justifié que je fasse *maintenant* ?", de manière à échapper à l'absurdité d'une éthique du "j'attends-le-résultat". Le point de départ n'est pas justifié [*quelles* règles ? Il n'y a pas que le *résultat*

autrichienne d'économie politique) [F. G.].

* C'est une des choses que HAYEK s'est donné le plus de peine pour démontrer dans *Le Mirage de la justice sociale* (Paris, PUF, 1982).

qui dépend d'une réponse à cette question !] ; et la procédure conséquentialiste ne l'est pas non plus [pourquoi ne pas adopter des règles et s'y tenir quel qu'en soit l'effet ?]. La réponse de STEELE à la question "qu'est-il justifié que je fasse ?", c'est : "ça dépend des règles avec lesquelles vous partez, puis de l'effet de ce à quoi ça peut bien conduire, et enfin de si oui ou non vous vous souciez d'un tel résultat". De quoi qu'il puisse s'agir, ce n'est pas un système normatif.

La réaction de l'autre côté — le côté randien, représenté par RASMUSSEN, est différente. Il a moins de mal à comprendre la nature de mon argument, mais il me répond à son tour : "et alors ? Pourquoi une démonstration a priori de la politique libérale devrait-elle faire une différence quelconque ? Pourquoi ne pas commettre d'agressions malgré tout ?" — Eh bien oui, pourquoi pas ? Mais alors, pourquoi la démonstration suivant laquelle deux et deux font quatre changerait-elle quoi que ce soit ? On peut certainement continuer d'agir comme si deux et deux faisaient trois. La réponse

* La manière dont ce "conséquentialisme-là" fait mine de "résoudre" les problèmes consiste en fait à les placer hors de vue, tout en les aggravant. Car nulle part il ne nous dit pour quelles *raisons* ni sur quels *critères* on pourrait juger les actes, ou leurs conséquences. Alors, à quoi sert de prétendre juger les secondes plutôt que les premiers ? Si on est *certain* que tel acte aura telle conséquence, juger les résultats *équivaut* à juger les actes : quelle différence normative pourrait-il y avoir entre les deux ? Est-ce qu'on peut juger la décollation sans juger la condamnation à mort ? Il faut être un analphabète en philosophie morale (comme le sont la plupart des économistes mathématiciens) pour s'imaginer qu'on puisse juger les implications d'un modèle mécaniste dont on se serait interdit de juger les "conditions initiales".

Peut-on croire au moins qu'*attendre les résultats* permettrait d'*échapper à l'incertitude* qui prévaut dans la plupart des cas ? Eh bien, c'est un contresens complet : bien au contraire, cette incertitude-là et le *libre arbitre* de l'homme qui en est la cause sont justement ce qui *empêche* de remonter à une définition des *actes justes* à partir d'un jugement normatif sur les *situations* [F. G.].

* Sauf que, dans le cas de l'agression, c'est aux *autres* que l'on peut faire payer ses erreurs. *L'étatisme engendre l'irresponsabilité nécessaire à sa perpétuation.*

évidente est : "parce qu'il existe une justification argumentée pour faire la première chose mais pas pour faire la seconde". — "Mais pourquoi devrions-nous agir raisonnablement ?" demande la réplique suivante. Encore une fois, la réponse est évidente : "pour commencer, parce qu'il serait impossible d'argumenter contre ; ensuite, parce que quiconque poserait cette question serait déjà en train d'approuver l'emploi de la raison par le fait même de la poser. Cela peut ne pas suffire et tout le monde sait que cela ne suffit pas : car même s'il faut considérer la norme libérale et le raisonnement argumenté comme définitivement justifiés, cela n'interdit toujours pas que certaines personnes agissent sur la foi de croyances injustifiées, ou parce qu'elles ne savent pas, ou parce qu'elles s'en f..., ou parce qu'elles préfèrent ne pas savoir. Je ne vois pas ce que cela aurait de surprenant et en quoi cela rendrait la démonstration déficiente. On ne peut pas en demander plus à l'argumentation rationnelle.

RASMUSSEN semble penser que si je pouvais tirer de quelque part une norme impérative (ce que YEAGER prétend que j'essaie de faire, alors que je l'ai explicitement nié), les choses iraient mieux. Mais ce n'est là qu'un espoir illusoire. Car même si RASMUSSEN avait prouvé qu'il *faut* être raisonnable et qu'on *doit* agir conformément à la norme libérale de la propriété, il ne s'agirait là que d'un autre argument démonstratif. Il ne pourrait pas plus assurer que les gens feront ce qu'ils *doivent* faire que ma démonstration ne peut garantir

Cf. *supra* : "Le Rationalisme autrichien à l'ère du déclin du positivisme" où HOPPE dit notamment :

"[...] s'il essaie de produire un phénomène naturel, personne n'aime mieux se trouver des excuses automatiques pour échouer, plutôt que d'y parvenir effectivement. Car c'est lui seul qui devrait payer le prix de cette obstination.

En revanche, dans le domaine des sciences sociales, où l'on peut imposer aux *autres* les conséquences de ses décisions, la possibilité d'immuniser ses hypothèses contre toute réfutation offre des occasions bienvenues pour les gens au pouvoir." [F. G.]

qu'ils fassent ce qui est *justifié*. Alors, où est la différence, et pourquoi tant d'agitation ? Il existe, il demeure une différence entre prouver une vérité et instiller le désir d'agir conformément à cette vérité — avec ou sans "doit". C'est une chose évidemment excellente si une démonstration peut inspirer ce désir. Mais si elle n'y parvient pas, cela ne peut pas être un argument pour la réfuter. Et cela ne retire rien non plus à sa validité s'il se trouve des cas, éventuellement nombreux, où quelque grossière assertion utilitariste se trouverait avoir davantage de succès pour convaincre quelqu'un du libéralisme. Une preuve reste une preuve, et la psychologie sociale la psychologie sociale.

L'Intimidation par argumentation

Mon livre *A Theory of Socialism and Capitalism* a interloqué Loren LOMASKY et il en demeure furieux. Pour commencer, parce que ce livre est plus ambitieux que ne l'indique son titre. "Il s'agit", se lamente-t-il, "de rien de moins que d'un manifeste en faveur de l'anarchisme débridé". Fort bien. Et alors ? Comme je l'ai expliqué dans mon livre, mais comme LOMASKY l'escamote opportunément, l'"anarchisme débridé" n'est rien d'autre que le nom d'un ordre social de droits de propriété privée absolument sans entraves, c'est-à-dire du droit absolu de propriété sur soi-même, du droit absolu de s'approprier des ressources n'appartenant à personne, de les employer à toute fin que l'on juge appropriée, aussi longtemps que cela n'affecte pas l'intégrité physique des ressources d'autrui semblablement appropriées, et de s'engager avec d'autres propriétaires dans tout accord contractuel que l'on juge avantageux pour tous. Qu'est-ce qui lui fait tellement peur là-dedans ?

* Mais ça en ferait un de *plus*, ce qui n'est pas négligeable en pratique [F. G.].

* Réponse à Loren LOMASKY, "The Argument From Mere Argument", *Liberty*, septembre 1989 ; première publication *ibid.*, novembre 1989.

Empiriquement parlant, cette théorie de la propriété constitue le fond du sens de la justice chez la plupart des gens, de sorte qu'il est fort exagéré de la dire révolutionnaire. Seul un personnage qui souhaite que l'on porte atteinte au droit de propriété privée peut être choqué, comme le fait LOMASKY, par mon essai de justification d'une société de pure propriété privée.

Cependant, il n'y a pas que mes conclusions qui mettent LOMASKY en rage. Son ire est à son comble parce que j'ai entrepris de fournir non seulement des justifications empiriques mais une démonstration rigoureuse, "validée", gronde LOMASKY, "par la pure raison et non contaminés par la vulgaire vraisemblance empirique". Il n'est pas surprenant qu'un adversaire du respect absolu des droits de propriété privée, tel que LOMASKY, trouve l'entreprise doublement sacrilège. Mais que reproche-t-il exactement à la théorisation a priori en économie et en éthique ? LOMASKY souligne qu'il existe des tentatives pour élaborer des théories a priori, et que celles-ci ont échoué. Et puis après ? Ce jugement-là ne porte que sur les théories en question. En outre, il présuppose en fait l'existence du raisonnement a priori, dans la mesure où la réfutation d'une théorie a priori doit elle-même être une démonstration [purement] logique. Mais pour LOMASKY, seule l'hyperbole intellectuelle peut expliquer que l'on "refuse l'humble parcours de l'empirisme pour s'élever avec KANT puis MISES dans le royaume éthéré de la nécessité a priori". Par conséquent, un livre de philosophie ou d'économie politique n'a jamais le droit de parvenir à des conclusions claires sur ce qu'il faut faire ni sur les règles à suivre. On est censé tout laisser dans le vague, à un stade inutilisable de l'élaboration conceptuelle. Et il ne faudrait surtout pas essayer de prouver quoi que ce soit : l'approche à suivre est, l'esprit à jamais ouvert, celle

* Avec, bien sûr, la clause restrictive énoncée par Gary NORTH :

"Evidemment, la 'flexibilité', cela ne voulait pas dire la tolérance envers n'importe qui. Cela voulait plutôt dire qu'on acceptait ceux qui étaient

empiriste des essais et des erreurs, des conjectures hypothétiques, des réfutations et des confirmations. Voilà, dit LOMASKY, quel est le chemin à suivre, le chemin humble et effacé, sur lequel il faut aller cahotant. Et certes, on ne saurait douter que la plupart des philosophes politiques aient suivi ces recommandations, pour faire parler d'eux. Moi, je choisis le risque, et je présente une thèse sans ambiguïté, énoncée en termes directement applicables, et je prétends le prouver par des arguments axomatiques-déductifs. Si cela fait de mon livre la transgression suprême dans certains cercles philosophiques, c'est tant mieux. Mis à part d'autres avantages, comme par exemple que cela pourrait être le seul mode de recherche approprié, cela vous force au moins à dire quelque chose de précis, et de vous exposer à tous les vents de la critique logico-praxéologique au lieu de produire, comme le font LOMASKY et autres adeptes de la Modestie Officielle, des finasseries et autres balivernes sans la moindre portée pratique.

En plus de me reprocher l'arrogance de publier un livre qui présente une thèse praxéologiquement bien constituée et facile à comprendre sur les problèmes centraux de la philosophie et de l'économie politique, et qui défend assez hardiment son point de vue pour exclure toutes les autres réponses comme fausses, LOMASKY a aussi quelque pinaillage à faire. Comme on pouvait s'y attendre de la part d'un humble partisan de la voie modeste, ou bien ce sont des remarques faciles, ou bien cela traduit une incompréhension complète de la question.

Je suis critiqué pour n'avoir pas prêté assez d'attention à QUINE, NOZICK, et autres *panzentiens* de la pensée philosophique. Peut-être bien — quoique NOZICK, même si c'est seulement dans une note de bas de page, comme LOMASKY le remarque avec indignation, soit en

'flexibles', et qu'on fermait inexorablement la porte à ceux qui ne l'étaient pas" ("Pourquoi Murray ROTHBARD n'aura jamais le Prix Nobel", *Economistes et charlatans*, p. 213).

fait systématiquement réfuté. Mais on souhaiterait savoir pourquoi cela aurait dû affecter mon argument. Par les temps qui courent, il est trop facile de se borner à des suggestions de lecture. Je suis critiqué pour avoir mal interprété LOCKE, en ne mentionnant pas sa fameuse "clause restrictive". Mais ce n'est pas un commentaire de LOCKE que j'ai entrepris. Je bâtis une théorie normative et pour ce faire, je me sers d'idées lockéennes ; et si l'on admet que ma théorie est juste pour les besoins de l'argumentation, il ne peut y avoir aucun doute quant à mon verdict sur cette clause : elle est erronée, et elle est incompatible avec le principe de l'appropriation initiale comme pilier central de la théorie de LOCKE. LOMASKY ne démontre pas qu'elle ne le soit pas. Il est embêté par ma dissolution du problème des "services collectifs" comme un pseudo-problème sans seulement mentionner mon affirmation essentielle à ce sujet, à savoir que la notion de distinction objective entre deux classes de produits, singuliers et collectifs, est incompatible avec [la conception correcte de] l'économie politique comme traitant d'actes de la pensée, et doit par conséquent s'écrouler, de même que toutes les distinctions qui en dépendraient. Il trouve insuffisants mes arguments en faveur de l'optimalité absolue des marchés libres, parce qu'ils doivent dépendre de l'hypothèse "de l'optimalité universelle des transactions volontaires". En effet. Je n'ai jamais rien dit d'autre. Mais cette hypothèse-là se trouve être vraie — en fait, comme je le prétends, irréfutablement vraie. Et après ? Ou alors, LOMASKY est-il prêt à tenter de prouver qu'elle serait fausse ? Comment, se plaint LOMASKY, ai-je l'audace — dans une note de bas de page — de critiquer BUCHANAN et TULLOCK pour le caractère orwellien de leur double langage ? Il oublie seulement de mentionner que je donne des raisons plutôt précises pour les dépeindre de la sorte : entre autres, leur manière d'utiliser des notions de consentement ou de contrats "conceptuels" dans leur tentative pour justifier un Etat, alors que dans le langage ordinaire, ce "consentement", ces "contrats" s'appellent "défaut de consentement" et "absence de tout contrat"

— il y aurait "contrat" quand on n'a *pas* donné son accord ! De même, pour mes réflexions ô combien irrespectueuses sur les théories de la propriété à la mode de Chicago, je donne des raisons (leur supposition que l'utilité serait mesurable) que LOMASKY passe tout simplement sous silence. Le reste, en ce qui concerne ma théorie de la justice, est soit de l'incompréhension, soit une déformation délibérée. À lire la reconstruction de mon argument central par LOMASKY — qui, comme par hasard, n'emploie aucune citation directe, personne ne comprendrait son objet principal ni comment elle est construite : en l'absence de rareté, il ne peut y avoir de conflit interpersonnel et par conséquent aucune question de norme sociale (comment est-il justifié ou injustifié que j'agisse [face à autrui] ?). Les conflits sont le résultat de prétentions incompatibles quant à l'emploi des ressources rares ; et il n'existe alors qu'une manière réalisable de sortir de ces impasses : énoncer des règles attribuant des titres de propriété exclusive sur les ressources matérielles rares, pour qu'il soit possible à des acteurs différents d'agir en même temps sans que cela fasse naître un conflit (comme la plupart des philosophes contemporains, LOMASKY ne donne aucun signe d'avoir compris ce fait élémentaire quoique fondamental, que toute philosophie politique qui n'est pas construite comme une théorie des droits de propriété passe complètement à côté de son objet et doit par conséquent être rejetée d'emblée comme un verbiage dépourvu de sens pour une théorie de l'action).

Cependant la rareté, et la possibilité des conflits, ne suffisent pas pour qu'apparaissent des problèmes de norme sociale. Car à l'évidence, on pourrait avoir un conflit sur l'utilisation d'une ressource rare avec un animal, et on ne jugerait pas possible de le résoudre en proposant des règles de propriété. Dans ce cas-là, éviter les conflits est un problème technique et non moral. Pour qu'il devienne moral, il faut aussi que les acteurs en conflit soient capables, en principe, d'argumentation (de sorte que l'exemple du

moustique de LOMASKY est simplement idiot : les animaux ne sont pas des agents moraux, parce qu'ils sont incapables d'argumentation ; et ma théorie de la justice nie expressément qu'elle soit applicable aux animaux et, en fait, implique qu'ils n'ont pas de droits).

En outre, le fait qu'il ne peut y avoir de norme sans argumentation est indiscutable. Non seulement je viens d'argumenter tout du long, mais il est impossible, sans tomber dans une contradiction, de nier que la question de savoir si on a des droits et si on en a, lesquels, tout cela doit être décidé au cours d'une argumentation. Ainsi, il ne peut exister aucune justification normative de quoi que ce soit, si ce n'en est pas une qui passe par l'argumentation. C'est ce qu'on a appelé "l'a priori de l'argumentation" (dans la mesure où LOMASKY l'aurait compris si peu que ce soit, il semble bien résolu à ne pas admettre le statut axiomatique de cette proposition, c'est-à-dire le fait que l'a priori de l'argumentation fournit un point de départ absolu, pour lequel une justification ultérieure n'est ni possible ni nécessaire).

L'argumentation est une activité, et nécessite qu'une personne possède une maîtrise exclusive sur des ressources rares (son cerveau ses cordes vocales, etc.). Plus particulièrement, aussi longtemps qu'il y a argumentation, il y a reconnaissance mutuelle de chacun sur la maîtrise exclusive par l'autre de ces ressources-là. C'est ce qui explique une caractéristique unique de la communication : alors qu'on peut ne pas être d'accord avec ce qui a été dit, il est toujours possible de se mettre indépendamment d'accord au moins sur le fait qu'il y a désaccord (LOMASKY ne semble pas contester cela ; mais il prétend que cela ne prouve que le *fait* qu'il existe un domaine de maîtrise exclusive, et non le *droit* de propriété sur soi-même. Il se trompe : rien de ce qui doit absolument être présupposé dans la mesure où on argumente — comme le principe de non-contradiction, par exemple — ne peut plus être contesté sans absurdité, parce que

c'est la condition même d'un doute qui ait un sens, et par conséquent on doit le considérer comme incontestable, ou *valide a priori*. Dans la même veine, le fait de la propriété de soi est une précondition praxéologique de l'argumentation. Quiconque tente de prouver ou de réfuter quoi que ce soit doit effectivement être propriétaire de soi-même. C'est alors une absurdité, une contradiction, que de demander une justification plus étendue de ce fait. Exigé, de toute nécessité, par toute argumentation qui ait un sens, la propriété de soi est un *fait* absolument et définitivement justifié.

Enfin, si on autorisait des acteurs à posséder des ressources matérielles autres que leurs propres corps, et s'ils devaient — en tant qu'agents moraux, catégoriquement différents des moustiques de LOMASKY — suivre cette prescription, ils seraient morts et aucun problème de justification n'existerait [non plus]. Par conséquent, pour qu'il existe des problèmes de norme sociale, la propriété d'autres objets doit aussi être justifiée. En outre, si on n'était pas autorisé à s'approprier d'autres ressources par appropriation initiale, c'est-à-dire en les mettant en valeur avant que quiconque ne l'ait fait, ou si le domaine des objets ainsi appropriables était d'une manière ou d'une autre limité, cela ne serait possible que si la propriété pouvait être acquise par simple décret et non par une action sur les choses ; mais cela ne pourrait pas passer pour une solution au problème de la norme sociale, à savoir éviter les conflits, ne serait-ce que pour des raisons purement techniques, car cela ne permettrait pas de décider que faire si ces prétentions déclaratives se trouvaient être incompatibles entre elles. Ce qui est plus décisif encore, cela serait incompatible avec le principe déjà justifié de la propriété de soi : car si on pouvait s'approprier des ressources par décret, cela impliquerait que vous puissiez aussi déclarer le corps d'un autre comme étant votre propriété. De sorte que quiconque nierait la validité du principe de l'appropriation initiale — dont la reconnaissance est déjà implicite dans le respect mutuel de la maîtrise exclusive de leur propre corps par

les personnes qui discutent — contredirait le contenu de sa proposition par le simple fait d'en énoncer une (pour commencer, LOMASKY, dans un éclair de génie, s'inquiète de ce que la première partie de cette démonstration ne fournit aucune justification pour une appropriation initiale illimitée. C'est exact. Mais elle n'a jamais prétendu le faire. C'est la seconde — l'argument a contrario — qui le fait. Et en ce qui concerne ma démonstration dans son ensemble, LOMASKY affirme que je n'ai prouvé la validité du principe de non-agression que "pour la durée de l'argumentation elle-même et non au-delà [...] il ne s'étend pas à l'objet de la discussion". Dans le meilleur des cas, cette objection indique une incapacité totale à comprendre la nature des contradictions performatives : s'il est vrai que la justification de quoi que ce soit est une justification *argumentée*, et s'il est vrai qu'on doit considérer comme définitivement justifié ce qui doit être présupposé par toute argumentation quelle qu'elle soit [c'est-à dire doit être tenu pour vrai comme condition préalable nécessaire pour qu'elle-même le soit], alors toute proposition prétendant à la validité, dont le contenu est incompatible avec ces faits définitivement établis est définitivement réfutée comme impliquant une contradiction performative. Un point, c'est tout).

* Un LOMASKY est peut-être capable de comprendre que *tout acte implique des jugements de valeur*, lesquels sont des propositions de fait qui peuvent contredire et donc *réfuter* les énoncés explicites de celui qui agit. Cependant, la notion de présupposé implicite demeure, comme nous l'avons vu plus haut, fort étrangère à l'empirisme et les conséquences d'une contradiction performative ou pratique ne sont pas forcément bien comprises par ses adeptes.

ROTHBARD, lui, avait compris ce qu'elle implique :

"si quelqu'un ne peut pas affirmer une proposition sans employer son contraire, il n'est pas seulement pris dans une inextricable contradiction : *il concède à ce contraire le statut d'un axiome*" (*Economistes et charlatans*, p. 8).

Or, un axiome est d'application *universelle* [F. G.]

La théorie économique ou philosophique est effectivement un métier sérieux, comme LOMASKY le fait remarquer. Sa réaction à mon livre démontre qu'il n'est pas à la hauteur d'une telle tâche.

Sur le caractère indéfendable des "droits à".

De mon argumentation, qui prétend fonder la validité absolue et universelle du principe de l'appropriation initiale, c'est-à-dire de la règle suivant laquelle le premier utilisateur d'une ressource issue de la nature en est le légitime propriétaire, David CONWAY prétend qu'elle est défectueuse, et s'affirme capable de démontrer le caractère justifiable des "droits à". Je demeure non convaincu et je prétends que c'est son argumentation à lui qui ne tient pas.

Même si je n'ai aucun reproche à faire à sa manière de présenter mon argumentation, je vais d'abord brièvement reformuler ma démonstration. Ensuite, je mettrai en évidence les erreurs centrales de sa réponse. Et enfin je tenterai d'expliquer le rejet de mon raisonnement par CONWAY comme l'effet d'un malentendu fort répandu sur la logique du raisonnement normatif.

Savoir si on a ou non des droits, et si oui, lesquels, cela ne peut être décidé qu'au cours d'une argumentation. Il est impossible de nier la véracité de ce fait sans tomber dans une contradiction. Le fait d'argumenter exige qu'une personne ait (possède) la maîtrise exclusive de ressources rares (son cerveau, ses cordes vocales, etc.). Tenter de le nier ne ferait, encore une fois, que le prouver. Et il faut que la personne ait acquis cette possession simplement en vertu du fait qu'elle a commencé à se servir de ces ressources avant que quiconque l'ait fait, sinon elle ne pourrait jamais rien dire ni affirmer quoi que ce soit. Ainsi, quiconque nierait que le principe

* "Reply to D. CONWAY, "A Theory of Socialism and Capitalism", *Austrian Economics Newsletter*, Hiver/printemps 1990. Première publication *ibid*.

de l'appropriation initiale soit valide au moins pour certaines ressources contredirait son affirmation par ce fait même d'énoncer une proposition. Jusqu'ici, apparemment, CONWAY semblerait d'accord. Mais il veut imposer des limites à l'étendue des choses qui peuvent faire l'objet d'une appropriation initiale légitime. Malheureusement (pour CONWAY), une fois que l'on a admis la maîtrise exclusive de certains moyens par appropriation initiale, il devient impossible de justifier aucune restriction au processus d'appropriation initiale — sauf celles qu'on s'imposerait volontairement à soi-même — sans tomber par là dans des contradictions. Car si celui qui propose une telle restriction était cohérent, il n'aurait pu justifier la maîtrise que sur certaines ressources, aussi limitées soient-elles, et dont il ne serait autorisé à se servir pour aucune appropriation initiale ultérieure. Mais alors, à l'évidence, il ne pourrait pas interférer avec l'appropriation initiale plus étendue d'un autre, simplement à cause de son manque de moyens pour y faire quoi que ce soit. Et s'il s'en mêlait effectivement, alors il aurait l'incohérence d'étendre ses propres prétentions au-delà de ses propres ressources licitement appropriées. En outre, pour justifier son ingérence, il lui faudrait invoquer un principe d'acquisition de la propriété *incompatible* avec celui de l'appropriation initiale : il lui faudrait affirmer, au prix d'une contradiction, qu'une personne qui étend son appropriation initiale, et qui le fait conformément à un principe dont personne ne peut prétendre qu'il soit universellement injustifié, serait, ou du moins pourrait être, un agresseur, alors qu'il serait absolument impossible de dire qu'en agissant ainsi, la personne en question aurait *pris* quoi que ce soit à qui que soit. En effet, l'appropriation initiale porte par définition sur des ressources qui *n'appartenaient à personne auparavant* c'est-à-dire sur des choses que personne n'avait jusqu'à présent reconnues comme rares, et que n'importe qui d'autre aurait pu s'approprier s'il avait reconnu leur valeur plus tôt. Y compris d'ailleurs des gens comme CONWAY, qui se préoccupe tellement du

sort des derniers arrivés qu'il souhaiterait réserver des ressources pour leur bénéfice ultérieur. Enfin, il lui faudrait prétendre qu'une personne qui s'oppose ainsi à une appropriation initiale plus étendue agirait légitimement, alors que personne ne pourrait arguer qu'elle le fait au nom d'un principe universellement valide, et qu'elle confisquerait toujours quelque chose à quelqu'un dont les appropriations n'avaient eu lieu aux dépens de personne.

L'erreur centrale dans le rejet de cet argument par CONWAY est son refus de reconnaître l'incompatibilité logique entre d'une part la notion de "droits sociaux" — l'idée suivant laquelle on pourrait avoir des droits opposables à la propriété initiale d'autrui—, et d'autre part le principe de l'appropriation initiale. Soit c'est la première idée qui est juste soit c'est la seconde. En outre, on ne peut pas dire que la première le soit, puisqu'il faudrait présupposer que la

* Ce que ne semblent pas comprendre des gens comme CONWAY (ou LOCKE, avec sa "clause de réserve"), c'est que les premiers arrivés n'ont *aucun avantage* particulier par rapport à ceux qui viennent après, a fortiori aucun privilège. Eux non plus n'ont pas eu la chance de tomber sur une quelconque "richesse préexistante". Les choses qui font l'objet de l'appropriation initiale n'avaient *aucune valeur* avant cette appropriation. La richesse, ce sont *eux* qui l'ont créée au départ, comme peuvent le faire les derniers arrivés, avec les choses auxquelles les autres ne donnent pas de valeur non plus, et auxquelles ils seront les premiers à en donner. C'est l'intervention du premier utilisateur qui leur donne une valeur. Les derniers arrivés ne sont donc pas, à cet égard, dans une situation différente des premiers arrivants. Si les situations pouvaient être mesurées — mais c'est impossible, on pourrait même dire que, profitant indirectement voire directement du capital accumulé par leurs prédécesseurs, les derniers arrivés sont *mieux* lotis que les premiers.

C'est la notion de "richesse naturelle", la vague idée matérialiste d'une "valeur inhérente" aux objets qui est erronée, et de ce fait fausse le jugement. En réalité, la valeur n'apparaît qu'à partir du moment où une *conscience* humaine a reconnu qu'un *objet* pouvait servir son *projet* particulier. La valeur est une *création* de l'esprit humain. Elle procède d'un *acte* de la *pensée*, et tout être humain quelle que soit la date de son arrivée, peut et doit créer ainsi la valeur [F. G.].

seconde est vraie pour pouvoir seulement le dire. Par conséquent, il ne peut pas exister de droit "à la vie", dans le sens soutenu par CONWAY de forcer autrui à entretenir votre existence. Il ne peut exister que le droit de chaque personne sur son propre corps et sur tout ce qu'il a permis de s'approprier sans voler personne, et avec autrui, le droit de se livrer à des échanges qui profitent à l'un et l'autre. Supposez par exemple, que je sois à l'article de la mort et que la seule manière pour moi de survivre serait de brancher mon cerveau sur celui de CONWAY. A-t-il le droit de refuser ? C'est ce que je pense, et je suis sûr qu'il le pense aussi. Mais ce n'est pas à titre "social" qu'il possède ce droit (en supposant que sa vie ne serait pas menacée par une telle opération), mais à cause du principe de l'appropriation initiale comme condition préalable de son existence en tant que personne physique capable de penser et d'argumenter. En outre, son affirmation suivant laquelle les "droits sociaux" seraient "exactement aussi objectifs" que ceux que l'on crée en mêlant son travail à des ressources rares (contrairement à ma thèse, qui est que ces prétendus "droits" n'ont aucune existence objective, sont purement arbitraires, des paroles verbales, et ne reposent sur rien), cette affirmation est entièrement fallacieuse. L'appropriation initiale crée un lien objectif entre une personne singulière et un objet particulier. Mais comment diable peut-on dire que mon "besoin" créerait un "droit" sur une ressource — ou sur un

* Ils ne sont pas seulement *incompatibles*, ils reposent sur des *principes* moraux *opposés* : le principe de l'appropriation initiale implique que *c'est parce qu'on a produit que l'on a des droits*. Or, dans la mesure où ce serait au profit des *pauvres* que les prétendus "droits sociaux" veulent dépouiller les propriétaires naturels, ils impliquent que *c'est parce qu'on n'a pas produit qu'on aurait des droits*.

Dans la réalité, bien entendu, même lorsque son prétexte se trouve être la prétendue existence de prétendus "droits sociaux", ce n'est pas au profit des *pauvres* que se fait la redistribution politique. Comme toute redistribution politique quelle qu'elle soit, elle est par définition imposée par les *puissants*, et s'exerce aux dépens des *faibles* [F. G.].

possesseur de ressources — spécifique X plutôt que Y ou Z, si je n'avais produit ni l'une ni les autres ? Ce n'est pas seulement que le "besoin" échappe à toute identification ou mesure : qui détermine qui est ou n'est pas dans le besoin ? Chacun pour lui-même ? Et que se passe-t-il si je ne me trouve pas d'accord avec l'auto-appréciation d'un autre ? Des gens sont morts d'aimer sans retour — a-t-on le droit de forcer ceux qu'on aime à coucher avec vous ? Des gens ont survécu en mangeant de l'herbe, de l'écorce, des rats, des insectes ou les ordures d'autres personnes. Est-ce qu'on ne serait pas dans le besoin, aussi longtemps qu'il reste de l'herbe ou des ordures à manger ? Combien de temps le soutien aux nécessiteux doit-il durer ? Pour toujours ? Et que deviennent les Droits des parasites, qui deviendraient de ce fait les esclaves perpétuels des nécessiteux ? Et que se passe-t-il si mon soutien aux nécessiteux fait de moi, à mon tour, un nécessiteux, ou augmente d'une manière ou d'une autre mes propres besoins à venir ? Serai-je toujours obligé de les entretenir ? Et à combien de travail en retour ai-je droit de la part des déshérités — puisque ce n'est en aucun cas à une relation d'embauche mutuellement avantageuse ni à de la charité volontaire que nous avons affaire ? Autant qu'ils le jugent approprié ?

Non, même si toutes ces difficultés-là pouvaient être surmontées, nous en avons d'autres en réserve, justement parce que le "besoin" ne crée aucun lien défini entre le nécessiteux et aucune ressource ni possesseur de ressources en particulier, alors qu'il faut bien que ce soient des ressources particulières qui fournissent de l'aide. Il se peut que les nécessiteux le soient sans aucune faute de leur part ; mais ceux qui ne le sont pas ont aussi quelque chance de n'avoir commis aucune faute non plus. Alors au nom de quoi les nécessiteux pourraient-ils exiger que ce soit moi qui les aide et pas vous ? Ce serait vraiment une injustice singulière à mon égard. En fait, ou bien les nécessiteux n'ont aucune espèce de droit sur qui que ce soit, ou bien leurs prétentions doivent être opposables également à chacun des non-nécessiteux du monde entier.

Mais alors, comment imaginer que lesdits nécessaires puissent jamais imposer une telle prétention ? Après tout, ils manquent de ressources. Pour que cela soit possible, il faudrait une agence mondiale et dotée de tous les moyens. Les possesseurs d'une telle agence devraient à l'évidence être rangés parmi les non-nécessaires, et ne pourraient par conséquent avoir de droits directs sur personne. Par hypothèse, il n'y aurait que le "besoin" qui crée de tels "droits". En fait, cette agence devrait être considérée comme l'un des plus importants débiteurs des nécessaires ; et elle ne pourrait alors légitimement agir contre les autres non-nécessaires que si premièrement, elle avait préalablement payé toutes ses propres obligations vis-à-vis des nécessaires, et deuxièmement si les nécessaires lui avaient par contrat confié cette tâche d'imposer leurs prétentions. De sorte que le problème des "droits sociaux" est forcé d'attendre sa solution aussi longtemps qu'une telle institution n'existe pas. Jusqu'à présent, elle n'est pas arrivée, et rien n'indique qu'elle doive le faire dans un avenir proche. En outre, même si elle apparaissait, les droits "sociaux" seraient toujours incompatibles avec la règle de l'appropriation initiale comme principe axiomatique indiscutablement valide.

On doit expliquer le refus de CONWAY d'accepter le principe de l'appropriation initiale par une incompréhension quant à la nature de la théorie normative. Au lieu de considérer la norme comme une théorie logique, déduite d'axiomes incontestables (comme la praxéologie), CONWAY partage implicitement une approche répandue de cette discipline, qui est empiriste-intuitionniste (des "sentiments"). En conséquence, il prétend que la théorie normative soit *vérifiée* par l'expérience morale [intime], de sorte que si la théorie en question conduit à des conclusions qui contredisent vos intuitions morales, alors il faudrait considérer qu'elle est démontrée *fausse*. Mais cette conception est entièrement erronée, et tout comme en économie politique, en philosophie morale le rôle de la théorie et de l'expérience sont presque exactement inverses. C'est la fonction

même de la théorie normative que de fournir une justification rationnelle à nos intuitions morales, ou alors de démontrer que cette justification fait défaut et de nous conduire à reconsidérer et à corriger nos réactions intuitives. Cela ne signifie pas que les intuitions n'auraient aucun rôle à jouer dans l'élaboration de la théorie normative. En fait, il se peut parfaitement que des conclusions théoriques contre-intuitives soient l'*indice* d'une erreur de raisonnement. Mais si après un réexamen théorique, on ne trouve d'erreurs ni dans ses axiomes ni dans ses déductions, alors ce sont nos intuitions qui doivent céder, et non notre théorie.

En fait, ce qui frappe CONWAY comme implication contre-intuitive du principe de l'appropriation initiale, et qui le conduit à la rejeter, est facile à interpréter. Il est vrai, comme le dit CONWAY, que cette norme permettrait que le monde entier fasse l'objet d'une appropriation initiale. Que faire alors des nouveaux arrivés, qui ne possèdent rien d'autre que leurs propres corps ? Les propriétaires initiaux ne peuvent-ils pas barrer l'accès de leur propriété aux nouveaux arrivants et ne serait-ce pas intolérable ? Je ne vois pas pourquoi (empiriquement, bien entendu, le problème n'existe pas : si les hommes de l'Etat ne restreignaient pas l'accès aux terres inoccupées, il y aurait encore plein de terres disponibles.) Ces

* Comme nombre de socialistes, CONWAY fait ici semblant de croire que le principe de l'appropriation *initiale* des choses serait *cause* de leur rareté, comme si le bafouer permettait de se passer de possession exclusive, voire comme s'il n'existait pas d'autres formes de possession exclusive que celles fondées sur l'appropriation initiale.

Or, la question n'est pas, ne peut pas être de choisir *si* les choses seront appropriées ou si elles ne le seront pas, mais de savoir *comment*, puisqu'elle *doivent* l'être : à partir du moment où elles sont en quantité limitée et ne peuvent pas servir également à tout le monde, c'est-à-dire où elles ont une *valeur*, les choses sont forcément sous la maîtrise exclusive de quelqu'un, et des exclusions du type évoqué par CONWAY auront forcément lieu. La seule question est donc de savoir dans quelle mesure les divers principes d'appropriation vont affecter ces choix d'exclusion.

nouveaux arrivent bien sur terre quelque part : on penserait normalement à des enfants qui naissent chez des parents, propriétaires ou locataires de terre (et s'ils viennent de la planète Mars, et si personne n'en veut sur terre eh bien quoi ? Ils ont pris ce risque en venant, et s'il leur faut maintenant retourner, c'est tant pis !). Si les parents ne s'occupent pas des nouveaux arrivants, ils sont libres de faire appel à des employeurs, à des offreurs de services ou à des âmes charitables dans le monde entier — et une société soumise à la norme de la propriété initiale serait, comme CONWAY l'avoue lui-même, la plus prospère possible. Et s'ils ne pouvaient toujours trouver *personne* qui veuille bien les employer, les aider ou échanger avec eux, pourquoi ne pas demander *ce qui ne va pas chez eux* plutôt que de les plaindre, comme CONWAY ? A l'évidence, il doit bien s'agir de personnages insupportablement répugnants, et ils feraient bien de s'améliorer, sinon ils ne méritent pas d'autre traitement. Voilà quelle serait ma réaction intuitive à moi.

Une fois reconnu que ce n'est pas le *fait* de l'appropriation exclusive qui est en cause, mais le *principe* qui l'organise, on peut comparer les effets de l'appropriation initiale des terres à celui des autres types d'appropriation :

— lorsque la possession exclusive n'est pas conforme au principe de l'appropriation initiale, le décideur peut *forcer d'autres* que lui à subir les conséquences de son propre choix. La décision est irresponsable, et donc de plus mauvaise qualité : seront invités des gens qui n'auraient pas dû l'être, et repoussés des gens qui auraient dû être admis.

— En revanche, l'appropriation initiale assure que celui qui refuse d'inviter un nouvel arrivant en subira forcément les conséquences bonnes ou mauvaises, de sorte que si l'accès est accordé ou refusé, ce sera pour des raisons aussi objectives et rationnelles que possible.

Conclusion : l'appropriation initiale n'est pas la *cause du problème* évoqué par CONWAY, elle est seulement *la meilleure manière d'y faire face* [F. G.].

Bibliographie

- **Lord John Emmerich Dalberg ACTON**, *Essays in the History of Liberty*. Indianapolis : Liberty Fund, 1985.
- *Advances in Austrian Economics*.
- **Stanislav ANDRESKI**, *Social Science as Sorcery*. New York : St Martin's Press, 1972. [traduit en français sous le titre : *Les Sciences sociales, sorcellerie des temps modernes ?* Paris : PUF, coll. Sociologie d'aujourd'hui, 1975].
- **K. O. APEL**, *Transformation der Philosophie*. Francfort/M/: Suhrkamp, 1973.
- **K. O. APEL**, "Das Apriori der Kommunikationsgemeinschaft und die Grundlagen der Ethik", Band 2, *Transformation der Philosophie*. Francfort/M/: Suhrkamp, 1973.
- **K. O. APEL**, *Die Erklären -Verstehen Kontroverse in transzendental-pragmatischer Sicht*. Francfort/M.: Suhrkamp, 1979.
- *Atlantic Economic Journal* consacré à "Carl Menger and Austrian Economics", Vol. 6 Nr. 3, septembre 1978.
- **A. J. AYER**, *Language, Truth and Logic*. New York : Dover, 1946.
- **Kurt BAIER**, *The Moral Point of View: A Rational Basis of Ethics*. Ithaca, N.Y.: Cornell University Press, 1958.
- **P. BARAN/P. SWEEZY**, *Monopoly Capital*. New York : Monthly Review Press, 1966).
- **J. BARNES**, "A Kind of Integrity", *Londres Review of Books*, 6 novembre 1986.

- **Robert BATEMARCO**, "GNP, PPR, and the Standard of Living", *Review of Austrian Economics*, Vol. 1, 1987.
- **Alain BESANÇON**, *Anatomie d'un Spectre*. Calmann-Lévy, 1980.
- **Walter BLOCK**, "Coase and Demsetz on Private Property Rights", *Journal of Libertarian Studies* 1, no. 2, Printemps 1977.

Walter BLOCK, "Public Goods and Externalities: The Case of Roads", *Journal of Libertarian Studies*, 7, printemps 1983.
- **Etienne de la BOÉTIE**, *Discours de la servitude volontaire*. Payot, 1985 (1576) [traduit en anglais sous le titre *The Politics of Obedience: The Discourse of Voluntary Servitude*, textes adaptés et présentés par Murray N. ROTHBARD. New York: Free Life Editions, 1975].

Etienne de la BOÉTIE, *The Politics of Obedience: The Discourse of Voluntary Servitude* [*Discours de la servitude volontaire* (1576)]. textes adaptés et présentés par Murray N. ROTHBARD. New York: Free Life Editions, 1975
- **Eugen von BÖHM-BAWERK**, *Shorter Classics of BÖHM-BAWERK*. South Holland : Libertarian Press, 1962.

Eugen von BÖHM-BAWERK, *The Exploitation Theory of Socialism-Communism*. South Holland : Libertarian Press, 1975.
- **Samuel BOSTAPH**, "The Methodological Debate Between Carl Menger and the German Historicists". *Atlantic Economic Journal* consacré à "Carl Menger and Austrian Economics", Vol. 6 Nr. 3, septembre 1978.
- **James M. BUCHANAN et Gordon TULLOCK**, *The Calculus of Consent*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 1962.
- **Ronald COASE**, *The Firm, the Market, and the Law*. Chicago: University of Chicago Press, 1988.
- **Gérard DEBREU**, *Théorie de la valeur : analyse axiomatique de l'équilibre économique*. Paris, Dunod, 1984 [publié en

anglais sous le titre *Theory of Value : An Axiomatic Analysis of Economic Equilibrium*].

- **Harold DEMSETZ**, *Ownership, Control, and the Firm*. Oxford: Blackwell, 1988.
 - **Edwin DOLAN**, ed., *The Foundations of Modern Austrian Economics*. Kansas City: Sheed and Ward, 1976.
 - **Friedrich ENGELS**, *Die Entwicklung von der Utopie zur Wissenschaft*, dans : K. MARX/F. ENGELS, *Ausgewählte Schriften*. Berlin-Est : Dietz, 1953, t. 2.
- Friedrich ENGELS**, *Von der Autorität*, dans : K. MARX/F. ENGELS, *Ausgewählte Schriften*. Berlin-Est : Dietz, 1953, t. 1.
- **P. EVANS et al.**, eds, *Bringing the State Back In*. Cambridge : Cambridge University Press, 1985.
 - **H. FAHRENBACH**, ed., *Wirklichkeit und Reflexion*. Pfullingen: Neske, 1974.
 - **H. FEIGL**, ed., *Minnesota Studies in the Philosophy of Science*, Vol. II. Minneapolis : The University of Minnesota Press, 1967.
 - **Frank FETTER**, *Capital, Interest and Rent : Essays in the Theory of Income Distribution*. Kansas City : Sheed Andrews & McMeel, 1977.
 - **Paul FEYERABEND**, *Against Method*. Londres : New Left Books, 1975 [traduit en français sous le titre : *Contre la méthode*].
- Paul FEYERABEND**, *Science in a Free Society*. Londres, New Left Books, 1978.
- Paul FEYERABEND**, *Wissenschaft als Kunst*. Francfort/M. : Suhrkamp, 1984.
- **David FRIEDMAN**, "Robin des Bois est un vendu", dans *Vers une société sans Etat [The Machinery of Freedom]*, Paris, Les Belles Lettres, 1992.

David FRIEDMAN, *Vers une société sans Etat* [*The Machinery of Freedom* (1973)], Paris, Les Belles Lettres, 1992.

- **Milton FRIEDMAN**, "The Resource Cost of Irredeemable Paper Money", *Journal of Political Economy* (1986).
- **Alan GEWIRTH**, *Reason and Morality*. Chicago: University of Chicago Press, 1978.

Alan GEWIRTH, "Law, Action and Morality", dans **ROCCO PORRECO**, ed., *Georgetown Symposium on Ethics: Essays in Honor of Henry Babcock VEATCH*. New York: University Press of America, 1984.

- **David GORDON**, "Lost in the Move?", *The Mises Review*, Fall 1995
- **François GUILLAUMAT**, "Annexe" à **Murray ROTHBARD** *et al.*, *Economistes et Charlatans*. Paris, Les Belles Lettres, 1992, pp. 238-252.
- **Jürgen HABERMAS**, "Wahrheitstheorien", dans **H. FAHRENBACH**, ed., *Wirklichkeit und Reflexion*, Pfullingen: Neske, 1974.

Jürgen HABERMAS, *Legitimation Crisis*. Boston : Beacon Press, 1975.

Jürgen HABERMAS, *Theorie des kommunikativen Handelns*, Band 1. Francfort/M: Suhrkamp, 1981.

Jürgen HABERMAS, *Moralbewußtsein und kommunikatives Handeln*. Francfort/M: Suhrkamp, 1983.

Jürgen HABERMAS, *Die neue Unübersichtlichkeit*. Francfort/M. : Suhrkamp, 1985.

- **Ronald HAMOWY**, "HAYEK'S Concept of Freedom: A Critique", *New Individualist Review*. Avril, 1961.

Ronald HAMOWY, "Freedom and the Rule of Law in F. A. HAYEK", *Il Politico*. 1970-71.

Ronald HAMOWY, "Law and the Liberal Society: F. A. HAYEK'S 'Constitution of Liberty'", *Journal of Libertarian Studies*, 2, Hiver 1978.

- **R. M. HARE**, *The Language of Morals*. Oxford, Clarendon Press, 1952.
- **D. M. HART**, "Gustave de MOLINARI and the Anti-Statist Liberal Tradition", 2 parties, *Journal of Libertarian Studies* (1981).
- **Friedrich A. HAYEK**, *Prices and Production* (1931).

Friedrich A. HAYEK, *The Constitution of Liberty*. Chicago/Londres : University of Chicago Press/Routledge & Kegan Paul, 1960 [Traduit en français sous le titre : *La Constitution de la liberté*. Paris, Litec, 1995].

Friedrich A. HAYEK, *Studies in Philosophy, Politics, and Economics*. Chicago: University of Chicago Press, 1967, chap. 6.

Friedrich A. HAYEK, *Law, Legislation and Liberty*, 3 Vol. Chicago : University of Chicago Press, 1973-79 [traduit en français sous le titre *Droit, législation et liberté*. Paris, PUF, 1980, 1982 et 1983].

Friedrich A. HAYEK, *New Studies in Philosophy, Politics, Economics and the History of Ideas*. Chicago: University of Chicago Press, 1978.

Friedrich A. HAYEK, "Einleitung" [Introduction] aux *Erinnerungen* [Notes and Recollections] de Ludwig von MISES. Stuttgart : G. Fischer, 1978.

Friedrich A. HAYEK, "Foreword" au *Socialism* de von MISES. Indianapolis, Ind.: Liberty Fund, 1981, p. xxiii.

Friedrich A. HAYEK : *Le Mirage de la justice sociale*. t. 2 de *Droit, législation et liberté*, Paris, PUF, 1982.

Friedrich A. HAYEK, *Prix et production*. Agora, 1986 (1975).

Friedrich A. HAYEK, *The Fatal Conceit: The Errors of Socialism*. W. W. BARTLEY III, ed., Chicago: University of Chicago Press, 1988 [Traduit en français sous le titre : *La Présomption fatale*. Paris, PUF, 1995].

Friedrich A. HAYEK, *Denationalization of Money: The Argument Refined*. Londres: Institute of Economics Affairs, 1990.

- **C. G. HEMPEL**, *Aspects of Scientific Explanations*. New York : Free Press, 1970.
- **Jeffrey HERBENER**, ed., *The Meaning of Ludwig von Mises*. Boston : Kluwer Academic Publishers, 1991.

Jeffrey HERBENER, "Introduction", in : Jeffrey HERBENER, ed., *The Meaning of Ludwig von Mises*. Boston, Kluwer, 1991.

Jeffrey M. HERBENER, "Ludwig von Mises and the Austrian School of Economics", *Review of Austrian Economics* 5, no. 2. 1991, pp. 33-50.

- **R. HIGGS**, *Crisis and Leviathan*. New York : Oxford University Press, 1987.
- **M. HOLLIS/E. NELL**, *Rational Economic Man*. Cambridge : Cambridge University Press, 1975.

M. HOLLIS/S. LUKES eds., *Rationality and Relativism*. Oxford : Basil Blackwell, 1982.

- **Hans-Hermann HOPPE**, *Handeln und Erkennen*. Berne, 1976.

Hans-Hermann HOPPE, *Kritik der kausalwissenschaftlichen Sozialforschung. Untersuchungen zur Grundlegung von Soziologie und Ökonomie*. Opladen : Westdeutscher Verlag, 1983.

Hans-Hermann HOPPE, "Is Research Based on Causal Scientific Principles Possible in the Social Sciences?", *Ratio* N°1, 1983 ; ch. 7 de *The Economics and Ethics of Private Property*.

Hans-Hermann HOPPE, *Eigentum, Anarchie und Staat*. Opladen, Westdeutscher Verlag, 1987.

Hans-Hermann HOPPE, "Von der Strafunwürdigkeit unterlassener Hilfeleistung", dans *Eigentum, Anarchie und Staat*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 1987.

Hans-Hermann HOPPE, *Praxeology and Economic Science*. Auburn, Al. : Ludwig von Mises Institute, 1988.

Hans-Hermann HOPPE, "Rejoinder to D. OSTERFELD : 'Comment on HOPPE'", *Austrian Economics Newsletter*, Printemps/Eté 1988.

Hans-Hermann HOPPE, "The Intellectual Cover for Socialism", *The Free Market*, février 1988.

Hans-Hermann HOPPE, "The Justice of Economic Efficiency", *Austrian Economics Newsletter*, 1, 1988 ; *The Economics and Ethics of Private Property*, ch. 9.

Hans-Hermann HOPPE, "Why Socialism Must Fail", *Free Market*, juillet 1988.

Hans-Hermann HOPPE, "The Ultimate Justification of the Private Property Ethics", *Liberty*, septembre 1988 ; *The Economics and Ethics of Private Property*, ch. 10.

Hans-Hermann HOPPE, "Rejoinders to 'Symposium on HOPPE'S Argumentation Ethic'", *Liberty*, novembre 1988.

Hans-Hermann HOPPE, "In Defense of Extreme Rationalism: Thoughts on Donald McCLOSKEY'S 'The Rhetoric of Economics'", *Review of Austrian Economics*, Vol. 3, 1989.

Hans-Hermann HOPPE, "On the Indefensibility of Welfare Rights", *Austrian Economics Newsletter* 3, 1989.

Hans-Hermann HOPPE, "Rejoinder to Loren LOMASKY, 'The Argument From Mere Argument'", *Liberty*, septembre 1989 ; première publication *ibid.*, novembre 1989 [traduit ici comme "L'Intimidation par argumentation"].

Hans-Hermann HOPPE, "The Collapse of Socialism and the Future of Eastern Europe", *Kwasny Economics*, Vol. II, numéro 6, 30 octobre 1989.

Hans-Hermann HOPPE, *A Theory of Socialism and Capitalism*. Boston : Kluwer Academic Publishers, 1989.

- Hans-Hermann HOPPE**, "Banking, Nation States and International Politics", *Review of Austrian Economics*. 1989. réédité comme ch. 3 de *The Economics and Ethics of Private Property*.
- Hans-Hermann HOPPE**, "Reply to D. CONWAY, 'A Theory of Socialism and Capitalism'", *Austrian Economics Newsletter*, Hiver/printemps 1990. Première publication *ibid*.
- Hans-Hermann HOPPE**, "The Economics and Sociology of Taxation", *Journal des Economistes et des Etudes Humaines*. Aix en Provence, 1990.
- Hans-Hermann HOPPE**, "'Man, Economy and Liberty'; Review Essay", *Review of Austrian Economics*, Vol. IV, 1990.
- Hans-Hermann HOPPE**, "Against Centralization", *Journal of Libertarian Studies*, Vol. IX n°2, automne 1990.
- Hans-Hermann HOPPE**, *Desocialization in a United Germany*. Auburn, Al. : Ludwig von Mises Institute, 1991.
- Hans-Hermann HOPPE**, "On Praxeology and the Praxeological Foundations of Epistemology and Ethics", dans : Jeffrey HERBENER, ed., *The Meaning of Ludwig von Mises*. Boston : Kluwer Academic Publishers, 1991. Ch. 6 de *The Economics and Ethics of Private Property*. Boston : Kluwer Academic Publishers, 1993.
- Hans-Hermann HOPPE**, "Einführung: Ludwig von Mises und der Liberalismus", in: Ludwig von Mises, *Liberalismus*. St. Augustin: Academia Verlag, 1993.
- Hans-Hermann HOPPE**, *The Economics and Ethics of Private Property*. Boston : Kluwer Academic Publishers, 1993.
- Hans-Hermann HOPPE**, "The Misesian Case Against KEYNES", ch. 5 de *The Economics and Ethics of Private Property*. Dordrecht, Kluwer, 1993.
- Hans-Hermann HOPPE**, "Austrian Rationalism in the Age of the Decline of Positivism", [traduit ici sous le titre : "Le

rationalisme autrichien à l'ère du déclin du positivisme"] ; ch. 11 de *The Economics and Ethics of Private Property*.

Hans-Hermann HOPPE, "Wirtschaftliche Kooperation statt politische Zentralisation" ["Against Centralization"], *Schweitzer Monatshefte* de mai 1993, pp. 365-371.

Hans-Hermann HOPPE, "Against Centralization", *The Salisbury Review*, juin 1993, aux pp. 26-28 [traduit ici sous le titre : "Contre le centralisme"].

Hans-Hermann HOPPE, *Economic Science and the Austrian Method*. Auburn, Al.: Ludwig von Mises Institute, 1994.

Hans-Hermann HOPPE, "Time Preference, Government, and the Process of De-Civilization—From Monarchy to Democracy", *Journal des Economistes et des Etudes Humaines*, Vol.V, No.4, 1994.

Hans-Hermann HOPPE, "F. A. HAYEK on Government and Social Evolution: A Critique", *Review of Austrian Economics*, Vol. 7, N° 1. 1994 [traduit ici sous le titre : "HAYEK démocrate-social"].

Hans-Hermann HOPPE, "How is Fiat Money Possible? — or: The Devolution of Money and Credit", *Review of Austrian Economics*, Vol. 7, n° 2, 1994.

Hans-Hermann HOPPE, "Free Immigration or Forced Integration?", dans *Chronicles*, Vol. 19, N° 7, juillet 1995, publication mensuelle (ISSN 0887-5731) du Rockford Institute, 934 North Main Street, Rockford, IL 61103-7061 [traduit ici sous le titre : "Liberté d'immigrer ou intégration forcée ?"].

Hans-Hermann HOPPE, "Down With Democracy", *Enterprise and Education*, The Association of Private Enterprise Education Newsletter, Summer 1995 [traduit ici sous le titre : "A bas la démocratie"].

Hans-Hermann HOPPE, "The Political Economy of Monarchy And Democracy, And The Idea of a Natural Order", *Journal of Libertarian Studies* 511:2. été 1995, pp. 94-121.

Hans-Hermann HOPPE, "Natural Elites, the Intellectuals and the State", discours prononcé à San Francisco, Californie pour le *Supporters' Summit* de 1995 du *Ludwig von Mises Institute*.

Hans-Hermann HOPPE, "Die Österreichische Schule und ihre Bedeutung für die moderne Wirtschaftswissenschaft" [Texte traduit ici sous le titre : "L'école autrichienne et son importance pour la science économique moderne"].

Hans-Hermann HOPPE, "On Certainty and Uncertainty — Or: How Rational Can Our Expectations be?", *Review of Austrian Economics*, Vol. 10, No.1, Fall 1996.

- **W. HUDSON**, ed., *The Is-Ought Question*. Londres : Macmillan, 1969.
- **David HUME**, *Essays, Literary, Moral and Political*. Londres : WARD, LOCKE & TAYLOR, n.d.
- **P. JANICH**, *Die Protophysik der Zeit*. Mannheim : Bibliographisches Institut, 1969.
- **Anthony de JASAY**, *L'Etat* [*The State* (1985)]. Paris, Les Belles Lettres, 1993.

Anthony de JASAY, "Les Constitutions fixes", 1^o partie du ch. 4 de *L'Etat* : "La redistribution". Paris, Les Belles Lettres, 1993.

Anthony de JASAY, "The Twistable is not Testable: Reflexions (*sic*) on the Political Thought of Karl POPPER". *Journal des Economistes*, Volume 2, numéro 4, décembre 1991, pp. 499-512 [traduit en français par votre serviteur sous le titre : "Le Réversible n'est pas testable : réflexions sur la pensée politique de Karl POPPER"]

Anthony de JASAY, "Le Réversible n'est pas testable : réflexions sur la pensée politique de Karl POPPER" ["The Twistable is not Testable: Reflexions (*sic*) on the Political Thought of Karl POPPER"], non publié.

- **Paul JOHNSON**, *Modern Times [Les Temps modernes]*. New York : Harper & Row, 1983.
- *Journal of Libertarian Studies. An Interdisciplinary Review.*
- *Journal des Economistes et des Etudes Humaines.* Aix en Provence.
- **Friedrich KAMBARTEL**, ed., *Praktische Philosophie und konstruktive Wissenschaftstheorie.* Francfort/M.: Athenaem, 1974.
- **Friedrich KAMBARTEL**, *Erfahrung und Struktur.* Francfort/M. : Suhrkamp, 1986.
- **Hans KELSEN**, *Sozialismus und Staat.* Vienne, 1965.
- **John Maynard KEYNES**, *The End of Laissez-Faire*, vol. 9, *Collected Writings.* Londres : MacMillan, 1973], p. 291.
- **Leszek KOLAKOWSKI**, *Main Currents of Marxism.* (Oxford : Clarendon Press, 1976-78.
- **Gabriel KOLKO**, *The Triumph of Conservatism.* Chicago : Free Press, 1967.
- **V. KRAFT**, *Der Wiener Kreis.* Vienne, Springer, 1968.
- **E. KRIPPENDORFF**, *Staat und Krieg.* Francfort/M. : Suhrkamp, 1985.
- **Thomas KUHN**, *The Structure of Scientific Revolutions.* Chicago : University of Chicago Press, 1962.
- **Thomas KUHN**, *Die Struktur wissenschaftlicher Revolutionen.* Frankfurt/M.: Suhrkamp, 1967.
- **Thomas KUHN**, *La Structure des révolutions scientifiques.* Paris, Flammarion, 1983.
- **Imre LAKATOS & A. MUSGRAVE**, eds., *Criticism and the Growth of Knowledge.* Cambridge : Cambridge University Press, 1970.
- **François LEFORT**, *Le Pouvoir d'entreprendre.* Paris, Les Belles Lettres, 1993.

- **H. LENK**, "Logikbegründung und Rationaler Kritizismus", *Zeitschrift für philosophische Forschung*, Vol. 24, 1970.
- *Liberty*.
- **W. LEONHARD**, *Sovietideologie heute*, Band 2, (Francfort/M. : Fischer, 1962).
- **Leonard LIGGIO**, "Charles DUNOYER and French Classical Liberalism", *Journal of Libertarian Studies*, 1977.
- **Leonard LIGGIO/ J. J. MARTIN**, eds. *Watershed of Empire*. Colorado Springs : Ralph Myles, 1976.
- **John LOCKE**, *Two Treatises on Government*, ed. Peter LASLETT. Cambridge : Cambridge University Press, 1970.
- **P. LORENTZEN**, *Methodisches Denken*. Francfort sur le Main : Suhrkamp 1968.
- **P. LORENTZEN**, *Normative Logic and Ethics*. Mannheim: Bibliographisches Institut, 1969.
- **Ernest MANDEL**, *Marxist Economic Theory*. Londres, Merlin, 1962.
- **Ernest MANDEL**, *Late Capitalism*. Londres : New Left Books, 1975.
- **Karl MARX & Frederick ENGELS**. *The Communist Manifesto* [*Manifeste du Parti communiste*] (1848).
- **Karl MARX**, articles des 25 juin, 11 juillet et 8 août 1853 dans la *New York Daily Tribune*. MARX/ENGELS, *Werke*, Band 9. Berlin-Est : Dietz, 1960.
- **Karl MARX**, *Das Kapital*, [*Le Capital*] 3 Band (1867, 1885, 1894).
- **Karl MARX**, "Lohn, Preis, Profit", dans *Das Kapital*, Band 1.
- **Alasdair McINTYRE**, *After Virtue : A Study in Moral Theory*. Londres : Duckworth, 1981.
- **Carl MENGER**, *Grundsätze des Volkswirtschaftslehre*. 1871.

- Carl Menger**, *Untersuchungen über die Methode der Sozialwissenschaften und der politischen Ökonomie insbesondere*. 1883.
- Carl Menger**, *Principles of Economics* [*Grundsätze der Volkswirtschaftslehre* (1871)]. New York: New York University Press, 1976.
- Carl Menger**, *Investigations Into the Method of the Social Sciences with Special Reference to Economics* [*Untersuchungen über die Methode der Sozialwissenschaft und der politischen Ökonomie insbesondere* (1883)]. New York: New York University Press, 1985.
- **Ludwig von Mises**, *Theorie des Geldes und der Umlaufmittel*. (1912)
- Ludwig von Mises**, *Die Gemeinwirtschaft. Untersuchungen über den Sozialismus*. 1922.
- Ludwig von Mises**, *Geldwertstabilisierung und Konjunkturpolitik* (1928) [traduit comme "Monetary Stabilization and Cyclical Policy" dans : *On the Manipulation of Money and Credit*, ed. Percy Greaves, Dobbs Ferry : Free Market Books, 1978].
- Ludwig von Mises**, *Nationalökonomie*. Philosophia Verlag (1940).
- Ludwig von Mises**, *Le Socialisme* [*Die Gemeinwirtschaft*]. Librairie de Médicis, 1952.
- Ludwig von Mises**, "Epistemological Relativism in the Sciences of Human Action", dans Helmut Schoeck et James W. Wiggins, eds., *Relativism and the Study of Man*, Princeton, N.J.: D. van Nostrand, 1961, p. 133.
- Ludwig von Mises**, *Human Action: A Treatise on Economics* [*Nationalökonomie* (1940)]. Chicago : Henry Regnery, 1966 [Traduit en français sous le titre : *L'Action humaine*, Paris, PUF, 1985].
- Ludwig von Mises**, *Theory of Money and Credit* [*Theorie des Geldes und der Umlaufmittel*]. Irvington-on-Hudson, N. Y.: Foundation for Economic Education, 1971.

Ludwig von MISES, *Planning for Freedom*. South Holland, IL: Libertarian Press, 1974.

Ludwig von MISES, "Profit and Loss", dans *Planning for Freedom*. South Holland, IL: Libertarian Press, 1974.

Ludwig von MISES, *Notes and Recollections*.

Ludwig von MISES, *On the Manipulation of Money and Credit*, ed. Percy GREAVES, Dobbs Ferry : Free Market Books, 1978.

Ludwig von MISES, "Monetary Stabilization and Cyclical Policy" [*Geldwertstabilisierung und Konjunkturpolitik* (1928)] dans : *On the Manipulation of Money and Credit*, ed. Percy GREAVES, Dobbs Ferry : Free Market Books, 1978.

Ludwig von MISES, *Erinnerungen* [*Notes and Recollections*]. Stuttgart : G. Fischer, 1978.

Ludwig von MISES, *The Clash of Group Interests and Other Essays*. New York : Center for Libertarian Studies, Occasional Paper Series n°7, 1978.

Ludwig von MISES, *The Ultimate Foundation of Economic Science*. Kansas City, Sheed Andrews & McMeel, 1978 (1962).

Ludwig von MISES, *Socialism* [*Die Gemeinwirtschaft*]. Indianapolis, Ind.: Liberty Fund, 1981.

Ludwig von MISES, *Theory and History : An Interpretation of Social and Economic Evolution*. Auburn, Al. : Ludwig von MISES Institute, 1985 (1957).

Ludwig von MISES, *L'Action humaine* [*Human Action* (1966)], Paris, PUF, 1985.

Ludwig von MISES, *Liberalismus*. St. Augustin: Academia Verlag, 1993.

- **Gustave de MOLINARI**, "De la production de la sécurité", *Journal des économistes*, Paris, Guillaumin, 1849 [Traduit en anglais sous

le titre *The Production of Security*. Burlingame, Ca. : Center for Libertarian Studies, Occasional Paper Series # 2, 1977].

Gustave de MOLINARI, *The Production of Security*. Burlingame, Ca. : Center for Libertarian Studies, Occasional Paper Series # 2, 1977.

- **E. NAGEL**, *The Structure of Science*. New York : Harcourt, Brace & World, 1961.
- **Gary NORTH**, "**Why Murray ROTHBARD Will Never Win the Nobel Prize!**", dans Llewelyn ROCKWELL/Walter BLOCK eds. *Man, Economy and Liberty: Essays in Honor of Murray N. ROTHBARD*. Auburn, Al. : Ludwig von MISES Institute, 1988, pp. 89-90 [Traduit en français sous le titre : "Pourquoi Murray ROTHBARD n'aura jamais le prix Nobel", ch. final de Murray ROTHBARD *et al.*, *Economistes et charlatans*. Paris, Les Belles Lettres, 1991, pp. 197-224.].
- **Gary NORTH**, "**Pourquoi Murray ROTHBARD n'aura jamais le prix Nobel**" ["Why Murray ROTHBARD Will Never Win the Nobel Prize!"], ch. final de Murray ROTHBARD *et al.*, *Economistes et charlatans*. Paris, Les Belles Lettres, 1991, pp. 197-224.
- **Robert NOZICK**, *Anarchy, State and Utopia*. New York : Basic Books, 1974.
- **C. OFFE**, *Strukturprobleme des kapitalistischen Staates*. Francfort/M. : Suhrkamp, 1972.
- **P. OPPENHEIM/H. PUTNAM**, "**Unity of Science as a Working Hypothesis**", dans H. FEIGL, ed., *Minnesota Studies in the Philosophy of Science*, Vol. II. Minneapolis : The University of Minnesota Press, 1967.
- **Franz OPPENHEIMER**, *System der Soziologie*, Band II : *Der Staat*. Stuttgart : G. Fischer, 1964.
- **Michel de PONCINS**, *Chômage, fils du socialisme*. Paris, OEIL, 1992.

- **Karl POPPER**, *The Logic of Scientific Discovery* [traduit en français sous le titre : *Logique de la découverte scientifique*]. New York : Basic Books, 1959.

- Karl POPPER**, *Conjectures and Refutations* [traduit en français sous le titre : *Conjectures et réfutations*]. Londres : Routledge & Kegan Paul, 1969.

- **Rocco PORRECO**, ed., *Georgetown Symposium on Ethics: Essays in Honor of Henry Babcock VEATCH*. New York: University Press of America, 1984.

- **Ralph RADOSH/ Murray N. ROTHBARD**, eds., *A New History of Leviathan*. New York : Dutton, 1972.

- **Ralph RAICO**, "Classical Liberal Exploitation Theory", *Journal of Libertarian Studies*, 1977.

- Ralph RAICO**, "The Austrian School and Classical Liberalism", *Advances in Austrian Economics*, Vol. 2A, 1995.

- **Walter RATHENAU**, *Le Commerce de la bière en bouteille à Berlin en 1905*. Thèse de doctorat de "sciences économiques".

- **Ayn RAND**, "Man's Rights", *The Objectivist Newsletter* avril 1963. Réédité dans *The Virtue of Selfishness*, New American Library, New York, 1964 [Traduit en français sous le titre : *La Vertu d'égoïsme*. Paris, Les Belles Lettres, 1995].

- **Ayn RAND**, "An Untitled Letter", dans *Philosophy: Who Needs It?* New York, New American Library, 1982.

- **Ayn RAND**, *Introduction to Objectivist Epistemology*. New York, New American Library, 1982.

- **John RAWLS**, *A Theory of Justice*, Cambridge, Mass. : Belknap Press, 1971 [traduit en français sous le titre *Théorie de la Justice*, Paris, Le Seuil, 1987].

- *Review of Austrian Economics*. Auburn, Al.: The Ludwig von Mises Institute.

- *Review of Metaphysics.*
- **Lionel ROBBINS**, *The Nature and Significance of Economic Science.* New York : New York University Press, 1982 [traduit en français sous le titre : *Nature et signification de l'économique.* Paris, Librairie de Médecis, 1947].

Lionel ROBBINS, *Nature et signification de l'économique.* Paris, Librairie de Médecis, 1947.
- **Llewelyn ROCKWELL**, ed. *The Free Market Reader.* Auburn, Al : Ludwig von Mises Institute, 1988.
- **Llewelyn ROCKWELL/Walter BLOCK** eds. *Man, Economy and Liberty: Essays in Honor of Murray N. ROTHBARD.* Auburn, Al. : Ludwig von Mises Institute, 1988.
- **J. ROEMER**, *A General Theory of Exploitation and Class.* Cambridge : Harvard University Press, 1982.
- **J. ROEMER**, *Value, Exploitation and Class.* Londres : Harwood Academic Publishers, 1985.
- **Murray N. ROTHBARD**, *Toward a Reconstruction of Utility and Welfare Economics.* New York: Center for Libertarian Studies, 1977 (1956) ["Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien-être", ch. 4 de Murray N. ROTHBARD *et. al.*, *Economistes et Charlatans.* Paris, Les Belles Lettres, 1991].

Murray N. ROTHBARD, "In Defense of Extreme Apriorism", *Southern Economic Journal*, mai 1956 [traduit en français sous le titre "Défense de l'apriorisme extrême", comme ch. 3 de Murray N. ROTHBARD *et. al.*, *Economistes et charlatans*, Paris, Les Belles Lettres, 1991].

Murray N. ROTHBARD, "Left and Right : The Prospects for Liberty", dans : *Egalitarianism As a Revolt Against Nature and Other Essays.* Washington, D. C., Libertarian Review Press, 1974.

Murray N. ROTHBARD, "Ludwig Von Mises and the Paradigm for Our Age", dans *Egalitarianism as a Revolt Against Nature*

and Other Essays. Washington, D.C. : Libertarian Review Press, 1974.

Murray N. ROTHBARD, *America's Great Depression.* Kansas City : Sheed and Ward, 1975 (1962).

Murray N. ROTHBARD, *Man, Economy and State.* Los Angeles : Nash, 1970 (1962).

Murray N. ROTHBARD, "Monopoly and Competition", ch. 10 de *Man, Economy and State.* Los Angeles : Nash, 1970 (1962).

Murray N. ROTHBARD, *America's Great Depression.* Kansas City : Sheed & Ward, 1975 (1962).

Murray N. ROTHBARD, "Praxeology: The Methodology of Austrian Economics", in Edwin DOLAN, ed. : *The Foundations of Modern Austrian Economics.* Kansas City : Sheed & Ward, 1976.

Murray N. ROTHBARD, *Power and Market.* Kansas City : Sheed Andrews & McMeel, 2^o édition 1977 (1971).

Murray N. ROTHBARD, *Toward a Reconstruction of Utility and Welfare Economics.* New York : Center for Libertarian Studies, Occasional Paper # 3, 1977 [traduit en français sous le titre "Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien-être", comme ch. 4 de Murray N. ROTHBARD *et. al.*, *Economistes et charlatans.* Paris, Les Belles Lettres, 1991].

Murray N. ROTHBARD, "Austrian Monopoly Theory : A Critique", *Journal of Libertarian Studies*, automne 1977, pp. 271-281.

Murray N. ROTHBARD, *For A New Liberty.* New York : MacMillan, 1978.

Murray N. ROTHBARD, *For A New Liberty*, éd. rév. New York : Collier, 1978.

Murray N. ROTHBARD, "Left and Right : The Prospects for Liberty", ch. 15 de *For a New Liberty*, éd. rév., New York : Collier, 1978.

MURRAY N. ROTHBARD, "Praxeology as the Method of the Social Sciences". San Francisco : Cato Institute, 1979 [traduit en français sous le titre "La Praxéologie comme méthode des sciences sociales" comme le ch. 2 de Murray N. ROTHBARD *et. al.*, *Economistes et charlatans*, Paris, Les Belles Lettres, 1991].

Murray N. ROTHBARD, *Individualism and the Philosophy of the Social Sciences*. San Francisco: Cato Institute, 1979 [traduit en français sous le titre "L'Individualisme et la philosophie des sciences sociales" comme les ch. 1 et 2 de Murray N. ROTHBARD *et. al.*, *Economistes et charlatans*, Paris, Les Belles Lettres, 1991].

Murray N. ROTHBARD, *The Ethics of Liberty*. Atlantic Highlands : Humanities Press, 1982 [Traduit en français sous le titre : *L'Ethique de la liberté*. Paris, Les Belles Lettres, 1991].

Murray N. ROTHBARD, *The Mystery of Banking*. New York : Richardson and Snyder, 1983.

Murray N. ROTHBARD, "The Myth of Neutral Taxation", *Cato Journal*, Vol. I, n° 2, automne 1981, pp. 519-565.

Murray N. ROTHBARD, *The Ethics of Liberty*. Atlantic Highlands: Humanities Press, 1982.

Murray N. ROTHBARD, "F. A. HAYEK and the Concept of Coercion", dans *The Ethics of Liberty*. Atlantic Highlands: Humanities Press, 1982 [traduit en français sous le titre "F. A. HAYEK et le concept de coercition" comme ch. 28 de Murray N. ROTHBARD, *L'Ethique de la liberté*. Paris, Les Belles Lettres, 1991].

Murray N. ROTHBARD, "Law, Property Rights and Air Pollution", *Cato Journal*. printemps 1982, pp. 60-63.

Murray N. ROTHBARD, "Is There Life After Reaganomics ?" dans Llewelyn ROCKWELL, ed. *The Free Market Reader*. Auburn, Al : Ludwig von Mises Institute, 1988.

Murray N. ROTHBARD, "Ronald Reagan : An Autopsy", *Liberty*, Vol. II, n° 4, mars 1989.

Murray N. ROTHBARD, *L'Ethique de la liberté* [*The Ethics of Liberty* (1982)]. Paris, Les Belles Lettres, 1991.

Murray N. ROTHBARD, "**F. A. HAYEK et le concept de coercition**" ["F. A. HAYEK and the Concept of Coercion" (1982)] ch. 28 de Murray N. ROTHBARD, *L'Ethique de la liberté*, Paris, Les Belles Lettres, 1991.

Murray N. ROTHBARD et al., *Economistes et Charlatans*. Paris, Les Belles Lettres, 1991.

Murray N. ROTHBARD, "**L'Individualisme et la philosophie des sciences sociales**" [*Individualism and the Philosophy of the Social Sciences* (1979)], ch. 1-2 de Murray N. ROTHBARD et al., *Economistes et charlatans*. Paris, Les Belles Lettres, 1991. .

Murray N. ROTHBARD, "**La Praxéologie comme méthode des sciences sociales**" ["Praxeology as the Method of the Social Sciences" (1979)], ch. 2 de Murray N. ROTHBARD et al., *Economistes et Charlatans*. Paris, Les Belles Lettres, 1991.

Murray N. ROTHBARD, "**L'Apriorisme extrême**" ["In Defense of Extreme Apriorism" (1956)], ch. 3 de Murray N. ROTHBARD et al., *Economistes et charlatans*. Paris, Les Belles Lettres, 1991.

Murray N. ROTHBARD, "**Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien-être**" ["Toward A Reconstruction of Utility and Welfare Economics" (1956)], ch. 4 de Murray N. ROTHBARD et al., *Economistes et charlatans*. Paris, Les Belles Lettres, 1991.

Murray N. ROTHBARD, "**Les Biens collectifs et les externalités**" [Man, Economy and State pp. 883-890 (1962)], ch. 5 de Murray N. ROTHBARD et al., *Economistes et charlatans*. Paris, Les Belles Lettres, 1991.

Murray N. ROTHBARD, "**Le Mythe de l'efficacité**" ["The Myth of 'Efficiency'" (1979)], ch. 6 de Murray N. ROTHBARD et al., *Economistes et charlatans*. Paris, Les Belles Lettres, 1991.

- Murray N. ROTHBARD**, "**The Hermeneutical Invasion of Philosophy and Economics**", *Review of Austrian Economics*, Vol. III.
- Murray N. ROTHBARD**, "**KEYNES, the Man**", in: MARK SKOUSEN (ed.), *Dissent on KEYNES* (New York : Praeger, 1992).
- Murray N. ROTHBARD**, "**The Present State of Austrian Economics**". Auburn, Ala.: Ludwig von Mises Institute Working Paper, 1992.
- Murray N. ROTHBARD**, *Man, Economy, and State*. Auburn, Al.: Ludwig von Mises Institute, 1993 (1962).
- Murray N. ROTHBARD**, *Economic Thought Before Adam Smith. An Austrian Perspective on the History of Economic Thought* (tome I). Aldershot: Edward Elgar, 1995.
- Murray N. ROTHBARD**, *Classical Economics. An Austrian Perspective on the History of Economic Thought* (tome II). Aldershot: Edward Elgar, 1995.
- Murray N. ROTHBARD**, "**Intimidation by Rhetoric**". *Review of Austrian Economics*, Vol. 9, no. 1, 1996.
- **Jean-Jacques ROUSSEAU**, *Discours sur l'origine de l'inégalité*.
 - **Alexander RÜSTOW**, *Freedom and Domination*. Princeton : Princeton University Press, 1986).
 - **Joseph T. SALERNO**, "**Comment on the French Liberal School**", *Journal of Libertarian Studies* (1978).
- Joseph T. SALERNO**, "**Ludwig von Mises as Social Rationalist**", *Review of Austrian Economics* 4, 1990, pp. 26-54.
- **Pascal SALIN**, "**The Income Effect Does Not Exist**", *Review of Austrian Economics*.
 - **Helmut SCHOECK et James W. WIGGINS, eds.**, *Relativism and the Study of Man*, Princeton, N.J.: D. van Nostrand, 1961, p. 133.

- **JOSEPH A. SCHUMPETER**, *Capitalism, Socialism and Democracy*. New York, Harper & Bros, 1942 [traduit en français sous le titre : *Capitalisme, socialisme et démocratie*. Paris, Payot, 1954].
- Joseph A. SCHUMPETER**, *Essays of J. A. Schumpeter*, ed. Clemence. Port Washington, N. Y. : Kennikat Press, 1951.
- Joseph A. SCHUMPETER**, "The Communist Manifesto in Sociology and Economics", dans : *Essays of J. A. Schumpeter*, ed. Clemence. Port Washington, N. Y. : Kennikat Press, 1951.
- Joseph A. SCHUMPETER**, *Ten Great Economists*. New York : Oxford University Press, 1951).
- Joseph A. SCHUMPETER**, *History of Economic Analysis*. New York: Oxford University Press, 1954 [*Histoire de l'analyse économique*].
- Joseph A. SCHUMPETER**, *Capitalisme, socialisme et démocratie* [*Capitalism, Socialism and Democracy* (1942)]. Paris, Payot, 1954.
- **George SELGIN**, *The Theory of Free Banking*.
- George SELGIN**, *La Théorie de la banque libre*. Paris, Les Belles Lettres, 1992.
- **D. SENGHAAS**, ed., *Imperialismus und strukturelle Gewalt*. Francfort/M.: Suhrkamp, 1972.
- **Marcus SINGER**, *Generalization in Ethics*. New York, Knopf, 1961.
- **David Ramsey STEELE**, "HAYEK'S Theory of Cultural Group Selection", *Journal of Libertarian Studies* 8, no. 2, 1987.
- **W. STEGEMÜLLER**, *Hauptströmungen der Gegenwartsphilosophie*, Band I. Stuttgart, Kröner, 1965.
- W. STEGEMÜLLER**, *Hauptströmungen der Gegenwartsphilosophie*, Band II. Stuttgart : Kröner, 1975.
- **James P. STERBA**, *The Demands of Justice*. Notre Dame : Notre Dame University Press, 1980.

- **R. SYKES**, *ProfScam: Professors and the Demise of Higher Education*. Washington, D. C. : Regnery, 1988.
- **Françoise THOM** : *La Langue de bois*. Paris, Julliard, 1987.
- **Charles TILLY**, *From Mobilization to Revolution*. Reading, Mass. : Addison-Wesley, 1978.

Charles TILLY, *As Sociology Meets History*. New York : Academic Press, 1981.

Charles TILLY, "War-Making and State-Making as Organized Crime", dans : P. EVANS *et al.*, eds, *Bringing the State Back In* (Cambridge : Cambridge University Press, 1985).

- **S. TOULMIN**, *The Place of Reason in Ethics*. Cambridge: Cambridge University Press, 1970.
- **Karen VAUGHN**, *Austrian Economics in America, The Migration of a Tradition*. New York: Cambridge University Press, 1994.
- **Henry VEATCH**, *Rational Man. A Modern Interpretation of Aristotelian Ethics*. Bloomington : Indiana University Press, 1962.

Henry VEATCH, *For an Ontology of Morals : A Critique of Contemporary Ethical Theory*. Evanston, Ill. : Northwestern University Press, 1971.

Henry VEATCH, *Human Rights: Fact or Fancy?* Baton Rouge, La., Louisiana State University Press, 1985.

Henry VEATCH, "Deconstruction in Philosophy: Has RORTY Made It the Denouement of Contemporary Analytical Philosophy ?", *Review of Metaphysics*, 39, 1985.

- **B. WARREN**, *Imperialism, Pioneer of Capitalism*. Londres : New Left Books, 1981.
- **M. WEINBURG**, "The Social Analysis of Three Early 19th Century French Liberals: SAY, [Charles N.d.T.] COMTE and DUNOYER", *Journal of Libertarian Studies* (1978).

- **James WEINSTEIN**, *The Corporate Ideal in the Liberal State*. Boston : Beacon Press, 1968.
- **G. WETTER**, *Sovietideologie heute*, Band 1. (Frankfurt/M. : Fischer, 1962).
- **J. WILD**, *Plato's Modern Enemies and the Theory of Natural Law*. Chicago: University of Chicago Press, 1953.

Index des noms propres

1291, pacte fondateur de la Suisse.....	21
1291, serment du Rütli.....	131
1648 les Provinces-Unies s'érigent en république\; à .i.1673 fin de la république des Provinces-Unies\;, et l'.i.Angleterre\; sous .i.Cromwell, Oliver\;.....	131
1673 fin de la république des Provinces-Unies.....	131
1782, la loi interdit aux ouvriers qualifiés de quitter le territoire britannique	13
1824, la loi cesse d'interdire aux ouvriers qualifiés de quitter le territoire britannique\;, une loi interdisait aux ouvriers qualifiés de quitter la .i.Grande-Bretagne\;. En revanche, un roi souhaitera expulser ses sujets improductifs et destructeurs (les criminels, clochards, mendiants, romanichels, vagabonds, etc.), car les extirper du royaume accroîtra sa valeur. C'est pour cela que la .i.Grande-Bretagne\; a expulsé des dizaines de milliers de délinquants de droit commun en .i.Amérique du Nord\; et en .i.Australie\;.	13
1840, naissance de Carl Menger.....	147
1848 guerre du Sonderbund	
la Suisse devient une fédération.....	21
1851, naissance d'Eugen von Böhm-Bawerk\;.....	148
1871, unification de l'Allemagne\;.....	21

1880, des Polonais admis comme travailleurs saisonniers en Allemagne.....	13
1881, naissance de Ludwig von Mises.....	148
1883, Carl Menger publie ses Recherches sur la méthode des sciences sociales. Début de la Querelle des Méthodes avec Schmoller.....	149
1884, Eugen von Böhm-Bawerk publie Kapital und Kapitalzins [Capital et intérêt].....	148
1912, Ludwig von Mises publie sa Theorie des Geldes und der Umlaufsmittel [Théorie de la monnaie et du crédit].....	149
1914, mort de Eugen von Böhm-Bawerk.....	148
1918 disparition de l'empire des Habsbourg\;.....	21
1920, il apparaît au cours de la décennie des économistes allemands dignes de ce nom.....	159
1920, Mises et Hayek prédisent la crise de la fin de la décennie.....	161
1922, Ludwig von Mises publie Die Gemeinwirtschaft [Le Socialisme].....	149
1924, mort de Carl Menger.....	147
1926, naissance de Murray Rothbard.....	150
1930, les savants européens émigrent aux États-Unis.....	164
1931, Hayek invité à Londres par Lionel Robbins pour présenter la théorie autrichienne de la conjoncture.....	162
1932, Lionel Robbins publie The Nature and Significance of Economic Science.....	161
1936, début de la révolution keynésienne.....	163
1940, Ludwig von Mises émigre aux États-Unis.....	150

1940, on tient encore l'école de Chicago pour \.....	138
1950, The Nature and Significance of Economic Science de Lionel Robbins reste influent.....	161
1960, vers la fin de la décennie, les niveaux de vie commencent à stagner...39	
1962 entrée en scène de Murray Rothbard.....	233
1962, Murray Rothbard publie Man, Economy and State.....	150
1965, la législation démocratique autorise l'immigration de n'importe qui aux Etats-Unis.....	16
1970, au milieu de la décennie le nombre des économistes autrichiens recommence à augmenter.....	182
1970, la décennie est marquée par l'apparition d'une \.....	168
1970, la stagflation apparaît.....	156
1970, le niveau de vie commence à stagner en Occident.....	157
1970, le prix du relativisme social devient trop élevé.....	212
1970, les événements économiques font changer l'opinion\;.....	156
1970, on redécouvre l'école autrichienne\;, au vu de l'échec de plus en plus patent du programme de recherche positiviste-réfutationniste, on ne s'est pas borné à redécouvrir ces arguments-là \; de plus en plus, particulièrement de plus en plus de jeunes savants en sciences économiques et sociales découvraient aussi que l'école .i.autrichienne, école\; qui était presque tombée dans l'oubli pendant les hautes eaux du positivisme avait, dépassant largement la critique logique du positivisme et dans l'ignorance de la plupart de l'opinion scientifique, élaboré un système d'économie descriptive presque complètement développé et achevé, dont les propositions se distinguent fondamentalement dans leur caractère de l'insignifiance et de l'arbitraire des énoncés de la recherche économique positiviste.....	172

1970, regain d'influence de l'école autrichienne au milieu de la décennie....	155
1970, vers le début de la décennie, les niveaux de vie commencent à stagner	39
1973, mort en septembre de Ludwig von Mises.....	148
1974, F. A. Hayek reçoit le prix Nobel d'économie\;, le nom de ce dernier l'emporta en popularité sur celui des autres .i.autrichiens, économistes\; y compris .i.Mises\;, à tel point qu'il était devenu synonyme d'\.....	151
1974, un an après la mort de Mises, Hayek reçoit le prix Nobel d'économie\	157
1976, Rothbard fonde le Journal of Libertarian Studies.....	169
1980 à la fin de la décennie, le système soviétique s'effondre\;.....	39
1980, effondrement du socialisme réel à la fin de la décennie.....	140
1980, effondrement du socialisme réel au cours de la décennie.....	158
1980, même des socialistes invétérés reconnaissent que Mises avait raison..	159
1982, Murray Rothbard publie The Ethics of Liberty.....	150
1982, Rothbard publie The Ethics of Liberty.....	243
1985, les PUF publient L'Action humaine, traduction du Human Action de Ludwig von Mises\;.....	149
1987, Rothbard fonde la Review of Austrian Economics.....	169
1995, mort en janvier de Murray Rothbard.....	150
1995, parution de Economic Thought Before Adam Smith et de Classical Economics de Murray Rothbard.....	150
31 av. J.-C. fin de la République romaine.....	131

A Kind of Integrity par J. Barnes.....	213
Action humaine.....	193, 197, 202, 214, 220, 230
<p>Action humaine (L') de Ludwig von Mises\;. En réalité, la relation entre prospérité économique et centralisation est très différente — en fait c'est quasiment le contraire — de ce que prétend l'orthodoxie.22</p>	
<p>Action Humaine (L') de Ludwig von Mises\; .i.Human Action de Ludwig von Mises\; .i.Manchestérisme\; .i.Hindenburg, Maréchal Paul von Benecken Dorff und, 1847-1934\; .i.Audouin, Raoul\; .i.Nationalökonomie de Ludwig von Mises\;. Et finalement, à la fin des années .i.1980, effondrement du socialisme réel au cours de la décennie\;, s'est produit l'effondrement spectaculaire du socialisme réel en .i.Union soviétique\; et dans les pays de l'.i.Europe de l'Est\;. .i.Mises\; avait dès le début prédit cet effondrement comme inévitable. Comme dans le socialisme l'ensemble des facteurs de production, y compris la terre et le sol, sont possédés par le collectif et ne peuvent donc pas être achetés ni vendus, ils n'ont pas de prix de marché pour indiquer leur rareté. Or, en l'absence de prix de marché, tout calcul économique — toute comparaison des coûts et des prix de vente — est impossible. Socialisme ne signifie pas \....159</p>	
Action humaine (L') de Ludwig von Mises\;.....	115
<p>Action humaine (L') de Ludwig von Mises\;. C'est valable pour le concept d'\ 173</p>	
<p>Action humaine (L'), de Ludwig von Mises\;. Comme .i.Rothbard\; le montre, cette démonstration comporte deux fautes de raisonnement.i.Rothbard\;.i.Man, Economy and State de Murray Rothbard\;..... 234</p>	
<p>Action humaine (L'), par Ludwig von Mises\;] \; il présenta pour la première fois une défense complète et totalement cohérente d'un système pur de marché..... 233</p>	
Acton, Lord John Emmerich Dalberg-.....	60
Advances in Austrian Economics.....	156

Affirmative action.....	139
Afrique.....	123
After Virtue	
A Study in Moral Theory d' Aldastair McIntyre\; .i.Moralbewußtsein und kommunikatives Handeln de Jürgen Habermas\;.i.Habermas, Jürgen\;.i.Veatch, Henry\;.i.Human Rights, Fact or Fancy? de Henry Veatch\;.....	251
Against Method de Paul Feyerabend.....	188
Alabama.....	184
Albanais.....	20
Albanie.....	22
Allemagne.....	13, 21, 134, 159, 161, 164
Allemagne de l'Ouest.....	20, 141
Allemagne du Sud.....	24
Allemagne, République Fédérale d'\;.....	158
Allemands.....	13, 20
America's Great Depression de Murray N. Rothbard\; .i.Charles Dunoyer and French Classical Liberalism par Leonard Liggio\;.i.Liggio, Leonard\; .i.Journal of Libertarian Studies\; .i.Classical Liberal Exploitation Theory par Ralph Raico\; .i.Raico, Ralph\; .i.Social Analysis of Three Early 19th Century French Liberals... Say, [Charles N.d.T.] Comte and Dunoyer (The) par M. Weinburg\; .i.Weinburg, M.\; .i.Say, Jean-Baptiste\; .i.Comte, Charles\; .i.Dunoyer, Charles\; .i.Journal of Libertarian Studies\; .i.Salerno, Joseph T. \;.i.Comment on the French Liberal School par Joseph T. Salerno\; .i.Gustave de Molinari and the Anti-Statist Liberal Tradition par D. M. Hart\;.i.Hart, D. M.\;.....	57

Américains.....	17, 75
Amérique du Nord.....	13, 25, 156
Amérique du Sud.....	182
Anarchie, Eigentum und Staat de Hans-Hermann Hoppe.....	235
Anarchy, State and Utopia de Robert Nozick.....	266
Anatomie d'un spectre d'Alain Besançon.....	122
Andorre.....	30
Andreski, Stanislav.....	212
Angleterre.....	24, 131, 162
années trente, triomphe du charlatanisme keynésien.....	156
Annexe\.....	153
Apel, K. O.....	201, 216, 249, 252
Apriori der Kommunikationsgemeinschaft und die Grundlagen der Ethik (Das) par K. O. Apel.....	249
Argument From Mere Argument (The) par Loren Lomasky.....	289
Argumentation par l'intimidation (L')\.....	253
Aristote.....	40, 53, 181, 192
Aspects of Scientific Explanations de C. G. Hempel.....	199
Athènes.....	131, 204
Atlantic Economic Journal.....	149
Auburn University.....	184

Auburn, Al.....	149, 184
Audouin, Raoul.....	158
Ausgewählte Schriften de K. Marx/F. Engels.....	47
Australie.....	13
Austrian Economics Newsletter.....	87
Austrian Monopoly Theory	
A Critique de Murray N. Rothbard.....	235
Austrian Economics.....	150, 157
Austrian Economics Newsletter.....	59
Austrian Rationalism in the Age of the Decline of Positivism par Hans-Hermann Hoppe.....	185
Austrian Rationalism in the Age of the Decline of Positivism\.....	171
Austrian Rationalism in the Age of the Decline of Positivism par Hans-Hermann Hoppe.....	260
Austrian School and Classical Liberalism (The)\.....	156
Autriche.....	21, 150, 164
Autriche-Hongrie.....	13
autrichienne (Ecole).....	213, 214, 215, 228, 229
autrichienne, école. 150, 151, 155, 156, 159, 161, 162, 163, 164, 170, 171, 172, 177, 182, 183, 184	
Autrichiens (économistes).....	62
autrichiens, économistes.....	151

Ayer, A. J.....	198
Bad Godesberg.....	77
Baier, Kurt.....	245, 252
Baltes.....	26
Banking, Nation States and International Politics de H. H. Hoppe.....	68
Banking, Nation States and International Politics de Hans-Hermann Hoppe...	73
Banque centrale européenne.....	20
Banque de réserve fédérale.....	20
Banque mondiale.....	20
Baran, P.....	45
Barnes, J.....	213
Bartley, W. W. III.....	92
Basques.....	20
Becker, Gary.....	94
Belgique.....	20
Belgrade.....	26
Besançon, Alain.....	122
Bibliographisches Institut.....	186
bloc de l'Est.....	230
Block, Walter.....	95, 211
Böhm-Bawerk.....	148, 149, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 161, 169

Böhm-Bawerk, Eugen von.....	50, 53, 213
Bosnie.....	20
Bostaph, Samuel.....	160
bougres.....	16
Bringing the State Back In de P. Evans et al.	71
Buchanan, James.....	292
Buchanan, James M.....	66
Bulgarie.....	20
Buridan, Jean de.....	173
Burke, Edmund.....	278
Calculus of Consent (The) de James M. Buchanan et Gordon Tullock.....	66
Californie.....	130
Capital (Le) de Karl Marx.....	45
Capital et intérêt d'Eugen von Böhm-Bawerk\;.....	148
Capitalism, Socialism and Democracy de Joseph A. Schumpeter.....	236
Carl Menger and Austrian Economics\.....	150
Catalans.....	20
catholiques.....	17
Cato Journal.....	226, 236
Center for Libertarian Studies.....	229
Center for Libertarian Studies.....	57

Cercle de Vienne.....	163
Certainty and Uncertainty — or.....	
How Rational Can Our Expectations Be? (On)\.....	179
Chambre des Représentants.....	139
Charles Dunoyer and French Classical Liberalism par Leonard Liggio.....	57
Charles Quint.....	21
Chicago, école de.....	94, 95, 138, 139, 293
Chili.....	141
Chine.....	31
Chronicles, publication mensuelle du Rockford Institute.....	6
Classical Economics.....	150
Classical Economics de Murray N. Rothbard.....	148
Classical Liberal Exploitation Theory par Ralph Raico.....	57
Coase and Demsetz on Private Property Rights par Walter Block.....	95
Coase, Ronald.....	94, 95
Collapse of Socialism and the Future of Eastern Europe (The) par Hans-Hermann Hoppe.....	214
Comment on Hoppe par D. Osterfeld.....	274
Comment on the French Liberal School par Joseph T. Salerno.....	57
Communist Manifesto (The) de Karl Marx et Frederick Engels.....	45
Communist Manifesto in Sociology and Economics (The) par Joseph A. Schumpeter.....	74

Comte, Charles.....	57
Conjectures and Refutations de Karl Popper.....	199
Conjectures et réfutations de Karl Popper.....	199
Constitution de la liberté (La) de Friedrich A. Hayek.....	80
Constitution de la liberté (La) de Friedrich Hayek.....	78
Constitution de la Liberté (La), de Friedrich A. Hayek.....	93
Constitution of Liberty (La) de Friedrich A. Hayek.....	82
Constitution of Liberty (The) de Friedrich A. Hayek.....	80, 86, 88
Constitution of Liberty (The), de Friedrich A. Hayek.....	93
Constitutions fixes (Les) par Anthony de Jasay.....	124
Contre la méthode de Paul Feyerabend.....	188
Contre le centralisme\.....	131
Conway.....	297, 298, 299, 300, 302, 303, 304
Conway, David.....	297
Corporate Ideal in the Liberal State (The), de James Weinstein.....	70
Cotta, Alain.....	160
Crisis and Leviathan de R. Higgs.....	71

Criticism and the Growth of Knowledge d'Imre Lakatos & A. Musgrave, eds.; i.Lakatos, Imre; i.Musgrave, A.; a fourni une occasion de critiquer cette conception des sciences de la nature et de leur évolution. Analysant dans le détail des épisodes essentiels de l'histoire des sciences naturelles expérimentales, i.Kuhn; y mettait en cause l'idée d'un processus scientifique qui serait une progression régulière vers la vérité grâce à une succession

d'hypothèses, d'expériences décisives et d'élimination de théories réfutées par l'expérience, chaque génération nouvelle en sachant plus que la précédente. A en croire Thomas .i.Kuhn\;, le processus n'était au contraire ni cumulatif ni orienté. Différents \..... 187

Croates..... 20, 26

Croatie..... 20

Cromwell, Oliver..... 131

Debreu, Gérard..... 211

Deconstruction in Philosophy.....

Has Rorty Made It the Denouement of Contemporary Analytical Philosophy ? par Henry Veatch..... 213

Demands of Justice (The) de James P. Sterba.....271

Demsetz, Harold..... 94, 95

Denationalization of Money.....

The Argument Refined de Friedrich A. Hayek.....80

Descartes, René..... 133

Desocialization in a United Germany de Hans-Hermann Hoppe..... 214

Die Gemeinwirtschaft [Le Socialisme] de Ludwig von Mises.....149

Dissent on Keynes de Mark Skousen, ed..... 163

Dolan, Edwin..... 165, 220

dollar..... 20

Droit, législation et liberté de Friedrich A. Hayek..... 65

Droit, législation et liberté de Friedrich Hayek.....	78
Dunoyer, Charles.....	57
école de Chicago.....	48
école historique.....	159
Economic Science and the Austrian Method de Hans-Hermann Hoppe.....	165
Economic Thought Before Adam Smith.....	150
Economic Thought Before Adam Smith de Murray N. Rothbard.....	148, 195
Economics and Ethics of Private Property (The) de H. H. Hoppe.....	206
Economics and Ethics of Private Property (The).....	303
Economics and Ethics of Private Property (The) de Hans-Hermann Hoppe....	56, 73, 163, 171, 185, 232, 260
Economics and Ethics of Private Property (The), de Hans-Hermann Hoppe..	44, 59
Economics and Ethics of Private Property de Hans-Hermann Hoppe.....	253
Economics and Sociology of Taxation (The) de Hans-Hermann Hoppe.....	56
Economistes et charlatans de Murray N. Rothbard.....	95
Economistes et charlatans.....	236, 260, 296
Economistes et Charlatans.....	240
Economistes et charlatans de Murray N. Rothbard.....	205
Economistes et charlatans de Murray N. Rothbard et. al.....	153
Economistes et Charlatans de Murray N. Rothbard et. al.....	176
Economistes et charlatans de Murray Rothbard.....	242

Economistes et charlatans de Murray Rothbard et al.....	211
Ecossais.....	20
Edit de Nantes, sa révocation en 1685.....	13
Egalitarianism as a Revolt Against Nature and Other Essays de Murray N. Rothbard.....	230
Egalitarianism As a Revolt Against Nature and Other Essays de Murray N. Rothbard.....	62
Egypte (Sultan d')\;.i.Rome (empereur de)\;.i.Rothbard, Murray N.\;.....	107
Eigentum, Anarchie und Staat.....	242
Eigentum, Anarchie und Staat de Hans-Hermann Hoppe.....	229
Eigentum, Anarchie und Staat de Hans-Hermann Hoppe.....	87
Einführung.....	
Ludwig von Mises und der Liberalismus\.....	152
Einleitung [introduction] de Hayek aux Erinnerungen de Ludwig von Mises	155
Einstein, Albert.....	181
Elites naturelles, les intellectuels et l'Etat (Les) de Hans-Hermann Hoppe\;. En revanche, dans la mesure où les adhérents à la culture fondamentale comprennent la nature de la relation entre les deux cultures, non seulement la richesse absolue de la sous-culture sera menacée, mais son existence même sera mise en danger. Car les adeptes de la sous-culture parasitaire ne représentent jamais qu'une minorité de l'ensemble du groupe. Cent parasites peuvent vivre confortablement sur le produit d'un millier d'hôtes \; un millier de parasites, non. Cependant, si les membres de la culture productive de l'appropriation représentent toujours la majorité du peuple, alors dans le long terme la plus grande force physique est aussi de leur côté. Ils peuvent toujours battre les parasites et les détruire, et l'existence persistante d'une	

sous-culture d'expropriation ne s'explique donc pas par son plus grand pouvoir politico-militaire, mais dépend au contraire exclusivement du pouvoir des idées. Le gouvernement, les hommes de l'Etat doivent trouver un soutien idéologique qui plonge au cœur de la population exploitée. Sans un tel soutien de la part des membres de la culture de base, même le gouvernement le plus brutal et apparemment invincible s'effondre immédiatement (comme l'a tout récemment illustré la chute spectaculaire de l'i.Union Soviétique); et des gouvernements communistes de l'i.Europe de l'Est\;))..... 126

Empire ottoman.....	21
Empire soviétique.....	20
Engels, Friedrich.....	45
Enterprise and Education.....	31
Entwicklung von der Utopie zur Wissenschaft (Die) de Friedrich Engels.....	47
Epistemological Relativism in the Sciences of Human Action par Ludwig von Mises.....	244
Erfahrung und Struktur de Friedrich Kambartel.....	186
Erfahrung und Struktur de Friedrich Kambartel.....	196, 200
Erhard, Ludwig.....	141
Erinnerungen [Notes and Recollections] de Ludwig von Mises.....	155
Erklären - Verstehen Kontroverse in transzendental-pragmatischer Sicht (Die) de K. O. Apel.....	193
Espagne.....	20
Essays in the History of Liberty de Lord John Emmerich Dalberg-Acton.....	60
Essays of J. A. Schumpeter.....	74

Essays, Literary, Moral and Political de David Hume.....	107
Est, démocraties populaires.....	140
Etat (L') d'Anthony de Jasay.....	266
Etat (L'), d'Anthony de Jasay.....	14, 124
Etat-providence.....	140
Etats-Unis.....	7, 16, 17, 20, 22, 23, 25, 30, 31, 32, 62, 71, 72, 123
États-Unis.....	150, 155, 156, 157, 164, 182, 184
Ethics of Liberty.....	214, 229, 254, 260
Ethics of Liberty (The) de Murray N. Rothbard.....	150, 257
Ethics of Liberty (The) de Murray N. Rothbard.....	82
Ethique de la liberté.....	246
Ethique de la liberté.....	214, 229, 254, 260, 263, 266
Ethique de la liberté (L') de Murray N. Rothbard\;.i.Rothbard, Murray N.\;.....	82
Ethique de la liberté (L') de Murray Rothbard\;.i.Rothbard, Murray N.\;. Je vais plutôt l'utiliser ici comme un point de départ conceptuel, pour contribuer à faire comprendre l'erreur fondamentale de la plupart des apôtres contemporains de l'immigration illimitée.	9
Ethique de la liberté (L'), de Murray Rothbard\;.....	228
Ethique de la liberté (L'), de Murray Rothbard\; — pour nous fournir un système normatif exhaustif pour compléter et parfaire la tâche de justifier le laissez-faire.	243
Ethique de la liberté (L'), de Murray Rothbard\;.	75
Ethique de la liberté de Murray N. Rothbard.....	257

Euclide.....	93
Europe.....	17, 20, 25, 30, 32, 150, 156, 164, 182
Europe de l'Est.....	19
Europe de l'Est.....	20, 29, 126, 158, 159, 213
Europe de l'Est\; .i.Hoppe\; .i.Ludwig von Mises Institute\; .i.Collapse of Socialism and the Future of Eastern Europe (The) par Hans-Hermann Hoppe\; .i.Kwasny Economics\; .i.Desocialization in a United Germany de Hans-Hermann Hoppe\;.....	214
Europe de l'Ouest.....	30
Europe occidentale.....	17, 20, 23, 24, 25, 29, 62, 71, 123, 156, 157
Evans, P.....	71
F. A. Hayek and the Concept of Coercion de Murray N. Rothbard.....	82
F. A. Hayek et le concept de coercion de Murray N. Rothbard.....	82
F. A. Hayek on Government and Social Evolution.....	
A Critique\.....	152
Fatal Conceit (The) de Friedrich A. Hayek.....	94, 100, 104
Fatal Conceit (The), de Friedrich A. Hayek.....	93
Fatal Conceit (The), par Friedrich A. Hayek.....	97, 99
Feigl, H.....	199
Fertig, Lawrence.....	143
Fetter, Frank.....	53
Fetter, Frank A.....	161

Feyerabend.....	188, 189, 190, 191
Feyerabend, Paul.....	188
Fidji, îles.....	194
Firm, the Market, and the Law (The), par Ronald Coase.....	95
Fisher, Irving.....	161
Flamands.....	20
Florence, République de.....	131
Fonds Monétaire International.....	20
For A New Liberty de Murray N. Rothbard.....	212
For A New Liberty de Murray N. Rothbard.....	241
For a New Liberty.....	229
For a New Liberty de Murray N. Rothbard.....	57, 157, 257
For an Ontology of Morals	
A Critique of Contemporary Ethical Theory de Henry Veatch.....	211
Foreword par Friedrich A. Hayek au Socialism de Ludwig von Mises.....	100
Foundations of Modern Austrian Economics (The) d'Edwin Dolan, ed.; .i.Dolan, Edwin\; .i.Economic Science and the Austrian Method de Hans- Hermann Hoppe\; .i.Hoppe\; .i.Ludwig von Mises Institute\;.....	165
France.....	24, 134
Frédéric le Grand.....	13
Free Market (The).....	56, 204
Free Market Reader (The) de Llewelyn Rockwell, ed.....	212

Freedom and Domination d'Alexander Rüstow\;.i.Rüstow, Alexander\;.	60
Freedom and the Rule of Law in F. A. Hayek de Ronald Hamowy.....	82
Frege, G.....	200
Friedman.....	138
Friedman, David.....	33, 281
Friedman, Milton.....	138, 139, 169
Galilée.....	181
General Theory of Exploitation and Class (A) de J. Roemer.....	50
Generalization in Ethics de M. Singer.....	245
Generalization in Ethics de Marcus Singer.....	263
Gênes, république de.....	131
Georgetown Symposium on Ethics, Essays in Honor of Henry Babcock Veatch de Rocco Porreco, ed.....	247
Gewirth, Alan.....	245, 252
Gewirth, Carl.....	251
Gingrich, Newt.....	139
GNP, PPR, and the Standard of Living\.....	157
Goethe, Johann Wolfgang.....	133
Gordon, David.....	151, 283
GOUVERNEMENT MONDIAL.....	20
Grande-Bretagne.....	13, 71

Grundsätze der Volkswirtschaftslehre de Carl Menger.....	147
guerre mondiale (première).....	62
guerre mondiale (Première).....	14
Guerre mondiale (seconde).....	141
guerre mondiale, première.....	25, 135
guerre mondiale, Seconde.....	164
guerre mondiale, (première).....	21
Gustave de Molinari and the Anti-Statist Liberal Tradition par D. M. Hart.....	57
Haberler, Gottfried von.....	150
Habermas, Jürgen.....	249
Habsbourg, empire des.....	21
Hamowy, Ronald.....	82
Hare, R. M.....	263
Hart, D. M.....	57
Hauptströmungen der Gegenwartsphilosophie de W. Stegemüller.....	191
Hauptströmungen der Gegenwartsphilosophie de W. Stegmüller.....	195
Hayek. .80, 92, 102, 104, 105, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 128, 129, 150, 151, 152, 157, 161, 162, 163	
Hayek démocrate-social\.....	48
Hayek, Friedrich A.....	48, 99, 111, 286
Hayek, Friedrich A. von.....	65, 78, 80, 81, 82, 85, 86, 87, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 96, 97, 98, 213

Hayek, Friedrich von.....	22
Hayek's Theory of Cultural Group Selection de David Ramsey Steele\;.i.Ramsey Steele, David\;.i.Journal of Libertarian Studies\;.....	98
Hayek's Theory of Cultural Group Selection\.....	111
Herbener, Jeffrey M.....	91
Hermeneutical Invasion of Philosophy and Economics (The)\.....	170
Hermeneutical Invasion of Philosophy and Economics (The) par Murray N. Rothbard.....	212
Higgs, R.....	71
Hilbert, D.....	200
Hindenburg, Maréchal Paul von Benecken Dorff und, 1847-1934.....	158
Histoire de l'analyse économique de Joseph A. Schumpeter\;.....	162, 163
History of Economic Analysis de Joseph A. Schumpeter.....	162, 163
Hobbes, Thomas.....	280
Hohenzollern (Maison des).....	263, 272
Hollis, M.....	192, 205
Hongrois.....	20
Hoppe.....	165, 169, 191, 204, 205, 206, 213, 214, 218, 220, 226, 260, 261, 287
Hoppe, Hans-Hermann..	48, 56, 59, 68, 73, 89, 93, 112, 152, 163, 179, 253, 281
How is Fiat Money Possible? — or.....	
The Devolution of Money and Credit\.....	169
Hudson, W.....	261

Huguenots.....	13
Human Action.....	197, 202, 214, 215, 220, 233, 234
Human Action de Ludwig von Mises.....	149, 158, 173, 176
Human Action. A Treatise on Economics par Ludwig von Mises.....	100
Human Rights.....	248
Human Rights.....	
Fact or Fancy? de Henry Veatch.....	246
Human Rights de Veatch.....	254
Human Rights, Fact or Fancy ? de Henry Veatch.....	211
Hume.....	243, 278
Hume, David.....	107, 195
Imperialism, Pioneer of Capitalism de B. Warren.....	74
Imperialismus und strukturelle Gewalt de D. Senghaas.....	266
In Defense of Extreme Rationalism par Hans-Hermann Hoppe.....	191, 213
In Defense of Extreme Rationalism.....	
Thoughts on Donald McCloskey's 'The Rhetoric of Economics'\.....	170
In Defense of Extreme Rationalism par Hans-Hermann Hoppe.....	195
Inde.....	31, 123
Individualism and the Philosophy of the Social Sciences.....	260
Individualism and the Philosophy of the Social Sciences de Murray N. Rothbard.....	205

Intellectual Cover for Socialism (The) de H. H. Hoppe	204
Intimidation by Rhetoric\.....	170
Investigations Into The Method of the Social Sciences de Carl Menger.....	149
Investigations Into the Method of the Social Sciences with Special Reference to Economics de Carl Menger.....	104
Irak.....	29
Irlandais.....	20
Is Research Based on Causal Scientific Principles Possible in the Social Sciences? par Hans-Hermann Hoppe.....	260
Is There Life After Reaganomics ? par Murray N. Rothbard.....	212
Is-Ought Question (The) de W. Hudson, ed.....	261
Italie.....	21
Italie du Nord.....	24
Janich, P.....	186
Japon.....	20
Jasay.....	236
Jasay, Anthony de.....	14, 124, 266
Jefferson, Thomas.....	40
Jevons, William Stanley.....	148
Johnson, Paul.....	211
Jones.....	281
Journal of Political Economy.....	169

Journal of Libertarian Studies.....	95
Journal of Libertarian Studies.....	242
Journal des Economistes.....	241
Journal des économistes.....	229
Journal des Economistes et des Etudes Humaines.....	152
Journal of Libertarian Studies.....	98
Journal of Libertarian Studies.....	44, 57, 82, 235
Journal of Libertarian Studies. An Interdisciplinary Review.....	169
juifs.....	16, 17
Justice of Economic Efficiency (The), de Hans-Hermann Hoppe.....	59
Kambartel, Friedrich.....	166, 186, 196, 200, 245, 252
Kansas City.....	149
Kant, Immanuel.....	165, 252, 290
Kapital (Das) de Karl Marx.....	45, 48
Kathedersozialisten [Socialistes de la chaire].....	160
Kaufmann, Felix.....	163
Kelsen, Hans.....	76
Keynes.....	156, 163
Keynes, John Maynard.....	137
Keynes, the Man\.....	163
keynésianisme.....	156

Kirzner.....	150, 151
Kissinger, Henry.....	144
Kolakowski, Leszek.....	45
Kolko, Gabriel.....	70
Kraft, V.....	195
Krippendorff, E.....	71
Kritik der kausalwissenschaftlichen Sozialforschung. Untersuchungen zur Grundlegung von Soziologie und Ökonomie de Hans-Hermann Hoppe.....	193
Kritik der kausalwissenschaftlichen Sozialforschung de Hans-Hermann Hoppe	22
Kritik der kausalwissenschaftlichen Sozialforschung de H. H. Hoppe.....	206
Kritik der kausalwissenschaftlichen Wirtschaftsforschung. Untersuchungen zur Grundlegung von Soziologie und Ökonomie de Hans-Hermann Hoppe.....	260
Kuhn.....	187, 188, 189, 190, 191
Kuhn, Thomas.....	168, 187
Kwasny Economics.....	214
Lachmann.....	150, 151
Lachmann, Ludwig.....	151
Lakatos, Imre.....	187, 203
Language of Morals (The), de R. M. Hare.....	263
Language, Truth and Logic de A. J. Ayer.....	198
Langue de bois (La) de Françoise Thom.....	63

Laslett, Peter.....	257
Late Capitalism d'Ernest Mandel\;.....	45
Law and the Liberal Society.....	
F. A. Hayek's 'Constitution of Liberty' de Ronald Hamowy\;.....	82
Law, Action and Morality par Alan Gewirth.....	247
Law, Legislation and Liberty de Friedrich A. Hayek.....	65
Law, Legislation and Liberty de Friedrich A. Hayek.....	79, 83, 92, 100
Law, Legislation and Liberty de Friedrich Hayek.....	78
Law, Legislation, and Liberty de Friedrich A. Hayek.....	111
Law, Property Rights and Air Pollution par Murray N. Rothbard.....	266
Le Rationalisme autrichien à l'ère du déclin du positivisme par Hans-Hermann Hoppe\;.i.Hoppe\;. La réponse évidente est	
\.....	288
Lefort, François.....	63
Left and Right	
The Prospects for Liberty par Murray N.. Rothbard.....	230
The Prospects for Liberty de Murray N. Rothbard.....	62
Left and Right de Murray Rothbard.....	75
Lenk, H.....	201
Leonhard, W.....	45
Liberalismus de Ludwig von Mises.....	152

Liberty.....	212, 281, 289
Liggio, Leonard.....	70
Locke.....	195, 292, 299
Locke, John.....	93, 94, 95, 133, 257, 292
Logic of Scientific Discovery (The) de Karl Popper.....	199
Logikbegründung und rationaler Kritizismus par H. Lenk.....	201
Logique de la découverte scientifique de Karl Popper.....	199
Lomasky.....	289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297
Lomasky, Loren.....	253, 289, 290, 291, 292, 293
London Review of Books.....	213
London School of Economics.....	162
Lorentzen, P.....	186, 245, 252
Lost in the Move?.....	151
Ludwig von Mises and the Austrian School of Economics par Jeffrey M. Herbener.....	91
Ludwig von Mises as Social Rationalist par Joseph T. Salerno.....	91
Ludwig von Mises Institute.....	205
Ludwig Von Mises and the Paradigm for Our Age par Murray N. Rothbard	230
Ludwig von Mises as Social Rationalist.....	152
Ludwig von Mises Institute.....	124, 144, 149, 165, 184, 193, 211, 212, 213, 214
Lukes, S.....	192

Macédoniens.....	20
Machlup, Fritz.....	150
Man, Economy and Liberty. Review Essay par Hans-Hermann Hoppe.....	226
Man, Economy and State.....	229
Man, Economy and State de Murray Rothbard.....	242
Man, Economy and Liberty.....	
Essays in Honor of Murray N. Rothbard par Llewelyn Rockwell et Walter Block eds.....	211
Man, Economy and State.....	202, 220
Man, Economy and State de Murray N. Rothbard.....	53
Man, Economy and State de Murray N. Rothbard.....	69
Man, Economy and State de Murray N. Rothbard.....	214
Man, Economy and State de Murray Rothbard.....	228, 233
Man, Economy, and State de Murray N. Rothbard.....	173
Man, Economy, and State.....	150
Manchestérisme.....	158
Mandel, Ernest.....	45
Manifeste du Parti communiste (Le) de Karl Marx et Friedrich Engels.....	45, 47
Marie-Thérèse d'Autriche.....	13
Martin, J. J.....	70
Marx.....	55, 56

Marx, Karl.....	44, 45, 47, 48, 49, 50, 73, 74, 133, 148
marxisme.....	62
marxistes.....	64, 67, 68, 73
Mayer, Hans.....	150
McCloskey, Donald.....	170
Meaning of Ludwig von Mises (The) de Jeffrey Herbener, ed.....	189
Meaning of Ludwig von Mises (The) par Jeffrey Herbener, ed.....	152
Menger.....	147, 148, 149, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 161, 169, 172
Menger, Carl.....	91, 102, 104, 147, 179, 180, 182, 213
Methodisches Denken de P. Lorentzen.....	186
Methodological Debate (The) de Samuel Bostaph.....	160
Methodological Debate Between Carl Menger and the German Historicists (The), par Samuel Bostaph.....	149
Mill, John Stuart.....	148
Mirage de la justice sociale (Le) par Friedrich A. Hayek.....	220
Mirage de la justice sociale (Le) de Friedrich A. Hayek.....	286
Mises.....	57, 127, 129, 143, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 161, 162, 163, 164, 169, 170, 176, 193, 196, 197, 202, 205, 214, 215, 220, 232, 233, 236, 243, 244, 248, 249
Mises Institute.....	143, 144, 145, 184
Mises, Ludwig von.....	45, 53, 57, 63, 78, 91, 152, 155, 160, 179, 213, 220, 228, 229, 282, 290

Mises, Richard von.....	163
Modern Times de Paul Johnson.....	211
Monaco.....	30
monde occidental adopte le positivisme après la guerre.....	164
monétariste, école.....	161, 169
Monopoly and Competition par Murray N. Rothbard.....	69
Monopoly Capital de P. Baran et P. Sweezy.....	45
Montaigne, Michel de.....	109
Moral Point of View.....	
A Rational Basis of Ethics (The) de Kurt Baier.....	245
Moralbewußtsein und kommunikatives Handeln de Jürgen Habermas.....	249
Morgenstern, Oskar.....	150
Musgrave, A.....	187
musulmans.....	17
Mystery of Banking (The) de Murray N. Rothbard.....	57
Myth of Neutral Taxation (The) par Murray N. Rothbard.....	226
Myth of Neutral Taxation (The), par Murray N. Rothbard.....	236
Nationalökonomie de Ludwig von Mises.....	158
Natural Elites, Intellectuals and the State de Hans-Hermann Hoppe.....	124
Natural Elites, the Intellectuals and the State par Hans-Hermann Hoppe.....	130
Nature and Significance of Economic Science de Lionel Robbins.....	161

Nature et signification de l'économie de Lionel Robbins\;	220
Nature et signification de l'économie, de Lionel Robbins	161
Nègres	10, 16
Nell, E.	205
néo-conservateurs	140
Neue Unübersichtlichkeit (Die) de Jürgen Habermas	75
New Individualist Review	82
New Deal	139
New History of Leviathan (A), de Ralph Radosh et Murray N. Rothbard, eds	70
New Studies in Philosophy, Politics, Economics and the History of Ideas de Friedrich A. Hayek	96
New York	150
New York University	143, 150
Newton, Isaac	181
Nobel, prix	151
Normative Logic and Ethics de P. Lorentzen	245
Normative Logic and Ethics de P. Lorentzen	186
North, Gary	211, 290
Notes and Recollections de Ludwig von Mises	155
Nouvelle-Guinée	194
Nozick, Robert	266, 291

Occident.....	140, 141
Occident (l')\;	31
Occident (l')\;, quiconque ne faisait pas partie de la classe dirigeante avait peu de chances, voire aucune, d'y accéder, de sorte qu'ils s'opposaient avec véhémence à toute extension du pouvoir du Monarque.....	32
Offe, C.....	75
On Certainty and Uncertainty — Or.....	
How Rational Can Our Expectations be?\.....	151
On Certainty and Uncertainty — Or How Rational Can Our Expectations Be? par Hans-Hermann Hoppe.....	173
On Praxeology and the Praxeological Foundations of Economics and Ethics par Hans-Hermann Hoppe.....	205
On the Indefensibility of Welfare Rights par Hans-Hermann Hoppe.....	87
Oppenheim, P.....	199
Oppenheimer, Franz.....	60, 65
Orient.....	31
Osterfeld.....	274, 275, 277, 278, 279, 280
Osterfeld, D.....	274
Osterfeld, David.....	274
Österreichische Schule und ihre Bedeutung für die moderne Wirtschaftswissenschaft (Die)\.....	147
OTAN.....	20
OTASE.....	20

Ownership, Control, and the Firm par Harold Demsetz.....	95
Pacifique.....	20
Pareto, Vilfredo.....	242
Pax Americana.....	25
Pays-Bas.....	24, 131
Phillips, R. P.....	260
Philosophy.....	
Who Needs It? de Ayn Rand.....	266
Pierre le Grand.....	13
Pinochet, Augusto.....	141
Place of Reason in Ethics (The) de S. Toulmin.....	245
Plato's Modern Enemies and the Theory of Natural Law de J. Wild\;.....	246
Platon.....	192
Politics of Obedience	
The Discourse of Voluntary Servitude (The), d'Etienne de la Boétie\;.....	107
Pologne.....	20
Polonais.....	13
Popper, Karl.....	163
poppérisme, dont il serait urgent de prévoir l'extinction\;, les sciences économiques devinrent soit une sorte de jeu mathématique soit une version \	
.....	166

Pourquoi Murray Rothbard n'aura jamais le prix Nobel par Gary North\;
 .i.Economistes et charlatans de Murray Rothbard et al.\; .i.Rothbard\;) produits
 dans le meilleur des cas par des mathématiciens de deuxième ordre, non pour
 un public lequel n'existe pas, mais pour ramasser la poussière dans les
 bibliothèques de ce monde qui sont subventionnées par l'impôt \; ou alors il
 fallait qu'elle dégénère en une puissante industrie de la prévision
 économétrique, dont la futilité est douloureusement évidente pour tout le monde,
 y compris les politiciens et les bureaucrates d'Etat qui ne la subventionnent que
 pour des raisons de \..... 212

Pourquoi Murray Rothbard n'aura jamais le prix Nobel par Gary North\;
 .i.Economistes et charlatans\; .i.Rothbard\;, celle empiriste des essais et des
 erreurs, des conjectures hypothétiques, des réfutations et des confirmations.
 Voilà, dit .i.Lomasky\;, quel est le chemin à suivre, le chemin humble et
 effacé, sur lequel il faut aller cahotant. Et certes, on ne saurait douter que la
 plupart des philosophes politiques aient suivi ces recommandations, pour faire
 parler d'eux. Moi, je choisis le risque, et je présente une thèse sans ambiguïté,
 énoncée en termes directement applicables, et je prétends le prouver par des
 arguments axomatiques-déductifs. Si cela fait de mon livre la transgression
 suprême dans certains cercles philosophiques, c'est tant mieux. Mis à part
 d'autres avantages, comme par exemple que cela pourrait être le seul mode de
 recherche approprié, cela vous force au moins à dire quelque chose de précis,
 et de vous exposer à tous les vents de la critique logico-praxéologique au lieu
 de produire, comme le font .i.Lomasky\; et autres adeptes de la Modestie
 Officielle, des finasseries et autres balivernes sans la moindre portée pratique.
 291

Pouvoir d'entreprendre (Le) de François Lefort\; .i.Lefort, François\; .i.Langue
 de bois (La) de Françoise Thom\; .i.Thom, Françoise\;. Une justice de classe,
 c'est-à-dire un dualisme qui institue un ensemble de lois pour les dirigeants et
 un autre pour les dirigés, finit par marquer ce dualisme entre \.....65

Power and Market de Murray N. Rothbard.....87

Power and Market..... 226, 229

Power and Market de Murray N. Rothbard.....	241
Power and Market de Murray N. Rothbard.....	57
Praktische Philosophie und konstruktive Wissenschaftstheorie de Friedrich Kambartel, ed.....	245
Praxéologie comme méthode des sciences sociales (La) par Murray N. Rothbard.....	220
Praxeology.....	
The Methodology of Austrian Economics par Murray N. Rothbard.....	220
The Methodology of Austrian Economics\.....	165
Praxeology and Economic Science de Hans-Hermann Hoppe.....	205
Praxeology and Economic Science de Hans-Hermann Hoppe.....	220
Praxeology and the Praxeological Foundations of Epistemology and Ethics (On)\.....	189
Present State of Austrian Economics (The) de Murray N. Rothbard.....	91
Present State of Austrian Economics (The)\.....	152
Présomption Fatale (La) de Friedrich A. Hayek.....	100
Présomption fatale (La), de Friedrich A. Hayek.....	93
Prices and Production de Friedrich A. Hayek.....	162
Principes de l'économie politique de Carl Menger.....	147
Principles of Economics de Carl Menger.....	102
Privatseminar de Ludvig von Mises à Vienne.....	164
Prix et production de Friedrich A. Hayek.....	162

prix Nobel.....	157
Problem of One Big Cartel (The) par Murray N. Rothbard.....	69
production de la sécurité (De la) par Gustave de Molinari.....	241
Production of Security (The) de Gustave de Molinari.....	229
ProfScam.....	
Professors and the Demise of Higher Education de R. Sykes.....	212
protestants.....	17
Protophysik der Zeit (Die) de P. Janich.....	186
Provinces Unies.....	131
Prusse.....	13
Public Goods and Externalities.....	
The Case of Roads par Walter Block.....	242
Putnam, H.....	199
Pythagore.....	167
Quine.....	291
Radosh, Ralph.....	70
Raico, Ralph.....	57
Ramsey Steele, David.....	98
Rand, Ayn.....	26, 63, 234, 250, 266, 281
randiens.....	281
Rasmussen, Douglas.....	287, 288

Ratio.....	260
Rational Economic Man de M. Hollis et E. Nell.....	205
Rational Man de Henry Veatch.....	211
Rational Man. A Modern Interpretation of Aristotelian Ethics de Henry Veatch	195
Rationalisme autrichien à l'ère du déclin du positivisme (Le)\.....	171
Rationality and Relativism de M. Hollis et S. Lukes eds.....	192
Rawls, John.....	266, 277, 278
Recherches sur la méthode des Sciences sociales et de l'économie politique de Carl Menger.....	149
Redistribution (La) par Anthony de Jasay.....	124
Reich allemand.....	159
Relativism and the Study of Man par Helmut Schoeck et James Wiggins.....	244
Renaissance.....	131
républiques socialistes.....	140
Resource Cost of Irredeemable Paper Money (The)\.....	169
Réversible n'est pas testable	
réflexions sur la pensée politique de Karl Popper (Le) par Anthony de Jasay\;.....	160
Review of Austrian Economics.....	91, 212
Review of Austrian Economics.....	68, 76, 152, 169, 170, 179, 191, 226
Révolution industrielle.....	24

Révolution keynésienne.....	163
Ricardo.....	148
Ricardo, David.....	50, 148
Robbins, Lionel.....	161, 162, 220
Rockefeller, David.....	144
Rockwell, Llewelyn.....	211
Roemer, J.....	50
Rome.....	131
Ronald Reagan	
An Autopsy par Murray N. Rothbard.....	212
Rothbard....	57, 143, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 163, 165, 169, 172, 173, 176, 194, 195, 202, 205, 211, 213, 214, 220, 226, 229, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 241, 243, 244, 245, 248, 250, 254, 257, 259, 263, 266, 268, 279, 290, 296
Rothbard, Murray.....	179, 180, 182
Rothbard, Murray N.....	9, 45, 53, 57, 62, 68, 70, 82, 91, 95, 107, 109, 148, 152, 179, 213, 228, 281
Rothbard, Murray N.....	68
Roumanie.....	20
Rousseau, Jean-Jacques.....	40, 258, 272, 280
Royaume-Uni.....	20
Russes.....	26

Russie.....	13, 28
Rüstow, Alexander.....	60
Salerno, Joseph.....	152
Salerno, Joseph T.....	91
Salerno, Joseph T.	57
Salin, Pascal.....	83
San Marin.....	30
Say, Jean-Baptiste.....	57
Schlick.....	163
Schlick, Moritz.....	163, 164
Schmoller, Gustav von.....	160
Schoeck, Helmut.....	244
Schumpeter.....	150, 151, 152
Schumpeter, Joseph Alois.....	148, 162, 163
Science in a Free Society de Paul Feyerabend.....	188
Seconde guerre mondiale.....	164
Senghaas, D.....	266
Sennholz, Hans.....	150
Serbes.....	26
Serbie.....	20
Shaftesbury (Lord).....	195

Shakespeare, William.....	133
Singer, M.....	245
Singer, M.....	252
Singer, Marcus.....	263
Skousen, Mark.....	163
Slovaques.....	20
Slovaquie.....	20
Slovènes.....	26
Slovénie.....	20
Smith, Adam.....	148
Social Analysis of Three Early 19th Century French Liberals.....	
Say, [Charles N.d.T.] Comte and Dunoyer (The) par M. Weinburg.....	57
Social Science as Sorcery de Stanislav Andreski.....	212
Socialism de Ludwig von Mises.....	69, 149
Socialisme (Le) de Ludwig von Mises.....	69
Socialistes de la chaire.....	160
Socialistes nationaux d'Adolf Hitler\;.....	164
Sombart, Werner.....	160
Southern Economic Journal.....	260
Sovietideologie heute de G. Wetter.....	45
Sovietideologie heute de W. Leonhard.....	45

soviétique (Etat).....	26
SPD parti démocrate-social.....	77
Spencer, Herbert.....	133
Staat (Der) de Franz Oppenheimer.....	60, 65

Staat und Krieg d'E. Krippendorff\; .i.Krippendorff, E.\; .i.War-Making and State-Making as Organized Crime par Charles Tilly\; .i.Tilly, Charles\; .i.Bringing the State Back In de P. Evans et al. \; .i.Evans, P.\; .i.Crisis and Leviathan de R. Higgs\; .i.Higgs, R\;. Le marxisme, contrairement à une bonne partie de la science dite bourgeoise, présente les choses telles qu'elles sont

il existe bel et bien une tendance à l'impérialisme à l'œuvre dans l'histoire \; et les plus grandes puissances impérialistes sont bel et bien les pays capitalistes les plus avancés. Et pourtant, l'explication est une fois de plus erronée. C'est l'Etat, en tant qu'institution exempte des règles capitalistes d'acquisition de la propriété, qui est par nature agressif. Et l'évidence historique d'une coïncidence étroite entre le capitalisme et l'impérialisme ne contredit cette explication qu'en apparence. Il est extrêmement facile de l'expliquer en rappelant que, pour se tirer avec succès d'une guerre entre Etats, un gouvernement doit pouvoir disposer (en termes relatifs) de ressources suffisantes. Toutes choses égales par ailleurs, c'est l'Etat qui a le plus de ressources qui l'emportera. En tant qu'entreprise exploiteuse, l'Etat est par nature destructeur de richesse et de capital. La richesse est produite exclusivement par la société civile \; et plus faibles sont les pouvoirs d'extorsion des hommes de l'Etat, plus la société accumule de richesses et de capital productif. Ainsi, aussi paradoxalement que cela puisse paraître d'abord, plus un Etat est faible ou libéral et plus le capitalisme y est développé \; une économie capitaliste à piller rend l'Etat plus riche \; et un Etat plus riche permet de plus en plus de guerres expansionnistes menées avec succès. C'est cette relation-là qui explique pourquoi ce sont au départ les Etats d'.i.Europe occidentale\;, et en particulier la .i.Grande-Bretagne\;, qui furent les pays impérialistes dominants, et pourquoi au .i.XXème siècle

les Etats-Unis ont repris le rôle de la Grande-Bretagne comme pays impérialiste dominant\; ce rôle a été repris par les .i.Etats-Unis\;.	71
State (The) d'Anthony de Jasay\;	266
Steele.....	287
Steele, David Ramsey.....	111
Steele, David Ramsey.....	281, 286
Stegemüller, W.....	191
Stegmüller, W.....	195
Sterba, James P.....	271
Strafunwürdigkeit unterlassener Hilfeleistung (Von der) par Hans-Hermann Hoppe.....	87
Structure des révolutions scientifiques (La) de Thomas Kuhn.....	168
Structure des révolutions scientifiques (La), de Thomas Kuhn.....	187
Structure of Science (The) d'E. Nagel\;.	199
Structure of Scientific Revolutions (The) de Thomas Kuhn.....	168
Struktur wissenschaftlicher Revolutionen (Die) de Thomas Kuhn.....	168
Strukturprobleme des kapitalistischen Staatesde C. Offe.....	75
Studies in Philosophy, Politics, and Economics de Friedrich A. Hayek.....	102
Suisse.....	21, 22
Suisse (comptes en).....	124
Sweezy, P.....	45
Sykes, R.....	212

Symposium on Hoppe's Argumentation Ethic\;. Je vais me concentrer sur les critiques les plus véhémentes — toutes utilitaristes d'une espèce ou d'une autre, à l'encontre de mon argumentation. Ensuite, je commenterai brièvement la manière de réagir des .i.randiens\;*.i.Hoppe, Hans-Hermann\; .i.Rand, Ayn\; .i.Rothbard, Murray N.\;.....	281
System der Soziologie de Franz Oppenheimer.....	65
Tchèques.....	20
Tchéchénie.....	29
Temps modernes (Les) de Paul Johnson.....	211
Ten Great Economists de Joseph A. Schumpeter.....	148
Théorie de la banque libre (La), de George Selgin.....	68
Théorie de la monnaie et du crédit de Ludwig von Mises.....	149
Théorie de la valeur	
analyse axiomatique de l'équilibre économique de Gérard Debreu\;.....	211
Theorie des kommunikativen Handelns de Jürgen Habermas.....	249
Theorie des Geldes und der Umlaufsmittel [Théorie de la monnaie et du crédit] de Ludwig von Mises.....	149
Théorie générale de John Maynard Keynes.....	163
Theory of Socialism and Capitalism.....	229
Theory of Socialism and Capitalism (A) par David Conway.....	297
Theory and History	
An Interpretation of Social and Economic Evolution de Ludwig von Mises.....	193

Theory and History de Ludwig von Mises.....	73
Theory and History de Ludwig von Mises.....	149
Theory of Free Banking (The) de George Selgin.....	161
Theory of Justice (A) de John Rawls.....	266
Theory of Money and Credit de Ludwig von Mises.....	149
Theory of Socialism and Capitalism (A) de Hans-Hermann Hoppe.....	242
Theory of Socialism and Capitalism (A) de Hans-Hermann Hoppe...56, 59, 216, 235, 289	
Theory of Value	
An Axiomatic Analysis of Economic Equilibrium de Gérard Debreu.....	211
Thom, Françoise.....	63
Tilly, Charles.....	71, 75
Toulmin, S.....	245, 252
Toward a Reconstruction of Utility and Welfare Economics de Murray N. Rothbard.....	176, 226, 266
Transformation der Philosophie de K. O. Apel.....	201, 216, 249
Triumph of Conservatism (The), de Gabriel Kolko.....	70
Tullock, Gordon.....	66, 292
Turcs.....	10, 20
Turgot, A. R. J.....	148
Turquie.....	21
Two Treatises on Government de John Locke.....	257

Tyroliens.....	20
U. S. A.	73
Ultimate Foundation of Economic Science (The) de Ludwig von Mises.....	153, 179, 205
Ultimate Justification of the Private Property Ethics (The), par Hans-Hermann Hoppe.....	59
Union soviétique.....	23, 29, 158
Union Soviétique.....	19, 20, 22, 23, 126
Unity of Science as a Working Hypothesis par P. Oppenheim et H. Putnam	199
Untersuchungen über die Methode der Sozialwissenschaften und der politischen Ökonomie insbesondere de Carl Menger.....	149
Untitled Letter (An) par Ayn Rand.....	266
USA.....	164
Value, Exploitation and Class de J. Roemer.....	50
Vaughn, Karen.....	151
Veatch, Henry.....	211, 213, 246, 248, 252, 254
Venise, république de.....	131
Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien-être\.....	226
Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien-être de Murray N. Rothbard\;.....	95
Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien-être\.....	176

Vertu d'égoïsme (La) de Ayn Rand\;i.Poncins, Michel de\;i.Chômage, fils du socialisme de Michel de Poncins\; et, comme je vais l'expliquer, la \.....	28
Vienne.....	150, 195
vingtième siècle, ère du socialisme.....	155
Virkkala, Timothy.....	281, 282
Wahrheitstheorien par Jürgen Habermas.....	249
Walras, Léon.....	148
War-Making and State-Making as Organized Crime par Charles Tilly.....	71
Warren, B.....	74
Washington, D. C.....	184
Waters.....	281, 285
Watershed of Empire par Leonard Liggio et J. J. Martin, eds.....	70
Weinburg, M.....	57
Weinstein, James.....	70
Wetter, G.....	45
Why Socialism Must Fail de Hans-Hermann Hoppe.....	56
Wicksell, Knut.....	161
Wiener Kreis (Der) de V. Kraft.....	195
Wieser.....	151
Wieser, Friedrich von.....	148, 150
Wiggins, James.....	244

Wild, J.....	246, 252
William Volker Fund.....	143
Wirklichkeit und Reflexion de H. Fahrenbach, ed.....	249
Wissenschaft als Kunst de Paul Feyerabend.....	188
XIXème siècle, début de l'analphabétisme économique à l'allemande.....	159
XIXème siècle, début de la frénésie légiférante.....	136
XIXème siècle, début du processus de démocratisation en Europe et aux Etats-Unis.....	32
XIXème siècle, l'Allemagne est encore divisée en principautés\;, où nombre de principules se disputaient leurs pouvoirs, par opposition à la .i.France\;, fortement centralisée.....	134
XIXème siècle, l'Europe occidentale domine le reste du monde\;, l'.i.Europe occidentale\; en est venue à dominer le reste du monde (et non le contraire), et pourquoi ce colonialisme a généralement été facteur de progrès. En outre, il explique la montée des .i.Etats-Unis\; au rang de superpuissance au cours du .i.XXème siècle, les Etats-Unis eviennent une superpuissance\;.	25
XIXème siècle, l'exploitation étatique croît sans cesse depuis le dernier tiers\;, particulièrement depuis la première .i.guerre mondiale (première)\;. En fait, pour les .i.Autrichiens (économistes)\;, le .i.marxisme\; porte une grande part de responsabilité dans cette dégradation, en faisant perdre de vue la conception correcte de l'exploitation, celle dont les propriétaires initiaux, producteurs, parties aux contrats sont victimes de la part de ceux qui n'ont rien produit ni passé aucun contrat, et mettant en avant, dans la pire confusion, la fausse opposition du capitaliste et du salarié.....	62
XIXème siècle, les indésirables étaient tout naturellement exclus.....	17
XIXème siècle, les intellectuels sont financés par des mécènes privés.....	133

XVème siècle, les taux d'intérêts réels atteignent 5 %\;	136
XVIIème siècle, l'Allemagne n'est pas unifiée.....	21
XXème siècle.....	25
XXème siècle les Etats-Unis ont repris le rôle de la Grande-Bretagne comme pays impérialiste dominant.....	71
XXème siècle, dans la première moitié des économistes reconnaissent les contributions de Böhm-Bawerk.....	161
XXème siècle, les Etats-Unis eviennent une superpuissance.....	25
XXème siècle, Mises et Rothbard sont les plus grands économistes.....	143
Yeager, Leland.....	281, 288
yougoslave, gouvernement.....	26
Yougoslavie.....	19
Zeitschrift für philosophische Forschung.....	201
(économistes) autrichiens.....	230
Association of Private Enterprise Education (The).....	31
Hermeneutical Invasion of Philosophy and Economics (The) par Murray N. Rothbard.....	213
Theory of Socialism and Capitalism.....	226

Table des matières

1 Liberté d'immigrer	6
2 Contre le centralisme.....	19
La petite taille garante d'une imposition modérée.....	21
La concurrence pour l'implantation des activités.....	24
Contrat contre domination.....	25
Le sécessionnisme, force de progrès.....	29
3 A Bas	31
4 L'analyse de classe marxiste et celle des autrichiens.....	44
Thèse numéro un.....	77
De l'Etat.....	78
Sur la liberté et la coercition.....	82
Thèse numéro deux :.....	90
Sur l'évolution sociale.....	96
La Mutation culturelle.....	99
La Transmission culturelle.....	100
La Sélection culturelle.....	110
Conclusion.....	128
6 Les élites naturelles, les intellectuels.....	130
7 L'Ecole autrichienne	147

II	151
III	154
8 Le Rationalisme autrichien	185
Rationalisme et relativisme dans les sciences de la nature et de la société.....	185
Le Positivisme et la destruction de l'économique et de l'éthique par le relativisme.....	195
L'Ecole autrichienne et les chances d'une reconstruction rationaliste de l'éthique et de l'économique.....	210
9 De la théorie économique du laissez-faire.....	232
II	242
III	260
Quatre réponses à la critique.....	274
Préférence démontrée et propriété privée.....	274
Utilitaristes et randiens contre la Raison.....	281
L'Intimidation par argumentation.....	289
Sur le caractère indéfendable des \.....	297
Bibliographie.....	305
Index des noms propres.....	329
Table des matières.....	378
Bibliographie française.....	CCCLXXXI

Bibliographie française de l'école autrichienne

- **T. S. ASHTON**, *La Révolution industrielle, 1760-1830*. Plon, 1947.
- **Peter T. BAUER**, *Mirage égalitaire et tiers monde*. Paris, PUF, 1984.
- **Frédéric BASTIAT**, *Oeuvres économiques* (présentées par Florin AFTALION). Paris, PUF, 1983.
- **Georges BERTHU & Henri LEPAGE**, *Vive la propriété*. Paris, Albin Michel, 1985.
- **Walter BLOCK**, *Défense des Indéfendables*. Paris, Les Belles Lettres, 1994.
- **Eugen von BÖHM-BAWERK**, *Théorie positive du capital*. Marcel Giard, Bibliothèque internationale d'économie politique, 1929 (1^o éd. 1902).
- **George GILDER**, *Richesse et pauvreté*.
- **Friedrich A. HAYEK**, *La Constitution de la Liberté*. Paris, PUF, 1996.

- **Friedrich A. von HAYEK, ed.,** *L'Économie dirigée en régime collectiviste. Etudes critiques sur les possibilités du socialisme.* Paris, Librairie de Médecis, 1939.

- Friedrich A. HAYEK,** *Droit, législation et liberté : une nouvelle formulation des principes libéraux de justice et d'économie politique.* Paris, PUF, 1980, 1982, 1983.

- Friedrich A. HAYEK,** *Prix et production.* Paris, Agora, 1985 (1° éd. Calmann-Lévy 1975).

- Friedrich A. HAYEK,** *La route de la servitude.* Paris, PUF, 1985 (1° éd. Librairie de Médecis, 1946).

- Friedrich A. HAYEK,** *Scientisme et sciences sociales : essai sur le mauvais usage de la raison.* Paris, Agora, 1986 (1° éd. Plon, 1953).

- Friedrich A. HAYEK,** *La Présomption fatale. Les Erreurs du socialisme.* Paris, PUF, 1988.

- **Henry HAZLITT,** *L'Économie politique en une leçon.* Editions de Médecis, 1949.

- **Israel M. KIRZNER,** *Les Périls de la réglementation : Une approche par les processus de marché.* Paris, IHS, 35 avenue Mac Mahon, 75017 Paris.

- **Philippe LACOUDE, Frédéric SAUTET, Véronique de RUGY eds.,** *Action ou Taxation.* Slatkine, 1996.

- **Bernard LANDAIS,** *L'Héritage du monétarisme,* Université de Bretagne Occidentale, photocopié, 1986.

- **Pierre LEMIEUX,** *Du Libéralisme à l'anarcho-capitalisme.* Paris, PUF, 1983.

- Pierre LEMIEUX,** *L'Anarcho-capitalisme.* Paris, PUF, 1988.

- Pierre LEMIEUX, *La Souveraineté de l'individu*.** Paris, PUF, 1987.
- **Henri LEPAGE, *Demain, le capitalisme*.** Paris, Hachette, 1978.
- Henri LEPAGE, *Demain, le libéralisme*.** Paris, Hachette, 1980.
- Henri LEPAGE *Vive le commerce : services, distributions, croissance*.**
Paris, Dunod, 1982.
- Henri LEPAGE, *Planification et économie de marché : il n'y a pas de troisième voie*.** Institut Economique de Paris, 1983.
- Henri LEPAGE, *Pourquoi la propriété*.** Paris, Hachette, 1984.
- **Kurt LEUBE, Angelo PETRONI, James SADOWSKI, eds. *Un Autrichien en France (Essais en l'honneur de Jacques GARELLO pour le XXème anniversaire de l'université d'été)*.**
Turin, La Rose Editrice, 1997.
 - **Christian MICHEL, *La Liberté : deux ou trois choses que je sais d'elle*.** Institut Economique de Paris, 1986.
 - **Ludwig von MISES, *Les Illusions du protectionnisme et de l'autarcie*.** Librairie de Médicis (*Fausse solutions à de vrais problèmes N°1*), 1938.
- Ludwig von MISES, *Le Gouvernement omnipotent*.** Paris, Librairie de Médicis.
- Ludwig von MISES, *La Bureaucratie*.** Librairie de Médicis, 1946.
- Ludwig von MISES, *Le Socialisme*.** Librairie de Médicis, 1952.
- Ludwig von MISES, *Le Chaos du planisme*.** Librairie de Médicis,
Editions Marie-Thérèse Génin.
- Ludwig von MISES *Politique économique*.** Institut Economique de
Paris, 1983.

Ludwig von MISES *L'Action humaine : traité d'économie.* Paris, PUF, 1985.

- **Philippe NEMO**, *La Société de droit selon F. A. HAYEK.* Paris, PUF, 1988.

- **Mancur OLSON**, *Logique de l'action collective.* Paris, PUF, 1987.

- **Madsen PIRIE**, *La Micropolitique : comment faire une politique qui gagne.* (non publié) Paris, Institut Euro 92.

Madsen PIRIE, *Projet pour une révolution.* Paris, Institut Euro 92.

- **Michael POLANYI**, *La Logique de la liberté.* Paris, PUF.

- **Ayn RAND**, *Nous les vivants.* Paris, Rive droite, 1995.

Ayn RAND, *La Vertu d'égoïsme.* Paris, Les Belles Lettres, 1995.

Ayn RAND, *La Source vive.* Paris, Plon, 1997.

- **Lionel ROBBINS**, *Essai sur la nature et la signification de la science économique.* Librairie de Médecis Editions politiques, économiques et sociales, 1947.

- **Murray N. ROTHBARD**, *L'Ethique de la Liberté.* Paris, Les Belles Lettres, 1991.

Murray N. ROTHBARD et. al., *Economistes et Charlatans.* Paris, Les Belles Lettres, 1991.

- **Pascal SALIN**, *L'Unité monétaire européenne : au profit de qui ?* Paris, Economica, 1979.

Pascal SALIN, *L'Ordre monétaire mondial.* Paris, PUF, 1982.

Pascal SALIN, *La Vérité sur la monnaie.* Paris, Odile Jacob, 1990.

Pascal SALIN, *Macroéconomie.* Paris, PUF, 1991.

- Pascal SALIN**, *La Concurrence*. Paris, PUF (Que Sais-je ?), 1995.
- Pascal SALIN**, *L'Arbitraire fiscal*. Paris, Slatkine, 1996 (1° éd. 1985).
- **Serge SCHWEITZER** *Le Programme de recherche autrichien en méthodologie économique ; essai de définition*. Université d'Aix-Marseille III : Thèse pour le doctorat en sciences économiques, 1987.
 - **George SELGIN**, *La Théorie de la banque libre*. Paris, Les Belles Lettres, 1992.
 - **Hans F. SENNHOLZ**, *La Grande Dépression*. Paris, IHS (Non publié).
 - **Alain SIAENS**, *Le Prince et la conjoncture*. Institut Economique de Paris.
 - **Julian SIMON**, *L'Homme, notre dernière chance*. Paris, PUF, 1995.
 - **Patrick SIMON**, *La Main invisible et le droit*. Paris, Le Belles Lettres, 1991.
 - **Thomas SOWELL**, *La Loi de Say : une analyse historique*. Paris, LITEC.
 - **Thomas SOWELL**, *Race, Politique et Economie*. Paris, PUF, 1985.

1291, pacte fondateur de la Suisse.....	21
1291, serment du Rütli.....	131
1648 les Provinces-Unies s'érigent en république\; à .i.1673 fin de la république des Provinces-Unies\;, et l'.i.Angleterre\; sous .i.Cromwell, Oliver\;.....	131
1673 fin de la république des Provinces-Unies.....	131
1782, la loi interdit aux ouvriers qualifiés de quitter le territoire britannique	13
1824, la loi cesse d'interdire aux ouvriers qualifiés de quitter le territoire britannique\;, une loi interdisait aux ouvriers qualifiés de quitter la .i.Grande-Bretagne\;. En revanche, un roi souhaitera expulser ses sujets improductifs et destructeurs (les criminels, clochards, mendiants, romanichels, vagabonds, etc.), car les extirper du royaume accroîtra sa valeur. C'est pour cela que la .i.Grande-Bretagne\; a expulsé des dizaines de milliers de délinquants de droit commun en .i.Amérique du Nord\; et en .i.Australie\;.	13
1840, naissance de Carl Menger.....	147
1848 guerre du Sonderbund	
la Suisse devient une fédération.....	21
1851, naissance d'Eugen von Böhm-Bawerk\;.....	148
1871, unification de l'Allemagne\;.....	21
1880, des Polonais admis comme travailleurs saisonniers en Allemagne.....	13
1881, naissance de Ludwig von Mises.....	148
1883, Carl Menger publie ses Recherches sur la méthode des sciences sociales. Début de la Querelle des Méthodes avec Schmoller.....	149
1884, Eugen von Böhm-Bawerk publie Kapital und Kapitalzins [Capital et intérêt].....	148

1912, Ludwig von Mises publie sa Theorie des Geldes und der Umlaufsmittel [Théorie de la monnaie et du crédit].....	149
1914, mort de Eugen von Böhm-Bawerk.....	148
1918 disparition de l'empire des Habsbourg\;.....	21
1920, il apparaît au cours de la décennie des économistes allemands dignes de ce nom.....	159
1920, Mises et Hayek prédisent la crise de la fin de la décennie.....	161
1922, Ludwig von Mises publie Die Gemeinwirtschaft [Le Socialisme].....	149
1924, mort de Carl Menger.....	147
1926, naissance de Murray Rothbard.....	150
1930, les savants européens émigrent aux États-Unis.....	164
1931, Hayek invité à Londres par Lionel Robbins pour présenter la théorie autrichienne de la conjoncture.....	162
1932, Lionel Robbins publie The Nature and Significance of Economic Science.....	161
1936, début de la révolution keynésienne.....	163
1940, Ludwig von Mises émigre aux États-Unis.....	150
1940, on tient encore l'école de Chicago pour \.....	138
1950, The Nature and Significance of Economic Science de Lionel Robbins reste influent.....	161
1960, vers la fin de la décennie, les niveaux de vie commencent à stagner...39	
1962 entrée en scène de Murray Rothbard.....	233
1962, Murray Rothbard publie Man, Economy and State.....	150

1965, la législation démocratique autorise l'immigration de n'importe qui aux Etats-Unis.....	16
1970, au milieu de la décennie le nombre des économistes autrichiens recommence à augmenter.....	182
1970, la décennie est marquée par l'apparition d'une \.....	168
1970, la stagflation apparaît.....	156
1970, le niveau de vie commence à stagner en Occident.....	157
1970, le prix du relativisme social devient trop élevé.....	212
1970, les événements économiques font changer l'opinion\;.....	156
1970, on redécouvre l'école autrichienne\;, au vu de l'échec de plus en plus patent du programme de recherche positiviste-réfutationniste, on ne s'est pas borné à redécouvrir ces arguments-là \; de plus en plus, particulièrement de plus en plus de jeunes savants en sciences économiques et sociales découvraient aussi que l'école .i.autrichienne, école\; qui était presque tombée dans l'oubli pendant les hautes eaux du positivisme avait, dépassant largement la critique logique du positivisme et dans l'ignorance de la plupart de l'opinion scientifique, élaboré un système d'économie descriptive presque complètement développé et achevé, dont les propositions se distinguent fondamentalement dans leur caractère de l'insignifiance et de l'arbitraire des énoncés de la recherche économique positiviste.....	172
1970, regain d'influence de l'école autrichienne au milieu de la décennie....	155
1970, vers le début de la décennie, les niveaux de vie commencent à stagner	39
1973, mort en septembre de Ludwig von Mises.....	148
1974, F. A. Hayek reçoit le prix Nobel d'économie\;, le nom de ce dernier l'emporta en popularité sur celui des autres .i.autrichiens, économistes\; y compris .i.Mises\;, à tel point qu'il était devenu synonyme d'\.....	151

1974, un an après la mort de Mises, Hayek reçoit le prix Nobel d'économie\;	157
1976, Rothbard fonde le Journal of Libertarian Studies.....	169
1980 à la fin de la décennie, le système soviétique s'effondre\;	39
1980, effondrement du socialisme réel à la fin de la décennie.....	140
1980, effondrement du socialisme réel au cours de la décennie.....	158
1980, même des socialistes invétérés reconnaissent que Mises avait raison..	159
1982, Murray Rothbard publie The Ethics of Liberty.....	150
1982, Rothbard publie The Ethics of Liberty.....	243
1985, les PUF publient L'Action humaine, traduction du Human Action de Ludwig von Mises\;	149
1987, Rothbard fonde la Review of Austrian Economics.....	169
1995, mort en janvier de Murray Rothbard.....	150
1995, parution de Economic Thought Before Adam Smith et de Classical Economics de Murray Rothbard.....	150
31 av. J.-C. fin de la République romaine.....	131
A Kind of Integrity par J. Barnes.....	213
Action humaine.....	193, 197, 202, 214, 220, 230
Action humaine (L') de Ludwig von Mises\;. En réalité, la relation entre prospérité économique et centralisation est très différente — en fait c'est quasiment le contraire — de ce que prétend l'orthodoxie.	22
Action Humaine (L') de Ludwig von Mises\; .i.Human Action de Ludwig von Mises\; .i.Manchestérisme\; .i.Hindenburg, Maréchal Paul von Benecken Dorff und, 1847-1934\; .i.Audouin, Raoul\; .i.Nationalökonomie de Ludwig von	

Mises\;. Et finalement, à la fin des années .i.1980, effondrement du socialisme réel au cours de la décennie\;, s'est produit l'effondrement spectaculaire du socialisme réel en .i.Union soviétique\; et dans les pays de l'.i.Europe de l'Est\;. .i.Mises\; avait dès le début prédit cet effondrement comme inévitable. Comme dans le socialisme l'ensemble des facteurs de production, y compris la terre et le sol, sont possédés par le collectif et ne peuvent donc pas être achetés ni vendus, ils n'ont pas de prix de marché pour indiquer leur rareté. Or, en l'absence de prix de marché, tout calcul économique — toute comparaison des coûts et des prix de vente — est impossible. Socialisme ne signifie pas \....159

Action humaine (L') de Ludwig von Mises\;.....	115
Action humaine (L') de Ludwig von Mises\;. C'est valable pour le concept d'\	173
Action humaine (L'), de Ludwig von Mises\;. Comme .i.Rothbard\; le montre, cette démonstration comporte deux fautes de raisonnement.i.Rothbard\;.i.Man, Economy and State de Murray Rothbard\;.....	234
Action humaine (L'), par Ludwig von Mises\;] \; il présenta pour la première fois une défense complète et totalement cohérente d'un système pur de marché.....	233
Acton, Lord John Emmerich Dalberg-.....	60
Advances in Austrian Economics.....	156
Affirmative action.....	139
Afrique.....	123
After Virtue	
A Study in Moral Theory d' Aldastair McIntyre\; .i.Moralbewußtsein und kommunikatives Handeln de Jürgen Habermas\;.i.Habermas, Jürgen\;.i.Veatch, Henry\;.i.Human Rights, Fact or Fancy? de Henry Veatch\;.	251

Against Method de Paul Feyerabend.....	188
Alabama.....	184
Albanais.....	20
Albanie.....	22
Allemagne.....	13, 21, 134, 159, 161, 164
Allemagne de l'Ouest.....	20, 141
Allemagne du Sud.....	24
Allemagne, République Fédérale d'.....	158
Allemands.....	13, 20
America's Great Depression de Murray N. Rothbard\; .i.Charles Dunoyer and French Classical Liberalism par Leonard Liggio\; .i.Liggio, Leonard\; .i.Journal of Libertarian Studies\; .i.Classical Liberal Exploitation Theory par Ralph Raico\; .i.Raico, Ralph\; .i.Social Analysis of Three Early 19th Century French Liberals... Say, [Charles N.d.T.] Comte and Dunoyer (The) par M. Weinburg\; .i.Weinburg, M.\; .i.Say, Jean-Baptiste\; .i.Comte, Charles\; .i.Dunoyer, Charles\; .i.Journal of Libertarian Studies\; .i.Salerno, Joseph T. \; .i.Comment on the French Liberal School par Joseph T. Salerno\; .i.Gustave de Molinari and the Anti-Statist Liberal Tradition par D. M. Hart\; .i.Hart, D. M.\;.	57
Américains.....	17, 75
Amérique du Nord.....	13, 25, 156
Amérique du Sud.....	182
Anarchie, Eigentum und Staat de Hans-Hermann Hoppe.....	235
Anarchy, State and Utopia de Robert Nozick.....	266
Anatomie d'un spectre d'Alain Besançon.....	122

Andorre.....	30
Andreski, Stanislav.....	212
Angleterre.....	24, 131, 162
années trente, triomphe du charlatanisme keynésien.....	156
Annexe\.....	153
Apel, K. O.....	201, 216, 249, 252
Apriori der Kommunikationsgemeinschaft und die Grundlagen der Ethik (Das) par K. O. Apel.....	249
Argument From Mere Argument (The) par Loren Lomasky.....	289
Argumentation par l'intimidation (L')\.....	253
Aristote.....	40, 53, 181, 192
Aspects of Scientific Explanations de C. G. Hempel.....	199
Athènes.....	131, 204
Atlantic Economic Journal.....	149
Auburn University.....	184
Auburn, Al.....	149, 184
Audouin, Raoul.....	158
Ausgewählte Schriften de K. Marx/F. Engels.....	47
Australie.....	13
Austrian Economics Newsletter.....	87
Austrian Monopoly Theory	

A Critique de Murray N. Rothbard.....	235
Austrian Economics.....	150, 157
Austrian Economics Newsletter.....	59
Austrian Rationalism in the Age of the Decline of Positivism par Hans-Hermann Hoppe.....	185
Austrian Rationalism in the Age of the Decline of Positivism\.....	171
Austrian Rationalism in the Age of the Decline of Positivism par Hans-Hermann Hoppe.....	260
Austrian School and Classical Liberalism (The)\.....	156
Autriche.....	21, 150, 164
Autriche-Hongrie.....	13
autrichienne (Ecole).....	213, 214, 215, 228, 229
autrichienne, école. 150, 151, 155, 156, 159, 161, 162, 163, 164, 170, 171, 172, 177, 182, 183, 184	
Autrichiens (économistes).....	62
autrichiens, économistes.....	151
Ayer, A. J.....	198
Bad Godesberg.....	77
Baier, Kurt.....	245, 252
Baltes.....	26
Banking, Nation States and International Politics de H. H. Hoppe.....	68
Banking, Nation States and International Politics de Hans-Hermann Hoppe...	73

Banque centrale européenne.....	20
Banque de réserve fédérale.....	20
Banque mondiale.....	20
Baran, P.....	45
Barnes, J.....	213
Bartley, W. W. III.....	92
Basques.....	20
Becker, Gary.....	94
Belgique.....	20
Belgrade.....	26
Besançon, Alain.....	122
Bibliographisches Institut.....	186
bloc de l'Est.....	230
Block, Walter.....	95, 211
Böhm-Bawerk.....	148, 149, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 161, 169
Böhm-Bawerk, Eugen von.....	50, 53, 213
Bosnie.....	20
Bostaph, Samuel.....	160
bougres.....	16
Bringing the State Back In de P. Evans et al.	71
Buchanan, James.....	292

Buchanan, James M.....	66
Bulgarie.....	20
Buridan, Jean de.....	173
Burke, Edmund.....	278
Calculus of Consent (The) de James M. Buchanan et Gordon Tullock.....	66
Californie.....	130
Capital (Le) de Karl Marx.....	45
Capital et intérêt d'Eugen von Böhm-Bawerk\;.....	148
Capitalism, Socialism and Democracy de Joseph A. Schumpeter.....	236
Carl Menger and Austrian Economics\.....	150
Catalans.....	20
catholiques.....	17
Cato Journal.....	226, 236
Center for Libertarian Studies.....	229
Center for Libertarian Studies.....	57
Cercle de Vienne.....	163
Certainty and Uncertainty — or.....	
How Rational Can Our Expectations Be? (On)\.....	179
Chambre des Représentants.....	139
Charles Dunoyer and French Classical Liberalism par Leonard Liggio.....	57
Charles Quint.....	21

Chicago, école de.....	94, 95, 138, 139, 293
Chili.....	141
Chine.....	31
Chronicles, publication mensuelle du Rockford Institute.....	6
Classical Economics.....	150
Classical Economics de Murray N. Rothbard.....	148
Classical Liberal Exploitation Theory par Ralph Raico.....	57
Coase and Demsetz on Private Property Rights par Walter Block.....	95
Coase, Ronald.....	94, 95
Collapse of Socialism and the Future of Eastern Europe (The) par Hans-Hermann Hoppe.....	214
Comment on Hoppe par D. Osterfeld.....	274
Comment on the French Liberal School par Joseph T. Salerno.....	57
Communist Manifesto (The) de Karl Marx et Frederick Engels.....	45
Communist Manifesto in Sociology and Economics (The) par Joseph A. Schumpeter.....	74
Comte, Charles.....	57
Conjectures and Refutations de Karl Popper.....	199
Conjectures et réfutations de Karl Popper.....	199
Constitution de la liberté (La) de Friedrich A. Hayek.....	80
Constitution de la liberté (La) de Friedrich Hayek.....	78
Constitution de la Liberté (La), de Friedrich A. Hayek.....	93

Constitution of Liberty (La) de Friedrich A. Hayek.....	82
Constitution of Liberty (The) de Friedrich A. Hayek.....	80, 86, 88
Constitution of Liberty (The), de Friedrich A. Hayek.....	93
Constitutions fixes (Les) par Anthony de Jasay.....	124
Contre la méthode de Paul Feyerabend.....	188
Contre le centralisme\.....	131
Conway.....	297, 298, 299, 300, 302, 303, 304
Conway, David.....	297
Corporate Ideal in the Liberal State (The), de James Weinstein.....	70
Cotta, Alain.....	160
Crisis and Leviathan de R. Higgs.....	71
Criticism and the Growth of Knowledge d'Imre Lakatos & A. Musgrave, eds.\;.i.Lakatos, Imre\; .i.Musgrave, A.\; a fourni une occasion de critiquer cette conception des sciences de la nature et de leur évolution. Analysant dans le détail des épisodes essentiels de l'histoire des sciences naturelles expérimentales, .i.Kuhn\; y mettait en cause l'idée d'un processus scientifique qui serait une progression régulière vers la vérité grâce à une succession d'hypothèses, d'expériences décisives et d'élimination de théories réfutées par l'expérience, chaque génération nouvelle en sachant plus que la précédente. A en croire Thomas .i.Kuhn\;, le processus n'était au contraire ni cumulatif ni orienté. Différents \.....	187
Croates.....	20, 26
Croatie.....	20
Cromwell, Oliver.....	131

Debreu, Gérard.....	211
Deconstruction in Philosophy.....	
Has Rorty Made It the Denouement of Contemporary Analytical Philosophy ? par Henry Veatch.....	213
Demands of Justice (The) de James P. Sterba.....	271
Demsetz, Harold.....	94, 95
Denationalization of Money.....	
The Argument Refined de Friedrich A. Hayek.....	80
Descartes, René.....	133
Desocialization in a United Germany de Hans-Hermann Hoppe.....	214
Die Gemeinwirtschaft [Le Socialisme] de Ludwig von Mises.....	149
Dissent on Keynes de Mark Skousen, ed.....	163
Dolan, Edwin.....	165, 220
dollar.....	20
Droit, législation et liberté de Friedrich A. Hayek.....	65
Droit, législation et liberté de Friedrich Hayek.....	78
Dunoyer, Charles.....	57
école de Chicago.....	48
école historique.....	159
Economic Science and the Austrian Method de Hans-Hermann Hoppe.....	165
Economic Thought Before Adam Smith.....	150

Economic Thought Before Adam Smith de Murray N. Rothbard.....	148, 195
Economics and Ethics of Private Property (The) de H. H. Hoppe.....	206
Economics and Ethics of Private Property (The).....	303
Economics and Ethics of Private Property (The) de Hans-Hermann Hoppe....	56, 73, 163, 171, 185, 232, 260
Economics and Ethics of Private Property (The), de Hans-Hermann Hoppe..	44, 59
Economics and Ethics of Private Property de Hans-Hermann Hoppe.....	253
Economics and Sociology of Taxation (The) de Hans-Hermann Hoppe.....	56
Economistes et charlatans de Murray N. Rothbard.....	95
Economistes et charlatans.....	236, 260, 296
Economistes et Charlatans.....	240
Economistes et charlatans de Murray N. Rothbard.....	205
Economistes et charlatans de Murray N. Rothbard et. al.....	153
Economistes et Charlatans de Murray N. Rothbard et. al.....	176
Economistes et charlatans de Murray Rothbard.....	242
Economistes et charlatans de Murray Rothbard et al.....	211
Ecossais.....	20
Edit de Nantes, sa révocation en 1685.....	13
Egalitarianism as a Revolt Against Nature and Other Essays de Murray N. Rothbard.....	230

Egalitarianism As a Revolt Against Nature and Other Essays de Murray N. Rothbard.....	62
Egypte (Sultan d')\;.i.Rome (empereur de)\;.i.Rothbard, Murray N.\;.....	107
Eigentum, Anarchie und Staat.....	242
Eigentum, Anarchie und Staat de Hans-Hermann Hoppe.....	229
Eigentum, Anarchie und Staat de Hans-Hermann Hoppe.....	87
Einführung.....	
Ludwig von Mises und der Liberalismus\;.....	152
Einleitung [introduction] de Hayek aux Erinnerungen de Ludwig von Mises	155
Einstein, Albert.....	181

Elites naturelles, les intellectuels et l'Etat (Les) de Hans-Hermann Hoppe\;. En revanche, dans la mesure où les adhérents à la culture fondamentale comprennent la nature de la relation entre les deux cultures, non seulement la richesse absolue de la sous-culture sera menacée, mais son existence même sera mise en danger. Car les adeptes de la sous-culture parasitaire ne représentent jamais qu'une minorité de l'ensemble du groupe. Cent parasites peuvent vivre confortablement sur le produit d'un millier d'hôtes \; un millier de parasites, non. Cependant, si les membres de la culture productive de l'appropriation représentent toujours la majorité du peuple, alors dans le long terme la plus grande force physique est aussi de leur côté. Ils peuvent toujours battre les parasites et les détruire, et l'existence persistante d'une sous-culture d'expropriation ne s'explique donc pas par son plus grand pouvoir politico-militaire, mais dépend au contraire exclusivement du pouvoir des idées. Le gouvernement, les hommes de l'Etat doivent trouver un soutien idéologique qui plonge au cœur de la population exploitée. Sans un tel soutien de la part des membres de la culture de base, même le gouvernement le plus brutal et apparemment invincible s'effondre immédiatement (comme l'a tout

récemment illustré la chute spectaculaire de l'Union Soviétique\; et des gouvernements communistes de l'Europe de l'Est\;)	126
Empire ottoman	21
Empire soviétique	20
Engels, Friedrich	45
Enterprise and Education	31
Entwicklung von der Utopie zur Wissenschaft (Die) de Friedrich Engels	47
Epistemological Relativism in the Sciences of Human Action par Ludwig von Mises	244
Erfahrung und Struktur de Friedrich Kambartel	186
Erfahrung und Struktur de Friedrich Kambartel	196, 200
Erhard, Ludwig	141
Erinnerungen [Notes and Recollections] de Ludwig von Mises	155
Erklären - Verstehen Kontroverse in transzendental-pragmatischer Sicht (Die) de K. O. Apel	193
Espagne	20
Essays in the History of Liberty de Lord John Emmerich Dalberg-Acton	60
Essays of J. A. Schumpeter	74
Essays, Literary, Moral and Political de David Hume	107
Est, démocraties populaires	140
Etat (L') d'Anthony de Jasay	266
Etat (L'), d'Anthony de Jasay	14, 124

Etat-providence.....	140
Etats-Unis.....	7, 16, 17, 20, 22, 23, 25, 30, 31, 32, 62, 71, 72, 123
États-Unis.....	150, 155, 156, 157, 164, 182, 184
Ethics of Liberty.....	214, 229, 254, 260
Ethics of Liberty (The) de Murray N. Rothbard.....	150, 257
Ethics of Liberty (The) de Murray N. Rothbard.....	82
Ethique de la liberté.....	246
Ethique de la liberté.....	214, 229, 254, 260, 263, 266
Ethique de la liberté (L') de Murray N. Rothbard\;.i.Rothbard, Murray N.\;.....	82
Ethique de la liberté (L') de Murray Rothbard\;.i.Rothbard, Murray N.\;. Je vais plutôt l'utiliser ici comme un point de départ conceptuel, pour contribuer à faire comprendre l'erreur fondamentale de la plupart des apôtres contemporains de l'immigration illimitée.	9
Ethique de la liberté (L'), de Murray Rothbard\;.....	228
Ethique de la liberté (L'), de Murray Rothbard\; — pour nous fournir un système normatif exhaustif pour compléter et parfaire la tâche de justifier le laissez-faire.	243
Ethique de la liberté (L'), de Murray Rothbard\;.	75
Ethique de la liberté de Murray N. Rothbard.....	257
Euclide.....	93
Europe.....	17, 20, 25, 30, 32, 150, 156, 164, 182
Europe de l'Est.....	19
Europe de l'Est.....	20, 29, 126, 158, 159, 213

Europe de l'Est\; .i.Hoppe\; .i.Ludwig von Mises Institute\; .i.Collapse of Socialism and the Future of Eastern Europe (The) par Hans-Hermann Hoppe\; .i.Kwasny Economics\; .i.Desocialization in a United Germany de Hans-Hermann Hoppe\;.....	214
Europe de l'Ouest.....	30
Europe occidentale.....	17, 20, 23, 24, 25, 29, 62, 71, 123, 156, 157
Evans, P.....	71
F. A. Hayek and the Concept of Coercion de Murray N. Rothbard.....	82
F. A. Hayek et le concept de coercition de Murray N. Rothbard.....	82
F. A. Hayek on Government and Social Evolution.....	
A Critique\.....	152
Fatal Conceit (The) de Friedrich A. Hayek.....	94, 100, 104
Fatal Conceit (The), de Friedrich A. Hayek.....	93
Fatal Conceit (The), par Friedrich A. Hayek.....	97, 99
Feigl, H.....	199
Fertig, Lawrence.....	143
Fetter, Frank.....	53
Fetter, Frank A.....	161
Feyerabend.....	188, 189, 190, 191
Feyerabend, Paul.....	188
Fidji, îles.....	194
Firm, the Market, and the Law (The), par Ronald Coase.....	95

Fisher, Irving.....	161
Flamands.....	20
Florence, République de.....	131
Fonds Monétaire International.....	20
For A New Liberty de Murray N. Rothbard.....	212
For A New Liberty de Murray N. Rothbard.....	241
For a New Liberty.....	229
For a New Liberty de Murray N. Rothbard.....	57, 157, 257
For an Ontology of Morals	
A Critique of Contemporary Ethical Theory de Henry Veatch.....	211
Foreword par Friedrich A. Hayek au Socialism de Ludwig von Mises.....	100
Foundations of Modern Austrian Economics (The) d'Edwin Dolan, ed.\; .i.Dolan, Edwin\; .i.Economic Science and the Austrian Method de Hans- Hermann Hoppe\; .i.Hoppe\; .i.Ludwig von Mises Institute\;.....	165
France.....	24, 134
Frédéric le Grand.....	13
Free Market (The).....	56, 204
Free Market Reader (The) de Llewelyn Rockwell, ed.....	212
Freedom and Domination d'Alexander Rüstow\;.i.Rüstow, Alexander\;.	60
Freedom and the Rule of Law in F. A. Hayek de Ronald Hamowy.....	82
Frege, G.....	200
Friedman.....	138

Friedman, David.....	33, 281
Friedman, Milton.....	138, 139, 169
Galilée.....	181
General Theory of Exploitation and Class (A) de J. Roemer.....	50
Generalization in Ethics de M. Singer.....	245
Generalization in Ethics de Marcus Singer.....	263
Gênes, république de.....	131
Georgetown Symposium on Ethics, Essays in Honor of Henry Babcock Veatch de Rocco Porreco, ed.....	247
Gewirth, Alan.....	245, 252
Gewirth, Carl.....	251
Gingrich, Newt.....	139
GNP, PPR, and the Standard of Living\.....	157
Goethe, Johann Wolfgang.....	133
Gordon, David.....	151, 283
GOUVERNEMENT MONDIAL.....	20
Grande-Bretagne.....	13, 71
Grundsätze der Volkswirtschaftslehre de Carl Menger.....	147
guerre mondiale (première).....	62
guerre mondiale (Première).....	14
Guerre mondiale (seconde).....	141

guerre mondiale, première.....	25, 135
guerre mondiale, Seconde.....	164
guerre mondiale, (première).....	21
Gustave de Molinari and the Anti-Statist Liberal Tradition par D. M. Hart.....	57
Haberler, Gottfried von.....	150
Habermas, Jürgen.....	249
Habsbourg, empire des.....	21
Hamowy, Ronald.....	82
Hare, R. M.....	263
Hart, D. M.....	57
Hauptströmungen der Gegenwartsphilosophie de W. Stegemüller.....	191
Hauptströmungen der Gegenwartsphilosophie de W. Stegmüller.....	195
Hayek. .80, 92, 102, 104, 105, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 128, 129, 150, 151, 152, 157, 161, 162, 163	
Hayek démocrate-social\.....	48
Hayek, Friedrich A.....	48, 99, 111, 286
Hayek, Friedrich A. von.....	65, 78, 80, 81, 82, 85, 86, 87, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 96, 97, 98, 213
Hayek, Friedrich von.....	22
Hayek's Theory of Cultural Group Selection de David Ramsey Steele\;.i.Ramsey Steele, David\;.i.Journal of Libertarian Studies\;.....	98
Hayek's Theory of Cultural Group Selection\.....	111

Herbener, Jeffrey M.....	91
Hermeneutical Invasion of Philosophy and Economics (The)\.....	170
Hermeneutical Invasion of Philosophy and Economics (The) par Murray N. Rothbard.....	212
Higgs, R.....	71
Hilbert, D.....	200
Hindenburg, Maréchal Paul von Benecken Dorff und, 1847-1934.....	158
Histoire de l'analyse économique de Joseph A. Schumpeter\;.....	162, 163
History of Economic Analysis de Joseph A. Schumpeter.....	162, 163
Hobbes, Thomas.....	280
Hohenzollern (Maison des).....	263, 272
Hollis, M.....	192, 205
Hongrois.....	20
Hoppe.....	165, 169, 191, 204, 205, 206, 213, 214, 218, 220, 226, 260, 261, 287
Hoppe, Hans-Hermann..	48, 56, 59, 68, 73, 89, 93, 112, 152, 163, 179, 253, 281
How is Fiat Money Possible? — or.....	
The Devolution of Money and Credit\.....	169
Hudson, W.....	261
Huguenots.....	13
Human Action.....	197, 202, 214, 215, 220, 233, 234
Human Action de Ludwig von Mises.....	149, 158, 173, 176

Human Action. A Treatise on Economics par Ludwig von Mises.....	100
Human Rights.....	248
Human Rights.....	
Fact or Fancy? de Henry Veatch.....	246
Human Rights de Veatch.....	254
Human Rights, Fact or Fancy ? de Henry Veatch.....	211
Hume.....	243, 278
Hume, David.....	107, 195
Imperialism, Pioneer of Capitalism de B. Warren.....	74
Imperialismus und strukturelle Gewalt de D. Senghaas.....	266
In Defense of Extreme Rationalism par Hans-Hermann Hoppe.....	191, 213
In Defense of Extreme Rationalism.....	
Thoughts on Donald McCloskey's "The Rhetoric of Economics".....	170
In Defense of Extreme Rationalism par Hans-Hermann Hoppe.....	195
Inde.....	31, 123
Individualism and the Philosophy of the Social Sciences.....	260
Individualism and the Philosophy of the Social Sciences de Murray N. Rothbard.....	205
Intellectual Cover for Socialism (The) de H. H. Hoppe	204
Intimidation by Rhetoric.....	170
Investigations Into The Method of the Social Sciences de Carl Menger.....	149

Investigations Into the Method of the Social Sciences with Special Reference to Economics de Carl Menger.....	104
Irak.....	29
Irlandais.....	20
Is Research Based on Causal Scientific Principles Possible in the Social Sciences? par Hans-Hermann Hoppe.....	260
Is There Life After Reaganomics ? par Murray N. Rothbard.....	212
Is-Ought Question (The) de W. Hudson, ed.....	261
Italie.....	21
Italie du Nord.....	24
Janich, P.....	186
Japon.....	20
Jasay.....	236
Jasay, Anthony de.....	14, 124, 266
Jefferson, Thomas.....	40
Jevons, William Stanley.....	148
Johnson, Paul.....	211
Jones.....	281
Journal of Political Economy.....	169
Journal of Libertarian Studies.....	95
Journal of Libertarian Studies.....	242
Journal des Economistes.....	241

Journal des économistes.....	229
Journal des Economistes et des Etudes Humaines.....	152
Journal of Libertarian Studies.....	98
Journal of Libertarian Studies.....	44, 57, 82, 235
Journal of Libertarian Studies. An Interdisciplinary Review.....	169
juifs.....	16, 17
Justice of Economic Efficiency (The), de Hans-Hermann Hoppe.....	59
Kambartel, Friedrich.....	166, 186, 196, 200, 245, 252
Kansas City.....	149
Kant, Immanuel.....	165, 252, 290
Kapital (Das) de Karl Marx.....	45, 48
Kathedersozialisten [Socialistes de la chaire].....	160
Kaufmann, Felix.....	163
Kelsen, Hans.....	76
Keynes.....	156, 163
Keynes, John Maynard.....	137
Keynes, the Man\.....	163
keynésianisme.....	156
Kirzner.....	150, 151
Kissinger, Henry.....	144
Kolakowski, Leszek.....	45

Kolko, Gabriel.....	70
Kraft, V.....	195
Krippendorff, E.....	71
Kritik der kausalwissenschaftlichen Sozialforschung. Untersuchungen zur Grundlegung von Soziologie und Ökonomie de Hans-Hermann Hoppe.....	193
Kritik der kausalwissenschaftlichen Sozialforschung de Hans-Hermann Hoppe	22
Kritik der kausalwissenschaftlichen Sozialforschung de H. H. Hoppe.....	206
Kritik der kausalwissenschaftlichen Wirtschaftsforschung. Untersuchungen zur Grundlegung von Soziologie und Ökonomie de Hans-Hermann Hoppe.....	260
Kuhn.....	187, 188, 189, 190, 191
Kuhn, Thomas.....	168, 187
Kwasny Economics.....	214
Lachmann.....	150, 151
Lachmann, Ludwig.....	151
Lakatos, Imre.....	187, 203
Language of Morals (The), de R. M. Hare.....	263
Language, Truth and Logic de A. J. Ayer.....	198
Langue de bois (La) de Françoise Thom.....	63
Laslett, Peter.....	257
Late Capitalism d'Ernest Mandel\;.....	45
Law and the Liberal Society.....	

F. A. Hayek's 'Constitution of Liberty' de Ronald Hamowy\;	82
Law, Action and Morality par Alan Gewirth.....	247
Law, Legislation and Liberty de Friedrich A. Hayek.....	65
Law, Legislation and Liberty de Friedrich A. Hayek.....	79, 83, 92, 100
Law, Legislation and Liberty de Friedrich Hayek.....	78
Law, Legislation, and Liberty de Friedrich A. Hayek.....	111
Law, Property Rights and Air Pollution par Murray N. Rothbard.....	266
Le Rationalisme autrichien à l'ère du déclin du positivisme par Hans-Hermann Hoppe\;.i.Hoppe\;. La réponse évidente est	
\.....	288
Lefort, François.....	63
Left and Right	
The Prospects for Liberty par Murray N.. Rothbard.....	230
The Prospects for Liberty de Murray N. Rothbard.....	62
Left and Right de Murray Rothbard.....	75
Lenk, H.....	201
Leonhard, W.....	45
Liberalismus de Ludwig von Mises.....	152
Liberty.....	212, 281, 289
Liggio, Leonard.....	70
Locke.....	195, 292, 299

Locke, John.....	93, 94, 95, 133, 257, 292
Logic of Scientific Discovery (The) de Karl Popper.....	199
Logikbegründung und rationaler Kritizismus par H. Lenk.....	201
Logique de la découverte scientifique de Karl Popper.....	199
Lomasky.....	289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297
Lomasky, Loren.....	253, 289, 290, 291, 292, 293
London Review of Books.....	213
London School of Economics.....	162
Lorentzen, P.....	186, 245, 252
Lost in the Move?.....	151
Ludwig von Mises and the Austrian School of Economics par Jeffrey M. Herbener.....	91
Ludwig von Mises as Social Rationalist par Joseph T. Salerno.....	91
Ludwig von Mises Institute.....	205
Ludwig Von Mises and the Paradigm for Our Age par Murray N. Rothbard	230
Ludwig von Mises as Social Rationalist.....	152
Ludwig von Mises Institute.....	124, 144, 149, 165, 184, 193, 211, 212, 213, 214
Lukes, S.....	192
Macédoniens.....	20
Machlup, Fritz.....	150
Man, Economy and Liberty. Review Essay par Hans-Hermann Hoppe.....	226

Man, Economy and State.....	229
Man, Economy and State de Murray Rothbard.....	242
Man, Economy and Liberty.....	
Essays in Honor of Murray N. Rothbard par Llewelyn Rockwell et Walter Block eds.....	211
Man, Economy and State.....	202, 220
Man, Economy and State de Murray N. Rothbard.....	53
Man, Economy and State de Murray N. Rothbard.....	69
Man, Economy and State de Murray N. Rothbard.....	214
Man, Economy and State de Murray Rothbard.....	228, 233
Man, Economy, and State de Murray N. Rothbard.....	173
Man, Economy, and State.....	150
Manchestérisme.....	158
Mandel, Ernest.....	45
Manifeste du Parti communiste (Le) de Karl Marx et Friedrich Engels.....	45, 47
Marie-Thérèse d'Autriche.....	13
Martin, J. J.....	70
Marx.....	55, 56
Marx, Karl.....	44, 45, 47, 48, 49, 50, 73, 74, 133, 148
marxisme.....	62
marxistes.....	64, 67, 68, 73

Mayer, Hans.....	150
McCloskey, Donald.....	170
Meaning of Ludwig von Mises (The) de Jeffrey Herbener, ed.....	189
Meaning of Ludwig von Mises (The) par Jeffrey Herbener, ed.....	152
Menger.....	147, 148, 149, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 161, 169, 172
Menger, Carl.....	91, 102, 104, 147, 179, 180, 182, 213
Methodisches Denken de P. Lorentzen.....	186
Methodological Debate (The) de Samuel Bostaph.....	160
Methodological Debate Between Carl Menger and the German Historicists (The), par Samuel Bostaph.....	149
Mill, John Stuart.....	148
Mirage de la justice sociale (Le) par Friedrich A. Hayek.....	220
Mirage de la justice sociale (Le) de Friedrich A. Hayek.....	286
Mises. 57, 127, 129, 143, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 161, 162, 163, 164, 169, 170, 176, 193, 196, 197, 202, 205, 214, 215, 220, 232, 233, 236, 243, 244, 248, 249	
Mises Institute.....	143, 144, 145, 184
Mises, Ludwig von.....	45, 53, 57, 63, 78, 91, 152, 155, 160, 179, 213, 220, 228, 229, 282, 290
Mises, Richard von.....	163
Modern Times de Paul Johnson.....	211
Monaco.....	30

monde occidental adopte le positivisme après la guerre.....	164
monétariste, école.....	161, 169
Monopoly and Competition par Murray N. Rothbard.....	69
Monopoly Capital de P. Baran et P. Sweezy.....	45
Montaigne, Michel de.....	109
Moral Point of View.....	
A Rational Basis of Ethics (The) de Kurt Baier.....	245
Moralbewußtsein und kommunikatives Handeln de Jürgen Habermas.....	249
Morgenstern, Oskar.....	150
Musgrave, A.....	187
musulmans.....	17
Mystery of Banking (The) de Murray N. Rothbard.....	57
Myth of Neutral Taxation (The) par Murray N. Rothbard.....	226
Myth of Neutral Taxation (The), par Murray N. Rothbard.....	236
Nationalökonomie de Ludwig von Mises.....	158
Natural Elites, Intellectuals and the State de Hans-Hermann Hoppe.....	124
Natural Elites, the Intellectuals and the State par Hans-Hermann Hoppe.....	130
Nature and Significance of Economic Science de Lionel Robbins.....	161
Nature et signification de l'économie de Lionel Robbins\;.....	220
Nature et signification de l'économie, de Lionel Robbins.....	161
Nègres.....	10, 16

Nell, E.....	205
néo-conservateurs.....	140
Neue Unübersichtlichkeit (Die) de Jürgen Habermas.....	75
New Individualist Review.....	82
New Deal.....	139
New History of Leviathan (A), de Ralph Radosh et Murray N. Rothbard, eds	70
New Studies in Philosophy, Politics, Economics and the History of Ideas de Friedrich A. Hayek.....	96
New York.....	150
New York University.....	143, 150
Newton, Isaac.....	181
Nobel, prix.....	151
Normative Logic and Ethics de P. Lorentzen.....	245
Normative Logic and Ethics de P. Lorentzen.....	186
North, Gary.....	211, 290
Notes and Recollections de Ludwig von Mises.....	155
Nouvelle-Guinée.....	194
Nozick, Robert.....	266, 291
Occident.....	140, 141
Occident (l')\;.....	31

Occident (l')\;, quiconque ne faisait pas partie de la classe dirigeante avait peu de chances, voire aucune, d'y accéder, de sorte qu'ils s'opposaient avec véhémence à toute extension du pouvoir du Monarque.....	32
Offe, C.....	75
On Certainty and Uncertainty — Or.....	
How Rational Can Our Expectations be?\.....	151
On Certainty and Uncertainty — Or How Rational Can Our Expectations Be? par Hans-Hermann Hoppe.....	173
On Praxeology and the Praxeological Foundations of Economics and Ethics par Hans-Hermann Hoppe.....	205
On the Indefensibility of Welfare Rights par Hans-Hermann Hoppe.....	87
Oppenheim, P.....	199
Oppenheimer, Franz.....	60, 65
Orient.....	31
Osterfeld.....	274, 275, 277, 278, 279, 280
Osterfeld, D.....	274
Osterfeld, David.....	274
Österreichische Schule und ihre Bedeutung für die moderne Wirtschaftswissenschaft (Die)\.....	147
OTAN.....	20
OTASE.....	20
Ownership, Control, and the Firm par Harold Demsetz.....	95
Pacifique.....	20

Pareto, Vilfredo.....	242
Pax Americana.....	25
Pays-Bas.....	24, 131
Phillips, R. P.....	260
Philosophy.....	
Who Needs It? de Ayn Rand.....	266
Pierre le Grand.....	13
Pinochet, Augusto.....	141
Place of Reason in Ethics (The) de S. Toulmin.....	245
Plato's Modern Enemies and the Theory of Natural Law de J. Wild\;.....	246
Platon.....	192
Politics of Obedience	
The Discourse of Voluntary Servitude (The), d'Etienne de la Boétie\;.....	107
Pologne.....	20
Polonais.....	13
Popper, Karl.....	163
poppérisme, dont il serait urgent de prévoir l'extinction\;, les sciences économiques devinrent soit une sorte de jeu mathématique soit une version \	
.....	166
Pourquoi Murray Rothbard n'aura jamais le prix Nobel par Gary North\; .i.Economistes et charlatans de Murray Rothbard et al.\; .i.Rothbard\;) produits dans le meilleur des cas par des mathématiciens de deuxième ordre, non pour un public lequel n'existe pas, mais pour ramasser la poussière dans les	

bibliothèques de ce monde qui sont subventionnées par l'impôt \; ou alors il fallait qu'elle dégénère en une puissante industrie de la prévision économétrique, dont la futilité est douloureusement évidente pour tout le monde, y compris les politiciens et les bureaucrates d'Etat qui ne la subventionnent que pour des raisons de \..... 212

Pourquoi Murray Rothbard n'aura jamais le prix Nobel par Gary North\; .i.Economistes et charlatans\; .i.Rothbard\;, celle empiriste des essais et des erreurs, des conjectures hypothétiques, des réfutations et des confirmations. Voilà, dit .i.Lomasky\;, quel est le chemin à suivre, le chemin humble et effacé, sur lequel il faut aller cahotant. Et certes, on ne saurait douter que la plupart des philosophes politiques aient suivi ces recommandations, pour faire parler d'eux. Moi, je choisis le risque, et je présente une thèse sans ambiguïté, énoncée en termes directement applicables, et je prétends le prouver par des arguments axomatiques-déductifs. Si cela fait de mon livre la transgression suprême dans certains cercles philosophiques, c'est tant mieux. Mis à part d'autres avantages, comme par exemple que cela pourrait être le seul mode de recherche approprié, cela vous force au moins à dire quelque chose de précis, et de vous exposer à tous les vents de la critique logico-praxéologique au lieu de produire, comme le font .i.Lomasky\; et autres adeptes de la Modestie Officielle, des finasseries et autres balivernes sans la moindre portée pratique. 291

Pouvoir d'entreprendre (Le) de François Lefort\; .i.Lefort, François\; .i.Langue de bois (La) de Françoise Thom\; .i.Thom, Françoise\;. Une justice de classe, c'est-à-dire un dualisme qui institue un ensemble de lois pour les dirigeants et un autre pour les dirigés, finit par marquer ce dualisme entre \.....65

Power and Market de Murray N. Rothbard.....	87
Power and Market.....	226, 229
Power and Market de Murray N. Rothbard.....	241
Power and Market de Murray N. Rothbard.....	57

Praktische Philosophie und konstruktive Wissenschaftstheorie de Friedrich Kambartel, ed.....	245
Praxéologie comme méthode des sciences sociales (La) par Murray N. Rothbard.....	220
Praxeology.....	
The Methodology of Austrian Economics par Murray N. Rothbard.....	220
The Methodology of Austrian Economics\.....	165
Praxeology and Economic Science de Hans-Hermann Hoppe.....	205
Praxeology and Economic Science de Hans-Hermann Hoppe.....	220
Praxeology and the Praxeological Foundations of Epistemology and Ethics (On)\.....	189
Present State of Austrian Economics (The) de Murray N. Rothbard.....	91
Present State of Austrian Economics (The)\.....	152
Présomption Fatale (La) de Friedrich A. Hayek.....	100
Présomption fatale (La), de Friedrich A. Hayek.....	93
Prices and Production de Friedrich A. Hayek.....	162
Principes de l'économie politique de Carl Menger.....	147
Principles of Economics de Carl Menger.....	102
Privatseminar de Ludvig von Mises à Vienne.....	164
Prix et production de Friedrich A. Hayek.....	162
prix Nobel.....	157
Problem of One Big Cartel (The) par Murray N. Rothbard.....	69

production de la sécurité (De la) par Gustave de Molinari.....	241
Production of Security (The) de Gustave de Molinari.....	229
ProfScam.....	
Professors and the Demise of Higher Education de R. Sykes.....	212
protestants.....	17
Protophysik der Zeit (Die) de P. Janich.....	186
Provinces Unies.....	131
Prusse.....	13
Public Goods and Externalities.....	
The Case of Roads par Walter Block.....	242
Putnam, H.....	199
Pythagore.....	167
Quine.....	291
Radosh, Ralph.....	70
Raico, Ralph.....	57
Ramsey Steele, David.....	98
Rand, Ayn.....	26, 63, 234, 250, 266, 281
randiens.....	281
Rasmussen, Douglas.....	287, 288
Ratio.....	260
Rational Economic Man de M. Hollis et E. Nell.....	205

Rational Man de Henry Veatch.....	211
Rational Man. A Modern Interpretation of Aristotelian Ethics de Henry Veatch	195
Rationalisme autrichien à l'ère du déclin du positivisme (Le)\.....	171
Rationality and Relativism de M. Hollis et S. Lukes eds.....	192
Rawls, John.....	266, 277, 278
Recherches sur la méthode des Sciences sociales et de l'économie politique de Carl Menger.....	149
Redistribution (La) par Anthony de Jasay.....	124
Reich allemand.....	159
Relativism and the Study of Man par Helmut Schoeck et James Wiggins.....	244
Renaissance.....	131
républiques socialistes.....	140
Resource Cost of Irredeemable Paper Money (The)\.....	169
Réversible n'est pas testable	
réflexions sur la pensée politique de Karl Popper (Le) par Anthony de Jasay\;.....	160
Review of Austrian Economics.....	91, 212
Review of Austrian Economics.....	68, 76, 152, 169, 170, 179, 191, 226
Révolution industrielle.....	24
Révolution keynésienne.....	163
Ricardo.....	148

Ricardo, David.....	50, 148
Robbins, Lionel.....	161, 162, 220
Rockefeller, David.....	144
Rockwell, Llewelyn.....	211
Roemer, J.....	50
Rome.....	131
Ronald Reagan	
An Autopsy par Murray N. Rothbard.....	212
Rothbard....	57, 143, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 163, 165, 169, 172, 173, 176, 194, 195, 202, 205, 211, 213, 214, 220, 226, 229, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 241, 243, 244, 245, 248, 250, 254, 257, 259, 263, 266, 268, 279, 290, 296
Rothbard, Murray.....	179, 180, 182
Rothbard, Murray N.....	9, 45, 53, 57, 62, 68, 70, 82, 91, 95, 107, 109, 148, 152, 179, 213, 228, 281
Rothbard, Murray N.....	68
Roumanie.....	20
Rousseau, Jean-Jacques.....	40, 258, 272, 280
Royaume-Uni.....	20
Russes.....	26
Russie.....	13, 28
Rüstow, Alexander.....	60

Salerno, Joseph.....	152
Salerno, Joseph T.....	91
Salerno, Joseph T.	57
Salin, Pascal.....	83
San Marin.....	30
Say, Jean-Baptiste.....	57
Schlick.....	163
Schlick, Moritz.....	163, 164
Schmoller, Gustav von.....	160
Schoeck, Helmut.....	244
Schumpeter.....	150, 151, 152
Schumpeter, Joseph Alois.....	148, 162, 163
Science in a Free Society de Paul Feyerabend.....	188
Seconde guerre mondiale.....	164
Senghaas, D.....	266
Sennholz, Hans.....	150
Serbes.....	26
Serbie.....	20
Shaftesbury (Lord).....	195
Shakespeare, William.....	133
Singer, M.....	245

Singer, M.....	252
Singer, Marcus.....	263
Skousen, Mark.....	163
Slovaques.....	20
Slovaquie.....	20
Slovènes.....	26
Slovénie.....	20
Smith, Adam.....	148
Social Analysis of Three Early 19th Century French Liberals.....	
Say, [Charles N.d.T.] Comte and Dunoyer (The) par M. Weinburg.....	57
Social Science as Sorcery de Stanislav Andreski.....	212
Socialism de Ludwig von Mises.....	69, 149
Socialisme (Le) de Ludwig von Mises.....	69
Socialistes de la chaire.....	160
Socialistes nationaux d'Adolf Hitler\;.....	164
Sombart, Werner.....	160
Southern Economic Journal.....	260
Sovietideologie heute de G. Wetter.....	45
Sovietideologie heute de W. Leonhard.....	45
soviétique (Etat).....	26
SPD parti démocrate-social.....	77

Spencer, Herbert.....	133
Staat (Der) de Franz Oppenheimer.....	60, 65
<p>Staat und Krieg d'E. Krippendorff\; .i.Krippendorff, E.\; .i.War-Making and State-Making as Organized Crime par Charles Tilly\; .i.Tilly, Charles\; .i.Bringing the State Back In de P. Evans et al. \; .i.Evans, P.\; .i.Crisis and Leviathan de R. Higgs\; .i.Higgs, R\;. Le marxisme, contrairement à une bonne partie de la science dite bourgeoise, présente les choses telles qu'elles sont</p>	
<p>il existe bel et bien une tendance à l'impérialisme à l'œuvre dans l'histoire \; et les plus grandes puissances impérialistes sont bel et bien les pays capitalistes les plus avancés. Et pourtant, l'explication est une fois de plus erronée. C'est l'Etat, en tant qu'institution exempte des règles capitalistes d'acquisition de la propriété, qui est par nature agressif. Et l'évidence historique d'une coïncidence étroite entre le capitalisme et l'impérialisme ne contredit cette explication qu'en apparence. Il est extrêmement facile de l'expliquer en rappelant que, pour se tirer avec succès d'une guerre entre Etats, un gouvernement doit pouvoir disposer (en termes relatifs) de ressources suffisantes. Toutes choses égales par ailleurs, c'est l'Etat qui a le plus de ressources qui l'emportera. En tant qu'entreprise exploiteuse, l'Etat est par nature destructeur de richesse et de capital. La richesse est produite exclusivement par la société civile \; et plus faibles sont les pouvoirs d'extorsion des hommes de l'Etat, plus la société accumule de richesses et de capital productif. Ainsi, aussi paradoxalement que cela puisse paraître d'abord, plus un Etat est faible ou libéral et plus le capitalisme y est développé \; une économie capitaliste à piller rend l'Etat plus riche \; et un Etat plus riche permet de plus en plus de guerres expansionnistes menées avec succès. C'est cette relation-là qui explique pourquoi ce sont au départ les Etats d'.i.Europe occidentale\;, et en particulier la .i.Grande-Bretagne\;, qui furent les pays impérialistes dominants, et pourquoi au .i.XXème siècle les Etats-Unis ont repris le rôle de la Grande-Bretagne comme pays impérialiste dominant\; ce rôle a été repris par les .i.Etats-Unis\;.71</p>	
State (The) d'Anthony de Jasay\;.....	266

Steele.....	287
Steele, David Ramsey.....	111
Steele, David Ramsey.....	281, 286
Stegemüller, W.....	191
Stegmüller, W.....	195
Sterba, James P.....	271
Strafunwürdigkeit unterlassener Hilfeleistung (Von der) par Hans-Hermann Hoppe.....	87
Structure des révolutions scientifiques (La) de Thomas Kuhn.....	168
Structure des révolutions scientifiques (La), de Thomas Kuhn.....	187
Structure of Science (The) d'E. Nagel\;.	199
Structure of Scientific Revolutions (The) de Thomas Kuhn.....	168
Struktur wissenschaftlicher Revolutionen (Die) de Thomas Kuhn.....	168
Strukturprobleme des kapitalistischen Staatesde C. Offe.....	75
Studies in Philosophy, Politics, and Economics de Friedrich A. Hayek.....	102
Suisse.....	21, 22
Suisse (comptes en).....	124
Sweezy, P.....	45
Sykes, R.....	212
Symposium on Hoppe's Argumentation Ethic\;. Je vais me concentrer sur les critiques les plus véhémentes — toutes utilitaristes d'une espèce ou d'une autre, à l'encontre de mon argumentation. Ensuite, je commenterai brièvement	

la manière de réagir des .i.randiens\;**.i.Hoppe, Hans-Hermann\; .i.Rand, Ayn\; .i.Rothbard, Murray N.\;.....	281
System der Soziologie de Franz Oppenheimer.....	65
Tchèques.....	20
Tchéchénie.....	29
Temps modernes (Les) de Paul Johnson.....	211
Ten Great Economists de Joseph A. Schumpeter.....	148
Théorie de la banque libre (La), de George Selgin.....	68
Théorie de la monnaie et du crédit de Ludwig von Mises.....	149
Théorie de la valeur	
analyse axiomatique de l'équilibre économique de Gérard Debreu\;.....	211
Theorie des kommunikativen Handelns de Jürgen Habermas.....	249
Theorie des Geldes und der Umlaufsmittel [Théorie de la monnaie et du crédit] de Ludwig von Mises.....	149
Théorie générale de John Maynard Keynes.....	163
Theory of Socialism and Capitalism.....	229
Theory of Socialism and Capitalism (A) par David Conway.....	297
Theory and History	
An Interpretation of Social and Economic Evolution de Ludwig von Mises.....	193
Theory and History de Ludwig von Mises.....	73
Theory and History de Ludwig von Mises.....	149

Theory of Free Banking (The) de George Selgin.....	161
Theory of Justice (A) de John Rawls.....	266
Theory of Money and Credit de Ludwig von Mises.....	149
Theory of Socialism and Capitalism (A) de Hans-Hermann Hoppe.....	242
Theory of Socialism and Capitalism (A) de Hans-Hermann Hoppe...56, 59, 216, 235, 289	
Theory of Value	
An Axiomatic Analysis of Economic Equilibrium de Gérard Debreu.....	211
Thom, Françoise.....	63
Tilly, Charles.....	71, 75
Toulmin, S.....	245, 252
Toward a Reconstruction of Utility and Welfare Economics de Murray N. Rothbard.....	176, 226, 266
Transformation der Philosophie de K. O. Apel.....	201, 216, 249
Triumph of Conservatism (The), de Gabriel Kolko.....	70
Tullock, Gordon.....	66, 292
Turcs.....	10, 20
Turgot, A. R. J.....	148
Turquie.....	21
Two Treatises on Government de John Locke.....	257
Tyroliens.....	20
U. S. A.	73

Ultimate Foundation of Economic Science (The) de Ludwig von Mises.....	153, 179, 205
Ultimate Justification of the Private Property Ethics (The), par Hans-Hermann Hoppe.....	59
Union soviétique.....	23, 29, 158
Union Soviétique.....	19, 20, 22, 23, 126
Unity of Science as a Working Hypothesis par P. Oppenheim et H. Putnam	199
Untersuchungen über die Methode der Sozialwissenschaften und der politischen Ökonomie insbesondere de Carl Menger.....	149
Untitled Letter (An) par Ayn Rand.....	266
USA.....	164
Value, Exploitation and Class de J. Roemer.....	50
Vaughn, Karen.....	151
Veatch, Henry.....	211, 213, 246, 248, 252, 254
Venise, république de.....	131
Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien-être\.....	226
Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien-être de Murray N. Rothbard\;.....	95
Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien-être\.....	176
Vertu d'égoïsme (La) de Ayn Rand\;i.Poncins, Michel de\;i.Chômage, fils du socialisme de Michel de Poncins\; et, comme je vais l'expliquer, la \.....	28
Vienne.....	150, 195

vingtième siècle, ère du socialisme.....	155
Virkkala, Timothy.....	281, 282
Wahrheitstheorien par Jürgen Habermas.....	249
Walras, Léon.....	148
War-Making and State-Making as Organized Crime par Charles Tilly.....	71
Warren, B.....	74
Washington, D. C.....	184
Waters.....	281, 285
Watershed of Empire par Leonard Liggio et J. J. Martin, eds.....	70
Weinburg, M.....	57
Weinstein, James.....	70
Wetter, G.....	45
Why Socialism Must Fail de Hans-Hermann Hoppe.....	56
Wicksell, Knut.....	161
Wiener Kreis (Der) de V. Kraft.....	195
Wieser.....	151
Wieser, Friedrich von.....	148, 150
Wiggins, James.....	244
Wild, J.....	246, 252
William Volker Fund.....	143
Wirklichkeit und Reflexion de H. Fahrenbach, ed.....	249

Wissenschaft als Kunst de Paul Feyerabend.....	188
XIXème siècle, début de l'analphabétisme économique à l'allemande.....	159
XIXème siècle, début de la frénésie légiférante.....	136
XIXème siècle, début du processus de démocratisation en Europe et aux Etats-Unis.....	32
XIXème siècle, l'Allemagne est encore divisée en principautés\;, où nombre de principicules se disputaient leurs pouvoirs, par opposition à la .i.France\;, fortement centralisée.....	134
XIXème siècle, l'Europe occidentale domine le reste du monde\;, l'.i.Europe occidentale\; en est venue à dominer le reste du monde (et non le contraire), et pourquoi ce colonialisme a généralement été facteur de progrès. En outre, il explique la montée des .i.Etats-Unis\; au rang de superpuissance au cours du .i.XXème siècle, les Etats-Unis eviennent une superpuissance\;.	25
XIXème siècle, l'exploitation étatique croît sans cesse depuis le dernier tiers\;, particulièrement depuis la première .i.guerre mondiale (première)\;. En fait, pour les .i.Autrichiens (économistes)\;, le .i.marxisme\; porte une grande part de responsabilité dans cette dégradation, en faisant perdre de vue la conception correcte de l'exploitation, celle dont les propriétaires initiaux, producteurs, parties aux contrats sont victimes de la part de ceux qui n'ont rien produit ni passé aucun contrat, et mettant en avant, dans la pire confusion, la fausse opposition du capitaliste et du salarié.....	62
XIXème siècle, les indésirables étaient tout naturellement exclus.....	17
XIXème siècle, les intellectuels sont financés par des mécènes privés.....	133
XVème siècle, les taux d'intérêts réels atteignent 5 %\;.	136
XVIIème siècle, l'Allemagne n'est pas unifiée.....	21
XXème siècle.....	25

XXème siècle les Etats-Unis ont repris le rôle de la Grande-Bretagne comme pays impérialiste dominant.....	71
XXème siècle, dans la première moitié des économistes reconnaissent les contributions de Böhm-Bawerk.....	161
XXème siècle, les Etats-Unis deviennent une superpuissance.....	25
XXème siècle, Mises et Rothbard sont les plus grands économistes.....	143
Yeager, Leland.....	281, 288
yougoslave, gouvernement.....	26
Yougoslavie.....	19
Zeitschrift für philosophische Forschung.....	201
(économistes) autrichiens.....	230
Association of Private Enterprise Education (The).....	31
Hermeneutical Invasion of Philosophy and Economics (The) par Murray N. Rothbard.....	213
Theory of Socialism and Capitalism.....	226
1291, pacte fondateur de la Suisse.....	21
1291, serment du Rütli.....	131
1648 les Provinces-Unies s'érigent en république; à .i.1673 fin de la république des Provinces-Unies; et l'.i.Angleterre; sous .i.Cromwell, Oliver;.....	131

1673 fin de la république des Provinces-Unies.....	131
1782, la loi interdit aux ouvriers qualifiés de quitter le territoire britannique	13
1824, la loi cesse d'interdire aux ouvriers qualifiés de quitter le territoire britannique\;; une loi interdisait aux ouvriers qualifiés de quitter la .i.Grande-Bretagne\;. En revanche, un roi souhaitera expulser ses sujets improductifs et destructeurs (les criminels, clochards, mendiants, romanichels, vagabonds, etc.), car les extirper du royaume accroîtra sa valeur. C'est pour cela que la .i.Grande-Bretagne\; a expulsé des dizaines de milliers de délinquants de droit commun en .i.Amérique du Nord\; et en .i.Australie\;.	13
1840, naissance de Carl Menger.....	147
1848 guerre du Sonderbund	
la Suisse devient une fédération.....	21
1851, naissance d'Eugen von Böhm-Bawerk\;.....	148
1871, unification de l'Allemagne\;.....	21
1880, des Polonais admis comme travailleurs saisonniers en Allemagne.....	13
1881, naissance de Ludwig von Mises.....	148
1883, Carl Menger publie ses Recherches sur la méthode des sciences sociales. Début de la Querelle des Méthodes avec Schmoller.....	149
1884, Eugen von Böhm-Bawerk publie Kapital und Kapitalzins [Capital et intérêt].....	148
1912, Ludwig von Mises publie sa Theorie des Geldes und der Umlaufsmittel [Théorie de la monnaie et du crédit].....	149
1914, mort de Eugen von Böhm-Bawerk.....	148
1918 disparition de l'empire des Habsbourg\;.....	21

1920, il apparaît au cours de la décennie des économistes allemands dignes de ce nom.....	159
1920, Mises et Hayek prédisent la crise de la fin de la décennie.....	161
1922, Ludwig von Mises publie Die Gemeinwirtschaft [Le Socialisme].....	149
1924, mort de Carl Menger.....	147
1926, naissance de Murray Rothbard.....	150
1930, les savants européens émigrent aux États-Unis.....	164
1931, Hayek invité à Londres par Lionel Robbins pour présenter la théorie autrichienne de la conjoncture.....	162
1932, Lionel Robbins publie The Nature and Significance of Economic Science.....	161
1936, début de la révolution keynésienne.....	163
1940, Ludwig von Mises émigre aux États-Unis.....	150
1940, on tient encore l'école de Chicago pour \.....	138
1950, The Nature and Significance of Economic Science de Lionel Robbins reste influent.....	161
1960, vers la fin de la décennie, les niveaux de vie commencent à stagner...39	
1962 entrée en scène de Murray Rothbard.....	233
1962, Murray Rothbard publie Man, Economy and State.....	150
1965, la législation démocratique autorise l'immigration de n'importe qui aux États-Unis.....	16
1970, au milieu de la décennie le nombre des économistes autrichiens recommence à augmenter.....	182

1970, la décennie est marquée par l'apparition d'une \.....	168
1970, la stagflation apparaît.....	156
1970, le niveau de vie commence à stagner en Occident.....	157
1970, le prix du relativisme social devient trop élevé.....	212
1970, les événements économiques font changer l'opinion\;.....	156
1970, on redécouvre l'école autrichienne\;, au vu de l'échec de plus en plus patent du programme de recherche positiviste-réfutationniste, on ne s'est pas borné à redécouvrir ces arguments-là \; de plus en plus, particulièrement de plus en plus de jeunes savants en sciences économiques et sociales découvraient aussi que l'école .i.autrichienne, école\; qui était presque tombée dans l'oubli pendant les hautes eaux du positivisme avait, dépassant largement la critique logique du positivisme et dans l'ignorance de la plupart de l'opinion scientifique, élaboré un système d'économie descriptive presque complètement développé et achevé, dont les propositions se distinguent fondamentalement dans leur caractère de l'insignifiance et de l'arbitraire des énoncés de la recherche économique positiviste.....	172
1970, regain d'influence de l'école autrichienne au milieu de la décennie....	155
1970, vers le début de la décennie, les niveaux de vie commencent à stagner	39
1973, mort en septembre de Ludwig von Mises.....	148
1974, F. A. Hayek reçoit le prix Nobel d'économie\;, le nom de ce dernier l'emporta en popularité sur celui des autres .i.autrichiens, économistes\; y compris .i.Mises\;, à tel point qu'il était devenu synonyme d'\.....	151
1974, un an après la mort de Mises, Hayek reçoit le prix Nobel d'économie\;	157
1976, Rothbard fonde le Journal of Libertarian Studies.....	169

1980 à la fin de la décennie, le système soviétique s'effondre\;	39
1980, effondrement du socialisme réel à la fin de la décennie.....	140
1980, effondrement du socialisme réel au cours de la décennie.....	158
1980, même des socialistes invétérés reconnaissent que Mises avait raison..	159
1982, Murray Rothbard publie The Ethics of Liberty.....	150
1982, Rothbard publie The Ethics of Liberty.....	243
1985, les PUF publient L'Action humaine, traduction du Human Action de Ludwig von Mises\;	149
1987, Rothbard fonde la Review of Austrian Economics.....	169
1995, mort en janvier de Murray Rothbard.....	150
1995, parution de Economic Thought Before Adam Smith et de Classical Economics de Murray Rothbard.....	150
31 av. J.-C. fin de la République romaine.....	131
A Kind of Integrity par J. Barnes.....	213
Action humaine.....	193, 197, 202, 214, 220, 230
Action humaine (L') de Ludwig von Mises\;. En réalité, la relation entre prospérité économique et centralisation est très différente — en fait c'est quasiment le contraire — de ce que prétend l'orthodoxie.	22

Action Humaine (L') de Ludwig von Mises\; .i.Human Action de Ludwig von Mises\; .i.Manchestérisme\; .i.Hindenburg, Maréchal Paul von Benecken Dorff und, 1847-1934\; .i.Audouin, Raoul\; .i.Nationalökonomie de Ludwig von Mises\;. Et finalement, à la fin des années .i.1980, effondrement du socialisme réel au cours de la décennie\;, s'est produit l'effondrement spectaculaire du socialisme réel en .i.Union soviétique\; et dans les pays de l'.i.Europe de l'Est\;. .i.Mises\; avait dès le début prédit cet effondrement comme inévitable.

Comme dans le socialisme l'ensemble des facteurs de production, y compris la terre et le sol, sont possédés par le collectif et ne peuvent donc pas être achetés ni vendus, ils n'ont pas de prix de marché pour indiquer leur rareté. Or, en l'absence de prix de marché, tout calcul économique — toute comparaison des coûts et des prix de vente — est impossible. Socialisme ne signifie pas \....159

Action humaine (L') de Ludwig von Mises\;.....	115
Action humaine (L') de Ludwig von Mises\;. C'est valable pour le concept d'\	173
Action humaine (L'), de Ludwig von Mises\;. Comme .i.Rothbard\; le montre, cette démonstration comporte deux fautes de raisonnement.i.Rothbard\;.i.Man, Economy and State de Murray Rothbard\;.....	234
Action humaine (L'), par Ludwig von Mises\;] \; il présenta pour la première fois une défense complète et totalement cohérente d'un système pur de marché.....	233
Acton, Lord John Emmerich Dalberg-.....	60
Advances in Austrian Economics.....	156
Affirmative action.....	139
Afrique.....	123
After Virtue	
A Study in Moral Theory d' Aldastair McIntyre\; .i.Moralbewußtsein und kommunikatives Handeln de Jürgen Habermas\;.i.Habermas, Jürgen\;.i.Veatch, Henry\;.i.Human Rights, Fact or Fancy? de Henry Veatch\;.	251
Against Method de Paul Feyerabend.....	188
Alabama.....	184
Albanais.....	20

Albanie.....	22
Allemagne.....	13, 21, 134, 159, 161, 164
Allemagne de l'Ouest.....	20, 141
Allemagne du Sud.....	24
Allemagne, République Fédérale d'.....	158
Allemands.....	13, 20
America's Great Depression de Murray N. Rothbard\; .i.Charles Dunoyer and French Classical Liberalism par Leonard Liggio\;.i.Liggio, Leonard\; .i.Journal of Libertarian Studies\; .i.Classical Liberal Exploitation Theory par Ralph Raico\; .i.Raico, Ralph\; .i.Social Analysis of Three Early 19th Century French Liberals...	
Say, [Charles N.d.T.] Comte and Dunoyer (The) par M. Weinburg\; .i.Weinburg, M.\; .i.Say, Jean-Baptiste\; .i.Comte, Charles\; .i.Dunoyer, Charles\; .i.Journal of Libertarian Studies\; .i.Salerno, Joseph T. \;.i.Comment on the French Liberal School par Joseph T. Salerno\; .i.Gustave de Molinari and the Anti-Statist Liberal Tradition par D. M. Hart\;.i.Hart, D. M.\;.	57
Américains.....	17, 75
Amérique du Nord.....	13, 25, 156
Amérique du Sud.....	182
Anarchie, Eigentum und Staat de Hans-Hermann Hoppe.....	235
Anarchy, State and Utopia de Robert Nozick.....	266
Anatomie d'un spectre d'Alain Besançon.....	122
Andorre.....	30
Andreski, Stanislav.....	212
Angleterre.....	24, 131, 162

années trente, triomphe du charlatanisme keynésien.....	156
Annexe\.....	153
Apel, K. O.....	201, 216, 249, 252
Apriori der Kommunikationsgemeinschaft und die Grundlagen der Ethik (Das) par K. O. Apel.....	249
Argument From Mere Argument (The) par Loren Lomasky.....	289
Argumentation par l'intimidation (L')\.....	253
Aristote.....	40, 53, 181, 192
Aspects of Scientific Explanations de C. G. Hempel.....	199
Athènes.....	131, 204
Atlantic Economic Journal.....	149
Auburn University.....	184
Auburn, Al.....	149, 184
Audouin, Raoul.....	158
Ausgewählte Schriften de K. Marx/F. Engels.....	47
Australie.....	13
Austrian Economics Newsletter.....	87
Austrian Monopoly Theory	
A Critique de Murray N. Rothbard.....	235
Austrian Economics.....	150, 157
Austrian Economics Newsletter.....	59

Austrian Rationalism in the Age of the Decline of Positivism par Hans-Hermann Hoppe.....	185
Austrian Rationalism in the Age of the Decline of Positivism\.....	171
Austrian Rationalism in the Age of the Decline of Positivism par Hans-Hermann Hoppe.....	260
Austrian School and Classical Liberalism (The)\.....	156
Autriche.....	21, 150, 164
Autriche-Hongrie.....	13
autrichienne (Ecole).....	213, 214, 215, 228, 229
autrichienne, école. 150, 151, 155, 156, 159, 161, 162, 163, 164, 170, 171, 172, 177, 182, 183, 184	
Autrichiens (économistes).....	62
autrichiens, économistes.....	151
Ayer, A. J.....	198
Bad Godesberg.....	77
Baier, Kurt.....	245, 252
Baltes.....	26
Banking, Nation States and International Politics de H. H. Hoppe.....	68
Banking, Nation States and International Politics de Hans-Hermann Hoppe...	73
Banque centrale européenne.....	20
Banque de réserve fédérale.....	20
Banque mondiale.....	20

Baran, P.....	45
Barnes, J.....	213
Bartley, W. W. III.....	92
Basques.....	20
Becker, Gary.....	94
Belgique.....	20
Belgrade.....	26
Besançon, Alain.....	122
Bibliographisches Institut.....	186
bloc de l'Est.....	230
Block, Walter.....	95, 211
Böhm-Bawerk.....	148, 149, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 161, 169
Böhm-Bawerk, Eugen von.....	50, 53, 213
Bosnie.....	20
Bostaph, Samuel.....	160
bougres.....	16
Bringing the State Back In de P. Evans et al.	71
Buchanan, James.....	292
Buchanan, James M.....	66
Bulgarie.....	20
Buridan, Jean de.....	173

Burke, Edmund.....	278
Calculus of Consent (The) de James M. Buchanan et Gordon Tullock.....	66
Californie.....	130
Capital (Le) de Karl Marx.....	45
Capital et intérêt d'Eugen von Böhm-Bawerk\;	148
Capitalism, Socialism and Democracy de Joseph A. Schumpeter.....	236
Carl Menger and Austrian Economics\.....	150
Catalans.....	20
catholiques.....	17
Cato Journal.....	226, 236
Center for Libertarian Studies.....	229
Center for Libertarian Studies.....	57
Cercle de Vienne.....	163
Certainty and Uncertainty — or.....	
How Rational Can Our Expectations Be? (On)\.....	179
Chambre des Représentants.....	139
Charles Dunoyer and French Classical Liberalism par Leonard Liggio.....	57
Charles Quint.....	21
Chicago, école de.....	94, 95, 138, 139, 293
Chili.....	141
Chine.....	31

Chronicles, publication mensuelle du Rockford Institute.....	6
Classical Economics.....	150
Classical Economics de Murray N. Rothbard.....	148
Classical Liberal Exploitation Theory par Ralph Raico.....	57
Coase and Demsetz on Private Property Rights par Walter Block.....	95
Coase, Ronald.....	94, 95
Collapse of Socialism and the Future of Eastern Europe (The) par Hans-Hermann Hoppe.....	214
Comment on Hoppe par D. Osterfeld.....	274
Comment on the French Liberal School par Joseph T. Salerno.....	57
Communist Manifesto (The) de Karl Marx et Frederick Engels.....	45
Communist Manifesto in Sociology and Economics (The) par Joseph A. Schumpeter.....	74
Comte, Charles.....	57
Conjectures and Refutations de Karl Popper.....	199
Conjectures et réfutations de Karl Popper.....	199
Constitution de la liberté (La) de Friedrich A. Hayek.....	80
Constitution de la liberté (La) de Friedrich Hayek.....	78
Constitution de la Liberté (La), de Friedrich A. Hayek.....	93
Constitution of Liberty (La) de Friedrich A. Hayek.....	82
Constitution of Liberty (The) de Friedrich A. Hayek.....	80, 86, 88
Constitution of Liberty (The), de Friedrich A. Hayek.....	93

Constitutions fixes (Les) par Anthony de Jasay.....	124
Contre la méthode de Paul Feyerabend.....	188
Contre le centralisme\.....	131
Conway.....	297, 298, 299, 300, 302, 303, 304
Conway, David.....	297
Corporate Ideal in the Liberal State (The), de James Weinstein.....	70
Cotta, Alain.....	160
Crisis and Leviathan de R. Higgs.....	71
Criticism and the Growth of Knowledge d'Imre Lakatos & A. Musgrave, eds.\;.i.Lakatos, Imre\; .i.Musgrave, A.\; a fourni une occasion de critiquer cette conception des sciences de la nature et de leur évolution. Analysant dans le détail des épisodes essentiels de l'histoire des sciences naturelles expérimentales, .i.Kuhn\; y mettait en cause l'idée d'un processus scientifique qui serait une progression régulière vers la vérité grâce à une succession d'hypothèses, d'expériences décisives et d'élimination de théories réfutées par l'expérience, chaque génération nouvelle en sachant plus que la précédente. A en croire Thomas .i.Kuhn\;, le processus n'était au contraire ni cumulatif ni orienté. Différents \.....	187
Croates.....	20, 26
Croatie.....	20
Cromwell, Oliver.....	131
Debreu, Gérard.....	211
Deconstruction in Philosophy.....	
Has Rorty Made It the Denouement of Contemporary Analytical Philosophy ? par Henry Veatch.....	213

Demands of Justice (The) de James P. Sterba.....	271
Demsetz, Harold.....	94, 95
Denationalization of Money.....	
The Argument Refined de Friedrich A. Hayek.....	80
Descartes, René.....	133
Desocialization in a United Germany de Hans-Hermann Hoppe.....	214
Die Gemeinwirtschaft [Le Socialisme] de Ludwig von Mises.....	149
Dissent on Keynes de Mark Skousen, ed.....	163
Dolan, Edwin.....	165, 220
dollar.....	20
Droit, législation et liberté de Friedrich A. Hayek.....	65
Droit, législation et liberté de Friedrich Hayek.....	78
Dunoyer, Charles.....	57
école de Chicago.....	48
école historique.....	159
Economic Science and the Austrian Method de Hans-Hermann Hoppe.....	165
Economic Thought Before Adam Smith.....	150
Economic Thought Before Adam Smith de Murray N. Rothbard.....	148, 195
Economics and Ethics of Private Property (The) de H. H. Hoppe.....	206
Economics and Ethics of Private Property (The).....	303

Economics and Ethics of Private Property (The) de Hans-Hermann Hoppe.....	56, 73, 163, 171, 185, 232, 260
Economics and Ethics of Private Property (The), de Hans-Hermann Hoppe..	44, 59
Economics and Ethics of Private Property de Hans-Hermann Hoppe.....	253
Economics and Sociology of Taxation (The) de Hans-Hermann Hoppe.....	56
Economistes et charlatans de Murray N. Rothbard.....	95
Economistes et charlatans.....	236, 260, 296
Economistes et Charlatans.....	240
Economistes et charlatans de Murray N. Rothbard.....	205
Economistes et charlatans de Murray N. Rothbard et. al.....	153
Economistes et Charlatans de Murray N. Rothbard et. al.....	176
Economistes et charlatans de Murray Rothbard.....	242
Economistes et charlatans de Murray Rothbard et al.....	211
Ecossais.....	20
Edit de Nantes, sa révocation en 1685.....	13
Egalitarianism as a Revolt Against Nature and Other Essays de Murray N. Rothbard.....	230
Egalitarianism As a Revolt Against Nature and Other Essays de Murray N. Rothbard.....	62
Egypte (Sultan d')\;i.Rome (empereur de)\;i.Rothbard, Murray N.\;.....	107
Eigentum, Anarchie und Staat.....	242

Eigentum, Anarchie und Staat de Hans-Hermann Hoppe.....	229
Eigentum, Anarchie und Staat de Hans-Hermann Hoppe.....	87
Einführung.....	
Ludwig von Mises und der Liberalismus\.....	152
Einleitung [introduction] de Hayek aux Erinnerungen de Ludwig von Mises	155
Einstein, Albert.....	181
Elites naturelles, les intellectuels et l'Etat (Les) de Hans-Hermann Hoppe\;. En revanche, dans la mesure où les adhérents à la culture fondamentale comprennent la nature de la relation entre les deux cultures, non seulement la richesse absolue de la sous-culture sera menacée, mais son existence même sera mise en danger. Car les adeptes de la sous-culture parasitaire ne représentent jamais qu'une minorité de l'ensemble du groupe. Cent parasites peuvent vivre confortablement sur le produit d'un millier d'hôtes \; un millier de parasites, non. Cependant, si les membres de la culture productive de l'appropriation représentent toujours la majorité du peuple, alors dans le long terme la plus grande force physique est aussi de leur côté. Ils peuvent toujours battre les parasites et les détruire, et l'existence persistante d'une sous-culture d'expropriation ne s'explique donc pas par son plus grand pouvoir politico-militaire, mais dépend au contraire exclusivement du pouvoir des idées. Le gouvernement, les hommes de l'Etat doivent trouver un soutien idéologique qui plonge au cœur de la population exploitée. Sans un tel soutien de la part des membres de la culture de base, même le gouvernement le plus brutal et apparemment invincible s'effondre immédiatement (comme l'a tout récemment illustré la chute spectaculaire de l'.i.Union Soviétique\; et des gouvernements communistes de l'.i.Europe de l'Est\;)......	126
Empire ottoman.....	21
Empire soviétique.....	20
Engels, Friedrich.....	45

Enterprise and Education.....	31
Entwicklung von der Utopie zur Wissenschaft (Die) de Friedrich Engels.....	47
Epistemological Relativism in the Sciences of Human Action par Ludwig von Mises.....	244
Erfahrung und Struktur de Friedrich Kambartel.....	186
Erfahrung und Struktur de Friedrich Kambartel.....	196, 200
Erhard, Ludwig.....	141
Erinnerungen [Notes and Recollections] de Ludwig von Mises.....	155
Erklären - Verstehen Kontroverse in transzendental-pragmatischer Sicht (Die) de K. O. Apel.....	193
Espagne.....	20
Essays in the History of Liberty de Lord John Emmerich Dalberg-Acton.....	60
Essays of J. A. Schumpeter.....	74
Essays, Literary, Moral and Political de David Hume.....	107
Est, démocraties populaires.....	140
Etat (L') d'Anthony de Jasay.....	266
Etat (L'), d'Anthony de Jasay.....	14, 124
Etat-providence.....	140
Etats-Unis.....	7, 16, 17, 20, 22, 23, 25, 30, 31, 32, 62, 71, 72, 123
États-Unis.....	150, 155, 156, 157, 164, 182, 184
Ethics of Liberty.....	214, 229, 254, 260
Ethics of Liberty (The) de Murray N. Rothbard.....	150, 257

Ethics of Liberty (The) de Murray N. Rothbard.....	82
Ethique de la liberté.....	246
Ethique de la liberté.....	214, 229, 254, 260, 263, 266
Ethique de la liberté (L') de Murray N. Rothbard\;.i.Rothbard, Murray N.\;....	82
Ethique de la liberté (L') de Murray Rothbard\;.i.Rothbard, Murray N.\;. Je vais plutôt l'utiliser ici comme un point de départ conceptuel, pour contribuer à faire comprendre l'erreur fondamentale de la plupart des apôtres contemporains de l'immigration illimitée.	9
Ethique de la liberté (L'), de Murray Rothbard\;.....	228
Ethique de la liberté (L'), de Murray Rothbard\; — pour nous fournir un système normatif exhaustif pour compléter et parfaire la tâche de justifier le laissez-faire.	243
Ethique de la liberté (L'), de Murray Rothbard\;.	75
Ethique de la liberté de Murray N. Rothbard.....	257
Euclide.....	93
Europe.....	17, 20, 25, 30, 32, 150, 156, 164, 182
Europe de l'Est.....	19
Europe de l'Est.....	20, 29, 126, 158, 159, 213
Europe de l'Est\;.i.Hoppe\;.i.Ludwig von Mises Institute\;.i.Collapse of Socialism and the Future of Eastern Europe (The) par Hans-Hermann Hoppe\;.i.Kwasny Economics\;.i.Desocialization in a United Germany de Hans-Hermann Hoppe\;.....	214
Europe de l'Ouest.....	30
Europe occidentale.....	17, 20, 23, 24, 25, 29, 62, 71, 123, 156, 157

Evans, P.....	71
F. A. Hayek and the Concept of Coercion de Murray N. Rothbard.....	82
F. A. Hayek et le concept de coercition de Murray N. Rothbard.....	82
F. A. Hayek on Government and Social Evolution.....	
A Critique\.....	152
Fatal Conceit (The) de Friedrich A. Hayek.....	94, 100, 104
Fatal Conceit (The), de Friedrich A. Hayek.....	93
Fatal Conceit (The), par Friedrich A. Hayek.....	97, 99
Feigl, H.....	199
Fertig, Lawrence.....	143
Fetter, Frank.....	53
Fetter, Frank A.....	161
Feyerabend.....	188, 189, 190, 191
Feyerabend, Paul.....	188
Fidji, îles.....	194
Firm, the Market, and the Law (The), par Ronald Coase.....	95
Fisher, Irving.....	161
Flamands.....	20
Florence, République de.....	131
Fonds Monétaire International.....	20
For A New Liberty de Murray N. Rothbard.....	212

For A New Liberty de Murray N. Rothbard.....	241
For a New Liberty.....	229
For a New Liberty de Murray N. Rothbard.....	57, 157, 257
For an Ontology of Morals	
A Critique of Contemporary Ethical Theory de Henry Veatch.....	211
Foreword par Friedrich A. Hayek au Socialism de Ludwig von Mises.....	100
Foundations of Modern Austrian Economics (The) d'Edwin Dolan, ed.; .i.Dolan, Edwin\; .i.Economic Science and the Austrian Method de Hans- Hermann Hoppe\; .i.Hoppe\; .i.Ludwig von Mises Institute\;.....	165
France.....	24, 134
Frédéric le Grand.....	13
Free Market (The).....	56, 204
Free Market Reader (The) de Llewelyn Rockwell, ed.....	212
Freedom and Domination d'Alexander Rüstow\; .i.Rüstow, Alexander\;.	60
Freedom and the Rule of Law in F. A. Hayek de Ronald Hamowy.....	82
Frege, G.....	200
Friedman.....	138
Friedman, David.....	33, 281
Friedman, Milton.....	138, 139, 169
Galilée.....	181
General Theory of Exploitation and Class (A) de J. Roemer.....	50
Generalization in Ethics de M. Singer.....	245

Generalization in Ethics de Marcus Singer.....	263
Gênes, république de.....	131
Georgetown Symposium on Ethics, Essays in Honor of Henry Babcock Veatch de Rocco Porreco, ed.....	247
Gewirth, Alan.....	245, 252
Gewirth, Carl.....	251
Gingrich, Newt.....	139
GNP, PPR, and the Standard of Living\.....	157
Goethe, Johann Wolfgang.....	133
Gordon, David.....	151, 283
GOUVERNEMENT MONDIAL.....	20
Grande-Bretagne.....	13, 71
Grundsätze der Volkswirtschaftslehre de Carl Menger.....	147
guerre mondiale (première).....	62
guerre mondiale (Première).....	14
Guerre mondiale (seconde).....	141
guerre mondiale, première.....	25, 135
guerre mondiale, Seconde.....	164
guerre mondiale, (première).....	21
Gustave de Molinari and the Anti-Statist Liberal Tradition par D. M. Hart.....	57
Haberler, Gottfried von.....	150

Habermas, Jürgen.....	249
Habsbourg, empire des.....	21
Hamowy, Ronald.....	82
Hare, R. M.....	263
Hart, D. M.....	57
Hauptströmungen der Gegenwartsphilosophie de W. Stegemüller.....	191
Hauptströmungen der Gegenwartsphilosophie de W. Stegmüller.....	195
Hayek. .80, 92, 102, 104, 105, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 128, 129, 150, 151, 152, 157, 161, 162, 163	
Hayek démocrate-social\.....	48
Hayek, Friedrich A.....	48, 99, 111, 286
Hayek, Friedrich A. von.....65, 78, 80, 81, 82, 85, 86, 87, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 96, 97, 98, 213	
Hayek, Friedrich von.....	22
Hayek's Theory of Cultural Group Selection de David Ramsey Steele\;.i.Ramsey Steele, David\; .i.Journal of Libertarian Studies\;.....	98
Hayek's Theory of Cultural Group Selection\.....	111
Herbener, Jeffrey M.....	91
Hermeneutical Invasion of Philosophy and Economics (The)\.....	170
Hermeneutical Invasion of Philosophy and Economics (The) par Murray N. Rothbard.....	212
Higgs, R.....	71

Hilbert, D.....	200
Hindenburg, Maréchal Paul von Benecken Dorff und, 1847-1934.....	158
Histoire de l'analyse économique de Joseph A. Schumpeter\;	162, 163
History of Economic Analysis de Joseph A. Schumpeter.....	162, 163
Hobbes, Thomas.....	280
Hohenzollern (Maison des).....	263, 272
Hollis, M.....	192, 205
Hongrois.....	20
Hoppe.....	165, 169, 191, 204, 205, 206, 213, 214, 218, 220, 226, 260, 261, 287
Hoppe, Hans-Hermann..	48, 56, 59, 68, 73, 89, 93, 112, 152, 163, 179, 253, 281
How is Fiat Money Possible? — or.....	
The Devolution of Money and Credit\.....	169
Hudson, W.....	261
Huguenots.....	13
Human Action.....	197, 202, 214, 215, 220, 233, 234
Human Action de Ludwig von Mises.....	149, 158, 173, 176
Human Action. A Treatise on Economics par Ludwig von Mises.....	100
Human Rights.....	248
Human Rights.....	
Fact or Fancy? de Henry Veatch.....	246
Human Rights de Veatch.....	254

Human Rights, Fact or Fancy ? de Henry Veatch.....	211
Hume.....	243, 278
Hume, David.....	107, 195
Imperialism, Pioneer of Capitalism de B. Warren.....	74
Imperialismus und strukturelle Gewalt de D. Senghaas.....	266
In Defense of Extreme Rationalism par Hans-Hermann Hoppe.....	191, 213
In Defense of Extreme Rationalism.....	
Thoughts on Donald McCloskey's 'The Rhetoric of Economics'\.....	170
In Defense of Extreme Rationalism par Hans-Hermann Hoppe.....	195
Inde.....	31, 123
Individualism and the Philosophy of the Social Sciences.....	260
Individualism and the Philosophy of the Social Sciences de Murray N. Rothbard.....	205
Intellectual Cover for Socialism (The) de H. H. Hoppe	204
Intimidation by Rhetoric\.....	170
Investigations Into The Method of the Social Sciences de Carl Menger.....	149
Investigations Into the Method of the Social Sciences with Special Reference to Economics de Carl Menger.....	104
Irak.....	29
Irlandais.....	20
Is Research Based on Causal Scientific Principles Possible in the Social Sciences? par Hans-Hermann Hoppe.....	260

Is There Life After Reaganomics ? par Murray N. Rothbard.....	212
Is-Ought Question (The) de W. Hudson, ed.....	261
Italie.....	21
Italie du Nord.....	24
Janich, P.....	186
Japon.....	20
Jasay.....	236
Jasay, Anthony de.....	14, 124, 266
Jefferson, Thomas.....	40
Jevons, William Stanley.....	148
Johnson, Paul.....	211
Jones.....	281
Journal of Political Economy.....	169
Journal of Libertarian Studies.....	95
Journal of Libertarian Studies.....	242
Journal des Economistes.....	241
Journal des économistes.....	229
Journal des Economistes et des Etudes Humaines.....	152
Journal of Libertarian Studies.....	98
Journal of Libertarian Studies.....	44, 57, 82, 235
Journal of Libertarian Studies. An Interdisciplinary Review.....	169

juiifs.....	16, 17
Justice of Economic Efficiency (The), de Hans-Hermann Hoppe.....	59
Kambartel, Friedrich.....	166, 186, 196, 200, 245, 252
Kansas City.....	149
Kant, Immanuel.....	165, 252, 290
Kapital (Das) de Karl Marx.....	45, 48
Kathedersozialisten [Socialistes de la chaire].....	160
Kaufmann, Felix.....	163
Kelsen, Hans.....	76
Keynes.....	156, 163
Keynes, John Maynard.....	137
Keynes, the Man\.....	163
keynésianisme.....	156
Kirzner.....	150, 151
Kissinger, Henry.....	144
Kolakowski, Leszek.....	45
Kolko, Gabriel.....	70
Kraft, V.....	195
Krippendorff, E.....	71
Kritik der kausalwissenschaftlichen Sozialforschung. Untersuchungen zur Grundlegung von Soziologie und Ökonomie de Hans-Hermann Hoppe.....	193

Kritik der kausalwissenschaftlichen Sozialforschung de Hans-Hermann Hoppe	22
Kritik der kausalwissenschaftlichen Sozialforschung de H. H. Hoppe	206
Kritik der kausalwissenschaftlichen Wirtschaftsforschung. Untersuchungen zur Grundlegung von Soziologie und Ökonomie de Hans-Hermann Hoppe	260
Kuhn	187, 188, 189, 190, 191
Kuhn, Thomas	168, 187
Kwasny Economics	214
Lachmann	150, 151
Lachmann, Ludwig	151
Lakatos, Imre	187, 203
Language of Morals (The), de R. M. Hare	263
Language, Truth and Logic de A. J. Ayer	198
Langue de bois (La) de Françoise Thom	63
Laslett, Peter	257
Late Capitalism d'Ernest Mandel\;	45
Law and the Liberal Society	
F. A. Hayek's 'Constitution of Liberty' de Ronald Hamowy\;	82
Law, Action and Morality par Alan Gewirth	247
Law, Legislation and Liberty de Friedrich A. Hayek	65
Law, Legislation and Liberty de Friedrich A. Hayek	79, 83, 92, 100
Law, Legislation and Liberty de Friedrich Hayek	78

Law, Legislation, and Liberty de Friedrich A. Hayek.....	111
Law, Property Rights and Air Pollution par Murray N. Rothbard.....	266
Le Rationalisme autrichien à l'ère du déclin du positivisme par Hans-Hermann Hoppe\;.i.Hoppe\;. La réponse évidente est	
\.....	288
Lefort, François.....	63
Left and Right	
The Prospects for Liberty par Murray N. Rothbard.....	230
The Prospects for Liberty de Murray N. Rothbard.....	62
Left and Right de Murray Rothbard.....	75
Lenk, H.....	201
Leonhard, W.....	45
Liberalismus de Ludwig von Mises.....	152
Liberty.....	212, 281, 289
Liggio, Leonard.....	70
Locke.....	195, 292, 299
Locke, John.....	93, 94, 95, 133, 257, 292
Logic of Scientific Discovery (The) de Karl Popper.....	199
Logikbegründung und rationaler Kritizismus par H. Lenk.....	201
Logique de la découverte scientifique de Karl Popper.....	199
Lomasky.....	289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297

Lomasky, Loren.....	253, 289, 290, 291, 292, 293
London Review of Books.....	213
London School of Economics.....	162
Lorentzen, P.....	186, 245, 252
Lost in the Move?\.....	151
Ludwig von Mises and the Austrian School of Economics par Jeffrey M. Herbener.....	91
Ludwig von Mises as Social Rationalist par Joseph T. Salerno.....	91
Ludwig von Mises Institute.....	205
Ludwig Von Mises and the Paradigm for Our Age par Murray N. Rothbard	230
Ludwig von Mises as Social Rationalist\.....	152
Ludwig von Mises Institute.....	124, 144, 149, 165, 184, 193, 211, 212, 213, 214
Lukes, S.....	192
Macédoniens.....	20
Machlup, Fritz.....	150
Man, Economy and Liberty. Review Essay par Hans-Hermann Hoppe.....	226
Man, Economy and State.....	229
Man, Economy and State de Murray Rothbard.....	242
Man, Economy and Liberty.....	
Essays in Honor of Murray N. Rothbard par Llewelyn Rockwell et Walter Block eds.....	211

Man, Economy and State.....	202, 220
Man, Economy and State de Murray N. Rothbard.....	53
Man, Economy and State de Murray N. Rothbard.....	69
Man, Economy and State de Murray N. Rothbard.....	214
Man, Economy and State de Murray Rothbard.....	228, 233
Man, Economy, and State de Murray N. Rothbard.....	173
Man, Economy, and State.....	150
Manchestérisme.....	158
Mandel, Ernest.....	45
Manifeste du Parti communiste (Le) de Karl Marx et Friedrich Engels.....	45, 47
Marie-Thérèse d'Autriche.....	13
Martin, J. J.....	70
Marx.....	55, 56
Marx, Karl.....	44, 45, 47, 48, 49, 50, 73, 74, 133, 148
marxisme.....	62
marxistes.....	64, 67, 68, 73
Mayer, Hans.....	150
McCloskey, Donald.....	170
Meaning of Ludwig von Mises (The) de Jeffrey Herbener, ed.....	189
Meaning of Ludwig von Mises (The) par Jeffrey Herbener, ed.....	152
Menger.....	147, 148, 149, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 161, 169, 172

Menger, Carl.....	91, 102, 104, 147, 179, 180, 182, 213
Methodisches Denken de P. Lorentzen.....	186
Methodological Debate (The) de Samuel Bostaph.....	160
Methodological Debate Between Carl Menger and the German Historicists (The), par Samuel Bostaph.....	149
Mill, John Stuart.....	148
Mirage de la justice sociale (Le) par Friedrich A. Hayek.....	220
Mirage de la justice sociale (Le) de Friedrich A. Hayek.....	286
Mises. 57, 127, 129, 143, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 161, 162, 163, 164, 169, 170, 176, 193, 196, 197, 202, 205, 214, 215, 220, 232, 233, 236, 243, 244, 248, 249	
Mises Institute.....	143, 144, 145, 184
Mises, Ludwig von.....	45, 53, 57, 63, 78, 91, 152, 155, 160, 179, 213, 220, 228, 229, 282, 290
Mises, Richard von.....	163
Modern Times de Paul Johnson.....	211
Monaco.....	30
monde occidental adopte le positivisme après la guerre.....	164
monétariste, école.....	161, 169
Monopoly and Competition par Murray N. Rothbard.....	69
Monopoly Capital de P. Baran et P. Sweezy.....	45
Montaigne, Michel de.....	109

Moral Point of View.....	
A Rational Basis of Ethics (The) de Kurt Baier.....	245
Moralbewußtsein und kommunikatives Handeln de Jürgen Habermas.....	249
Morgenstern, Oskar.....	150
Musgrave, A.....	187
musulmans.....	17
Mystery of Banking (The) de Murray N. Rothbard.....	57
Myth of Neutral Taxation (The) par Murray N. Rothbard.....	226
Myth of Neutral Taxation (The), par Murray N. Rothbard.....	236
Nationalökonomie de Ludwig von Mises.....	158
Natural Elites, Intellectuals and the State de Hans-Hermann Hoppe.....	124
Natural Elites, the Intellectuals and the State par Hans-Hermann Hoppe.....	130
Nature and Significance of Economic Science de Lionel Robbins.....	161
Nature et signification de l'économique de Lionel Robbins\;.....	220
Nature et signification de l'économique, de Lionel Robbins.....	161
Nègres.....	10, 16
Nell, E.....	205
néo-conservateurs.....	140
Neue Unübersichtlichkeit (Die) de Jürgen Habermas.....	75
New Individualist Review.....	82
New Deal.....	139

New History of Leviathan (A), de Ralph Radosh et Murray N. Rothbard, eds	70
New Studies in Philosophy, Politics, Economics and the History of Ideas de Friedrich A. Hayek.....	96
New York.....	150
New York University.....	143, 150
Newton, Isaac.....	181
Nobel, prix.....	151
Normative Logic and Ethics de P. Lorentzen.....	245
Normative Logic and Ethics de P. Lorentzen.....	186
North, Gary.....	211, 290
Notes and Recollections de Ludwig von Mises.....	155
Nouvelle-Guinée.....	194
Nozick, Robert.....	266, 291
Occident.....	140, 141
Occident (l')\;.....	31
Occident (l')\;, quiconque ne faisait pas partie de la classe dirigeante avait peu de chances, voire aucune, d'y accéder, de sorte qu'ils s'opposaient avec véhémence à toute extension du pouvoir du Monarque.....	32
Offe, C.....	75
On Certainty and Uncertainty — Or.....	
How Rational Can Our Expectations be?\.....	151

On Certainty and Uncertainty — Or How Rational Can Our Expectations Be? par Hans-Hermann Hoppe.....	173
On Praxeology and the Praxeological Foundations of Economics and Ethics par Hans-Hermann Hoppe.....	205
On the Indefensibility of Welfare Rights par Hans-Hermann Hoppe.....	87
Oppenheim, P.....	199
Oppenheimer, Franz.....	60, 65
Orient.....	31
Osterfeld.....	274, 275, 277, 278, 279, 280
Osterfeld, D.....	274
Osterfeld, David.....	274
Österreichische Schule und ihre Bedeutung für die moderne Wirtschaftswissenschaft (Die)\.....	147
OTAN.....	20
OTASE.....	20
Ownership, Control, and the Firm par Harold Demsetz.....	95
Pacifique.....	20
Pareto, Vilfredo.....	242
Pax Americana.....	25
Pays-Bas.....	24, 131
Phillips, R. P.....	260
Philosophy.....	

Who Needs It? de Ayn Rand.....	266
Pierre le Grand.....	13
Pinochet, Augusto.....	141
Place of Reason in Ethics (The) de S. Toulmin.....	245
Plato's Modern Enemies and the Theory of Natural Law de J. Wild\;.....	246
Platon.....	192
Politics of Obedience	
The Discourse of Voluntary Servitude (The), d'Etienne de la Boétie\;.....	107
Pologne.....	20
Polonais.....	13
Popper, Karl.....	163
poppérisme, dont il serait urgent de prévoir l'extinction\;, les sciences économiques devinrent soit une sorte de jeu mathématique soit une version \	166
Pourquoi Murray Rothbard n'aura jamais le prix Nobel par Gary North\; .i.Economistes et charlatans de Murray Rothbard et al.\; .i.Rothbard\;) produits dans le meilleur des cas par des mathématiciens de deuxième ordre, non pour un public lequel n'existe pas, mais pour ramasser la poussière dans les bibliothèques de ce monde qui sont subventionnées par l'impôt \; ou alors il fallait qu'elle dégénère en une puissante industrie de la prévision économétrique, dont la futilité est douloureusement évidente pour tout le monde, y compris les politiciens et les bureaucrates d'Etat qui ne la subventionnent que pour des raisons de \.....	212
Pourquoi Murray Rothbard n'aura jamais le prix Nobel par Gary North\; .i.Economistes et charlatans\; .i.Rothbard\;, celle empiriste des essais et des erreurs, des conjectures hypothétiques, des réfutations et des confirmations.	

Voilà, dit .i.Lomasky\;, quel est le chemin à suivre, le chemin humble et effacé, sur lequel il faut aller cahotant. Et certes, on ne saurait douter que la plupart des philosophes politiques aient suivi ces recommandations, pour faire parler d'eux. Moi, je choisis le risque, et je présente une thèse sans ambiguïté, énoncée en termes directement applicables, et je prétends le prouver par des arguments axomatiques-déductifs. Si cela fait de mon livre la transgression suprême dans certains cercles philosophiques, c'est tant mieux. Mis à part d'autres avantages, comme par exemple que cela pourrait être le seul mode de recherche approprié, cela vous force au moins à dire quelque chose de précis, et de vous exposer à tous les vents de la critique logico-praxéologique au lieu de produire, comme le font .i.Lomasky\; et autres adeptes de la Modestie Officielle, des finasseries et autres balivernes sans la moindre portée pratique.
 291

Pouvoir d'entreprendre (Le) de François Lefort\; .i.Lefort, François\; .i.Langue de bois (La) de Françoise Thom\; .i.Thom, Françoise\;. Une justice de classe, c'est-à-dire un dualisme qui institue un ensemble de lois pour les dirigeants et un autre pour les dirigés, finit par marquer ce dualisme entre \.....65

Power and Market de Murray N. Rothbard.....87

Power and Market..... 226, 229

Power and Market de Murray N. Rothbard.....241

Power and Market de Murray N. Rothbard.....57

Praktische Philosophie und konstruktive Wissenschaftstheorie de Friedrich Kambartel, ed..... 245

Praxéologie comme méthode des sciences sociales (La) par Murray N. Rothbard..... 220

Praxeology.....

The Methodology of Austrian Economics par Murray N. Rothbard.....220

The Methodology of Austrian Economics\..... 165

Praxeology and Economic Science de Hans-Hermann Hoppe.....	205
Praxeology and Economic Science de Hans-Hermann Hoppe.....	220
Praxeology and the Praxeological Foundations of Epistemology and Ethics (On)\.....	189
Present State of Austrian Economics (The) de Murray N. Rothbard.....	91
Present State of Austrian Economics (The)\.....	152
Présomption Fatale (La) de Friedrich A. Hayek.....	100
Présomption fatale (La), de Friedrich A. Hayek.....	93
Prices and Production de Friedrich A. Hayek.....	162
Principes de l'économie politique de Carl Menger.....	147
Principles of Economics de Carl Menger.....	102
Privatseminar de Ludvig von Mises à Vienne.....	164
Prix et production de Friedrich A. Hayek.....	162
prix Nobel.....	157
Problem of One Big Cartel (The) par Murray N. Rothbard.....	69
production de la sécurité (De la) par Gustave de Molinari.....	241
Production of Security (The) de Gustave de Molinari.....	229
ProfScam.....	
Professors and the Demise of Higher Education de R. Sykes.....	212
protestants.....	17
Protophysik der Zeit (Die) de P. Janich.....	186

Provinces Unies.....	131
Prusse.....	13
Public Goods and Externalities.....	
The Case of Roads par Walter Block.....	242
Putnam, H.....	199
Pythagore.....	167
Quine.....	291
Radosh, Ralph.....	70
Raico, Ralph.....	57
Ramsey Steele, David.....	98
Rand, Ayn.....	26, 63, 234, 250, 266, 281
randiens.....	281
Rasmussen, Douglas.....	287, 288
Ratio.....	260
Rational Economic Man de M. Hollis et E. Nell.....	205
Rational Man de Henry Veatch.....	211
Rational Man. A Modern Interpretation of Aristotelian Ethics de Henry Veatch	195
Rationalisme autrichien à l'ère du déclin du positivisme (Le)\.....	171
Rationality and Relativism de M. Hollis et S. Lukes eds.....	192
Rawls, John.....	266, 277, 278

Recherches sur la méthode des Sciences sociales et de l'économie politique de Carl Menger.....	149
Redistribution (La) par Anthony de Jasay.....	124
Reich allemand.....	159
Relativism and the Study of Man par Helmut Schoeck et James Wiggins.....	244
Renaissance.....	131
républiques socialistes.....	140
Resource Cost of Irredeemable Paper Money (The)\.....	169
Réversible n'est pas testable	
réflexions sur la pensée politique de Karl Popper (Le) par Anthony de Jasay\;.....	160
Review of Austrian Economics.....	91, 212
Review of Austrian Economics.....	68, 76, 152, 169, 170, 179, 191, 226
Révolution industrielle.....	24
Révolution keynésienne.....	163
Ricardo.....	148
Ricardo, David.....	50, 148
Robbins, Lionel.....	161, 162, 220
Rockefeller, David.....	144
Rockwell, Llewelyn.....	211
Roemer, J.....	50
Rome.....	131

Ronald Reagan	
An Autopsy par Murray N. Rothbard.....	212
Rothbard....	57, 143, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 163, 165, 169, 172, 173, 176, 194, 195, 202, 205, 211, 213, 214, 220, 226, 229, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 241, 243, 244, 245, 248, 250, 254, 257, 259, 263, 266, 268, 279, 290, 296
Rothbard, Murray.....	179, 180, 182
Rothbard, Murray N.....	9, 45, 53, 57, 62, 68, 70, 82, 91, 95, 107, 109, 148, 152, 179, 213, 228, 281
Rothbard, Murray N.....	68
Roumanie.....	20
Rousseau, Jean-Jacques.....	40, 258, 272, 280
Royaume-Uni.....	20
Russes.....	26
Russie.....	13, 28
Rüstow, Alexander.....	60
Salerno, Joseph.....	152
Salerno, Joseph T.....	91
Salerno, Joseph T.	57
Salin, Pascal.....	83
San Marin.....	30
Say, Jean-Baptiste.....	57

Schlick.....	163
Schlick, Moritz.....	163, 164
Schmoller, Gustav von.....	160
Schoeck, Helmut.....	244
Schumpeter.....	150, 151, 152
Schumpeter, Joseph Alois.....	148, 162, 163
Science in a Free Society de Paul Feyerabend.....	188
Seconde guerre mondiale.....	164
Senghaas, D.....	266
Sennholz, Hans.....	150
Serbes.....	26
Serbie.....	20
Shaftesbury (Lord).....	195
Shakespeare, William.....	133
Singer, M.....	245
Singer, M.....	252
Singer, Marcus.....	263
Skousen, Mark.....	163
Slovaques.....	20
Slovaquie.....	20
Slovènes.....	26

Slovénie.....	20
Smith, Adam.....	148
Social Analysis of Three Early 19th Century French Liberals.....	
Say, [Charles N.d.T.] Comte and Dunoyer (The) par M. Weinburg.....	57
Social Science as Sorcery de Stanislav Andreski.....	212
Socialism de Ludwig von Mises.....	69, 149
Socialisme (Le) de Ludwig von Mises.....	69
Socialistes de la chaire.....	160
Socialistes nationaux d'Adolf Hitler\;	164
Sombart, Werner.....	160
Southern Economic Journal.....	260
Sovietideologie heute de G. Wetter.....	45
Sovietideologie heute de W. Leonhard.....	45
soviétique (Etat).....	26
SPD parti démocrate-social.....	77
Spencer, Herbert.....	133
Staat (Der) de Franz Oppenheimer.....	60, 65
Staat und Krieg d'E. Krippendorff\; .i.Krippendorff, E.\; .i.War-Making and State-Making as Organized Crime par Charles Tilly\; .i.Tilly, Charles\; .i.Bringing the State Back In de P. Evans et al. \; .i.Evans, P.\; .i.Crisis and Leviathan de R. Higgs\; .i.Higgs, R\;. Le marxisme, contrairement à une bonne partie de la science dite bourgeoise, présente les choses telles qu'elles sont	

il existe bel et bien une tendance à l'impérialisme à l'œuvre dans l'histoire \; et les plus grandes puissances impérialistes sont bel et bien les pays capitalistes les plus avancés. Et pourtant, l'explication est une fois de plus erronée. C'est l'Etat, en tant qu'institution exempte des règles capitalistes d'acquisition de la propriété, qui est par nature agressif. Et l'évidence historique d'une coïncidence étroite entre le capitalisme et l'impérialisme ne contredit cette explication qu'en apparence. Il est extrêmement facile de l'expliquer en rappelant que, pour se tirer avec succès d'une guerre entre Etats, un gouvernement doit pouvoir disposer (en termes relatifs) de ressources suffisantes. Toutes choses égales par ailleurs, c'est l'Etat qui a le plus de ressources qui l'emportera. En tant qu'entreprise exploiteuse, l'Etat est par nature destructeur de richesse et de capital. La richesse est produite exclusivement par la société civile \; et plus faibles sont les pouvoirs d'extorsion des hommes de l'Etat, plus la société accumule de richesses et de capital productif. Ainsi, aussi paradoxalement que cela puisse paraître d'abord, plus un Etat est faible ou libéral et plus le capitalisme y est développé \; une économie capitaliste à piller rend l'Etat plus riche \; et un Etat plus riche permet de plus en plus de guerres expansionnistes menées avec succès. C'est cette relation-là qui explique pourquoi ce sont au départ les Etats d'.i.Europe occidentale\;, et en particulier la .i.Grande-Bretagne\;, qui furent les pays impérialistes dominants, et pourquoi au .i.XXème siècle les Etats-Unis ont repris le rôle de la Grande-Bretagne comme pays impérialiste dominant\; ce rôle a été repris par les .i.Etats-Unis\;. 71

State (The) d'Anthony de Jasay\;.....	266
Steele.....	287
Steele, David Ramsey.....	111
Steele, David Ramsey.....	281, 286
Stegemüller, W.....	191
Stegmüller, W.....	195
Sterba, James P.....	271

Strafunwürdigkeit unterlassener Hilfeleistung (Von der) par Hans-Hermann Hoppe.....	87
Structure des révolutions scientifiques (La) de Thomas Kuhn.....	168
Structure des révolutions scientifiques (La), de Thomas Kuhn.....	187
Structure of Science (The) d'E. Nagel\;.....	199
Structure of Scientific Revolutions (The) de Thomas Kuhn.....	168
Struktur wissenschaftlicher Revolutionen (Die) de Thomas Kuhn.....	168
Strukturprobleme des kapitalistischen Staatesde C. Offe.....	75
Studies in Philosophy, Politics, and Economics de Friedrich A. Hayek.....	102
Suisse.....	21, 22
Suisse (comptes en).....	124
Sweezy, P.....	45
Sykes, R.....	212
Symposium on Hoppe's Argumentation Ethic\;. Je vais me concentrer sur les critiques les plus véhémentes — toutes utilitaristes d'une espèce ou d'une autre, à l'encontre de mon argumentation. Ensuite, je commenterai brièvement la manière de réagir des .i.randiens\;**.i.Hoppe, Hans-Hermann\; .i.Rand, Ayn\; .i.Rothbard, Murray N.\;.....	281
System der Soziologie de Franz Oppenheimer.....	65
Tchèques.....	20
Tchéchénie.....	29
Temps modernes (Les) de Paul Johnson.....	211
Ten Great Economists de Joseph A. Schumpeter.....	148

Théorie de la banque libre (La), de George Selgin.....	68
Théorie de la monnaie et du crédit de Ludwig von Mises.....	149
Théorie de la valeur	
analyse axiomatique de l'équilibre économique de Gérard Debreu\;.....	211
Theorie des kommunikativen Handelns de Jürgen Habermas.....	249
Theorie des Geldes und der Umlaufmittel [Théorie de la monnaie et du crédit] de Ludwig von Mises.....	149
Théorie générale de John Maynard Keynes.....	163
Theory of Socialism and Capitalism.....	229
Theory of Socialism and Capitalism (A) par David Conway.....	297
Theory and History	
An Interpretation of Social and Economic Evolution de Ludwig von Mises.....	193
Theory and History de Ludwig von Mises.....	73
Theory and History de Ludwig von Mises.....	149
Theory of Free Banking (The) de George Selgin.....	161
Theory of Justice (A) de John Rawls.....	266
Theory of Money and Credit de Ludwig von Mises.....	149
Theory of Socialism and Capitalism (A) de Hans-Hermann Hoppe.....	242
Theory of Socialism and Capitalism (A) de Hans-Hermann Hoppe...56, 59, 216, 235, 289	
Theory of Value	

An Axiomatic Analysis of Economic Equilibrium de Gérard Debreu.....	211
Thom, Françoise.....	63
Tilly, Charles.....	71, 75
Toulmin, S.....	245, 252
Toward a Reconstruction of Utility and Welfare Economics de Murray N. Rothbard.....	176, 226, 266
Transformation der Philosophie de K. O. Apel.....	201, 216, 249
Triumph of Conservatism (The), de Gabriel Kolko.....	70
Tullock, Gordon.....	66, 292
Turcs.....	10, 20
Turgot, A. R. J.....	148
Turquie.....	21
Two Treatises on Government de John Locke.....	257
Tyroliens.....	20
U. S. A.	73
Ultimate Foundation of Economic Science (The) de Ludwig von Mises.....	153, 179, 205
Ultimate Justification of the Private Property Ethics (The), par Hans-Hermann Hoppe.....	59
Union soviétique.....	23, 29, 158
Union Soviétique.....	19, 20, 22, 23, 126

Unity of Science as a Working Hypothesis par P. Oppenheim et H. Putnam	199
Untersuchungen über die Methode der Sozialwissenschaften und der politischen Ökonomie insbesondere de Carl Menger.....	149
Untitled Letter (An) par Ayn Rand.....	266
USA.....	164
Value, Exploitation and Class de J. Roemer.....	50
Vaughn, Karen.....	151
Veatch, Henry.....	211, 213, 246, 248, 252, 254
Venise, république de.....	131
Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien-être\.....	226
Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien-être de Murray N. Rothbard\;.....	95
Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien-être\.....	176
Vertu d'égoïsme (La) de Ayn Rand\;.i.Poncins, Michel de\;.i.Chômage, fils du socialisme de Michel de Poncins\; et, comme je vais l'expliquer, la \.....	28
Vienne.....	150, 195
vingtième siècle, ère du socialisme.....	155
Virkkala, Timothy.....	281, 282
Wahrheitstheorien par Jürgen Habermas.....	249
Walras, Léon.....	148
War-Making and State-Making as Organized Crime par Charles Tilly.....	71

Warren, B.....	74
Washington, D. C.....	184
Waters.....	281, 285
Watershed of Empire par Leonard Liggio et J. J. Martin, eds.....	70
Weinburg, M.....	57
Weinstein, James.....	70
Wetter, G.....	45
Why Socialism Must Fail de Hans-Hermann Hoppe.....	56
Wicksell, Knut.....	161
Wiener Kreis (Der) de V. Kraft.....	195
Wieser.....	151
Wieser, Friedrich von.....	148, 150
Wiggins, James.....	244
Wild, J.....	246, 252
William Volker Fund.....	143
Wirklichkeit und Reflexion de H. Fahrenbach, ed.....	249
Wissenschaft als Kunst de Paul Feyerabend.....	188
XIXème siècle, début de l'analphabétisme économique à l'allemande.....	159
XIXème siècle, début de la frénésie légiférante.....	136
XIXème siècle, début du processus de démocratisation en Europe et aux Etats-Unis.....	32

XIXème siècle, l'Allemagne est encore divisée en principautés\;, où nombre de principules se disputaient leurs pouvoirs, par opposition à la .i.France\;, fortement centralisée..... 134

XIXème siècle, l'Europe occidentale domine le reste du monde\;, l'.i.Europe occidentale\; en est venue à dominer le reste du monde (et non le contraire), et pourquoi ce colonialisme a généralement été facteur de progrès. En outre, il explique la montée des .i.Etats-Unis\; au rang de superpuissance au cours du .i.XXème siècle, les Etats-Unis eviennent une superpuissance\;.25

XIXème siècle, l'exploitation étatique croît sans cesse depuis le dernier tiers\;, particulièrement depuis la première .i.guerre mondiale (première)\;. En fait, pour les .i.Autrichiens (économistes)\;, le .i.marxisme\; porte une grande part de responsabilité dans cette dégradation, en faisant perdre de vue la conception correcte de l'exploitation, celle dont les propriétaires initiaux, producteurs, parties aux contrats sont victimes de la part de ceux qui n'ont rien produit ni passé aucun contrat, et mettant en avant, dans la pire confusion, la fausse opposition du capitaliste et du salarié..... 62

XIXème siècle, les indésirables étaient tout naturellement exclus..... 17

XIXème siècle, les intellectuels sont financés par des mécènes privés.....133

XVème siècle, les taux d'intérêts réels atteignent 5 %\;. 136

XVIIème siècle, l'Allemagne n'est pas unifiée.....21

XXème siècle..... 25

XXème siècle les Etats-Unis ont repris le rôle de la Grande-Bretagne comme pays impérialiste dominant..... 71

XXème siècle, dans la première moitié des économistes reconnaissent les contributions de Böhm-Bawerk..... 161

XXème siècle, les Etats-Unis eviennent une superpuissance.....25

XXème siècle, Mises et Rothbard sont les plus grands économistes..... 143

Yeager, Leland.....	281, 288
yougoslave, gouvernement.....	26
Yougoslavie.....	19
Zeitschrift für philosophische Forschung.....	201
(économistes) autrichiens.....	230
Association of Private Enterprise Education (The).....	31
Hermeneutical Invasion of Philosophy and Economics (The) par Murray N. Rothbard.....	213
Theory of Socialism and Capitalism.....	226
Traduit de l'américain et de l'allemand par François GUILLAUMAT	